



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-11

Séances publiques
n^{os} 135 et 136 p. 12-71

Questions au
Gouvernement p. 72-99

2023-2028

n° 56



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-11

Séances publiques p. 12-71

135^e séance du jeudi 19 mars 2026 p. 12-38

136^e séance du mardi 28 avril 2026 p. 39-71

Questions au Gouvernement p. 72-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
18/06/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Visite officielle au Canada pour « construire des relations étroites »



La délégation luxembourgeoise a été reçue par M. Francis Scarpaleggia, Président de la Chambre des Communes.

Renforcer les alliances, diversifier les partenariats et resserrer les liens avec les pays partageant les mêmes valeurs : tels étaient les objectifs de la première visite parlementaire luxembourgeoise au Canada, qui s'est tenue du 2 au 5 juin 2026. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, était accompagné de M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, de M. Laurent Zeimet, Mme Taina Bofferding, M. Fred Keup et Mme Diane Adehm, membres du Bureau, ainsi que de M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

80 ans de relations diplomatiques Luxembourg-Canada

Cette visite s'inscrit dans le cadre des 80 ans de relations diplomatiques entre le Luxembourg et le Canada, célébrés en 2025. Des liens dont les racines remontent à la Seconde Guerre mondiale, lorsque la famille grand-ducale et une partie du Gouvernement luxembourgeois se sont exilés au Canada. Cet anniversaire a notamment été marqué par l'ouverture officielle de la première ambassade luxembourgeoise à Ottawa. La visite officielle de la délégation parlementaire est la 5^e visite d'une délégation luxembourgeoise depuis l'ouverture de l'ambassade.

Un contexte géopolitique propice au rapprochement

Fil conducteur de l'ensemble des réunions tenues lors de la première journée à Ottawa – à la Chambre des Communes comme au Sénat –, la nécessité de « diversifier les relations et de resserrer les liens avec les pays qui partagent les mêmes valeurs » a fait l'objet d'un large consensus. Le Président de la Chambre des Communes, M. Francis Scarpaleggia, a présenté le Canada comme une « superpuissance démocratique », dont l'ambition est précisément de tisser des liens renforcés avec des pays partageant les mêmes valeurs. M. Wiseler a abondé dans ce sens, soulignant que cette visite transatlantique vise à « construire des relations étroites et durables avec des partenaires qui soutiennent et partagent les mêmes idées », en particulier au sein des organisations internationales. L'attachement commun au multilatéralisme et au droit international a été réaffirmé à plusieurs reprises par les deux délégations.

Le Luxembourg et le Canada unis sur les questions d'affaires étrangères et de défense

Les échanges avec les Commissions des Affaires étrangères et de la Défense ont mis en lumière un soutien partagé et sans équivoque envers l'Ukraine. Les

parlementaires canadiens ont rappelé les deux raisons fondamentales de cet engagement : le Canada abrite la plus grande diaspora ukrainienne après la Russie et la défense du droit international reste une priorité stratégique, notamment face aux menaces pesant sur la souveraineté arctique. Interrogé sur la position européenne, M. Wiseler a assuré que, selon lui, l'Union européenne ne réduira pas son soutien à l'Ukraine, qualifiant cet engagement de « steady » – tout en soulignant que le véritable enjeu pour l'UE est d'être présente à la table des négociations.

Les deux pays, membres de l'OTAN, ont également échangé sur la hausse de leurs budgets de défense. Les représentants du Comité permanent de la défense nationale ont indiqué que l'opinion publique canadienne a accepté ces efforts accrus, portée par un sentiment d'urgence lié à la détérioration des relations avec les États-Unis et aux enjeux de souveraineté en Arctique.

Relations canado-américaines et investissements

Lors des échanges avec le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, les parlementaires des deux pays ont évoqué la dégradation des relations entre Ottawa et Washington. C'est précisément cette réalité qui pousse le Canada à diversifier activement ses partenariats diplomatiques et économiques – une démarche dans laquelle le Luxembourg s'inscrit naturellement en tant que 9^e investisseur étranger au Canada. Les deux délégations ont affiché leur volonté commune d'approfondir encore cette coopération.

Les politiques environnementales ont également trouvé leur place dans les discussions, les parlementaires canadiens les considérant comme relevant à part entière des affaires étrangères. Soucieux de connaître le positionnement de leurs homologues luxembourgeois face aux crises climatiques, ils ont interrogé la délégation à ce sujet.

M. Wiseler a réaffirmé que les objectifs fixés lors de la COP21 de Paris demeurent une priorité pour le Luxembourg, tout en reconnaissant une réalité partagée par de nombreux gouvernements : dans un contexte où les urgences économiques et sécuritaires se multiplient, ces ambitions climatiques sont de plus en plus difficiles à porter auprès des citoyens.

Suite en page 04



Les députés ont rencontré la Présidente du Sénat du Canada, Mme Raymonde Gagné,...



... ainsi que la Présidente de l'Assemblée nationale du Québec, Mme Nathalie Roy (au milieu).

Suite de la page 03

Québec : des échanges sur l'économie et la francophonie

Au-delà d'Ottawa, la délégation luxembourgeoise s'est rendue à Québec, capitale provinciale, où elle a été accueillie par la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Nathalie Roy. Les échanges ont principalement porté sur deux axes : d'une part, le renforcement des relations économiques entre le Luxembourg et le Québec et, d'autre part, les répercussions des tarifs douaniers sur l'économie québécoise et canadienne.

La francophonie a également occupé une place centrale dans les discussions. L'Assemblée nationale du Québec s'apprête en effet à prendre la présidence de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), institution dans laquelle le Luxembourg et le Québec s'investissent activement. Les députés ont rappelé dans ce contexte que la Chambre accueillera au printemps 2027 la 52^e session de l'APF.

En marge de ces rencontres, une partie de la délégation a eu l'occasion de s'entretenir avec M. Christopher Skeete, Ministre des Relations internationales et de la Francophonie. La visite s'est conclue par un échange avec la Lieutenant-gouverneure du

Québec, Mme Manon Jeannotte, représentante du roi pour la province.

Renforcement des liens académiques entre le Luxembourg et le Québec

À Montréal, la délégation luxembourgeoise a eu un échange de vues avec M. Stéphane Pallage, ancien recteur de l'Université du Luxembourg et recteur actuel de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'une des plus grandes universités du Québec. Les discussions ont porté sur trois points clés : l'accueil

annuel de 4 à 5 étudiants luxembourgeois à l'UQAM, le renforcement de la coopération entre les universités du Québec et du Luxembourg ainsi que la participation de l'UQAM au programme Horizon de l'Union européenne.

Les députés ont également rencontré des étudiants luxembourgeois de l'UQAM. Au total, 142 jeunes du Grand-Duché étudient à l'heure actuelle au Canada, la plupart ayant choisi le Québec comme destination.



La dernière étape de la visite officielle a eu lieu à l'UQAM, où les députés ont pu échanger avec des étudiants luxembourgeois et l'ancien recteur de l'Université du Luxembourg (au milieu).

Conférence européenne des Présidents des Commissions des Affaires étrangères

Comment renforcer le rôle de l'Europe face aux défis sécuritaires actuels ?



Les membres de la Conférence européenne des Présidents des Commissions des Affaires étrangères avec Mme Yaël Braun-Pivet, Présidente de l'Assemblée nationale française (1^{re} rangée, 3^e à gauche)

Réunis le 28 mai 2026 à Paris dans le cadre de la Conférence européenne des Présidents des Commissions des Affaires étrangères, les parlementaires présents ont eu un échange de vues sur la situation en Ukraine, la défense européenne et l'autonomie stratégique. M. Gusty Graas y a représenté la Chambre des Députés en sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Ukraine et défense européenne au cœur des échanges

Les parlementaires ont consacré la première partie de leurs travaux à la guerre en Ukraine et à l'autonomie

stratégique, notamment en termes de défense, en identifiant les défis majeurs et les pistes d'action concrètes à l'échelle parlementaire.

M. Oleksandr Merezhko, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement ukrainien, s'est joint virtuellement aux échanges en marge d'une séance plénière, témoignant d'un parlement pleinement fonctionnel malgré la guerre d'agression. Il a exprimé la gratitude des parlementaires ukrainiens envers le prêt de 90 milliards d'euros octroyé par l'UE, tout en évoquant une fatigue considérable après plus de quatre ans de conflit. L'adhésion de l'Ukraine à l'UE reste la plus grande ambition pour l'Ukraine, une perspective qui revêt non seulement une portée

symbolique, mais constituerait aussi un échec stratégique majeur pour la Russie.

M. Graas a souligné l'importance d'un soutien maintenu envers l'Ukraine, saluant la levée du veto hongrois sur le prêt européen de 90 milliards d'euros. Il a également plaidé pour une politique de défense commune renforcée, se référant notamment à la trajectoire luxembourgeoise visant à atteindre 2,3 % du RNB consacrés à la défense d'ici 2029, ainsi qu'à l'emprunt obligatoire « Defence Bond » de l'État luxembourgeois, qui a remporté un franc succès. Cette dernière initiative a permis aux résidents de soutenir directement le renforcement des capacités défensives, la preuve que l'opinion publique s'est approprié la nécessité d'investir davantage dans la défense. Le député a encore identifié l'élargissement comme autre priorité, tant pour les Balkans occidentaux que pour la Moldavie et l'Ukraine.

Un nouveau forum d'échange

Créée en automne 2025 à l'initiative de l'Assemblée nationale française, la Conférence européenne des Présidents des Commissions des Affaires étrangères offre un cadre d'échange régulier aux présidents des commissions des affaires étrangères des parlements des États membres de l'UE. Le rendez-vous de 2026 a réuni une bonne vingtaine de participants à Paris, où ils ont également été reçus par Mme Yaël Braun-Pivet, Présidente de l'Assemblée nationale.

Outre les représentants des États membres, les Présidents des Commissions des Affaires étrangères de la House of Commons britannique, du Storting norvégien et de la Rada ukrainienne ont participé aux travaux, élargissant ainsi le cercle au-delà des Vingt-Sept. La prochaine conférence se tiendra en automne à Prague.

Visite officielle du Président de la République portugaise

« Le Luxembourg et le Portugal peuvent compter l'un sur l'autre »

À l'occasion de la Journée du Portugal le 10 juin, une délégation menée par le Président de la République portugaise, M. António José Seguro, a été accueillie à la Chambre des Députés le 6 juin 2026. Les liens historiques profonds entre les deux pays, les objectifs d'approfondir encore les relations économiques et de soutenir le projet d'une Europe forte ont figuré parmi les sujets abordés. La visite officielle du Président de la République portugaise au Luxembourg s'est déroulée les 6 et 7 juin 2026, moins d'un mois après la visite officielle du Président de l'Assemblée nationale portugaise, M. José Pedro Aguiar-Branco.

La diaspora portugaise fait partie intégrante de la société luxembourgeoise ; elle est aussi la plus grande communauté expatriée du Grand-Duché avec quelque 95.000 résidents portugais. Alors que les sociétés des deux pays sont aujourd'hui de plus en plus diversifiées, les relations étroites entre les citoyens bénéficient toujours aux deux côtés – un constat qu'ont partagé tant le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, que M. Seguro.

« Le Luxembourg et le Portugal peuvent compter l'un sur l'autre et c'est l'essentiel », a affirmé M. Wiseler devant les délégations présentes. Les deux Présidents se sont accordés sur le fait que leurs pays respectifs partagent les mêmes valeurs. Parmi celles-ci figurent notamment la démocratie, l'État de droit et l'engagement pour le multilatéralisme et la paix. L'engagement du Portugal afin de contribuer au renforcement de l'autonomie stratégique de l'Europe tout comme ses

efforts dans le développement des énergies renouvelables, dont l'énergie solaire, hydraulique ou éolienne, ont été salués au cours de l'échange. Le Président de la République portugaise s'est prononcé en faveur d'un approfondissement des relations économiques entre les deux pays : le Portugal en tant que plateforme pour l'innovation, et le Luxembourg comme centre du commerce et de la finance réuniraient des compétences déterminantes à cet effet.

Au cours des discussions, M. André Bauler, Vice-Président de la Chambre, s'est encore intéressé aux priorités du Portugal lors de son mandat au Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période de 2027 à 2028. M. Seguro a notamment mentionné le respect du multilatéralisme et du droit international, le soutien aux pays qui nécessitent une voix spécifique au Conseil de sécurité et la question de la transition énergétique et du changement climatique.



Les excellentes relations entre le Luxembourg et le Portugal ont été à l'honneur lors de l'échange entre une délégation portugaise, menée par M. António José Seguro, Président de la République portugaise (6^e à droite), et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

« Une démocratie sans liberté de presse n'est pas une démocratie »



M. André Bauler, Vice-Président de la Chambre, lors de la conférence gouvernementale sur la sécurité des journalistes

La sécurité des journalistes était au cœur d'une conférence consacrée à la protection des journalistes face aux procédures abusives à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Dans sa fonction de Vice-Président de la Chambre des Députés, M. André Bauler est intervenu pour souligner le rôle crucial des journalistes pour notre démocratie.

« Une démocratie sans la liberté de la presse n'est pas une démocratie », a-t-il affirmé en guise de conclusion de cette conférence, coorganisée par différents

acteurs gouvernementaux, dont le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique, le 1^{er} juin 2026 au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster à Luxembourg, en présence de M. Luc Frieden, Premier ministre, et de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité.

La sécurité des journalistes était au cœur des discussions devant une audience de quelque 80 personnes issues du monde des médias, de l'organisation judiciaire et des administrations gouvernementales. Dans un contexte international qui voit la pression contre les journalistes augmenter, M. Bauler a rappelé qu'« une presse dynamique et pluraliste ne vient pas d'elle-même. Nous devons la défendre tous les jours, surtout dans le monde politique et institutionnel. La presse fait partie intégrante des forces indispensables de la démocratie. » Les libertés de la presse et de l'expression sont ancrées dans notre Constitution, a expliqué le Vice-Président, en citant un passage issu de la Constitution :

« La liberté de manifester ses opinions et la liberté de la presse sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces

libertés. La censure ne peut pas être établie. »

Art. 18 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg

La liberté de la presse fait également l'actualité du travail législatif en cours à la Chambre des Députés. Plusieurs projets de loi sont en effet à l'agenda des députés au sein des commissions en charge de la justice et des médias. Il s'agit des initiatives suivantes :

- le projet de loi 8689 visant à mieux protéger les personnes qui s'expriment sur des questions d'intérêt public contre les poursuites abusives visant à les réduire au silence (transposition de la directive européenne dite « SLAPP »). Ces personnes visées par des « poursuites stratégiques altérant le débat public » (poursuites-bâillons), généralement les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, devraient bénéficier d'un certain nombre de mesures et garanties procédurales. Cette pratique existe également au Luxembourg, comme l'ont souligné différents intervenants en faisant allusion à des procès récents mettant en cause des journalistes professionnels ;

- le projet de loi 8421 concernant l'accès des journalistes aux documents et informations ;

- le projet de loi 8625 visant à réformer le cadre légal des médias et de la régulation des médias.

Le Guatemala croit au multilatéralisme et au droit international



Le Ministre des Affaires étrangères du Guatemala, M. Carlos Ramiro Martínez (5^e à gauche), entouré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes

Le Ministre des Affaires étrangères du Guatemala, M. Carlos Ramiro Martínez, a été reçu à la Chambre des Députés le 2 juin 2026 à l'occasion de sa visite de travail au Luxembourg. M. André Bauler, Vice-Président de la Chambre des Députés, a évoqué une « marge considérable pour approfondir les relations » entre le Guatemala et le Luxembourg dans plusieurs domaines.

L'échange a marqué la première visite d'un représentant du Gouvernement du Guatemala auprès du Parlement luxembourgeois, a souligné M. Bauler. Entouré des députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes,

de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, le Vice-Président a évoqué des « valeurs communes et des défis partagés » pour la préservation d'un ordre international fondé sur le respect de l'État de droit, dans un monde connaissant de profonds bouleversements. Il s'agit de « valeurs communes qui nous permettent de progresser », comme en témoigne l'Accord général de coopération (AGC) signé à la même date par le Ministre des Affaires étrangères du Guatemala et M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

M. Bauler a notamment tenu à saluer le fait que le Guatemala et son voisin, Belize, aient choisi de

s'adresser à la Cour internationale de justice pour trouver une solution à un différend territorial qui les oppose. Cela démontrerait un engagement fort pour une résolution pacifique, par opposition à un recours à la force, a noté le Vice-Président.

Le Guatemala espère « pouvoir compter sur l'UE » lors des prochaines élections

M. Martínez s'est pour sa part dit honoré d'être reçu à la Chambre des Députés. L'échange a notamment porté sur les thèmes de la lutte contre la pauvreté, contre le narcotrafic et contre la corruption, mais aussi sur les questions du dérèglement climatique et de la transition environnementale.

Le Ministre des Affaires étrangères du Guatemala s'est notamment dit reconnaissant du soutien de la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre la corruption et a salué l'action des observateurs internationaux lors des dernières élections.

Les prochaines élections générales au Guatemala sont prévues en juin 2027 et le Gouvernement du Président Bernardo Arévalo a déjà sollicité l'UE pour l'envoi d'une mission d'observation électorale. M. Martínez a affirmé espérer « pouvoir compter sur l'UE » pour garantir un processus électoral « transparent et honnête ».

Parmi les autres thèmes abordés lors de l'échange ont figuré les flux migratoires en Amérique latine et leur impact sur le Guatemala, mais aussi la migration interne qui voit des personnes quitter les régions rurales pour les centres urbains.

Assermentation vum enger neier Fonctionnairin

Den 8. Juni 2026 ass eng neie Fonctionnairin vum Generalsekretär vum der Chamber, dem Här Laurent Scheeck, vereedeegt ginn.

D'Assermentation vum der Madamm Véronique Michalski als Administratrice am Kommissiounsservice huet a Presenz vun de Membere vun der Direktioun vun der Chamberverwaltung esouwéi der Responsabel vum Service vun de Ressources humaines an der Responsabel vum Kommissiounsservice stattfonnt.

Säit dem 1. Juni 2026 schaffen 184 Agenten an der Chamberverwaltung.



Assermentation d'un nouveau député



M. Ben Streff a prêté serment au cours de la séance publique du 9 juin 2026. Le nouveau député socialiste de la circonscription Est succède à Mme Paulette Lenert, nommée par la Chambre des Députés pour rejoindre le Conseil d'État.

Il a dès à présent intégré plusieurs commissions parlementaires, dont la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, la Commission de la Fonction publique et la Commission du Règlement. Il est également membre effectif de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI).

Session de printemps de l'AP-OTAN

« Un agenda parlementaire pour une OTAN plus forte »



La délégation luxembourgeoise à l'occasion de la session de printemps de l'AP-OTAN : MM. Marc Hansen et Georges Engel, Mme Nancy Arendt et M. Sven Clement (de gauche à droite)

La session de printemps de l'AP-OTAN, qui a réuni du 29 mai au 1^{er} juin 2026 plus de 230 parlementaires des pays alliés et partenaires à Vilnius, s'est penchée sur les moyens nécessaires pour renforcer la posture de défense, mieux se protéger face aux menaces hybrides et accroître l'aide à l'Ukraine.

Cette réunion a eu lieu à un moment décisif pour la sécurité euro-atlantique. Le soutien à l'Ukraine, qui vise à assurer un avenir libre, souverain et prospère au pays, a constitué l'un des principaux thèmes de cette session parlementaire de trois jours dans la capitale lituanienne. Le Président de l'AP-OTAN de nationalité portugaise, M. Marcos Perestrello, a souligné que les alliés devaient poursuivre leur aide pour permettre à l'Ukraine de défendre sa population, de protéger ses infrastructures, de préserver sa souveraineté et de continuer à repousser l'agresseur.

Dans une déclaration qui sera soumise au vote pendant le sommet de l'OTAN à Ankara au mois de juillet 2026, les parlementaires des pays alliés ont également souligné que l'Alliance connaissait un rééquilibrage historique, renforçant son pilier européen. Ils ont mis en avant que les pays alliés ont augmenté de

manière historique leurs investissements dans le domaine de la défense et consolidé leur base industrielle et technologique. À Ankara, il s'agira de mettre en œuvre les décisions de La Haye, notamment les nouveaux objectifs en matière d'engagements budgétaires.

L'Assemblée a par ailleurs appelé à redoubler d'efforts dans le domaine de la diplomatie parlementaire afin de renforcer la convergence stratégique entre Alliés et consolider le lien transatlantique.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, composée de Mme Nancy Arendt et de MM. Georges Engel, Sven Clement et Marc Hansen, a pris une part active aux débats. Mme Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise, a plaidé en faveur de la diversité linguistique au sein de l'Assemblée dans un contexte de coupes budgétaires. De son côté, M. Clement, rapporteur de la Sous-commission de l'AP-OTAN sur les tendances technologiques et la sécurité, est intervenu lors de deux auditions consacrées respectivement à l'adaptation à la guerre moderne et la mobilisation de capitaux au service de l'innovation de la défense.

La Lituanie appelle au renforcement des moyens de dissuasion de l'OTAN



Le Ministre de la Défense de la République de Lituanie, M. Robertas Kaunas (2^e à gauche), s'est entretenu avec les membres de la Commission de la Défense. Son homologue luxembourgeoise, Mme Yuriko Backes, a également participé aux discussions.

Le Ministre de la Défense de la République de Lituanie, M. Robertas Kaunas, a été accueilli le 9 juin 2026 à la Chambre des Députés par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, avant d'être reçu par les membres de la Commission de la Défense dans le

cadre d'un échange de vues, sous la conduite de son Président, M. Marc Hansen.

Les députés ont manifesté un intérêt particulier pour le témoignage et l'expérience de leurs interlocuteurs lituaniens, étant donné que leur pays partage des

frontières avec la Russie et le Belarus. Le rôle des drones dans le conflit a été présenté comme central et les incidents internationaux récents liés à des drones ont été évoqués. Les députés ont également interrogé le Ministre lituanien sur les enseignements pouvant être tirés de l'expérience ukrainienne en la matière, avant de s'intéresser aux équipements plus classiques, tels que les véhicules blindés et les systèmes de défense antimissiles, qui, selon M. Kaunas, sont complémentaires aux drones.

Le Ministre de la Défense a salué la participation du Luxembourg au « Multinational Battlegroup Lithuania », déployé dans le cadre de la présence avancée de l'OTAN en Lituanie. Cette participation est perçue comme un signal positif pour la population lituanienne, qui sait ainsi qu'elle n'est « pas seule ». Le Ministre a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de renforcer la dissuasion face à la Russie, qu'il a qualifiée de « menace non théorique » pour les pays voisins. Au-delà du développement de la force militaire en tant que membre de l'OTAN, M. Kaunas a évoqué des sanctions économiques supplémentaires comme levier efficace pour faire pression sur la Russie.

La discussion a encore porté sur le rôle joué par les États-Unis, notamment dans le cadre de la libération de prisonniers politiques au Belarus. Les efforts et défis auxquels sont confrontés le Luxembourg et la Lituanie en matière de recrutement dans les forces armées ont également été abordés.

L'Administration parlementaire recrute :

un assistant administratif et support technique (m/f/d) pour les besoins du service des commissions – poste à pourvoir sous le statut du salarié de droit privé (CDD 24 mois)

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :



Recherche scientifique au Parlement

Campagnes de désinformation : fonctionnement et stratégies de lutte

L'intégrité de l'espace informationnel, condition essentielle du débat démocratique

– Un débat public riche et constructif suppose un accès à une information fiable, intelligible et pluraliste.

– **La qualité du processus démocratique dépend de l'intégrité de l'espace informationnel.**

– Plusieurs phénomènes liés aux contenus faux ou trompeurs dans l'espace informationnel peuvent être distingués :

- **Mésinformation** : contenu faux ou trompeur partagé sans intention de nuire.
- **Désinformation** : contenu faux ou trompeur diffusé intentionnellement pour tromper, influencer ou obtenir un gain politique ou économique.
- **Réinformation** : détournement de faits ou de contenus journalistiques réels, sortis de leur contexte, pour défendre une idéologie.

– Ce document de recherche offre une vue d'ensemble synthétique et pluridisciplinaire du phénomène de la désinformation et des principales modalités permettant d'y répondre, au Luxembourg comme ailleurs.

La désinformation, produit d'un environnement social, politique et technologique complexe

– **La désinformation est un phénomène multidimensionnel.** Sa production, sa diffusion et ses effets s'expliquent par l'interaction de facteurs contextuels, sociaux, politiques, cognitifs et technologiques.

– **La susceptibilité de croire ou de partager des fausses informations dépend de caractéristiques personnelles relativement stables** (âge, traits de personnalité, niveau d'éducation, compétences médiatiques) et de facteurs plus contextuels, comme les biais cognitifs ou la situation émotionnelle.

– **Les moments de crise sont particulièrement propices à la propagation de la désinformation** : le vide informationnel est souvent rempli avant que les mécanismes de vérification puissent agir.

Un espace informationnel restructuré par les plateformes et les algorithmes

– **Les plateformes numériques ont transformé la structure de l'espace informationnel.** Contrairement aux médias traditionnels, encadrés par des responsabilités éditoriales, les plateformes permettent à chacun de publier, tandis que la sélection des contenus est assurée par des algorithmes orientés vers l'engagement plus que vers l'exactitude.

– Pour capter l'attention et favoriser les interactions, les algorithmes personnalisent les recommandations de contenus à partir des centres

d'intérêts, des choix et des interactions de chaque usager et l'exposent principalement à des contenus à forte charge émotionnelle.

– Trois développements technologiques ont particulièrement contribué à transformer la « production » de la désinformation :

- **les grands modèles de langage**, qui automatisent la production de textes persuasifs ;
- **les deepfakes**, qui fabriquent une fausse réalité audiovisuelle ;
- **les bots sociaux**, qui manipulent la diffusion et simulent un faux consensus.

Les effets systémiques des campagnes de désinformation sur la résilience démocratique

– **Certains acteurs manipulent l'espace informationnel au moyen de campagnes de désinformation coordonnées, dans le but d'influencer l'opinion publique, de perturber le débat démocratique ou de servir des objectifs géopolitiques.**

– **Les effets de la désinformation sont multiformes.** Ils peuvent notamment :

- accentuer la polarisation entre groupes ;
- enfermer les individus dans des bulles de filtre ;
- éroder la confiance dans les médias et les institutions ;
- affaiblir la cohésion sociale et la résilience démocratique.

Lutter contre la désinformation dans le respect de la liberté d'expression

– **Les pouvoirs publics doivent agir contre la désinformation tout en respectant la liberté d'expression.**

– **Une stratégie efficace suppose une mobilisation coordonnée des plateformes, des médias, des autorités publiques, de la recherche et de la société civile, ainsi qu'une coopération internationale.**

– Le cadre de l'Union européenne de lutte contre la désinformation s'est fortement renforcé. Le droit européen fixe surtout des obligations de résultat, pas un modèle technique unique. Les plateformes gardent une marge d'autonomie sur la conception concrète de leurs systèmes de modération et d'atténuation.

Des réponses technologiques nécessaires, mais structurellement limitées

– Les plateformes disposent de leviers puissants, mais qui peuvent entrer en tension avec leurs incitations économiques.

– **Les outils technologiques de détection de la désinformation présentent des limites structurelles majeures :**

- asymétrie durable entre la facilité de produire des contenus trompeurs et la difficulté de les identifier de manière fiable ;

- faiblesse des ressources disponibles pour les langues autres que l'anglais, notamment pour le luxembourgeois ;
- difficulté liée au facteur temps, les partages de contenus désinformationnels intervenant très rapidement ;
- circulation importante dans des espaces chiffrés comme WhatsApp et Telegram ;
- risque élevé de surmodération et de qualification erronée de contenus licites comme faux, trompeurs ou problématiques.

Renforcer la résilience informationnelle par l'éducation, le journalisme et la recherche

– **Les campagnes de désinformation exploitent des fragilités cognitives, politiques et institutionnelles de long terme ; elles ne peuvent donc pas être combattues seulement par des outils technologiques.**

– **Le fact-checking** est utile, mais son efficacité dépend de la crédibilité de la source, du contexte de diffusion et des dispositions cognitives des publics.

– **Les journalistes** jouent un rôle clé pour garantir l'accès à une information fiable, et le soutien au journalisme de qualité suppose de renforcer les conditions économiques, professionnelles et technologiques de leur travail.

– **L'éducation aux médias et à l'information** permet à tous les citoyens d'accéder à l'information, de l'évaluer de manière critique et de comprendre les mécanismes de circulation des contenus numériques.

– Au-delà de la transmission des connaissances scientifiques, la **communication scientifique** peut renforcer la confiance envers la science, même si les temporalités de la science, des médias et de la politique restent difficiles à concilier.

– **La recherche est indispensable pour éclairer l'action publique.** L'analyse scientifique plus systématique des campagnes de désinformation au niveau international et national permettrait d'identifier les vulnérabilités de l'écosystème informationnel et d'adapter les réponses réglementaires, éducatives et institutionnelles.

Casaburo, Cole, Ghorbel, Lukasik, Pauly « Campagnes de désinformation : fonctionnement et stratégies », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mai 2026

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Informations en matière pénale

7882B – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier le Code de procédure pénale en y insérant les articles 8-2, 8-3 et 8-4 afin de régler la transmission d'informations en matière pénale, en donnant notamment une base légale non équivoque à la communication par le Ministère public des décisions de condamnation aux administrations, personnes morales de droit public ou aux ordres professionnels compétents chargés d'en assurer l'exécution. Le texte introduit encore la possibilité pour le Ministère public d'alerter des personnes de droit public ou privé d'un risque de commission d'infraction par un de leurs subordonnés. L'article dont question s'inspire de la législation française en la matière.

Dépôt du projet de loi 7882 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/09/2021

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

- 15/09/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 11/01/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 28/06/2023 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
Scission du projet de loi en deux projets de loi distincts : 7882A et 7882B
- 19/06/2025 Désignation d'un nouveau rapporteur
Échange de vues avec des représentants des autorités judiciaires
- 17/07/2025 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
- 23/04/2026 Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

- 15/09/2021 Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 28/04/2026

Loi du 26 mai 2026

Mémorial A : 2026, n° 273, page 1

Entités critiques fournissant des services essentiels

8307 – Projet de loi sur la résilience des entités critiques et portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale

Le projet de loi n° 8307 a pour objet la transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques, et abrogeant la directive 2008/114/CE du Conseil (Critical Entities Resilience Directive), afin d'établir un cadre national cohérent pour le recensement, la désignation et la supervision des entités critiques fournissant des services essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales au Grand-Duché de Luxembourg.

À cette fin, le projet de loi prévoit notamment la mise en place d'une stratégie nationale en matière de résilience ainsi que la réalisation d'une évaluation des risques au niveau national, sur la base desquelles les entités critiques sont identifiées.

Il instaure en outre un ensemble d'obligations à charge des entités critiques, comprenant l'évaluation périodique des risques susceptibles de perturber la fourniture de leurs services essentiels, la mise en place de mesures techniques, de sécurité et organisationnelles appropriées et proportionnées pour garantir leur résilience, la notification des incidents significatifs aux autorités compétentes ainsi que la possibilité de procéder à des vérifications des antécédents des personnes occupant des fonctions sensibles, dans le respect des procédures prévues.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier ministre, Ministre d'État, le 01/09/2023

Rapporteur : M Laurent Zeimet

Travaux de la Commission des Institutions

(Président : M. Laurent Zeimet) :

- 09/02/2024 Désignation d'un rapporteur
- 13/03/2024 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 29/09/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 10/11/2025 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 09/02/2026 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 23/03/2026 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
- 13/04/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport
- 20/04/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique : 28/04/2026

Loi du 5 mai 2026

Mémorial A : 2026, n° 226, page 1

Cybersécurité : renforcement du cadre européen

8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :

1° la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

2° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

3° la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Le présent projet de loi a pour objet principal d'assurer la transposition en droit national de la directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union, modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 et la directive (UE) 2018/1972, et abrogeant la directive (UE) 2016/1148, désignée ci-après comme directive NIS 2.

Cette directive remplace la directive (UE) 2016/1148 du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union. Il vise ainsi à moderniser le cadre juridique national existant, notamment issu de la loi du 28 mai 2019 portant transposition de cette dernière.

La directive NIS 2 renforce le cadre européen en matière de cybersécurité en définissant des règles minimales communes, en améliorant la coopération entre États membres et en étendant le champ des secteurs soumis à des obligations en matière de cybersécurité, tout en prévoyant des mécanismes de supervision et d'exécution renforcés.

Dans ce contexte, le projet de loi a pour finalité de mettre en place un cadre national conforme aux exigences européennes, notamment en renforçant les obligations applicables aux entités concernées, en précisant le champ d'application du dispositif et en organisant les structures nationales compétentes en matière de cybersécurité.

Enfin, le projet de loi procède aux adaptations législatives nécessaires afin d'assurer la cohérence du droit national, notamment par l'abrogation des dispositions de fond de la loi du 28 mai 2019 et par la modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale ainsi que de la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques.

La directive NIS 2 est à transposer en droit national au plus tard le 17 octobre 2024. Les dispositions qu'elle prévoit sont applicables à partir du 18 octobre 2024.

Dépôt par M. Luc Frieden, Premier ministre, le 13/03/2024

Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission des Institutions

(Président : M. Laurent Zeimet) :

- 09/12/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 09/02/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

23/03/2026 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
13/04/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2026
Loi du 5 mai 2026
Mémorial A : 2026, n° 225, page 1

Paquet ESAP

8567 – Projet de loi portant :

1° modification de :

- a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 - b) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative : – aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois – aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;
 - c) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;
 - d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;
 - e) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
 - f) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;
 - g) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
 - h) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
 - i) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
 - j) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;
 - k) la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché ;
 - l) la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;
 - m) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
 - n) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
 - o) la loi modifiée du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage ;
- 2° transposition de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen, à l'exception des articles 3 et 9 ;**

3° mise en œuvre du :

- a) règlement (UE) 2023/2859 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés des capitaux et la durabilité ;
- b) règlement (UE) 2023/2869 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certains règlements en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;
- c) règlement (UE) 2024/3005 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 sur la transparence et l'intégrité des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et modifiant les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859

Le présent projet de loi vise en premier lieu à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2023/2864 (« directive modificative ESAP ») et à mettre en œuvre le règlement (UE) 2023/2859 (« règlement ESAP ») et le règlement (UE) 2023/2869 (« règlement modificatif ESAP »).

Compte tenu du fait que la directive et le règlement modificatif « ESAP » modifient au total 35 directives et règlements européens, le projet de loi modifie un grand nombre de lois du secteur financier.

Il vise en outre à mettre en œuvre le règlement (UE) 2024/3005 (« règlement ESG Ratings »).

Finalement, le texte précise les conditions d'agrément applicables aux distributeurs de produits d'assurance et de réassurance en autorisant expressément les établissements de droit public à obtenir un agrément en tant que société de courtage d'assurances ou de réassurances respectivement en tant qu'agence d'assurances.

Transposition de la directive modificative ESAP et mise en œuvre du règlement ESAP et du règlement modificatif ESAP

Le règlement ESAP a pour objet d'introduire un point d'accès unique européen « ESAP » (European Single Access Point), mesure relevant du paquet « Union des marchés des capitaux ».

L'ESAP a pour finalité d'offrir au public un accès facile et centralisé aux informations relatives aux activités et produits des entités en rapport avec les marchés de capitaux, les services financiers et la finance durable. Cette centralisation a pour objet de faciliter la consultation et la comparabilité des données par les investisseurs et, partant, d'appuyer leur processus décisionnel.

L'ESAP sera alimenté par des informations qui font d'ores et déjà l'objet d'une publication en vertu de la législation sectorielle applicable. L'obligation de publication initiale existe déjà en droit luxembourgeois. Le présent projet de loi et le règlement modificatif ESAP en précisent uniquement les modalités de collecte par l'ESAP.

Mise en œuvre du règlement ESG Ratings

L'objectif du règlement ESG Ratings est de renforcer l'intégrité, la transparence, la comparabilité dans la mesure du possible, la responsabilité, la fiabilité, la bonne gouvernance et l'indépendance des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG).

En fixant des règles de transparence ainsi que des règles d'organisation et de conduite applicables aux fournisseurs de notations ESG, le règlement « ESG Ratings » vise à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et à prévenir l'écoblanchiment (« greenwashing ») ainsi que d'autres formes de désinformation.

Les dispositions du règlement « ESG Ratings » étant d'application directe dans l'Union, le présent projet de loi se borne à désigner la CSSF comme autorité compétente au sens de l'article 30 dudit règlement et à définir les pouvoirs qui lui sont conférés à ce titre. La compétence principale incombe à l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA), chargée de l'agrément et de la surveillance des fournisseurs de notations ESG.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 02/07/2025
Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aehm) :

- 24/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 03/02/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 06/02/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 13/03/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2026
Loi du 27 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 145, page 1

Coopération administrative dans le domaine fiscal

8592 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Prestataires de Services sur Crypto-actifs et portant modification :

- 1° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;**
 - 2° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;**
 - 3° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;**
 - 4° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;**
 - 5° de la loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateforme ;**
- en vue de la transposition de la directive (UE) 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal**

Le projet de loi vise à transposer la directive 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (DAC 8).

La directive poursuit deux objectifs majeurs : élargir le champ d'application de la transparence et de l'échange de renseignements fiscaux en y intégrant les nouveaux types de transactions numériques, notamment celles portant sur les crypto-actifs, et actualiser et consolider les différents dispositifs d'échange d'informations fiscales.

L'échange de renseignements fiscaux vise ainsi à fournir aux administrations fiscales des États membres de l'Union européenne, ainsi qu'aux juridictions concernées, les informations nécessaires pour identifier les contribuables réalisant des transactions sur crypto-actifs.

Au Luxembourg, le cadre législatif ne couvre à l'heure actuelle pas les crypto-actifs, dans la mesure où ces derniers ne sont ni des fonds détenus sur des comptes de dépôt, ni des actifs financiers au sens de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (ci-après « loi NCD »). Par ailleurs, les prestataires actifs sur le marché des crypto-actifs ne sont pas nécessairement couverts par la définition actuelle des institutions financières figurant dans la loi NCD, ce qui est de nature à limiter la portée du champ de la déclaration obligatoire dans ce domaine.

La DAC 8 introduit ainsi des règles précises en matière de diligence raisonnable et des obligations déclaratives applicables aux prestataires exerçant des activités sur le marché des crypto-actifs.

La définition des crypto-actifs retenue par la DAC 8 est plus large que celle du règlement MiCA. Ainsi, la DAC 8 couvre tous les types de crypto-actifs susceptibles d'être utilisés à des fins de paiement ou d'investissement.

Enfin, dans une optique de réduction de la charge administrative pour les prestataires concernés, la DAC 8 tient compte de l'obligation pour les prestataires de services sur crypto-actifs d'obtenir un agrément auprès des autorités de régulation compétentes en application du règlement MiCA.

En ce qui concerne le deuxième objectif de la directive, il est précisé que parmi les principaux changements apportés à la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, il y a lieu de noter la mise en place d'un échange automatique sur les revenus tirés de produits d'assurance sur la vie, versés à des bénéficiaires résidents d'un autre État membre à la suite du décès de l'assuré. Il s'agit d'une obligation déclarative à remplir par les entreprises d'assurance établies au Grand-Duché de Luxembourg, déclenchée par le versement des prestations du contrat d'assurance-vie, et ce pour autant que les contrats d'assurance en question ne font pas déjà l'objet d'une déclaration au titre de la loi NCD.

La DAC 8 vient également étendre l'échange d'informations sur les décisions fiscales anticipées. Les décisions fiscales anticipées concernant des personnes physiques, lorsque le montant de l'opération (ou de la série d'opérations) dépasse un montant de 1,5 million d'euros, ou lorsque la décision vise à déterminer la résidence fiscale de la personne physique concernée, feront désormais également l'objet d'un échange automatique.

Le projet de loi procède également aux ajustements nécessaires de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (loi DAC 6) afin d'assurer sa conformité à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 décembre 2022 dans l'affaire C-694/20, Orde van Vlaamse Balies, rendu à propos du secret professionnel des avocats.

En ce qui concerne la loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique d'informations par les opérateurs de plateformes numériques (loi DAC 7), la principale modification à noter consiste en la réduction du volume de données à transmettre.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

14/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

27/01/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

13/03/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2026

Loi du 27 mars 2026

Mémorial A : 2026, n° 144, page 1

Capital social des SARL

8669 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de l'instauration de la libération différée du capital social minimum des sociétés à responsabilité limitée

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la « Loi de 1915 ») afin d'autoriser le report dans le temps de la libération du capital social minimum des sociétés à responsabilité limitée (« SARL ») jusqu'à douze mois après la date de constitution de celle-ci.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 16/12/2025

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

08/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

12/03/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

16/04/2026 Échange de vues avec des représentants de la Chambre des Notaires

23/04/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/04/2026

Loi du 18 mai 2026

Mémorial A : 2026, n° 266, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 13
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Paulette Lenert** p. 13
Exposé : Mme Paulette Lenert
- 3. Débat sur la politique de coopération au développement** p. 13
Débat : M. Laurent Zeimet (intervention de Mme Taina Bofferding) | M. Gusty Graas | M. Franz Fayot (intervention de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur) | Mme Alexandra Schoos | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement | M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel)
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel | M. Franz Fayot (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel
Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Franz Fayot | M. Laurent Zeimet | Mme Joëlle Welfring
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
- 4. Motion de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine** p. 27
Discussion générale : M. Yves Cruchten
- 5. Ordre du jour** p. 27
M. Claude Wiseler, Président | M. Sven Clement
- 6. Question élargie n° 80 de M. André Bauler au sujet de l'utilisation de l'argent liquide au Luxembourg** p. 27
M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
- 7. Question élargie n° 82 de M. Gérard Schockmel au sujet du développement stratégique de l'intelligence artificielle dans le secteur financier** p. 29
M. Gérard Schockmel | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Gérard Schockmel | M. le Ministre Gilles Roth
- 8. Motion de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine (suite)** p. 30
Discussion générale (suite) : M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup, M. Sven Clement et M. Marc Baum) | M. Sven Clement | M. David Wagner | Mme Octavie Modert | M. Gusty Graas
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel
Vote sur la motion (adoptée)
- 9. 8592 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Prestataires de Services sur Crypto-actifs et portant modification :**
1° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
2° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
3° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;
4° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
5° de la loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateforme ;
en vue de la transposition de la directive (UE) 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal p. 33
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Aehm
Discussion générale : Mme Diane Aehm | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8592 et dispense du second vote constitutionnel
- 10. 8567 – Projet de loi portant :**
1° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative : – aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de ré-assurances de droit luxembourgeois – aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;
c) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de re-traitte professionnelle sous forme de sepcav et assep ;
d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;
e) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
f) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;
g) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatif ;
h) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
i) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;
j) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;
k) la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché ;
l) la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;
m) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
n) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
o) la loi modifiée du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage ;
2° transposition de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen, à l'exception des articles 3 et 9 ;
3° mise en œuvre du :
a) règlement (UE) 2023/2859 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés des capitaux et la durabilité ;
b) règlement (UE) 2023/2869 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certains règlements en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;
c) règlement (UE) 2024/3005 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 sur la transparence et l'intégrité des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et modifiant les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859 p. 36
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Aehm
Discussion générale : Mme Diane Aehm | M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8567 et dispense du second vote constitutionnel
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président
- Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Gilles Roth, Ministre

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Paulette Lenert

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech eng Demande fir den Depot vun enger Proposition de loi. Ech ginn der Madamm Paulette Lenert d'Wuert. Merci.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech profitéiere vun der Geleeeënheet, haut eng Proposition de loi eranzerechen zu engem Thema, dat eis hei schonn des Éfteren an och wierklech iwwer Jore beschäftegt. Et geet ëm d'Sécherheet vun de Blutspenden an ëm eng Diskriminéierung, déi mir nach ëmmer an eiser Praxis an eisen Texter hunn, nämlech déi, dass homosexuell Männer pauschal ausgeschloss sinn, et sief, si kënnen certifiéieren, dass si an deene leschten zwielef Méint iwwerhaupt keng sexuell Relatiounen haten, onofhängeg dovunner, ob se bestuet oder gepacst sinn. Dat ass eis Reegel hei am Land.

D'Madamm Hartmann huet des Éfteren, och scho während der Pandemie, hei dorobber opmierksam gemaach, wéi ech nach selwer op där anerer Säit souz. An dat ass preparéiert gewiescht am Ministère, déi Texter louchen do. Just war dat deemools geknëppt un, bon, e bësselchen eng Verhandlung mat der Croix-Rouge, dass si gär gehat hätten, de Staat soll intervenéieren, fir dann d'Rechtsresponsabilitéit bei hinnen ze iwwerhuelen, wat eigentlech näischt mateneen ze dinn huet. Bref, et si vill Jore vergaangen.

Ech hat dann elo och nach eng Kéier vun der Bänk aus nogefrot, 2024 war dat, wou dat dann dru wär. An d'Madamm Deprez huet mir gesot: „Et ass bal fäerdeg, et ass op der leschter Ligne droite.“

Bon, elo schreiw mer 2026, an ech hu mer gesot, ech géif einfach d'Initiativ huelen. Et geet ëm ee Saz, dee mer an d'Kadergesetz mussen abrénge, an d'Gesetz vun 1979, en einfache banale Saz, wou ee seet, den Zougang zu der Blutspend dierft net diskriminéierend sinn. Wourëms geet et? Et geet drëms, dass een de Risiko richtig benennt. An de Risiko huet näischt domadder ze dinn, wien een ass a wou een zougehéierig ass. De Risiko ass aleng verhalensbaséiert. De Risiko si sexuell iwwerdobar Krankheeten, an déi komme bekanntlech néierens einfach esou zur Fënster erageflunn. Déi hunn domadder ze dinn, ob ee méi Partner huet, ob ee geschützt oder ongeschützt Relatiounen huet. An dat ass wichteg, an dat ass dat, wat mer als Gesellschaft och sollen no vir bréngen. Dat ass dat, wat mer eis erwaarde vun der Politik.

An dofir dann des Proposition de loi, fir déi Schwebuert do vläicht endlech op en Enn ze bréngen. Et si vill Joren, wou mer driwwer schwätzen, an dat hei hëllef da vläicht als kleng Bausteen, dass et e bësselchen méi séier virugeet, wa mer hei als Parlament eis Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

8719 – Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine en vue du don de sang entre hommes homosexuels

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

3. Débat sur la politique de coopération au développement

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar der Diskussioun oder der Debat iwwer d'Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Franz Fayot, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. An ech ginn dem Här Zeimet d'Wuert. Här Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech stinn hei als Verrieder vum Paul Galles, deen eise Spriecher zur Kooperatiounspolitik ass, mee deen awer fir d'Chamber am Ausland ënnerwee ass, an dofir hunn ech des Missioun iwwerholl.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech wäert mech a mengem Kommentar zu den Ausféierung vum Här Aussen- a Kooperationsminister natierlech op dat konzentréieren, wat hien eis gëschter hei gesot huet. Ech wäert awer och deen een oder anere Bezuch huelen zu där Nott, déi mer vum Cercle des ONG zougestallt kruten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Entwécklungszusammenaarbecht ass zanter Joerzénge e feste Bestandteil vun eiser Aussepolitik. A Lëtzebuerg huet sech och en Numm gemaach duerch Zouverlässegkeet, Solidaritéit an och e laangfristeg Engagement, dat iwwer Joren, iwwer verschidde Regierungen an all déi Ministeren, déi déi Missioun gedroen hunn. De Fait, dass Lëtzebuerg ronn 1 % vum Bruttonationalakomes fir Kooperatiounspolitik mobiliséiert, ass net zulescht e politesch Signal, dass mir als kleng Land Verantwortung iwwerhuelen. 1 % vum RNB si ronn 500 Milliounen Euro aus engem Budget vu ronn 30 Milliarden Euro, also ronn 2 % vun eisem Staatsbudget, ronn 28 % vum Budget vum zoustännege Ministère.

Mir stinn zu dësem Engagement, an dat zanter Laangem. Fir eis als CSV bleift d'Kooperatiounspolitik en Engagement fir eng besser Welt, en Engagement, fir Aarmut a Misär op anere Plazen an der Welt ze reduzéieren. An dat Engagement erkläert sech och aus eisem chrëschtliche Mënschebild: Solidaresch ze si mat deenen, déi manner Chance am Liewen hunn, a responsabel ze sinn. Net nëmmen no sech ze kucken, mee och no aneren.

D'Kooperatiounspolitik ass keen Ablass, fir eise Gewëssen ze berouegen oder fir eis rengewäsche vun negativen Auswierkunge vun eisem Way of Life. Et ass e partnerschaftlech Engagement ze hëllefen, fir Chancen ze notzen, e bessert Liewe méiglech ze maachen.

Eis Kooperatiounspolitik ass awer och e Stéck vun engem Puzzle. An dat muss kohärent si par rapport zu anere Politikberäicher an aneren Aktiounsfelder vun eiser Politik. Dozou zielen: e fairen a fräien Handel, fir Wuelstand ze generéieren, eng wirksam Klimaschutzpolitik, eng Politik fir de Schutz vun eise Ressourcen an och eng responsabel Finanz- a Wirtschaftspolitik. E schwéiere Spagat, un deem mer sécher och dacks scheitern.

Eis Kooperatiounspolitik huet vill Facetten a vill Acteuren. Dat huet de Minister gëschter och hei opgeziet. Mir mussen eis Objektiv setzen. Mir brauchen och eng Strategie, fir des Objektiv dann duerch koordinéiert Aktiounen ze erreechen. Mir brauchen dobäi och eng méi europäesch Approche. De Minister huet och betount, dass mer eng wäertbaséiert Kooperatiounspolitik wëlle maachen.

Här President, d'Zil vun 1 % vun eisem Bruttonationalakomes fir d'Aide publique au développement ass international unerkannt. Mee gläichzäitig gesi mer an Europa ëmmer méi Diskussiounen iwwer d'Zusammesetzung vun dëser Hëllef. An e puer Länner gi Migratiounskäschten oder aner Ausgaben an d'APD integréiert, ouni dass dat direkt nei Entwécklungsprojeten um Terrain finanziert. Besonnesch am Kontext vun der Klimafinanzierung gëtt ëmmer méi diskutéiert, wéi des kéint an d'APD agerechent ginn. Klimaschutz a Klimapassung si wichteg Theemen, besonnesch fir Partnerlänner an Afrika an an Asien. Mee Klimafinanzierung kann net einfach Kooperatiounspolitik ersetzen. D'Chamber huet sech an enger Motioun kloer derfir ausgeschwat, dass net alles ka vermëscht an zesummegerechent ginn, fir eist Zil vun 1 % vum RNB ze erreechen.

Här Minister, Dir hutt gëschter eng Consultatiounsdebat proposéiert, wou mir eis, wann ech et richtig interpretéieren, sollen iwwer eng besser Koordination a méi Kohärenz tëschen Ministère a Programmer austauschen. Ënnert der Premiss vun der Chamber hirem Vott kënnen mer gären doriwwer diskutéieren. Et muss natierlech am Virfeld eng kloer Frostellung vun der Regierung ginn, iwwer wat mir eis Gedanke solle maachen. Mir wëllen op alle Fall net hannert eis Engagementer an der Kooperatiounspolitik zrëckgoen. Mir sinn awer bereet, iwwer nei Orientéierungen ze diskutéieren.

Bilateral Kooperatiounspolitik ass kee Sens unique a kann a soll och am Interêt vun eisem Land sinn. Do stellt sech d'Fro, mat wéi enge Länner mer an Zukunft wëlle méi enk a partnerschaftlech zesummeschaffen a wéi een esou Partnerschaften och europäesch koordinéiere kann.

Mir hunn natierlech en Interêt drun, dass et de Leit an de Länner an eiser direkter Noperschaft besser geet. Do, wou Leit fir sech an hir Kanner keng Zukunft gesinn, maache se sech op de Wee op aner Plazen. Mee do, wou Leit fir sech an hir Kanner eng Zukunft gesinn, brauche se sech net op de Wee ze maachen, fir hir Zukunft enzwousch anescht ze sichen.

Mir hunn also un der wirtschaftlecher, sozialer an och politescher Entwécklung vun Mëttelmeerraum, vun Nordafrika a vum Noen Osten en evidenten an direkten Interêt. Wa mir Matmënschen e Statut als Flüchtling net kënnen zouerkennen, an déi zrëck an hir Heemecht musse goen, an déi Responsabel an hirer Heemecht bereet sinn, hir Matbierger erëm opzehuelen – firwat dann net och mat deene Länner verstärkt kooperéieren a se an hirer Entwécklung ënnerstëtzen?

Wéi ufangs gesot: Eng effektiv Kooperatiounspolitik kann net isoléiert funktionéieren an och net aleng Wuelstand schafen. Se muss och kohärent zu eiser Handelspolitik an eise wirtschaftlechen Interète sinn.

Mam Mercosur-Ofkomes mécht d'Europäesch Unioun e Schrëtt an déi richteg Richtung. Leider stelle sech vill ONGe prinzipiell géint dësen Accord an och generell géint d'Handelsokomes. Se gesinn doranner virun allem Risike fir d'Ëmwelt oder fir lokal Produzenten. An eisen Ae verkenne se awer och Chancen an ignoréieren Fortschreter, déi duerch e fairen Handel kënnen erreecht ginn.

Et ass och net kohärent, esou en Ofkommes pauschal ofzeleenen, wann et wirtschaftlech Perspektiven a Wuelstand, zum Beispill a Südamerika, ka schafen. Wa mer Entwécklung wëllen ënnerstëtzen, da muss mer och akzeptéieren, datt Handel eng Viraussetzung fir Entwécklung ass.

Här President, mir begrëssen an ënnerstëtzen dem Minister seng Beméiungen, fir och de Privatsektor, also Entreprises, als Acteur vum der Kooperatioun ze gewannen. Am europäesche Kontext ass besonnesch d'Initiativ Global Gateway relevant. Dës Strategie vum der Europäescher Unioun soll Infrastruktur, digital Netzwierker, Energieprojekten a Partnerlänner ënnerstëtzen.

Global Gateway kann awer nëmme complementaire zur Kooperatiounspolitik sinn an ass och net mat all Partnerland sënnvoll. Fir Lëtzebuerg kéint dëst och eng nei Méiglechkeet fir Partnerschaften schafen. An dofir d'Fro un den Här Minister, wéi Lëtzebuerg sech konkret als Team do wëllt abréngen a wéi garantéiert ka ginn, datt wirtschaftlech Investitiounen och sozial an ekologesch nohalteg sinn.

Wie fairen Handel wëllt bedriewen, muss natierlech op Standarden halen a sech d'Fro stellen, ob se och agehale ginn, seng Liwwerkette kennen an hannerfroen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | D'CSV-Neijoerschreptioun.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Do war et ganz flott, Maddamm Bofferding, op der CSV-Neijoerschreptioun.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech invitéieren Iech einfach, d'nächst Joer bis laanscht ze kommen.

(Hilarité et interruptions)

Ech freeë mech.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Zum Sujet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech hat gemengt, Dir wäert net méi do.

M. Claude Wiseler, Président | Dach. Mee komme mer zum Sujet zrëck!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Zrëck zum Sujet. Et ass awer esocht. Wie fairen Handel wëllt bedriewen, muss natierlech och seng Standarden anhalen. E muss se och mol a Fro stellen. E muss seng Liwwerkette kennen, well dat ass moralesch gebueden.

D'Liwwerkettendirektiv muss an den nächste Méint och hei am Haus transposéiert ginn. An och dobäi wäerte sech eng Rei Froen vu Kohärenz stellen. Wéi stelle mer sécher, datt eis wirtschaftlech Aktivitéiten am Ausland net géint déi selwecht Ziler verstoussen, déi mer iwwert d'Kooperatioun wëllen erreechen?

D'Liwwerkettendirektiv soll Entreprisë responsabliséieren. Mir stinn hannert deem Prinzip. Mir wëllen awer gläichzäiteg och keng Iwwerreglementatioun an et gëtt och aner Méiglechkeeten, déi dem Objektiv vum enger verantwortlecher, sozialer an nohalteger Maartwirtschaft méi gerecht ginn.

Dir hutt mat Recht d'Bedeutung, d'Engagement vum den ONGen ervirgehewen. Zu eiser Kooperatiounspolitik gehéiert och d'Engagement vu villen ONGen an och vu ganz ville Benevollen. Eis ONGe maachen eng immens wäertvoll Aarbecht a ville Beräicher. Ech kennen eng besonnesch gutt a menger Heemechtsgemeng, „Beetebuerg hëllef“. Ech menge kënnen

ze behaupten, datt d'Gemeng Beetebuerg deemools mam Lucien Lux eng vun de Virreidergemenge war, fir och an der Kooperatiounspolitik aktiv ze ginn. Et ass eng eegen ONG, se setzt sech awer erëm zesummen aus lokalen ONGen, déi am Vietnam, am Cap Vert, op anere Plazen aktiv sinn. Hei weist sech d'Komplexitéit am ganz Klengen.

Mir hunn deemools als Gemeng och decidéiert, datt mer e gudden Deel vun eise Budget fir déi ONG a fir déi ONGe wëllen zur Verfügung stellen. Den Här Graas kann dat herno vläicht confirméieren.

(Interruption)

An natierlech iwwerwee mer dann déi Suen. Natierlech mussen déi Suen dann och a Projete fléissen. An do weist sech heiansdo natierlech d'Schwieregkeet, an engem lafende Joer déi Suen dann och alleguer verschafft ze kréien.

D'ONGe bréngen eng lokal Expertise, se brénge Vertrauen an och Netzwierker mat. En neie Kader an nei Condition-générellë goufen ausgeschafft. Dir hutt gesot, Här Minister, datt déi Reform géif Friichten droen, datt méi Koordinatioun a méi eng nohalteg Approche elo méiglech wieren. Dat géife mer begrëssen, wann dëst och um Terrain esou géif ukommen.

D'Sensibiliséierung fir global Theemen ass sécher an Zäite vu vill Desinformatioun net vu Muttwëll. Dorop hunn d'ONGen och besonnesch higewisen. Mee hei ass et awer och wichteg, dass dës Aktivitéiten transparent, faktebaséiert a politesch neutral organiséiert ginn.

An de Conditions générales gëtt Propaganda ausdrécklech ausgeschloss. Kooperatiounshëllef soll net fir eesäiteg Propaganda kënnen mësbrauch ginn. An hei schéngt et, datt d'Trennung tëschent Sensibiliséierung an eesäiteger Duerstellung deenen enge besser geléngt wéi deenen aneren.

An ech verstoppen Iech net, datt mer besonnesch d'Aktivitéite vum dem sougenannte „Comité pour une paix juste au Proche-Orient“ zimmlech kritesch suivéieren, ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... eng Organisatioun, déi substanzuell staatlech Ënnerstëtzung iwwert déi lescht Jore kritt huet. Eng aktiv Zivilgesellschaft ass ouni Zweifel wichteg an en Deel vun eiser demokratescher Kultur. Mee gläichzäiteg muss sech d'Fro gestallt ginn: Wéi gëtt garantéiert, datt öffentlech Gelder net fir politesch eesäiteg Positionen oder aktivistesche Campagnen agesat ginn? Oder an anere Wieder: Wou zéie mer d'Grenz tëschent legitimem Sensibiliséierung an inhaltlech parteiescher Kommunikatioun?

Grad am Kontext vum esou engem sensibelen Thema wéi dem Noen Osten ass et essentiel, datt Neutralitéit, Transparenz an eng equilibréiert Presentatioun garantéiert bleiwen.

Dofir wäere mer frou ze wëssen, wéi d'Regierung evaluéiert, ob konkret Aktivitéiten a Kommunikatioun vum Organisatiounen mat öffentleche Mëttele finanziert ginn.

Am Kontext vum Gaza-Konflikt ass och d'Fro vum der humanitärer Hëllef an de Finanzéierungen ëmmer méi an den Zentrum geréckelt. Lëtzebuerg huet, zesumme mat aneren europäesche Länner, bedeutend Mëttele fir international Organisatiounen, wéi d'UNRWA, zur Verfügung gestallt. Humanitär Hëllef fir d'Zivilbevölkerung an Nout ass selbstverständlech eng moralesch a politesch Verpflichtung. Mee grad an esou sensibelen a komplexe Konfliktsituatiounen ass et och wichteg, maximal Transparenz an eng strikt Kontroll vum de Finanzstréim ze garantéieren.

An de leschte Méint gouf et international Diskussiounen iwwer Problemer an der Gestiou vum der UNRWA, déi a verschiddene Länner zu enger kritescher Iwwerpräiwung vum der Finanzéierung gefouert huet.

Dir hutt gesot, Här Minister, datt Der an der Westbank weider mat vertrauenswürdege Partner konnt schaffen. An Dir hutt annoncéiert, datt eng Bähëllef vu 5 Milliounen Euro fir déi Palästinensesch Autoritéit accordéiert gouf, dëst iwwer e Mechanismus, deen héich Standarden un Transparenz a Rechenschaftspflicht soll garantéieren.

D'PA, also d'Palästinensesch Autoritéit, huet virun engem Joer zougesot, d'Familje vum Terroristen net méi mat öffentleche Gelder ze finanzéieren. Gëtt dës Zousu agehal? A wéi garantéiert d'Regierung, datt d'Mëttelen, déi iwwer international Organisatiounen un ONG-Strukturen ausbezuel ginn, net direkt oder indirekt fir ideologesch Agendae fléissen?

Här President, mir wëllen eis Kooperatioun u Wäerter orientéieren. Mir wëlle Mënscherechter, Demokratie a Rechtsstaatlechkeet promovéieren. Mir wëllen och zivilgesellschaftlech Strukturen ënnerstëtzen. Dat misst dann och alt erëm kohärent si mat anere Politikberäicher.

Mir mussen awer feststellen, datt mer net an alle Politikberäicher eis Wäerter esou héichhänken. Dir sot selwer ëmmer, Dir wiert géint eng Megafon-Diplomatie. Mir maachen awer och Handel mat Länner, wou Mënscherechter net gëllen.

D'Luxair flitt d'Leit an d'Vakanz a Länner, wou Mënscherechter och mat Féiss getrëppelt ginn. Jo, dat, wat am Senegal geschitt, datt do ënner Strof gestallt gëtt, dat e Mann e Mann gär huet, ass net ze toleréieren!

Mee op där anerer Säit verzichte mer och net op fossill Energieimporter aus Golfstaaten, obwuel do och déi fundamental Mënscherechter net respektéiert ginn. Mir kritiséieren och d'Chineesen net, wa se Jonker an de Prisong spären, well se Demokratie wëllen.

Verstitt mech net falsch: Mir sinn och der Meinung, datt de Respekt vum elementaren demokratesche Prinzipie muss eng Konditioun si fir eng staatlech Kooperatioun mat engem Partnerland. Mee da mussen mir och e bësse méi couragéis virgoen, wa mir mat anere Länner verhandelen. Et muss net ëmmer de Megafon sinn, e kloert Wuert mécht et och. Dofir, mir passe jo net eis Wäerter un, nëmme wann et ëm strateegesch oder wirtschaftlech Interëte geet.

Här President, mir liewen an enger Zäit, an där international Relatiounen grondleeënd verännert ginn. Konflikter – de Krich an der Ukrain, Spannungen a Krich am Noen Osten, Instabilitéit an der Sahelregioun – weisen, datt international Kooperatioun och wäert ëmmer méi komplex ginn. D'Entwécklungszesummenaarbecht kann hei eng wichteg Roll spillen. Si ka Stabilitéit stäerken, wirtschaftlech Perspektiven schafen a Migratiounsursaache reduzéieren. Mir mussen eis Kooperatiounspolitik dësen neie geopolitesche Realitéiten upassen.

Léif Kolleegen, d'CSV ënnerstëtzt eng staark an engagéiert Kooperatiounspolitik. Mee fir eis ass kloer: Dës Politik muss komplementär sinn, koordinéiert sinn a strateegesch kohärent sinn. Kooperatioun ass net nëmme en Akt vu Solidaritéit, Kooperatioun ass virun allem eng Investitioun an eng stabill, an eng friddlech an en eng nohalteg international Uerdnung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. An Zäite vu grousser Instabilitéit op der Welt, an Zäiten, wou déi klassesch Weltuerdnung duercherneegereselt gëtt, an Zäiten, wou massiv a Waffen investéiert gëtt, do muss een natierlech d'Fro stellen, ob d'Akzeptanz bei de Bierger nach grouss genuch ass, fir op héijem Niveau Entwécklungsprojeten an defavoriséierte Länner ëmzesetzen. An ass Kooperatiounspolitik nach am vollen Ëmfang méiglech?

Dat si berechtigt Froen, op déi mir als Politiker ouni Zweifel ass a müssen eng Äntwert liwweren. Fir eis als DP ass et jiddefalls ganz kloer, dass et d'moralesch an eethesch Verflichtung muss sinn, weiderhin deene Mënschen déi Ënnerstëtzung ze garantéieren, déi et batter néideg hunn.

Am Verglach zu deene meeschte Länner op der Welt liewe mir jo hei zu Lëtzebuerg a quasi paradiseschen Zoustänn – woubäi ech selbstverständlech net wëll déi sozial Problemer niéieren, déi et och bei eis gëtt. D'Schéier zwëschent deene räichen an deenen aarme Länner däerf mat Sécherheet net méi grouss ginn. Et ass also eng Flicht, virun allem vun deene räiche Länner, an dozou gehéiere mir als Lëtzebuerg, weiderhi grouss Ustrengungen ze maachen, fir dass deen Ecart net nach méi grouss gëtt.

D'UNO schätzt, dass ongeféier 1,9 Milliarde Leit op der Welt mat manner wéi 3,20 Dollar den Dag müssen auskommen.

(M. André Bauler prend la présidence.)

An 3,4 Milliarden hunn net méi wéi 5,5 Dollar den Dag zur Verfügung. Dat ass scho wäit iwwert d'Hallschecht vun der Mënscheit, déi jo elo entre-temps 8 Milliarden erreicht huet. A laut der UNO waren 2025 305 Milliounen Mënschen op humanitär Hëllef ugewisen. Fir d'Finanzéierung heivunner gouf en Opruff fir e Montant an Héicht vu 47 Milliarden US-Dollar gemaach. Nëmmen 43 % heivunner konnte mobiliséiert ginn.

A besonnesch grav ass awer och d'Decision vum President Trump, dee jo am Januar 2025 seng zweet Mandatsperiod ugetrueden huet, fir d'Hëllef iwwer déi 1961 gegrënnten USAID staark ze reduzéieren. An Experte soen elo scho ganz kloer, dass dat definitiv awer Konsequenzen an der Bewältegung vun den humanitäre Krisen huet.

Déi multilateral Institutiounen sinn aktuell ferm ënner Drock, net nëmmen, well se permanent a Fro gestallt ginn, mee well eeben och verschidde Länner hir finanziell Kontributiounen erofschrauwen. Gläichzäiteg muss een awer ënnersträichen, dass grad dës Institutiounen méi wéi jee gebraucht ginn.

Lëtzebuerg geet awer ouni Zweifel mam gudden Beispill vir. Mir hunn nei strateegesch Partnerschaften fir d'Period 2026–2029 mat UN-Agencen, wéi der Unicef, der UNFPA, der UNDP oder UN Women ënnerschriwwen, déi am Ganzen e Montant vun iwwer 100 Milliarden duerstellen.

Mir begrëssen als DP natierlech, dass um Zil, 1 % vun eisem RNB an d'Kooperatiounspolitik an déi humanitär Hëllef ze investéieren, festgehal gëtt. An der Strategie „En route pour 2030“ an och am Koalitiounsaccord war sech jo dozou och verflücht ginn. A reellen Terme louchen eis Kooperatiounsausgaben 2025 bei 615 Milliounen. Duvunner sinn 73 % an déi bilaterale Hëllef a 27 % an déi multilaterale Hëllef gefloss, wovun awer och 19 % fir humanitär Hëllef waren.

Op där sougenannter DAC-Lëscht – dat sinn déi Länner, déi eligibel sinn, fir APD ze kréien – gëtt et

eng Kategorie „low income“ an et gëtt eng Kategorie „middle income“, déi nom PIB per capita agestuft ginn. Laut Statistike vun der OECD ass déi internationale Hëllef 2024 op 214,5 Milliarden US-Dollar gefall, wat 6 % manner ass wéi déi jore virun. Et sinn nëmmen nach véier OECD-Länner, déi u sech dann déi 1 % do respektéieren. Dorënner, wéi gesot, Lëtzebuerg, niest Norwegen, Schweden an Dänemark.

An ech mengen, och hei kënnen ze behaupten, dass deen 1 %, mat enger Ausnam heibannen, awer och an Zukunft ënnerstëtzt gëtt, wat och ganz wichteg ass. A mir sinn e laange Wee gaang. 1980, zum Beispill, louch eisen APD bei 0,19 % vum RNB. Dat war nach ganz wäit ewech vun deem 0,7 %, deen an enger UNO-Resolutioun vun 1970 festgehal gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kooperatiounsminister Xavier Bettel huet gëschter e puer ganz interessant Aussoe gemaach, besonnesch wat déi zukünfteg Ausrichtung vun eiser Kooperatiounspolitik ubelaangt. Si soll méi effikass ginn an et soll méi effizient och ënner deene verschidde Ministeren zesummegehaaft ginn.

Mir gesinn dat als DP och esou. D'Kooperatiounspolitik soll effektiv e Ganzt sinn. A well et hei ëm d'Substanz geet vun der Kooperatiounspolitik, ass dee Virschlag, deen de Minister gëschter gemaach huet, fir hei en Débat de consultation ze organiséieren, méi wéi ze ënnerstëtzen.

Iwwerhaupt muss ee soen: Zënter dass de Xavier Bettel hei an der Kooperatiounspolitik en charge ass, ginn eng Rei aner Krittären och mat berücksichtegt – ech kommen herno nach dorop zrëck –, zum Beispill politescher oder gesellschaftlecher Natur – wat och wichteg ass! Ech mengen, och bei der Kooperatiounspolitik muss ee munchmol de Courage hunn a ganz kloer dorop hiweisen, op wat et herno ukënn.

De Moment hu mer jo u sech just nach sechs Zillänner. Mir haten der emol an der Zäit néng. Et si virun allem dräi Länner, an éischter Linn natierlech de Mali, niest dem Burkina Faso, wou mir eis Projeten elo auslafe loossen – dat ass gudden Grund. An dann natierlech awer och den Niger, wou mer am Fong geholl d'Entwécklungspolitik suspendéiert hunn, dat, wéi gesot, aus reng politesche Grënn.

An ech verstinn och, wann de Minister hei seet: „Ech wëll net onbedéngt mat Putschisten verhandelen.“ Iwwert de Wee vun ONGDe kënnen mer do zwar awer nach gewësse Projete weidermaachen. Ech mengen, dass Länner, déi an de Genoss vun der APD kommen, sech awer och musse bewusst sinn, dass se gewësse Krittäre musse respektéieren. Ech denken an éischter Linn natierlech och hei un de Respekt vis-à-vis vun de Mënscherechter.

Leider gesäit et de Moment jo am Senegal net méi esou gudd aus. Mir krute gëschter jo matgedeelt, dass et do gewësse Schwierigkeete gëtt. Dat ass ze bedauern. De Senegal war u sech nach eng vun deene weinegen, kann ee soen, echten Demokratien um afrikanesche Kontinent. Mee dee Schrëtt ass jo éischter vun hirer Säit aus ënnerholl ginn. Mir bedauern dat.

Et kann een natierlech och net ignoréieren, wat um legislative Plang an deene leschte Wochen an deem Land geschitt ass. Ech mengen, wa Strofe fir Homosexualitéit nach verschäerft ginn, da kënnen mir, déi eng aner Kultur verrieden, dat awer mat Sécherheet net guttheeschen, obwuel dat natierlech net kann ausschlaggebend dofir sinn, dass elo net méi mat deem Land do déi Relatiounen bestinn, wéi se virdu waren.

Ee Land, wat mat Sécherheet kann als Musterschüler duergestallt ginn, ass de Cap Vert. Mam Cap Vert hu

mer wierklech exzellente Relatiounen. Ech mengen, mir hunn eng grouss Communautéit vu capverdianesche Matbierger hei am Land, mat deene mir och ganz gutt zesummeschaffen. Mir begrëssen, wéi gesot, och d'Ënnerschreiwung vum sechste PIC mam Titel „Partenariat, développement et résilience“, dee jo op eng Approche pangouvernementale setzt.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass am September 2024 eng Delegatioun vun der Chamber um Cap Vert war an och d'Méiglechkeet hat, sech do e puer Projeten unzuekucken.

Dës Approche, déi mir jiddefalls ënnerstëtzen, déi kreéiert Synergien a kombinéiert d'Expertise vu verschidde Ministeren, fir besser Solutiounen an der Entwécklungshëllef vun eise Partnerlänner ze fannen, fir Problemer, déi meeschtens genausou multidimensional sinn, an deemno och multidisziplinär.

An och hei an deem Sënn ass de Cap Vert, wéi gesot, e Musterschüler. Dass de Cap Vert awer och ënner dem Klimawandel leit hu mer, leider, d'lescht Joer och missen erfueren, wéi den Tropesterm Erin iwwert déi Insel do ewechgeblos huet mat ganz grousser Schied. D'Lëtzebuurger Rout Kräiz huet do notament séier gehollef a sech, wéi gesot, agesat, fir dass de Leit do soll esou schnell wéi méiglech déi néideg Hëllef zoukomme gelooss ginn. Och LuxDev hat e Projet do lancéiert mat der Rehabilitatioun vun de Waasserinfrastrukturen. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Haut kann een eng koordinéiert Kooperatiounspolitik net méi lassgeléist gesi vum Klimawandel.

An Asien ass jo virun allem ee Land, wou mer schon zënter 1997 ganz gutt Relatiounen hunn: Dat ass de Laos. Do gëtt jo aktuell d'Partnerschaft duerch de fënnefte PIC 2023-2027 geregelt. Mir sinn do jo och e Member vum Team Europe. A besonnesch am Gesondheitswiese si mir jo do ganz engagéiert. Ech wëll och drun erënneren, dass mer och do gehollef hunn, eng Klinik opriichten, an dass och do en anere wichtige Projet, den Deminage, deen de Minister och gëschter erwänt hat ... An och do hate mer jo als e puer Deputéiert schon d'Chance, dass op der Plaz kënnen ze kucken. Dann ass eng aner Initiativ, déi do leeft, fir den Accès zur Justice nach ze verbessern um lokalen Niveau. An hei ass och eis Uni involvéiert.

Iwwert d'Zillänner eraus wëll ech awer e puer aner Punkten hei ënnersträichen, well mer och eng Rei ganz interessant Projete queesch duerch d'Land maachen. Dat éischt Land ass d'Mongolei. D'Mongolei ass e Land, wou mer elo 50 Joer Relations diplomatiques feieren, 25 Joer Kooperatiounspolitik. D'Mongolei ass natierlech e Land mat positiven an och enger Rei negativen Aspekter.

Ech fänke mat deenen negativen un, woubäi natierlech och ze verstoen ass ... Et muss een déi geopolitische Situatioun vun der Mongolei analyséieren, da weess een, dass d'Mongolei extreem op den Export a China ugewisen ass an op der anerer Säit och extreem ugewisen ass op den Import vu russeschem Gas. Den Här Putin hat eng Visitt do gemaach. Theoretesch hätt hien am Fong do missen arrétéiert ginn op Basis vun engem internationalen Haftbefehl. Dat huet d'Mongolei net gemaach. Och dass soll hei ënnerstrach ginn. An ech wëll och hei soen, dass net méi spët wéi den nächste Méinden eng Delegatioun vun der aussepolitischen Kommissioun an d'Mongolei fiert, wou mer natierlech wäerten dat doten och thematiséieren. D'Mongolei huet och nach aner Problemer. D'Korruptioun ass leider och do present. Si hunn awer Parlaamentswahlen den 28. Juni (veuillez lire: am Juni 2028), an da loosse mir eis do mol iwwerraschen.

Zum Vietnam wëll ech awer och e puer Wuert soen. De Vietnam, dee jo fréier en Zilland war. De Vietnam,

deen eng extreem grausam Vergaangenheet hannert sech huet – ech erënneren hei un de Biergerkrich tëschent 1955 a 1975. Mee de Vietnam huet sech extreem gutt entwéckelt. Een, deen emol eng Kéier do war, huet gesinn, datt dat Land sech awer do an deem Sënn esou fortschrëttlech beweegt, datt et am Fong verständlecherweis haut keen Zilland méi ass. Mee mir hunn awer natierlech nach eng ganz Rei wichteg Projeten do lafen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt och de Vietnam vun enger Naturkatastroph heemgesicht gi war. Dat war d'lescht Joer, am Oktober 2025. An am Kader vum EU Civil Protection Mechanism hu mir och humanitär Hëllef gelescht, andeems mer notament 150 Familljenzelter an 138 Kichekits prettgestallt hunn.

En anert interessant Land an deem Eck do ass de Cambodge. Dat ass d'Nopeschland vum Vietnam, wou mer jo och relativ aktiv sinn, wou mer iwwer LuxDev och eng Rei aner Projeten amgaange sinn ëmzesetzen. Ech mengen, natierlech huet dat Land e ganz grouse Potenzial, och wat den Tourismus ugeet – Stéchwuert Angkor Wat, wat wierklech epees Aussergewöhnlech ass. Mee dee generelle Kooperatiounsaccord, dee mer ënnerschriwwen hunn, dee gesäit dann, wéi gesot, och eng Hëllef mat dem UNDP an dem Deminage vir. An d'Prioritéite vum der Lëtzebuurger Kooperatiounspartnerschaft, déi am Accord festgehale goufen, sinn de Gesondheitssecteur, déi professionell Ausbildung an d'Gouvernance locale.

Ech bleiwen dann nach e Moment an Asien, an zwar bei engem Land, iwwert dat mer ganz wéineg schwätzen – leider, muss ee soen. E Land, wat am Fong geholl op der Ligne d'arrivée war, fir och en Zilland ze ginn. E Land, wat zënter dem Februar 2021 an engem Ausnahmestandard ass. Ech schwätze vum Myanmar, wou et zu engem Militärputsch kouw, e Land, wou mer ganz aktiv waren, wou mer elo héchstens nach iwwer ONGe Projete matfinanzéieren. Sécher, d'Militärjunta ass amgaange, deelweis e bëssen u Buedem ze verléieren. Ech denken hei virun allem un d'Regioun Shan a Kachin. Mee d'Situatioun ass extreem onstabil an ech gleewen och kaum, datt do an noer Zukunft wäert e Changement kommen, och wann elo am Januar Wale waren. Mee ech mengen, déi kann een elo net esou ganz esicht huelen. Do limitéiert sech dann eeben elo den Asaz vum der Lëtzebuurger Kooperatioun op multi-lateral Agencen.

Mir sinn och iwwert de Building Federal Democracy am Myanmar aktiv. An ech muss awer och hei ënnersträchen, wéi dat grausaamt Äerdbiewen elo am Myanmar war, datt Lëtzebuerg awer selbstverständlech net gescheit huet, fir do och aktiv ze sinn.

Eriwwer dann op den afrikanesche Kontinent. Ech mengen, dat war e wichtegen Deel vum Minister sengen Aussoe gëschter. D'Kooperatiounspartnerschaft mam Benin ass och 2025, esou wéi d'Feuille de route dat virgesinn hat, weidergelaf. Hei geet et jo prioritär ëm berufflech an technesch Ausbildungen, d'Finanzen an d'Digitalisatioun. Dee gréisste Projet ass awer de Bau vun enger Hotelsschoul, deen duerch LuxDev dann och ëmgesat gëtt.

Wat den Togo ubelaangt, deen op dem selwechten Niveau am Fong Ënnerstützung vun eis kritt, sou ass dat jo och e Land, wat awer ëmmer méi an de Fokus vun eiser Kooperatiounspolitik réckelt.

Dann eriwwer bei de Ruanda. Zum Ruanda ass natierlech ganz villes ze soen, haaptsächlech vum politesche Standpunkt aus gekuckt. De Moment, wéi gesot, hu mer véier Projeten, déi mer do ëmsetzen, déi en ligne si mat véier Prioritéiten, déi am MoU vun 2024 festgehale goufen. Da si véier ruandesch

Firmen am Fintech- an am Agritech-Secteur täteg an e besonneschen Appui gëtt och gelescht vum LuxAid Demonstration Fund.

Et muss een awer, wéi gesot, drop zrëckkommen, dass de Ruanda och eng grausam Geschicht hannert sech huet. Ech erënneren hei un de Genozid vun 1994, wou bannent sechs Méint iwwer eng Millioun Tutsi ëmbruecht goufen. Haut ass d'Situatioun am Nopeschland Demokratesch Republic Kongo och ganz ugespaant, well jo déi M23-Rebelle vum Ruanda ënnerstëtzt ginn.

Da kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, inwifern de Ruanda och nach soll iwwert de Wee vun der Kooperatioun ënnerstëtzt ginn. Dat si schwierig Froen, déi net einfach ze beäntwerte sinn. Ech mengen awer net, datt eisen Engagement um Niveau vum Ruanda derzou géing bäidroen, datt d'Situatioun an der Demokratescher Republic Kongo sech géing verschlechteren. Ech wëll dann och hei ënnersträchen, datt mer jo am Fong geholl och do e Projet mat ënnerstëtzen, an zwar zënter 2021 e Spidol zu Bukavu.

Vläicht e leschte Gang dann awer eriwwer a Latäinamerika. De Minister huet dann awer gëschter vu Costa Rica geschwat, wat jo e regionalen Hub ass vun der Kooperatioun, déi do koordinéiert gëtt. Den El Salvador, wat fréier e Land war, wat éischter duerch seng héich Kriminalitéit bekannt war, ass am Fong elo um Wee vun enger Besserung. An duerfir fannen ech et och ubruecht, datt mir als Lëtzebuerg do och weider aktiv ginn. Ech mengen, et ass och eng Lettre d'entente mam Guatemala ënnerschriwwen ginn. An do huet jo och LuxDev um regionalen Niveau Projeten ënnerstëtzt, wat dat weiblecht Entrepreneuriat ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann natierlech awer zu deem engem oder deem anere méi kriddelegen Dossier, deen och scho virdrun hei ugeschnidde ginn ass. Ech schwätzen natierlech och vu Palästina. Éischters muss ee mol feststellen: Ech fannen, et soll een net méi vun engem Waffestëllstand schwätzen, well zënter datt de Waffestëllstand offiziell a Kraaft getrueden ass, sinn iwwer 600 Leit ëmkommen. Dat ass no menge Virstellungen net e Waffestëllstand, mee dat ass eng Fortsetzung vun engem Krich. Vläicht net op déi ganz brutal Aart a Weis, wéi mer et erlieft hunn, mee nach ëmmer ass déi Situatioun ganz ugespaant, an dowéinst kann ee Palästina zu dësem Zäitpunkt op kee Fall elo tabuiséieren oder net méi dervu schwätzen, well eeben elo aner Problemer nach méi an de Vierdergrond geréckelt sinn. Ech mengen, mir bedeelegen eis jo aktiv um Grupp vun den Donateurs fir Palästina. Dann ass déi Zesummenaarbecht mat einzelnen ONGen, déi do aktiv sinn, och ganz wichteg.

Wa mir natierlech vun humanitärer Hëllef schwätzen, a mäi Virgänger ass och schonn drop gaang – ech sinn zwar net esou ganz honnertprozenteg senger Meinung, wat d'UNRWA ubelaangt ... Jo, ech weess, natierlech gëtt et Leit heibannen, déi – net nëmmen heibannen, och dobaussen – vis-à-vis vun der UNRWA e bësse méi gemëschte Gefiller hunn. Et soll een och do ganz éierlech sinn. Ech wëll och drop hiweisen: Mir haten d'Chance, Här Minister, den Här Philippe Lazzarini, de Generalkommissär vun der UNRWA, hei ze empfänken. A mir haten och e ganz éierlecht, kloert Gespréich. An den Här Lazzarini huet och natierlech näischt schéiegeriet. Hien huet och ganz kloer ze verstoe ginn: Jo, et si Problemer um Niveau vun der UNRWA ginn. Jo, et ass net auszuschléissen, datt och an Zukunft nach deen een oder deen anere mat Hamas sympathiséiert, wat op kee Fall däerf sinn. Mee ech mengen awer och, datt et net richtig ass, datt een da global urteelt iwwer eng

UN-Organisatioun – ëmmerhin eng UN-Organisatioun! An d'UNO huet schonn esou vill Problemer. A wann ee mat deem farfeluë Projet, deen den Trump amgaang ass, do versichen ëmzesetze mat sengem Board of Peace, wou am Fong d'UNO nach soll méi zerstéiert ginn, dann ass et grad un eis, fir ze versichen, awer e Maximum un UN-Agencen héichzehalen.

Wat d'UNRWA ubelaangt: Natierlech solle mir kritesch sinn. Mee ech fannen et awer richtig, datt mir d'UNRWA och an Zukunft nach ënnerstëtzen. Well stellt Iech emol vir, d'UNRWA wier a Palästina net méi aktiv! A schwätzt emol mat Leit, déi um Terrain do sinn! Schwätzt emol mat Médecins Sans Frontières! Déi soen Iech, wéi d'Situatioun wierklech do ënnen ass, wéi dramatesch datt se ass. Déi medezinesch Versuergung läit praktesch um Buedem. Déi medezinesch Infrastruktur gëtt et praktesch net méi. A wann d'UNRWA net do wär, wier d'Situatioun also nach vill méi schlëmm. Dowéinst, wéi gesot, kënnen mer och nëmmen de Minister ënnerstëtzen a senger Approche zur UNRWA, woubäi een, wéi gesot, natierlech net soll naiv sinn an net soll mengen, datt do keng Problemer sinn. Den Här Lazzarini huet dat jo selwer ënnerstrach.

An da wëll ech awer hei och nach op de Colonna-Rapport ze schwätze kommen. D'fréier Ausseministesche vu Frankräich huet jo do e Rapport gemaach, dee jo awer net onbedéngt elo zu enger Konkusioun komm wier, wéi wann d'UNRWA elo misst praktesch opgeleest ginn.

Deen anere Problem, deen eis natierlech ...

(Interruption)

Deen anere Problem, deen eis natierlech Suerge mécht, dat ass den Ukrain-Krich. Ech mengen, mir hu schonn esou villes hei gesot, a wat ee sech méi Gedanken driwwer mécht, wat ee méi ... Nee, ech huelen dat Wuert „Haass“ net an de Mond, dat däerf een als halbwegs ziviliséierte Mensch net. Mee trotzdem, wat d'Russen nach weiderhin do opféieren, ass einfach inakzeptabel a mir mussen e beschmëgleche Support och nach an Zukunft vis-à-vis vun der Ukrain garantéieren. Net nëmme Lëtzebuerg natierlech, mee dat ass enorm wichteg. Well wann d'Ukrain dee Krich do verléiert, dann huet och Europa, an och Lëtzebuerg, villes verluer. An dowéinst, wéi gesot, och do, Här Minister, d'Méiglechkeeten ... ech mengen, 130 Milliounen hu mer elo engagéiert, eleng um humanitäre Plang, dat wäerte mer och an Zukunft mussen weiderféieren. An ech fäerten ... eng Kéier ass dee Konflikt jo och zu Enn, mee ech mengen, nach net muer an net iwwermuer.

Mee da kënt natierlech dee grouse Problem vum Wiederaufbau an der Ukrain. An een, dee schonn do war déi lescht Joren, deen huet jo och schonn d'Schied op der Plaz gesinn. Do wäert nach ganz vill mussen investéiert ginn. An do soll Lëtzebuerg, an dat soen ech elo schonn, op kee Fall abseits stoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weesentleche Bestanddeel vun der Kooperatiounspolitik, e wichtegt Element, sinn natierlech d'ONGen – mir hunn der ronn 80, mengen ech – a Fondatiounen, déi en Agreement vum Ministère hunn. Ech verweisen och kuerz op d'Reform vun 2024, wou jo am Ufank e bësselchen Onrou opkomm war. Mee ech mengen, entre-temps huet dat sech geluecht. An do misst awer déi Kooperatioun tëscht Ministère a Cercle de coopération gutt weidergedouert ginn.

Ech soen och hei dem Cercle Mercî. Mir haten eng gutt Entrevue, och wa mer net op alle Punkten enger Meinung sinn. Mee et ass awer wichteg, datt een deen Echange do huet. An dowéinst soll dat och an Zukunft virgedouert ginn.

An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, och am Numm vun der DP, all deene Leit, déi um Niveau vun enger ONG aktiv sinn, e ganz, ganz grouse Merci auszusprechen. Well wa si net wieren, mengen ech, da wier d'Populatioun vläicht mol net esou sensibiliséiert. Si sinn et, déi mat kleng Schrëtt, déi awer ganz wichteg sinn, villes bewierke kënnen. An do-wéinst hu se och eis ganz Ënnerstützung verdéngt. An dat selwecht géllt eeben och ... mir sinn nach wie vor der Meenung, dass eng Maison des ONG soll hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virdrun ass hei och schonn iwwer Global Gateway geschwat ginn. Jo, ech wëll och e puer Wuert doruwer verléieren. Dat ass eng EU-Strategie fir eng intelligent Politick an de Beräicher Energie, Transport an Digitalisatioun. Dann natierlech och d'Gesondheet, d'Education an d'Recherche, déi op der ganzer Welt solle promovéiert ginn. De geopolitische Poids vun der Europäescher Unioun kann domat och nach verstärkt ginn.

De Global Gateway, dee gouf jo 2021 lancéiert. Deen ass jo och kompatibel mat den UN-Ziler vun 2030 an och mat de Paräisser Accorden. An 300 Milliarde solle jo bis 2027 investéiert ginn. An dat ass aus eiser Siicht gekuckt och en effizient Instrument, wat an der Kooperationspolitick kann an och soll agesat ginn.

An da wëll ech awer och hei ënnersträchen, dass et fir eis als Demokratesch Partei evident ass, normal ass, dass mer och mam Privatsecteur zesummeschaffen, wat d'Kooperationspolitick ubelaangt. Och do soll een net ëmmer eng gewëssen Hemmschwel opbauen, déi vläicht net ëmmer esou berechtigt ass. De Privatsecteur ka villes beweegen. Mir hunn zum Beispill och mam Luxembourg House of Financial Technology an der Asiatescher Entwécklungsbank e Fong fir FinTechen a Südostasie lancéiert. Och mam House of Training ass d'Partnerschaft bis 2027 verlängert ginn. Dat si gutt Initiativen. Dann interagéiert d'Lëtzebuerg Kooperationspolitick zum Beispill och weider mam LuxAid Challenge Fund oder mam LuxAid Demonstration Fund oder mat der Business Partnership Facility. Dat sinn alles Elementer, déi een awer hei soll mat berücksichtegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'humanitär Hëllef ass natierlech och e ganz wichtegen Aspekt vun der ganzer Kooperationspolitick. An och hei wëll ech op eng wichteg Entrevue zrëckkommen. Och mir haten hei an der Chamber, Här Minister, d'Geleeënheet, den Här Tom Fletcher, de Generalsekretär adjoint vun der OCHA, ze begéinen. Dat war och e ganz fruchtbaart Gespréich. An et ass eemol méi bewise ginn, wéi wichteg et ass, dass och mir als Parlamentarier esou Echangé mat deene Leit hunn.

Ech mengen, de Bilan vun der humanitärer Hëllef, dee léisst sech jo op alle Fall hei zu Lëtzebuerg weisen. Ech ginn elo net an d'Detailer, wou mer iwwerall am leschte Joer haaptsächlech bei Naturkatastrophen agegraff hunn – wat och ganz wichteg ass.

Jiddefalls, eppes ass och kloer: Dës Interventiounen beweisen alleguer, dass et fir de Grand-Duché och eng absolut Prioritéit ass, bei humanitärer Katastrophen direkt anzewierken, dat natierlech och zesumme mat internationalen a multilateralen Agencen. Nach eng Kéier – an ech mengen, de Minister huet dat gëschter e puermol hei ënnerstrach – wëll ech soen: De Multilateralismus huet eng ganz grouse Wichtigkeet! E muss an Zukunft bestoen. Emsou méi ass et ze bedauern, dass et Einzelner gëtt, déi amgaange sinn, deen awer ze zerstéieren.

Wa mer scho bei deenen Asätz sinn, wëll ech och nach eng Kéier kuerz op den emergency.lu-Projet hiweisen an op dat, wat och gëschter een ernimmt huet:

d'Uleeë vu Stocken, wat och ganz wichteg ass, fir dass mer kënnen als Lëtzebuerg Land déi néidegst Artikelke liwweren, well mer eeben, wéi gesot, do e Stock opriichten, wou mer da ganz geziilt kënnen an esou Géigenden awierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Konklusioun jiddefalls kann ee festhalen, dass déi global Entwécklung souwéi och d'national Entwécklung d'Lëtzebuerg Kooperationspolitick ganz kloer beaflossen. An deemno muss ee sech eeben och der Zäit upassen. Et ass eppes, wat kontinuéierlech muss analyséiert ginn, ouni natierlech, an dat ass dat Wichtigst, d'Wärter ze verléieren.

Lëtzebuerg ass en zuverlässige Partner a muss och en zuverlässige Partner bleiwen. A wat fir eis natierlech am Vierdergrond steet, ass de Respekt vun de Mënscherechter, internationaalt Recht an d'Solidaritéit vis-à-vis vun deenen Äermste vun der Welt. An éischer Linn natierlech den afrikanesche Kontinent, mee leider, muss ee soen, hu mir awer nach eng ganz Rei aner Problemer op der Welt, déi een och muss versichen ze léisen.

Lëtzebuerg diktiert senge Partnerlänner net, wéi se sech am Fong solle verhalen, wat se ze maachen hunn, mee kuckt virun allem am Dialog mat hinnen, eng gemeinsam Léisung ze fannen. Wéi gesot, och an Zukunft solle mer eis Kooperationspolitick op deem héijen Niveau hei weiderféieren.

Ech wëll ofschléissend vun der Geleeënheet profitéieren, Iech, Här Minister, mat Äre ganze Mataarbechter am Numm vun der Demokratescher Partei e ganz grouse Merci auszusprechen. Ech weess, dass eng exzellent Aarbecht do geleest gëtt. Merci och all deene Benevollen. A wéi gesot, et éiert eist Land, dass mer eng Entwécklungspolitick op deem Niveau maachen. An et géing eist Land net éieren, wa mer deen héijen Niveau an Zukunft net méi géinge respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Graas. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, domadder hutt Dir dann d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir féieren dës Debatt zu enger Zäit, wou déi international Kooperationspolitick an enger déiwer Kris stécht.

D'Entwécklungshëllef geet weltwäit zrëck. D'Coupé bei USAID, dat ass nëmmen een, allerdéngs e besonnesch krasst Beispill. Dat si Mesüeren, déi direkt ganz vill Dausende Leit d'Liewe kaschten. Rietsautoritär Regierungen, an där gëtt et der leider ëmmer méi, hu keen Interessi um Solidaritéitsgedanken hannert der Kooperationspolitick. Woubäi eng intelligent Entwécklungspolitick dee beschte Grenzschutz ass. Souguer an der EU huet sech de Wand bannent kuerzer Zäit radikal gedréit, an net zum Gudden.

De Global Gateway, den europäesche Kader a Budget fir Kooperationsprojeten, huet haut méi vum Ausenhandel wéi vun der Entwécklungspolitick. D'lescht Joer ass am Europaparlament e Rapport vum Europadeputéierte Charles Goerens fir en ambitionéierte Finanzementskader fir d'Entwécklungshëllef verwässert ginn duerch d'Stëmme vun der EPP a rietsextreeme Parteien.

Dobäi kënn, dass d'EU-Kommission d'Stëmm vun der Zivilgesellschaft, där hir Wichtigkeet och Dir, Här Minister, gëschter zu Recht betount hutt, ëmmer méi anenkt, op Drock oft vu Businesslobben – an eisen Aen eng ganz geféierlech Entwécklung.

Et ass gutt a wichteg, dass Lëtzebuerg weiderhi säin öffentliche Entwécklungsbudget héich hält. Mir sinn aktuell bei 1 % vum Revenu national brut, wat eis Aide publique au développement ueegt. An do sinn d'Finanzementer fir den Accueil vu Refugiéien a fir Klima net dran. Dat ass de sougenannte „Principe d'additionnalité“. Och dat gëtt eis op internationaler Bün grouss Unerkennung a Kredibilitéit.

Mir fuerderen och ganz kloer, dass dat esou bleibt an dass net doru gefréckelt gëtt. Mir gesinn awer Signaler, déi eis do Suerge maachen. An Dir hutt eis och gëschter net wierklech rassuréiert, Här Minister. Am Géigendeel. Et stelle sech do eng ganz Rei Froen.

Ginn an Zukunft nach Klimaprojeten an Entwécklungslänner am Ëmweltministère gemaach? Oder ginn déi all an den Ausseministère transferéiert? Ass dat d'Manéier, fir déi Iwwerschneidungen an déi Kohärenzproblemer aus der Welt ze schafen, vun deenen Der gëschter geschwat hutt?

An dann: A wéi enge Länner ginn nach Projekte gemaach? Just an eise Pays partenaires? Oder och an aneren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war? Virun allem awer stellt sech d'Fro, ob d'APD op deem Niveau bleibt an ob d'Additionalitéit bestoe bleibt.

Mir wëssen, dass de budgetäre Spillraum ëmmer méi knapp gëtt bei wuessenden Depensen, zum Beispill an der Defense, a bei schrumpfende Recetten. Nach eemol eng Milliard manner pro Joer mat der Steuerreform ab 2028. Spuert Der do gäre bei der Kooperationspolitick, beim Kooperationsbudget?

Mir verspären eis natierlech ni enger Debatt hei an der Chamber, och net engem Débat de consultation, och net dem Principe d'additionnalité oder dem Niveau vun eiser Entwécklungshëllef. Mee ech duecht, mir wäeren eis am Fong alleguerten hei eens, iwwert d'Bänken eraus. Mir hunn am Joer 2024 eng Motioun vum Joëlle Welfring mat 55 Stëmmen ugeholl, déi u sech de Principe d'additionnalité verankert an eiser Entwécklungshëllef. Do waren also d'Stëmme vun der Majoritéit derbäi. Also, mir kënnen eng Debatt féieren, mee ech duecht am Fong, dass dat acquis wär hei an deem Haus.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Dovun ofgesinn, hutt Der Iech als Regierung och u sech op der COP29 zu Baku drop festgeluecht, fir bis 2030 320 Milliounen Euro nei Fonge fir de Kampf géint de Klimawandel ze mobiliséieren. De Wording vun der Deklaratioun vu Baku ass ganz kloer: Si schwätzt u „ressources financières nouvelles et additionnelles“.

Här President, ech hu mam Europadeputéierte Charel Goerens vun der DP am Juli d'lescht Joer e Meinungsartikel publiéiert mam Titel „Foreign aid is not a luxury – it's Europe's smartest investment“, an deem mer plädéiere fir eng weiderhin ambitiéis Entwécklungspolitick vun Europa, och en vue vun nächsten europäesche Budget, dem Multiannual Financial Framework, dee jo zurzäit negociéiert gëtt.

Lëtzebuerg huet eng wichteg Stëmm an där Debatt, well mer dat eenzeg Land sinn, dat 1 % APD mécht a well mer och nach dat eenzeg Land sinn, wat dese Principe d'additionnalité huet. Mir sollten dës Trompkaart net opgin.

Mir maachen eis, Här President, och e bësse Suergen iwwert d'Kohärenz an d'Linn vun eiser Entwécklungspolitick. Mir hate laang Joren e Fokus op d'Grondbesoinen an den äermste Länner, de „least developed countries“, well een als kleng Land, mat vergléichbar limitéierte Moyenen, natierlech net alles maache kann. Dat waren och d'Recommandatiounen vum DAC vun der OECD, déi eis gesot hu virun enger Partie

Joren, dass mer eis sollten op eng geografesch Zon limitéieren – dat hu mer gemaach mat Westafrika – an eis och ee Fokus ginn, wat eis Thematik géif ugoen.

D'Lëtzebuerger Projeten, ob a Westafrika, am Laos, a Latäinamerika oder am Nicaragua zum Beispill, wou mer laang waren, hunn ëmmer bestach duerch hir Qualitéit an duerch hir Laangliwegkeet. Mir ware Spezialisten am Beräich vun der Santé, vun der Waasserversuergung, an der Educatioun oder och nach an der Berufsausbildung an der Agrikultur.

Rezent goufen dës Prioritéiten ergänzt duerch transversal Strategien iwwer Gläichberechtigung, Klima, awer och de Lien tëscht humanitärer Hëllef an Entwécklung.

Elo gesi mer awer, dass eis engersäits eng ganz Rei Partnerlänner ewechbriechen, aus Grënn, fir déi mer gréisstendeels näischt kënnen. Dat ass de Fall vun de Sahel-Länner, dem Mali, Burkina an dem Niger, awer och, méi onerwaart, elo dem Senegal. Dorobber kommen ech nach zrëck.

Anerersäits gesi mer awer och, dass een ëmmer méi staarke Fokus op der wirtschaftlecher Entwécklung läit. Jo, dat ass eppes, wat ech och ugefaangen hunn am Sënn vun engem Weiderbréng vum deene Länner, déi u sech scho sou wäit waren, dass se och konnten an ekonomesch Projeten investéieren. Mee trotzdem gesi mer eng Tendenz, dass u sech ganz weening entwéckelt Partnerlänner duerch e bësse méi oder e bësse vill méi entwéckelter ersat ginn an eeben do aner Projete gemaach ginn, wou mer awer e bësse fäerten, dass mer eis laangjäreg Expertise quasi opginn an deene Beräicher vun der Grondversuergung.

Eis Suerg ass, dass mer eis Linn verléieren, souwuel, wat déi geografesch wéi och, wat déi politesch Prioritéiten ugeet. Mir hunn elo den Togo an de Benin zousätzlech zum Ruanda an Ostafrika. Dobäi kommen elo Malawi a Sambia mat enger Ambassade zu Nairobi. A Latäinamerika kennt Guatemala derbäi, an Asien Kambodscha. Dat si vill nei Länner beieneen, Här Minister. An dat ass och net per se schlecht. Trotzdem freet ee sech dann, wat mer do an der Haaptsaach maachen.

Hale mer nach ëmmer un der Prioritéit op „least developed countries“ fest an op d'Grondbedürfnisser vun de Populationen? Oder gëtt et do e Change-ment? Wéi ass et mat den transversale Strategien, déi ausgeschafft goufen – Gender, Ëmwelt, humanitär –, ginn déi nach applizéiert?

Här President, e wichtege Prinzip an der Entwécklungszesummenaarbecht, e wichtege Prinzip vun engem gudder Entwécklungszesummenaarbecht ass, dass een net versicht, e Partnerland à son image ze gestalten. Dat ass Lëtzebuerg ëmmer gutt gelong. An och dowéinst ware mer en appreciéierte Partner. Dozou gehéiert och, net wëllen onbedéngt all Partnerland seng Wäerter a seng Liewensweis eent zu eent ze imposéieren. Mir hu keen ee Partnerland – keen eent! –, wat net seng Problemer hätt: Ëmgang mat Oppositionellen an Défenseurs des droits humains, wann et dann iwwerhaapt eng Demokratie gëtt, do, wou mer aktiv sinn, Minoritéiten, déi diskriminéiert ginn, begrenzt Fraerichter a paternalistesche Gesellschaften, Problemer mat Korruptioun a Gouvernance a munches méi.

Eis Approche war et ëmmer, dës Problemer oppen unzeschwätze mat de Regierungen am Kader vum politeschen Dialog a parallell dozou d'Zivilgesellschaft ze stäerken, déi probéiert huet, dës Froe vu bannen unzegoen, an déi betraffe Communautéiten ze stäipen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech schwätzen hei natierlech elo de Senegal un, dee jo elo kee Partnerland méi ass, well de Sträit ronderëm déi Netregressiounsklausel, déi Dir, Här Minister, wollt an de PIC schreiwen, eskaléiert ass. Fir eis – an ech wëll dat ganz kloer soen – ass dat en Dauerschued, well de Senegal ass eng vun deene rare funktionéierenden Demokratien. Jo, si hunn och hir Problemer mat Oppositionellen, an déi, déi elo um Pouvoir sinn, souzen och zum Deel am Prisong. Mee si hunn eng funktionéierend Demokratie mat reellen Alternancen. Et ass e stolz Land.

(Interruption)

An et war eist gréisst Partnerland an eent vun deenen eelste Partnerlänner. Mir haten do e PIC vun 152 Milliounen Euro, ...

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Deen ass fort!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... wou mer groust Vertrauen haten – jo, deen ass fort, Här Minister, jo –, wou mer groust Vertrauen haten an eng immens innovativ Entwécklungspolitik gemaach hunn. Déi mannt heibannen – a mir ganz sécher net – cautionéieren homophob Gesetzer. An et ass richteg an och wichtig, dëst unzeschwätzen. Mee Injonctiounen duerch Conditionalitéiten an engem Programme indicatif de coopération vun engem europäesche Land, wéi eng Clause de non-régression, déi rutschen haut net méi, a si si kontraproduktiv.

Här Minister, mir sinn der Meenung, dass et net heizou hätt misse kommen, wéi de franséisch-nigerianeschen Anthropolog Jean-Pierre Olivier de Sardan 2023 geschriwwen huet an engem Artikel, deen treffend intituléiert ass: „De quoi se mêlent-ils?“ „Le fonctionnement actuel de l'aide occidentale [...] va à l'encontre de ses bonnes intentions, car ces leçons de morale exacerbent le rejet de l'Occident et par là même favorisent la perpétuation des pratiques locales qu'il s'agissait de modifier.“

Mir sinn der Meenung, dass ee mat e bësse méi Fangerspëtzegefill hätt kënnen de Partenariat mam Senegal bäibehalen an am Dialog och méi schwierig Messagen hätt kënnen iwwermëttelen, och ouni Klausel am PIC.

Här President, zu engem aneren Thema: der Reform vun der Sensibilisation au développement. Mir bereien, datt dës Reform, och wa se e gudden Usaz hat – Synergien tëscht Acteuren am nämmlechte Beräich ze identifizéieren, Ressourcen ze bündelen an Doublantzen ze evitéieren –, awer dach e bëssen iwwerstierzt gouf.

D'Vertrieder vum Cercle des ONG, déi den 9. Mäerz bei eis an der Kommissioun waren, soten eis, et wier Zäit verluer gaang mam Publikum, fir konkret Sensibilisatioun ze maachen. A si stelle sech Froen, wat d'Capacités ugeet, déi elo nach do sinn, an och, wéi gutt déi Mariages forcées, wéi se dat genannt hunn, dann elo funktionéiere wäerten. Dobäi kennt, dass de Cercle des ONG elo eng Roll kritt, déi en ni hat an déi en elo muss en fait vun Null un erfannen. Se gouf an der Hetz annoncéiert an d'Associatiounen goufe forcéiert, och esou schnell wéi méiglech nei Léisungen ze fannen. Et gouf Personal entlooss, dat batter néideg wier, fir déi Sensibiliséierung ze maachen, awer och d'Connaissance vum Terrain huet. An doduerch ass dunn nach méi eng grouss Imprevibilitéit geschaaft ginn, wéi et am Secteur souwisou schonn de Fall ass. An dat alles fir e Resultat, dat mer nach net kennen.

Dofir meng Fro un Iech, Här Minister: Hale mer eist Versprieche aus der Dublin Declaration, fir eise

Jonke méi an net manner inklusiv Valeure bäizebréngen, mat engem gekierzte Budget?

(Interruption)

Här President, an enger Zäit, an där demokratesch Prinzipien iwwerall op der Welt ugegraff ginn, an där ëmmer méi Suen hanner xenophoben, sexisteschen an antidemokrateschen Discourse stiechen, spillt eis Zivilgesellschaft en essentielle Rôle. Well, wéi d'Vertrieder vum Cercle des ONG eis rezent an der aussepolitescher Kommissioun soten: „La démocratie n'est pas gratuite.“

Zu Bréssel allerdéngs gëtt hire Plaidoyer politique vun den europäeschen Institutiounen agegrenzt. Och vill Projeten am Sahel an am Senegal si wéinst dem Enn vun de Partenariater net weidergefoert ginn. Dat huet en direkten Impakt op déi Acteuren um Terrain, déi an onheemlech schwéieren Ëmfelder nach eng essentiel Aarbecht fir eng méi gerecht Welt leeschten.

Do gëtt et dann awer och hei e Problem vu Kohärenz, wann een dann den Här Bukele am El Salvador besiche geet, de selwer ernannte „coolsten Diktator vun der Welt“, an him dann an engem Communiqué joint mat der Madamm Kallas felicitéiert fir seng exzellent Resultater am Kampf géint d'Kriminalitéit. Dir hutt dat och gëschter nach eng kéier an der Chamber widderholl.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Justifiéiert dat d'Moyenen, déi agesat goufen? Wann ee weess, dass do Dausende Leit am Prisong setzen ouni faire Prozess an oft nëmmen, well se dee falschen Tatouage haten? Wou ass do d'Kohärenz am Message fir déi Défenseurs des droits, déi mer jo och wëllen ënnerstëtzen?

Här President, erlaabt mer dee Gedanke vun der Kohärenz kuerz weiderzeféieren. Lëtzebuerger Diplomaten, Agents de la coopération, Mataarbechter vu LuxDev an ONGen, déi vun eise Steiersue finanziert ginn, plädéieren uechert d'Welt fir en Erfëlle vum Versprieche vun 1948 fir déi nämmlechte Rechter fir jiddereen, fir eng méi gerecht Welt, jo, fir eng méi klimafreundlech, durabel Manéier ze liewen.

Heizuland awer – an dat geet aus den Äntwerten op eng Rei vun eise parlamentaresche Froen ervir –, do setzt Der Iech net derfir an, datt eis Liwwerketten op Mënscherechtsverletzungen an op d'Anhale vu Klimaziler iwwerpräift ginn. D'Resultat vun deem Omnibus ass e verwässert europäescht Liwwerkettengesetz, wat quasi null zu Lëtzebuerg gräift, an e gebracht Versprieche vun eisen zwee Plans d'action nationaux „Entreprises et droits de l'homme“, déi aus den unanime ugehollene Principes directeurs vun de Vereenten Natiounen ervirgaang waren.

Mir soen hei ganz kloer: Wat mer am Ausland, speziell an eise Kooperationslänner, priedegen, muss mer och heiheim ëmsetzen. Ee Schrëtt an déi Richtung ass, dass mer op eiser Finanzplaz keng Holdinge méi toleréieren, déi a kriminell Aktivitéite verstréckt sinn.

Dofir hunn ech virun e puer Méint eng Gesetzespropos eragereecht, fir esou faul Äppel aussortéieren a liquidéieren ze kënnen. Et geet do ëm Eethik an och, jo, ëm d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, awer och ëm Kohärenz mat der Kooperationspolitik. De Ball läit elo beim Staatsrot an duerno läit e bei der Majoritéit. An ech freee mech schonn op déi Diskussioun hei an der Chamber.

Här President, mir sinn elo scho säit Joren aktiv a Palästina mat Projete mat lokalen ONGen, déi all Dag schaffen, fir déi onméiglech Situatioun fir d'Palästineser méi tolerabel ze maachen, fir d'Resilienz vun

der besatener Populatioun ze stäerken. Villes vun deem – virun allem an deem aktuelle Kontext, wou mer och eng ëmmer méi aggressiv Siidlungspolitik gesinn am Westjordanland – ass eng Drëps op de waarme Steen. An trotzdem ass a bleift et wichteg.

An ech géif do och gäre ganz kloer soen – an do och dem Spriecher vun der CSV widdersprieche –, dass do Projeten dobäi sinn, och vum Comité pour une paix juste au Proche-Orient, déi Projeten do sur place maachen, déi exzellent sinn, déi net drop viséieren, en Anti-Israel-Sentiment ze schüren, mee déi, au contraire, drop viséieren, d'Resilienz vun de palästinenseschen Populatiounen ze stäerken.

An ech deelen net Är eesäiteg Vue op de CPJPO. Natierlech, wann ee sech asetzt fir d'Emanzipatioun vun der palästinensescher Populatioun a fir eng Zweestaateléisung, kann een an deem Kontext wierklech 100 % neutral sinn? Ech mengen net! Ech mengen och net, dass Israel 100 % neutral ass an där Diskussioun. Mir wëssen, wéi komplex déi Diskussioun ass, mee trotzdem ass dat eng ONG, déi eng valabel Aarbecht mécht an déi och sur place, mat Sue vun der Kooperatioun – jo! – eng wichteg Aarbecht mécht fir d'Resilienz vun der palästinensescher Populatioun.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass och gutt, Här Minister, an dat rechne mer Iech héich un, dass Der d'UNRWA weider ënnerstëtzt. Si ass eng essentiel Organisatioun, a wann een do war a wann ee gesinn huet, wat fir eng Aarbecht do geleescht gëtt, da weess een, wéi essentiel d'UNRWA ass fir d'Iwwerliewe vun de palästinenseschen Populatiounen, do wou se refugéiert sinn, mee och am Gaza an am Westjordanland. An ech géif do och gären dem Gusty Graas Merci soe fir säi Plädoyer, deem ech mech uschlëssen, do gëtt et näischt bäizefügen.

Dass bei der UNRWA, déi natierlech mat Palästinenser schafft, mat Dausende vu palästinenseschen Matarbechter, dass der do e puer dobäi sinn, déi sech radikaliséieren – et ass am Fong e Wonner, dass et der nëmme esou wéineg si wéi déi, déi se do schlussendlech fonnt hunn an déi jo och am Rapport Colonna thematiséiert goufen. An ech sinn do ganz confiant, well ech och den Här Lazzarini gutt kennen, dass do déi néideg Aarbecht gemaach gëtt, fir déi Problemer do ze remediéieren.

Mir mussen d'UNRWA weider ënnerstëtze géint d'Attacke vun den USA a vun Israel. Israel huet d'UNRWA säit 1948 kritesch gesinn an och ëmmer erëm op d'Schäerfst attackéiert. Ech wëll jo net weider op den Noostkonflikt agoen, mee dat sinn zum Deel wierklech arbiträr an inique Attacken, déi ee wierklech muss och ganz kloer vun der Hand weisen.

Mee och hei verlaangt natierlech d'Kohärenz, dass mer eng kloer Sprooch fannen, fir déi ëmmer méi aggressiv Siidlungspolitik vun Israel an den Territoires occupés ouni Wenn und Aber ze verurteilen. Mir kënnen net op där enger Säit d'Resilienz vun de Palästinenser stäerken duerch Sue vun der Kooperatioun an op där anerer Säit e blannt An hunn, wann et ëm déi Siidlungspolitik do geet.

Och do wäerte mer deemnächst, ganz geschwënn, hei an der Chamber eng Diskussioun kréien, wann de Rapport vun der Cellule scientifique kënn iwwert déi Sanktiounen, déi an der Petitioun do ugeschwat goufen. Den nächste Méinde wäerte mer deen diskutéieren, da wäert dee verëffentlecht ginn an da wäerte mer ganz sécher och nach weider kënnen iwwert déi Fro hei diskutéieren.

Zum Schluss nach e Wuert zur Ukrain an zum Humanitären.

Här President, mir begrëssen dee staarken Engagement, deen d'Regierung weiderhi fir d'Ukrain bréngt, och am humanitäre Beräich an och duerno mat Bléck op den Neiopbau.

Ech géif och gäre soen, dass d'Regioun Krywyj Rih e strateegesche Choix ass, well et eischtens d'Gebuertsregioun vum President Selenskyi ass, mee et ass virun allem och d'Plaz, wou ArcelorMittal mat dat gréisste Stolwierk an Europa huet. An ech mengen, do bitt sech och eng Geleeënheet fir eis als Lëtzeburger, fir do e ganz konkreeten industrielle Wiederopbau ze maachen, mat ArcelorMittal vläicht zesummen, fir do gréng Stol hierzestellen. Dat ass eng strateegesch Industrie fir d'Ukrain an et ass net ëmsoss, dass mer déi Plaz gewielt hunn.

Am humanitäre Beräich géif ech och gäre soen, dass ech dat begrëssen, dass mer 19 % ausgi fir dat Humanitært. Mir wëssen alleguerten, dass d'Besoinen do net manner ginn, mat ëmmer méi kleng Moyenen. An dofir maache mer och mat eiser Innovatioun do e reellen Impakt.

Dir hutt vun „Emergency“ geschwat. Mir hunn och eis Partneriat mat Acteure wéi dem Internationale Roude Kräiz an der Veraarbechtung vun Daten, deemnächst vläicht och nach mat aneren. An dat si wierklech Multiplicateurs, dat sinn Instrumenter, déi eis méi effikass a méi percutant maachen, och an der humanitärer Hëllef.

An zum Schluss, Här President, just nach ee Wuert awer ze enger weiderer humanitärer Katastroph, déi sech ubaant, an dat ass op Kuba. Kuba – et kann een natierlech vun deem Regim och do halen, wat ee wëll, meeschtens net schrecklech vill, mee trotzdem ass och do déi Aart a Weis, wéi d'Amerikaner do d'Zivillpopulatioun als Geisel an an d'Mangel huelen, am Fong komplett inakzeptabel. Dat muss ee wierklech soen.

An do traméiert sech eng Katastroph, eng humanitär Katastroph, déi net hätt misse sinn, erëm eng Kéier mam Zil, e Regimmwiessel ze kréien op Kuba. E weidert Beispill vun Aggressioun vun engem Land, wat wierklech do och ënner engem illegalen Embargo leit. An och do, mengen ech, géif ech mer wënschen, dass mir, dass eis Regierung, awer och Europa, eng kloer Sprooch dozou géif fannen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Fayot. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Alexandra Schoos agedroen. Madamm Schoos, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Kooperatiounspolitik ass e sériéist an e wichteg Thema. Et geet ëm Solidaritéit, Verantwortung, ëm eis Roll an der Welt. Mee et geet och ëm politesch Éierlechkeet, ëm d'Fro vun der Wierksamkeet an ëm de respektvollen Émgang mat de Suen, déi d'Leit hei am Land duerch hir Aarbecht erwirtschaften.

Dofir muss een iwwer Entwécklungshëllef kënnen eescht, differenziéiert an ouni Tabu schwätzen. Genee dat mécht d'ADR. An ech mengen, den Här Minister huet dat och gëschter a senger Ried ganz daitlech gemaach.

Ech wëll direkt soen: D'ADR stellt d'Entwécklungshëllef net a Fro. Mir hunn dat schonn d'lescht Joer kloer gesot. Mee mir hannerfroen d'Approche, d'Prioritéiten an d'Kontrollmechanismen. Well gutt gemengt ass net ëmmer gutt gemaach. A wann eng Kooperatiounspolitik iwwer Joren a Joerzénge leeft,

da muss ee sech och d'Fro kënnen stellen, wat se konkreet bréngt, wou Fortschreitter sichtbar sinn, wou net a wat een ännere muss.

Den Här Minister huet a senger Ried eng Rei Saache gesot, déi een esou ganz sécher ka stoe loosse. Hien huet d'Weltlag als onstabil beschriwwen. Hien huet drop higewisen, dass d'Lëtzeburger Kooperatioun an engem Kontext schafft, wou d'Sécherheetslag an eenzelne Partnerlänner zréckgeet, wou de Respekt vun de Mënscherechter nach net iwwerall eng Selbstverständlechkeet ass a wou och de multilaterale Kader ënner Drock steet. Hien huet och gesot, d'Kooperatioun misst an Zukunft méi agil, méi effizient a méi impaktoritéiert ginn. Dat si richteg a wichteg Kloerstellungen, an déi begrësse mir.

A wann de Minister se esou op den Dësch leet, da muss een och akzeptéieren, dass d'Oppositioun genee duerno fret. Mir gesinn nämlech och: Wann d'Welt méi onsécher gëtt, da geet et net duer, ëmmer nëmme d'Intentionen ze widderhuelen. Da muss een ëmsou méi genee kucken, mat wem ee schafft, wéi ee schafft, wat een erreicht a wou d'Grenze vun eisen Aktiounen leien.

De Minister selwer huet jo gesot, dass een ëmmer nees nei evaluéiere muss, wéi, mat wem a wou ee schafft. Dat ass eng wichteg Ausso. Mee da soll se och politesch ganz konsequent bis zum Schluss geduecht ginn.

D'ADR huet an där Fro eng kloer Linn: Mir si fir eng realistesch a glafwierdeg Bausepolitik, déi de Lëtzeburger Méiglechkeeten an och de Lëtzeburger Interesse gerecht gëtt. Eis Souveränitéit an eis Onofhängegkeet dierfen dobäi net zur Niewesaach ginn. An d'Bausepolitik huet och d'Aufgab, am Déngscht vun eiser Wirtschaft an eise reellen nationalen Interessen ze handelen. An dat gëllt natierlech och fir d'Kooperatiounspolitik.

Dofir soe mir als ADR: Entwécklungshëllef dierf ni e Selbstzweck ginn. Och d'Zuel eleng dierf keen Dogma sinn. De Minister huet betount, dass ee provisoresch bei 0,99 % vum RNB läit an un der 1 %-Linn wëll festhalen. Mir soen do ganz kloer: Net de Symbolwärt vun enger Zuel muss am Méttelpunkt stoen, mee d'Fro, ob d'Sue geziilt, transparent a resultatorientéiert agesat ginn.

D'ADR huet an hirem Programm dowéinst eng aner Prioritéit gesot: e Plafonnement vun der Entwécklungshëllef op 0,7 % vum RNB am Aklang mam Versprieche vu Rio, dobäi awer mat voller Kontabiliséierung vun allem, wat d'Reegele vum CAD an der OECD erlaben. Dat ass fir eis keng Ofso u Solidaritéit, mee eng Fuerderung no politescher Éierlechkeet a finanzieller Verantwortung.

An do läit iwwerengs eng kloer Kontinuitéit mat deem, wat ech d'lescht Joer gesot hunn: Ech hat deemools gefrot, ob mir net scho reell iwwer 1 % leien, wann een all déi ëffentlech Gelder transparent an no de passende Kritäre géif matabezéien. Ech hu gefuerdert, dass d'Zuelen endlech kloer op den Dësch kommen an dass onofhängeg Auditoren d'Verwendung an d'Evolution vun de Fongen iwwerpräiwen. Dës Fuerderung bleift haut méi aktuell wéi jee. Well d'Vertrauen an d'Kooperatioun gëtt net duerch schéin Aussoe gestärkt, mee duerch Nohaltegkeet, Transparenz a Kontroll.

Wann de Minister vun Effizienz an Impakt schwätzt, da muss dat och fir déi multilateral Kanäl gëllen. Hien huet selwer gesot, dass en Deel vun der Lëtzeburger Hëllef multilateral leeft.

Mir hunn d'lescht Joer ganz daitlech drop higewisen, dass grad do d'Kontrollméiglechkeete méi limitéiert sinn. Eis Skepsis ass also net nei.

Am ADR-Programm steet och dowéinsten, datt fräiwëlleg Beiträg u Fongen oder Organisatiounen, wou d'Zweckméissigkeit, d'Destinatioun an d'Kontroll kënnen a Fro gestallt ginn, kritesch mussen iwwerschafft ginn. An all laangfristeg Kooperatiounsprogrammer sollen an der Chamber ratifizéiert ginn. Dat ass fir eis eng Fro vun der demokratescher Kontroll an net vun engem Mësstrauen aus Prinzip.

Et ass gutt, wann de Minister vun enger limitéierter Zuel vu Partnerlänner schwätzt a vun der Noutwendegkeet vu laangfristeg Bezéiungen op Basis vu gemeinsamer Wäerter a Vertrauen. Dat ass eng ganz vernünfteg Approche. Mee genee do stelle sech dann och déi politesch Froen. Wa gemeinsam Wäerter d'Fundament sinn, da muss ee konsequent sinn, wann dës Wäerter net méi gedeelt ginn.

De Minister huet am Fall vum Senegal jo selwer erkläert, datt keen neie Kooperatiounsprogramm ugefaange gouf, datt de Büro vu LuxDev staark reduzéiert gouf an datt et trotz méi wéi 30 Joer Partnerschaft kee richtegen Dialog méi gëtt, souguer och net iwwer d'Mënscherechter. Dat weist zwou Saachen: Éischtens, datt d'Wäerter tatsächlech zielen. An zweetens, datt eng Partnerschaft net op Autopilot weiderlafe kann, wann déi politesch Basis net méi ginn ass.

Genee do ass och den ADR-Usaz méi wéi kloer: Mir wëllen Exitstrategien. Ech hunn dat och schon d'lescht Joer gefrot. Ab wéini seet een: „Elo ass e Land autonom genuch“? Oder: „Elo ass eng Partnerschaft esou wäit, datt ee se nei definéiert oder lues a lues zréckféiert – bezéiungsweis, wéi am Fall vum Senegal, komplett op Äis leet“?

Mir dierfen eis eise Kooperatiounslänner net opdrängen an et dierf och kee System entstoen, wou eng Hëllef ouni kloer Etappen, ouni realistesch Ziler a quasi ouni Ofschlosslogik weidergezu gëtt. Eng seriéis Kooperatiounspolitick brauch also net nëmmen Entréeskrittären, mee och Sortieskrittären.

Déi selwecht Nüchternheet brauch et beim Sahel. De Minister huet erkläert, datt Lëtzebuerg sech am dem Kontext zréckgezunn huet, Ambassaden zougemaach goufen, bilateral Projete gestoppt oder ofgewéckelt goufen, regional Aktivitéiten awer iwwer ONGen, LuxDev a multilateral Agencé weiderlafe géifen, an datt d'Onsécherheet an d'Verbreedung vu Dschihadismus do eng vun de gréissten Erausforderunge bleiwen. Dat ass eng ganz seriö Diagon a Feststellung.

Mee si weist och: Et gëtt eebe Géigenden, wou klasesch Kooperatioun op hir Limitte stéisst. An dann dierf ee sech net hanner Formele verstoppen. Da muss ee sech froen, ob eis Moyenen do nach am beschten agesat sinn a wéi een d'Risiko fir d'Beneficiairen an eis Partner realistesch bewäert.

Op där anerer Säit gëtt et och Beispiller, wou een d'Stärke vun enger gezielter Kooperatioun erkennt. De Minister an och scho meng Virriedner hunn op de Cap Vert higewisen, op de Laos, op eenzel Gesondheits- a Rechtsstaatsprojeten, op d'Mongolei an op de Kosovo.

Och ech hu schon d'lescht Joer gesot, datt Lëtzebuerg a laangjäreg Partnerschafte Presenz an Erfahrung opgebaut huet, besonnesch eeben am Cap Vert, am Senegal an am Laos. Dat kann ee begréissen. Mee och do gëllt: Laang Dauer eleng ass nach kee Beweis vu Succès. Et muss een ëmmer nees de konkrete Méiwäert moossen. Mir wëlle keng Routine, mee Resultater.

Dofir bleiwe mir als ADR beim Prinzip, deen ech d'lescht Joer och a menger Ried erwänt hat an an engem einfache Bild beschriwwen hat: Et muss een de Fëscher léiere fëschen an him net de Fëschen an

d'Netz leeën. Dat heescht fir eis d'Prioritéit fir Projeten, déi wirtschaftlech Perspektiven opbauen, beruflech Kompetenze stäerken, d'Gesondheetssystemer verbessern a Schoulen an Ausbildung nohalteg droen a lokal Egeverantwortung férdere.

Wa Kooperatioun ze vill op Dauerfinanzéierung, op Symbolpolitick oder op Strukturen ouni kloer lokal Iwwernam erausleeft, da verléiert si hire Sënn. Dowéinst – wann een et esou soen dierf, begréissen ass vläicht net dat richteg Wuert – mee begréisse mir awer, dass d'Hëllef fir de Senegal am Moment agestallt goufen, well d'Sue vun de Lëtzebuurger Steuerzueler net einfach blannemännerchesweis verdeelt dierfe ginn, einfach hinnen esou d'Sue ginn, ouni dass mir wëssen, wat mat deene Sue geschitt, also quasi e Chèque blanc ausstellen. Dat geet net.

Ech wëll och e Punkt aus der Ministerried erausgräifen, deen eis politesch Fro nach méi berechtigt mécht: Den Här Minister huet selwer drop higewisen, datt et Iwwerschneidung mat de Klimafinanzementer gëtt an datt een hei mat anere Ministère méi kohärent misst schaffen. Ma genee dat ass jo de Problem: Wann déi verschidde Politicke sech iwwerlageren, da gëtt d'Gefor grouss, datt d'Prioritéit verwëschent.

Och mir als ADR hunn d'lescht Joer gesot: Fir eis läit de Fokus vun der Entwécklungshëllef op wirtschaftleche, medezinneschen a schoulesche Projeten. Dat heescht net, datt Ëmweltfroen egal wieren. D'eng enger Politick mat begrenzter Moyene mussen d'Prioritéiten däitlech bleiwen an dierfen net all internationalem Trend nolafen.

Eng aner zentral Fro ass d'Vertrauen hei am Land. D'lescht Joer hate mer iwwer de Caritas-Skandal geschwat an drop higewisen, wéi schiedlech esou Affäre fir d'Akzeptanz vun der Entwécklungshëllef sinn. Dat ass kee Randtheema.

Well wann d'Leit d'Gefill kréien, datt et un Transparenz, u Kontroll oder un Nolauschtere feelt, da bréckelt d'Bereedung, esou Politick matzedroen. A grad an enger Zäit, wou vill Leit och hei am Land wirtschaftlech ënner Drock stinn, muss de Staat duebel suergfältig sinn. Solidaritéit brauch Vertrauen a Vertraue brauch Kontroll.

Dofir sinn eis Fuerderungen als ADR ganz kloer.

Éischtens, voll Transparenz iwwer all Fongen, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen no kloeren OECD-Krittären, ouni Rechentricker an ouni politesch Selbstszenéierung.

Zweetens, systematesch an onofhängeg Evaluatiounen vun de Programmer, net nëmmen op administrativem Niveau, mee mat der Fäegkeet, och politesch Konsequenzen ze zéien, wa Projeten hire Sënn net méi erfüllen.

Drittens, eng méi staark parlamentaresch Kontroll, besonnesch duerch d'Radifikatioun vun de Kooperatiounsprogrammer an der Chamber. Wien iwwer Honnerte Milliounen Euro schwätzt, dierf d'Parlament net op d'Ersatzbänk setzen.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Véiertens, eng méi streng Prioritéitesetzung bei multilaterale Fongen a Beiträg. Do, wou Lëtzebuerg de facto keng seriéis Kontroll huet, muss een de Courage hunn, Froen ze stellen an outfalls Hëllef aussetzen.

Fënneftens, eng Kooperatiounspolitick, déi méi kloer op Selbstännegkeet, Ausbildung, Gesondheet, wirtschaftlech Entwécklung a lokal Verantwortung ausgeriicht ass an déi fir all Partner schafft, och eng realistesch Exit- oder Iwwerganglogik definéiert.

An hei wëll ech nach emol ënnersträichen: Dat ass keng kal Politick. Dat ass eng seriéis, nohalteg a kohärent Kooperatiounspolitick, wéi och scho verschidde vu meng Virriedner erwänt hunn. Well déi Leit an de Partnerlänner hunn e Recht op eng Hëllef, déi wierkt, an eis Bierger hunn e Recht op eng Politick, déi éierlech ass, déi Prioritéit setzt an déi hir Suen net no engem gudden Bauchgefühl, mee no kloer Krittäre vergëtt.

Här President, d'ADR steet fir Solidaritéit mat Häerz a Verstand. Mir si fir Hëllef do, wou se néideg ass. Mir si fir humanitär Hëllef a Krisenzäiten. Mir si fir laangfristeg Zesummenaarbecht, wa se op Respekt, op gemeinsamer Wäerter konkreet Resultater opbaut. Mee mir stinn net fir eng Politick vum blannen Weiderfueren. Mir sinn net fir eng Symbolpolitick ronderëm Prozentzuelen. A mir sinn net fir Strukturen, an deenen d'Kontroll ze kleng an d'politesch Verantwortung ze diffus ass.

Wa mir iwwer d'Kooperatioun schwätzen, da schwätze mir och iwwer d'Bild, dat Lëtzebuerg vu sech selwer huet. Fir d'ADR ass dat Bild net dat vun engem Land, dat sech mat moralescher Selbstzefriddenheet zefridde gëtt. Et ass d'Bild vun engem Land, dat hëllef, wann et soll hëllef, dat kloer schwätzt, wann eppes net funktionéiert, dat seng Wäerter net relativéiert an dat seng Suen esou asetzt, datt Hëllef méiglechst vill Leit wierklech no vir bréngt. Dat ass eis Linn: kloer, verantwortlech a kohärent.

An domadder soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci och Iech, Madamm Schoos. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Joëlle Welfring agedroen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëllt ech am Numm vum gréngen Grupp all de Leit am Secteur Merci soen: de Benevollen, den ONGen, de Partnerorganisatiounen hei an am globale Süden. Si halen eng international Solidaritéit um Liewen an engem Moment, wou se weltwäit ëmmer méi ënner Drock geréit. Si sinn et, déi um Ball bleiwen, do, wou aner Hëllef heiansdo scho fort ass. An dat gëtt net méi einfach.

Mir liewen an enger Zäit vu multiple Krisen, bewaffnete Konflikter, Klimakatastrophen, Energiekrisen. A gläichzäiteg gëtt d'Entwécklungszesummenaarbecht selwer ëmmer méi a Fro gestallt. Et ass schon ugekleng: D'Decisioun vun der Trump-Administratioun, Programmer vun der USAID brutal anzestellen, huet gewisen, wéi séier Joerzénge vu Kooperatioun kënnen zerfalen.

Milliounen vu Mënschen, virun allem Kanner a Fraen, bezuelen de Präis. Dat ënnersträicht eng Saach ganz kloer: Europa a Lëtzebuerg mussen fir Stabilitéit a Kontinuitéit surgen mat enger Stëmm, déi net wackelt, wann de geopolitesche Wand dréit. A fir eis Gréng ass awer och kloer: Kooperatiounspolitick ass ze wichteg, fir se op eng reng Businessplattform ze reduzéieren.

Jo, de Privatsektor kann a soll eng Roll spillen, mee net op Käschte vun de Kärziler: Aarmutsbekämpfung, sozial Gerechtegkeet an nohalteg Entwécklung. An nee: Ëmweltschutz ass net just en Trend. Et ass e Garant fir eng Liewensgrundlag.

Analysen aus dem Secteur och hei zu Lëtzebuerg weisen awer eng Tendenz: Ëmmer méi Fokus op de Marché an Investitiounen, an ëmmer manner op lokal gerecht Entwécklung. An dat mécht eis Surgen.

Um europäeschen Niveau gesäit een dat och beim Global Gateway. Dës Strategie gouf kaum mat deene Länner aus dem globale Süden ausgeschafft. Amplaz waren et grouss Entreprises a Finanzinstitutiounen, déi mat um Dësch souzen. Dat ass keng Partnerschaft op Aenhéicht.

An och den Europäesche Rechnungshaff seet a sengem Rapport vun 2025 ganz kloer: Dës Approche geet dacks laanscht d'Besoinen vun deenen am mannsten entwéckelte Länner. Dat ass eng Top-down-Logik, wou wirtschaftlech staark Acteure méi Afloss hu wéi déi Populatiounen, em déi et eigentlech jo awer misst goen.

An och fir Lëtzebuerg warnt de Cercle: De Global Gateway riskéiert, haaptsächlech als Entrée fir Privatinvestissementer ze dengen ouni genuch Abannung vun der lokaler Bevëlkerung oder den ONGen.

Dofir déi zentral Fro: Beweegt sech d'Entwécklungspolitik ewech vun hirem Kärzil, der Bekämpfung vun der Aarmut? Wann d'Investitiounen a strategesch Interessen am Mëttelpunkt stinn, da riskéiert d'Aarmutsbekämpfung, an den Hannergrond ze rutschen. An dat dierf net geschéien. Kooperatiounspolitik ass net dofir do, d'wirtschaftlech Interessen duerchzusetzen. Si ass dofir do, Ongläichheeten ze bekämpfen an nohalteg Entwécklung ze stäerken.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op e fundamentaalt Thema agoen, den Additionalitéitsprinzip an eist 1%-Engagement. Virriedner hunn et scho gemaach. Mee wann ee mat Leit aus dem Secteur schwätzt, da weess een, dass et och grad do weinst dës Thematik ferm rumouert.

Här Minister, Är Ried huet dës Suerge leider net aus dem Wee geraumt. An dës Suerg ass leider och net nei, well d'Additionalitéit war jo och schon am Koalitionsaccord vergiess ginn, soudatt mir als Chamber d'Regierung nu missen, duerch eis Motioun, an dës Logik erënneren. Dass eng parlamentaresch Fro heizou bal zwee Méint onbeäntwert blouf – vun déi Lékn –, huet och net gehollef, dës Suerg ze begruuen, an ennersträicht d'Wichtigkeet, fir dës Prinzip och rechtlech ze verankeren. Mir hoffen dofir, dass eise Projet de loi geschwënn an der Prozedur weinstens eng Etapp weiderkëent.

D'Additionalitéit ass e Kärprinzip vun eiser Kooperatiounspolitik, fir déi Lëtzebuerg international gelueft gétt an deen net dierf ausgehielegt ginn. Wann Aufgabe wéi Klimafinanzéierung an Entwécklungshëllef integréiert ginn, dann ass dat net just contraire zum Beschluss vun der Chamber, mee da bleift um Enn reell manner Hëllef fir déi, déi et am meeschte brauchen. An dat ass net just eng technesch Fro. Dat ass eng politesch Verschiebung vum Sënn vun eiser Hëllef. E kloer Manner mat manner.

Dofir eis Fro un Iech, Här Minister: Bleift d'Additionalitéit garantéiert? Jo oder Nee? Nee. Ech hat gehofft, Dir kéint eis haut do berouegen. Fir eis ass et awer jiddefalls kloer: D'Additionalitéit steet net zur Diskussioun. An op deem Punkt brauch et fir eis och keen Débat de consultation.

Ech wëll och op d'Fro vun de Partnerlänner agoen. Mir begrëssen den Ausbau vum Engagement an d'UNO, grad wéi d'Zesummenaarbechte mat der Recherche an Är Sensibilitéit fir Mëscherechter. Jo, et ginn Entwécklungen, déi Suerge maachen, zum Beispill am Senegal. Mee wann een allkéiers bei politesche Réckschreitter Partnerschaften a Fro stellt, da leiden am Endeffekt déi Leit, déi op dës Zesummenaarbecht ugewise sinn, zum Beispill och queer Leit, Fraen a Kanner am Senegal.

Mëscherechter ginn och vu Länner wéi dem Ruanda verletzt. An do gétt d'Kooperatioun grad verstärkt. D'OECD erënnert an hirem Peer Review och do drun. E Réckzuch aus engem Partnerland muss transparent sinn, mat kloeren Timelines a mat enger richteger Transitionstrategie.

Dofir eis Fro: Wat ass Är Visioun fir d'Kooperatiounspolitik an den nächste Joren, net vun Dossier zu Dossier, mee an hirem Gesamtheit iwwert déi nächste Joren?

Wa mir et eescht menge mat der Entwécklungspolitik, da musse mer och iwwert d'Kohärenz vun eiser eegener Politik schwätzen; zum Beispill d'Liwwerkettegesetz. Op EU-Niveau gouf et jo ofgeschwächt. An elo seet Lëtzebuerg: „Mir maachen e Minimum.“ Mee grad hei dierfe mer eis net mam Minimum zefridde ginn. Wat bréngt et, wann eis Kooperatioun Schoulen a Gesondheetsservicer stäerkt, wann aner wirtschaftlech Aktivitéiten zur selwechter Zäit d'Mëscherechter an d'Ëmwelt enner Drock setzen?

Dofir eis weider Fro: Wéi garantéiert d'Regierung, dass de Bäitrag vum Privatsektor transparent a sozial gerecht ass?

Mir gesinn och en interessant Potenzial an de Fongen, déi iwwer LuxDev geréiert ginn, wou iwwer 27 Milliounen a fënnf Joer fir de Privatsektor solle mobiliséiert ginn. Heiriwwer kënnen innovativ Betriber an nohalteg Projeten ennerstëtzt ginn. Mee et ass wichteg, dass d'Ziler hei kloer definéiert sinn an dass nohaltegkeetskrittären an Due Diligence konsequent applizéiert ginn an och dokumentéiert ginn.

Fir sécherzestellen, dass zousätzlech och d'Besoinen vun de betraffene Länner a vun de vulnerabele Populatiounen am Fokus stinn, wëlte mir Iech mat eiser Motioun ...

Motion 1

« relative au renforcement de la transparence, de la cohérence et de l'impact de la Business Partnership Facility (BPF) »

La Chambre des Députés,

considérant

– le rôle de la coopération luxembourgeoise dans la promotion d'un développement durable, inclusif et centré sur les besoins des populations partenaires ;

– l'importance croissante des instruments mobilisant le secteur privé, tels que la Business Partnership Facility (BPF), dans la mise en œuvre de la politique de coopération et d'action humanitaire ;

– le rapport d'évaluation externe de la BPF, qui met en évidence des limites en matière de résultats, d'ancrage local, de critères de sélection, de suivi de l'impact et de mécanismes de due diligence ;

– que le guide pratique récemment publié introduit certains éléments en matière de critères, de suivi et de conduite responsables des entreprises ;

– que, malgré ces avancées, des faiblesses subsistent, notamment en matière d'ancrage local, de contrôle de l'impact et de robustesse des mécanismes de due diligence ;

– que la crédibilité et l'efficacité de cet instrument reposent sur des critères transparents, une due diligence rigoureuse et une adéquation claire avec les objectifs de développement durable,

invite le Gouvernement à

– renforcer les mécanismes de due diligence applicables aux projets soutenus dans le cadre de la Business Partnership Facility, notamment en matière d'impact social, environnemental et de respect des droits humains ;

– définir et rendre publics des critères clairs, transparents et cohérents pour la sélection et l'évaluation des projets ;

– veiller à ce que les projets soutenus répondent de manière prioritaire aux besoins identifiés au niveau local, en associant davantage les acteurs et populations concernés dans leur conception et leur mise en œuvre ;

– tirer les recommandations de l'évaluation externe de la BPF et à les intégrer dans l'évolution future de cet instrument, afin d'en renforcer la cohérence avec les objectifs de la coopération luxembourgeoise.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, David Wagner.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... invitéieren, dës wichteg Elementer bei der Definitioun an och bei der Gouvernance vun dëse Fongen ze stäerken. Eng staark Kooperatiounspolitik brauch Vertrauen. An dat kënt duerch Transparenz an duerch eng reell Abannung vun der Zivilgesellschaft.

D'ONGen däerfen net nëmmen Implementationspartner sinn. Si si politesch Acteuren, déi eng zentral Roll fir Demokratie a sozial Gerechtegkeet spillen. An dës geroden ëmmer méi enner Drock.

Här Minister, Dir hutt gesot, d'Kooperatiounspolitik géif op engem Scheidewee stoen. Grad dofir brauche mir Vertrauen an eng kloer, transparent Strategie, déi weist, wou Lëtzebuerg higeet. Am Kär geet et em eng einfach Fro: Wat fir eng Kooperatiounspolitik wëlle mer? Eng Politik, déi Aarmut bekämpft an international Solidaritéit stäerkt? Oder eng Politik, déi sech ëmmer méi u wirtschaftlechen a geopoliteschen Interessen orientéiert? De Lëtzeburger Modell war ëmmer staark, well fir Previsibilitéit, Additionalitéit a laangfristeg Partnerschaften Suerg gedroe gouf. Wa mir dat verléieren, da verléiere mir alleguer, an net just u Kredibilitéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An als nächste Riedner ass den éierewäerten Här Sven Clement agedroen. Här Clement, dann hutt Dir d'Wuert.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Moien, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken u mat neien Termen hei.

(Hilarité)

Mir hu gëschter d'Deklaratioun vum Minister Bettel héieren, eng Deklaratioun, déi d'Breet vun der Lëtzeburgerescher Kooperatioun illustréiert. An haut hu mer da schon eng ganz Rëtsch verschidde Punkten oder Sichtweisen zu genau dëser Kooperatioun héieren.

An ech wëll an deenen nächste puer Minutten d'Chance notzen, fir Iech e bëssen eise Point de vue als Piraten ze ginn, wat eis um Häerz läit bei der Kooperatiounspolitik, wou mer der Meenung sinn, datt d'Regierung vläicht op där richteger Pist ass, an och, wou se de Moment definitiv amgaang ass, falsch ofzebéien op deem Scheidewee, wéi de Minister dat genannt huet.

Déi lescht Jore ware gepräägt vu grouse geopolitesche Verännerungen. Den Aggressionskrich géint d'Ukrain, de Réckzuch vun de grouse Baillieuren, d'Kris vum Multilateralismus – fir nëmmen e puer Saachen ze nennen. An dowéinst ass et tatsächlech am Kär e positiiv Signal, datt Lëtzebuerg seng Kooperatioun dëst Joer dann net nach eng kéier drastesch ëmgeworf huet. Dat ass keng Selbstverständlechkeet. Et muss ee just déi lescht Riede vum Minister lauschteren. An et ass och keng Selbstverständlechkeet an enger Welt, wou aner Länner hir

Entwécklungshëllef massiv kierzten oder ideologesch ëmfierwen. Do bleift Lëtzebuerg dann awer dëst Joer engagéiert an zouverlässeg. Dat verdéngt Unerkennung. An dat wëll ech hei och gesot hunn.

D'Kontinuitéit mat eise Partnerlänner am Laos, Kosovo, Cap Vert, der Mongolei – jo, dat baut Vertrauen op. An dat ass genee dat, wat an dësen Zäiten e ganz héije Wäert huet.

Mee d'Kontinuitéit aleng ass keng Strategie. Mir mussen eis och froen: Wéi eng Wäerter droe mer an déi Partnerschaften eran? De Minister huet de Senegal als Beispill geholl, wou den Dialog gescheitert ass, well d'Autoritéit keen Dialog iwwer Mänscherechter wollten. D'lescht Woch huet de Senegal dann d'Veerschärfung vu Strofe géint Homosexualitéit am Strofrecht gestëmmt. Dowéinst wäert eis Kooperatiounspolittick do net méi esou weidergefuert ginn, wéi dat de Fall war.

Mir respektéieren dës Entscheedung, well mer och net vill Choix, mengen ech, haten. Dat heite war quasi eng Ausluedung vun der Lëtzebuergescher Kooperatioun.

Mee wa mer dat doten als Riichtwäert huelen, da muss déi Kohärenz awer iwwerall gëllen an net nëmmen do, wou se politesch bequeem ass. Mir froen eis nämlech: Setze mer dann déi nämmelech Limitte bei anere Partnerlänner, wou et ëm änlech Problematike geet, mee wou méi grouss wirtschaftlech oder strateegesch Interessen am Spill sinn?

De Minister huet zwou Kapen: déi vun der Kooperatioun an déi vum Commerce extérieur. An do stellt sech déi Fro natierlech och an engem rezente Konflikt. Mir haten heibannen eng gréisser Diskussioun iwwert d'Relatiounen zwëschent dem Ruanda an der DRC. Ech mengen, dat wëll ech elo net nach eng Kéier opbréngen, mee dat ass ee vu ville Beispiller, wou een dann awer kann d'Kohärenz sichen.

An d'Beispill vum Senegal illustréiert nach eppes, eppes wat mer net onerwänt losse wëllen, well Lëtzebuurger hu jo do iwwer Joren op der Plaz a Projeten investéiert, Vertrauen opgebaut, Institutiounen ënnerstëtzt. An op eemol wiesselt de politesche Kontext. E verännert sech. An do stelle mer fest, dass den echten Dialog, dee mer ëmmer gesicht hunn, op deene kruziale Punkten net wierklech méiglech war. An do stellt sech d'Fro: Hätte mer dat net anticipéiere kënnen? Hätte mer dat net anticipéiere missen? Hätte mer déi schwéier Froen net éischer misse stellen? Well d'Konsequenz ass elo: Projeten ofbriechen an eng laangfristeg Partnerschaft – wann et dann eng war – mat grousssem Verloscht begruewen. Dat ass eng deier Lektioen a mir däerfe se net vergiessen.

Si erënnert eis dorunner, dass gutt Kooperatiounspolittick net nëmmen heescht, séier ze handelen, mee eeben och reegelméisseg ze iwwerpräiwen an an amont déi schwéier Froen ze stellen.

D'Krittären, no deene mer decidéieren, wou a mat wem mer zesummeschaffen, mussen ugepasst, prezisiéiert an, wou néideg, nei definéiert ginn, wa sech d'Realitéit um Terrain ännert. Mir plädéieren dofir fir méi Transparenz doriwwer, wéi dës Krittären ausgesinn, wéi dacks si iwwerpräift ginn a wéi se a konkrete Entscheedung reflektéiert ginn.

Et muss ee sech nämlech an deem dote Beräich dann och d'Fro stellen iwwert d'Kohärenz, wann et ëm den Togo geet. Déi ugekënnegt Kooperatioun mam Togo muss nämlech awer e bëssen alarméieren. D'Land gehéiert zu deenen nëmmen eelef Staate weltwäit, deenen hire Kaf vun der israellescher Pegasus-Spyware ëffentlech confirméiert ass. Mat deem Land wëlle mir elo Cyberkooperatioun maachen. Mat dëser

Militärsponagesoftware goufen ënner anerem am Togo – och dat ass nogewise ginn – Oppositounspolittiker, ëffentlech Persounen, jo souguer Paschtéier iwwerwaacht.

Donieft schalt d'Regierung reegelméisseg den Internet a Sozial Meedien of, wann et politesch onbequeem gëtt. Gläichzäiteg baut den Togo en nationale biomeetresche System op, dat an engem Kontext, wou de rechtlechen a juristesche Schutz géint Mëssbrauch wäit hannendru bleift.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Et kann also net sinn, dass Lëtzebuerg, wa mer da kohärent si mat eisem Usproch un d'Mänscherechter, grad am Beräich vu Cybersécherheet mat engem Iwwerwaachungsstaat wéi dem Togo zesummeschafft. Do geet een d'Kohärenz awer e bësse méi wäit sichen.

Mee loosst mech vläicht awer nach eng Kéier op déi méi positiv Punkten agoen. Mir begréissen, dass d'Kooperatioun sech weider am Beräich vun der Gesondheet engagéiert. Mee mir géifen eis awer och wënschen, dass een zwou weider Prioritéiten, déi eis Kooperatioun och an der Vergaangenheet awer scho gefieft hunn, géif weider ënnerstëtzen, nämlech: An enger Welt, wou de Klimawandel ganz Regionen destabiliséiert a wou jonk Mänsche keng Perspektiv gesinn, muss sech an eisen Aen d'Entwécklungshëllef och méi staark op Energie an op Aarbechtsplaze fokusséieren, net als kuerzfristeg Interventioun, mee als laangfristeg Investitioun, fir dass stabil Institutionen, funktionéierend Economien a jonk Generatiounen ouni Perspektivlosegkeet entstinn.

Länner, déi laangfristeg stabil ginn, gi laangfristeg Partner, op wirtschaftlech an op politeschem Niveau. D'Kosovo-Beispill mat der Innovatiounsförderung fir Startups, d'Fuerschungszesummenaarbecht am Laos, d'Beruffsausbildung am Bhutan, dat sinn alles Beispiller vun enger Approche, déi méi laangfristeg denkt wéi en eenzelne Projet. Mir wëilten dëser Logik nach méi Gewicht ginn.

An ee konkret Beispill vun dëser Approche gesi mer jo bei eisem Partner, dem Cap Vert. Do ënnerstëtzt d'Lëtzebuergescher Kooperatioun net nëmmen d'Beruffsausbildung, mee investéiert och geziilt an d'Solarenergie. Dat ass genee déi Kombinatioun, déi mer eis wënschen: lokal Kompetenzen opbauen, erneierbar Energie förderen a jonke Mänschen eng echt Zukunftsperspektiv ginn an hirem eegene Land. De Cap Vert weist, dass dës Perspektiv, jo dës Approche funktionéiert.

An et weist och, dass Entwécklungshëllef och nützlich ka sinn, net nëmmen nützlich am Sënn vun engem Commerce extérieur, mee nützlich am Sënn vun: konkret Perspektiven um Terrain schafen. Well mir mussen eis ëmmer d'Fro stellen: Firwat maache mer dat Ganz? Et ass net nëmmen, well et richteg ass, dass ze maachen, et ass och, well et wichteg ass.

Datt Entwécklungshëllef Lëtzebuerg nützlich ka sinn, dierf awer keng Rechtfäerdigung sinn, fir d'Kooperatiounspolittick nëmmen nom eegene wirtschaftleche Retour ze gestalten. D'Logik vun der Kooperatioun muss ëmgedrëint bliwen: D'Besoinen vun de Partnerlänner stinn am Mëttelpunkt, net d'Exportinteresse vun der Lëtzebuergescher Economie.

Wann d'Entwécklungshëllef zu enger Form vu kommerzieller Expansiounspolittick gëtt, jo dann, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, da verléiert se hire Sënn.

An do erwaarde mer eis dann awer vläicht e bësse méi kloer Aussoe vum Minister, wéi en déi zwou Séilen, déi a senger Broscht wunnen, de Commerce

extérieur an d'Kooperatioun, e bësse méi kohärent ënner een Hutt bréngt.

Jo, Lëtzebuerg bleift bei sengen Engagementer vun 1 % vum RNB. An dat ass luewenswäert an dat ënnerstëtze mer och. Mir erwaarden awer, dass dëst Zil net nëmmen an der aktueller Konjunktur, mee och laangfristeg an ënner budgetärem Drock bäibehale gëtt. En Engagement ass nämlech kee Saisonsartikel. Vertraue kann ee vill méi séier verléieren, wéi een et opbaut.

A firwat d'Kooperatioun dann och am Interessi vu Lëtzebuerg ass, dat weisen zum Beispill d'OECD-Donnéeën: D'OECD huet ausgewäert, dass all Euro, deen an Entwécklungshëllef investéiert gëtt, laangfristeg Retombées économiques vu ronn 2,15 Euro generéiert. Et ass also net nëmme „bleeding-heart liberalism“, deen dozou féiert, dass ee seet: „Mir maache Kooperatiounspolittick.“ Et ass tatsächlech eppes, wat souwuel den Donateurlänner wéi de Recipientslänner zeguttkënn.

D'OECD an d'Welthandelsorganisatioun, souwäit déi da fonctionéiert, hunn ausserdeem festgestallt, dass am Beräich vun der handelsbezunnener Entwécklungshëllef all investéierten Euro souguer bis zu 8 Euro Exporter generéiere kann. Mee dëst Argument, an dat sot ech virdru schon, dierf net d'Haaptmotiv sinn. Et kann e schéinen Accessoire sinn, mee et dierf net d'Haaptmotiv sinn.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'Lëtzebuergescher Kooperatioun ass e wichteg Instrument, fir d'Welt, awer och fir eis selwer. Si definéiert och, wie mir sinn als Natioun. A mir sinn der Meenung, Lëtzebuerg sollt weider e fiabele Partner sinn, deen zu senge Wäerter steet, och wann dat onbequeem ass, an deen net nëmme kuerzfristeg hëlleft, mee deen hëlleft, laangfristeg opzebauen, mee dat an aller Kohärenz an Transparenz. Dat ass d'Kooperatioun, fir déi mir eis asetzen an asetze mussen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Lëtzebuergescher Kooperatioun ass ganz performant an dofir international och immens unerkannt. An dat huet och d'OCDE d'lescht Joer nees bestätegt. Et ass eng enorm Erfahrung an Knowhow entstanen, Generatiounen vun engagéierte Cooperanten hu mat grousssem Engagement eppes opgebaut, wat um internationalen Niveau eng grouss Virbildfunktioun huet. An dat ass alles an deene leschte 40 Joer opgebaut ginn. A grad dofir mécht et mech ëmsou méi rosen, dass dës Regierung dat alles elo a Fro stellt.

Här President, dat, wat den Här Bettel hei gëschter ugekënnegt huet, ass keng kleng Moderniséierung vun eiser Kooperatiounspolittick, et ass eng brachial Émorientéierung an déi falsch Richtung, bei där zentral Prinzippien iwwer Bord geheit ginn. Dir schwätzt vu Solidaritéit, Bestännegkeet a Verlässlechkeet – an annonciéiert eis dann, dass d'Regierung plängt, de Kooperatiounsbudget ze kierzten. Well näischt anescht ass Är Ukënnegung, d'Aide publique ...

(Interruption)

Dat, wat den Här Zeimet seet, berouegt mech. Dat, wat den Här Bettel gëschter gesot huet, huet mech net berouegt. An ech beruffe mech uniequem op dat, wat de Kooperatiounsminister gesot huet. Well dat war näischt anescht wéi Är Ukënnegung, d'Aide publique au développement am Kader vun enger Budgetkonsolidéierung méi no un den OCDE-Krittären ze orientéieren. An anere Wieder: Et ass

geplangt oder net ausgeschloss, den Additionalitéitsprinzip opzehiewen.

Dat erkläert och, firwat ech nach ëmmer, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, op d'Äntwert op meng Question parlementaire warden, déi ech de 26. Januar gestallt hat a wou d'Regierung scho fir d'zweet eng Rallonge gefrot huet, fir de 25. März. Dat ass u sech awer och eng Aart verstoppte Refus, op eng Fro vun engem Deputéierten ze äntwerten, an ech protestéieren och ganz kloer do dergéint. Dat ass kee Stil.

Ech mengen, dat seet och viles aus, well et ass net dréms gaang, vill Donnéeën ze sammelen. Et war eng politesch Fro: Wéi ass et mam Additionalitéitsprinzip? Jo oder nee? Mir fuerderen eng kloer Äntwert. A mir sinn der Meenung, dass Dir musst kapabel sinn, haut eng ze ginn.

Well d'Regierung wëll an Zukunft d'Depensé vun der Klimapolitick an den 1 % vun der Kooperatioun mat arechnen, wat dann automatesch zu enger Kierzung vun eiser eigentlecher Entwécklungsarbeitschaft an Héicht vu ronn 60 Milliounen Euro pro Joer féiert. Wéist Der, Här President, wann ech déi Fro gestallt hunn, dann ass dat, well mer vläicht e gewéssent, ganz konkret Gefill hunn, dass dat schon amgaange war ze geschéien. Ech wollt dat just soen. Dat heescht, et wäerte manner Projeten a manner Hëllef stattfannen am Émfang vu 60 Milliounen pro Joer.

Wat nach méi grav ass, Här President: Am Juli 2024 huet dës Chamber eebe mat 55 Stëmmen eng Motioun vun der Madamm Welfring gestëmmt, fir genee dat net ze maachen. An ech stelle fest, dass d'Regierung sech elo lues a lues op eng Positioun alignéiert, déi virun 18 Méint heibanne just vun enger Partei verdeedegt gouf, nämlech der ADR. Do misst d'ADR sech awer freeën, sech lues a lues duerchzesetzen.

Här President, ech fannen et éierlech gesot och bedauerlech, dass mer no 30 Joer Kooperatioun mam Senegal wëllen ophalen. Ech mengen, Här Minister, Dir kennt eis ferm Haltung géint all Form vun Diskriminatioun. An ech kann och verstoen, dass diplomatesch Verstëmmungen en Dialog ganz komplizéiert kënne maachen. Mee Dir musst Iech awer och mol d'Fro stellen, wien Dir domadder bestrooft a wien Dir domadder stäerkt.

Ech géif och mol gäre wëssen, wéi LGBTQ-Persounen am Senegal doriwier denken, ob déi wierklech der Meenung sinn, dass Dir hinnen domadder d'Liewe méi einfach maacht. Ech denken, de Contraire ass de Fall, well Dir stäerkt domadder letztendlech éischter homophob Tendenzen innerhalb vun der politescher Elitt am Senegal. A wann aner Projeten dann och gestoppt ginn, da kann d'Regierung dohinnegeen an Homosexueller zu Sëndebeck maachen. Mee bon, ech mengen, den Här Fayot ass extensiv op déi Fro agaangen an ech ënnerschreiw zu 100 % alles, wat hie gesot huet. Et ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. An Är Clause de non-régression huet och dozou bäigedroen, dass mir elo fäerdeg sinn.

A wann ech scho bei de Partnerlänner sinn: An der aktueller Strategie vun der Lëtzebuurger Kooperatioun steet de Prinzip vun der Lëtzebuurger Konzentratioun mat Fokus op Westafrika. Dee gétt och elo a Fro gestallt. Mir sinn am Osten am Ruanda, am Süden am Malawi an a Sambia. Ech hu keng Zäit, fir an den Detail ze goen, mee eng Saach ass sécher: Dat erhéicht d'Effektivitéit net.

Här President, de Problem ass jo net deen, dass eis Kooperatioun a Länner aktiv ass, wou Despoten an Diktatoren an der Muecht sinn, well d'Leit kënne jo meeschtens net derfir. Mee et däerf een déi politesch Realitéit net ignoréieren. Am Togo – den Här Clement

ass dorobber agaangen – ass eng kleptokratesch Clique un der Muecht, déi mat Brutalitéit géint déi politesch Oppositioun virgeet, mat ënner anerem enger massiver Internetiwwerwachung vun Oppositiounellen. A wann den Här Minister elo ukënnegt, dass d'Lëtzebuurger Kooperatioun mat genee där Regierung Projeten am Beräich vun der Digitaliséierung an der Cybersécherheet plangt, da schelle bei eis awer d'Alarmklacken.

(Interruption par M. Sven Clement)

Mee et sinn nach aner Saachen do, déi eis Suerge maachen. An der aktueller Strategie sinn och d'Prinzipien vun der Aide non liée a vum Grant Financing festgeschriwwen. D'Renommée vun der Lëtzebuurger Kooperatioun berout zu engem groussen Deel dorobber, dass mer eebe keng kommerziell Interessen an eis Entwécklungsarbeitschaft afléisse loosse.

Mee elo wëll den Här Minister d'Kooperatioun an de Global Gateway aschreiw. Dass eng Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, fir déi geopolitisch Interesse vun der EU ze pushen.

De Minister wëll d'Finanzplaz an déi Lëtzebuurger Entrepreneuren iwwer d'Aide publique au développement abannen, orientéiert Mëttele ewech vun den traditionellen Secteuren wéi Santé oder Formation professionnelle, hin zu Theeme wéi inklusiv Finanz, FinTech an Digitaliséierung. Sou wéi am Ruanda, wou mir mat der Aide publique au développement den Ausbau vun der Finanzplaz finanzéieren, dat an enger Trickle-down-Logik, dass wa mer de lokalen Eliten d'Tasche fëllen, dann de Räichtum erfreet op déi ënnescht sozial Schichten. Dat geschitt hei an Europa net. An ech gleewen, jo nach manner am Ruanda oder op anere Plazen.

De Privatsecteur huet sécherlech eng Roll ze spille bei der Entwécklung. Mee d'Fro ass, ob een dofir muss ëffentlech Entwécklungsgelder asetzen. Well domadder alignéiert Dir Ressourcen net méi op d'Bedürfnisse vun de marginaliséierte Populatiounen, mee op d'Interesse vun den Uewerschichten an deene Länner. An dat entfremdet d'Kooperatioun Stéck fir Stéck vun hirem Haaptobjektiv, nämlech der Éradication de l'extrême pauvreté.

Ech hu leider net méi vill Zäit, mee zum Schluss awer nach zwee Wierder zur Reform vun der Educatiounsarbeitschaft hei zu Lëtzebuerg. Also wéi ech den Här Bettel gëschter héieren hunn iwwer seng sougenannte Reform schwätzen, hat ech awer och d'Gefill, an engem Parallelluniversum ze liewen. Mir hunn déi Negotiatiounen als déi Léng ganz genee verfollegt, well mir hu vill an och ganz gutt Kontakter mat villen ONGen.

Une voix | Mir och!

M. David Wagner (déi Léng) | An all Feedback ...

Net déi selwecht. Déi soen Iech vläicht net dat selwecht.

An all Feedback, dee mir säit zwee Joer kréien, ass, dass dee ganze Prozess extreem, extreem problematesch wier. An ONGen hunn eis dat an der aussepolitischer Kommissioun nach eng Kéier mat Nodrock ënnerstrach. D'ONGen, déi mussen elo bis Enn Abrëll ganz ëmfangräich Demanden eragi fir Fënnef-Jores-Programmer, fir dass si nom Juni iwwerhaapt ...

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Si mussen schaffen.

M. David Wagner (déi Léng) | Jo, si mussen schaffen!

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Nee, si mussen méi schaffen am Moment. Dass vill Aarbecht, dass Ganzt.

M. David Wagner (déi Léng) | Jo. Fir de Protokoll, den Här Minister seet: „Si mussen e bësse méi schaffen elo.“ Ech kann dorobber zréckkommen. Ech kenne Leit, Här Minister, déi sinn am Burnout.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech sot: „Vill méi.“ Éischtens sot ech: „Vill méi.“ An zweetens: Jo, se mussen am Moment vill méi schaffen. Dass eng Tatsaach!

(Interruption)

M. David Wagner (déi Léng) | Jo, duerch Iech! An hir richteg Aarbecht konnte si a leschter Zäit net maachen duerch Iech.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | O!

M. David Wagner (déi Léng) | D'ONGen, déi mussen elo ... Well haut de Moien – haut de Moien, endlech! – ass dann dee Katalog online gaang, fir kënnen d'Demande ze maachen. How convenient! Grad e puer Stonne virun der Kooperatiounsdebat. Si mussen elo bis Enn Abrëll – bis Enn Abrëll! – ganz ëmfangräich Demanden ... Well aneschtens, wéi d'ADR et behaupt, ass et ganz komplizéiert, fir Suen ze kréien. Dir wéist et vläicht net oder Är Mataarbechter wëssen dat net, mee esou einfach kritt een dat net. Si mussen dann hir Demanden eragi fir Fënnef-Jores-Programmer, fir dass si nom Juni iwwerhaapt nach e Finanzement kréien.

Ech kéint an den Detail goen, wéi dat geet, mee dat ass immens vill, dass ass bal net hinze kréien. An elo grad ass d'Demande online gaang. A si woussten en plus net Bescheid. Dofir soen ech dat hei elo. En plus mussen se jo och gezwongen an engem Konsortium schaffen. Si hunn dat och heiansdo gemaach, wa se et fir néideg befonnt hunn. Mee d'Regierung ass dohinne gaang an huet gemengt, et misst een eppes erzwingen, wat net onbedéngt Sënn mécht.

An dee Konflikt do iwwer de Rez-de-chaussée vun der Maison des ONG, deen den Här Minister gëschter ugeschwat huet, verdäitlecht perfekt, em wat et hei bei deem ganze Konflikt gaangen ass. D'ONGen, déi guer net Demandeur si fir de Projet vun Här Minister, wat brauche si? Si brauchen e Ressourcenzenter mat Fachliteratur a mat pedagogeschem Material, deen d'Grundlag bilt vun der ganzer edukativer Aarbecht vum Secteur. An dat, wat den Här Kooperatiounsminister gären hätt, ma dat ass e Buttek, wou Nippes verkaaft gëtt a wou ee kann e Kaffi drénke goen. Dass gefält vläicht der Uewerstater DP-Clientèle, mee dat ass net seriö!

(Brouhaha)

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Léng) | Den Namur geet gläich zou.

(Hilarité)

Dofir mussst Der dat maachen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. David Wagner (déi Léng) | Jo, jo, jo. An do sinn der vill, déi geckeg gi mat deene Projeten. An dat ass genau déi Brochlinn, déi d'ONGen elo zwee Joer laang zur Verzweigung bruecht huet.

Ech kann Iech soen, et sinn der vill verzweifelt. Si soen Iech oder de Beamten et vläicht net direkt, well se an engem anere Rapport sinn. Mee et muss ee vläicht e bëssen eng gewësse Sensibilitéit hunn.

Richteg ass awer, dass d'ONGe finalement de Schued a Grenze gehal kruten, nodeems se am Ufank mat komplett geckeg Virstellung konfrontéiert waren. Dass heescht, elo wäerten déi eenzeg strukturell

Changementer par rapport zur Situatioun vu virdrunner éischtens viraussichtlech déi sinn, datt d'Programmer nees iwwer fënnf Joer lafen, wéi dat scho virdrun de Fall war, an zweetens, datt d'ONGen an deem Beräich elo musse formell a Konsortie schafffen, wat se virdrun, wéi ech gesot hunn, och scho gemaach hunn, wa se et fir néideg fonnt hunn.

Mee déi Changementer, Här President, hätt den Här Bettel och kënnen maachen a méi einfach hikréien, an dofir hätt een net missen de ganze Secteur zwee Joer laang an de Chaos stierzen.

Här President, ech mengen, Dir hutt matkritt, datt mer alles anescht wéi beageschert si vun deenen Annoncé vu gëschter. An de Feedback, dee mer vum Terrain hunn, ass, datt vill Acteuren an der Lëtzebuerger Kooperatioun dat änlech gesinn. Zemoos an der Fro vun der Additionalitéit hoffe mer wierklech ganz staark, datt d'Regierung sech nach wäert ëmdecidéieren an eng kloer Äntwert ginn. Well dat wier wierklech fatal fir Dausende vu Mënschen an eise Partnerlänner, déi mer bis elo ënnerstëtzt hunn, ausser, Dir wëllt der ADR e Kaddo maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert. Här Kooperatiounsmi- nister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Villmoos merci, Här President. Ech fänken direkt u mat deem leschte Punkt, deem vun der Additionalitéit, wou gefrot ginn ass: „Bleift déi ëmmer?“ Ech wëll Iech just drun erënneren, dass Dir dat decidéiert, dass d'Chamber de Budget stëmmt.

(Interruption)

Ech wëll Iech just drun erënneren. Dat heescht, Dir stellt mir d'Fro, ob d'Additionalitéit bäibehale gëtt oder net. Ech weess, dass ech eng Motioun hei vun dësem Haus hunn, déi seet, dass déi Additionalitéit heescht, dass alles, wat zur Aide au développement gerechent gëtt, an dann all déi aner Saachen, déi awer net an deem Prozentsaz sinn, einfach zesummegerechent ginn.

Ech hu virdrun d'Fro gestallt kritt: Wat fält dann alles an déi Additionalitéit? Wann een d'Krittäre vun der OCDE, déi et am Moment gëtt, kuckt, déi soen, dass ee Klimaentwécklungspolitik an och d'Flüchtlingspolitik kéint bäirechne bei d'Aide au développement.

Ech wëll Iech just drun erënneren, dass et eng ekologesch, also eng Ëmweltentwécklungspolitik ass, déi mer zesumme mam Serge Wilmes gemaach hunn. An dass ech d'lescht Joer nach och um Cap Vert war. Ech hat Iech gëschter och d'Beispill zitiiert, wou mer zum Beispill Kläranlage preparéieren an aner Saache preparéieren. – wat Entwécklungspolitik ass! Wat Entwécklungspolitik ass. An dofir, eng Silosmentalitéit, fir ze soen: „A nee, nee, nee, wann et Ëmwelt ass, dann dierf de Ministère de la Coopération näischt domadder ze dinn hunn, a wann et eppes anescht ass, dann dierf deen näischt domadder ze dinn hunn!“, déi ass falsch.

Fir mech, an dat steet och am Koalitiounsaccord, huet den Entwécklungsminister eeben déi Koordinatiounsroll vun der Entwécklungspolitik insgesamt. Dofir hunn ech gefrot, dass ech mol eng Kéier alles kéint kréien, wat an der Entwécklungspolitik gemaach

gëtt. An ech wëll am Fong evitéieren – well dat och am Koalitiounsaccord drasteet –, dass mer nei Struktur schafen, fir Entwécklungspolitik an all Ressort ze maachen, déi deen een oder deen aner dan och géif finanzéieren.

De Fait ass – an dat ass och kloer gesot gi gëschter –, dass et nieft deene Montanten, déi mer am Moment hunn, nieft deem Prozentsaz, dee mer am Moment hunn, eng Realitéit ass, dass zum Beispill fir d'Joer 2027 eng Kéier 79 Milliounen, fir 2028 75 Milliounen, fir 2029 79,6 Milliounen a fir 2030 84 Milliounen Euro en sus – en sus! – vun deem Prozentsaz, dee bezuelt gëtt, also deen investéiert gëtt, oder dee gebraucht gëtt an der Kooperatiounspolitik, en plus gebraucht ginn, fir am Fong Klimakooperatiounspolitik ze maachen.

Wann ech en plus géif d'Flüchtlingspolitik arechnen, wéi mer et vun der OCDE gesot kréien – an do gëtt gesot, dat wiere bal 150 Milliounen, do hu mer Zuele kritt, mee ech gleewen net drun, ech géif éischter soen, wann d'Krittäre vun der OCDE och streng gekuckt ginn, kéint een esou eng 50 Milliounen bäirechnen –, dann hätt een am Fong bal all Joer 130 Milliounen Euro, déi en sus géife bäikommen.

Ech soen Iech just: Deen Debat, ech hunn e gefrot, well ech gär mat Iech wëll diskutéieren, well ech weess, dass haut d'Contraintes budgétaires anerer sinn, a well de Finanzminister eis seet: „Wou gëtt et Méiglechkeeten, wat ass do machbar?“ Ech wäert dee Leschte sinn, deen hei virun Iech plädéiert, dass déi ganz Flüchtlingspolitik sollt an de Krittäre vun der Kooperatioun zielen – dee Leschten! –, well ech einfach der Meenung sinn, dass et net logesch wier, déi Saachen do mat anzerechnen, déi 50 Milliounen oder 150 Milliounen. Dat kann een einfach och intellektuell net verkraften.

Mee ech sinn awer der Meenung, dass een hei an deem Haus op d'mannst muss kënnen diskutéieren iwwer dat, wat virun zwee Joer hei gesot ginn ass, dass déi Additionalitéit muss zielen, dat heescht, déi 80 Milliounen d'Joer méi an der Kooperatiounspolitik – well et ass Kooperatiounspolitik, déi mer maachen, mee se huet de Stempel „Klima“. An ech zitiiere nach den Här Fayot: „An elo kënt nach Baku bäi!“ An elo kënt nach hei an do bäi.

Wa mir där Meenung sinn, hunn ech kee Problem. Mee da soll d'Chamber mir dat just soen. An dofir froen ech deen Débat de consultation. An ech hunn do vum Här Zeimet och kloer gesot kritt, dass si der Meenung sinn, dass déi Additionalitéit soll bestoe bleiwen. Ech wäert da just muer am Regierungsrat dem Gilles Roth d'Fro stellen: Solle mer den Débat de consultation maachen oder net?

Ech wollt et just hei an der Chamber diskutéieren, froen: Gëtt et do eng Méiglechkeet, dass politesch eng Volontéit do ass, fir dass een dat eent oder dat anert op d'mannst kann analyséieren? Wann ech hei héieren, dass dat net de Fall ass, dann huelen ech dat zur Kenntnis. Ech krut just d'Mandat, dat ze kucken. Ech hunn d'Analys gemaach. Ech hu proposéiert, an der Chamber driwwer ze diskutéieren. Wa kee Wëllen do ass, fir en sus ... Well Dir hutt jo gesot: Mir si Champion mat 1 %.

Une voix | Jo.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Et ass 1 % plus 80 Milliounen.

Une voix | Jo.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech wëll just eng Kéier kloer d'Zuele soen. A mir sinn op där anerer Säit och amgaangen, Emprunten ze maachen. Ech wëll just

einfach kloerstellen, wat d'Realiteit ass a wéi et och mat de Finance steet.

Här President, et sinn eng Rëtsch vu Punkten hei gesot ginn, och iwwert d'Evaluatiounen, zum Beispill iwwert de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. Do sinn Expertise gemaach ginn, dat ass gekuckt ginn, a vun ausseesteeënden Experten, net vun onsen Experten, vun ausseesteeënden Experten, déi net fonnt hunn, dass do eppes net konform wär zu deem, wat d'Reegele soen. Ech weess, si si méi haart a si maache méi Kaméidi wéi verschidden anerer. Mee si sinn op jidde Fall net contraire zu de Krittären, déi vun eisem Haus zrëckbehalde ginn.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Bei de Mënscherechter: Wa mer just nach mat Länner kooperéieren, wou wierklech alles esou ass, wéi mir eis et virstellen, da soen ech just: Dann hunn ech net méi vill Aarbecht!

Wann d'Krittären alleguerten esou sollte sinn, wéi mir se gären hätten, hunn ech net méi vill Aarbecht. An ech brauch emol net esou wäit kucken ze goen duerch d'Welt.

(Interruption)

Mir hunn an Europa selwer Länner, déi eis Krittären net erfëllen. An do si mer awer och zimmlech diskreet.

Ech muss Iech awer soen, wann ech hei gesot kréie vum Senegal: Et ass jo net, wéi wa mer net probéiert hätten, den Dialog ze sichen, Här Fayot! Et ass net, wéi wa mer net probéiert hätten, do no Léisungen ze sichen. An ze soen, dass mir eppes imposéieren! Nee, mir froe just keng Réckschrëtter. A wa Réckschrëtter kommen, dass een do kann zesummekommen. A wann een zesummekënt, kann een d'Decisioun huelen, fir deen een oder deen anere Projet zrëckzeschrauwen. A wann ech do ab initio gesot kréien: „Nee, Dir dierft net driwwer diskutéieren, mir wëllen net mat Iech driwwer diskutéieren!“, dann hunn ech e Problem.

Wéi ech de President begéint hunn, sot e mer op eng ganz „diplomatesch“ Aart a Weis, en hätt mir och d'Hand ginn, obwuel e wéisst, dass ech schwul sinn. Dat war den Niveau vun deem, wéi mer empfange gi sinn!

A wéi ech zesumme mat hinne gekuckt hunn, ob mer kéinten iwwer all Krittär schwätzen, vu Fraerechter, vu reliéise Rechter, vu Minoritéitsrechter, krut ech gesot: „Dat si just mir, déi dat decidéieren, an Dir hutt eis do näischt ze soen!“

Wann een emol den Dialog net fäerdegbréngt mat enger Autoritéit, wéi soll een dann do eng Vertrauensbasis kënnen opbauen? Ech muss Iech soen, dass et da fir mech awer ganz, ganz schwéier ass, fir do Saachen ze maachen. A si hu selwer Drock gemaach. Wann Der sot, mir hätten d'Tendenz, alleguerten ze kuschen: Jo, mir hunn d'Tendenz ze kuschen!

D'UNO wollt eng Konferenz – ech mengen, et war mat Holland – iwwer Aids an LGBT-Rechter. Do hu si e Verbuet kritt – e Verbuet kritt! –, a souguer e Message vum Ausseministère, wann iergendeen do géif optauchen, da géife se Problemer mat der Justiz kréien! Einfach, fir driwwer ze diskutéieren! An an deem Text steet souguer, dass ee mol net dierft promouvéieren – ausser et wier eng Agence de santé fir den Aids.

Also fir Iech ze soen, mir hunn hei ... An Ungarn, do soe mir, dat géif net goen. A Russland: au pilori! An am Senegal misst een dann d'Aen zoumaachen a soen: „Et ass awer net esou schlëmm, well déi Leit komme jo awer vu méi wäit, oder déi hunn aner

Moeursen oder déi hunn aner Gewunnechten.“ Ech si wierklech der Meenung, dass een déi Saachen och iergendeng Kéier muss kënne soen. An et si keng Injonctionen, déi een engem gëtt. Au contraire, mer probéieren, awer en Echange kënnen ze hunn, wou een iwwer alles diskutéiere kann.

Net méi spéit wéi de Moien – wa mer vun der Sensibilisatioun schwätzen – war ech elo an der Mëttegstonn zesumme mam Serge Wilmes a mam Claude Meisch um Geesseknäppchen, wou et eeben och iwwert déi Bildung zur Sensibiliséierung goug, am Fong vun där ganzer Bedelegung, vun de Problemer, wou ee sech mat améscht, wou een deene jonke Leit och déi Sensibiliséierung gëtt zu där Bildung iwwert déi Problemer, déi et weltwäit gëtt, tëschent dem Norden an dem Süden, mat deene verschidde ONGen, mat deene mir och zesummegeschafft hunn. Do sinn ech och ganz frou, dass mer haut mam Claude zum Beispill de Projet EduAct konnte virstellen, deen et erméiglecht, eng Plattform ze hu fir d'Enseignant- en an och fir d'Schüler, déi do eeben dee kritesche Geescht och sollen hunn.

Jo, ech stinn zu menger Reform, Här President, och vun der Sensibilisatioun. Ech hunn haut de Moien eng Press gelies, wou drasteet, d'Leit hätten e Burnout gemaach. Ech hunn de Moien déi Leit gesinn op där Foire. Déi, déi ech begéint hunn, waren op jidde Fall net am Burnout. A wéi ech gefrot hunn: „Sidd Dir am Burnout?“, do hu si mir gesot: „Awer guer net! A mir si frou, dass déi Reform gemaach ginn ass.“ Et si vläicht verschide Leit, déi aneschters reagéiert hunn. An ech weess, dass do och méi Aarbecht war. Mee et ass am Interêt vun der Saach an och vun den ONGen, dass mer déi Reforme gemaach hunn.

An dat Haus ... Ech verstinn, dass déi héich intellektuell Leit eng Plaz brauchen, wou si kënnen zesummekommen, e Sammelsurium, wou si entou- réiert sinn ...

(Interruption)

Mee vläicht Verschiddener.

Ech kann Iech just soen, Här President, an enger Avenue de la Liberté, wat en Axe commercial ass, wa mir wëlle Sensibilisatiounsaarbecht maachen, wann et drëms geet ... Déi Leit, déi souwisou scho wëssen, wat Kooperatioun ass – an ech huelen elo kee Beispill –, déi gi souwisou schonn op déi Plazen, wou et déi Bicher gëtt. Mee Dir kritt keen, deen net interes- séiert ass fir d'Kooperatioun, an eng Bibliothék, wou just Kooperatiounsbicher sinn! Dat ass d'Realitéit, Här Wagner.

Wa mir wëlle Leit unzéien, wa mir wëllen, dass d'Leit sech Froe stellen, wa mir d'Leit wëlle konfrontéiere mat engem Fairtrade-T-Shirt oder mat engem Net-Fairtrade-T-Shirt, wa mir d'Leit wëlle konfrontéiere mat engem Fairtrade-Kaffi oder mat engem Net-Fairtrade-Kaffi, wa mir d'Leit wëlle konfrontéiere mat deene verschidde Rechte a Flichten, wéi et an deene Länner ass, da kann een dat op enger Plaz maachen, wou et eng Taass Kaffi gëtt, wou een och eppes ka kafen, an net do, wou een nëmme Bicher ka kucken oder vläicht souguer dann heiansdo liesen. Nee, et wier scho wichteg, Här President, wann een esou Plazen hätt, wou et net nëmme wier „prêcher les convaincus“, mee wou een och vläicht Leit sensibili- séiere kéint, déi haut net sensibiliséiert sinn.

Et ass och eng Fro gestallt ginn, wéi d'Klassifikatioun ass vun deene Länner, vun der Madamm Schoos. Dat si Krittären, do gëtt et „least developed“, „medium developed“ an „high developed countries“. Do gëtt et Krittären, an do spréngt deen een heiansdo an déi eng Kategorie an dann an déi aner Kategorie. An do gëtt et international Krittären, déi do sinn.

Här President, ech soen Iech Merci fir d'Diskussioun, déi mir elo haut haten, an och gëschter, an och dofir, datt Dir mir d'Méiglechkeet gitt, déi Ried ze halen. Ech hunn Iech gesot, dass deen 1 % fir eis deen ass, un deem mir och wierklech wëlle festhalen. Dat ass och deen, deen am Koalitiounsaccord drasteet. Wann dëst héicht Haus, wat den éischte Pouvoir ass, seet, dass mir 1,2 oder 1,3 % solle maachen duerch déi Ad- ditionalitéit, dann ass dat esou. Dir stëmmt et, dann ass dat Äert gutt Recht.

Ech wëll just drun erënneren, dass mir am Moment 1 % festgehalten hunn am Koalitiounsaccord. Mir krute souguer reprochéiert, dass mir dat am Koalitiounsaccord hunn. Mee d'Chamber huet och eng Motioun vun der Madamm Welfring gestëmmt, mat enger grousser, larger Majoritéit. D'Krittären ... D'Finanzsituatioun ass haut eng, wou ech Iech ganz éierlech soen, dass mer awer verschidde Euroe mussen zweemol ëmdréien. Dofir wollt ech hei eng Consultatioun mat Iech hunn, ob dat nach ëmmer de Fall ass oder net. Wann et awer kee Wonsch ass vun dësem Haus, dee Sujet ze abordéieren, dann huelen ech dat zur Kenntnis.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Am Kader vu Parole après ministre, ginn ech dervunner aus, et ass jo net Fait personnel, et ass Parole après ministre. Da ginn ech fir d'éischt der Madamm Welfring d'Wuert an duerno dem Här Wagner, an dann dem Här Minister, wann hie wëllt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Presi- dent. A merci, Här Minister, fir d'Erklärungen. Trotz- deem bleift et e gewëssene Flou. Dir hutt gesot, Dir géift gäre mat deem 1 % weiderfueren, hunn ech dat elo richtig verstan? Dat ass emol eng Informatioun.

Déi zweet awer zur Additionalitéit, déi ass elo e bës- sen zweedeiteg gewiescht. Also wann een Är Ried, déi Dir hei gehalt hutt, nach en eng Kéier genau kuckt, do kënt gefillt bal op all drëtter Sait eng Kéier contraintes budgétaires, Drock op d'Staatsfinanzen, Budgetskierungen. Déi Terme komme relativ heefeg vir. An Dir selwer sot jo och, Dir wäert der Meenung, dass „do more with less“ Unfug wär. Ech ginn awer dervun aus, dass Dir do ënner Drock sidd.

Et ass richtig, dass mir hei müssen de Budget stëm- men, oder sollen de Budget stëmmen. Mee d'Fro ass awer, wat d'Regierung virleet als Proposition de budget, Projet de budget. Wat sidd Dir do amgang ze preparéieren? Dee Montant, geet dee gemeinsam an d'Luucht, dee vun de Klimafinanzen, dee vun der Kooperatioun an dee vun der Aide humanitaire? Ginn déi separat an d'Luucht? Oder och gemeinsam an d'Luucht? Oder gëtt do eng gemeinsam Zomm gerechent, déi dann iergendwéi gläich bleift, an da geet et natierlech individuell erof? Dat ass eigentlech d'Fro, déi mir eis alleguerte stellen.

An och dat, jo, wat Dir do preparéiert a wat Dir och vläicht vum Här Roth an der Circulaire budgétaire als admissible krut, wéi een dat elo do preparéiert, also, et wär ganz interessant, wa mir do e bëssen en Abléck kréichen an Är Diskussiounen, an Är Iddien, wéi dat soll weidergoen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, Dir hutt iwwert dee selwechte Sujet Froen? Soss maache mir dat direkt.

(Interruption)

Et ass, wéi Dir wëllt. Ok. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech wollt just der Madamm

Welfring soen: Et sinn Diskussiounen, déi amgaange sinn. D'Iddi war, well mir am Moment mat deene Prozentsätz, wéinst där Additionalitéit, déi hei jo och zrëckbehale ginn ass vun der Chamber, elo am Mo- ment iwwer 1 % sinn. Mir si bei 1 % plus 60 oder 70 oder 80 Milliounen. Plus nach eng Kéier, wann een d'Flüchtlingspolitick wéilt arechnen – mee ech wëll dat wierklech evitéieren –, da kënt een op 120 oder 130 Milliounen méi wéi dat, wat mir solle maachen.

An dofir fannen ech, en toute transparence, wéi mer deemools vun der Additionalitéit geschwat hunn, do si vläicht vill Leit, déi et gestëmmt hunn, mee déi net wussten, wat de Montant wär, wat dat fir Kon- sequenzen hätt. An ech wollt dofir just zu deem Sujet hei eebe soen, dass et a mengen Aen net onwichtig ass, dass een dat fir eng Entwécklungspolitick, och wa si de Stempel vun der Ëmweltpolitick huet, well mir maachen där och, soll zesumme kucken an dass ech perséinlech kee Problem hätt, wann een déi dann och géif bei deem 1 % bärechnen, wou een dann op 1,1 % oder 1,2 % géif kommen.

D'Fro ass dann: Wëlle mer bei 1 % bleiwen oder gi mir op 1,2 % erop? Dat sinn déi Diskussiounen, déi mer solle féieren. An dofir hunn ech den Débat de consultation hei gefrot. An tatsächlech, do si ver- schidde Pisten, déi do sinn: Gëtt bei deem enge méi gespuert? Gëtt bei deem anere manner gespuert? Bleift alles d'selwecht? Dat sinn Diskussiounen, déi nach stattfannen, a wou de Regierungsrat och nach net saiséiert ginn ass vun enger Opposition. Mee mir hu Reuniounen gehat mam Här Roth, Reuniounen zesummen och mam Här Wilmes, an et sinn der nach e puer, déi elo solle stattfannen, éier d'Budgetsdis- kussiounen och ufänken.

Also, wéi gesot, dofir kann ech Iech elo net konkret soen, wat ass, an dofir wollt ech esou no wéi méig- lech deen Débat de consultation hei féieren. Ech wier frou. Ech wäert de President froen, ob eng Volontéit vun der Chamber do ass, fir esou en Debat ze organi- séieren. Wann keng Volontéit do ass, dann zéien ech meng Demande och zrëck. Mee et war am Fong och d'Propositioun vum Finanzministère, fir eeben och ze kucken, ob et do Piste gëtt, wou ee Synergie ka schafen a fir och ze evitéieren, vläicht nei Strukturen ze bauen, déi da genau dat selwecht maachen, wat am Moment scho leeft.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Wagner huet och nach Parole après ministre gefrot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. De Prinzipp vun der Additionalitéit ass justement ze soen, datt een e gewëssene Prozentsatz huet, mat deem ee Kooperatiounsaarbecht mécht an deen net verhënnert, datt een duerno an anere Beräicher, Klima et cetera, nach aner Projete mécht. Mee déi ginn net bägerechent, justement. An et ass juste- ment dat, well et ass keng Kooperatiounspolitick, ça n'a rien à voir, datt sinn aner Saachen. Dat heescht, datt dat, wat alles leeft an deene verschidde Ber- äicher, weiderhi ka lafen.

Mee duerno, déi Fro, déi ech mir stellen, dat ass jo dee faméise „Rotstift“ vum Här Roth, le bien nommé. Dir gitt mir elo e bëssen den Androck, datt Dir elo dem Gilles Roth, dem Finanzminister, e bëssen de schwaarze Péiter zoustiecht, datt hien u sech elo de béise Monni ass, deen Iech e bëssen zwéngt, elo anzuspieren.

A wéini huet iwwerhaupt déi Iwwerleeung uge- faangen innerhalb vun der Kooperatioun respektiv vläicht och am Klimaministère, fir déi Additionalitéit vläicht a Fro ze stellen? A wéini hunn am Finanzmi- nistère déi Diskussioun oder déi Iwwerleeungen

ugefaangen, fir iwwerhaupt op d'Iddi ze kommen: „A, elo feelen eis vläicht e puer Suen a mir musse vläicht e bësse méit spueren.“? Ech hunn den Androck, dass d'Kausalitéit u sech net onbedéngt zesummenhängt an dass dat eent vläicht virdrun ugefaangen huet.

Dat Zweet: e Ressourcenzenter. Här President, den Här Minister huet do elo déif Demagogie gemaach. Hei geet et net ëm, o, grouss Intellektueller, déi wëlle Bicher liesen, géint normal Leit, déi wëllen e Kaffi drénken. Et ass e bësse wéi de Cid-femmes, wësst Der, an der Rue Beck, an der Strooss, wou Studenten, Studentinnen, Chercheuren, normal Leit, einfach Leit, Leit, déi engagéiert sinn um Terrain, déi Informatioun brauchen a Form vu Bicher, audiovisuell et cetera, fir sech kënnen weiderzebilden op hir Aart a Weis ... Et ass dat, wat do och am Fong geholl soll geschéien. Dat ass näischt Hochtrabendes. Dat ass einfach eppes Accessibles fir déi Leit, déi dat brauche fir hir Aarbecht, fir sech kënnen weiderzebilden. Et gëtt esou duergestallt, wéi wann dat eppes héich Intellektuelles wier. Wou kënnt dat dann hin? Well ech hunn näischt dogéint, dass och Butteker kommen an aner Zentere kommen, wou ee ka fair Saache kafen an esou weider. Dat ass guer kee Problem. Mee de Problem ass: Dat eent verschwéint. An dat ass e grouse Problem, well do si vill Leit, déi dat brauchen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech hunn nach eng aner Wuertmeldung. Ech froen ëmmer, ob ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Et ass gutt. Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, ech wëll hei wierklech awer net dem Här Roth iergendwéi d'Schold ginn. Et kënnt vu mir. Et kënnt vu mir. Gitt net d'Schold iergendwou sichen, et kënnt vu mir! Et kënnt vu mir, ganz einfach well mer am Regierungsrot erkläert kritt hunn, och wéi d'Budgets-presentatioun komm ass, dass et wichtig wier ze kucken, wou et Saache gëtt, wou ee sech zesumme kéint d'Fro stellen, ob en Effort muss gemaach ginn. Mir hunn eng Rëtsch vun Depensen, déi an d'Luucht ginn; mir hunn eng Rëtsch vu Recetten, déi erfoginn. Mir wëssen, dass och d'Pressioun zu Lëtzebuerg grouss gëtt. An ech hu mech engagéiert an engem Koalitiounsaccord – och probéieren, dat elo nach eng Kéier ze erklären –, d'Kooperatiounspolitick op 1% ze fixéieren.

An ech wëll och déi Zuel fixéieren. Ech wëll déi Zuel och festhalen. Fir mech ass déi wichtig. An déi läit dann d'nächst Joer zum Beispill bei 653 Milliounen, fir 2027. Mee ech hunn awer duerch de Fait, dass mer déi Additionalitéit hunn an d'Méiglechkeet hätten – hätten! – ... Dat heescht, de Reproche kann een eng Kéier gemaach kréie vun iergendengem heibannen: „Dir maacht vill, vill, vill, vill ze vill!“ Bal 72 Milliounen méi beim Environnement an esou – mee ech gleewen net, dass déi Zuel richtig ass, mee 150, dat ass déi Zuel, déi mer am Ufank kritt haten – 220 Milliounen. Dat heescht, mir géifen en Drëttel vun deene 653 Milliounen Euro méi ausgi wéi dat, wat mer missten ausginn. Dowéinst, ech rechnen déi 150 Milliounen net. Ech rechne mat 50 Milliounen, da sinn ech bei 120 Milliounen. Dat heescht, amplaz 653 gi mer op 770 Milliounen tëschent deem, wat am Moment kéint finanzéiert ginn ...

Ech bleiwen ... Ech huelen d'Immigratioun ganz ewech, dofir bleiwen dann nach 72 Milliounen. An ech soe mir einfach ... An Dir sot, et hätt näischt domadder ze dinn. Et ass dach falsch, dass déi Projeten, déi vum MECB gemaach ginn, näischt mat eis

ze dinn hunn! Déi Projete fir Kläranlagen, dat ass fir d'Waasserqualitéit vun de Leit. Wann et drëms geet am Ëmweltberäich, wann ... Ech war Projete besichen zu Praia iwwert d'Faune aquatique. Haalt dach op ze soen, dass dat näischt mat de Leit ze dinn hätt! Do si Projeten, déi mir och maachen, an ech wëll justement där double-Emploien evitéieren. An haalt op ze maachen, wéi wa si just eppes hätten, wat iwwerhaupt näischt mat Kooperatiounspolitick ze dinn huet!

Dowéinst, et gëtt Point-communen, an ech warne just virdrun, sou ze maachen, wéi wann do näischt mat eis ze dinn hätt. Si mer eis just bewosst, nach eng Kéier, par rapport zu deem Additionalitéitsprinzip, deen Der festgehal hutt, dass mer alljoers tëschent 70 a 85 Milliounen méi ausgi wéi dat, wat mer am Koalitiounsaccord festgehal hunn. Mee nach eng Kéier: Dir sidd den éischte Pouvoir. An den zweete Pouvoir wäert sech fügen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci fir all déi Erklärungen, Här Minister. Elo kann ee ganz vill iwwer Wieder diskutéieren oder och driwwer diskutéieren, wat elo Kooperatiounspolitick ass oder wat net. Déi Fro, déi awer elo, denken ech, wierklech wichtig ass, onofhängeg dovun, ob mer elo vun Additionalitéit schwätzen oder net: Mir hunn am Moment ..., an do gëtt et jo och déi Motioun, déi dat och nach eng Kéier kloer erkläert huet. Wann ech Iech elo richtig verstanen hunn, sot Der, hei wäere Leit heibannen, déi hätten net gewosst, wat dat wär, wéi se doriwwer ofgestëmmt hunn.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Wann ech dat elo richtig verstanen hunn. Et gëtt an där Motioun erkläert, dass dat deen 1% ass plus Klima a Flüchtlingen. Dat steet kloer an der Motioun dran. Bon.

Mee wann ech Iech elo richtig verstinn, dann ass dee Gesamtmontant, deen am Moment an déi dräi Volete fléisst, elo a Fro gestallt. Dat ass meng Fro un Iech, onofhängeg dovun, ob mer elo vun Additionalitéit schwätzen oder wéi mer d'Kand nennen. Wann Der jo sot, mir wieren iwwert deem 1%, wëllt Der, wann Der d'Kooperatiounspolitick plus dann d'Klima – limitéiere mer et op just d'Klima – huet, dann dee Gesamtmontant op 1% erofdrécken? Wat jo géing bedeuten, dass herno manner am Dëppe wier, vu dass mer vu Spuere schwätzen. Dat heescht, de But ass, dass manner ausgi gëtt. Kënnt Der mer ganz konkret dorobber äntwerten? Geet et drëm, manner auszegi fir déi verschidde Voleten, wéi se och hei an der Motioun gestëmmt gi sinn?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Et geet drëms, just, nach eng Kéier, de Koalitiounsaccord, dee bei 1% ass, wou mer am Moment iwwer 1,2% sinn, ob mer 1% wëlle fixéieren oder net. D'Héicht Haus decidéiert. Halt op ze soen, et wier d'Regierung! D'Héicht Haus decidéiert. Mir wäerte verschidden Zenarioen hunn, an déi wäerte mer da mat Iech kënnen diskutéieren. Wann Der souwiso keen Débat de consultation wëllt hunn, da brauche mer de Sujet jo guer net ze verdéiwen.

Ech wollt just warnen, dass mer alljoers eng 70 Milliounen bis 80 Milliounen méi ausgi wéi dat, wat mer am Koalitiounsaccord hunn, weinst där Motioun. D'Chamber huet déi gestëmmt. Ech wollt just froen, ob jiddweree sech dären och bewosst war, wat de Montant ugeet. A mir hunn haut eng aner ekonomesch Situatioun, budgetär Situatioun, wéi dat virun zwee Joer de

Fall war. Et muss een heiansdo Choixen treffen. Et ass des Chamber, déi déi Choixen dann ze treffen huet.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, ech sinn am Fong net iwwerrascht iwwert déi Evolutioun. Dee Moment, wou een ufängt ..., oder wou des Regierung natierlech esou vill Suen ausgëtt, wéi se dat mécht. Mir hunn elo geschwënn eng Steierreform plus nach e puer aner Saachen, déi 1,3 Milliarde pro Joer wäerte kaschten. Et si schonn eng Partie aner Steiererliichterunge virausgang. Dat heescht, iergendwann eng Kéier geet d'Rechnung net méi op. An da muss een natierlech budgetär Arbitragé maachen. Et muss een natierlech schneide goen op verschiddene Plazen. A wéi op esou ville Plazen op der Welt gëtt dann ugefaange bei der APD a beim Entwécklungsbudget. Mir hunn natierlech nach dee Prinzipp vun der Additionalitéit. An et läit dann natierlech no, domadder unzefänken. De Finanzminister ass och elo dobaussen. Et wier vläicht ... Et kéint een da vläicht schonn direkt ufänke mam Débat de consultation, wann e wëll erakommen. Mee dat doten, wéi gesot, dat wonnert mech net.

Mee ech wëll Iech awer soen: Ech mengen, mir sollten deen Débat de consultation do wierklech maachen, fir Iech Réckendeckung ze ginn, fir déi Additionalitéit bäizebehalen a fir Iech nach eng Kéier domadder do ze hëllefen an Ärer Bilaterale mam Finanzminister. Ech menge schonn, dass dat wichtig wär, fir déi Motioun do dann nach eng Kéier ze verstärken a fir dee Message nach eng Kéier kloer duerchgezinn. Ech ginn dann och dovunner aus, dass d'Majoritéit dat da wäert matstëmmen, wéi se dat och scho virun zwee Joer gemaach huet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. D'Madamm Tanson, fir d'zweet.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, a fir d'lescht. Ech weess, Här President.

(Hilarité)

Ech halen also fest ... Also, ech sinn ... Ech deelen net grad dem Här Fayot säin Optimismus, well ech hunn Iech gutt héiere soe virdrun, et wär Är Iddi gewiescht, et wär Är Propos gewiescht. Dat heescht, ech weess net, ob mir Iech elo de Réck domat stäipen.

Mir sinn natierlech och ëmmer gär bereet, doriwwer ze diskutéieren. Mee eis Positioun ass kloer. Mir hunn am Moment en extreem grouse Besoin, fir Länner ze ënnerstëtzen. An et ass wierklech net de Moment, grad an deene Momenter – an Dir hutt déi selwecht Entrevuë gehat déi lescht Woch wéi mir och als Chamber –, wou iwwerall op der Welt Kooperatiounshëlfe erfogeschrauft ginn, dass mir als Lëtzebuerg géingen higoen a genau dat selwecht maachen an och soen, an iergendenger technescher Manigance: „Esou, voilà, mee am Koalitiounsprogramm steet 1% a mir si jo elo awer iwwer 1% a mir musse spueren.“ Well, wéi den Här Fayot et richtig gesot huet, mir musse spueren. Firwat musse mer spueren? Ma well extreem vill Depensen decidéiert gi vun deser Regierung, déi net onbedéngt noutwendeg sinn. An dat geet dann op d'Käschten ...

(Brouhaha)

An dat geet dann op d'Käschten ... Jo, ma d'Steierreform notamment. An dat geet dann op d'Käschten ... Do wäerte mer nach genuch d'Geleeënheet kréien, driwwer ze diskutéieren. An dat geet dann op d'Käschten eebe vu genau där Hëllef, wou mer genau

wëssen, dass se à ce stade extrem, extrem néideg ass.

Dat heescht, Här Minister, ech hunn Iech gutt héieren: En ass a Fro gestallt, de Montant, deen am Moment an d'Kooperatioun, y inclus d'Klima, vu Lëtzebuerg aus fléisst.

Dir stellt dat a Fro. Et war och Är Propos. An natierlech kënne mer dat nach eng Kéier gär en long et en large hei debattéieren, dann hoffentlech och mam Finanzminister. Dat evitéiert dann och, dass de Ball vun deem enge bei deen anere geschoss gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, ech hunn et gesot: Et war meng Initiativ, well ech gemierkt hunn, dass mer wäit iwwer 1 % waren. Et ass hei e puermol gesot ginn: „Mir sinn déi Eenzeg, déi nach 1 % hunn.“ Nee, mir hunn 1,2 %, voire 1,3 %. Wann dat dat ass, wat mer wëllen a schwierere Zäite weiderféieren, well mer mengen, dass dat déi beschten Etikett ass vum Land, dann huelen ech dat zur Kenntnis. Ech wëll just warnen, dass hei méi gemaach gëtt wéi dat, wat ab initio an engem Koalitiounsaccord festgehale ginn ass. An ech wier frou gewiescht, wa mer hei an der Chamber hätte kënne en Echange hunn iwwert deen dote Sujet. Et ass net, dass ech wëll bei deenen Äermste spueren. Mee ech sinn der Meinung, dass, wa mer eis 1 % ginn hunn, dann ass 1 % och 1 %. D'Chamber huet eppes aneres decidéiert wéi dat, wat am Koalitiounsaccord drasteet. Ech wollt just froen, ob dat nach ëmmer d'Meenung vun der Chamber ass. Wann dat de Fall ass, dann ass et esou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

Et ass eng Motioun eragereecht ginn, an zwar huet d'Madamm Welfring eng Motioun iwwert de Renforcement de la transparence, de la cohérence et de l'impact de la Business Partnership Facility eragereecht. Madamm Welfring, wëllt Dir elo eppes soen oder wëllt Dir duerno eppes soen? Duerno. Et ass wéi Dir wëllt. Duerno, ok. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Graas, den Här Fayot, den Här Zeimet. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Och merci fir déi Motioun hei. Jo, déi ass relativ komplex. Et ass evident, dass ee sech soll Gedanken iwwert d'Business Partnership Facility méi am Detail maachen. Do gëtt et dee Rapport, dee jo och net ganz kleng ass. Ech mengen, et wier awer elo ze vill kuerzfristeg gesinn, wann ee sech elo géing iwwert den Inhalt vun där Motioun hei austauschen. Duerfir géing ech Iech proposéieren, Madamm Welfring, se an d'Kommissioun ze verweisen, wann Der domaden d'accord wiert, fir datt mer e bësse méi eng breet Plattform kréien, fir doriwwer ze diskutéieren.

Merci am Virfeld.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, ech hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen, well se, mengen ech, an déi richteg Richtung geet. Mir kënne se natierlech an der Kommissioun diskutéieren. D'Business Partnership Facility ass e wichtegt Instrument, och fir mam Privatsektor zesummenzeschaffen, fir Partneriater ze maachen tëschent Lëtzebuerg an eeben deene Länner, wou mer aktiv sinn. Dat ass eppes, wat gutt fonctionéiert. Et kann een et natierlech

ëmmer nach besser maachen. An ech mengen, dat verdéngt effektiv vläicht eng Kéier eng e bësse méi fouilléiert Diskussioun an der Kommissioun. Dofir opposéieren ech mech där Propositioun net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech géif mech mengen zwee Virriedner uschléissen. Ech denken, et wär gutt, wann een d'Geleëenheet hätt, sech dann e bësse méi schlauzemaachen, wat genau an deene Recommendatioune steet a wat genau dann d'Madamm Welfring nach wëllt verbesseren. An an deem Sënn wär am Fong eng Diskussioun doriwwer an der Kommissioun sënnvoll.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, a merci fir Är Wuertmeldungen a fir Är Propositioun, dat am Detail ze diskutéieren. Ech géing dat eng ganz gutt Iddi fannen, well et sinn tatsächlech Bewäertunge komm, déi zum Beispill drop hiweisen, dass d'Populations vulnérables net spezifesch genuch adresséiert ginn. An do sinn e puer Saachen derbäi, wou mir eis sollten driwwer Gedanke maachen. A wann een héiert, wat sech am Secteur och vu Suerge gemaach gëtt, dann ass et, mengen ech, och eis Pflicht, déi Saach e bësse méi am Detail ze kucken an deenen och bëssen d'Satisfaktioun ze ginn an do ze kucken: Wéi kënne mer zesumme probéieren, dat nach besser ze maachen?

Well tatsächlech huet déi Business Partnership Facility eng ganz breet Portée op ganz vill Länner. Et ass net wéi bei deenen zwee anere Fongen, wou et Zillänner gëtt oder ganz konkret Länner, wou et och e Memorandum of Understanding gëtt, wou et e Kader gëtt, op wie sech do agelooss gëtt. Hei ass et ganz open, an ech denken, et ass ëmsou méi wichteg, wann een och gesäit, wéi eng Montanten hei am Spill sinn, dass mer eis dat nach eng Kéier genau ukucken.

Dofir merci fir dee Virschlag, deen ech gären unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Also wann ech gutt verstanen hunn, ass hei e gréisseren Accord, fir dat an d'aussepolitesch Kommissioun ze renvoyéieren.

Ech géing also bieden, mat main levée doriwwer ofzestëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass domat d'accord? Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'aussepolitesch Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.)

4. Motion de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine

(Motion déposée en séance publique n° 134 du 18 mars 2026 – à consulter au compte rendu n° 55/2023-2028 en page 32)

An da komme mer zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour. Do hate mer gëschter d'Motioun vun dem Här Gusty Graas op den Ordre du jour gesat iwwert d'Schafe vun engem Spezialgericht fir

d'Verbrieche vun der Aggressioun géint d'Ukrain, déi vu bal alle Fraktiounen hei ënnerschriwwen ass. Dofir wollt ech froen, wien dozou wëllt d'Wuert huelen. Ok, da fänke mer u mat dem Här Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Also, mir rüchten eis jo hei un d'Regierung, mee ech gesinn, dass d'Regierung net do ass. Ech weess net, ob een dem Här Bettel gesot huet, dass awer nach e Punkt géif kommen. Wann net, misst een em vläicht awer Bescheed soen, ob e vläicht nach e puer Minutten hätt fir zréckzekommen, well et geet awer schliisslech ëm dat, wat mer elo hei vun der Regierung verlaangen. An ech wär scho frou, wann e géif héieren, wat d'Chamber em ze soen hätt.

(Interruptions)

Bon, also, ech kann natierlech och elo meng Ried hei halen, mee ...

(Brouhaha)

5. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech mengen, normalerweis ass eng Motioun, déi mir hei stëmmen ... Dat ass elo, wéi Dir wëllt. Mir hu se gëschter op den Ordre du jour gesat. Mir kënne decidéieren, elo net driwwer ze schwätzen, wann d'Majoritéit vun der Chamber d'accord ass, net driwwer ze schwätzen. Ansonste muss mer hei mat dem normale Programm weiderfuere.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass zwar e grouse Respekt virum Parlament.

M. Claude Wiseler, Président | Elo wëll ech awer éierlech soen: Ech mengen net, datt dat hei e Punkt war vu Respekt oder Netrespekt vum Parlament.

Dat, wat mer och nach kënne maachen, dat ass, dës Motioun hannert déi zwou Question-élargien ze setzen, an da kucke mer, datt mer d'Regierung heihinner kréien, fir dat ze maachen. Sidd Der domat d'accord? Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Ass een dergéint?

(Négation)

Dann ass et an der Rei. Da maache mer dat no der Question élargie Nummer 82 vum Här Schockmel a virum Projet de loi iwwert den Échange automatique vun Informatiounen vun de Prestataires de services sur crypto-actifs.

6. Question élargie n° 80 de M. André Bauler au sujet de l'utilisation de l'argent liquide au Luxembourg

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Fro Nummer 80 vum Här André Bauler iwwert de Gebrauch vu Boergeld zu Lëtzebuerg.

M. André Bauler (DP) | Merci. Ech wollt dem Parlament direkt Merci soen, datt et mech esou séier hei drukomme léisst.

Jo, a fir et direkt ze soen: Dir, Här Finanzminister, hutt virun engem Joer an der Äntwert op eng Question parlementaire prezisiéiert, datt d'Boergeld hei am Land ëmmer muss uegoholl ginn. Dat gesinn deen europäeschen an deen nationale Gesetzeskader esou vir. Et kann een also engem Debitur net refuséieren, seng Schold mat Boergeld ze begläichen. Gutt, datt dat

deemools Ärersäits, Här Finanzminister, kloergestallt gouf.

An Dir hutt och an Erënnerung geruff, datt de Code pénal hei zu Lëtzebuerg all déi Leit sanktionéiert, déi et verweigeren, ouni konträr Konventioun Geld, Schäiner a Mënzen, unzehuelen. D'Amende läit, pour rappel, tëscht 25 an 250 Euro.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechgelift! Kënnst Dir dem Här Bauler wannechgelift e wéineg nolauschteren?

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Mir wëssen all, datt zanter der Pandemie d'Bezuele mat Boergeld ofgeholl huet. Virun allem bei gréisseren Zommen ass Cash, wéi d'Leit soen, éischter seele ginn. Éischtens ass et do méi praktesch, e Virement ze maachen oder mat Kreditkaart ze bezuelen. Zweetens stellt sech an deem Fall dacks direkt d'Fro vum Risiko vu potenzieller Geldwäsch.

Op där anerer Säit muss een och soen, datt Boergeld haut am Alldag nach ëmmer do am Asaz ass, wou méi kleng Zommen am Spill sinn. Dat geet vum Afere sonndes an der Houmass an der Kierch iwwert d'Dränkeld, d'Bezuele vu Gedrénks um Dëppefest oder um Maart bis hin zur Enveloppe mat Boergeld, déi d'Bomi de Kandskanner ënnert de Chrëscht-beemche geluecht huet, oder enger spontaner Ënnerstützung, déi een engem Sans-abri wëll zoukomme loosse.

An onsécheren Zäiten hunn d'Leit dann och d'Tendenz, e bësse Boergeld op der Säit leien ze hunn, zemools wa se héieren, datt et nees Problemer mat den digitale Bezuelmëttel gouf a während Stonne kee Paiement méiglech war. Dat ass och eng Fro vu Resilienz. A wie wëll schon am Supermarché wéi e verluerent Kand an der Keess mat gutt gefüllte Cad-dië stoen, wann d'Kreditkaart net funktionéiert? Ech ginn awer och gären zou, datt ee mol séier nervös ka ginn, wann een an där selwechter Keess eng Persoun viru sech stoen huet, déi net fäerdeg gëtt, mat hirem Boergeld ze grimmelen, an net déi Mënzen am Portomni fënn, déi se grad brauch.

Wéi och ëmmer, digitaalt Bezuele vereinfacht d'Liewen, et ass méi praktesch an och méi séier. An awer behält d'Bezuele mat Boergeld säi Wäert a säi Sënn a gëtt och e Gefill vu Fräiheet. Denke mer och un déi Leit, déi mat deem Numeereschen net eens ginn oder dorobber iwwerhaapt keen Accès hunn. An där Leit wäert et ëmmer ginn.

Op jidde Fall wëllen eis Biergerinnen a Bierger dës Bezueloptioun och an Zukunft bäibehalen. D'Zuele schwätze fir sech: Bal 60 % vun de Leit hei am Land wëllen net, datt d'Boergeld ofgeschaf gëtt.

Boergeld steet och fir finanziell Kontroll, well d'Leit gesinn, wéi séier d'Geld am Portefeuille fort ka sinn. Et ass krisésécher, wann digital Systemer ausfalen. Boergeld bleift also eng Ergänzung, e Complement zu den digitale Bezuelmëttel. Et ass e séichert, inklusiv an onofhängegt Mëttel fir ze bezuelen.

Kierzlech huet dann och den Eierepresident vum Konsumenteschutz, den Här Hoffmann, drop opmierksam gemaach, datt een op etleche Plazen net méi ka boer bezuelen. Dat wier net nëmmen de Fall bei privaten Acteuren, mee och beim Staat a bei de Gemengen, wou et dacks nach just méiglech wier, mat der Kreditkaart respektiv iwwert den digitale Wee ze bezuelen, wou Boergeld also géif refuséiert ginn.

Voilà, virun deem Hannergrond, an deem Kontext, wollt ech Iech, Här Finanzminister, Folgendes froen:

Éischtens: U wéi eng Instanz mussen d'Leit sech wenden, wa se eng Reklamatioun wëlle formuléieren, also wa se et refuséiert kruten, mat Boergeld ze bezuelen?

Zweetens: Sinn dem Här Minister konkret Fäll bekannt, wou Leit sech driwwer beklot hunn, datt eng Bezuelung mat Boergeld net méiglech war? Wa jo, wat waren d'Konsequenzen?

Drëttes: Goufen an de leschte Joren Amendé verhaangen un Entrepreneuren oder aner Acteuren, déi et refuséiert hunn, Boergeld entgéintzehuelen?

Véiertens: Ass den Här Minister bereet, d'Gemengen an d'Staatsverwaltungen drun ze erënneren, datt si och Boergeld ënner bestëmmte Bedéngunge mussen unhuelen?

Fënneftens: Während op europäischem Niveau intensiv iwwert den digitalen Euro diskutéiert gëtt, deem d'Boergeld jo net ersetze soll, stellt sech awer d'Fro, wéi Dir, Här Minister, d'Zukunft vum Boergeld heizuland gesitt. Riskéiert et net awer, op laang Siicht ze goe wéi an den nordesche Länner, wou Boergeld ëmmer manner eng Roll spillt a quasi um Verschwannen ass?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci dem André Bauler fir dës wichteg Fro, déi mer och erlaabt, eng Rei vu Prezisionen ze ginn. Bezuele mat Boergeld, dat ass a bleift och weiderhin zu Lëtzebuerg e Recht. A Boergeld ass virun allem vun der EU geschützt, nämlech als gesetzlecht Bezuelmëttel, de sougenannte „cours légal“. An d'EU ass och exklusiv kompetent fir d'Geldpolitik an domat och d'Bezuele mat Boergeld. D'Euro-Schäiner an d'Euro-Mënzen hunn zu Lëtzebuerg gradewéi an der ganzer Eurozon e legale Cours.

Wat heescht dat dann an der Praxis? Ma si mussen grondsätzlech akzeptéiert ginn, dat zum nominale Wäert, dat heescht deem, wat drop steet, an och mat befreiender Wirkung: Wann een eng Bezuelung huet an et bezuelt ee mat Boergeld, dann ass dat an der Rei. An dat ass och esou an den europäesche Vertrag gradewéi an de Reglementer festgesat.

Firwat ass dat dann elo esou wichteg? Ma et gëtt op där enger Säit ëmmer manner boer bezuelt. Gläichzäiteg ass awer, an Dir hutt dat gesot an Ärer Stellungnam, de Cash fir d'Leit nach ëmmer wichteg. An dat geet och aus den Etüde vun der Europäescher Zentralbank ervir – 2024 ass déi lescht an deem Feld gemaach ginn –: 62 %, déi Zuel hutt Der genannt, vun de Leit fanne Boergeld nach ëmmer wichteg. A si verlaangen och, dat als gesetzlech Bezuelmëglechkeet ze hunn. 35 % vun de Leit, also méi wéi een Drëttel, hale Cash-Reserven doheim – haut nach ëmmer. An zu Lëtzebuerg sinn dat 43 %. An 52 % vun de Bezuelunge ginn nach ëmmer mat Boergeld gemaach. Dat heescht, méi wéi eng Transaktioun op zwou gëtt nach mat Boergeld gemaach.

An duerfir sollen d'Leit och weiderhin de Choix hunn. Dat ass en Deel vu perséinlecher Fräiheet, vu Selbstbestëmmung, mee och en Deel vun hirem eegener Privatsphär. Mee gläichzäiteg ass et och eng Fro vu Sécherheet, zum Beispill bei Cyberattacken, zum Beispill, wa Stroumpanne sinn an et kann ee méi schwéier digital bezuelen. An e Schäi kann och net esou séier gehackt ginn, well do passt och d'Europäesch Zentralbank extra dorobber op. An dofir réit d'Europäesch Zentralbank och, am Noutfall och nach Boergeld ze hunn.

Nun, wivill Suen hunn d'Leit dann duerchschnëttlech bei sech? 80 Euro hu se duerchschnëttlech bei sech als Boergeld hei am Land.

A laut den Zuele vun 2024 sinn et och 95 % vun de Verkafspunkten, déi nach wie vor Boergeld akzeptéieren. An duerfir ass nach d'Fro: Jo, wat kann dann d'europäesch Recht limitéieren? Et gëtt och Ausnamen, déi akzeptéiert sinn, nämlech wann ee virleefeg eng Konventioun ënnerschreift, zum Beispill, dass een nëmme ka mat enger Kaart online bezuelen. Oder wann objektiv Grënn virleien, zum Beispill, wann net genuch Wiesselgeld do ass, onerwaart héich Nennwäerter, dat heescht, dass een net Dausenden Euro mat eenzelnen Een-Euro-Stécker oder Zwee-Euro-Stécker bezilt, oder wa Sécherheitsrisikoe sinn.

Nun zu Äre konkrete Froen. Den Artikel 556 bei eis am Strofgesetzbuch, dat ass, wann ee sech weigert, Boergeld unzehuelen, dass ka mat Boergeld bezuelt ginn. Do steet nach ëmmer eng Geldstrof tëscht 25 an 250 Euro drop.

„U wat fir eng Instanz soll oder muss ee sech da wenden?“ Dir hutt virun de Konsumenteschutz als Ulafstell mentionéiert. Dat ass eng richteg Ulafstell, mee et gëtt och d'Méiglechkeet, bei der Police eng Plainte ze deposéieren opgrond vun enger Violatioun vum Artikel 556 vun onsem Strofgesetzbuch.

„Sinn Iech dann esou Fäll bekannt?“, déi Fro stellt Dir mir. Mir an dem Ministère selwer si keng esou eng Fäll gemellt ginn. (veuillez lire: Mir selwer si keng esou eng Fäll gemellt ginn.) Ech verweisen do awer fir de Rescht op d'Gesetzeslag.

„Gouf et an de leschte Joren Amendé vun Entrepreneuren, déi sech zum Beispill net un d'Bestëmmung vum Usage vum Boergeld gehalen hunn?“ Eis si keng esou Urteeler zu Lëtzebuerg bekannt. Mee ech soen nach eng Kéier: D'Gesetz gëllt fir jiddwereen, mee et gëtt och Limiten, an op déi sinn ech virun agaang.

„Ass den Här Minister bereet, d'Gemengen an d'Staatsverwaltung drun ze erënneren, dass se mussen Boergeld akzeptéieren?“ Jo, jiddwereen huet sech dorunner ze halen an dorënner falen och d'Gemenge respektiv aner ëffentlech Institutionen. Selbstverständlech spillt och do de gesonde Mënscheverstand. Mee d'Gemengen, de Staat, d'Établissements publics an anerer si selbstverständlech vun deene gesetzleche Bestëmmungen net befreit.

Duerfir, an Zukunft sti mir zum Boergeld an dozou, dass och mat Boergeld ka bezuelt ginn. Da gëtt et awer eng gesetzlech Aschränkung – ech mengen, dat muss een och wëssen –, am positive wéi am negative Sënn, beim Usage vu Boergeld: Et dierf een ouni Deklaratioun net méi wéi 10.000 Euro pro Persoun iwwert d'Grenz transportéieren. Verschidde Beruffer ënnerleien zousätzlech och nach Geldwäschbestëmmungen, wa se Bezuelunge vun 10.000 Euro Boergeld oder méi unhuelen. A vum 10. Juli 2027 un, also d'nächst Joer, dierfe Professioneller keng Boergeld-bezuelunge vun iwwer 10.000 Euro méi unhuelen. Dat betrëfft also net d'Transaktiounen tëscht Bierger, mee dat betrëfft Professioneller. De private Boergeldkaf vun engem Occasionsauto bleift also méiglech. Mee, wéi gesot, par rapport zu engem Professionelle geet dat ab 10. Juli d'nächst Joer net méi.

Duerfir steet dës Regierung, gradewéi déi viregt Regierung, zum weiderem Usage an dem Recht, mat Boergeld ze bezuelen. Dat ass net nëmmen en theoretischen Exercice, mee dat ass och eng praktesch Verflichtung. Boergeld muss weiderhin als Bezuelmëttel zu Lëtzebuerg gëllen.

An duerfir merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Bauler, hutt Dir nach eng Zousazfro? Dat ass net de Fall. Merci, Här Minister.

7. Question élargie n° 82 de M. Gérard Schockmel au sujet du développement stratégique de l'intelligence artificielle dans le secteur financier

Da komme mer zur Fro Nummer 82 vum Här Gérard Schockmel iwwert déi strateegesche Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz am Finanzsecteur. Den Auteur huet, wéi gesot, 5 Minuten Zäit fir seng Haaptfro a seng Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minuten Zäit fir ze äntweren. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Deputéiert, d'Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz weltwäit ass rasant. Hir Applikatioune sinn transversal an all wichtege Secteur ass betrafft. D'lescht Joer huet d'Regierung hir strateegesche Initiativ „Accélérer la souveraineté numérique 2030“ presentéiert, mat dräi prioritären Achsen: Daten, Kënschtlech Intelligenz a Quantentechnologien. De Partenariat tëschent der Lëtzebuurger Regierung a Mistral AI huet zum Zil, Lëtzebuerg als Leader an der souveräner Datenökonomie ze positionéieren. Éischt konkret Applikatioune sinn am öffentleche Secteur geplangt.

Am Finanzberäich ass et besonnesch wichteg, d'Kontroll iwwer vertraulich a sensibel Daten ze behalen. Esou huet d'CSSF schonn 2024 als éischte Client en Accord mat Clarence ofgeschloss, fir hire souveränen, deconnectéierte Cloudservice ze notzen. 2025 huet d'CSSF eege Pilotprojeet gestart, fir d'KI an hir zentral Prozesser ze integréieren.

Här President, de Finanzminister huet zent e Comité consultatif zur Kënschtlecher Intelligenz am Finanzsecteur an d'Liewe geruff, fir d'Entwécklungen an deem Beräich ze begleeden a strateegesche Pisten auszeschaffen.

D'Kënschtlech Intelligenz huet de Potenzial, d'Struktur an de Fonctionnement vun de Finanzservices vu Grond op ze verännere, sief et an der Automatiséierung vu Prozesser wéi Finanztransaktiounen, Soumissiounen, Bezuel- a Versécherungsdéngschtleeschungen, am Portfoliomangement, an der Risikomodelléierung, an der Bekämpfung vun der Finanzkriminalitéit a bei der Entwécklung vun neie Finanzservices fir Betriber, Administratiounen oder Privatclients. D'KI ass capabel, onstrukturéiert Daten aus PDF-Dateien ze extrahéieren an ze analyséieren. D'KI mécht et méi einfach, Compliancevirschrëften anzehalen duerch d'Automatiséierung vun den Iwwerwaachungsprozesser an dem Reporting. Am Backoffice erméiglecht d'KI eng Automatiséierung vun den aarbechtsintensive Prozesser an erlaabt et domat den Agenten, sech op strateegesche analytische Aufgabe mat héijem Méiwäert ze konzentréieren. Heiduerch wierkt d'KI och dem Mangel un Aarbechtskräften entgéint, erméiglecht eng besser Betreuung vum Client an en Ausbau vum Frontservice.

Lëtzebuerg huet och schonn déi néideg KI-Infrastruktur en place gesat mam Supercomputer MeluXina-AI a mat enger europäescher AI Factory. Fir eng Bréck tëschent der KI an der Finanzplaz ze bauen, gouf am LHoFT den AI Experience Center lancéiert mat der Zielsetzung, konkret KI-Applikatiounen am Finanzsecteur auszeschaffen an ze promovéieren. Am Assurancé-, Reassurancé- a Bankeberäich ass beispillsweis d'Erstellung vun digitalen Zwillinge fir d'Risikomodelleierung vu Klima- an och Cyberriske méiglech. Des Weidere kéint lëtzebuergesch FinTechen eegen AI Tools, beispillsweis fir de Liquiditéitsmanagement vu PMEen, Bedruchsanalysen oder Portfolio-Optiméierung, entwéckelen a verkafen. An engem internationale Kontext, an deem grouss Finanzplaze massiv an d'digital

Innovatioun souwéi an d'Kënschtlech Intelligenz investéieren, ass et fir Lëtzebuerg vun existenzieller Bedeutung, eng kloer Strategie ze verfollegen, fir seng Attraktivitéit a seng Kompetitivitéit op laang Siicht ze sécheren an den Utschloss un déi nei Technologien net ze verpassen.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister follgend Froe stellen: Wéi gesäit déi strateegesche Visioun vum Finanzminister aus, fir d'Kënschtlech Intelligenz an eiselem Finanzsecteur ze applizéieren an ze integréieren? Sinn am Kader vun der Kollaboratioun mat Mistral AI prezis Uwendungen am Beräich vun de Finanzen virgesinn, fir déi europäesch Souveränitéit vun eiselem Finanzsecteur ze stäerken? Wéi eng spezifesch Beräicher oder Nischen huet de Finanzminister identifizéiert, fir eiser Finanzplaz am Kader vun der KI-Integratioun international Kompetitivitéitsvirdeeler ze verschafen? Wéi eng konkret Initiativen oder Mesüre si virgesinn, fir d'Finanzinstitutiounen zu Lëtzebuerg bei dëser technologescher Transformatioun ze begleeden? Wéi wëll de Finanzminister déi méi kleng Acteuren ënnerstëtzen, déi manner Moyenen hunn, fir déi nei Technologie séier ze integréieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem Här Schockmel fir déi Froen. Ech ginn och direkt dorobber an.

„Wéi gesäit déi strateegesche Visioun vun dëser Regierung aus a wou wëlle mer hin?“, hutt Dir mech gefrot. Mir wëllen, dass Lëtzebuerg och an Zukunft e weltopent Lëtzebuerg ass an duerfir eng Agangsdier och fir KI-gedriwwene Finanzservices an Europa ass a bleibt. 25 % vun eiselem Bruttoinlandsprodukt kommen nun eebe vun der Banken- a Finanzplaz a mir sinn och duerfir der Meenung, dass Europa an der KI gradewéi an anere Felder keng Festung däerf sinn. A mir setzen dobäi virun allem op de Mënsch an op Talenter, mee och op Synergie mat Cybersécherheet an och mat dem Data.

Duerfir brauche mir e och robuste legale Kader, duerfir engersäits den eenzelnen Investisseur schützt, mee den awer dem Operateur – dat heescht dem Promoteur vu Finanzdéngschtleeschter – déi néideg Flexibilitéit parallell gëtt. A mir brauchen elo virun allem eng geziilten Hëllefstellung fir Startuppen, fir méi kleng Finanzdéngschtleeschter. Dat si mer och amgaangen ze maachen, mat geziilte Campagnen no baussen, a mir schaffen och méi enk als Finanzministère mat den eenzelnen Ambassaden an deem Punkt zesummen.

Dann hu mir awer doniewent och en attraktive steierleche Kader, fir Talenter unzezéien, engersäits mat engem Expat-Regimm, dee ganz gutt bei de Leit ukënn, awer och enger Participatiounsprimm, wann d'Leit, meeschtens jonk Leit, sech an engem Betrieb engagéieren. Virun allem bleibt awer och d'Formatioun, also d'Ausbildung an d>Weiderbildung, e wichtige Punkt, fir dass mer och um Niveau vun der KI federführend zu Lëtzebuerg bleiwen. Well, jo, mir hunn de Banken-, Assurancé- a Reassurancé-Secteur – dat ass den éischte Pfeiler –, mir hunn d'Fongenindustrie – dat ass den zweete Pfeiler –, a mir brauchen d'FinTech, dat heescht d'Finanztechnologien. An dozou gehéiert och déi Kënschtlech Intelligenz.

Mir hunn, dat huet d'Chamber gestëmmt, eng vun de modernste sougenannte Blockchain-Legislatiounen hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn Token, déi genotzt gi vu villen Acteuren, vum Staat zum Beispill, fir den digitalen Zertifikat, Schuldzertifikat, deen den Tresor bei eis erausginn huet, déi genotzt gi vun de Banken

um Niveau vun der Emissioun vun Obligatiounen, déi souguer genotzt gi vun den europäeschen Institutiounen wéi der Europäescher Investitiounsbank. A mir hu souguer grouss Fongen, Leit, wéi zum Beispill – ech däerf dat soen, well dat ass public – de Franklin Templeton, déi hunn zu Lëtzebuerg en tokeniséierte Money Market Fund. Dir gesitt, dass mer also do ganz federführend sinn um Niveau vun der Finanztechnologie, an d'Regierung ënnerstëtzt dat ausdrécklech.

Elo sot Dir: „Wou kann dat dann nach genotzt ginn?“ Mee dat gëtt dagdeeglech genotzt, zum Beispill bei de Banken, souguer bei den Auditeuren, Affekotenetüden, wa si hir Dossiere fir d'Bourse opstellen. Et gëtt geholl bei dem sougenannten „Know Your Customer“, dat heescht deenen Informatiounen, déi e Finanzdéngschtleeschter muss hunn, fir konform ze si mat den Ufuerderunge vun der CSSF. Dat gëtt genotzt, fir Risikoprofiller auszeschaffen, souwuel vun de Clientë wéi och vun Investitionsstrategien. Dat ass haut deeglech integréiert bei de Finanzdéngschtleeschter. An wien do déi nei Technologie verpasst, verpasst den Zuch, fir sech weider strateegesche ze positionéieren, attraktiv ze bleiwen an och dat längerfristeg Iwwerliewe vun där Compagnie ze assuréieren.

Et ass awer och esou, dass mir dat selbstverständlech begleeden. Dat maache mir zum Beispill och op europäeschem Plang an enger Vereinfachung vun de Regulatiounen, déi sech dorobber applizéieren. Dat ass en Deel vun där sougenannter Spuer- an Investitionsunion, déi sech net reduzéiert op eng reng institutionell Fro, ob elo d'ESMA zu Paräis soll alles kontrolléieren oder nëmme d'Hallschent oder manner, neen, dat ass kloer Kompetitivitéit am Alldag. An et gëtt och duerfir versicht op europäeschem Plang, déi Legislatiounen, déi dat begleeden, esou wäit wéi méiglech ze vereinfachen.

Zu Lëtzebuerg maache mir dat och ganz kloer mat dem sougenannte Luxembourg House of Financial Technologies, dem LHoFT, wou iwwer 250 Entreprisé grad an dem FinTech-Beräich dra sinn. An do spillt natierlech d'Kënschtlech Intelligenz eng grouss Roll.

Da komme mir zu där Fro: „Wéi ass et mat deem, wat de Staat ënnerstëtzt?“ Mir kënnen dee ganzen Ekosystem ënnerstëtze mat Talenter, mat steierlechen Ureizer. Mee virun allem sinn et awer och steierlech Avantagen, wann Investissementer gemaach ginn an deem dote Beräich, an dat spillt querbeet natierlech fir all Entreprisen hei am Land, mee dat spillt spezifesch fir de Finanzsecteur.

An ech ginn Iech eng konkret Moosnam, déi d'Chamber gestëmmt huet viru ronn zwee Joer, dat ass eng sougenannte Bonification d'impôt pour investissements, dass ech also eng Steierbonifikatioun kréien, wann ech a Projeten investéieren, déi e konkrete Bezuch zur Kënschtlecher Intelligenz hunn. Da kann ech 18 % vun deem, wat ech investéieren, als Steier ofsetzen, net als Abatement, mee dat ass carrement equivalent zu engem Steierkredit.

Mir hunn och virgesinn, dass mir Startuppe steierlech begleeden. Wa Leit zum Beispill an eng Startup investéieren, déi Kënschtlech-Intelligenz-Technologie promovéiert, kënnen se steierlech dobäi ënnerstëtzt ginn. D'Chamber huet dat Gesetz gestëmmt.

Dat, wat mir nach oudenken, dat ass, dass mir et steierlech begëschtegen, wa Leit an engem Startup beschäftegt ginn, besonnesch am FinTech-Beräich, a wa si am Ufank net e Salaire oder e méi héije Salaire dofir kréien, mee wa si dat zum Deel vergüt kréien duerch eng Participatioun, eng Aktioun, dat heescht sougenannt Stockoptions. Mee nach eng Kéier: Mir

fänken net méi d'Warrante vu virdrun un, fir déi mir selwer plädéiert hunn, well do eng Usurpatiou dervu gemaach ginn ass am Usage, mee mir féiere spezifesche fir Startuppen e sougenannte Stockoptions-Regimm an. Dat heescht, wann eng jonk Persoun – well dat si kreativ Leit – am Ufank vun hirer Karriär vun dem Betrib net duerch e Salaire remuneréiert gëtt, mee duerch eng Participatioun a si verkeeft herno déi Participatioun, dass dat net steierlech ofwiergend consideréiert gëtt. Dat ass och weesentlech fir d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz.

Et sinn also eng Rei vu konkreete Moosnamen. An ech engagéiere mech, vu dass dat hei en extrem wichtige Sujet ass, dass ech iwwert dat, wat an de Ressort vum Finanzminister fällt, reegelméisseg déi zoustänneg Chamberskommissioun informéieren.

An ech kann Iech elo eigentlech soen, dass ech mech engagéieren, nach dëst Joer eng Rei vu gesetzleche Bestëmmungen ze deposéieren bei der Chamber, fir deen dote Secteur méi zilféierend och mat ëffentleche Mëttele kënnen ze begleeden. Duerfir merci fir Är Fro.

An et ass net déi leschte Kéier, mengen ech, dass mir iwwer Kënschtlech Intelligenz um Niveau vun de FinTechen a vun der Finanzbranche geschwat hunn. An ech soen och ganz éierlech: Et ass wichtig, dass d'Chamber als Vertrieeder vun de Leit do matagebonnen ass bei allem, wat Kënschtlech Intelligenz ass. Jo, mir huele Bezuch op Maschinnen, mee de Mënsch muss nach ëmmer d'Maschinn dominéieren an de Mënsch d'äerf net am Hamsterrad vun der Maschinn lafen. An duerfir ass och de Contrôle vun der Chamber an dësem Domän ëmsou méi wichtig.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Schockmel, hutt Dir nach eng Zousatzfro?

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo, Här President. Villmoos merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Ech hunn eng Fro, an déi betrëfft eis national KI-Infrastruktur an huet mat Recheckapazitéit ze dinn. Mir si frou, dass mir eben eng souverän, dekonnectéiert Cloud hunn. An tatsächlech hu mir och iwwer Lux-Connect zwee Datenzentren, een zu Beetebuerg an een zu Biissen.

Elo ass et awer esou, schéngt et mir, dass déi Kapazitéit primär berechent ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou d'Digitalisatioun ugestriift ginn ass a wou een natierlech och do den Zuch net wollt verpassen. Elo natierlech hu mir e Quantesprong gemaach, mir si bei der Künstlecher Intelligenz. Mir wëssen, dass bei der Künstlecher Intelligenz natierlech d'Recheckapazitéit ëm villes méi grouss ass, well do grouss Volumen am Spill sinn a well déi Prozesser eigentlech a kuerzer Zäit mussen kënnen oflafen.

Wann een dann och nach weess, wéi wichtig de Finanzsecteur ass a wéi villfälteg déi Aktivitéiten am Finanzsecteur sinn, da froen ech mech, ob mir net vläicht awer mussen och a Richtung Recheckapazitéit nodenken. Ech mengen, mir hu jo schonn ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Schockmel, Dir misst zur Fro kommen.

M. Gérard Schockmel (DP) | Meng Fro këntt elo. Mir hu jo schonn e Google-Datenzentrum geplangt zu Biissen. Ech froe mech, ob mir do net zousätzlech Kapazitéit bräichten, an zwar just fir eis national souverän Datekapazitéit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Gérard Schockmel (DP) | An dat wier natierlech souverän, dat heescht, dat wier dann net onbedéngt Google, dat ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | ... dësen Datenzentrum géif bedriewen. Voilà, dat ass meng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här Schockmel. Dir hutt dat gutt an de Kontext gesat. Ech weess, de President ass sengem Rôle nokomm. Mee dat ass ee vun de weesentleche Punkte vun der Kompetitivitéit vun eisem Land. An et ass net dës Regierung – ech mengen, dat soll een och kloer soen –, déi sech deem Problem do gestallt huet, mee e gëtt natierlech méi urgent an e gëtt och méi akut.

Ech sinn net Digitalminister, mee et ass eng Responsabilitéit vun der gesamter Regierung. An ech géing och hei nach eng Kéier ...

(Interruption)

Ech géing och hei nach eng Kéier soen: Et ass net nëmme d'Regierung, mee et ass mam Zutun vun der ganzer Chamber. Well vereinfacht gesot – ech sinn och keen Expert dodran –: Wann ee kuerzfristig besonnesch Startuppen, dat heescht jonk Entrepreneuren, déi nei Iddien hunn, wëllt begleeden an hiren digitalen neien Technologien, da muss een hinne Recheckapazitéiten zur Verfügung stellen.

An Dir hutt genau den Nerv getraff, wéi Dir gesot hutt: „Wéi ass dat mat dem Supercomputer?“ Well eng weesentlech Demande vun deenen neie Startuppen, dat ass – niewent deem, dass si steierlech Avantagé kréien, wa Businessangels an hir Startup investéieren; niewent deem, dass si kënnen Personal fideliséieren, andeem si kënnen vu Stockoptions-Regimme profitéieren – déi technesch Méiglechkeet, op e Supercomputer kënnen zréckzegräifen, fir hir Berechnungen kënnen ze maachen. Dat ass eng weesentlech Fro, déi vun alleguerten den neie jonken Entrepreneuren – op jidde Fall deenen, déi bei mir am Ministère waren – gestallt gouf.

An ech mengen, et ass un engem moderne Land, dat säi Wee wëllt an der Kënschtlecher Intelligenz goen, ze gewärleeschten, dass déi Capacitéiten zur Verfügung stinn. Déi Mëttele, déi an dem Budget stinn, déi am pluriannuelle Budget sti fir dee Computer, dee Supercomputer oder wéi een et och ëmmer wëllt nennen, si fir déi ëffentlech, iwwerstaatlech oder parastaatlech Entrepreneuren, Dir hutt eng dervu genannt, zur Verfügung ze stellen. Dat ass eng weesentlech Erausforderung. An ech mengen, déi ass och sécherlech an der Regierung, mee och largement hei an der Chamber net a Fro gestallt. Dat ass eng vun de weesentleche Froen vun der Kompetitivitéit, déi sech stellen. An dann natierlech och vun där néideger Energie, fir dass déi dote Supercomputer kënnen fonctionéieren.

Dat heescht, et kann een déi Kënschtlech Intelligenz net isoléiert kucken. Mee wann ee se an engem Land vun 2.600 Quadratkilometer kuckt, mat 675.000 Leit, da muss ee se an deem gesamte Pak kucken, wou d'Kënschtlech Intelligenz individuell muss begleet ginn, legislativ, steierlech, mee wou och déi néideg Infrastrukture mussen sinn, mee wou déi Infrastrukturen och kënnen autonom fonctionéieren. Dat ass d'Erausforderung.

An ech schléissen domadder, Här President: Well ech selwer weess, dass dat fir de Finanzsecteur e weesentleche Facteur ass, fir seng Attraktivitéit och an der Zukunft, sinn ech frou, dass beim Finanzminister e sougenannten „Advisory Board“ geschaf gouf, wou zum Beispill d'Proprietärin vu Franklin Templeton mat dran ass, wou zum Beispill de CEO vun Ant – dat war fréier Alipay – mat dran ass, wou Professere vun héich gestallten Universitëten dra sinn, wou mer CEOen hu

vu groussen amerikanesche Versécherer. Dat heescht, mir sinn eigentlech geopolitesch gesinn och korrekt op deem Niveau. An déi Punkten, déi Der do ervirgehuewen hutt, sinn eigentlech och déi, déi eis vun deenen Experte mat op de Wee gi goufen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann och dës Fro ofgeschloss.

8. Motion de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine (suite)

An da géinge mer zréckkommen an en zweeten Ulaf huele fir d'Motioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Schafe vun engem Spezialgericht fir d'Verbrieche vun der Aggressioun géint d'Ukrain. Et hu sech schonn ageschriwwen fir ze schwätzen: den Här Cruchten, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Wagner. Ass soss nach eng aner Wuertmeldung do? Jo, den Här Clement. Nach eng aner Wuertmeldung? Dat schéngt einstweilen net de Fall ze sinn. Dann, Här Cruchten, këntt Der lassfueren.

Discussion générale (suite)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Zweeten Ulaf. Merci, Här President. An ech géif gären ufänken, andeems ech dem Här Graas Merci soe fir dës ganz, ganz wichtig Motioun, déi ech selbstverständlech mat ënnerschriwwen hunn, besonnesch och als Member vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, wou ech zesumme mat dem Här Graas an anere Kollegen eist Land verrieden.

An där heiter Motioun fuerdere mer d'Regierung op, bei der Schafung vun engem speziellen internationale Gericht derbäi ze sinn, dat d'Verbrieche am Krich géint d'Ukrain soll opschaffen.

Et ass awer net ouni eng gewëssen Ironie, dass dës Motioun grad dee selwechten Dag deposéiert gouf, wou quasi déi ganz Opposition där selwechter Regierung virgeworf huet, sech net staark genuch hanner en anert internationaalt Gericht ze stellen. Ech schwätzen natierlech vun der Cour pénale internationale, där hir Konte bei der Spuerkeess zougemaach goufen, fir d'Amikaner nëmme net ze brückéieren. An d'Majoritéitspartei mussen sech schonn d'Fro gefale loossen, firwat se gëschter um 10.45 Auer enger Motioun, déi de Schutz vun internationale Gerichtsbarkeete verlaangt huet, net direkt zoustëmme konnten, mee eis um 15.10 Auer eng Motioun presentéieren, déi e weidert internationaalt Gericht fuerdert. Jo, dat ass ganz genee mäin Humor.

(Interruption)

Well wa mir haut fir en neie speziellen Tribunal plädéieren, da muss mir och konsequent sinn an eiser Haltung vis-à-vis vun den existente Gerichter.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et ass schwéier, op där enger Säit nei Strukturen ze fuerderen an op där anerer Säit net kloer a resolutt déi Institutionen ze verdeedegen, déi et schonns gëtt.

Une voix | Genau!

Une autre voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | A mengen Ae misst d'Chamber hei och e kloert Signal ginn, an zwar datt Lëtzebuerg sech aktiv fir d'Onofhängegkeet an de Fonctionnement vun der CPI a setzt, och wann et politesch onbequeem gëtt, och wann et Drock vu grouse Partner gëtt.

D'international Justiz däerf net selektiv verdeedegt ginn. Si ass nëmme glafwierdeg, wa mer se konsequent ënnerstëtzen. Dem Franz Fayot seng Motioun geet jo elo an d'Kommissioun. Mir hunn also d'Hoffnung nach net opginn, datt d'CSV an d'DP hei nach wäerten d'Kéier kréien.

Här President, ech wëll awer nach e puer ergänzend Iwwerleeunge mat op de Wee ginn, déi iwwert déi Motioun hei erausginn, mee am Fong an déi selwecht Richtung zilen. Wa mir als Chamber soen, datt mir d'Schafe vun engem speziellen Tribunal ënnerstëtzen, da soll dat net nëmme eng prinzipiell Positioun sinn, et soll och mat konkreete Fuerderungen un d'Regierung verbundene sinn.

Éischtens, wat d'Roll vu Lëtzebuerg ugeet: Mir sollten eis net domat zefridde ginn, einfach just derbäi ze sinn. Mir encouragéieren d'Regierung, hei eng aktiv a siichtbar Roll ze spillen, sief et duerch finanziell Beiträg, duerch Expertis oder duerch Engagement an de Gremien, déi dësen Tribunal opbaue wäerten. Lëtzebuerg huet hei d'Méiglechkeet, méi ze si wéi just en Observateur.

Zweetens: d'Transparenz vis-à-vis vum Parlament. Dëse Prozess ass komplex a wäert sech nach iwwer eng Zäitchen zéien. Et ass dofir wichteg, datt d'Chamber reegelméisseg informéiert gëtt iwwert de Fortschritt, iwwert d'Schwiergekeete vläicht och an och iwwert déi konkreet Engagementer, déi Lëtzebuerg wäert huelen.

Drëttens: d'Fro vun der internationaler Participatioun. D'Legitimitéit vun esou engem Tribunal hänkt ganz staark dovunner of, wéi vill Staate sech em wäerten uschléissen. Dofir wëlle mir d'Regierung opruffen, och op diplomateschem Niveau aktiv dozou bäize droen, datt eng breet Koalitioun entsteet, net nëmme bannent Europa.

Véiertens: Mir däerfen d'Rechter vun den Affer net vergiessen. Gerechtegkeet bedeit net nëmme, datt d'Täter poursuivéiert ginn, mee och d'Unerkennung an d'Participatioun vun den Affer. Et wier wichteg, datt dëse Volet vun d'Fank un integrale Bestanddeel vum Tribunal ass.

An zum Schluss nach eng méi grondsätzlech Iwwerleeung: Wat mir hei opbauen, geet iwwert den aktuelle Konflikt eraus. Et stellt sech d'Fro, ob dëse Modell an Zukunft och als Referenz fir aner Fäll vu Violatioun vum Völkerrecht dënge kann an esou complémentaire zur Cour pénale internationale ka ginn. An deem Sënn ass et wichteg, datt mir vun d'Fank un op eng staark, kohärent an nohalteg Struktur setzen.

Här President, dës Motioun ass e wichtige Schrëtt. Mee et läit un eis als Parlament sécherzestellen, datt aus dësem Schrëtt och e wierklech effikasse Mechanismus entsteet, an engem Ëmfeld, wou international Justiz net nëmme a Sonnesriede proklaméiert gëtt, mee och effektiv verdeedegt gëtt – och dann, wann et gëllt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Normalerweise ginn esou Geriichter gefouert ënnert der Regie vun der UNO, wat hei natierlech net kann zustane kommen, well Russland d'Vetorecht huet am Sécherheitsrot vun der UNO an natierlech géif do dergéint stëmmen. Dat féiert natierlech derzou, dass dat Ganz Russland net direkt betrëfft an dass, egal wéi een et mécht mat engem Geriicht, d'Chancen, dass duerno ee virun dësem Geriicht wäert landen, relativ kleng

sinn, d'autant plus wann, wéi et ausgesäit, et weess een et awer net, ganz vill Länner net matmaachen.

Et ass awer och richtig. Den Ugrëffskrich hu mir och ëmmer kritiséiert ...

(Interruptions)

... a mir hunn och ëmmer gesot, dass et e Broch vum internationale Völkerrecht ass. Dat ass fir eis evident.

Et ass awer dann d'Fro am Allgemengen: D'Recht zielt dann hei an dësem Fall – soll et zielen –, bei anere Fäll, vill an de leschten 10, 20 Joer, solle keng Geriichter geschaf ginn. Do si mer net esou äerdeg, fir Geriichter ze schafen, vläicht wa mer och heiansdo selwer beträff sinn. Ech hat emol eng Kéier hei virun zwou Woche gesot, dass och Lëtzebuerg scho mol derbäi war, wann d'Völkerrecht net respektéiert ginn ass.

Summa summarum si mer awer der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Völkerrecht esou wäit wéi méiglech hei agehale gëtt, an dass et net ka sinn, dass jiddwereen et einfach esou brécht an dass et kee Prezedenzfall dierf ginn, dass mer dat als Lëtzebuerg net dierfen zouloossen. Duerfir ënnerstëtze mer de Prinzipp vun esou engem Geriicht, wat dat dann, wann et méiglech wier, géif verurteelen – wat mer awer net wëssen, well mir stëmme jo hei just fir e Geriicht an net fir en Urteel.

Zu de Riichter, déi dann duerno wäerten do sinn: Do wier et natierlech gutt, wann, wéi elo scho virun e bëssen ugeklongen, dat net onbedéngt Leit wieren, déi aus Länner kommen, déi zu enger Partie mat deem Krich staark verbundene sinn, mee wann dat éischter Leit wieren aus neutrale Länner op der Welt.

(Interruption)

An dann nach zum Schluss vläicht e ganz kuerze Saz zu der Saach. De Krich wäert jo net ophalen duerch eng Néierlag vu Russland. Dat wäert net geschéien. De Krich wäert ophalen duerch Verhandlung mat Russland. Eppes aneres ass net méiglech. An dat hu mir och ëmmer gesot: dass een och muss als Europa de Kontakt siche mat de Russen an dass ee mat de Russe muss schwätze kënnen. An duerfir hu mer och dunn eis Bestätegung kritt, ...

(Interruption)

... wéi den Här Bettel am Januar gesot huet, dass een den direkte Kontakt mam Kreml misst hunn, fir eng Léising am Ukrain-Krich ze fannen. An en hat sech selwer virgeschloen, den Här Bettel, oder zum Beispill de President Macron. Esou war et an de Berichter an den Zeitungen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An ech mengen, dat ass natierlech pragmatesch gesinn den eenzege Wee, wéi mer aus der Situatioun erauskommen. Also, e Gespréichverschlësse wäert net geschéien. An do gi mer dem Här Bettel dann, och wann d'Einsicht e bësse méi spéit ass, natierlech Recht. A mir hoffen natierlech alleguerten, dass dëse Krich iergendwa schnellstens kann eriwergoen an dass mer dann zu engem normale Verhältnis kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, am leschten Deel hu mer hei elo dem Agent Kartheiser seng Echoen, mengen ech, héieren.

M. Fred Keup (ADR) | O, Dir musst net alles kommentéieren!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert!

M. Sven Clement (Piraten) | Well Dir Iech jo esou zeréckhalend verhaalt!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat ass awer d'Liberté d'expression!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här Keup, ech hat gemengt, Dir wiert fir d'Liberté d'expression. Meng Liberté d'expression, déi gëllt warscheinlech net.

M. Sven Clement (Piraten) | Hei ass Cancel Culture vun der ADR!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert a si seet dat, vun deem si mengt, datt et richtig ass. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. O, méi gëtt et och, mengen ech, dozou net ze soen.

Natierlech droe mer dat heite mat. Ech muss Iech awer soen: Et ass mir änlech gaange wéi dem Här Cruchten, wéi ech dat dote gëscher gesinn hunn. Meng éischt Fro, déi ech mer gestallt hunn, war déi: Wat maache mer, wann dat Tribunal geschaf ass an et mécht e Konto hei zu Lëtzebuerg op? Da misste mer em jo bal dovunner ofroden, dat ze maachen, wéint dem Risiko, dass et duerno net méi fonctionnsfäeg ass, wann dann zum Beispill e President Trump Sanktioune géint e Riichter géing huelen, well eng Decisioun géing dobäi erauskommen, déi dem Trump net géing gefalen. Da wier duerno de ganze Fonctionnement vun deem Tribunal a Fro gestallt, wa se hir Konten hei zu Lëtzebuerg hätten. Dat heescht, dat misst ee vläicht och nach direkt da mat op de Wee ginn.

Ech fannen et extreem wichteg. Dat do sinn Diskussiounen, déi gi schon op Joren zréck, fir ze soen: Wéi eng Solutioun kënne mer fannen? Mir musse kënnen déi dote Verbrieche, déi extreem grav sinn, déi elo iwwert déi lescht Jore geschitt sinn ... Mir musse kënnen déi Leit an d'Verantwortung huelen. Bon, dat hei ass elo déi Méiglechkeet, déi sech bitt. Duerfir ënnerstëtze mer natierlech déi Motioun do.

Et géing mech natierlech interesséieren, Här Ausseminister – ech sinn och frou, dass Der erëmkomm sidd fir d'Debatt –, wéi Dir dat heite gesitt, wéi Dir iwwerhaupt och zu deem internationale Geriicht stitt, mee awer och au-delà wéi Der dozou stitt, well mir hunn Iech am Fong nach net dozou héieren, zu deene Sanktiounen, wa se geholl gi vun engem amerikanesche President a wann déi dann exercéiert ginn hei zu Lëtzebuerg, ob Der dat net schwierig fannt, dass mer an esou Situatiounen kënne komme respektiv grad an esou enger Situatioun schéngen dran ze si respektiv och nach eng Kéier riskéieren dranzekommen, wa mer elo nei esou Institutiounen ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass eng Motioun, déi e bëssen iwwerfällig ass, well et ass jo eng Diskussioun, déi, wéi e puer Virriedner gesot hunn, scho méi laang geet a wou bis elo och einfach keng kloer Positioun geholl gouf, ob Lëtzebuerg géif matmaachen oder net. An et ass awer eent vun deene wichtegsten Elementer u sech am Après-guerre. Et gëtt vill vu Rekonstruktioun geschwat, et gëtt awer och vill eebe vu Verantwortung geschwat. A Verantwortung muss – an dat hunn ech heibanne schon e puermol gesot – natierlech och juristesesch gepréift ginn.

Mir hunn de Crime contre l'humanité. Mir hunn de Crime de la guerre d'agression. A mir wëssen

alleguerten, datt d’CPI haut aus ganz ville Grënn, ënner anerem och wéinst de Signatairen an deene Länner, déi da bäigetruede sinn zu der CPI, keng universell Jurisdiction huet op Basis vum Statut de Rome. Dat ass ze bedauern. Mir géifen et begrëssen, wa méi Länner Deel vun der internationaler Geriichtsbarkheet wäeren an domadder dat och kloer gestallt wär. Mee mir sinn nun emol an der Situation, datt mer hei e Spezialtribunal brauchen. An dofir ass déi Motioun hei de richteg Wee.

Wat mir e bësse feelt an deem internationalen Debat – an dat huet elo manner eppes mam Text vun der Motioun ze dinn –, dat ass, datt mer natierlech, egal wéi dee Krich ausgeet, als Länner, déi esou e Spezialtribunal herno ënnerstëtzen, mussen derfir suergen, datt et keng Impunitéit gétt, datt et, egal zu wéi enger Opléisung vun deem Krich et kënn, net zu enger Impunitéit oder zu enger Amnésie générale ka kommen, datt mer net op eemol Leit, déi sech hei wéinst Krichsverbrieche strafbar gemaach hunn – a mir erënneren eis alleguerten un d’Opjäger, wéi mer d’Billier vu Botscha a vun aneren Dierfer, déi als Éischt besat waren an dunn erëm liberéiert goufen, an der Ukrain gesinn hunn –, déi Täterinnen an Täter, einfach esou kënnen dovokomme loosse.

An dofir ass et nëmme logesch, datt mer déi heite Motioun ënnerstëtzen, datt mer esou engem Spezialtribunal bäitrieden, do och aktiv solle sinn, dat och matfinanzéiere sollen an dann awer och op internationalem Plang mussen derfir suergen, datt et, soubal de Krich eriwweert ass, net zu Impunitéiten oder Amnesië kënn, well soss ass dat Ganzt awer e bësse fir d’Galerie.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Wagner an duerno d’Madamm Modert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn dës Motioun och mat ënnerschriwwen, aus deene Grënn, déi schon all meng Virriednerinnen a Virriedner erwänt hunn. Mir sinn totalem der Meenung, datt déi Krichsverbrieche, déi an der Ukrain stattfonnt hunn a stattfannen a vläicht nach stattfanne wäerten, net dierfen ouni Sanktioun bliwen. Kee Krichsverbrieche dierf ouni Sanktioun bliwen!

Dat ass awer leider déi Situation, an där mer weltwäit zurzäit sinn. Russland ass net dat eenzegt Land, dat Krichsverbrieche mécht. Russland ass net dat eenzegt Land, dat illegal Kricher féiert. Déi grouss Nemesis vu Russland – bon, Nemesis, zurzäit vläicht e bësse manner, mee trotzdeem – déi aner Säit vum Atlantik, d’USA, fir se net ze nennen, maachen dat och op enger reegelméiseger Basis an elo och nach. Et gouf ëmmer dovunner geschwat, datt den George W. Bush an den Tony Blair zum Beispill och misste viru Geriicht zitéiert ginn, well se en illegale Krich gemaach hunn, si an nach anerer. Dat ass leider ni geschitt. An dat ass jo och dat, wat déi international Geriichtsbarkheet an den Droit international ëmmer e bësse schwächt. Dat sinn déi „deux poids, deux mesures“. Géint déi eng gétt eppes ënnerholl a géint déi aner gétt net eppes ënnerholl. Et kann net unilateral sinn. Et muss wierklech an all Richtunge goen.

An ech mengen, mir wäerten och net derlaanscht kommen, och doriwwer ze diskutéieren, datt och esou e Krichsverbriechentribunal muss entstoen, wat d’Crimmen ueget am Noen Osten iwwerhaupt a par rapport zu deem, wat a Gaza geschitt ass an nach amgaangen ass ze geschéien. Do mussen all Responsabelen awer och zur Rechenschaft gezu ginn.

Dat gesot, wäerte mer déi heite Motioun, well mir grad als déi Lénk keen „deux poids, deux mesures“ wëlle bedriewen, matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci da fir d’Wuert, Här President. Och ech als Member vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarat begrëssen am Numm vun eiser Fraktioun dës Motioun hei, déi den Här Graas deposéiert huet. Si ass wichteg a sënnvoll.

Ech mengen, den Europarat a grad seng parlamentaresch Versammlung huet vun Ufank un eng wichteg Roll an eng aktiv Roll gespilt, wéi déi russesch Aggressioun géint d’Ukrain ugaangen ass. Dat ass ugaange mat dem Ausschluss vun der Russescher Federatioun aus dem Europarat, iwwert d’Aféiere vu Reegele fir Indemnisiéiere vun de Schied, bis dann zum Schluss och als leschten Akt d’Ariichtung vun deem Spezialgeriicht hei, dat da bei dem Internationale Strofgeriichtshaff wäert kommen.

Klammer op: Dir wësst, datt d’Regierung och dës Woch heibannen an der Chamber kloer Bekenntnisser zu der CPI gemaach huet.

Dat hei huet wichteg Elementer, déi an den Accord partiel élargi geschriwwen gi sinn, fir datt dat Spezialgeriicht kann operationell ginn. Et ass wichteg, datt Lëtzebuerg och direkt ënnerschreift, soubal wéi den Accord partiel élargi dofir opgeet. An ech sinn och iwwerzeegt, datt dat de Fall wäert sinn, datt d’Regierung dat wäert maachen an dann duerno séier d’Ratifizéierung wäert virbereeden.

Et ass natierlech och d’Element vun der Finanzéierung, dat sech wäert stellen. D’Geriicht wäert an Holland op Den Haag kommen, an d’Niederlande, déi dat och gefrot hunn, bei d’CPI, wäert awer getrennt vun der CPI sinn. Déi sinn amgaangen, sech mat der neier niddlerlännescher Regierung dorop virbereeden, wéi se dat kéinte maachen a wéini. Et ass elo néng Méint hier, datt den Accord partiel ënnerschriwwen ginn ass. Dofir wär et gutt, wann dat alles kéint viru goen a wa selbstverständlech d’Regierung och do géif dobäi matmaachen.

Dat Geriicht ka mat der Zäit iwwert den aktuelle Konflikt erausgoen. Dat ass kloer. Dat ass och vu vireran en Element dobäi gewiescht, datt et iwwert dese Konflikt kann erausgoen. An ech mengen, et ass wichteg, datt och nom hoffentlech geschwënnen Enn – dat wär schéin – vun dëser Aggressioun Konsequenze kënnen gezu ginn aus där Aggressioun.

A wéi gesot, ass d’CSV-Fraktioun averstanen an ënnerstëtzt mat zwou Hänne dës Motioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Dann ass d’Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Da ginn ech dem Auteur d’Wuert – oder der Regierung. Wéi Der wëllt. Da ginn ech dem Auteur d’Wuert, an der Regierung, wa se wëllt, duerno.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Merci fir déi breet Zoustëmmung. Effektiv mengen ech, datt mer hei awer e ganz wichtige Schrëtt ënnerhuelen, och als Lëtzeburger Parlament, datt mer eis ganz kloer derfir ausschwatzen, datt et net ka sinn, datt Krichsverbrieche, Leit, déi elementar Mënscherechter net respektéieren, net sollen herno sanktionéiert ginn.

Datt dat grad um Niveau vum Conseil de l’Europe geschitt, huet jo awer och seng Ursach. Ech mengen, de Conseil de l’Europe ass nun eeben dat Organ, dat jo awer wierklech fir Mënscherechter asteet, an datt et sech eeben och hei grad ëm zwéi Memberen handelt. Deen ee fréieren, Russland, ass glécklecherweis net méi Member vum Conseil de l’Europe. D’Ukrain ass Member vum Conseil de l’Europe, an et vergeet keng Sitzung, öffentlech Sitzung, Seance – ech

mengen, d’Kollege kënnen dat confirméieren –, wou natierlech dee Konflikt net ëmmer am Vierdergrond steet. An duerfir ass et och wichteg, datt mer haut dat Zeeche setzen. An ech soen och duerfir allen Intervenanté Merci.

Ech hu Verständnis, datt natierlech elo hei och versicht gétt, e klenge Lien ze maachen zu där Diskussioun, déi mer gëschter haten. Ech wëll elo just awer eppes hei soen: Ech mengen, et wier awer onfair, wann een op eemol enger Regierung oder enger Majoritéit géing virwerfen, datt se op eemol géint d’CPI wier. Ech wëll awer dobäi och ganz kloer soen – ech schwätze dat elo éischter a mengem perséinlechen Numm aus -: Dat, wat um Niveau vun der Spuerkeess gemaach ginn ass, dat soll zumindest hannerfrot ginn, ganz kloer.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), auteur | Dat soll hannerfrot ginn. An ech menge jo och, datt gëschter awer de Premier an deem Sënn och eng Ausso gemaach huet, datt dat jo och soll an d’Finanzkommissioun kommen. Dat kann net als Fait divers klasséiert ginn. Dat soen ech ganz éierlech. Wéi gesot, nach eng Kéier, ech schwätze mol éischter a mengem perséinlechen Numm hei. Mee et sollen awer all Hannergrondinformatiounen op den Dësch kommen, firwat déi Decisioun do geholl ginn ass. Da kann ee sech vläicht en definitiiv Urteel maachen.

Mee, wéi gesot, nach eng Kéier, et wier awer net glécklech, wann elo op eemol hei d’Gefill opkëim, wéi wann eng Majoritéit géint eng CPI wär. Pardon, ech mengen, just au contraire! Grad e moderat Land wéi Lëtzebuerg, dat awer nu grad déi Valeure vertrëtt, déi mer awer alleguer héichhalen, dat hanner Institutiounen steet, dat fir Fräiheet antrëtt, dat fir liberal Demokratien antrëtt – datt een esou engem Land op eemol géing awer ënnerstellen, et hätt e bësse Problemer mat engem Internationale Geriichtshaff! Deen huet iwwer seng Sporen an all deene Joerzënge verdéngt. Ech weisen nëmme op de Jugoslawie-Krich hin. Et ass also wichteg, datt mer esou Strukturen hunn.

An an deem Sënn, wéi gesot, awer nach eng Kéier merci. Datt mer all, wann ech dat elo richteg verstanen hunn, eestëmmeg wäerten déi Motioun hei stëmmen, wäert et ouni Zweifel der Regierung och méi einfach maachen an der Regierung och de Réck stäipe bei der Finalisatioun vun dem Text, déi jo dann elo an deenen nächsten Deeg och wäert virgeholl ginn.

Ech soen Iech nach eng Kéier Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

D’Regierung huet nach d’Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci. Dir hutt mech virun allem gefrot, och ze kommen, an ech wëll mech entschëllegen, dass ech scho fort war. Ech hat dat net matkritt, dass dee Punkt direkt hannendru war.

E puer Saachen. Fir d’Éischt den Historique: Ech ka mech erënneren als Premierminister, dass mer an der Reunioun an Island, ënner islännescher Présidence, eeben do de Registre vun den Dommagé geschaf hunn, wat et erméiglecht huet, dass mer iwwerhaupt déi éischt Saachen hätten, déi konnten och kollektéiert ginn, fir déi duerno, wann och Prozesser géife kommen, kënnen ze hunn.

Dann déi zweet Etapp, wou Lëtzebuerg eeben och net absent ass, ass d’Ënnerschreift am Fong. D’Demande ass gemaach gi vun der ukrainescher Regierung, hei

zu Lëtzebuerg, wéi mer och d'Presidence hate vum Comité des ministres vum Conseil de l'Europe. An ech mengen, dass dat heiten eppes ass, wat eis gutt zu Gesiicht steet.

Ech wëll elo hei net negativ klengen, Här President, mee ech ka mer virstellen, dass dat doten ee vun deene Punkte gëtt, déi direkt bei Verhandlungen wäerten diskutéiert ginn, well do geet et jo dann ëm d'Impunitéit oder net. An ech ka mer virstellen, dass d'Russe bei iergendengem Cessez-le-feu wäerte probéieren, déi dote Kartusch och ze kréien, fir dass se do net nach Prozesser kréien.

Mee ech soen Iech: Wann dat de Fall ass, ass et schwierig fir eis alleguerten ze akzeptéieren. Mee et sinn d'Ukrainer, déi selbstverständlech duerno mussen decidéieren oder net. Mee alles, wat d'Ukrainer och als Argument kënne kréien, fir et bei Negociatiounen op hirer Säit ze hunn, ass och wichteg. An dowéinst, ob et elo eppes gëtt oder net oder zum Schluss Prozesser kommen oder net, wéi hei d'Fro gestallt ginn ass – egal. Wann et hëlleft, fir dass d'Ukrainer méi staark an d'Negociatiounen kënne kommen, sinn ech der Meenung, dass dës Kreatioun och wichteg ass.

A last but not least: Et ass och hei vun engem Vertrieber gesot ginn, ech wëilt onbedéngt mam Putin schwätzen. Nee, ech hunn dat gemaach. Ech sinn och staark kritizéiert gi vun deem engem oder aneren, mee well ech der Meenung war, dass d'Diplomatie ëmmer soll all Chancé benotzen. Mir sinn och lues a lues weiderkomm, mee dunn ass Butscha geschitt.

An ech muss Iech awer och soen, dass den Drock vun anere Länner, vu baltische Länner a vu Polen, fir eis einfach ze soen, dass mir Lëtzeburger ... Dowéinst, wann hei ëmmer gesot gëtt: „Lëtzebuerg, dir musst méi haart sinn, Dir musst méi däitlech sinn!“ Déi hunn eis kloer an de Reunione gesot: „Wie sidd Dir, fir dat doten ze maachen? Wie sidd Dir? Wien ass Lëtzebuerg, fir esou eng Roll wëllen ze huelen?“ Ech muss Iech soen, dass dat mer immens weigedoen huet, net weinst menger, bestëmmt net, mee einfach well ech mer du gesot hunn: Do si Leit, déi einfach net verstinn, wat Diplomatie ass, wat eng Relatioun tëscht Länner ass. An et ass net d'Gréisst oder d'Stäerkt vum Land, déi Saache mécht, mee et ass am Fong d'Relatioun, déi ee konnt opbauen, d'Vertrauensrelatioun, déi een och huet.

An ech muss Iech och soen, dass dës Woch och Aussoe komm sinn – wéi ech elo e Méindeg an Dënschdeg zu Bréssel war, sinn ech domadder konfrontéiert ginn – vun engem belsche Premierminister, dee gesot huet, dass een eng Normalisatioun vun de Relatiounen mat Russland sollt hunn an eeben och weinst dem Détroit d'Ormuz a weinst der Energie. Ech mengen, d'Sanktiounen falen ze loossen an do eng Normalisatioun vun der Situatioun ze hunn, dat wier dat Schlëmmst. Dat kann d'Resultat si vun Negociatiounen. Mee wa mir an d'Ukrain an Negociatiounen ginn, wou d'Sanktiounen schon ewechgeholl gi sinn, ier d'Negociatiounen ufänken, dann, mengen ech, wier dat eng Schwächt vun ons alleguerten. An au contraire, d'Unitéit, d'Zesammenhalen, ass dat, wat ons Stärkt och ass.

An ech géif och Merci soen, wann d'Chamber och déi dote Meenung deelt. D'Impunitéit dierf ni d'Reegel sinn – ni, ni, ni! Mee ech ka mer virstellen, dass dat och vu russescher Säit an den Negociatiounen wäert sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech hat am Fong och eng Fro gestallt. Et war méi en indirekte Lien, mee den Här Graas ass jo och dorobber gaangen, well mer – wéi den Här Cruchten och – dat Ganzt och an deem Kontext gëscht vum der Diskussioun ronderëm d'Kontext vun der CPI deposéiert hunn, wou mer Iech nach net dozou héieren hunn. An Är Meenung géing mech wierklech interesséieren zu där doter Fro. Merci.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Wann ech mech net ieren, hutt Der fir en Dënschden de Finanzminister an och de Premierminister an d'Kommissioun geruff. Ech mengen, déi si kompetent, fir drop ze äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun vum Här Gusty Graas zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmme uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Cloeser, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, Här Bettel.

(Hilarité)

9. 8592 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Prestataires de Services sur Crypto-actifs et portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;

2° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

5° de la loi du 16 mai 2023 relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateforme ;

en vue de la transposition de la directive (UE) 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. An dat ass de Projet de loi 8592, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, déi d'Steierhannerzéiung iwwer Kryptoverméige soll bekämpfen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten Zäit, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu jeeeweils 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet 8592 setzt eng weider wichteg Direktiv am Steuerberäich ëm, déi sougenannten DAC-8-Direktiv. Dës Direktiv huet zwee Deeler. Am éischten Deel geet et haaptsächlech ëm den Informationsaustausch am Beräich vun de Kryptowärungen. Den zweeten Deel behandelt technesch Upassungen um Niveau vum Informationsaustausch an anere Beräicher wéi Kryptowärungen.

Komme mir zum éischten Deel iwwert den Informationsaustausch um Niveau vun de Kryptowärungen. Konkreet geet et ëm den Informationsaustausch vu Revenuen, déi eebe grad duerch dës Kryptowärungen generéiert ginn. Mir erweideren den aktuelle System vum automatischen Informationsaustausch tëscht de Steierverwaltungen, deen zënter 2015 existéiert, op Kryptowärungen. Am Joer 2015 gouf et dës Form vu Finanzinstrumenter nämlech nach net. An dat bréngt mat sech, dass d'aktuell Kryptowärungen net vum besteeënde System vum automatischen Informationsaustausch iwwer Bankdonnéeën erfaasst ginn.

An Zukunft liwweren d'Lëtzeburger Prestataire Informationsaustausch iwwer hir auslännesch Clienten un d'Lëtzeburger Steierverwaltung. Eis Lëtzeburger Steierverwaltung gëtt dës Donnéeën un d'Steierverwaltung aus dem Heemechtsland vum Client automatesch weider. Ëmgedrëit kritt och d'Lëtzeburger Steierverwaltung Informationsaustausch aus dem Ausland iwwer Lëtzeburger Residenten, déi Transaktiounen iwwer auslännesch Kryptoprestataire duerchféieren.

Dësen neien Informationsaustausch geschitt esouwuel tëscht EU-Memberstaate wéi och mat Drëtstaaten. Et ass allerdéngs hei ze betounen, dass, wann e Lëtzeburger eng Transaktioun iwwer e Lëtzeburger Prestataire mécht, dës der Lëtzeburger Steierverwaltung net muss gemellt ginn.

Wat den zweeten Deel vum Gesetzesprojet ugeet, esou ginn hei eng Partie Upassungen am Beräich

vum Steierinformatiouns austausch gemaach. Esou gëtt d' modifizéiert Gesetz vum 29. März 2013 iwwert d'Coopération administrative dans le domaine fiscal ofgeännert. Am Moment ginn d'Informatiounen iwwert d'Salären, d'Tantiëmen, d'Pensiounen an de Besëtz vun Immobilien ausgetosch. Elo kommen d'Benefisse vu verschiddene Liewensversécherungen, déi bis haut nach net ofgedeckt waren, mat an dëse System eran.

An Zukunft mussen och Rulingen, déi d'physisch Persounen betreffen, tëschent deene verschiddene Verwaltungen ausgetosch ginn. Dat heescht, dass d'Steierverwaltung en Austausch mat der Autorité compétente aus deem Land mécht, wou den Demandeur vum Ruling wunnt. An dat ass bis haut eeben net de Fall gewiesch.

An Zukunft mussen och déi ausgetosch ginn, awer nëmme wann de Ruling méi grouss ass wéi 1,5 Milliounen Euro oder wann den Objet vum Ruling ass, eng Résidence fiscale ze certifiéieren. Informatiounen, déi am Kader vun Informatiouns austausch gesammelt ginn, kënnen an Zukunft och fir d'Exekutioun vu Sanktiounen, déi vum EU-Rot beschloss goufen, genotzt ginn.

Mir modifizéieren och d' modifizéiert Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert d'Norme commune de déclaration. Hei ginn e puer technesch Punkten ugepasst, fir eng kohärent Uwendung mam neie Gesetz iwwert de Kryptoaustausch ze garantéieren. Et geet haaptsächlech drëm, dass d'Banken net mussen zweemol d'Due Diligence ausféieren.

D'Gesetz vum 25. März 2020 iwwert d'Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration gëtt och ofgeännert.

Haut muss verschidde Strukturen, déi grenzüwwerschreidend aktiv sinn, ënner bestëmmte Krittären der Steierverwaltung gemellt ginn. Duerch hire Secret professionnel brauche verschidden Intermediären, Affekoten, Expert-comptables a Reviseurs déi Strukturen net der Verwaltung ze deklaréieren. An deem Fall muss de Client, deen déi Struktur mandatéiert huet, selwer d'Deklaratioun maachen.

Laut Gesetz ass et haut esou, dass d'Affekoten an d'Expert-comptablë keng Deklaratioun un d'Verwaltung maache mussen. Si mussen awer Strukturen un aner eventuell Intermediären, déi un der Struktur bedeelegt sinn, notifiéieren.

Den Europäesche Geriichtshaff huet decidéiert, dass déi Depositoun net konform ass zu de Grondrechter. Duerfir mussen hei eng Partie punktuell Adaptatioun gemaach ginn, wat d'Affekoten ueget. An Zukunft brauchen d'Affekoten, wa se esou eng Struktur begleeden, just un de Client selwer ze notifiéieren, fir dass dee weess, wat e muss deklaréieren.

Zu dësem Punkt hate mer och eng Diskussioun an der Finanzkommissioun, well den Ordre des experts-comptables gefrot huet, d'selwecht behandelt ze gi wéi d'Affekoten. Si hu vun enger ongläicher Behandlung vun de verschiddene Berufssparte geschwat. Mir hunn awer an der Finanzkommissioun diskutéiert, dass u sech d'Activité professionnelle vun engem Affekot sech vun där vun engem Expert-comptable ënnerscheet an dass duerfir d'Limitatioun op d'Affekoten an net op d'Experts-comptables justifiéiert ass. Duerfir si mer och der Demande vum Ordre des experts-comptables net nokomm.

Mir änneren och d' modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2016 iwwert d'Déclaration pays par pays ëm. Déi betreffen Entreprisë mussen an Zukunft och de Numéro d'identification fiscale vun deenen anere Filiale vum Grupp matkommunizéieren.

A schlussendlech ännere mer och nach d' modifizéiert Gesetz vum 16. Mee 2023 iwwert den Échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les opérateurs de plateforme ëm.

Dëse leschte Punkt ass eng punktuell Adaptatioun vun der DAC 7. Et geet ëm déi Plattformen, iwwert déi ee Saache verkafen oder verloune kann. Dës Plattformen mussen och Informatiounen vun hirem Client un d'Verwaltungen liwweren. Déi kréien elo d'Méiglechkeet, op e Service d'identification zrëckzegräifen, wat d'Zesummenaarbecht mat an tëschent de Verwaltung vereinfacht, well d'Identifikatioun vun de Persounen iwwert dee Service d'identification ouni Zweifel ka festgestallt ginn.

Här President, ech wéilt nach kuerz op de Staatsrot agoen. Do hate mir zwou Oppositions formelles. Eng kéier huet de Staatsrot monéiert, dass den Délai de conservation vun Dokumenter fir d'Prestataire net genuch preziséiert wier. Mat den néidege Prezisiounen konnte mer déi Opposition formelle awer ophiewen.

Déi zweet Bemierkung war zu dem Artikel 8, wou et ëm Sanktiounen fir d'Prestataire geet, déi d'Gesetz net richtig applizéieren. De Staatsrot huet sech och do un de Formulatiounen gestéiert. Och dat hu mir preziséiert, soudass de Staatsrot seng Opposition konnt ophiewen.

Dann hu mir och nach iwwert de Wee vun Amendementer aner Suggestiounen vum Staatsrot iwwerholl, genee wéi mer och gréisstendeels de legistesche Remarque vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

Fir weider Detailer iwwert dëse Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech wier heimaddeer fäerdeg mat mengem Rapport a géing virufueren als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Här President, dëst ass e ganz wichtege Projet fir eist Land, och wann et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv geet. Et ass de Beweis, dass mir weider konsequent zesumme mat eisen europäesche Partner de Wee vun der néideger Steiertransparenz a vu méi Austausch a Steierfroegoe wëllen. Mir ginn och mat der Zäit a passen eise Kader un déi digital Welt un. D'Kryptotransaktiounen sinn elo mat ofgedeckt.

Insgesamt suert de Kader fir eng méi kohärent Steierinformatiounsarchitektur, eng besser Kooperatioun tëschent Steierverwaltungen a wesentlech méi Steiergerechtkeet. An de Projet stäerkt d'Glawierdegkeet vum Standuert Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimaddeer den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Aehm villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. D'Madamm Aehm, där ech gär felicitéiere wëll fir hire Rapport, war esou detailléiert hei, dass ech do net méi muss op all Punkt agoen.

Ech wollt ganz kuerz bleiwen, andeems ech drun erënnere wollt, dass den Deutschlandfunk, fir deen ze nennen, am Juli dat lescht Joer gemellt huet, dass d'Geldwäsch mat Hëllef vun deene sougenannte „Kryptowärung“ weider d'Tendenz huet zouzuehelen. Dat hält sech nach a bestëmmte Moossen, an awer ass d'Tendenz steigend. Esou huet zum Beispill

zu Köln eng sougenannt „Financial Intelligence Unit“ ronn 8.700 verdächtig Aktivitéitsrapporte kritt.

Den Undeel un der Geldwäsch, dee Kryptowärung wéi Bitcoin a Co anhuelen, wier domat, sou den DLF, op 3,3 % vun alle verdächtige Fäll gestigen. Krimineller géifen ëmmer méi digital Transaktiounen fir déi international Geldwäsch benotzen.

Esou gouf zum Beispill de Fall vun engem suspekten an onéierlechen Investisseur opgegraff, dee säi Kapital iwwert d'Grenze souwuel via digital Bezuelkanäl wéi iwwer kllassesch Bankkonten a falsch Identitéite lafe gelooss huet. A fir des kriminell Netzwierker, kriminell Methode besser ze detektéieren, fuerdert dann déi sougenannt „Financial Intelligence Unit“, dass och eng méi enk Zesummenaarbecht op internationalem Plang stattfënt.

Aleng dëst Beispill erënnert eis ënner anerem drun, dass mer mëttlerweil net nëmme an enger komplett veränneter Finanzwelt liewen, mee dass mer och, nieft Geldwäsch a Finanzéierung vum Terrorismus, ëmmer méi Fäll vu Steierhannerzéiung hunn. An dëser Situatioun weist ons drop hin, dass mer d'Spillregele verschärfen an eis Steierverwaltungen och moderniséieren mussen.

D'Ëmsetzung vun der sougenannter „DAC-8-Direktiv“ an dat nationaal Recht füügt sech dofir an eng kloer europäesch Dynamik, eng kloer europäesch Logik an. Et geet drëm, eise steierleche System un eng Wirtschaft unzepassen, déi sech séier entwéckelt, besonnesch eeben duerch d'Digitaliséierung an och duerch d'Opkomme vu Kryptowärter. Hei geet et also och virun allem ëm steierlech Transparenz. Laang Zäit konnten nämlech verschidden Transaktiounen ronderëm Kryptowärter de Steierverwaltungen einfach entwutschen, well se vun enger gewëssener Anonymitéit profitéiert hunn.

Am Respekt vun den internationale Standarde mécht d'Europäesch Unioun hei e wichtege Schratt, fir derfir ze suergen, dass technologesch Verännerungen net zu méi steierlecher Intransparenz féieren. Jo, dat ass och eng Saach vu Gerechtegkeet.

Gläichzäiteg ginn dann och hei Ustrengunge gemaach, fir de besteende Kader vun der administrativer Zesummenaarbecht ze festegen, jo, ze moderniséieren. Mir hunn a fréiere Legislaturperioden dru geschafft, d'Direktiv iwwert déi administrativ Zesummenaarbecht unzepassen, virun allem och opgrond vun Entwécklungen, déi sech am Finanzsecteur gedoen hunn. A mat dësem Projet soll de System also nach eemol méi kohärent, géif ech soen, an och méi wierksam gemaach ginn.

Datt eis Steierverwaltung an hirem Aarbechtswee a mat hiren Instrumenter besser opgestallt gëtt a virun allem méi stark digitaliséiert gëtt, dass ass an dësem Kontext keng Iwwerraschung. Wann ee mat der Welt vun haut wëll mathalen, da kënnst een eeben net laanscht déi digital Revolutioun a scho guer net laanscht déi Kënschlech Intelligenz. Mir mussen eis hei zu Lëtzebuerg keng gréisser Gedanke maachen. Eis Steierverwaltung ass do ënnert dem Impuls vun neie Steierdirekter, dem Här Olinger, um gudden Wee, dat natierlech och mat der kompetenter Begleedung vun eise Finanzminister.

Kee Wonner, dass déi däitsch Steiergewerkschaft dat och esou gesäit. Also net wat Lëtzebuerg ueget, mee dass ee kuckt, hei wierksam, kohärent ze schaffen. A wa se an hirem Avis dann och zur DAC-8-Richtlinn Follgendes schreien, ech zitieren déi sougenannt däitsch „Steuer-Gewerkschaft“: „Bereits heute zeichnet sich ab, dass viele Finanzämter mit den Herausforderungen der Digitalisierung, dem demografischen Wandel, etwa durch die Pensionierung

erfahrener Mitarbeiter, und dem Mangel an qualifiziertem Nachwuchs zu kämpfen haben.“ Dat erënnert eis och e bëssen un eis Situatioun. Et ass och net ëmmer einfach, Leit ze fannen, déi an dësem dach séier qualifizéierte Beräich kënnen ënnerwee sinn.

„Wer Transparenz fordert, muss Modernisierung ermöglichen, sonst bleibt die Steuerverwaltung auf der Strecke.“ Souwäit déi däitsch Steuerverwaltung. E memorabele Saz.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Dësen Text weist also ganz gutt, op wat et letzten Endes ukënn: op eng staark europäesch Kooperatioun, op zäitgeméiss Reegelen, déi der aktueller technologescher Entwécklung Rechnung droen, an op e steierleche Kader, dee wierksam ass an dee gläichzäiteg am Aklang, wéi d'Madamm Adehm et och ënnerstrach huet, mat fundamentale Rechtsprinzipie bleift.

Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeit. An natierlech ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Deen nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Meng zwee Virriedner ware ganz exhaustiv, wat mir erlaabt, da vill méi kuerz ze sinn. Mir wäerten dese Projet matstëmmen. Et geet hei effektiv, wéi gesot, ëm Transparenz am Beräich vun engem neien Typ vun Avoiren, Kryptoavoiere, wou et effektiv wichteg ass fir eis, dass den Dispositif fonctionéiert, dass déi Operationen och kënnen deklaréiert ginn, notifiéiert ginn, och un d'Steierbehörden.

Dat Eenzezt, wou mir e bësse manner iwwerzeegt sinn, wéi d'Rapportrice dat duergestallt huet, dat ass d'Diskrepanz zwëschent deene verschiddeenen Intermediären, insbesondere den Expert-comptablen an den Affekoten. Mir wëssen, dass dat op eng d'Jurisprudenz vun Europäesche Geriichtshaff zeréckgeet an dass mer dat och schonn an engem viregten Text verankert hunn. Do sinn et jo Diskussiounen ginn. Mir si vun där Argumentatioun nach wie vor net komplett iwwerzeegt, huelen awer Akt, dass dat elo esou gemaach gëtt.

Wat fir eis de sprangende Punkt ass, dat ass, dass den Dispositif fonctionéiert, dass deen Échange d'Informations uerdentlech fonctionéiert an dass déi Operationen dann och effektiv wierklech kënnen konkret deklaréiert ginn, um Terrain an der Realitéit. An ech ginn dervunner aus, dass dat geschitt. Hei, mengen ech, soll een och deen Dispositif eng Kéier evaluéieren, wann e bis en place ass, fir sécherzestellen, dass dat dann effektiv och de Fall ass. Mee mir ginn heizou den Accord als LSAP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir ginn den Accord als ADR. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech ginn och den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech halen Iech elo keen Discours iwwer Kryptoaktiva, do géif et och ganz vill ze soe ginn. Ech wollt awer ganz kuerz eng Kéier op d'Prozedur vun dësem Projet de loi agoen, dee jo awer en net onwichtegen europäeschen Text, nämlech d'DAC 8, transposéiert. A wann ech „transposéiere“ soen, da muss een och ëmmer drun denken,

datt et do en Délai de transposition gëtt. An dee war bei deem heiten Text op den 31. Dezember d'lescht Joer gesat, soudatt mir den Text hätte missen zum 1. Januar dëst Joer a Kraaft triede loossen, wat manifestement, wann een de Kalenner kuckt, net geschitt ass.

Dofir ass et vläicht wichteg, nach eng Kéier drun ze erënnere, dass dësen Text retroaktiv zum 1. Januar a Kraaft trëtt mat all sengen Ännerungen. Dass et esou laang ass, dass mir an enger Prozedur mat der Europäescher Kommissioun sinn, läit awer an där heite Situatioun wierklech net um Parlament, an ausnamsweis kann een och net dem Staatsrot d'Schold ginn, dass mir hei iwwert den Delai erausgaange sinn. Et muss ee soen, d'Direktiv gouf am Oktober 2023 ugeholl, den Text ass awer vun der Regierung eréischt am Juli 2025 bei der Chamber deposéiert ginn, wat weist, dass d'Chamber an ausnamsweis och emol de Staatsrot immens séier geschafft hunn, fir ze probéieren, dass dat heiten iwwert d'Zillinn ze kréien.

Et ass also hei vläicht och en Appell, wa mir esou Prozedure bei der Europäescher Kommissioun wëlle vermeiden an Zukunft, dass een d'Texten och séier an d'Parlament bréngt. Da muss mer net herno um Enn ganz séier schaffen an da kann ee sech och méi Zäit huelen, fir esou Froen, wéi de Franz Fayot se elo grad opgeworf huet, besser auszediskutéieren. Well am Moment hate mer zum Schluss net wierklech e Choix. Den Text muss iwwert d'Zillinn kommen, soudatt déi Fro am Fong nach guer net konnt gekläert ginn.

Dat gesot, mengen ech, gouf all Detail vum Text breet diskutéiert a presentéiert. An och d'Piraten ginn hiren Accord dozou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Et ass kee weideren ageschriwwene Riedner do.

Da kritt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Virun allem merci der Rapportrice, dem Diane Adehm, fir dee ganz prezise Rapport iwwert dese Gesetzesprojet – an och merci den eenzelnen Intervenanten –, dee vläicht als techneschen Dossier dohinnergestallt kéint ginn, mee deen et awer a sech huet. Well mir suergen trotzdem hei derfir, dass mir eis an alle Beräicher konform setze mat der internationaler Steiertransparenz, dass mer de steierlechen Informationsaustausch, esou wéi dat vun de Bréisseler Reegele gefuerdert ass, eescht huelen, dass mer dat och maachen, dass mer déi Erausforderung uginn an dass mer och op nei Techniken, wéi zum Beispill Kryptoplattformen, hei aginn, nämlech dass all d'Revenuen, déi doriwuer realiséiert ginn, der Steuerverwaltung fristgerecht an och éfänggerecht matgedeelt ginn. D'Kooperatioun ass also kee Selbstzweck, well dat hei ass och e weesentlechen Deel vu Steiergerechtheet.

Ech wëll awer och emol eng Kéier soen, dass mir als Lëtzebuurger net op der Brems stinn, mee kucken, dass mer déi sëlleg a komplex Direktive bei eis an nationaalt Recht ëmsetzen. Ech entschëllege mech da bei dem Här Clement heifir, mee eis Ekippen am Ministère sinn och, wat d'Unzuel vun de Leit ugeet, begrenzt. An dat gesitt Der. Mee mir si ganz engagéiert an ech hunn hëllesche Respekt, soen ech Iech, dass mer dat hikréien, dës ganz komplex Matière – mir kommen all Dënschen an och nach freides mëttes an d'Finanzkommissioun mat deene begrenzten Ekippen –, an dass mer dat hikréien a ganz wéineg Opposition-formelle vun dem Staatsrot kréien, a wa mer der kréien, dass mer dann och op déi néideg Re-marken aginn!

Ech wëll awer emol eng Kéier soen, well dat net ëmmer dobausse bekannt ass, wéi vill Informationsaustausch et méttlerweil opgrond vun de Bréisseler Reegele gëtt. Et gëtt zanter 2015 Informationsaustausch iwwer Bankendonnéen. Et ginn Informatiounen iwwer besonnesch aggressiv Steierstrukturen ausgetosch. Et ginn Informatiounen ausgetosch iwwert d'Revenuen, déi iwwer Plattformen wéi Airbnb an Uber realiséiert ginn. Et ginn Informatiounen ausgetosch iwwer Saachen, déi d'Minimalsteier betreffen. Och dat geschitt: 7.500 multinationale Entrepreneuren, déi ënner d'Minimalsteier vu 15 % hei falen. Dat ass also e weesentleche Schrëtt am Sënn vun enger méi grousser Steiergerechtheet, dee mer hei maachen.

Et ass déi Fro opkomm vum Här Fayot iwwert deen ënnerschiddlechen Traitement vun den Affekoten par rapport zu den Expert-comptablen, wat déi méi aggressiv Steierplanungsstrukturen ubelaangt. Mir hunn eis als Regierung, als Legislatioun an dësem Sënn, als Propositioun drop beschränkt, deen Arrêt vun der Cour de justice européenne aus dem Joer 2022 esou ëmzesetzen, dass deen nämlech op d'Affekote geméint war. Dat heescht, wann en Affekot matwierkt un enger Steierplanungsstruktur, da brauch en déi net matzedeele. Mee deejéinegen, dee vun där sougenannter „Steierplanungsstruktur“ profitéiert, dee muss se awer matdeelen. An am Fall vun den Expert-comptablë muss dat den Expert-comptable maache respektiv an/oder och nach eng Kéier herno deejéinegen, dee vun der Steierplanungsstruktur profitéiert. Also, déi Deklaratioun ass, mengen ech, och am Sënn vun der Steiertransparenz, weider ginn.

Hei stinn elo och d'Kryptoplattformen dran, déi mussen déi néideg Reportinge maachen. An dat, wat ee, mengen ech, muss preziséieren, ass: Dat spillt net nëmmen am Sënn vu rengem Informationsaustausch par rapport zu der Europäescher Unioun, de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, mee dat spillt, Stand haut, fir 56 Staaten, déi en Accord an deem Sënn – wäit iwwert d'Europäescher Unioun eraus – ënnerschriwwen hunn, an dat am November 2024.

Elo stellt Der d'Fro: „Wat fir eng Staate sinn dat?“ Dat ass ënner anerem zum Beispill Groussbritannien, dat ass Kanada, dat ass Japan, dat ass Südafrika an dat ass och d'Schwäiz.

Elo stellt Der d'Fro: „Wéi ass et dann elo mat den Amerikaner?“ D'Amerikaner, déi hunn dat bis haut nach net ënnerschriwwen. Den Informatiounsstand, de leschte Stand, dee mer hunn um Niveau vun der OECD, ass awer deen, dass d'amerikanesch Administratioun och wëllt deen heiten Accord ënnerschreiwen, soudass dann deen Informationsaustausch och mat den US-Steierbehörde misst fonctionéieren.

Eng lescht Präzisioun ass déi: „Wann ech e Revenu generéieren um Niveau vun esou enger Kryptoasset-Plattform, wéi gëtt deen da besteiert?“ Abee, do spillen déi normal Reegele vum sougenannte Revenu divers. Wann ech dee Gain – et ass jo e Gain mobilier – realiséieren, andeem ech d'Aktiva méi wéi sechs Méint halen, dann hunn ech eng Befreiung. Soss spillt déi normal Besteuerung an deem Fall, esou wéi se fir Revenus divers, an dësem Fall mobil Gewënner, spillt.

Elo sot Der: Wat ass dann iwwert déi lescht Joren iwwert déi sougenannte Revenu-diversen erakomm? Alles tout confondu, d'Plus-valuen, waren dat am Steierjoer 2019 240 Milliounen Steieren. Dat waren am Steierjoer 2020 340 Milliounen Euro. An dat waren am Joer 2021 460 Milliounen Euro, also bal eng hallef Milliard. Doriwuer eraus sinn déi Chifferen ... Ech kann Iech nach déi fir 2022 ginn, dat sinn 285 Milliounen Euro, wou een awer muss wëssen, dass do

den État d'imposition, dat heescht d'Besteuerung, déi ofgeschloss ass, manner héich ass. Dee läit do bei 92 %. Also iwwert de Wee vu Revenu-diverse kënn awer eng – ech soen – beträchtlech Zomm eran um Niveau vun der Besteuerung vun de Plus-valuen. Duerfir sinn ech frou, dass mer dëse Gesetzesprojet, mengen ech, mat enger relativ breeder oder enger ganz breeder Zoustëmmung duerch d'Parlament haut kréien.

Zu där leschter Fro, déi den Här Fayot gestallt huet, wéi dat an der Praxis ass: Ech hu kee Problem domat, dass d'Steierverwaltung – gegebenefalls misst een dat eng Kéier ënner engem Huis clos maachen – der Chamberskommissioun opweist, wéi deen Informatiouns-austausch an der Praxis geschitt. Well Dir wësst, dass dat net deen eenzelne Steierzueler betrëfft, mee dass et gutt ass, dass net onbedéngt do-bausse bekannt ass, mat wat fir enge Mëttelen deen Informatiouns-austausch och technesch geschitt, fir Einzelner do net op eng allze vill grouss Imaginatioon ze bréngen.

Mee ech mengen, wann d'Chamber als éischte Pouvoir esou e Gesetz stëmmt, da muss d'Chamber och iwwert déi praktesch Ëmsetzung informéiert sinn. A wann Dir de Finanzminister eng Kéier dozou opfuerdert, dass hei e Rapport oder eng Evaluatioun gemaach gëtt – oder ënner enger anerer Form, wéi engem e schréfftleche Rapport –, da sinn ech dee Leschten, dee sech deem widder setzt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géingen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8592 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8592².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8592 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galle (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beïssel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. 8567 – Projet de loi portant :

1^o modification de :

- a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
- b) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative : – aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois – aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;**
- c) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**
- d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;**
- e) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**
- f) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;**
- g) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatif ;**
- h) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**
- i) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**
- j) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;**
- k) la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché ;**
- l) la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;**
- m) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**
- n) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;**
- o) la loi modifiée du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage ;**

2^o transposition de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen, à l'exception des articles 3 et 9 ;

3^o mise en œuvre de :

- a) règlement (UE) 2023/2859 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés des capitaux et la durabilité ;**
- b) règlement (UE) 2023/2869 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certains règlements en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;**
- c) règlement (UE) 2024/3005 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 sur**

la transparence et l'intégrité des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et modifiant les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859

An da komme mer zum leschte Punkt vun eiseem Ordre du jour vun dëser Woch, an zwar dem Projet de loi 8567, der Ëmsetzung vun der sougenannter ESAP-Direktiv esouwéi vun den ESAP-Reglementer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, also deem selwechte Modell wéi virdrun. Ageschriwwen hu sech schonn: d'Madamm Diane Adehm, den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo diskutéieren, ass och bekannt ënnert dem Numm ESAP-Pak, also European Single Access Point. Dëse Pak setzt sech zesummen aus enger Directive modificative, engem Règlement modificatif an engem Haaptreglement, deen den ESAP en place setzt. Et ginn net manner wéi 35 europäesch Direktiven a Reglementer ëmgeännert an 18 national Gesetzter aus dem Finanzsecteur ugepasst.

Dëse Gesetzesprojet ass am Kader vun der Kapitalmaartunioun ze gesinn, déi als eent vu sengen Ziler huet, fir eng besser Finanzéierung fir d'Entreprises ze suergen. Den zentralen europäeschen Zougangsportail ass dowéinst e wichtige Projet am Kader vun der Kapitalmaartunioun.

Et soll konkret den Investisseuren en eenzegen zentraliséierte Punkt ubidden, wou si ëffentlech zugänglech Informatiounen iwwer europäesch Entreprises an hir Produkter fanne kënnen. Dozou gehéieren zum Beispill Finanzberichter, Nohaltegkeetsberichter, Auditrapporten an awer och eventuell Sanktiounen. D'Investisseure kréien also déi néideg relevant Informatiounen iwwert d'Firmen, fir dass si en pleine connaissance de cause hir Investissementsdecisiounen huele kënnen.

Fir d'Entreprises ass et och wichtig, Accès zum Finanzement vun de Marchéen ze kréien. Esou si si nämlech manner op d'Banken ugewisen. Si mussen awer hir Informatiounen den Investisseure matdeelen a sech esou méi attraktiv a virun allem méi visibel maachen.

Déi do zwee Punkte ginn elo mam Asetze vum ESAP méiglech. D'Zil vum ESAP ass et, d'Transparenz um Marché ze verbesseren, d'Vetraue vun den Investisseuren ze stäerken an den Entreprisë méi Visibilitéit ze ginn.

Zu Lëtzebuerg wäert dëse Point d'accès unique fir d'Sammele vun Informatiounen d'Commission de surveillance du secteur financier si fir alles dat, wat ënner hire Champ de contrôle fält, an de Commissariat aux assurances fir säin Zoustännegkeetsberäich. Iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal kann och nach eng zousätzlech Autoritéit als Sammelstell designéiert ginn.

Den europäeschen ESAP ass zu Paräis ugesidelt a gëtt vun der ESMA, also der European Securities and Markets Authority, exploitéiert. Iwwer en informatiounesche System ginn déi Informatiounen, déi un d'Commission de surveillance du secteur financier an de Commissariat aux assurances geliwwert ginn, un den europäeschen ESAP weidergereicht.

En anere Volet vum Gesetzesvorschlag betrëfft d'europäescht Reglement 2024/3005. Et handelt sech ëm e Reglement iwwert d'Transparenz an d'Integrität vu Ratingaktivitéiten am Beräich ESG. Eent vun den Haaptziler vun dësem Reglement ass et, d'Transparenz ze verbesseren. Esou mussen d'Ratingagencen an Zukunft kloer uginn, wéi se d'ESG-Notatioune berechnen. Dat heescht also, si mussen uginn, wéi eng Methodologie benotzt gëtt, wou d'Donnéeën hierkommen a wat fir Ziler verfollegt ginn. D'ESG-Ratingagencé mussen och vun der ESMA zougelosst sinn.

Doduerch dass et en europäescht Reglement ass, ass dëst Reglement och direkt zu Lëtzebuerg applikabel. De Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut diskutieren, gesäit vir, dass d'CSSF niewent der ESMA als zoustänneg Autoritéit zu Lëtzebuerg designéiert gëtt an och déi néideg Pouvoiren dofir kritt.

Duerfir gëtt d'Gesetz vum 16. Juli 2019 iwwert d'Operationalisatioun vun europäeschen Texter am Finanzberäich kompletéiert mat engem neie Kapitel. A schlussendlech gëtt och d'Gesetz iwwert d'Assurancé vum 7. Dezember 2015 ugepasst. Hei ginn d'Zouloosungsbedéngunge fir d'Agences d'assurances a Sociétés de courtage ugepasst.

An hirem Avis vum 26. November 2025 huet d'Chambre de Commerce dëse Gesetzesprojet approvouiert.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis vum 20. Januar 2026 de Gesetzesprojet méi kritisches gesinn. Dëse Projet kéint laut dem Staatsrot net a Kraaft trieden, ier d'Ëmsetzung vun der sougenannter CSRD-Direktiv gestëmmt wier. Dëst soll awer mam Projet de loi 8370 geschéien. Bei der CSRD-Direktiv geet et ëm d'Nohaltegkeetsberichterstattung, déi d'Betriber am Kader vun der Kontabilität maache mussen. D'CSRD ass en Deel vum Green Deal a si betrëfft d'Beräicher vun de soziale Rechter, der Ëmwelt, de Mënscherechter an der Gouvernance.

Fir den Observatioun vum Staatsrot op dësem Punkt Rechnung ze droen an och d'Transpositioun vun der ESAP-Direktiv net ze verzögere, ass decidéiert ginn, déi concernéiert Artikelen aus dem virleiende Gesetzesprojet erauszehuelen an an de Projet vun der CSRD-Direktiv ze integréieren. Deementspreechend ass och den Intitulé vum Gesetzesprojet geännert ginn.

Duerch weider Amendementer sinn d'CSSF an de Commissariat aux assurances als Sammelstelle fir Donnéeën iwwer Pensiounsfongen designéiert ginn.

De Staatsrot hat och legistesche Remarque gemaach, deene mir gréisstendeels Rechnung gedroen hunn.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech wier heimadder um Enn vu mengem Rapport ukomm a géing weiderfueren als mandatierte Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Mat dësem Gesetzesprojet beweist Lëtzebuerg op en Neits, dass et First Mover ass, an dat an engem Beräich, an deem mir haut scho féierend sinn an der EU. Aktuell huet just Rumänien dës Direktiv bis elo ëmgesat.

Eent vun den Ziler vun der Kapitalmaartunioun ass, den europäeschen Entreprisé méi einfach Zougang zu Kapital ze verschafen. D'Entreprisé sollen net méi nëmmen iwwer Banke finanziéiert ginn, mee och iwwer Kapitalmäert an Investisseuren. Och alternativ Investmentfonge falen dorënner.

Aktuell ginn zu Lëtzebuerg an och an der Europäescher Unioun am Allgemengen d'Entreprisé majoritär iwwer Banke finanziéiert. A grad dat ass de groussen Ënnerschied zu Amerika, wou d'Entreprises

zu 85 % vu sougenannter Private Equity finanziéiert ginn, dat heescht vu Kapitalbedeelegungen. A fir dass d'Leit nun emol kënnen an d'Entreprises investéieren, mussen si déi néideg relevant Informatiounen hunn, fir dass si en pleine connaissance de cause Investissementsdecisiounen huele kënnen.

Den ESAP soll hei eng Hëllef sinn. Mam ESAP gëtt en Outil geschaf, fir dass d'Leit, spréich d'Biergerinnen an d'Bierger, respektiv d'Entreprises, déi wëllen investéieren, e gereegelt Accès zu deenen Informatiounen kréien, déi se brauchen, fir déi richteg Finanztechnesch Entscheedunge kënnen ze treffen.

Wat awer och kloer gereegelt gëtt mat dësem Gesetzesprojet, ass, dass d'Kreditvergabe u Konsumenten zu Lëtzebuerg duerch alternativ Investmentfongen net wäert erlaabt ginn. Dës Fonge bleiwen zu Lëtzebuerg op professionell, institutionell Clienten ausgerichtet. Innovatioun a Konsumenteschutz ginn also hei Hand an Hand.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn Iech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Bei dësem Gesetzesprojet begrësse mer, dass d'Informationsasymmetrie op europäeschem Niveau reduzéiert gëtt, dass d'Investisseuren e besseren Zougang zu den Informatiounen kréien an dass d'Kapitalmäert méi staark ginn. An dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz hei matstëmmen. Mir stellen eis allerdéngs e puer Froen, insbesondere wat de Schutz vun den Investisseuren ugeet, de Konsumenteschutz, am Kader vun där zukünftiger Spuer- an Investitionsunioun.

Hei gëtt elo e Point d'accès unique geschafft mat deem ESAP, wou u sech d'Leit, och d'Investisseuren, da kënnen Informatiounen kréien, vergläichen, wat d'Emetteuren ugeet, wat déi verschidde Finanzproduiten ugeet, wat am Fong positiv ass.

Mir wëssen, dass dat virdru geschitt ass iwwer en Dispositif, wou haaptsächlech d'Leit iwwer Banke oder aner Intermediären investéiert hunn. Do ass dann e Profil d'investisseur erstallt ginn. Dat waren déi MiFID-Direktiven, déi u sech dann d'Leit klassifizéiert hu selon Investisseur averti oder e bësse manner averti Konsumenten. Do si Prospekter geschriwwen ginn, déi kee gelies huet. Déi sinn da méi kuerz gemaach ginn. Dat waren dann déi KID-Prospekter (ndlr: Key Information Documents), déi och kee gelies huet. An dofir war u sech dee Schutz do, mee deen ass haaptsächlech dorüwwer gelaf, dass u sech d'Leit, wéi gesot, investéiert hunn iwwer Intermediären.

Dat ass haut e bëssen anescht. Mir wëssen, dass ganz vill Investisseuren haut iwwer Appe fueren, haaptsächlech och Jonker, déi et ganz einfach maachen, Finanzprodukten ze kafen. An do stelle mer eis dann awer d'Fro, awéifern de Schutz vun de Konsumente gewäert ass an esou engem Kontext.

D'Kommissärin Albuquerque war virun net allze laanger Zäit hei an der Chamber, ech mengen, dat war kuerz, nodeems se ugetruede war, 2024, wou se da

gesot huet, si wär der Meenung, dass d'Europäer, d'Investisseuren, vill ze vill laang am Fong e bësse géint hire Wëlle geschützt gi wäeren an dass een et en fait misst méi einfach maachen, a Wäertpabeieren ze investéieren, an dass dat am Fong eng Condition sine qua non wär, fir déi Capital Markets Union, déi Savings and Investment Union, do ëmzesetzen, e bësse mat deem Gedanken, wéi d'Rapportrice sot, fir u sech e bëssen esou eppes wéi en amerikaneschen Investitionsmaart hei ze schafen, wou mer u sech wëssen, dass d'Entreprisé sech vill iwwert de Marché des capitaux finanziéieren, vill méi, wéi dat bei eis de Fall ass.

An ech mengen, dass een do muss e Mëttelwee fannen, wou een dat engersäits ëmsetzt, awer trotzdem à l'européenne, mat deem néidege Schutz fir d'Investisseuren, wou een am Fong awer wierklech e Kapitalmaart à l'américaine evitéiert. Ech hunn do ëmmer „The Wolf of Wall Street“ am Kapp, wou d'Leit Pennystocks verkaf kréien duerch u sech relativ aggressiv Marketingtechniken. An ech mengen, dat soll ee wierklech hei evitéieren.

Mee et muss een awer wëssen, dass d'Leit, an déi Jonk haaptsächlech, allméiglechen Influenceuren ausgesat sinn, déi hinne Kryptoavoiere, awer net nëmmen, verkafen. An ech mengen, an dat ass vläicht och meng Fro: Wat ass do ugeduecht, fir déi ze schützen? Well dat sinn natierlech zum Deel extrem riskéiert Avoiere, wou een ... Bon, bei Kryptocurrencies wësse mer, wéi déi fluktuéieren. Et sinn aner Avoiere, Tokens, Kryptoassets, déi änlech riskant sinn a wou et awer och an eisen Ae wichteg wär, do deen néidege Schutz virzegesinn am Kader vun där Savings and Investment Union. An ech mengen, dat heiten ass een esou en Text, dee Single Access Point, wou dat méiglecherweis schonn, mengen ech, muss matspillen. Mee dat wär eis wichteg, de manière générale, am Kontext vun där Savings and Investment Union.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech ginn och den Accord fir d'ADR.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech ginn och den Accord fir déi gréng.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. „Une fois n'est pas coutume“: Ech ginn den Accord.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung, e puer Wuert ze soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Well Der mech dozou opgefuerdert hutt, soen ech dann e puer Wuert. Ech soe fir d'éischt emol der Madamm ...

(Hilarité)

Ech soen da fir d'éischt emol ...

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass d'Reglement.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ben, ech passe mech deem un. D'Parlament ass den éischte Pouvoir. Ech souz 17 Joer och do op der Bänk.

(Hilarité)

Da soen ech fir d'éischt der Madamm Adehm Merci, well si erlaabt mer, dass meng Wierder net esou laang mussen sinn, well se de Projet am Detail prezis virgestallt huet.

Den Här Fayot huet eigentlech eng ganz Rei pertinent Froen opgeworf.

(Interruption)

Jo, jo.

„Wéi schützt Der den Investisseur?“ Well dat ass jo fir d'Europäer déi wichteg Fro vum Gläichgewicht. Ech war zwee Deeg an den nordesche Staaten. A gëschter war ech extreem iwwerrascht: A Schweden hunn 73 % vun de Leit – 73 % vun de Leit! – direkten Accès zu de Kapitalmäert. Déi sinn einfach europawäit, net nëmmen an den nordesche Länner, féierend doran an déi setzen eigentlech d'Kapitalmaartunioun – well dat ass jo net nëmmen eng Zentralisatiounsfro vun engem Contrôleur, mee dat geet wäit doriwwee eraus – elo schonns ëm.

„Wat sinn déi Mëttelen, déi Dir virgesitt?“ Déi Fro stellt den Här Fayot. Ech géing soen: Education financière, Finanzeducatioun. D'Madamm Braz huet dozou eng Proposition de loi erabruucht an ech mengen, mir haten e gudden Echange de leschte Freideg an der Finanzkommissioun, wou mer grad gesot hunn: „Mir setzen d'Finanzeducatioun ëm.“ An dat steet an dem Gesetzesprojet dra vun der Bankenopsicht, vun der CSSF, fir do net nëmmen iwwer Gouvernancereegelen ze schwätzen, mee dass dat an Zukunft och eng vun den Haaptmissiounen ass vun der Finanzopsicht.

Also d'Finanzeducatioun, dat ass net nëmmen an der Primärschoul, fir dat elo esou ze soen, dat ass net nëmmen am Lycée, mee dat ass e Lifelong Learning, dass mer d'Biergerinnen an d'Bierger mathuelen. Wann nei Technologien den Zougang zu de Finanzmäert iwwer e Klick, iwwert den Handy, iwwert de mobillen Telefon, hierstellen, jo, da mussen mer och déi néideg Reegelen derbäi hunn, fir dass den Investisseur geschützt ass.

(Interruption par M. Ben Polidori)

De Punkt ass och deen ... Dir sot: „Très bien!“ Jo, Här Polidori. Dir hat eng Motioun erabruucht iwwert de Schutz vun de Bierger, wa se op E-Payment-Plattformen vu Lëtzebuurger Banke ginn. Och dat gehéiert fir mech do derzou. En zweete Punkt ass also dee vun der sougenannter Cybersécherheet. Dat heescht, dass net aner Leit sech kënnen mat Ärem Profil aloggen, fir da Finanztransaktiounen ze maachen, an dass Dir musst sécherstellen, wann Der op esou eng Plattform gitt – well dat war jo bei där Bank, wou Der gesot hutt, den Haaptproblem –, dass dat dann och d'Plattform ass vun där Bank, mat där Der eng Geschäftsbeziehung hutt, an dass Der dann an aller Sécherheet déi Relatioun an och déi Transaktiounen kënn maachen.

Um Niveau vun der Approche, déi d'Europäesch Unioun huet an déi mir och als Lëtzebuerg an ech a menger Missioun dann eeben als zoustännege

Regierungsmember hunn, ass et esou: Mir wëllen net eng Deregulierung, wéi dat an anere Regiounen vun der Welt ass, a fortschrëttlechen Ekonomien. Mir hätte gär, dass eng Vereinfachung vun der Reglementatioun kënn, mee dass nach ëmmer eng Regulierung do ass, déi also e Kader setzt, sou dass deejéinegen, dee Finanzprodukter opleet, eng Marge huet, wou e ka kreativ agéieren, mee dass an der Konterpartie gradesou sécher den eenzelen Investisseur weess, ënner wat fir enge Konditiounen hie gesécher a vollëmfänglech informéiert kann déi Transaktiounen maachen, déi e sollt maachen.

E konkreet Beispill, Här Fayot, dovunner ass dat, wat mer bei der sougenannter MiCA gesinn, dat heescht der Markets in Crypto-Assets Regulation, déi d'Chamber gestëmmt huet, wou mer also eng europäesch Reglementierung ëngesat hunn, déi genau deenen dote Virgaben entsprécht, e Kader, dee legal rechtlich verankert ass, dee Flexibilitéit gëtt, mee an der Konterpartie och den néidege Schutz vun dem Investisseur.

An do, wou mer permanent mussen agéieren, dat ass an deenen neie finanztechnologesche Méiglechkeeten, zum Beispill der Tokenisatioun, zum Beispill der Blockchain-Technologie. Dat war net des Regierung eleng, mee do si mer mëttlerweil bei der véierter Adaptatioun vun der sougenannter Blockchain-Technologie. An och bei där Tokenisatioun, wat jo eigentlech eng digital Part ass, en digitale Wäertpabeier ass, dat heescht, wou ech iwwert de Wee vun enger Tokenisatioun vun enger ganzer Rei vun Immeublen zum Beispill kann einfach en Deel huelen, ouni dass ech muss den Immeuble selwer besëtzen, abee, do muss een oppassen, wéi de Fortschritt vun der Technologie ass an dass een deen och gesetzgeberesch richtig ëmschreift.

A virun allem – an ech wëilt domadder ofschléissen – ass dat d'Transparenz. Mir mussen de Bierger opklärend informéieren. An dat ass d'Transparenz am Zougang zu den Informatiounen – dat ass jo d'Grundphilosophie vun deem sougenannten ESAP-Produkt – an eng gemeinsam Ulaftell, fir dass de Bierger déi néideg Informatiounen kriit iwwert déi Gesellschaften, wou e wëllt eng Part dovun hunn, iwwert d'Opstellung vun de Finanzprodukter, iwwert d'Struktur vun deenen Finanzprodukter, dass en do vollëmfänglech driwwer informéiert gëtt. Dat ass och net e sougenannt „ee Schoss“, deen ee mécht, mee dat muss ee permanent adaptéieren. An do ass natierlech d'Europäesch Unioun gefuerdert, mee do si mer och als nationale Legislatuer gefuerdert.

Mir kënnen net nëmmen de Leit soen, dass se en Deel vun hire Spuerprodukter och vläicht kënnen aneschtens notzen, zilstreebend investéieren, mee dann ass et un der Allgemengheet, an an deem Fall dem Staat, dee fir d'Allgemengheet steet, déi néideg Reegelen ze maachen. Dat ass eng Verflechtung, déi huet d'Regierung, mee dat ass eng Verflechtung, déi se zesumme mat der Chamber kann a muss iwwerhuelen.

Well ech soen nach eng Kéier – an ech schléissen domadder –: 34 Milliarde Spuerenlagen, also op Spuerkonten, op Depoten, sinn zu Lëtzebuerg. Dat ass den Equivalent vun engem Joer Staatsbudget. Wann déi aneschtens investéiert ginn, soll a kann dat

geschéien, mee et muss an engem gereegelte Kader geschéien. Dozou si mer alleguerten, déi heibanne stinn a sëtzen, verflucht.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8567 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8567⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8567 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert et nach eng Kéier. Voilà! De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Neestëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmege mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer (par Mme Octavie Modert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Ricardo Marques), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Alex Donnersbach), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 28., 29. an 30. Abrëll virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.17 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 40
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Ordre du jour** p. 40
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Communications** p. 40
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Changements de composition de commissions parlementaires** p. 43
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Heure de questions au Gouvernement** p. 43
 - Question n° 338 du 27 avril 2026 de M. Gérard Schockmel relative aux systèmes informatiques dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 43
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 339 du 28 avril 2026 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la convention entre l'AMMD et la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 43
M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 340 du 27 avril 2026 de Mme Corinne Cahen relative à l'audit externe planifié au sein de l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur** p. 44
Mme Corinne Cahen | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
 - Question n° 342 du 28 avril 2026 de M. Marc Goergen relative aux subsides accordés par le Luxembourg Film Fund, adressée à M. le Ministre de la Culture** p. 44
M. Marc Goergen | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
 - Question n° 343 du 28 avril 2026 de M. David Wagner relative à l'allocation des places dans les maisons relais, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** p. 45
M. David Wagner | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
 - Question n° 344 du 28 avril 2026 de M. Ben Polidori relative à l'application de vérification d'âge, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation** p. 45
M. Ben Polidori | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation
 - Question n° 345 du 28 avril 2026 de Mme Djuna Bernard relative à l'accord concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'UE, adressée à M. le Ministre du Travail** p. 45
Mme Djuna Bernard | M. Marc Spautz, Ministre du Travail
 - Question n° 341 du 28 avril 2026 de M. Tom Weidig relative aux contrôles aux frontières intérieures allemandes, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 46
M. Tom Weidig | Mme Stéphanie Weydert | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
- 6. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard** p. 47
Exposé : Mme Djuna Bernard
- 7. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum** p. 47
Exposé : M. Marc Baum
- 8. Dépôt d'une motion par M. Dan Biancalana** p. 48
Exposé : M. Dan Biancalana
- 9. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Paulette Lenert** p. 49
Exposé : Mme Paulette Lenert
- 10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'annonce d'une tripartite par le Gouvernement** p. 49
Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Laurent Zeimet (interventions de Mme Sam Tanson et M. Georges Engel) | Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel (intervention de M. Michel Wolter) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | M. Sven Clement | M. Marc Baum (interventions de M. Laurent Zeimet) | M. Laurent Zeimet (parole pour fait personnel)
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) (intervention de M. le Premier ministre Luc Frieden) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. le Premier ministre Luc Frieden) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Georges Engel (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden
Motion 1 : M. Laurent Zeimet | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum (intervention de M. Fred Keup) | M. Georges Engel | Mme Sam Tanson | M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : Mme Carole Hartmann | M. Sven Clement | M. Georges Engel | M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Fred Keup
Vote sur la motion 2 (rejetée)
- 11. Motion de M. Laurent Zeimet au sujet de l'élaboration d'un projet de système de vote électronique à distance par Internet** p. 59
Exposé : M. Laurent Zeimet
Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Vote sur la motion modifiée (adoptée)
- 12. 8307 – Projet de loi sur la résilience des entités critiques et portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale**
8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :
1° la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
2° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;
3° la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques p. 61
Rapports de la Commission des Institutions : M. Laurent Zeimet
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Simone Beissel | M. Ben Polidori | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8307 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8364 et dispense du second vote constitutionnel
- 13. 7882B – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale** p. 65
Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar
Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882B et dispense du second vote constitutionnel
- 14. 8669 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de l'instauration de la libération différée du capital social minimum des sociétés à responsabilité limitée** p. 69
Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8669 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Setzung op.

Mir fänken u mat der Informatioun, datt de 5. Abrëll de Greffier honoraire vun der Chamber, den Här Guillaume Wagener, am Alter vu 87 Joer versterwen ass.

De Guillaume Wagner war während 28 Joer, vun 1972 bis 2000, Greffier vun der Chamber, do virdu véier Joer Greffier adjoint. An där laanger Zäit huet hie vill Changementer hei am Haus materlief, vill Deputéierter gesi kommen a goen a vill Koalitioune gesi wieselen. Hie war den aachte Greffier an der Geschicht vun eisem Parlament.

Am Numm vun der Chamber drécken ech der Famill eist déift Matgefill aus.

2. Ordre du jour

An da komme mer zum Ordre du jour. Den Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert an zréckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens: D'Lëscht mat de Petitioenen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Véiertens: Sou wéi dat am Chamberreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

De 27. Mäerz 2026 huet de President vum Staatsrot matgedeelt, dass e Poste vu Staatsconseiller vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an an den Artikelen 116 bis 127 vum Chamberreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vum Staatsconseiller ze bezeichnen.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberpresident riichten.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, muss se bis spéitstens den 19. Mee 2026 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeden, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn. Dat heescht éischtens: d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, zweetens: am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn, drëttens: am Grand-Duché residéieren a véiertens: den Alter vun 30 Joer erreecht ze hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot et virgesäit, huet eis de Staatsrot follgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens eng Persoun mat engem ofgeschlossenen Universitätsdiplom am Droit an enger professioneller Erfahrung am Verwaltungsrecht an am Recht vum öffentlechen Déngscht, zweetens eng Persoun mat engem ofgeschlossenen Universitätsdiplom am Droit, spezialiséiert am Gesellschaftsrecht.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalv vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäuseleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 28 avril 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dossiers législatifs suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8718 – Proposition de loi modifiant l'article L. 222-2, paragraphe 2, Code du travail en vue d'une évaluation annuelle des conditions économiques générales et des revenus

Dépôt : M. Claude Haagen, Député, le 18/03/2026

8719 – Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine en vue du don de sang entre hommes homosexuels

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Députée, le 19/03/2026

8720 – Projet de loi portant exécution du règlement (UE) 2024/1787 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie et modifiant le règlement (UE) 2019/942

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 20/03/2026

8721 – Projet de loi portant modification du Code pénal

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 20/03/2026

8722 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 20/03/2026

8723 – Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 20/03/2026

8724 – Projet de loi concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 20/03/2026

8725 – Projet de loi relative au régime d'aides pour l'acquisition de véhicules routiers à zéro émission de CO₂

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 27/03/2026

8726 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 01/04/2026

8727 – Projet de loi relative à l'adaptation de la loi du 17 décembre 2021 relative au financement de l'exploitation des services publics d'autobus

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 02/04/2026

8728 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/04/2026

8729 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer la location et l'exploitation d'un centre de test sur le Space Campus à Kockelscheuer

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 16/04/2026

8732 – Projet de loi sur l'accueil des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de la protection temporaire portant :

1° transposition de la directive (UE) 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale (refonte) ;

2° modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

3° modification de loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

4° modification de la loi du 4 décembre 2019 portant création de l'Office national de l'accueil ;

5° modification de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

6° modification de la loi du 18 juillet 2025 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures

d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/04/2026

8733 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1183 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 en ce qui concerne l'établissement du cadre européen relatif à une identité numérique et portant :
1° modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;
2° modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/04/2026

8734 – Projet de loi relatif à la lutte contre les cyberviolences et portant modification du Code pénal

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 22/04/2026

8735 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de commerce ;
2° de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité)

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 22/04/2026

8736 – Projet de loi instaurant un régime d'aides visant à renforcer la productivité, la compétitivité et la résilience des entreprises luxembourgeoises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/04/2026

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

8719 – Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine en vue du don de sang entre hommes homosexuels

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Députée, le 19/03/2026

Retrait du rôle des affaires : 17/04/2026

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

4010 – Demande de pétition publique : Anpassung der Wohnpreise in Luxemburg

Dépôt : M. Luca Donner, le 17/03/2026

4011 – Demande de pétition publique : Limiter les prix des carburants

Dépôt : M. Jean-Baptiste Printz, le 19/03/2026

4012 – Demande de pétition ordinaire : Obligation d'affichage du prix au kWh sur les bornes de recharge publiques payantes

Dépôt : M. Nelson José Santos Sousa, le 19/03/2026

4013 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun: Zoumaache vun der Lëtzebuurger Ambassade zu Moskau

Dépôt : M. Romain Reiter, le 20/03/2026

4014 – Demande de pétition ordinaire : Verbuert vun der Notzung vu kënschtlech generéierte Fotoen a Videoen an all journalistescher Berichterstattung

Dépôt : M. Romain Reiter, le 20/03/2026

4015 – Demande de pétition publique : Droit au référendum pour décisions vitales du pays

Dépôt : M. Joe Jean-Luc Kohl, le 20/03/2026

4016 – Demande de pétition publique : Pétition pour le renforcement de la protection des enfants au Luxembourg

Dépôt : M. Philippe Franck Bernard, le 21/03/2026

4017 – Demande de pétition ordinaire : Projet de loi 7195 redébatu pour inclure les comptes « settlement » dans la catégorie de saisissables

Dépôt : M. Adrian Leica, le 22/03/2026

4018 – Demande de pétition publique : Égalité des droits pour tous

Dépôt : M. Marc Jacques Kintgen, le 23/03/2026

4019 – Demande de pétition publique : Mon contrat, ma décision – Fin de l'engagement de 24 mois

Dépôt : M. Oleksandr Borysov, le 24/03/2026

4020 – Demande de pétition ordinaire : Soutien financier aux entreprises pour salariés avec TDAH et TSA

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 24/03/2026

4021 – Demande de pétition publique : Renforcer la sécurité des enfants et prévention de la violence dans les établissements scolaires

Dépôt : Mme Vania Patricia Mesquita Nascimento, le 25/03/2026

4022 – Demande de pétition ordinaire : Renforcement de l'application de la loi et clarification des règles concernant la prostitution de rue au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 26/03/2026

4023 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'instauration d'un système de rémunération flexible destiné au paiement du logement, des frais médicaux et de la formation à partir du salaire brut

Dépôt : M. Elio De Blasi, le 26/03/2026

4024 – Demande de pétition publique : Revalorisation salariale des aides socio-familiales au même niveau que les aides-soignantes et les auxiliaires de vie

Dépôt : Mme Fatima Farah, le 27/03/2026

4025 – Demande de pétition ordinaire : Pétition relative à la modification des règles concernant les photographies biométriques pour les documents d'identité

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 27/03/2026

4026 – Demande de pétition ordinaire : Pétition relative à l'obligation d'information des consommateurs concernant les méthodes d'abattage des animaux dans les produits alimentaires

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 27/03/2026

4027 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'introduction de règles relatives à la tenue vestimentaire appropriée des employés des administrations publiques et des représentants des organisations administratives

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 27/03/2026

4028 – Demande de pétition publique : Stärker vum Schutz fir Hausdéieren: Méi streng Strofe fir Déierevergiftung a bewusst Gefährdung

Dépôt : Mme Isabelle Mulcahy, le 29/03/2026

4029 – Demande de pétition publique : À l'attention de Monsieur le Président de la Chambre des Députés Commission des Pétitions 23, rue du Marché-aux-Herbes L-1728 Luxembourg

Dépôt : Mme Nora Mallim, le 29/03/2026

4030 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la vérification de la cohérence des données dans les

décisions et courriers administratifs, ainsi que dans la correspondance officielle, relative à l'incohérence des données, à la garantie de l'égalité de traitement dans les procédures administratives et à la protection des droits des destinataires de la correspondance administrative

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 29/03/2026

4031 – Demande de pétition publique : Entlastung der Bürger bei steigenden Lebenshaltungskosten in Luxemburg

Dépôt : M. Jean-Michel Hollemans, le 29/03/2026

4032 – Demande de pétition publique : Stärkung der regionalen Lebensmittelproduktion und Nutzung von Dachflächen für erneuerbare Energie

Dépôt : M. Jean-Michel Hollemans, le 29/03/2026

4033 – Demande de pétition publique : Méi regional Liewensmëttel an Energie vum Daach fir méi Onofhängegkeet zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Jean-Michel Hollemans, le 30/03/2026

4034 – Demande de pétition publique : Ofschafte vum Promotiounsexame fir Beamten an Employéen an der ënneschter Carrière am ëffentlechen Dëngscht

Dépôt : M. Yves Lill, le 30/03/2026

4035 – Demande de pétition publique : Petition zur Verbesserung der sprachlichen Kommunikationsfähigkeit im Gesundheitswesen in Luxemburg

Dépôt : M. Yves Peiffer, le 31/03/2026

4036 – Demande de pétition publique : Création des écoles fondamentales, lycées et universités pour des enfants sans déficits intellectuels avec des difficultés spécifiques liés à l'apprentissage et au comportement

Dépôt : Mme Flore Euda Happy, le 31/03/2026

4037 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une application rétroactive ciblée du projet de loi n° 8524

Dépôt : M. Andy François Flies, le 01/04/2026

4038 – Demande de pétition publique : Indemnisation équitable des citoyens ayant subi des frais et pertes dans le cadre de la neutralisation d'armes (loi du 2 février 2022)

Dépôt : M. Andy François Flies, le 01/04/2026

4040 – Demande de pétition publique : Pour un affichage clair et visible de la présence d'alcool dans les aliments

Dépôt : M. Gilles Alain Stumm, le 03/04/2026

4041 – Demande de pétition publique : Moins d'impôts pour les salariés célibataires au Luxembourg

Dépôt : Mme Corine Ferreira Barbosa, le 03/04/2026

4042 – Demande de pétition ordinaire : L'état des centres pour personnes dépendantes, situés dans le centre-ville

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 04/04/2026

4043 – Demande de pétition publique : Les routes du Luxembourg à péage pour les non-résidents

Dépôt : Mme Christiane Alff, le 04/04/2026

4044 – Demande de pétition publique : Sofortige Abschaffung der CO₂-Steuer, verpflichtende Preissenkungen und Entlastung der Arbeitseinkommen

Dépôt : M. Sam Wegner, le 05/04/2026

4045 – Demande de pétition publique : Fir gerecht Loyeren an zougängleche Wunnraum zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Tiago Jorge Rodrigues de Oliveira, le 05/04/2026

4046 – Demande de pétition publique : Pour une fiscalité plus équitable pour tous au Luxembourg

Dépôt : Mme Liliana Gil, le 05/04/2026

4047 – Demande de pétition publique : Reduzéiert Akzisen op Bensinn an Diesel fir Residenten a Krisenzäiten

Dépôt : M. Kim Meyer, le 05/04/2026

4048 – Demande de pétition publique : Stop à la cherté de l'énergie : retour au gaz et pétrole russes

Dépôt : M. Steve Starflinger, le 06/04/2026

4049 – Demande de pétition publique : Garantir des cannettes de bière bien froides dans les stations-service grâce au principe FIFO (First In, First Out)

Dépôt : M. Michel Braquet, le 08/04/2026

4050 – Demande de pétition publique : Pour la transparence, le contrôle financier et la garantie des droits parentaux protecteurs dans les procédures des mineurs placés

Dépôt : Mme Nora Mallim, le 09/04/2026

4051 – Demande de pétition publique : Stop aux mégots. Stop aux déchets jetés par terre

Dépôt : M. Baptiste Aviron-Violet, le 10/04/2026

4052 – Demande de pétition publique : Exonération ciblée des cotisations sociales pour les fondateurs de SARL-S

Dépôt : M. Kristijan Krapić, le 10/04/2026

4053 – Demande de pétition publique : Répartir équitablement le bruit aérien de l'aéroport sur l'ensemble de la ville de Luxembourg

Dépôt : M. Kristijan Krapić, le 10/04/2026

4054 – Demande de pétition publique : Pour des espaces publics extérieurs mieux protégés contre la fumée au Luxembourg

Dépôt : M. Thierry Michel Winn, le 12/04/2026

4056 – Demande de pétition publique : Réévaluation des frais de route

Dépôt : M. Joel Maikel Ferreira Machado, le 13/04/2026

4057 – Demande de pétition ordinaire : Placement des jours fériés dans la quantité des congés légaux

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 13/04/2026

4058 – Demande de pétition ordinaire : Placement d'une bibliothèque des matériaux à seconde main

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 13/04/2026

4059 – Demande de pétition publique : Méi haart Strofe fir Leit, déi Dreck aus dem Auto oder soss engem Gefier werfen

Dépôt : M. Pascal Lullingen, le 13/04/2026

4060 – Demande de pétition publique : Indexer automatiquement les frais d'obtention, abattements et plafonds – déclaration de revenus annuelle

Dépôt : M. João-Paulo Ferreira, le 13/04/2026

4061 – Demande de pétition publique : Harmonisation télétravail

Dépôt : M. Serge Grober, le 14/04/2026

4062 – Demande de pétition publique : Augmentation de la vitesse maximale des véhicules AM (50CC)

Dépôt : M. Alex Damiani, le 14/04/2026

4063 – Demande de pétition publique : Fermeture d'une faille réglementaire : interdiction de la publicité pour les cigarettes électroniques dans les points de vente

Dépôt : M. Jonas Elsen, le 15/04/2026

4064 – Demande de pétition publique : Pour un droit au chômage luxembourgeois pour les ex-travailleurs non résidents aux mêmes conditions que pour les ex-travailleurs résidents

Dépôt : M. Jean-Pol André Denis Landrain, le 16/04/2026

4065 – Demande de pétition publique : Révision du plafond des frais de déplacement (FD) pour soutenir la mobilité des résidents du Nord du Luxembourg

Dépôt : M. Armando José Fajardo Da Cruz, le 16/04/2026

4066 – Demande de pétition ordinaire : Abschaffen des Musikunterrichts im Cycle 4 der Grundschule

Dépôt : Mme Tessa Kries, le 17/04/2026

4067 – Demande de pétition publique : Contre les restrictions à l'analyse des décisions de justice (projet de loi n° 8721)

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/04/2026

4068 – Demande de pétition publique : Kostenübernahme für Abnehmspritzen bei Adipositas

Dépôt : Mme Tammy Lauer, le 18/04/2026

4069 – Demande de pétition publique : Contre les adresses factices au Luxembourg

Dépôt : M. Frédéric Collin, le 19/04/2026

4070 – Demande de pétition publique : Relatif à la libération de prisonniers politiques en Russie

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 19/04/2026

4071 – Demande de pétition publique : Une vignette pour les voitures qui ne paient pas une taxe au Luxembourg

Dépôt : Mme Heidi Jeannine Lea Deckers, le 19/04/2026

4072 – Demande de pétition publique : Nous exigeons une augmentation immédiate et digne des revenus des personnes en situation de handicap et des ménages à faibles revenus, ainsi que des aides réellement adaptées au coût de la vie, afin de garantir à chacun des conditions de vie justes et décentes

Dépôt : Mme Anna Jowanka Theis, le 20/04/2026

4073 – Demande de pétition publique : Aféiere vum Éischt-Hëllef-Cours ab dem éischte Schouljoer

Dépôt : Mme Pascale Perl, le 20/04/2026

4074 – Demande de pétition publique : Adapter le critère acoustique des aides (Klimabonus) pour les pompes à chaleur : conserver 40 dB(A) mais évaluer au point d'immission (fenêtre) plutôt qu'à la limite de propriété

Dépôt : M. Radu Stefan Acsinte, le 20/04/2026

4075 – Demande de pétition publique : Petitioun: Fir méi Sécherheet am Émgang mat elektreschen Trottinetten zu Lëtzebuerg

Dépôt : Mme Martine Loullingen, le 20/04/2026

4076 – Demande de pétition publique : Pour une meilleure protection de la santé des salariés au Luxembourg

Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 21/04/2026

4077 – Demande de pétition ordinaire : Fuerderung fir d'Oprechterhale vun enger Verkéiersverbindung op der Sauerbréck tëscht Rosport a Ralingen

Dépôt : M. Romain Reiter, le 21/04/2026

4078 – Demande de pétition publique : Aféierung vun enger Scholdebremms

Dépôt : M. Romain Reiter, le 21/04/2026

4079 – Demande de pétition ordinaire : Verduebelung vun der nationaler Sprittreserve an obligatoresch Lagerung zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Romain Reiter, le 21/04/2026

4080 – Demande de pétition publique : B100

Dépôt : M. Sven Draut, le 21/04/2026

4081 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun un de Lëtzebuurger Staat fir eng kloer gesetzlech Reeglung vun E-Scooteren

Dépôt : M. Kim Jacob, le 21/04/2026

4082 – Demande de pétition publique : Mise en place de formations en cours d'emploi permettant aux aides-soignants d'accéder aux professions d'infirmier ou de technicien de santé au Luxembourg

Dépôt : Mme Stéphanie Graas, le 22/04/2026

4083 – Demande de pétition publique : Obligation de faire des cours du Code de la route pour rouler avec une trottinette électrique sur la route

Dépôt : M. Guilherme Silvestre de Jesus, le 22/04/2026

4084 – Demande de pétition publique : Instaurer un âge minimum pour conduire des trottinettes électriques

Dépôt : M. Guilherme Silvestre de Jesus, le 22/04/2026

4085 – Demande de pétition publique : Voyager avec son chien en cabine : une nécessité pour le bien-être animal

Dépôt : Mme Elza Dos Santos, le 22/04/2026

4086 – Demande de pétition publique : Fir méi Präis-sécherheet beim Kaf vun Heizungsasutt

Dépôt : M. Romain Reiter, le 24/04/2026

4087 – Demande de pétition publique : Bestrofung vun homophobe Kommentaren

Dépôt : Mme Michèle Krier, le 24/04/2026

4088 – Demande de pétition publique : Initiative „Nationaler Impulstag“: Steuerfreie Wertschätzung für Bürger und Betriebe am luxemburgischen Nationalfeiertag

Dépôt : M. Denny Kanizsa, le 27/04/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

5) Avis officiel

Communication du Président de la Chambre des Députés (28/04/2026)

Par courrier du 27 mars 2026, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'un mandat de conseiller d'État est devenu vacant.

La loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 116 à 127 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés est appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 19 mai 2026, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :

- 1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;
- 2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire n° 3 et certificat d'inscription aux listes électorales) ;
- 3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ; et
- 4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État

a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :

1) une personne titulaire d'un diplôme sanctionnant un cycle universitaire complet en droit et possédant une expérience professionnelle en droit administratif et en droit de la fonction publique ;

2) une personne titulaire d'un diplôme sanctionnant un cycle universitaire complet en droit, spécialisée en droit des sociétés.

Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Félix Eischen den Här Laurent Zeimet fir de Volet „Espace“.

An der Commission des Institutions ersetzt den Här Dan Biancalana d'Madamm Taina Bofferding all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8712 iwwert den Éierentitel fir déi spuenesch Kämpfer géint de Faschismus, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

An der Commission de la Justice ersetzt den Här Franz Fayot d'Madamm Paulette Lenert all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8661 iwwert d'verantwortungsvollt Handele vun den Entrepreneuren a fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8447 iwwert déi finanziell Gouvernance vun Organisatiounen a Fondatiounen, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition-de-loien.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 338 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Informatiksystemer an de Spideeler. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 338 du 27 avril 2026 de M. Gérard Schockmel relative aux systèmes informatiques dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, am Spidol, dat heescht spidolsintern, ginn déi verschidde Patientendonnéen am Spidolsinformatiounssystem zentraliséiert. Dozou gehéieren och Donnéen aus méi spezialiséierten

Informatiounssystemer, wéi déi vum Labo oder der Radiologie. Dës Zentralisatioun vun alle spidols-internen Donnéen am Spidolsinformatiounssystem ass awer net ouni Risiko. Esou kann zum Beispill eng technesch Pann dozou féieren, datt d'Patientendonnéen stonnelaang net accessibel sinn. All Spidol muss dofir iwwer Noutfallpläng verfügen, déi et erlaben, jidderzäit e Basisservice ze assuréieren.

Duerfir dës éischt Froen un Iech, Madamm Minister: Énnerleien d'Spideeler spezifesch Oploue vum Gesondheitsministère, wat hir Spidolsinformatiounssystemer ubelaangt, fir datt d'Patientebetreiung, d'Spriedstonden an d'Operatiounen zu all Moment kënne garantéiert ginn? Wa jo, wéi engen Oploue énnerleien d'Spideeler konkret, wat hir Spidolsinformatiounssystemer ubelaangt?

Madamm Minister, an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro hutt Dir drop higewisen, datt d'Spideeler dagdeeglech mat Versich vu Cyberattaque konfrontéiert sinn. Am Hibleck op dës Realitéit gouf am November 2022 den Organe de sécurité informatique en santé, kuerz OSIS, etabléiert, dee Recommendatiounen zur Cybersécherheet formuléiert.

Dozou folgend Froen: Wéi ginn d'Spideeler an der Ëmsetzung vun den OSIS-Recommendatiounen begleet? Sinn d'OSIS-Recommendatiounen bannend? Gëtt et De-laie fir d'Ëmsetzung? Gëtt d'Ëmsetzung systematesch a regelméisseg evaluéiert?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci dem Deputéierten Schockmel fir déi ganz, ganz wichteg Fro ronderëm d'Sécherheet vun de Patientendonnéen.

Lëtzebuerg huet de Choix gemaach, fir laangfristeg, strukturéiert a breet eng Resilienzstrategie opzestellen. Déi gouf 2025 presentéiert a besteet aus aacht Piliere an 149 Moossnamen, wou der natierlech eng Retsch de Gesondheitssecteur betreffen.

An dat, wat Der ugeschwat hutt, ass eigentlech de Scope vun der Cybersécherheet an de Spideeler. An deem Sënn ass de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet responsabel fir all déi kritesch Entitéiten, déi a sengem Scope leien. Dozou gehéieren natierlech d'Spideeler an natierlech och hir Informatiksystemer, hir informatesch Informatiounssystemer an all Donnéen, déi do geschpéichert sinn.

D'Gesondheidsdate vun de Leit sinn extrem sensibel Donnéen a mussen ganz besonnesch geschützt ginn, an dat natierlech nach méi a Krisesituatiounen. D'NIS-2-Direktiv setzt dat spezifesch bei Cyberkrisen ëm, andeems e konkrete Kader geschafe gëtt, fir d'Cybersécherheet ze garantéieren.

Wéi gëtt dat dann elo hei zu Lëtzebuerg ëmgesat? De Ministère huet 2025 e Bréif un d'Verwaltungsréit vun de Spideeler geschéckt, fir hinne matzedeelen, datt se opgrond vun der NIS-2-Direktiv d'Iwwerwaachung an d'Gestioun vun Cyberrisiken am Scope mussen hunn. Duerfir solle si e Responsabelen nennen, deen dann do den Usprechpartner ass. Et gëtt dann eng detailléiert Risikoanalyse gemaach an eng Risikoanalysemethode en place gesat op eng strukturéiert Aart a Weis an d'Risiko ginn identifizéiert, bewäert an och, wa méiglech, ofgebaut.

Zweeten Deel vun Ärer Fro: Wéi ginn d'Spideeler dann elo begleet, fir dat ze maachen? An effektiv, wéi Der gesot hutt, hu mer do en Organ fir informatesch Sécherheet opgestallt, deen 2022 gegrënnt ginn ass, wou de Ministère an d'Agence INCERT vertrauede sinn.

Dëse Gremium gëtt Recommendatiounen eraus an ënnerstëtzt ënner anerem d'Spideeler bei der Ëmsetzung. Mee déi Recommendatiounen sinn a priori net obligatoresch, ausser et ass en liaison mam AI Act oder mat NIS-2, wou et eeben Obligatiounen sinn, fir ëmgesat ze ginn.

Fir deen operationelle Volet gesäit e Comité de pilotage sech all Mount, eemol am Mount. Dodraner vertrauede sinn, ënner deenen Acteuren, déi am OSIS sinn, och nach d'Agence eSanté, d'CNS, d'Fédération des hôpitaux, LUXITH, COPAS an INCERT selwer, wéi ech scho gesot hunn.

D'Aufgabe vun där monatlecher Reunioen sinn, Methoden ze harmoniséieren, ze mutualiséieren a virun allem datt all Acteuren ëmmer déi selwecht Informatiounen hunn. Dës Gremien, d'Verwaltungsréit vun de Spideeler, OSIS zesumme mam CPC (ndlr: Comité de pilotage de cybersécurité), garantéieren, datt mir gutt opgestallt ginn an datt d'Donnéen vum Patient, déi extrem wichteg sinn, fir de Patient ze schützen, fir de Patient ze behandelen a gegebenefalls d'Continuité des soins ze assuréieren, datt déi och richtig geschützt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 339 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Konventioun tëschent der AMMD an der CNS. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 339 du 28 avril 2026 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la convention entre l'AMMD et la CNS, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. D'Virgeschicht ass bekannt: D'AMMD huet Enn Oktober 2025 d'Konventioun mat der Gesondheitskeess opgekënnegt. Duerno si Verhandlungen iwwer sechs Ronne mat der CNS gelaf an et koum eng Revisioun, eng nei Versioun, vun där Konventioun eraus, wou d'AMMD an enger éischter Phas gesot huet, si wär grondsätzlech mat deem Text d'accord. D'AMMD huet awer hir Ënnerschrëft refuséiert, well eng ganz Rei vun hire fundamentale grondsätzleche Fuerderungen ausserhalb vun där Konventioun vun der Regierung ignoréiert géife ginn. Dat huet se elo an engem Communiqué ënnerstrach.

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister:

Wéi steet si zu där gefuerderter Tariffautonomie, deelweis oder zäitweis, déi vun der AMMD gefuerdert gëtt an déi de Risiko vun enger Zwouklassemmedezinn géif biergen? Wéi steet si dozou?

Wéi steet si zu der weiderer Fuerderung vun der AMMD, fir d'Lettres-clés vun hiren Akten adaptéiert, erhéicht ze kréien?

Wéi steet d'Madamm Minister zu der Fuerderung vun der AMMD, fir weider Interventiounen aus de Spideeler erauszehuelen an an den ambulante Beräich eranzeféieren?

Wéi reagéiert d'Madamm Minister op deen Drock, dee vun der AMMD versicht gëtt iwwert de Premier op si auszeüben? Ass si do bulletproof oder weist déi dote Strategie vun der AMMD eng Wierkung?

Merci gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An och merci dem Här Di Bartolomeo fir déi ganz aktuell Fro. An de leschten Deeg hutt Der jo Communiquéen de part et d'autre gelies. An effektiv, d'Konventioun ass gekënnegt ginn. D'Konventioun ass a Verhandlungen diskutéiert ginn. Déi néideg Adaptatiounen, déi sollten eventuell gemaach ginn, si gemaach. An d'Dokument ass prett, fir ënnerschriwwen ze ginn. A wéi Der festgestallt hutt, wëllt awer ee Partner elo net direkt ënnerschriwwen. Dat ass Fakt.

Fakt ass och, dass mir parallel dorunner schaffen, fir ze kucken, falls déi Ënnerschrëft net do wär bis den 1. November, dass mer dann e Règlement grand-ducal hunn, wat déi Konventioun kann ersetzen. A fir den Assuré ännert dat guer näischt. Dat heescht, den Assuré ka viru bei den Dokter goen, seng Rechnunge bezuelt kréien. Do ännert guer näischt. Dat heescht, mir sinn amgang, un deem Règlement grand-ducal ze schaffen.

Dann dee politesche Volet, deen Der uschwätzt, mat eebe Fräitariffer, Lettres-clés, ambulante Servicer, do wëllt ech drop hiweisen, dass mir am November hei intensiv Diskussiounen haten, wou mer gesot hunn: „Mir behalen dee konventionéierte System bäi. Mir wëlle keng Zwouklassemeezinn a mir wëlle keng fräi Tarifikatioun.“ Dat hu mer hei op der Chambertribün gesot an dat behale mer och esou bäi.

Nichtsdestotz sinn am Accord de coalition eng Rëtsch Pisten ugedeit, fir Urgencen ze entlaaschten, fir Delaien erofzesetzen, fir medezinesch Aktivitéite méi no bei de Patient ze kréien. An do sinn ech a fënnf Aarbechtsgruppe mat de Representantë vun der AMMD ënnerwee, fir déi Saachen unzegoen. Mir kommen do a mengen Ae gutt virun. Vlächent deelt net jiddwerez déi Meinung, mee a mengen Ae komme mer do ganz gutt virun. Ech hoffen, dass mer bis am spéide Fréijoer do Konklusione kënnen zéien an da gegebenefalls eeben dat op den Dësch leeën, wat mer wëllen op den Dësch leeën, fir dem Accord de coalition gerecht ze ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 340 vun der Madamm Corinne Cahen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul iwwert den externen Audit vun der Universitéit Lëtzebuerg. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 340 du 27 avril 2026 de Mme Corinne Cahen relative à l'audit externe planifié au sein de l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Jo, ech wollt emol froen am Kader ... Et gouf vill Kriticken a Reproché par rapport zum Fonctionnement vun der Uni Lëtzebuerg. An Dir hat do, Madamm Minister, den 2. Februar ugekënnegt, dass Der en externen Audit eebe wëllt maachen iwwert d'Governance vun der Uni, dass Der dee wëllt an Optrag ginn. Dir hutt dann de 24. Februar d'Membere vun der zoustänneger Chamberkommissioun iwwert de Cahier des charges informéiert fir dësen externen Audit. An duerfir wollt ech emol froen, wou Der dru sidd mat dësem Audit. Gouf dee Marché entre-temps attribuéiert? A wat wär elo genee den Timing?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Madamm Ministesch.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Merci, Madamm Cahen, fir dës Fro. Fir op d'Fro ze äntweren, wëllt ech fir d'éischt nach eng Kéier d'Haaptelementer vum Cahier des charges fir dësen externen Audit iwwert d'Governance vun der Uni rappeléieren, esou wéi ech se och de 24. Februar der respektiv zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt hunn. Laut dem Cahier des charges sollt den Audit eng Period zwëschen 2018 an 2025 ofdecken. Als maximale Budget waren 109.000 Euro hors TVA virgesinn. An den Audit soll an engem Zäitraum vun zéng Woche realiséiert ginn, an dat vu Métt Abrëll bis Ufank Juli dëst Joer.

De Ministère huet de 24. Februar am Kader vun enger Procédure restreinte de Cahier des charges un eeleeft potenziell Prestatairen zu Lëtzebuerg an och am Ausland geschéckt. An de 5. Mäerz ass nach en zousätzlechen externe Prestataire am Ausland ugeschriwwen ginn. Insgesamt hu mir, wéi gesot, zwielef potenziell Prestatairen ugeschriwwen.

Bis zur Date limite vum 31. Mäerz ass keng Offer erakomm. Mir kruten awer eng Rei Bemierkungen an Iwwerleeunge vun de Prestatairen, wat de Perimeter vun aacht Joer, de Budget an d'Zäitschinn vun zéng Woche betrëfft, déi et hinnen net erlaabt hunn, esou eng Offer ofzeginn. An duerfir hu mer an de leschte Wochen intensiv um Cahier des charges nach eng Kéier geschafft. Den Audit soll elo d'Period vun 2022 bis 2025, also véier Joer, ofdecken, bei Bedarf och kënnen op Elementer bis 2018 zeréckgräifen. De maximale Budget géif elo op 212.000 Euro hors TVA eropgoen. An den Audit soll vu Juli 2026 bis Februar 2027 realiséiert ginn, wat dem Prestataire soll erlaben, sech déi néideg Ressourcë fir dës Missioun och ze ginn. Den Audit ka frëstens am Juli ufänken, well mir mat dësem erhéichte Budget eng normal öffentleche Ausschreiwung wäerte maachen.

Wéi ech schonns op ville Plaze gesot hunn, huelen ech d'Frostellung an d'Kriticken, déi iwwert d'Governance an d'Fonctionnement vun der Uni opgeworf goufen, extreem eescht. An dofir hunn ech decidéiert, mat méi Méttelen an och mat engem gréisseren Zäitraum mat dësem externen Audit d'Governance vun der Universitéit nach eng Kéier ze duerchlichthen an do eng gutt Basis ze hunn, fir ze kucken, wéi d'Governance no ronn 25 Joer vun der Entsteung vun der Universitéit Lëtzebuerg sech soll da weiderentwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 342 vum Här Marc Goergen un den Här Kulturminister iwwert d'Subside vum Luxembourg Film Fund. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 342 du 28 avril 2026 de M. Marc Goergen relative aux subsides accordés par le Luxembourg Film Fund, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. De Filmfong: 180 Milliounen Euro, an am Moment kommen éischter Nouvelen, dass ëmmer méi Firmen aus deem Filmfong hir Diere mussen zoumaachen. Do war dann och elo rezent eng ganz interessant Ausso vun de Leit aus der Branche. Vill Filmtexniker géifen ophalen, well een net méi vun hirem Beruff liewe kéint, an dat trotz deenen 180 Milliounen. An da stellt sech d'Fro: Wisou? Ech zitieren d'Ausso: „Fir de President vun der ALTA läit dat awer net just un deem grouse Wandel, deen d'Filmbranche weltwäit erlieft. He gesäit och de Filmfong an der Verantwortung.

Et géif ze vill Aarbecht an d'Ausland goen. ‚D'Reegele ginn ëmmer erëm adaptéiert. Ech soen elo och ganz frech, si ginn oft adaptéiert zugonschte vun de Produzenten.“ Dat sot de President vun der ALTA.

Dofir hunn ech Iech haut dräi Froe matbruecht:

Wéi garantéiert d'Regierung, dass de lokale Beschäftegten hei aus dem Land déi Milliounen zeguttkommen?

Dann: Wéi erkläert Der, dass esou vill Aarbecht am Filmfong an d'Ausland verluecht gëtt?

An dann drëttens, dat Wichtigst: Gedenkt d'Regierung, d'Kriterie vun Filmfong esou unzepassen un d'Kritick vun de Leit aus der Branche, dass d'Branche hei am Land méi ënnerstëtzt gëtt?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Minister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, merci dem Här Goergen fir dës Fro. Dës Fro erlaabt mer, nach eng Kéier op verschidde Punkten anzugeen, wat de Filmfong a virun allem dann och de Fonctionnement vun den AFSen, den Aide-financière-sélectiven, ugeet. Ech wëll drop hiweisen, dass mat der Adaptatioun, der Modifikatioun vum Filmfonggesetz 2014 och d'Adaptatioun vun den AFSe gemaach ginn ass. Zënterhier, dat heescht zënter 2014, hu mer ee Prinzipp, an dee géllt. Dat ass de Prinzipp vun „eent zu eent“.

Dat heescht, all Euro, deen eng Produktionsfirma fir e Projet kritt, fir eng Produktioun am Kader vun enger AFS, muss fir de Lëtzebuerg Film hei investéiert ginn, notamment wat d'Salären, d'Remuneratioun oder och den Horeca-Volet ugeet.

D'Reegele vun Filmfong – an dat wëll ech dann hei nach eng Kéier ënnersträichen – erlaben et net, dass e groussen Deel vun eebenen deenen öffentleche Gelder, déi hei ugeschwat goufen, am Ausland kënnen agesat ginn. Am Géigendeel, de Montant vun deenen AFSe gëtt ausschliisslech op der Basis vun den eligibelen Dépense festgeluecht. Dëst garantéiert, dass eeben déi öffentleche Mëttele systematesch un déi wirtschaftleche Aktivitéit an och un d'Beschäftegung hei zu Lëtzebuerg gekoppelt sinn.

Ausnamen zu dësem Prinzipp besti fir bestëmmte Fäll, notamment fir Filmer vu Lëtzebuerg Realisateuren, wou een Deel vun där Geschicht, wou et dann drëms geet, zwéngend am Ausland spillt oder dann och do muss gedréint ginn.

Ech erlabe mer op dëser Plaz awer och ze soen, dass mer och am Film, an der Produktioun, a schwierigen Zäite liewen, wou d'Käschte vun der Filmproduktioun daitlech an d'Luucht gaange sinn. Dat ass eng Entwécklung, déi mer net nëmme hei zu Lëtzebuerg gesinn – Här Goergen, dat hutt Der gesot –, dat ass och an Europa an uechtert d'Welt e Constat. D'Finanzéierung vun dësen audiovisuelle Projeten ass awer, an dat muss ee betounen, iwwert déi lescht Jore weesentlech méi komplex an och finanziell méi schwierig ginn, fir ze realiséieren. Dat bedeit, an dat hunn ech hei op dëser Plaz och scho gesot, dass mer mat deene selwechte Montanten un Hëllef, déi haut ausbezuelt ginn, natierlech vill manner realiséieren, produziere kënnen, wéi dat nach virun zéng Joer de Fall war, soudatt mer manner Depensen hunn an deemno och manner Beschäftegung mat deem nammlechte Montant X un öffentleche Méttelen, wéi dat am Verglach vu virun zum Beispill zéng Joer de Fall war.

Dat heescht awer net, an och dat wëll ech hei ënnersträichen, dass dofir méi konkret finanziell Mëttele

vum Filmfong an d'Ausland fléissen. Dat ass net richtig.

An dann erlaabt mer och, zum Ofschloss nach eng Kéier drop hinzeweisen – ech mengen, dat hat ech op dës Plaz och scho gesot –, dass mer iwwert déi leschte Méint ganz gutt Entrevuen haten, dass mer net méi spéit wéi d'lescht Joer gestëmmt huet, zesumme mam Secteur, en Engagement vun der Regierung, dass mer un dräi Schrauwe wéilten dréinen. Dat ass eng Kéier dee finanzielle Volet, vun deem Der geschwat hutt, wou mer jo och hei Neel mat Käpp gemaach hunn, wou d'Chamber hei rezent och déi 180 Milliounen fir déi nächst véier Joer gestëmmt huet, fir Garantien op den Dësch ze leeën, fir dem Secteur méi Previsibilitéit ze ginn, fir e weider ze fërderen a virun allem och enger jonker Generatioun, déi hannendru kënnt, do nach eng Kéier nei Méiglechkeete mat op de Wee ze ginn. Dat hu mer gemaach.

Mir sinn och amgaangen – an dat ass eng Fuerderung aus dem Secteur, déi ass ugeschwat ginn –, fir och iwwert d'Reegelwierk vun den AFSen ze schwätzen, fir déi unzepassen do, wou et Sënn mécht. Dat hunn ech héieren. Dat ass eng Demande vum Terrain vu ganz verschidde Acteuren an Associatiounen. Dat hunn ech eescht geholl. An ech kann Iech hei och daitlech soen, dass mer do op der leschter Ligne droite sinn, fir do déi Upassungen ze finaliséieren. An déi wäerte mer dann och duerno zesumme mam Secteur presentéieren. An dat wäert an deenen nächste Woche geschéien.

An dann e leschte Punkt, dee mer weiderhin och wichteg ass: dass mer reegelméisseg a Kontakt sinn, de Filmfong, de Kulturministère, zesumme mat deene verschidde Associatiounen, den Acteuren vum Terrain, fir am Dialog ze bleiwen, déi verschidde Sujeten unzschwätzen. An dat wäerte mer net méi spéit wéi d'nächst Woch maachen, wou mer wäerten zesumme mam Filmfong och verschidde Vertrieeder nach eng Kéier gesinn, fir iwwert déi aktuell Situatioun ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 343 vum Här David Wagner un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Verdeelung vu Plazen an de Maison-relaisen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 343 du 28 avril 2026 de M. David Wagner relative à l'allocation des places dans les maisons relais, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Kader vun der Virbereedung vun der Interpellatioun vu muer, hat ech mer nach eng Kéier eng Diskussioun op RTL ugekuckt, déi am September, also bei der Rentrée stattfonnt huet. An do war de Vertrieeder vum Ministère, den Här Dhamen, deen erëm op déi Diskussioun agaangen ass vun de Prioritéitléschte bei de Maison-relaisen an datt verschidde Gemengen nach ëmmer verschidde Prioritéiten hunn, fir ze soen, datt zum Beispill Monoparentallen oder Biparentallen, Elteren, déi eng voll a ganzzäitlech Aarbecht hunn, nach ëmmer prioritär sinn, fir datt hir Kanner an eng Maison relais ginn.

Dat geet aus enger Logik eraus, datt een dovunner ausgeet, datt Elteren, déi am Chômage sinn, doheem sëtzen a warscheinlech näischt maachen, wéi am Chômage ze sinn, wat natierlech falsch ass, well se éischters musse ganz vill Saache maachen, fir eng Aarbecht ze fannen, vläicht och op Gespréicher, Astellungsgespréicher goen. Et sinn der och vill, déi Formatiounen maachen. An dann, deemno wéi, och

wa Chômeuren dann endlech eng Aarbecht fannen, dann hu se d'Schwieregkeet, datt hir Kanner dann net an enger Maison relais sinn, well se net prioritär waren. An ech hu mer scho soe gelooss, datt et sou wäit geet, zemoos bei Monoparentallen, datt se déi Aarbecht dann net kënnen unhuelen, well se op hiert Kand mussen oppassen.

Den Här Dhamen huet och dann an deem Kontext gesot, datt dat awer kee gudde Krittär wär. Déi Meening deele mir och, mee et war nach net kloer. Dofir wollte mer wëssen, ob iwwerhaapt de Ministère eng Iwwersiicht huet vun de Gemengen, déi déi Praxis nach ëmmer hunn, ob en och Demarchen ënnerhëlt oder ënnerholl huet oder wëll ënnerhuele bei deene Gemengen, fir ze kucken, datt dat net méi de Fall ass.

Och eng kloer Ausso vum Här Minister, fir ze soen, datt dat keng Prioritéit soll sinn, datt een en Travail à temps plein huet, fir datt d'Kand an eng Maison relais ka goen. An iwwerhaapt, ob d'Reglementaritéit an d'Legalitéit vun esou enger Diskriminéierung u sech ... an ob déi betreffen Elteren dann och Recours-méiglechkeeten hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. D'Wuert huet elo den Educatiounsminister. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci dem David Wagner fir déi dote Fro. Jo, et ass esou, datt d'Gemengen no hirem Aschätzen déi Prioritéiten, d'Krittären do definéieren, wou se op hirem Territoire mat hirer Populatioun gedenken, wien éischer a wie vläicht an zweeter, drëtter oder véierter Linn soll consideréiert ginn, fir eng Plaz an der Maison relais ze kréien. Ech verstu ganz gutt d'Uleies. Ech hu keng genau Chiffieren, mee ech mengen, kënnen ze confirméieren, datt dat dote fir eenzel Gemengen de Fall wäert sinn.

An ech kann och absolutt novollzéien, datt een, deen op der Sich ass no enger Aarbecht, och dee Moment eng Aarbecht féint, wou en awer dann, wann en ufänkt mat schaffen, eeben och eng Gard fir d'Kanner brauch, datt et da ganz schwéier ass, wa keng zousätzlech Plaze fräi sinn, fir dann och kënnen d'Gard vun de Kanner ze assuréieren an déi Aarbechtsplaz kënnen unzehuelen. Dat verstinn ech.

Nun ass et awer bis haut esou, datt mir eigentlech dat doten de Gestionnaire iwwerloossen, wou ganz dacks Gemengen och kéinten déi eng oder déi aner Krittären do dann änneren. An dat ass sécherlech eng Fro, déi ee mat de Gestionnaire, notamment mat de Gemengenautoritéiten, och eng Kéier ka kucken. An eiser Konventioun hu mer just op ee Fall higewisen: dat ass d'Integratioun vu Kanner mat spezifesch Besoien, fir ze kucken, datt déi, déi dann an d'Schoul ginn an och an d'Maison relais, datt déi gutt accompagnéiert ginn.

Fir de Rescht loosse mer de Gemengen dat, bis haut op jidde Fall, fräi, wat, mengen ech, net falsch ass. Ech verstinn awer, datt an deem dote Fall een dat vläicht bei där enger oder anerer Gemeng, wou dat net onbedéngt esou gewosst ass emol, datt een déi Sensibilitéit eng Kéier do kann ubréngen an dat vläicht zu engem Émdenke wäert féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 344 vum Här Ben Polidori un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwert d'Applikatioun fir Altersverifikatioun. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 344 du 28 avril 2026 de M. Ben Polidori relative à l'application de vérification d'âge, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Mëtt Abrëll gouf vun der EU-Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen eng nei App fir d'Altersverifikatioun am Internet virgestallt. D'Zil, sou sot si, vun der App ass et, de Jugendschutz am Netz ze verbesseren an d'Alterskontrolle fir Social Media an och Porno-Plattformen esou einfach wéi méiglech an och esou datespuersam wéi méiglech ze maachen.

Bis elo ass d'App net un den europäesche Projet vun der EU Digital Identity gebonnen, mee et gouf awer annoncéiert, dass d'Memberstaaten d'App an hir lokal Identifikatiounsléisunge kéinten integréieren, wa se dat da wëllen. Bei eis wär dat dann den E-Wallet.

Leider gëtt et awer aktuell e ganze Koup Qualitéitsproblemer bei dëser App. An och do ass et Sécherheetsexperte gelongen, kuerz drop un déi sensibel Donnéeën vun den Utilisateuren ze kommen, wat dat Ganz jo esou problematesch mécht.

An dofir hunn ech e puer Froen un d'Madamm Ministesch matbruecht. Déi éischt wär, ob d'Regierung am Virus doriwwer informéiert war, dass d'Kommissioun iwwerhaapt un enger App géif schaffen. Sinn d'Memberstaaten, hei da Lëtzebuerg, och beim Ausschaffe vun dëser App mat implizéiert ginn? Plangt d'Regierung d'App an dee lëtzebuergeschen E-Wallet ze integréieren? A wéi géif dat konkret och fir d'Leit ausgesinn dobaussen, wann dat da géif gemaach ginn? A wéi gesäit et bei de Sécherheitsbedenken aus? Ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst. Huet d'Regierung do eng kloer Positioun, fir elo vläicht nach ze waarden oder déi App eeben net ze benotzen?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Ministesch.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Merci, Här Polidori, fir Är Fro. Dir schwätzt d'Age-verification-App un, déi vun der Europäescher Kommissioun virgestallt ginn ass. An ech ka mech a menger Äntwert ganz kuerz faassen.

Op EU-Niveau ass aktuell kee Standard festgeluecht, a wéi enger Form d'Altersverifikatioun muss séchergestallt ginn. Lëtzebuerg huet net geplangt, déi europäesch App ëmzesetzen an et huet och net virgesinn, d'EU-App an den E-Wallet ze integréieren.

Lëtzebuerg huet virgesinn, seng eegen Attestatioun fir den Alter am E-Wallet unzebidden. An am Moment gëtt den E-Wallet aktuell am CTIE entwéckelt an d'Developpementer wäerten, wa keng gréisser Imprevue kommen, bis Enn des Joers ofgeschloss sinn.

Vu dass Lëtzebuerg un der Ausschaffung vun dëser App vun der Europäescher Kommissioun net bedeelegt ass, sinn ech net à même, fir Iech d'Fro ze beäntwerten zu der Protection des données am Kader vun dëser europäescher App.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 345 vum der Madamm Djuna Bernard un den Här Aarbechtsminister iwwert den Accord iwwert d'Koordinatioun vun de soziale Sécherheetssystemer an der EU. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 345 du 28 avril 2026 de Mme Djuna Bernard relative à l'accord concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'UE, adressée à M. le Ministre du Travail

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. An der leschter Woch gouf et eng wichteg Entwécklung op europäeschem Niveau. An zwar hunn d'EU-Memberstaaten an d'Europaparlament eng Eenegung fonnt iwwert d'Reegele vum Ausbezuere vun de Chômagegelder bei Frontalieren. Dës Reform kéint besonnesch fir Lëtzebuerg relevant ginn.

Konkreet gesäit dës Eenegung nämlech vir, dass Lëtzebuerg an Zukunft méi staark an d'Responsabilitéit geholl géing ginn, fir de Frontalieren, déi hei geschafft hunn an hir Aarbecht verléieren, weiderhi Chômagegelder ausbezuere. Esou soll ënner anerem d'ADEM eng méi grouss Roll och an der Betreiuung iwwerhuelen. Dat stellt eng fundamental Ännerung duer, well bis elo gouf dës Verantwortung gréisstendeels beim Wunnland vun de betraffene Leit veruert. Fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat staark op Frontalieren ugewise ass, kann dat natierlech bedeiend finanziell, personell an administrativ Konsequenze mat sech bréngen.

An dësem Kontext géif ech gären dem Här Aarbechtsminister follgend Froe stellen. Éischten: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg oder d'Lëtzeburger Regierung zu dëser europäescher Eenegung? Zweetens: Wéi eng konkret finanziell Auswierkungen hätt dat op eise Staatsbudget? A wéi vill zousätzlech Ressourcen, besonnesch d'Personal bei der ADEM, géifen dozou néideg sinn, fir dës nei Missiounen ëmzesetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Villmools merci der Madamm Bernard fir déi Fro. D'Fro bezitt sech op e provisoereschen Accord. Et ass eréischt muer de Moien, wou de COREPER zesummekënn, wou dat och da wäert definitiv decidéiert ginn.

Hei geet et ëm e Reglement 883/2004. An déi 2004 hannen, déi seet d'Joer, wéini déi 883 an d'Prozedur gaangen ass, an et geet gläichzäiteg ëm d'Ausféierungsreglement vun 2009.

Et ass e ganz techneschen Dossier. D'Madamm Bernard huet schonn op verschidde Punkten dovun higewise. Et geet drëm, fir d'Decision, wou e Chômeur betreit gëtt, ze änneren.

Et ass awer gläichzäiteg, an dat wëll ech ënnersträichen, och keen neien Dossier. Well dat war schonn 2016, respektiv 2018, wou festgehale ginn ass, dass dat hei géif kommen. An et war dank de Verhandlung vum Nicolas Schmit, deemools 2018, dass mer siwe Joer kritt hunn, wann et bis gestëmmt gëtt, eng Iwwergangszäit vu siwe Joer, déi och elo an deem Projet, dee muer soll am COREPER sinn, deen awer duerno nach muss an d'Europaparlament, bis en definitiv a Kraaft ass ..., dass mer do eng Iwwergangszäit kréien als Lëtzebuerg fir siwe Joer, bis dat eent zu eent dann hei zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn.

Ech wëll awer gläichzäiteg ënnersträichen: Et géllt, dass an Zukunft dra stoe kënn, dass een no 22 Wochen d'Urecht huet an deem Land, wann een esou laang do verséichert war, eng Demande ze maachen. Dat heescht net automatesch, dass jiddwereen och no 22 Woche Chômage kritt, well do ass nach ëmmer déi national Kompetenz an déi national Legislatioun, déi driwwer decidéiert, wéi dat leeft.

Mee Dir hutt awer Recht, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou 47 % vun deene Leit aus dem Privatsecteur Frontaliere sinn, dat eng enorm Auswierkung op de Lëtzeburger Aarbechtsmaart wäert hunn.

Et ass awer och ganz kloer, an dat ass och wichteg, dass et eenzegaarteg ass, wat Lëtzebuerg do huet. Ech hunn et gesot: Mir hu 47 % vu Leit, déi Frontaliere sinn. Et ass keen anert Land an der Europäescher Unioun, wat esou eppes kennt. An dofir muss mer eis och do e bëssen anescht erscht opstellen. Dat heescht, mir mussen och bei der ADEM verschidden Adaptatiounen maachen. An do muss mer déi siwe Joer och dofir netzen, fir déi Transitioun kënnen ze maachen.

Mir mussen eis bei der ADEM anescht erscht opstellen. A mir wëssen och – an Dir hutt et gesot, Madamm Bernard –, dass et och wäert finanziell Auswierkungen hunn op de Fonds pour l'emploi. Mee do ass et awer schwiereg, elo scho genau Chifferen ze soen, an ech soen dat dann esou e bëssen approximativ, wann een dat héichrechent, well do spille verschidde Facteure mat. Do spillt mat: Wéi héich ass dee Moment, wann dat do eent zu eent ëmgesat gëtt, de Chômage-Taux hei zu Lëtzebuerg? An domadder kënne mer dann och eréischt d'Berechnung maachen, wéi et genau wäert oflafen.

A gläichzäiteg muss mer mat eisen däitschen, eise franséischen an eise belschen Noperen och bilateral Ofkommense maachen, fir ze kucken, wéi mer déi Informatiounsechängë kënne maachen, fir dass mer wëssen, wou ass deen e Frankräich gemellt, wou ass deen an Däitschland gemellt a wou ass deen an der Belsch gemellt. An dofir ass et eeben esou wichteg, an Dir hutt et ënnerstrach, dass wa muer de COREPER decidéiert huet an duerno d'Europaparlament, dass mer dann och déi bilateral Diskussiounen mat deenen dräi Länner kënnen ufänken, fir dann och duerno en connaissance de cause allegueren déi Saachen an deene siwe Joer ofgeschloss ze hunn.

Wa mer d'Chiffere vun haut kucken – mir géifen déi dann héich verléieren –, da géif et fir Lëtzebuerg eng zousätzlech Ausgab ginn an der Gréisstenuerdnung vun 200 Milliounen Euro. Dat ass op e Chômage vu 6,2 mat deene Frontalizersuelen, déi mer esou de Moment an deene Prozentsätz hunn. Wéi dat elo a siwe Joer ass, also ech weess et net. Mee dofir, net dass Dir mer herno – oder vläicht net mir, mee anere Leit a siwe Joer – sot: „Dir hat deemools gesot, dat kascht esou vill.“ Do spillt dat natierlech mat: Geet de Chômage erof, geet de Chômage erop, kommen nach Frontaliere bäi a komme keng Frontaliere bäi?

Gläichzäiteg muss mer och un de Fonctionnementskäschte vun der ADEM schaffen. Och do muss mer kucken, och do ass et elo e bësse fréi, well, obwuel mer e bësse Schwieregkeeten hu bei der Ëmsetzung vun der Informatik bei de Prozeduren an der ADEM, gi mer awer dovun aus, dass et elo net nach siwe Joer dauert, bis dat einwandfrei klappt, soudass eis do och verschidde Saachen awer kënne méi einfach stattfannen an dass do en automateschen Austausch ka stattfannen. Da brauch ee manner Leit, wéi wann een dat op Pabeier muss kucken.

(Interruption par la présidence)

An da wëll ech och net verheemlechen, dass een och elo muss ofwaarden. Ech hunn et gesot: Muer decidéiert de COREPER, wou et ausgesäit, wéi wann eng Majorité qualifiée wäert do sinn. An da muss awer och nach d'Europaparlament u sech e Go ginn, ob dat elo am Juli oder am Oktober ass. An duerno kréie mer dann och matgedeelt, wéini d'Mise en vigueur ass, fir dass mer dann deem Ganze kënne Rechnung droen.

Ech sinn op alle Fall där Meenung, dass mer och an deem ganze Kader net däerfen de Kader vun der Groussregioun vergiessen ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen, wannechgléift.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Pardon, Här President, entschëllegt, ech halen elo direkt op.

Ech wollt just soen: Och an der Groussregioun ass et wichteg, dass mer dat kucken, wat den Emploi an der Groussregioun ubelaangt, well ouni eis Frontaliere géif och eis Economie net esou fonctionéieren, wéi se de Moment fonctionéiert.

Villmools merci. A pardon, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 341 vum Här Tom Weidig. An dann huele mer déi schrëftlech Fro Nummer 3994 vum der Madamm Stéphanie Weydert dobäi, déi gëschter gestallt ginn ass zu exactement deem selwechte Sujet. Déi béid Froe sinn un den Inneminister iwwer Kontrollen un den däitsche Grenzen. A fir d'éischt huet den Här Weidig d'Wuert. Här Weidig.

– Question n° 341 du 28 avril 2026 de M. Tom Weidig relative aux contrôles aux frontières intérieures allemandes, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

– Question écrite n° 3994 de Mme Stéphanie Weydert relative aux contrôles aux frontières Schengen

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Inneminister, d'Verwaltungsgeriicht Koblenz huet déi stationär Grenzkontrollen op der A64 als rechtswiddreg deklaréiert. Den Inneministerium vun deem Bundesland huet Asproch ageluecht. Dir als Regierung hutt jo och e formalen Asproch bei der EU-Kommissioun géint déi stationär Grenzkontrolle gemaach.

Dir hutt elo, wéi ech an der Press gelies hunn, annoncéiert, datt d'Grenzkontrolle géifen ewechfalen. Mir schénkt et awer, datt net all Grenzkontrolle géifen ewechfalen, awer nëmme déi stationär. An do wollt ech Iech elo mol froen, wat genau elo Saach ass.

A meng zweet Fro: Mir als ADR, mir waren ëmmer géint déi Grenzkontroll, mee mir hunn awer och gesot: „Mir versti ganz gutt, datt Däitschland do rational gehandelt huet“, well se probéiert hunn, geziilt géint illegal Immigratioun virzegoen.

Meng zweet Fro ass do: Wéi wëll d'Regierung Däitschland hëllef, datt déi Grënn, déi si veranlasst hunn, fir déi Grenzkontrollen ze maachen, och déi stationär, minimiséiert gi respektiv fortkommen?

An do kréie mer vun der CSV mixed Signaler. Är CSV-Deputéiert hunn am Europaparlament géint d'Verschäerfung vum Migrationspakt gestëmmt a géint hir eege Fraktioun. Wat ass do d'Positioun vun der Regierung zur Verschäerfung vum Migrationspakt? Stitt Dir do derhannert a wëllt och Däitschland hëllef, datt se sech net méi gezwonge fillen, do Grenzkontrollen ze maachen, oder sidd Der dergéint?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Madamm Weydert d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. An och merci, dass ech vu menger schrëftlecher Fro elo op eng mëndlech Fro ëmklamme kann.

Jo, d'fräi Zirkulatioun vun de Mënschen am Schenge-Raum innerhalb vun Europa steet säit annerhallwem Joer op der Prouf, wou ganz vill Grenzgänger an och d'Residenten, déi un deenen zwou Säite vun der Sauer souwéi vun der Musel liewen, mussen all Dag d'Konsequenzen dovunner droen. An ech kréien dat selwer mat als Buergermeeschtesch vun enger Grenzgemeng.

Jo, d'Verwaltungsgeriicht huet elo en éischt Urteel gefällt, wou et gesot huet, dat wär rechtswiddreg: déi

Grenzkontrollen, déi vum Mäerz bis de September 2025 waren. D'Krittären, fir dauerhaft Grenzkontrollen ze maachen, déi wäeren net erfüllt.

Ech weess, dass Der um Treff vum den däitschsproochegen Inneministere waart. An do hunn ech och elo aus der Press entre-temps éischt Annoncé gelies, dass d'Grenzkontrollen op der A64 a Richtung Tréier dann elo solle flexibiliséiert ginn. Kënnt Der mer do soen, wat dat konkret heescht? Well „flexibiliséiert“ heescht net, dass se ganz fort sinn. Mee wat heescht dat konkret? Ab wéini soll déi Mesür gëllen? Ech huelen un, dass Der och weiderhin, iwwert dat Treff hee eraus, mat den däitschen Autoritéiten an de Kollegen a Kontakt wäert bleiwen, fir weiderhin iwwert d'Konsequenze vun dësem Urteel ze beroden.

An da wéilt ech och nach wëssen, wéi d'Regierung sech och weiderhin um europäeschen Niveau derfir asetzt, dass esou Grenzkontrollen an Zukunft net méi méiglech sinn. Den EU-Asyl- a Migratiounspakt steet virun der Dier. Dee wäerte mer an deenen nächste Wochen nach stëmmen. Dat geet an déi richteg Richtung. Dofir: Wéi wäert Dir Iech dann op dem europäeschen Niveau an Zukunft och dofir asetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. D'Wuert huet den Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi zwou Froen. Ech komme mat ganz gudder frëschener Nouvelle vum Treff vum den däitschsproochegen Inneministere vu Buerglënster. Dat war e Sujet an ech kann Iech annonciéieren, datt déi fix Grenzkontrollen op der Tréierer Autobunn opgehewe ginn an duerch flexibel Kontrollen, wéi se aktuell op der Schengener Autobunn stattfannen a wou kee Problem méi ass, ersat ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech wéilt och an deem Sënn dem Premier Luc Frieden Merci soen. Och de Premier huet vill Gespréicher mam Bundeskanzler gefouert. Ech hu perséinlech vill Gespréicher mam däitschen Inneminister gefouert. Dat do weist: Wann ee mateneen diskutéiert, partnerschaftlech, frëndschaftlech an net direkt virum Geriicht klot, da kann ee vill erreechen. An dorobber si mer houffeg.

Dat Urteel do hunn ech zur Kenntnis geholl. Déi Motiver vun den däitsche Riichter, déi do ugefouert gi sinn, sinn déi selwecht Argumenter, wéi mir se an eiser Reklamatioun bei der Europäescher Kommissioun ugefouert hunn.

Déi variabel Grenzkontrollen: Do mussen lo eng Rei Bauarbechte gemaach ginn. Déi fänken elo uganks Mee un. Den Här Dobrindt konnt mer elo kee konkret Datum soen, mee natierlech esou schnell wéi méiglech, well hei schafe mer eng Plus-value, och besonnesch fir déi Pendler, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen a gären owes erëm schnell bei hir Familjen heem kommen.

D'Lëtzebuerg-Positioun doriwwer ass kloer: Mir si géint Grenzkontrollen am Schenge-Raum! Mir si fir d'Stärkung vun de Kontrollen um Ausseraum, op den Aussegrenzen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dat, dréit och säin Deel dozou bäi. Mir bedeelegen eis u Frontex-Missiounen. Mir applizéieren effizient, effikass all déi informatesch Systemer: SIS-System, Entry/Exit-System a vill anerer Systemer. Den Austausch vun Informatiounen, vun Daten ass wichteg, fir géint illegal Immigratioun an och fir géint organiséiert Kriminalitéit virzegoen.

Doriwwer eraus hunn ech mam Alexander Dobrindt haut annonciéiert, datt eis zwou Policen en Accord

ënnerschreien op Basis vum Prümer Vertrag fir gemeinsam Patrouille laanscht d'Musel an d'Sauer an och an den Zich, am Kader vun der Lutte géint déi organiséiert Kriminalitéit. A mir hunn e Projet vun engem moderne Police-Accord op Berlin geschéckt. An do kënnt elo geschwënn eng Delegatioun hei erof op Lëtzebuerg, fir doriwwer ze diskutéieren.

Betreffend Är Fro iwwert den Asylpakt, do ... Ech schwätzen net fir d'Europaparlament, ech si Member vun der groussherzoglecher Regierung. Wéi ech dat matkritt hunn, sinn déi net géint den Asyl- a Migratiounspakt, esou wéi de Conseil e verabschit huet, mee et si Verschäerfungen duerchkomm duerch rietspopulistesch Parteien am Europaparlament. Insbesondere, datt an deene sougenannte Return Hubs och Kanner a Frae sollten ënnerbruecht ginn.

D'Positioun vun Lëtzebuerg zu deene Return Hubs war, ass a wäert kloer bleiwen: Mir si fir Return Hubs, awer – an ech hunn dat ëmmer erëm gesot – mir sinn net derfir, datt do Kanner a Fraen ënnerbruecht ginn. A wann dat net ännert, wäerte mir och eng Deklaratioun am Conseil am Numm vun der Lëtzebuergescher Regierung dozou ofginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Froestonn vun haut de Mëtten ofgeschloss.

6. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

An éier mer zum nächste Punkt vun der Heur d'actualité vun deene Gréng ginn, hunn ech nach véier Wuertmeldunge fir Depote vu Motiounen: d'Madamm Bernard, den Här Baum an den Här Biancalana, an duerno och den Depot vun enger Proposition de loi, fir eng Erreur matérielle ze rektifizéieren, vun der Madamm Paulette Lenert. Ech ginn elo der Madamm Djuna Bernard fir d'éischt Wuert. Madamm Bernard.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, d'ASFT-Gesetz vun 1998 war e Meilesteen an der Organisatioun tëscht deenen Organisatiounen, déi mam Staat konventionéiert sinn, an dem Staat selwer. Et ass e Gesetz, wat haut de Sozialsektor nach immens prägt. Et ass awer och e Sektor, deen extreem gewuess ass a sech enorm entwéckelt huet.

An engem rezente Rapport vun der Cour des comptes ass erauskomm, dass et eng grouss Diskrepanz gëtt tëscht den administrative Praxisen an der gesetzlecher Basis. Et ass erauskomm, dass d'Kontrollmechanismen net esou ëmgesat ginn, wéi se am Gesetz virgeduecht sinn. An et feelt un enger klorer an harmoniséierter Approche, och tëscht de conceréierte Ministären.

Dat bedeit, dass et eng grouss Unsécherheet bei den Acteuren um Terrain mat sech bréngt, well et eben ënnerschiddlech Handlungspraxe ginn. An natierlech geet dat och zesumme mat dem Risiko, dass net hei esou mat den éffentleche Gelder ëmgaange gëtt, wéi et u sech gesetzlech virgesi gëtt.

Och am Kontext vun der Caritas-Affär war dat eng vun de Konklusiounen, déi mir als Caritas-Kommissioun gezunn hunn. An et ass och dorausser raus eng Ronn entstanen, wou tëscht der FEDAS, also den Acteuren um Sozialsektor, an der Regierung grad op dëser harmoniséierter Basis soll geschafft ginn an hei d'Praxisen iwwerduecht solle ginn.

An ouni der Diskussioun, déi mer an der Comexbu wäerten hunn, virzegräifen an och de Feedback vun

den zoustännege Regierungsmemberen ze héieren, ass et awer evident gewiescht, dass souwuel d'Cour des comptes wéi d'Vertriederinnen an d'Vertrieder vun der Majoritéit wéi der Opposition a besoter Comexbu-Sëtzung scho virausgeschéckt hunn, wéi wichteg et ass, dass eng Reform vum ASFT-Gesetz muss kommen, eebe grad op Basis vun den Elementer, déi d'Cour des comptes hei zu Recht opgeworf huet.

An näischt aneres proposéiert dës Motioun. Et geet ëm eng néideg Reform vum ASFT-Gesetz. Ech mengen, dass et néideg ass no all deene Joren, dass mer hei eng adaptéiert gesetzlech Basis sollten hunn. An déi Aarbechte sollten hoffentlech dann zäitno ufänken. Dowéinst deposéieren ech dës Motioun, Här President.

Motion

« Réforme du cadre légal du secteur social, familial et thérapeutique »

La Chambre des Députés,

considérant

– le rapport spécial de la Cour des comptes relatif au soutien financier accordé dans le cadre de la loi modifiée du 8 septembre 1998 dite « loi ASFT » ;

– que ce rapport met en évidence les limites du cadre légal et réglementaire actuel, au regard de l'évolution du secteur social, familial et thérapeutique ;

– que la Cour des comptes constate des écarts entre les pratiques administratives et les dispositions légales en vigueur, révélant une inadéquation du cadre existant ;

– que le dispositif actuel se caractérise par un manque de cohérence, d'harmonisation et de sécurité juridique, notamment en ce qui concerne les procédures d'agrément et de contrôle ;

– que ces constats soulignent la nécessité d'une modernisation globale du cadre juridique applicable au secteur ASFT ;

– que l'importance de garantir un cadre légal clair, cohérent et adapté aux réalités du terrain permet d'assurer la qualité des prestations et la bonne gestion des deniers publics,

invite le Gouvernement à

– procéder à une réforme globale de la loi modifiée du 8 septembre 1998 (ASFT), afin de l'adapter aux évolutions du secteur et aux constats formulés par la Cour des comptes ;

– engager, en parallèle, une révision et une harmonisation des règlements grand-ducaux pris en exécution de ladite loi, en vue d'assurer la cohérence, la clarté et l'effectivité du cadre réglementaire.

(s.) Djuna Bernard, Sam Tanson.

M. Meris Sehic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

7. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

Deen Nächsten, deen d'Wuert gefrot huet, ass den Här Marc Baum. Här Baum, et ass un Iech.

Exposé

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Wéi Der wësst, wäert Lëtzebuerg deemnächst d'EU-Direktiv zum Devoir de vigilance ëmsetze mussen, dëst iwwert e Projet de loi, deen am Moment nach net deposéiert ass. Dës Direktiv ass zwar duerch déi vill kritiséiert Omnibus-Direktiv zolidd verwässert ginn, mee et bleift awer nawell eng wichteg Initiativ, fir Mënscherechtsverletzungen duerch europäesch Firmen ze verhënneren oder awer zumindest ze limitéieren.

Bei der Ëmsetzung muss Lëtzebuerg eng Kontrollautoritéit asetzen, déi relativ wäitgoend Kompetenze kritt. Déi Autoritéit muss net nëmmen iwwerwaachen, datt déi entspreched Firmen d'Gesetzgebung genee ëmsetzen, si kann och Enquëten an d'Weeër leeden, wa se Informatiounen kritt, datt dat net de Fall ass. Si kann Inspektiounen an de Firms maachen a Sanktiounen verhängen.

An deem Kontext sinn eng Rëtsch ONGen elo zimmlech besuergt, well d'Regierung anscheinend virhuet, déi Kontrollautoritéit am Wirtschaftsministère unzesidelen. Dat wär, laut Aussoe vum Wirtschaftsminister, déi einfachst, bëllegst a flexibelst Léisung.

Ech mengen, datt et heibäi awer net drëms goe kann, iergendeng lästeg EU-Formalitéit ze erleedegen, wou een da probéiert, dat op déi einfachst, bëllegst a flexibelst Aart a Weis ze léisen. Et geet hei drëms sécherzestellen, datt déi entspreched Entreprisë keng Mënscherechtsverletzunge beginn. An ech gesinn do awer schonn e gewëssene Conflit d'Intérêts, wann de Wirtschaftsministère, dee jo fir d'Promotioun vun de lëtzebuergesche Wirtschaftsacteuren zoustänneg ass, gläichzäitig soll deenen Entreprises op d'Fangere kucken, wann et ëm den Devoir de vigilance geet.

An deem Kontext huet et och net rassuréiert, wéi d'Regierung op zwou parlamentaresch Ufroe vun der Madamm Tanson a vum Här Fayot huet misen zouginn, datt mat verschiddene Multinationale Reuniounen ofgehele gi sinn, fir iwwer d'Verwässerung vun der Liwwerketten-Direktiv duerch den Omnibus ze schwätzen. Ech mengen, datt Lëtzebuerg e ganz groussen Interêt drun hätt, dat Ganzt seriö ze huelen, schonn eleng, well et soss op eist Land zréckfält, wann um Terrain eppes Gréisseres passéiert.

An duerfir wollt ech heimadder eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuert, datt déi Kontrollautoritéit muss onofhängeg vun der Regierung sinn, esou wéi dat och den Esprit vun der Direktiv ass an esou wéi mer och schonn eng ganz Rëtsch aner Kontrollautoritéiten hei am Land hunn, an datt och derfir gesuergt gëtt, datt déi Kontrollautoritéit déi néideg Kompetenzen a Saache Mënscherechter an Ëmweltschutz huet.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant la directive (UE) 2024/1760 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (directive CSDDD) ;*

– *considérant la directive (UE) 2026/470 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2026 (directive Omnibus I), laquelle a fortement restreint le champ d'application de la directive CSDDD ;*

– *considérant que le délai de transposition de la directive 2024/1760 est désormais fixé à juillet 2028, avec une entrée en vigueur progressive à partir de juillet 2029 pour les plus grandes entreprises ;*

– *considérant que l'article 24 de la directive CSDDD, tel que modifié par la directive Omnibus I, demande à ce que chaque État membre désigne une ou plusieurs autorités de supervision chargées de surveiller le respect des obligations prévues dans les dispositions du droit national ;*

– *considérant que le même article 24 demande aux États membres de garantir l'indépendance des autorités de contrôle et de garantir qu'ils puissent exercer leurs pouvoirs de manière impartiale,*

invite le Gouvernement

– *à veiller, dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD, à ce que l'autorité de supervision jouisse*

d'une indépendance organisationnelle, administrative et financière par rapport au Gouvernement ;

– *à veiller, dans le cadre de la transposition de la directive CSDDD, à ce que l'autorité de supervision possède une expertise suffisante en matière de droits humains et en matière de protection de l'environnement.*

(s.) Marc Baum, Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

8. Dépôt d'une motion par M. Dan Biancalana

Deen Nächsten, deen d'Wuert gefrot huet, ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, et ass un Tech.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, d'Motioun, déi ech am Numm vun der LSAP hei deposéieren, schreift sech an de Kontext a vun den Diskussiounen ronderëm d'Opschaffe vun de sexuellen Abusen a Mëssbrauchsfäll am Kannerduerf an och driwwer eraus. Et geet hei ëm de Schutz vu Mannerjärege, déi sech an Institutione befannen, déi vum Staat subventionéiert oder agreéiert sinn, an d'Fro och, ob mir als Gesellschaft wierklech alles gemaach hunn, fir Gewalt, Mëssbrauch a Strukturen ze verhënnere.

D'Vertrauen an eis Kanner- a Jugendschutzstrukturen ass kee Luxus, mee eng demokratesch Verplichtung! Wa Mannerjärege an engem Ëmfeld vu Schutz a Vertraue Gewalt a Mëssbrauch erliewen, dann däerf de Staat net nokucken. Hien huet ze kontrolléieren, ze schützen an ze handelen. Och dat am Sënn vum Artikel 11 vun eiser neier Verfassung: den Interêt supérieur de l'enfant.

Mir schwätzen also hei iwwer Kanner a Jugendlecher, déi an heefeg fragillen an a schwierige Liewenssituatiounen sinn an och stinn. A wéi och an de Consideranten ernimmt, an och an eiser Commission jointe de 26. Mäerz, gouf d'Kultur vum Schweigen, vun der Omertà, effektiv ernimmt, mam Prinzip, dass am Sozialsecteur bis an d'Mëtt vun de Joren 2010 eran de Prinzip walte gelooss ginn ass, wann Abuse stattfonnt hunn: „Mir reegelen dat ënner eis.“ Hei geet et net nëmmen ëm eenzel Täter, mee och Systemfeeler, Defaillancen an och driwwer eraus: ze schwéier ze erkennen, ze spéit ze mellen, ze schlecht ze kontrolléieren.

Dës Motioun kuckt net nëmmen an d'Vergaangeneheet, mee och an d'Zukunft. De Staat dréit hei eng besonnenesche Verantwortung, wa vulnerabel Kanner a Jugendlecher effektiv Institutionen uvertraut ginn, déi finanzéiert gi vum Staat. Mir wësse ganz kloer, dass, wa Verletzunge stattfannen, och an der Liewensgeschichte, de Schutz ëmsou méi grouss ass. A Kanner, déi an esou Structure sinn, hu Recht op e ganz staarke Schutz.

Vill vun dese Mëssbrauchsfäll – jo, mir wëssen et och – ginn net direkt gemellt. Jo, well och do kënnen dann deemools d'Verjärengsfriste spillen. Et dauert heiansdo Joren, heiansdo och Joerzëngten, bis déi Betreffend iwwerhaupt kënnen oder wëlle schwätzen. Dat huet mat Schimmt ze dinn. Dat huet mat Angscht ze dinn. Et huet och mat Ofhängegkeet ze dinn, awer och mat psychologesche Folge vum Trauma.

A fir vill Affer ass d'Vergaangeneheet net fort. Si liewen an erliewen dat ëmmer erëm am Alldag. Déi psychologesche a perséinlech Wonne vu Mëssbrauch verschwannen net einfach esou mat der Zäit. Déi sinn nach wuel present.

A wann traumatesch Erfarunge Betreffend laang stomm maachen, da muss eise Staat, da muss de Rechtsstaat esouguer dann nach sech d'Fäegkeet ginn an hunn, hinnen nolaaschten ze kënnen. An och wann eng Kultur vum Schweigen effektiv existéiert huet an effektiv Plainten net ukomm sinn, da brauche mir kloer obligatoresch a verständlech Signalementsprozeduren. An och wann d'Opsicht an intern Kontrollen net genuch waren, da mussen natierlech och reegelméisseg an och onannoncéiert Kontrollen gemaach ginn. Dat gëllt och fir d'Kannerduerf.

An dofir, mengen ech, och d'Demande an deser Motioun, den detailléierte Rapport ronderëm d'Kannerduerf, dee vun Experte gemaach gëtt, hei och der Chamber virstellen. Well d'Veantwortung vum Staat geet och iwwer d'Finanzéierung an d'Finanzsituatioun vun deene Strukturen eraus. Et geet sécher och ëm Preventioun, mee och ëm Dokumentatioun a Rechenschaftspflicht.

Natierlech awer och hei d'Fuerderung an d'Demande vum Asetze vun enger onofhängeger nationaler Kommissioun, sou wéi och den OKaJu se fuerdert, iwwer d'Gewalt un den deementsprechede Kanner. Et gëtt, mengen ech, hei de Besoin zousätzlech och nach vun enger statistescher Erfassung vun de Fäll vu Gewalt u Mineuren. Et brauch ee séier spezialiséiert an och eng gutt psychologesche a medezinesche sozial Betreieung. D'Barnahus ass eng weider Fuerderung, déi mer hei an dese Motioun setzen.

D'Kärfro ass am Fong ganz einfach, fir et ofzeschléissen: Wéi kënne mir en Ëmfeld schaffen, an deem Mëssbrauch vu Mineuren net nëmme méi séier erkannt gëtt, mee och méi schwéier méiglech gëtt? D'Äntwert ass: mat méi Transparenz, mat méi Kontroll, mat méi Dokumentatioun, mat méi Fachkompetenz a Courage.

Eng Demokratie, déi d'Kanner net schützt, verléiert hire moralesche Kompass. Kanner brauchen net nëmmen e Staat, dee si no enger Verletzung betreit. Si brauchen e Staat, deen esou Verletzunge wéi Gewalt a Mëssbrauch konsequent verléiert (veuillez lire: évitéiert). An dofir deposéiere mir als LSAP dese Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant que des suspicions d'abus sexuels sur des mineurs hébergés au Kannerduerf à Mersch ont récemment été rendues publiques et font actuellement l'objet d'enquêtes judiciaires ;*

– *considérant que ces faits, s'ils se confirmaient, constitueraient des atteintes particulièrement graves aux droits fondamentaux et à la dignité des enfants concernés ;*

– *considérant que le Kannerduerf accueille des jeunes vulnérables, souvent issus de milieux fragilisés, et que la protection, l'encadrement et la sécurité psychologique et physique de ces mineurs doivent être garantis sans faille par les pouvoirs publics ;*

– *considérant l'émotion et l'inquiétude suscitées dans la société luxembourgeoise, ainsi que la nécessité de rétablir la confiance dans les structures d'accueil et d'éducation spécialisées ;*

– *considérant que l'État, en tant que garant de la protection de la jeunesse, a l'obligation de s'assurer du contrôle, du fonctionnement transparent et du respect des normes de protection dans l'ensemble des établissements agréés ;*

– *considérant que la Constitution luxembourgeoise prévoit en son article 11 l'État en tant que garant de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les décisions qui le concernent ;*

– considérant qu'il ressort de la séance du 26 mars 2026 de la Commission conjointe entre la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et la Commission de la Justice qu'une culture du silence prévalait dans le secteur social luxembourgeois face aux cas d'abus sexuels jusque vers le milieu des années 2010 ;

– considérant que la révélation de ces faits rend indispensable un travail approfondi de réparation et de reconnaissance ;

– considérant qu'il importe de renforcer les mécanismes de signalement, de supervision et de coordination entre les services sociaux, judiciaires et médicaux afin d'éviter que de tels faits ne puissent se reproduire ;

– considérant enfin que la lutte contre les abus sexuels et toutes formes de maltraitance envers les enfants doit demeurer une priorité de la politique nationale de protection de la jeunesse,

invite le Gouvernement à

– mettre en place une Commission nationale indépendante sur les violences à l'égard des enfants ;

– charger cette même Commission avec un examen approfondi des faits passés ;

– charger cette Commission d'examiner de manière transversale l'ampleur, les formes et les causes des violences subies par les enfants, ainsi que les réponses institutionnelles qui y sont apportées, comme proposé par l'OKaju ;

– présenter à la Chambre un rapport détaillé complet des pratiques institutionnelles, des chaînes de signalement et des procédures de contrôle ainsi que les éventuelles défaillances de supervision, de signalement et de contrôle interne au sein du Kannerduerf et des structures d'accueil de mineurs ;

– renforcer les mécanismes de contrôle, de gouvernance et de prévention dans les établissements agréés accueillant des enfants et des jeunes, afin de réduire les risques d'abus et de maltraitance ;

– mettre en place un dispositif national d'inspections régulières, y compris inopinées, des structures de protection de remplacement et des familles d'accueil ;

– veiller à ce que toute suspicion d'abus sexuel impliquant un mineur soit immédiatement signalée aux autorités compétentes et traitée sans délai par les services judiciaires et de protection de la jeunesse en assurant une continuation de sensibilisation des procédures de signalement claires, accessibles et obligatoires pour tous les professionnels travaillant avec des mineurs ;

– garantir une prise en charge rapide, spécialisée et sécurisée des victimes présumées, notamment sur les plans psychologique, médical, social et juridique ;

– se doter d'outils centralisés et nécessaires afin de disposer de statistiques sur les violences faites aux enfants ;

– mettre en œuvre les recommandations de l'OKaju, notamment celles relatives à l'amélioration de l'offre thérapeutique pour les victimes et les auteurs d'infractions sexuelles, ainsi qu'à l'instauration d'une approche générale de type Barnahus permettant de coordonner les acteurs, le renforcement des dispositifs de prévention et de signalement dans toutes les structures accueillant des mineurs et de limiter les traumatismes secondaires.

(s.) Dan Biancalana, Francine Closerer, Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Hâr Biancalana.

9. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Paulette Lenert

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun enger

Proposition de loi rectifiée, wann ech dat elo richtig verstanen hunn.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Hâr President. Ech ka mech ganz kuerz faassen. Den Text bleift dee selwechten. Et ass eng Proposition de loi, déi mer schonn zrëckgezunn hunn. Et ass eng Erreur matérielle am Titel gewiescht. An deem Sënn géif ech déi eng Kéier nei deposéieren.

Et geet ëm d'Proposition de loi iwwert d'Ofschaf vum enger Diskriminatioun bei der Bluttspend opgrond vun der Orientation sexuelle. Voilà. Et ass dee selwechten Text nach eng Kéier, wéi mer e kennen. Dofir halen ech Tech net laang op domadder.

8738 – Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine en vue de l'accès au don de sang sans égard à l'orientation sexuelle

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Merci, Madamm Lenert.

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'annonce d'une tripartite par le Gouvernement

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Ukënnegung vun enger Tripartitt duerch d'Regierung, déi d'politesch Sensibilitéit déi gréng gefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) festgehale. Den Auteur oder d'Auteure huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Hâr Zeimet, d'Madamm Hartmann, den Hâr Engel, den Hâr Keup, den Hâr Clement an den Hâr Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Madamm Tanson. Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Hâr President. Hâr Premierminister, Dir hat am RTL-Neijoersch-interview gesot, déi schwéier Dossiere géifen hanner Iech leien. Dat war, denken ech, kënne mer all heibanne constatéieren, warscheinlech eng Feelaschätzung. An et war leider net déi eenzeg an de leschte Méint. Eng aner ass déi, datt Der wéi laang gesot hutt, mir wieren net an enger Krisensituatioun.

Or, d'Problemer, déi mer haut gesinn, déi waren och schonn zejoert do: D'Wirtschaft dréit net, wéi se soll. De Chômage ass héich. An déi lescht zwee Joer, also scho virun der aktueller Kris, leie mer och bei der Schafung vun Aarbechtsplaze wäit ënnert deem, wat mer déi lescht Joerzëngte kannen hunn. Dat heescht, den Emploi stagnéiert. Dat ass eigentlech en Novum fir Lëtzebuerg. De Wunnengsbau läit trotz kuerzfristeger Steierkaddoe brooch bei gläichzäiteg héije Präisser. An de Sozialdialog funktionéiert net.

De Lëtzebuerg Modell, Hâr Premierminister, huet eng zolid Erkältung. A wann d'Regierung net elo handelt, da risikéiere mer eng staark Longenentzündung. An de Fait, Hâr Premierminister, datt Der dat alles net wëllt gesinn, dat ass a mengen Aen eng weider Feelaschätzung.

Et war also net just Rhetorik, datt an de leschte Wochen a Méint quasi dat komplett politesch Feld – vun der Oppositioun iwwert d'Gewerkschaften, zuletzt och d'Patronat, an dann an Ären eegene Reien de Jean-Claude Juncker, de Michel Wolter – och eng Tripartitt gefuерт huet. Interessant ass allerdéngs, wéi Är Argumentatioun sech entwéckelt huet. Fir d'éischt: „Et gétt keng Kris“. Duerno: „Eng Tripartitt kënn just, wann eng Konditioun erfëllt ass,

déi am Koalitiounsaccord steet, an zwar wann zwou Indextranché bannent engem Joer fälleg ginn.“

Nach den 10. Abrëll hutt Der op eng parlamentaresch Fro geäntwert. An den 13. Abrëll hutt Der mir dat och an der Kommissioun nach eng Kéier esou gesot. An dann déi lescht Woch, also eng Woch duerno, gétt et dann elo eng Tripartitt, ouni datt déi Konditiounen, déi Der Iech eigentlech selwer operluecht hutt, erfëllt sinn.

Wat ass dann elo, Hâr Premierminister? Wann et keng Kris gétt, wisou dann eng Tripartitt? A wann et eng Kris gétt, firwat waart Der da sechs Wochen, bis datt Der se zesummerufft? Mir sinn der Meenung, datt dat vill ze vill laang ass an datt Der vill éischter mussen ufänke mat diskutéieren.

An ech hu mech natierlech gefrot, wisou Der sou laang wëllt waarden. Et gétt e puer Méiglechkeeten. Et gétt vläicht nach aner, déi mer elo net agefall sinn, mee entweeder sidd Dir net preparéiert a braucht Dir nach déi Zäit – dat wier dann am Widersproch mat deem, wou Der ëmmer gesot hutt, Dir hätt dat alles am Kapp –, oder awer Dir hofft nach ëmmer an Ärer Astellung, datt sech d'Situatioun ëm den Energiemaart berouegt. Vill Experte ginn awer dovunner aus, dass mer d'Repercussiounen egal wéi nach laang wäerte spieren.

Oder awer, wat esou am politesche Couloir gemunkelt gétt, an dat wier natierlech problematesch, et hätt och mat Ärer politescher Agenda ze dinn, nämlech dem faméisen État de la nation, dee mer jo dann déi nächst Pleniëre hei wäerten debattéieren, deen Der hei wäert halen, an Dir dese Moment net wëllt duerch eng Tripartitt stéieren. Ech hoffe jo wierklech, datt Är politesch Kommunikatioun net virun de Krisenmanagement gestallt gétt.

Wat sech awer kloer weist: Dat eenzeg neit Krisenelement an der leschter Woch, dat war net d'Realitéit am Land, mee d'Dynamik bannent der Regierung. D'DP-Ministesch Backes seet kloer an däitlech och déi lescht Woch um Radio, datt hir Partei fir eng Tripartitt ass.

A wann een dat esou vu baussen als Oppositiounspolitikerin kuckt, dann deit viles drop hin, datt den Drock aus der Koalitioun zu Ärem Sinneswandel gefouert huet. Summa summarum vermëttelt de ganzen Hin an Hier an Ären Aussoe gradewéi d'Feele vun enger kloer Zäitschinn fir dës Tripartitt – Enn Mee, ugangs Juni – dach alles aneres wéi dat Bild vun der roueger Hand, dat Der parallel kommunikativ wëllt vermëttelen.

Mir erwaarden ons natierlech, datt Der ons haut dann elo deen Agenda oppeleet, wéini dann elo ugefaange gétt mat diskutéieren, wéini Der wie gesitt a punkto Rendez-vousen, fir dass mer dann och wëssen, wéini déi Tripartitt dann elo endlech ufänkt.

Hâr Premierminister, Dir hutt elo dann, laut Ären eegenen Aussoen, sechs Wochen Zäit, fir dës Tripartitt virzebereeden. Déi éischt Hürd schéngt dobäi schonn den Ordre du jour ze sinn. Dir sot, et soll ëm d'Konsequenze vun der Energiekris goen. Anerer an der Majoritéit, an och d'ailleurs an de Regierungsreien, schwätzen och vum Logement, d'Gewerkschaften natierlech iwwer sozial Froe wéi de Mindestloun a maache sech, zu Recht oder zu Onrecht – dat wäert Der eis dann och soen – Gedanken ëm den Index.

Dofir meng Fro un Iech: Wéi gesitt Dir dat? Sidd Dir bereet, deen Ordre du jour e bësse méi breet ze definéieren oder geet et Iech elo just reng ëm d'Konsequenze vun deem Krich?

Déi Kris, déi mer awer hei erliewen, dat ass net nëmmen eng Energiekris. Si geet bedeitend méi wäit. A jo, natierlech, et brauch kuerzfristeg Mesüeren, fir d'Leit ze entlaaschten, mee et brauch och eng

mëttelfristeg Strategie fir manner Ofhängegkeet, méi Resilienz, méi abordabele Wunnraum a manner Ongläichheeten.

Wat gehéiert Är Meenung no op deen Ordre du jour? A sot elo net: „Dat kucke mer mat de Partner.“ Ons interesséiert Är Positioun als Regierung. Wat hätt Dir gär, dass an dëser Tripartitt diskutéiert gëtt? A wat wëllt Der net op den Ordre du jour? An natierlech och den Index: Ech denken, dass et wichteg wär, dass Der géingt hei kloer soen, ob Der och deen à disposition géingt stellen oder ob en exakt esou bestoe bleift, wéi mer e kennen.

An da kommen ech natierlech och bei d'Roll vun der Chamber. Mir waren Demandeur déi lescht Woch, dass Der géingt an d'Kommissioun kommen, fir mat eis ze diskutéieren, wéi Der dat elo wëllt maachen. Dir sidd deem net nokomm. Ech denken, duerfir stinn ech och elo de Mëtten hei virun Iech. Dir hutt mat de Sozialpartner geschwat. Dir hutt d'Press informéiert. Dir sidd net bei eis an d'Kommissioun komm.

Dir sot allerdéngs, Dir wëllt nolauschten. Vu datt Der jo elo sechs Wochen Zäit hutt, si mer der Meenung, datt Der natierlech och gutt d'Chamber kënt abannen an ons informéieren iwwert dat, wat Der gären hätt, iwwert d'Donnéen och – well mir wësse jo, dass ganz vill am Virfeld vun där Tripartitt un Donnéen ausgeschafft gëtt, fir dass mer wëssen, wat de Spillraum vun der Regierung fir déi eenzel Mesüeren ass, wat den Impakt vun deene Mesüeren ass –, iwwert d'Analysen an natierlech och iwwert d'Diskussiounen zum Ordre du jour, fir dass mer doriwwer informéiert ginn.

An ech deposéieren an deem Sënn eng Motioun, déi mat ënnerschriwwen ass vun der LSAP an deene Lénken.

Motion 1

« relative à la préparation et au suivi de la réunion du Comité de coordination tripartite »

La Chambre des Députés,
considérant

– l'annonce par le Gouvernement de son intention d'inviter les partenaires sociaux à une réunion du Comité de coordination tripartite endéans un délai d'environ six semaines ;

– que le Comité de coordination tripartite, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– la fonction de contrôle de l'action gouvernementale exercée par la Chambre des Députés,

invite le Gouvernement à

– échanger sur une base régulière avec la Chambre des Députés, préalablement à la réunion du Comité de coordination tripartite, sur l'ordre du jour et sur l'ensemble des données préparatoires en vue des négociations avec les partenaires sociaux.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Taina Bofferding.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här Premierminister, e leschte Punkt ass natierlech – an et ass net deen onweesentlechsten – de budgetäre Spillraum, vun deem Der beneficiéiert. D'Zuelen, déi mer viru Kuerzem gesinn hunn, weisen eng ugespaant Situatioun. Mir kruten dat de Moien nach eng Kéier am Kader vun Semestre européen confirméiert. D'Recetté klamme méi séier wéi d'Depensen, obwuel Dir an Är Partei an de leschte Joren eigentlech ëmmer erëm de Géigendeel wollt.

D'Staatsschuld ass sou héich wéi nach ni, a guer net ze schwätze vun all deem, wat nach net budgetiséiert ass: d'Steiererlichterungen, nach méi héich Militärausgaben an elo d'Tripartitt-Mesüeren. Mir hunn och den Här Spautz virdrun héieren, wat zum Beispill d'Repercussioune vun deenen neie Chômagemesüre kënnen implizéieren.

Verstitt mech net falsch, ech deelen net déi falsch ideologesch Vue, datt all Schold problematesch ass, de Fall gesat, d'Sue ginn an d'Zukunft vun eisem Land investéiert. Ech sinn awer der Meenung, datt et Éierlechkeet a Konsequenz an der Argumentatioun brauch. Also dee ganze Parcours vu „keng nei Scholden“ zu „nei Scholden nëmme fir den Invest“ bis hin zu „nei Scholde fir Dépenses courantes oder Dépenses récurrentes“ – dat geet eigentlech géint all dat, wat Dir an Är Partei an de leschte Joren an der Budgetspolitick gefuerdert hutt.

De feelende finanzielle Spillraum, dat kann dann och ee vun de Grënn sinn, firwat dass Dir net ganz waarm waart, fir déi Tripartitt anzeruffen.

Här Premierminister, Dir hutt gesot, dës Tripartitt géif e gemeinsame Succès oder e gemeinsamen Echec ginn. Mir gesinn dat e bëssen anescht. Den Onmutt am Sozialdialog, deen ass hausgemaach. Dir hat deenen engen ze vill versprach an Dir sidd deenen anere mat ze wéineg Respekt begéint. Et läit elo an Är Hand, dat nees ze reparéieren, wat Är Regierung a Gefor bruecht huet: de Sozialdialog, en elementaart Instrument fir de sozialen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg.

Mir waren ons och an der Vergaangenheet hei am Land net ëmmer alleguerten eens. Mer hu vill Krisen duerch Dialogbereitschaft, Begéinen op Aenhéicht, Respekt a Kompromëssbereitschaft geléist. Mir hate vill Streiker net, vill hefteg Konflikter si laanscht ons gezunn an doduerch och vill Misär fir d'Leit an d'Entreprises.

Mir erwaarden ons, datt Der déi Chance hei notzt, datt endlech nees matenee geschwat gëtt an net just iwwereneen. Dir sidd elo an der Responsabilitéit. Dir sot, Dir wëllt mat roueger Hand regéieren a keng Panik maachen. Mir ginn de Verdacht net lass, datt Der éischter wëllt dovun oflenken, datt Der Iech bis elo wéineg mat effizientem Krisemanagement beschäftegt hutt. Eng roueg Hand kann nümlech och heeschen, mat engem gudden Plang séier ze handelen.

Dir wäert un dëser Tripartitt gemooss ginn: un hirer Preparatioun, un hirer Transparenz an un hire Resultater. Well letztendlech, Här Premierminister, geet et ëm d'Kafkraaft vun de Leit, ëm d'Kompetitivitéit vun den Entreprises an ergo ëm den Zesummenhalt hei am Land, an ob Dir dee kënt garantéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Här Premierminister, dat war elo déi lescht zéng Minutten e Kommentar iwwert d'Aktualitéit. An et war schon eigentlech e Wonschkatalog un de Premier, direkt ze soen, wat soll diskutéiert ginn, an och eigentlech scho bal, wat hannen derbäi muss erauskommen.

Ech denken, wann een an de Sozialdialog geet, da muss een och mol bereet sinn, nozelauschten, wat deenen aneren hir Erwaardunge sinn a wat déi aner sech virstellen. An da muss een och mol ofwaarden, datt déi Diskussiounen kënnen ugoen, an d'Resultat

och vun deenen Diskussiounen ofwaarden, ier een elo schon esou mécht a scho bal wënscht, hat een d'Gefill, datt dat Ganzt schifgeet.

Mir hunn do eng aner Erwaardung.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech hunn et esou verstanen. An ech kann Iech just soen, sou wéi Dir déi lescht Woche beschriwwen hutt, ech hunn dat e bëssen anescht an Erënnung an och e bëssen anescht erlieft. Well d'Regierung huet schon an hirem Accord gesot: Wann an engem Joer zwou Indexranchen erfalen, wär de Moment och komm, fir eng Tripartitt anzeruffen. An dee Moment, wou eng zweet Indexranch an engem Joer erfält ..., ech mengen, do muss ee kee groussen Ekonomist sinn, fir kënnen nozevollzéien, datt dee Moment ganz no ass.

An déi Kris, déi Der beschreift, dat ass jo keng hausgemaachte Kris. Wann dat esou wier ... Et gëtt sécherlech Suergen a Problemer am Land, mee déi gouf et och, wéi Dir nach an der Regierung waart, well esou laang ass déi Regierung ënnert der Féierung vun Här Staatsminister Frieden jo nach net do. Virdrü gouf et nach eng aner a vill vun deene Saachen, un deenen dës Regierung weiderschafft, och déi Suergen a Problemer gouf et an der Vergaangenheet. An ech denken, och de Vizepremier kann dovunner berichten a mécht mer dat net falsch.

Dofir, wa mer haut an enger Kris sinn, si mer u sech an enger Kris, wou mer op Repercussioune mussen äntweren, déi provoziert goufen duerch e Krich, dee mir net ugefaangen hunn.

Et gouf emol een, dee gesot huet: „Dat ass net eise Krich.“ Esou wäit géing ech net goen, well ech mengen, wa mir mat de Repercussioune mussen eens ginn a wa mir esou no dru sinn, dann ass et och iergendwou eise Krich, och wa mer deen net wollten an net ënnerstëtzen an och net gefrot goufen.

Mee mat de Repercussioune wäerte mer an Zukunft mussen eens ginn. Ech wëll awer och soen: Mir mussen mat de Repercussioune eens ginn op eng Aart a Weis, déi egal wéi wäert ze verkraafte sinn. Mee et gëtt aner Leit, déi ënnert de Repercussioune direkt vill méi leiden, an dat sinn déi Leit am Noen Osten, dat si virun allem déi Leit am Iran. A mech stéiert ëmmer nach, datt mer dat ëmmer e bëssen ewechdiskutéieren an e bësse vergiessen, datt déi, déi direkt dorënner leiden, déi am Iran sinn, a virun allem déi am Iran, déi de Courage haten, op d'Strooss ze goen, vun deene mer haut näischt méi héieren, well dat Land zou ass. An déi sollte mer vläicht och net vergiessen, wa mer hei iwwert d'Kris schwätzen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Da wëll ech och drun erënnern, datt dës Regierung d'Land och preparéiert huet mat Moosnamen, déi natierlech vun Iech elo net genannt goufen.

Ech wëll elo net den Index soen, well soss sot Der mer jo direkt: „Mee dat ass jo normal, datt den Indexmechanismus spillt“, obwuel mer bal dat eenzegt Land sinn an der Europäescher Unioun, dat esou eng automatesch Upassung vun de Liewenskäschten huet.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An ech kann Iech direkt d'Äntwert ginn, ouni dem Premier wëlle virzegräifen: Dee wäert net a Fro gestallt ginn, well och dat steet am Regierungssaccord dran.

(Interruption)

Jo, mir hunn déi niddregst Stroumppräisser, och well dës Regierung Mesüeren ergraff huet. A mir hunn

och an der Europäescher Unioun mat déi niddregst Bensinnspräisser. Et wonnert mech, datt Dir als Gréng Iech net méi dorunner stéiert, well ech hunn do aner gréng Positiounen aus der Vergaangenheet emol an Erënnerung.

Mee dës Regierung huet scho cibléiert Initiative geholl a wäert dat och weiderhi maachen, Tripartitt hin oder hier, mee: „Gouverner, c'est prévoir“, sot de Pierre Werner.

(Interruption)

Wann elo eng Tripartitt zesummekënnt, dann ass et net, fir hei im Hier und Jetzt sech schonn ze vill Gedanken ze maachen, mee fir sech Gedanken ze maachen ëm dat, wat nach vläicht kënnt, well d'Nowirkung vum deem Krich wäerte mer eréischt an der Zukunft spieren. A mir gesinn de Sënn vun dëser Tripartitt doranner, deem virzegräifen an dat ze preparéieren, wat mer nach vläicht als Land an als Leit hei mussen aushalen, virun allem och eis Betriber, well do hu mer natierlech haut scho Schwieregkeeten, och an der Kompetitivitéit, wou ech mech wonneren ... Wann Der dat dann och haut esou gesitt: Wellkomm am Boot. Mee da muss mer och dorop Äntwerte kënne ginn, well et geet drëm, Aarbechtsplazen ze erhalen. An da kënne mer net alles dat maachen, wat d'Gewerkschaften an anerer fuerderen.

Mir brauche cibléiert Mesüeren. Mir sinn der Meeung, datt mer elo net mat der Strenz kënnen iwwert d'Land fueren, well déi Fro hutt Der jo gestallt. Dat muss och eng finanziell Responsabilitéit herno bleiwen. Ech ginn Iech eng Äntwert op Är Fro.

Sou. Mir hoffen op eng roueg Hand. Mir hoffen awer och op e konstruktive Geescht. A mir hunn do Vertrauen an déi roueg Hand vum Premierminister. A mir hoffen op de konstruktive Geescht vun alle Partner, déi wäerten op den Dësch geruff ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Carole Hartmann.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech schécken der meng Ried, da kanns de mol liesen, wat ech geschriwwen hunn.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Neel!

M. Georges Engel (LSAP) | Ruder, ruder, ruder.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, an de leschte Joren hu mir hei ëmmer nees ganz eescht iwwer grouss Erausfuerderunge geschwat, sief et d'Coronapandemie oder och den Ugrëffskrich vum Russland géint d'Ukrain.

Dës Situatiounen sinn net eent zu eent vergläichbar, mee si hunn eppes gemeinsam: Mir Deputéiert, Regierung a Sozialpartner, hu se zesammen ugeschwat a probéiert, Léisunge fir Lëtzebuerg ze fannen, Léisungen, déi de Leit an de Betriber am Alldag Sécherheet ginn, trotz groussen, weltwäiten Onsécherheeten. Dat ass och haut eis gemeinsam Aufgab.

Mee wat sinn déi konkret Erausfuerderungen, déi mir haut hunn? Den Ugrëff vun den USA an Israel op den Iran ass keen isoléierte regionale Konflikt. Et ass eng Entwécklung, déi wäit iwwert d'Regioun erausgeet, mat direkten Auswierkungen op d'global Energieversuergung an domat och op eis zu Lëtzebuerg.

Eng zentral Roll spillt dobäi d'Strooss vun Hormus. Iwwert dës maritim Achs leeft e groussen Deel vum weltwäiten Ueleg- a Gastransport. Wann dës Route gestéiert ass, da bleift dat net unni Konsequenzen. De Weltmarché reagiert direkt an domat klammen d'Präisser och bei eis.

Europa ass Deel vun engem oppene globaliséierte System. Och wa mir net de gréissten Importateur sinn, si mir awer direkt betraff. Wann et manner Offer gëtt, entsteet Präisdrock iwwerall, och beim Energiepräis, well Energie net nëmmen en Endproduit, mee eng Basis ass. Réiueleg gëtt verschafft a gëtt zur Basis fir Mobilitéit, Industrie, Landwirtschaft a vill Produiten aus eisem Alldag. Wann dës Ketten ënner Drock geréit, da gëtt et méi deier fir d'Entreprises a fir d'Stéit.

Dobäi kënnt, datt esou Schocke sech net direkt opléisen. Och wann d'Situatioun sech stabiliséiert, bleift eng Zäitverzögerung an de Liwwerkette mat weider héije Präisser an Onsécherheet. D'beschiedegt Infrastrukturen an der Regioun verstärken dësen Effekt nach.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat eng besonnesch Erausfuerderung. Mir hu keng eege fossill Energiequellen a si staark op Importer ugewisen. Dat mécht eis ufälleg fir extern Entwécklungen. Déi potenziell Konsequenze si méi héich Energiepräisser, Inflatiousdrock an en Impakt op d'wirtschaftlech Dynamik. Dat trëfft d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an d'Kafkraaft vun de Stéit. An et erhéicht doriwwer eraus de Risiko, dass eng schwach Konjunktur sech och um Aarbechtsmarché bemierkbar mécht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee an esou enger Situatioun ass et wichteg, datt gehandelt gëtt, responsabel an am Dialog. D'Tripartitt, déi vum Premier annoncéiert gouf, ass dofir dat richteg Instrument, fir konkret op dës Entwécklungen ze reagéieren, fir d'Auswierkung vun de Präisser ofzefiederden, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen an de Betriber Sécherheet a Perspektiven ze ginn.

Gläichzäiteg baut si op Efforten op, déi schonn ugelaft sinn, fir eis manner ofhängeg ze maache vu fossillen Energien. Mat der Initiativ „Einfach – Séier – Erneierbar“ huet d'Regierung nämlech 51 Mesüeren op de Wee bruecht, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien ze beschleunegen, Prozeduren ze vereinfachen an eis Energieversuergung méi resilient ze maachen. Dëst ass eng strateegesch Orientéierung, déi wichteg bleift.

Mat der Kris am Iran an hire potenzielle Konsequenzen op eist Land brauche mir awer weider Äntwerten. A genee do kënnt der Tripartitt déi wichteg Roll zou.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Tripartitt ass eng noutwendeg Äntwert op eng komplex Situatioun an en Ausdrock dovunner, datt mir bereet sinn, Verantwortung ze iwwerhuelen. An esou Zäiten ass et entscheidend, datt mir mat Rou, Seriositéit an engem kloren Fokus op d'Allgemengwuel handelen.

D'Leit am Land erwaarde sech, datt mir dës Erausfuerderunge vereent uginn an nohalteg Léisunge fannen. D'Tripartitt huet an der Vergaangenheet gewisen, datt si grad dann hir Stärkt ausspillt, wann all Acteure sech an engem konstruktiven Dialog engagéieren. Et ass genee dës Geescht, deen elo gebraucht gëtt.

Ech sinn zouversichtlech, dass et der Regierung an de Sozialpartner geléngt, an dësem Kader gemeinsam Äntwerten ze fannen am Interess vum de Bierger, am Interess vum de Betriber an am Sënn vun enger stabiller a verantwortungsvoller Entwécklung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tripartitt ass e wichteg Instrument an eisem soziale Modell. Dat steet fir déi meescht heibanne mol ausser Fro. An duerfir ass et och richtig, datt d'Regierung endlech decidéiert huet, eng Tripartitt anzeberuffen, well et geet ëm viles. Et gëtt vill ze diskutéieren, net nëmmen de Präis vum Pétrol.

An et muss een et och direkt kloer soen: Dës Decisioun, eng Tripartitt anzeberuffen, kënnt net aus Iwwerzeugung. Si kënnt wéinst dem Drock: Drock aus der Oppositioun, Drock vun de Sozialpartner a souguer Drock aus den eegene Reien an deen aus dem Regierungslager.

De Premier huet noginn, net well hie wëll, mee well hien net méi anescht konnt. An d'Argumentatioun – dat huet d'Madamm Tanson virdru ganz gutt erkläert – ass och net ze verstoen.

An, Här Premier, et huet een am Interview, wou Der d'Tripartitt annoncéiert hutt, un Ärer Kierperhaltung, un Ärem Gesichtsausdrock, un Äre Wieder, déi Der gebraucht hutt, ganz kloer gesinn, datt dat net Äre Wëlle war. A jiddwereen, deen Iech kennt, huet d'Onwueli gespuert a gesinn.

A genee dat ass de Problem. Eng Tripartitt, déi nëmmen ënner Drock zustane kënnt, dréit um Ufank un de Bägenschmaach vun enger Formalitéit. Si riskéiert, de Som vum Echec a sech ze droen. A mir hu leider schonns ze dacks erlieft, wou dat hiféiert: zu grousser Symbolpolitik mat weineg Substanz, sou wéi beim Mindestloun.

Dobäi kënnt nach eng aner ganz konkret Fro: Wéi vill Spillraum bleift der Tripartitt iwwerhaupt, wann de Premier den 19. Mee seng Ried zur Lag vun der Natioun hält, Fait-accomplie schaaft an d'Tripartitt eréischt duerno aberuff gëtt? Firwat gëtt d'Tripartitt net éischer aberuff?

Ech hoffe jo, Här Premier, dass Der aus Äre Fauxpase geléiert hutt. Är Propose vun der Pensiounsreform am leschten État de la nation hu fir ganz vill Opreegung gesuergt. An dofir, maacht aus dem Sozialdialog kee Monolog mat dekorativer Begleitung! Här Premier, maacht dat net! Esou vill Schierbele packe mer an dësem Land net méi. A preparéiert och haut net schonn den Echec! Et gëtt kee gemeinsamen Echec, Här Premier. Dir kënnt Iech dat net leeschten.

An och intern schéngt der Regierung weineg kloer ze sinn, ëm wat et geet. De Premier seet, d'Tripartitt wär exklusiv iwwert déi duerch den Iran-Krich geklommen Energiepräisser an d'Kafkraaft. En anere Minister um Radio huet gesot, de Logement wär elo d'Prioritéit. En anere Minister seet: „Ma mir mussen iwwert d'Kompetitivitéit, iwwert de Chômage an iwwert d'Kafkraaft diskutéieren.“ An da bleift jo och nach d'Aarbechtszäitorganisatioun. Mir sinn eis op alle Fall eens, dass Dir Iech net eens sidd – wéi sou dacks!

Ier ee sech mat de Sozialpartner un den Dësch setzt, misst een awer zumindest wëssen, ëm wat et goe soll. Dat schéngt awer leider keng Selbstverständlechkeet ze sinn an dëser Regierung. Wéini gedenkt Der dann, mat de Sozialpartner ze schwätzen? Wat steet um Ordre du jour, Léif Regierung?

Fir d'LSAP ass et kloer: Eng Tripartitt ass net do, fir Decisiounen erkläert ze kréien. Si ass do, fir se zesammen auszeschaffen, mat oppenem Resultat, mat reeller Verhandlungsbasis an op Aenhéicht tëschent

de Partner. Wann dat net de Fall ass, da verléiert de Sozialdialog u Substanz, a mat him de soziale Fridden am Land.

D'Erfarung weist, dass Tripartitte funktionéiere kënnen. D'Tripartitte vun 2022 an 2023 hunn dozou bäigedroen, d'Konsequenze vun der Energiekris ofzefiedereen, d'Kafkraaft ze stäerken a Betriber ze ënnerstëtzen. Dofir brauch een awer richtege politesche Wellen an et brauch ee Verhandlungsgeschéck.

Wann d'Regierung keng Iddie sollt hunn, kënnen mer Iech gären eng Rei vu Propose mat op de Wee ginn. Mir brauchen elo Moosnamen, fir d'Kafkraaft vun de Stéit ze stäerken. Mir proposéieren e sozial gerechte Steierkredit. Mir proposéieren eng Iwwergewinnsteier fir Betriber, déi massiv vun der Energiekris profitéiert hunn.

(Interruption)

Mir proposéieren eng vill méi konsequent Transition an déi lokal erneierbar Energien. Mir brauchen e signifikante Mindestloun, deen deesen Numm och verdéngt, mat deem een zu Lëtzebuerg dezent lieve kann an net vum Aarmebüro ofhänkt. Méi Salarieën am Kollektivvertrag. Méi Formation continue an Upskilling. De Chômage klëmmt a ganz geféierlech Sphären.

D'Wunnungskris als Problem Nummer eent am Land muss mer richteg ugoen. Bei der Defensepolitik ass et jo gaangen. Mir brauchen also och eng massiv Erhéijung vun eisem Invest an den öffentliche Wunnensbau a keng Alibimesüren.

Wéi hale mer Lëtzebuerg als Standuert attraktiv fir Betriber a fir d'Leit, déi wellen heihinner schaffe kommen? Wéi steet et mat der Kompetitivitéit? Mir müssen d'Ongerechtegkeeten aus eisem Steiersystem erauskréien. Alles dat muss ugepaakt ginn, an net gëschter, mee ..., net muer, mee elo. Pardon.

(Hilarité)

An ze soen ...

M. Michel Wolter (CSV) | Et gétt déck Zäit, datt d'LSAP mol erëm an d'Regierung kënt.

M. Georges Engel (LSAP) | An ze soen ... Jo, dat doten, Här Wolter, waren alles Mesüren, déi an deene leschten Tripartitten zu ganz vill Erfolleg gefouert hunn. Dir kënt jo den Ausseminister an de fréiere Premier Xavier Bettel froen.

An elo ze soen: „Mir kucken. Mir kucken ...“ Ech hunn et wéi vill Mol héieren. Dat hunn ech am meeschten héieren hei vun dëser Regierung: „Mir kucken. Mir kucken. Mir kucken, wat geschitt. Mir kucken, wat geschitt.“ Ma et wär mol besser, Dir géngt och gesinn, wat geschitt, net nëmme kucken.

D'Tripartitt ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Engel, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Georges Engel (LSAP) | Ech si gläich fäerdeg. Ech si gläich fäerdeg, mee ech gouf hei ënnerbrach, dofir muss ech awer och kënnen äntwerten.

D'Tripartitt ass kee Wonnerméttel, mee si ass dat bescht Instrument, dat mer hunn, fir gemeinsam duerch eng Kris ze kommen, fir eis Kompetitivitéit a fir d'sozial Kohäsioun. D'Regierung ass elo an der Verantwortung, dat ze weisen, mat Aktiounen an net nëmme mat Wierder. D'Regierung muss vun Ufank un dru gleewen – eng Tripartitt aus Iwwerzeegung an net als Fatalitéit, soss ass se dem Echec geweit, an dat ass keng Optioun. A mir wënschen Iech vill Erfolleg!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir soen et ganz kloer: Mir brauchen elo keng Tripartitt. Mir soen dat ganz bewosst. Dat heescht awer net, dass mer de Modell vun enger Tripartitt allgemeng unzweifelen. Et ass e gutt Instrument, dat schon oft säin Notze gewisen huet, an zu Lëtzebuerg kënnen mer och houfreg drop sinn, mee esou en Instrument ass och just esou laang gutt, wéi et effektiv geziilt an och bei ganz grouse Krisen ugewannt gétt.

Hu mer dat? D'Regierung huet méintelaang erkläert, et géif keng ausräichend Kris gi fir eng Tripartitt. An op eemol elo – jiddweree war verwonnert –, op Drock hin, eventuell, ass dann awer eng Tripartitt aberuff gi fir Juni. Dat weist natierlech keng kloer Linn.

An et ass jo esou, an dat hate mer op jiddwer Fall oft scho bei Tripartitten, dass se dann agesat ginn, wann d'Regierung och net méi genee weess, wéi se weidermaache soll. A wann een net méi weess, wéi et weidergeet, da rífft een eng Tripartitt an. Dat ass nämlech ganz oft näischt aneres wéi eng Manéier, d'Verantwortung ofzeginn. Contrairement zu deem, wat virdu mol hei aner Leit gesot hunn, steet nämlech d'Regierung bei enger Tripartitt net onbedéngt an der Verantwortung – op d'mannst just zu engem Dröttel.

Amplaz selwer kloer Entscheedungen ze treffen, schéckt een dat Ganzt also an e Gremium, wou um Enn kee wierklech verantwortlech ass. An d'Chamber, déi vun de Bierger gewielt gouf, gétt dann nëmme nach fir d'Ofstëmmung gebraucht. Ass dat déi richteg Manéier, wéi een e Parlament an enger Demokratie matabanne soll? Wichteg Froen zur Kafkraaft, zum Index, zum Wuerekerf, zu Energiepräisser, zum Budget gehéieren nämlech an d'Chamber, do, wou se normalerweis diskutéiert ginn, an net onbedéngt direkt hanner zouen Dieren.

Grad heibanne si vill Leit, déi ëmmer vun Transparenz schwätzen. Ech mengen, eng Tripartitt-Reunion ass nach ni live iwwerdroe ginn, a wat do geschwat gétt, wëssen och just déi, déi et vun deenen, déi dobanne sinn, gesot kréien. Där sinn der och vill heibannen. Mir net!

D'Gewerkschaften hu scho rout Linne gezunn. An d'Warscheinlechkeet, datt et um Enn nees nëmme en deiere Minimalkompromëss gétt, dee virun allem de Steierzueler belaauscht, ass héich. An denkt wann-echgelift alleguerten drun, dass dat Geld, dat de Staat ausgëtt, d'Geld vun de Leit ass, an dat Geld, dat mer léine ginn, dat ass d'Geld vun eise Kanner.

Mir als ADR gleewen drun: Lëtzebuerg brauch aktuell keng weider Verhandlungsronden, déi Méint daueren a vläicht wéineg bréngen. Mir brauchen eng Regierung, déi Verantwortung iwwerhëlt. An d'Bierger erwaarde kloer Äntwerten op zum Beispill steigend Energiepräisser an Inflation – haut an elo.

A wichteg Entscheedunge kënnen mir hei treffen, hei an der Chamber. An duerfir si mer hei. An als ADR fänke mer direkt un. An duerfir hunn ech hei eng Motion matbruecht, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Präisser vum Masutt, vum Diesel a vum Bensinn déi lescht Woche staark geklomme sinn;

– d'Präisser vum Diesel a vum Masutt am Abrëll 2026 esou héich ware wéi nach ni;

– d'TVA, d'Akzisen an d'CO₂-Steier zesummen e groussen Deel vum Präis ausmaachen;

– dës Präsentwécklung souwuel d'Bierger wéi och d'Betriber staark belaauscht,

ass sech bewosst, datt

– déi provisoresch Reduktioun vun den Akzisen am Joer 2022 zu enger substanzierter Entlaaschtung gefouert hat;

– ëmmer méi Staaten an Europa steierlech Moosname geholl hunn, fir d'Leit virun der Erhéijung vun den Energiepräisser ze schützen,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Akzisen um Bensinn an Diesel fir ze tanke souwéi dem Masutt fir ze hëtzen temporär ëm 7,5 bis 10 cts/l ze reduzéieren.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | An dëser Motioun schloe mer vir, änlech wéi 2022 nom Ufank vum Ukrain-Krich, d'Akzisen temporärem ofzesetzen ëm 7,5 oder 10 Cent de Liter bei Masutt, bei Bensinn a bei Diesel, fir esou souwuel d'Bierger ze entlaaschte wéi och eis Wirtschaft ze entlaaschten. An dat kënnen mir haut hei decidéieren, och oui Tripartitt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Zum Schluss: D'Tripartitt war an de 70er-Jore bei der Stolkriss ganz sënnvoll a si ass a wierklech grouse Krise sécherlech e wichteg Instrument. Haut an dëser Situatioun kéint awer och d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuelen a konkret Moosname virleeën. Dat wär den direkten, transparente Wee hei iwwert d'Chamber. An dat ass de Wee, dee mir géife goen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet eng Tripartitt annoncéiert – endlech eng Tripartitt annoncéiert, muss ee bal soen – an et ass gutt, mee déi Annonce kënt awer e bësse spët.

Mir sinn an enger Kris. Net an enger Kris, déi säit gëschter géllt, mee an enger Kris, déi scho säit Jore viru sech hikächelt. Zënter dem Ufank vum Ukrain-Krich huet se awer Vitess opgeholl: d'Energiepräisser, d'Inflation, déi schwaach Croissance. D'Leit hu gehofft, ofgewart, an elo kënt de Krich am Iran derbäi, e Krich, deen dës Kris nach eng Kéier acceleériert, un der Pompel, beim Hëtzen, am Supermarché. D'Kombinatioun vu méi héije Präisser a manner Wuesstum wéi geduecht ass eng ganz geféierlech Mëschung fir jiddereen, dee mat engem normale Loun seng Rechnungen all Mount bezuele muss.

D'Gewerkschaften hunn zanterer Woche Krisegesprécher gefuerdert, d'Patronatsorganisationen och, d'Opposition och. A wat huet d'Regierung gemaacht? Se huet ofgewart. Dat weist, datt et der aktueller Regierung awer hei ganz kloer u Wäitsicht gefeelt huet, fir dës Saachen ze anticipéieren.

Et war net d'Regierung, déi am richtege Moment gehandelt huet, zumindest net als Kollektiv. Et war en Deel vun der Regierung, ee Koalitionspartner, nämlech d'DP, deen de Premier dunn awer zur Handlung gezwongen huet. An datt e Koalitionspartner deen aneren esou ëffentlech an der Press quasi drécke muss, dat gétt et zu Lëtzebuerg ganz, ganz seelen, an

dat weist awer ganz vill, wéi d'politesch Féierung an den Zesammenhalt an dëser Regierung mëttlerweil ausgesinn.

(Interruption)

Mee dat Schlëmmst steet nach aus. De Premier huet zwar eng Tripartitt annonciéiert fir Enn Mee, Ufank Juni. Hien ass der Meenung, datt een nach gutt sechs Woche waarde kéint. A mir froen eis: Huet de Premier den Eescht vun der Lag dann elo wierklech erkannt oder huet hien nëmme der politescher Arithmeetik Rechnung gedroen, well en net méi anescht konnt a vläicht, wéi virdu schonn ugeklongen, léiwéier sâin État de la nation virun Tripartitt-Gesprécher wollt halen?

All Dag, dee vergeet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e verluerenen Dag fir d'Leit, déi elo Entscheedunge mussen huelen, ob se hiren Auto, dee se brauchen, fir op d'Aarbecht ze fueren, nach betanke kënnen, ob se sech hir Akeef nach leeschte kënnen, ob se um Enn vum Mount nach eppes op der Säit hunn. Eng Tripartitt ass längst iwwerfälleg. An duerch dat onnéideg laangt Waarde wäert et net besser ginn.

Mir als Piraten begréissen all Dialog tëscht der Regierung an de Sozialpartner, mee en Dialog, deen ze spéit ufänkt, an deen ee mat de falsche Voraussetzungen erageet, dee riskéiert ze scheitern. Eng Tripartitt ass kee Selbstzweck. Se muss an dëser Situatioun Resultater liwweren, schnell, konkret, an déi richteg Leit errechen.

Et leien entre-temps längst konkret Proposen um Dësch, vun der Oppositioun, vun de Sozialpartner an aneren. Un Iddien a Méiglechkeeten aus ënnerschiedlechste Richtunge fir ze diskutéieren feelt et also haut schonn net méi. An et géif näischt dogéint schwätzen, fir déi Diskussiounen dann och séier unzefänken.

D'Leit, déi am meeschten ënnert de steigende Präisser leiden, sinn déi, déi am wéinegste Spillraum hunn. Si kënnen net Wochen a Méint waarden, fir ze wëssen ob d'Regierung sech op Hëllefeneege kann oder net. Si wäerte mat all Woch, déi vergeet, riskéieren méi ze beuele fir Spritt, fir Heizung an als Konsequenz fir all anere Produkt.

Dofir fuerdere mer keng weider Verzögerung. D'Virbereedungsgesprécher solle séier ufänken, an zwar mat kloren Ziler. D'Tripartitt selwer soll net zur Show ginn, mee zu echten, miessbaren Engagementer féieren, déi de Leit an de Betriber hei am Land zegutt kommen, an zwar séier an net wéinst dem État de la nation eréischt no Päschten.

A wann et Iech wierklech nach u konkreeten Iddien feelt, Här Premierminister, dann hutt Der der haut scho vun de Kolleegen aus der Oppositioun eng ganz konkret Propos gemaach, déi net seet: „Kommt, mir ginn einfach de Spritt fir jiddwereen, y inclus fir den Export, erofsetzen!“, mee: „Kommt, mir hëllef konkreet deene Leit, déi op d'Mobilitéit ugewise sinn, fir op hir Aarbecht ze kommen!“ Och dat kënne mer séier maachen. An och dofir misste mer net waarden, datt eng Tripartitt iergendwann eng Kéier aux calendes grecques stattfënn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Eng Tripartitt war an deene leschte Joerzéngegen zu Lëtzebuerg ëmmer dat Instrument, wou sech d'Natioun oder d'Force-vivé vun der Natioun fonnt hunn, zesummegesat hunn a Solutiounen entwéckelt hunn op

gravéierend Krisen, déi eist Land duerchgaangen ass. An et ass e Mëttel, dat et anzesetze géllt a Krisenzäiten. Et ass e Mëttel, dat kapabel ass, an eiser Souveränitéit kënnen als klengt Land ze funktionéieren.

Wie seet: „Et gétt keng Kris“, well innerhalb vun zwielef Méint nach keng zweet Indextranche declenchéiert gouf, mee et der warscheinlech 13 sinn, dee verkennt d'Situatioun. Vun enger Regierung kann ee sech erwaarden, d'Problemer vu Land a Leit ze erkennen a Léisungen ze proposéieren. Wann dat net de Fall ass, da muss een och eng Tripartitt zu Rot zéien.

An duerfir ass deen Exercice, dee mer hei maachen an dee verschidde Virriedner och ugefaangen hunn, nämlech fir Elementer vun der Problemanalys zumindest mol ze presentéieren, dat, wat eigentlech och eng Regierung misst maachen. An ech hu virdrun de Virriedner, de Fraktiounssprecher vun der CSV héieren, an dat eenzegt Inhaltlecht, wat do gesot ginn ass, dat war: „Mir hunn an deenen zwee an engem hallwe Joer den Index net ofgeschaaft.“ Ma bravo! Bravo!

Zweetens hutt Der gesot ... Zweetens hutt Der gesot, ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee, nee, nee, nee!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... Dir kéint, an dat ass ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nee, nee, nee, nee! Bleift bei der Wourecht!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... dat Eenzezt, wat Der zur Tripartitt gesot hutt, net eesäiteg d'Fuerderunge vun de Gewerkschaften iwwerhuelen. Dat hutt Dir gesot. Dir hutt näischt gesot zu de Fuerderunge vum Patronat.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannech gelift! Den Här Zeimet kann duerno d'Wuert huelen, wann e wëllt.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Falsch, falsch, falsch! Sou geet dat awer hei net!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Zeimet kann duerno d'Wuert huelen an dat rektifizéieren, wann en dat wëllt, mee elo huet den Här Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt duerno fir Fait personnel d'Wuert kréien.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... mat wéi enger Kris hu mer et dann hei ze dinn? Et schéngt ganz grouss Nervositéit ze sinn.

(Interruptions)

Mir hunn et mat enger dräifacher Kris ze dinn: mat enger Aarbechtskris, mat enger Logementskris a mat enger Energiekris. An zesumme riskéieren se, zu enger enormer Sozialkris ze ginn.

Éischtens d'Aarbechtskris: A kengem anere Land an Europa ass den Undeel vun de Working Poor esou héich wéi zu Lëtzebuerg. Et gétt engersäits eng Penurie un Aarbechtskraaft a ganz wichtege Secteuren, ob bei der Santé, am Bau oder am Horeca, wou mer net genuch Leit hunn, well eis Léin niddreg sinn, Secteuren, déi net der internationaler Konkurrenz ausgesetzt sinn.

Op der enger Säit Penurie. Op der anerer Säit klëmmt de Chômagetaux enorm an d'Luucht, besonnesch bei Héichqualifizierten. Grouss Entreprises entloossen Honnerte vu Leit – och e Resultat vun Entwécklung vu KI, wou et guer keng Äntwert vun dëser Regierung dorobber gétt.

D'prekär Aarbecht hëlt zou, Stéchwuert Plattform-aarbecht. Och do gétt alles just delegéiert. Dat Eenzezt, wat d'Regierung als Solutioun presentéiert, ass eng weider Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit.

Logementskris: Geschätzten 20.000 Wunnenge stinn zu Lëtzebuerg eidel op der enger Säit an op der anerer Säit sinn 10.000 Leit ageschriwwen bei Fonds du logement an SNHBM. Mir hunn eng Surcharge bei de Loyeren. Haut Locataire sinn, an et gétt der ëmmer méi, heescht eng Chance vun zwee, fir ënnert dem Aarmutsrisiko ze liewen. A fir vill Locataire ass dat doten de séchere Status fir eng permanent Prekaritéit.

D'effentlech Bauträger kommen der Demande u Wunnenge bei Wäitem net no. D'Zuele vun neie Wunnenge bleiwe pro Joer e Villfacht hannert deem zréck, wat néideg wier. Leit mat klengen an och ëmmer méi mat mëttlere Salairé sinn op där enger Säit gezwongen, an d'Nopeschlänner ze plënnen, an op där anerer Säit maache mer Kaddoe fir sougenannten „Talenter“, fir déi op Lëtzebuerg ze zéien. Et ass eng Monacoiséierung, déi mer grad observéieren. De private Marché ass quasi um Stëllstand an d'Banke kaséieren of mat den Zënse.

Ënnert dëser Regierung huet sech Logementskris nach weider zougespézt. Hir Léisungen, déi se proposéiert hunn, sinn alleguer gescheitert! An duerfir brauche mer e fundamentaalt gesellschaftlecht Émdeken. An duerfir muss dat och een Element vun enger Tripartitt sinn!

An déi drëtt Kris: d'Klima- an d'Energiekris. Eis Ofhängegkeet a Vulnerabilitéit géigeniwwer Pétrol a Gas ass ongebrach. 80 % vun de Stéit zu Lëtzebuerg verbrauchen all Dag fossill Energien, fir sech fortzebewegen oder fir ze hëtzen. Also wann d'Präisser klammen, si véier Fënneftel vun eiser Populatioun direkt dovunner betraff. An d'Léisungen do dergéint, d'Renovatioun vu Bestandswunnengen, schläiche viru sech hin.

D'Elektromobilitéit bleift weider marginal an den effentlechen Transport gétt net an deem Sënn ausgebaut, datt et wierklech eng Alternativ kéint duerstellen.

A genau déi dräi Krisen sinn de Cocktail fir eng gewaltig Sozialkris, well all eenzel Entwécklung zur Schwächung an der Ausgrenzung vun ëmmer deene selwechte Schichte vun der Gesellschaft féiert. An dat Bedenklechst dorunner ass: Et gehéieren ëmmer méi Leit zu deenen dote Schichten dozou. Mir brauchen e Marshall-Plang am Wunnengsbau. Mir brauchen eng konzentréiert antizyklisch Politick, fir mat dëser Entwécklung ze brieche. Mir brauchen awer och déi finanziell Moyenen an de Spillraum, fir dat dote kënnen ëmzesetzen.

Aarbecht muss éierbar entloos ginn. Dat ass e Prinzip, soss kommen d'Leit och net méi op Lëtzebuerg schaffen, an dat gesi mer och an der Belsch, an Däitschland, wou d'Zuel vun de Grenzgänger zeréckgeet, notament well hir jeeeweileg Mindestlëin par rapport zu de lëtzebuergeschen net méi wansinneg méi niddreg sinn.

Mir brauchen eng proaktiv Bekämpfung vum Chômage iwwer eng Jobgarantie, Rekonversionsperspektiven, en obligatoresche Plan de maintien dans l'emploi. Prekär Aarbecht muss bekämpft ginn. E Loyerdeckel brauche mer nach dëst Joer. De Leerstand muss mobiliséiert ginn. Mir brauchen eng effentlech Baufirma. D'Energiepräisser mussen plañéiert ginn an eng Renovatiounsoffensiv muss gestart ginn. Och do, Aktivitéit an Aarbechtsplaze kënnen domadder geschafe ginn, D'Kafkraaft muss gestärkt ginn ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir musst zur Konklusioun kommen, wannechgelift.

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Aarmut géif zrëckgoen, Här President, a mäi leschte Saz ass: An dat ass och e Gewinn fir d'Wirtschaft, an da géif och déi Regierung, déi wéi keng aner op de rengen Wirtschaftswuesstum setzt, deen och vläicht domadder errechen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Ech ginn dovunner aus, dass den Här Zeimet e Fait personnel gefrot huet. Wann en dat wëllt, kann hien en elo kréien. Kuerz Rektifikatioun zu de Faiten, wannechgelift, Här Zeimet!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, merci, Dir sidd streng mat eis, mee Dir hutt elo grad hei méi Riedezeit scho gegénnt, da muss mir jo och e bësse méi Riedezeit gegénnt sinn.

Ech wollt just dem honorabele Kollege Baum awer soen: En huet meng Ried do ganz kuerz resümeiert a gesot, et wär inhaltlech net vill dra gewiescht, ausser dass ech gesot hätt, mir hätten an zwee Joer den Index net ofgeschaf, wat awer net richtig ass. Mir kënnen et gären ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dach, Dir hutt en net ofgeschaf.

(Hilarité et interruption)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech hunn op d'Fro ... Et ass net richtig, dass inhaltlech nëmme dat gesot gi wier, well ech geäntwert hunn op eng Fro, déi vun der Madamm Tanson komm ass, ob den Index am Kader vun der Tripartitt zur Diskussioun géif stoen. An ech hunn am Numm vu menger Fraktioun dat konfirméiert, wat och am Regierungsprogramm steet: dass den Index net zur Dispositioun steet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dont acte!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An d'Regierung géif elo d'Wuert kréien. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dëst war eng nützlech Debatt am Virfeld vun enger Tripartitt, déi mer an engem speziellen internationale Kontext wëllen aruffen. Verschiddener hunn hei hire Walprogramm ...

(Interruption)

Verschiddener hunn hei hire Walprogramm virgelies, mee dat ass net d'Äntwert, déi d'Regierung mengt, an dësem Moment op déi aktuell Situatioun mussen ze ginn.

Israel an Amerika hunn den 28. Februar 2026 den Iran ugegraff. D'Konsequenzen dovunner huet een net gesinn dräi Deeg duerno, och net fënnf Deeg duerno, an et gesäit ee se souguer elo nach nëmme ganz begrenzt.

Ech war d'lescht Woch, Enn der Woch, op engem informelle Conseil vun de Staats- a Regierungschefen op Zypern, wou iwwert déi méiglech Konsequenz vun der Kris geschwat ginn ass. An et war do ganz kloer, dass ganz ënnerschiddlech Meinungen sinn, wéi déi Kris sech souwuel an der Regioun wéi och op d'Energieproduktioun an domat och op d'Energiepräisser an deenen nächste Méint wäert auswierken.

Dat heescht, och haut, aacht Wochen duerno, gëtt et nach ganz vill Froen do ronderëm, an et ass ganz gutt méiglech, dass dee richtegen Energieschock, déi

richteg Konsequenzen op d'Quantitéit vu verschiddenen Zorte vun Uelegprodukter an op d'Präisser eréischt an e puer Méint kommen.

Dat, fir Iech ze soen, dass ech kengesweege der Meinung sinn, dass et ze fréi ass an och net ze spéit, fir déi Tripartitt anzeberuffen, mee ech fannen et falsch, wann een een Dag duerno, wou iergendeppes geschitt, e bëssen am Stil vun de Finanzmäert bal erop, bal erof, jee no enger Ausso reagéiert. Regéieren ass net eppes, wat een am Hauruckverfare mécht. Dass mécht een no enger déifgräifender Analys an dann decidéiert een. Dass ass dat, wat mer bei der Tripartitt gemaach hunn.

A wann d'Tripartitt eng Äntwert gewiescht wär op generell ekonomesch Problemer, dann hätt déi viregt Regierung se zum Schluss längst misse maachen, well ech wëll drop hiweisen, dass mer 2022 an 2023 eng negativ, voire null Progressioun vun eisem Wuesstum haten. An 2023, 2024 a 2025 si mer lues a lues do erauskomm. Mee dat si Problemer, dat si Problemer, déi net mat der aktueller Kris zesummenhänken.

Et ass richtig, dass an Europa manner Aarbechtsplaz geschaf ginn, och zu Lëtzebuerg. An duerfir hu mer gesot ...

(Interruption)

An duerfir hu mer gesot, dass mer mussen kucken, dass zu Lëtzebuerg méi Aarbechtsplaz kënnen geschaf ginn. Dass leeft alles ënnert dem Term vun der Kompetitivitéit an dat bleift en Zil vun dëser Regierung, fir dass hei zu Lëtzebuerg uerdentlech, gutt bezuelten Aarbechtsplazen an engem schwierregen Ëmfeld och kënnen bestoen.

Dës Tripartitt hu mer aberuff, nodeem mer gesinn hunn, dass en Usteige vun der Inflatéioun wäert kommen an dass de Wuesstum an Europa domat generell wäert méi kleng ginn. Dass seet och den Internationale Währungsfond, dass seet d'EZB. An duerfir wäert dat och an déi Richtung féieren, dass méi Indexranchen erfalen.

An duerfir hu mer gesot: Mir wëllen derfir suergen, dass mer och d'Leit virun héije Rechnungen schützen, déi héchstwahrscheinlech zu engem groussen Ausmooss eréischt kommen, an d'Betriber vis-à-vis vun héijen Energiekäschten, déi och zum groussen Deel eréischt komme wäerten.

Haut mierke mer den Effet vun dësem schreckleche Krich, an ech sinn dem Här Zeimet dankbar, dass en dorop higewisen huet, dass et an deem Krich emol fir d'éischt e staarken humanitäre Präis gëtt fir d'Leit am Iran, mee och an der Regioun, well den Iran op eng inakzeptabel Aart a Weis och an aner Länner zrëckgeschoss huet. Mee en huet och eng ekonomesch Dimensioun.

Mir wëllen also d'Leit schützen, wa méi héich Rechnungen kommen. An ech soen: Fir de Moment spiert een et bei verschiddene Produkter op der Tankstell an et spiert een et beim Masutt, mee et spiert een et nach net an deem Ausmooss, wéi et eventuell kéint kommen. An dann ass eréischt déi richteg Kris do.

Elo kucken ech, wat déi aner Länner maachen – nach ëmmer an deem Argument, et hätt schon alles misse geschéien a mir misste vill méi ruckzuck hei decidéieren. Ma déi Länner ronderëm eis, déi eppes decidéiert hunn, hu Saachen decidéiert, déi dës Regierung preventiv gemaach huet, fir de Leit hir Kafkraaft ze stäerken a fir derfir ze suergen, dass d'Kafkraaft erhale bleift an dass d'Konsequenz vun Energiehassen net ze staark sinn.

Ech erënneren drun, an den Här Zeimet huet dat och gemaach, dass de Fait, dass mir en Index hunn, d'Kafkraaft kompenséiert. An dat ass gutt esou!

De Fait, dass mir decidéiert hunn am Budget vun dësem Joer, 150 Milliounen Netzkäschte vum Staat ze iwwerhuelen, heescht, dass zu Lëtzebuerg d'Energie méi stabil a manner héich Präisser huet wéi am Ausland. De Fait, dass mir, nodeem Däitschland seng Mineralölsteuer erofgesat huet, nach ëmmer méi niddreg Präisser hunn, huet domat ze doen, dass mir manner Akzisen a manner TVA op den Uelegprodukter hunn. Dass alles hëlleft de Leit hei am Land, an dat ass gutt esou.

Et ass dës Regierung, dës Majoritéit, déi d'Energieprimm fir déi Leit mat klengem Akommes verdräifacht huet. Dass hëlleft grad an dëser Situatioun de Leit, well déi Energieprimm gëtt en bloc ausbezuelt an ass virun e puer Wochen ausbezuelt ginn. Dass heescht, déi Leit, déi elo mussen Masutt kafen, hunn eng Ënnerstützung vum Staat kritt, an dat ass gutt.

An et ass dës Regierung an dës Majoritéit, déi 6,5 Indexranchen am Steuerbarème ...

(Interruption)

An et ass an dëser Legislaturperiod, wou mer 6,5 Indexranchen am Steuerbarème berengegt hunn. Mir hunn de Mindestloun steierfräi gemaach a mir hunn d'Elengerzéier cibléiert entlaascht, a grad an dës méi schwéieren Zäiten hëlleft dat de Leit mat klengem Akommes.

An trotzdem kucke mer elo gemeinsam, wéi mer kënnen dee méigleche Schock nach weider amortiséieren. An dat ass de But vun eise Gespréicher mat de Sozialpartner. Well, wéi gesot: Wann déi Energiekris méi staark gëtt, wa se wierklech kënn, da mussen mer d'Leit ënnerstëtzen a mir müssen d'Betriber ënnerstëtzen.

A menger Meinung no muss een och do verschiddenen Szenarien envisagéieren, well haut weess nach keen, wéi laang mer Kerosinn hunn oder net hunn. Vläch gëtt et iwwerhaapt kee Produktionsstopp, mee op all déi Szenarioe si mer amgaangen, eis virzereeden. An da mussen mer kucken, wéi eng Betriber dat méi wéi anerer betrëfft a wéi eng Leit dat méi betrëfft wéi anerer. Dass ass d'Zilsatzung vun där Tripartitt!

An duerfir wëlle mer an den nächste Woche mat de Sozialpartner schwätzen. Ech hunn duerfir der Regierung proposéiert, eng Tripartitt anzeberuffen. Ech hunn duerfir och mat de Sozialpartner e provisorische Kalenner ofgemaach. Mir wäerten d'Sozialpartner d'nächst Woch, de 6. Mee, eenzel gesinn, fir och hiren eenzelen Iwwerleeungen zu där Kris nozelauschteren. Ech mengen, dass ass e ganz wichtige Exercise. Dass verlaangt och de Respekt virum Sozialpartner.

Mir wäerten eis den 12. Mee an enger grousser Dräieronn gesinn, fir och e méi breeden Echange ze hunn tëscht de Sozialpartner an och mat den Experte vum Statec, vun der Energie an aneren, fir ze kucken: Wat heescht dat do genau fir d'Betriber a fir d'Leit – all méiglechen Szenario?

Well nach eng Kéier: D'Kris ass nach net richtig do. Déi richteg Kris riskéiert ze kommen, mee dat weess een haut net millimetergenau. Dass weess keng vun de Regierungen an Europa, mee mir bereeden eis op déi eenzel Saache vir an da wäerte mer an der éischter Juni-Woch, héchstwahrscheinlech den 2. an 3. Juni, da weider Sitzunge vun der Tripartitt hunn.

Derwëschent wäerte mer selbstverständlech hei den 19. Mee, sou wéi d'Chamber dat proposéiert huet, d'Erklärung zur Lag vun der Natioun maachen, well et och wichtig ass, dass een iwwer all déi aner Sujeten hei am Land schwätzt.

D'Land geet trotz deem schreckleche Krich am Iran weider. An et gëtt vill Sujeten, wou et mer essentiel schéngt, dass een och aus Respekt virum der Chamber

net elo seet: „Elo maache mer mol d'Tripartitt an da maache mer d'Lag vun der Natioun.“ Och d'Lag vun der Natioun gehéiert zur weesentlecher parlamentarescher Diskussioun.

A selbstverständlech wäert déi Lag vun der Natioun net op Sujeten am Detail agoen, déi an der Tripartitt diskutéiert ginn, well et muss een, wann een eng seriö Tripartitt wëllt féieren a wann ee wëllt, dass déi Tripartitt zu engem Erfolleg gëtt, wat mer vu ganzem Häerz wëllen, dat dann och separat behandelen.

An dann ass de Wonsch ausgedréckt gi vum Parlament, doriwwer natierlech informéiert ze ginn. Dat ass iwwerens net eppes, wat elo nei ass. Dat ass ëmmer e bëssen eng Diskussioun: Féiert een eng richtig Negotiatioun oder féiert ee se op dräi Plazen? Mir wäerte selbstverständlech kucken, an enger Form, déi änlech ass wéi déi, an där d'Regierung et virdu gemaach huet mam Parlament, d'Parlament ze informéieren. Och d'Meedien. Ech mengen, dat ass esou. Mee dat wäert d'Diskussiounen net empëchéieren, déi mer wäerten an där Tripartitt hunn.

Op jiddwer Fall si mir gewëllt, eng gutt Tripartitt ze maachen. Et ass wichteg fir d'Leit, et ass wichteg fir d'Betribler, et ass wichteg, dass mer och an Zukunft Aarbechtsplazen hunn, dass mer manner ofhängeg gi vun den Energien, déi mer importéieren. Och dass eng Diskussioun, déi mer weider musse féieren. Erneierbar Energien – do hu mer scho ganz vill gemaach. Och op deem Wee fuere mer weider.

An iwwer all déi Sujete wäerte mer mat de Sozialpartner schwätzen. An do sinn ech iwwerzeegt, dass, wa jiddweree wëllt, dass et e Succès gëtt, mer dee Succès och gemeinsam fäerdgebréngen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Ech hunn zwou Demandë fir, denken ech, Parole après ministre. De Premierminister kann déi vun hei oder vu senger Plaz aus beäntweren. Dat ass säi Choix. Ech fänken u mat der Madamm Tanson, déi sech als Éischt gemellt huet. Duerno den Här Mars Di Bartolomeo. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Präsident. Merci och, Här Premierminister, fir déi Explikatioun. Ech muss zwar soen: Ech si lo net onbedéngt méi schlau wéi virdrun, nodeem ech Iech nogelauschtert hunn.

(Brouhaha)

Dir ...

Jo, elo gëtt hei erëm gegrommelt.

Dir hutt eis elo erkläert, et géif keng Kris ginn. Dir hutt eis och erkläert, wat Der schon alles gemaach hätt.

Dobäi just eng Klamer: Ech wëll drun erënneren, dass Der am Fong déi Energiemesure gemaach hutt als Kompensatioun fir den Energiedeckel, deen ewechgefall ass, deen dunn eng ganz Rei Méint net gespillt huet. An do hutt Der dat doten eigentlech erëm agefouert. Idem och mat den Indexranchen.

Déi lescht Woch huet de Finanzminister eis nach virgerechent, dass wär alles déi lescht Regierung. Déi hätt jo do schon déi Indexranchen decidéiert. Et ass erstaunlech, wéi dat ëmmer erëm alles duergestallt gëtt.

Mee ech kommen zrëck zum Sujet. Dir sot eis, et wier keng Kris do, well Dir hätt am Fong schon alles virgesinn an Dir hätt jo deem allem virgegraff an d'Leit hätte kee Problem mat hirem Pouvoir d'achat.

Da froen ech Iech awer elo nach eng Kéier: Wat wëllt Der dann elo diskutéieren? Wat sidd Dir dann der Meenung, wat mer elo mussen diskutéieren? Well dann hu mer jo kee Problem, wa keng Kris do ass. Mir wëssen nach net, wéini d'Indexranchë kommen. Dann ass dat jo alles reng hypotheetes.

Dir hutt och gesot, déi viregt Regierung hätt misse Tripartitte maachen 2022/2023. Also souwäit ech mech erënnere kann: Ech war an Tripartitten 2022/2023.

(Interruptions)

Dat heescht, et gouf dräi Tripartitten, duerfir ech verstinn net richtig, wat Der mer domat wollt soen.

Dat heescht, meng Fro ass: Wat kënn op den Ordre du jour?

An dann déi aner Fro – organisatoresch: Dir hutt elo gesot „de 6. Mee eenzel gesinn an den 12. Mee zu dräi“. Dat heescht, d'Tripartitt fänkt elo awer net Enn Mee un, mee si fänkt dann elo awer den 12. Mee un. Dat heescht, mir sinn elo erëm awer an engem aneren Zenario wéi deem, deen Der eis déi lescht Woch gesot hutt, wann ech dat elo richtig verstane hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Et kann een net de Respekt vun de Sozialpartner engersäits afuerderen an dann anerersäits schon direkt soen, wat een an der Tripartitt géif diskutéieren.

Dat Spill hutt Der d'lescht Joer och gemaach bei der Pensiounsreform. Et ass permanent gesot ginn: „Wat seet d'Regierung dann?“ A wéi mer et gesot hunn, ass gesot ginn: „A! Dir hutt net mat de Sozialpartner geschwat.“

Meng Lektioen ass dorauer ganz kloer: Mir respektéieren d'Sozialpartner an duerfir wëlle mir mat deene schwätzen. An Dir fuerdert eng Tripartitt an zugläch sot Der: „Dir musst elo fir d'Éischt der Chamber alles soen.“ Iergendwéi ass dat voller Kontradiktiounen. Mir wäerten natierlech, sou wéi virdrun – ech hunn och u véier Tripartitten a mengem Liewe schon deelgeholl –, natierlech och d'Chamber iwwert de Weidergang vun där Tripartitt informéieren.

Mee wa mer wëllen, dass d'Sozialpartner, déi och ënnerene sech mussen openeen zoubeweegen – dat ass jo net nëmme eng Saach vis-à-vis vun der Regierung –, mateneen déi gemeinsam Analys maache vun der Situatioun, well een hänkt vun deem anere jo of, da musse mer fir d'Éischt mat hinne schwätzen. An dofir huet d'Regierung gesot: „Mir schwätze mat de Sozialpartner an da leee mer de Kader fest.“ Mee et ass kloer, dass de Kontext deen ass vum Krich am Iran. Et ass de Kontext vun der Augmentatioun vun den Energiepräisser.

An ech wëll do nach derbäisoen: Dir sot, ech hätt gesot, et wär keng Kris. Ech hu gesot: Déi richtig Kris, déi riskéiert nach bezirzestoen. An dat ass d'generell Analys vun de Staats- a Regierungschefen an Europa, déi soen: Fir de Moment sinn zwar verschidde Präisser geklommen, mee et riskéiert, wann déi Strooss vun Hormus ..., well kee wouss den 28. Februar an och net den 10. März, ob déi weider zou wär, well vill sinn dervun ausgaangen, och an der gesamter politescher a medialer Welt, dass dee Krich vläicht kuertz wär. Da wär déi Situatioun eng aner.

Mir wëssen haut net – keen heibannen! –, wéi laang déi Fermeture vun där Strooss vun Hormus dauert. Dofir wësse mer haut net genee, wat fir Konsequenzen dat huet fir d'Energiepräisser, fir d'Ernährungssituatioun, fir d'Düngemittel – all déi Saachen, déi

domat zesammenhänken. An dofir soen ech: Déi richtig Kris, ech hoffen net, mee déi richtig Kris kënn vläicht eréisch an dofir muss een doriwwer schwätzen.

Mee et ass net, fir elo schon eng Situatioun ze beschreiwen, déi och Verschiddener vun Iech de Mëten hei beschriwwen hunn, déi eigentlech net enger Realitéit entsprécht.

Mir hu villes gemaach, fir d'Kafkraaft ze stäerken. Mir hu villes gemaach, wat hëllef, dass et de Leit zu Lëtzebuerg besser geet wéi an den Nopeschlänner. An déi Moosnamen, déi d'Nopeschlänner gemaach hunn, déi hu mir net misse maachen, well mir hu scho virdrun an deem Sënn villes gemaach, wat dat zu Lëtzebuerg méi ofiedert, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Ech hunn nach zwee Leit, déi gefrot hunn, fir Parole après ministre ze kréien. Dat ass den Här Di Bartolomeo an dann den Här Baum. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här Präsident. Mir, eis Fraktioun, haten der Regierung an de Majoritéitspartei scho virun zwee Méint mat enger Motioun d'Geleeënheet ginn, fir sech op déi sech ubanend Schwiergekeete mat enger Tripartitt virzubereeden. Déi Demande ass leider vun de Majoritéitspartei ofgeleent ginn – éischters.

Zweetens: Den Här Premierminister, an et ass ugeklongen, huet gesot, mir hätte jo och kënnen an där leschter Period Tripartitte maachen. Tripartitte gouf et am März an am September 2022 an am März 2023 als Konsequenz vun dem Ukrain-Krich an och wéinst Nofollgeproblemer vu Covid.

Ech géif mengen, dass een hei soll bei der Wourecht bleiwen. A wann de Premierminister seet, d'Opposition hätt schon eng komesch Approche bei der Pensiounsreform gehat ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat hunn ech net gesot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mir hätten do mat Begrëffer operéiert, fir der Regierung eppes virzwerfen, wat net gewollt war. Ech wëll just drun erënneren, dass bei der Déclaration sur l'état de la nation de Premierminister richtig Feier un d'Polver gemaach huet a gesot huet: „An Zukunft mussen d'Leit zwee bis fënnf Joer méi laang schaffe goen.“ De Premierminister ka sech ganz gutt dorun erënneren.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, dat ass ...

Une voix | Wat ass d'Fro?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, Här Präsident, ech si fäerdig. Ech wollt just déi Berichtegunge ginn. An ech hunn hei, och do uewen, nach Zeie sätzen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... déi mer dat kënn bestätegen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dat war elo net direkt eng Fro, Här Premierminister.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, et ass jo Parole après ministre. Et ass net onbedéngt eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, et ass an der Rei. Ech wollt just soen, dass den Här

Premierminister elo net muss drop äntwären, vu datt et keng Fro war. Dofir ginn ech elo dem Här Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wëll vläicht ufänken an der Reaktioun dorobber, datt ech jo, wéi Der mech kennt, e ganz konziliante Mënsch sinn.

(Hilarité)

An ech mengen, datt Är Aschätzung richteg ass. Ech mengen, datt d'Kris riskéiert, nach weesentlech méi grouss ze sinn an datt déi liicht Haussé vum de Präisier, déi mer am Moment gesinn, eréischt den Ufank sinn, aus deene Grënn, déi Dir och gesot hutt – Düngemittel bedeit Welternährungskris. Awer och fir aner Beräicher vun eiser Economie: Wa keen Helium méi do ass, huet dat Repercussiounen op eise Gesondheitssecteur. Also all déi Froe riskéiere wierklech zu enger méi grousser Problematik ze ginn.

Duerfir ass awer deen Exercice, dee mer hei maachen ... Dir hutt ganz zu Recht gesot: „Et ass net un der Chamber, den Ordre du jour vun der Tripartitt festzuleeën.“ D'Tripartitt heescht „Tri“-Partitt, well et dräi Parteie sinn, an déi dräi Parteie solle sech drop eens ginn, mee d'Regierung ass awer eng vun deenen, an duerfir ass et awer un der Chamber an an hirer Kontrollfunktoun – mindestens an der Kontrollfunktoun, wann net och als Legislatuer –, d'Regierung ze froen: „Mee wat ass dann d'Agenda vun der Regierung?“ Datt dat net herno déi fäerdeg Agenda ass, well dat klorerweis do mat de Sozialpartner muss ofgeschwat ginn, datt schéngt mer kloer ze sinn. Mee et ass awer eise Rôle ze froen, wat den Ordre du jour ass, wat am Zentrum vun den Diskussiounen steet, wat d'Regierung sech virstellt. Dat war d'Fro.

An ech wëllt och nach eng Kéier dat rappeléieren, wat d'Madamm Tanson gesot huet. Wat d'Daten ugeet, ass et effektiv esou, datt Dir elo de 6. Mee bilaterale Diskussiounen féiert an den 12. Mee déi éischt „Tri“-Partitt-Reunioun dann offiziell stattfënn?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech confirméieren dat. An ech fannen nach eng Kéier, wann ee Respekt huet virun de Sozialpartner, wann ee wëllt, datt déi Tripartitt eppes gëtt, da muss ee fir d'éischt mat de Sozialpartner schwätzen. An dat mécht d'Regierung. An da wäert se opgrond vun all deenen Einlassungen och déi Diskussiounen féieren. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ... Madamm Tanson, Dir kritt nach eng Kéier d'Wuert, sou wéi d'Reglement dat virgesäit.

(Brouhaha)

D'Madamm Tanson huet d'Recht, zweemol zu deem Sujet ze schwätzen. Si kritt nach eng Kéier d'Wuert an dann net méi.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech verstinn, dass dat hei fir Onmutt suergt. Mir hunn e Règlement, dat dat ganz kloer virgesäit.

Här Premierminister, Dir hutt virdrun ... Ech weess net, wéi Der dat gemengt hutt, par rapport zu deem, wat an der Pensiounsdiskussioun war, par rapport zu deem, wat elo ass. Ech mengen, mir sinn eis zu vill eens, dass dat e bëssen e Kommunikatiounsdebakel an der Pensiounsdebatt war. Dat ass awer net der Oppositoun hir Schold. Ech mengen, dass dat e bëssen einfach ass, d'Saach esou ze gesinn.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat hunn ech jo och net gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wat elo hei ... Wat elo hei de Punkt ass ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat hunn ech absolut net gesot!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wat elo hei de Punkt ass, an dat ass eis Roll, an duerfir sti mer och hei, duerfir hu mer déi Debatt hei: Mir hunn eng Fro un Iech. An déi Fro ass – an do krut ech keng Äntwert drop –, an déi ass legitim, et ass net, fir ze soen, dat wier kontradiktoresch a wat mer dann elo wëilten ... Mir wëlle gär wëssen: Wat ass den Objektiv vun der Regierung, wat déi Tripartitt hei ubelaangt? Mat wéi enge Propose gitt Dir eran? A fir dat dann hei elo ze ...

(Interruption)

Net eran op den Ordre du jour. Jo! ... gitt Der era fir op den Ordre du jour, fir ze kucken, den Ordre du jour ze fixéieren? A wann Der elo sot, domat wëilt een iergendeppes futti maachen, da kann ech mech just wonneren. Ech hu ganz gutt nogelasschert all déi Interviewen, déi an der Lescht waren. Ech hunn notamment och Regierungsmemberen héiere soen, wat si der Meenung wäeren, wat soll um Ordre du jour vun där Tripartitt diskutéiert ginn. Ech mengen, dass et dann eist gutt Recht ass als Chamber ze froen, wat d'Positioun ass!

Wëllt Der da just iwwert d'Kafkraaft am Lien mat dem Iran-Krich schwätzen? Wëllt Der iwwert de Logement schwätzen, wéi verschidde Leit dat gesot hunn? Wëllt Der iwwer aner Saache schwätzen? Ech hunn do relativ vill an der Press héiere vu Membere vun der Majoritéit. Dofir fannen ech et awer net ganz respektvoll, wann elo hei d'Oppositoun diskreditéiert gëtt, wa se fret: Wat ass Är Propos? Iwwer wat wëllt Dir an dëser Tripartitt debattéieren?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech hunn d'Oppositoun hei guer net diskreditéiert. Ech hu just gesot ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Neen, ech hu gesot, d'Regierung wëllt fir d'éischt mat de Sozialpartner schwätzen. A wann een d'Sozialpartner respektéiert a wann een deen Debat wëllt ugoen op eng konstruktiv Aart a Weis, dann ass et, mengen ech, net hëllefäräich, wann ee scho vu virera seet, wat ee genee seet. Ech hunn Iech gesot, wat de Kader ass, wat d'Ursaach ass vun dëser Tripartitt. Dat ass de Krich am Iran a seng Konsequenzen. An doriwwer wäerte mer diskutéieren, seng Konsequenzen op d'Leit, seng Konsequenzen op d'Betribler. Mee doriwwer schwätze mer fir d'éischt mat de Sozialpartner, och aus Respekt virun deene Sozialpartner, an da komme mer zu där nächster Etapp. Regéiere mécht een Etapp fir Etapp, iwwerleucht, mat roueger Hand an net einfach elo eppes an de Raum werfen, dat herno net zu deem Accord féiert, dee mer gären hätten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Den Här Engel huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel (LSAP) | Här Premierminister, ech hätt och nach eng Fro. Ech hätt och nach eng Fro un Iech, wann Der mer déi nach wëllt beäntweren. Wann ech elo richteg verstan hunn, ass et jo mol kloer, dass mer iwwert d'Konsequenze vum Iran-Krich schwätzen. Dat ass dann ee séchere Punkt, iwwert dee geschwat gëtt. Schléisst Der dann aus, dass och iwwert déi aner Punkte geschwat gëtt, wéi zum Beispill, wéi den Här Roth gesot huet, deen awer ëmmerhi Finanzminister an Ärer Regierung ass, datt d'Prioritéit de Logement misst sinn, deen an esou

enger Tripartitt géing beschwat ginn? Schléisst Der aus, dass d'Kompetitivitéit, de Chômage an d'Kafkraaft, vun deenen d'Madamm Backes gesot huet, déi missten an dëser Tripartitt beschwat ginn, och an der Tripartitt beschwat ginn? Dir sot kloer: „Et ass d'Energiekris an d'Konsequenzen dovun.“ Gëtt et dann awer och d'Méiglechkeet, dass iwwert de Logement, iwwert de Chômage, iwwert d'Kafkraaft, iwwert déi Punkten och do geschwat gëtt oder net?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech weess net, ob ech et eng siwente Kéier hei muss rappeléieren. Ech hu gesot, aus Respekt virun de Sozialpartner géinge mer elo fir d'éischt mat de Sozialpartner schwätzen, an da féiere mer déi Gespréicher. Et gëtt Etappen an déi Etappe wäerte mer eenzel respektéieren. Dozou sti mer an dobäi bleift et! Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Ech mengen, d'Positioun vun der Regierung ass elo kloer. Ob een elo domat zefridden ass ...

(Exclamations et interruptions)

Ob een elo domat zefridden ass oder net, huet d'Regierung eng Ausso gemaach.

(Interruption)

Ok. Sou, elo ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

An da komme mer zu de Motiounen, déi deposéiert gi sinn. Ech hunn zwou Motiounen hei um Büro leien.

Motion 1

Déi éischt Motioun, dat ass déi vun der Madamm Sam Tanson. An ech wollt do d'Madamm Tanson froen, ob si wëllt direkt d'Wuert huelen. Si wëllt duerno d'Wuert huelen. Wie wëllt zur Motioun vun der Madamm Tanson Stellung huelen? Den Här Zeimet fir unzefänken. Den Här Baum, den Här Clement an den Här Keup gesinn ech elo. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Mir hunn, mengen ech, de Premierminister elo just héieren, deen och selwer ugekënnegt huet, datt en d'Chamber wëll an d'Kontinuitéit vun deenen Debate vun der Tripartitt abannen, also reegelméisseg och informéieren, soudatt mer elo net agesinn, datt mer d'Regierung extra dozou mussen opfuerderen. An och mat deene Prezisiounen, déi hei stinn, „préalablement“ a mat allen Dokumenter et cetera, an iwwert den Ordre du jour, dat schéngt eis elo net ganz zilfëndend ze sinn. An dofir géif ech meng Kolleegge proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech ka mech dem Här Zeimet hei ralliéieren. Wat mech awer hei am meeschte stéiert, dat ass d'Wuert „préalablement“. Dat heescht, den Här Premierminister respektiv seng Regierung misste fir d'éischt bei eis kommen, éier se da kéinte mat de Sozialpartner schwätzen. Ech fannen, dass dat net de richteg Wee ass.

An den Här Premierminister huet et erkläert an ech wëll Iech drop hiweisen, dass mer am Kader vun der Covidkris eng Motioun haten, wou och gefuerdert ginn ass, dass d'Chamber prealablement zur Ofännerung vum Covidgesetz sollt consultéiert ginn. Och deemools huet déi deemoleg Koalitioun dat ofgeleent. An ech géif menger Fraktioun och proposéieren, hei dee selwechte Werdegang ze huelen an déi hei Motioun net matzedroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Baum huet eis u sech elo genau dat gesot, wat ech och nach eng Kéier wollt erwänen. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert der CSV hire Sënneswandel. D'Kohärenz bei der DP ass an där heiter Fro ganz kloer. Dir hutt och an der leschter Legislatur ëmmer dergéint gestëmmt, wann et drëm gaangen ass, d'Chamber ze consultéieren. D'CSV huet awer an der Vergaangenheet ganz staark hei gewettert, fir datt d'Chamber géif consultéiert gi prealablement. Ech mengen, mech do ganz gutt erënneren ze kënnen un haiteg Ministeren, déi als CSV-Deputéiert hei gesot hunn: „Ma d'Chamber muss méi agebonne ginn!“ An ech mengen, datt dat och e richtegt Signal an där heiter Situatioun wär. Dofir sinn ech frou, datt mer esou eng Motioun haut virleien hunn. An ech wäert se och ... Mir wäerte se zesumme mat ganz vill Freed matdroen ...

(Brouhaha)

... well mir si weinstens an där Fro kohärent, net esou wéi d'CSV, déi hei an der Opposition fuerdert, datt d'Chamber méi soll participéieren, an der Majoritéit dann op eemol der Meenung ass: „A nee, dat Parlament, dann entmuechte mer eis dach léiwer selwer.“ Also mir bleiwe kohärent an där heiter Fro a mir wäerten dat matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also, zu dëser Motioun muss ech awer soen, dass ech mech e bësse wonneren iwwerhaapt iwwert d'Logik an d'Kohärenz vu Verschiedenen hei, wéi se wëlle virgoen. Ech mengen, hei si Verschiedener, déi jäischen zënter Wochen, fir eng Tripartitt ze kréien, wohl wissend, dass an enger Tripartitt dräi Parteie sinn: de Staat, d'Patronat an d'Gewerkschaften. An haaptsächlech eng Partei net: dat sinn d'Oppositionsparteien hei aus der Chamber. Déi sinn net do vertraueden.

A wann déi Parteien higinn an déi fuerdere säit Wochen eng Tripartitt, wou wierklech d'Oppositionsparteien aus der Chamber eeben net vertrauede sinn, an déi fuerderen dat jo, da verstinn ech net, wéi se awer elo hi wëlle goen a wëlle matschwätzen, wat do geschitt. Da muss een eng Quadripartitt fuerderen. An da géif ech Iech dat roden, Madamm Tanson, dass Der iergendwéi frot, dass d'Chamber, eeben d'Oppositionsparteie mat um Dësch sëtzen. An da kënnen se jo matdiskutéieren an eppes matkréien. Dat wier vläicht dann nach eng Iddi. Mee dat heiten ass net logesch, wat Der hei frot.

An do kënt jo nach dobäi: Dir wëllt gäre wëssen, wat do um Programm ass. Dir wëllt och gäre wëssen, wat do geschwat gëtt. Ech weess och, wa mer bis esou wäit sinn, da maache mer déi ganz Zäit Reunionen, fir au courant gehal ze ginn, wat do geschwat gëtt, woubäi Dir ganz genee ..., an dat hat Der d'lescht Tripartitt eng Kéier an enger Kommissioun och gesot: „Jidderee weess jo, wat jo geschwat ginn ass an der Tripartitt.“ Dat heescht, do si jo da genuch Leit och an der Tripartitt, déi dat, wat do gesot gëtt, weiderginn, mee transparent ass et net an dat läit an der Natur vun der Saach. Wann Der eppes transparentes wëllt, da musst Der eppes aneres fuerdere wéi eng Tripartitt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Den Här Keup huet elo mat sengen Ausloossungen a mat deene vu virdrun erëm eng Kéier bewisen, datt

déi 50 Joer Sozialgeschichte, déi eist Land kennt, ënner anerem mam Tripartitt-Modell, déi 50 Joer Sozialidentitéit vun eisem Land, d'ADR anscheinend net weider interesséieren.

M. Fred Keup (ADR) | Dach, dach!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mir ënnerstëtzen déi heite Motioun. Mir hu se och mat ënnerschriwwen an enger gewëssener Kohärenz, well mer hunn och de 5. Mee 2021 d'Motioun vun der CSV ënnerstëtzt, déi plus ou moins dat selwecht gefrot huet vun der Regierung, ënnerschriwwen vum Martine Hansen, Marc Spautz, Gilles Roth. Se ware Signataire vum där Motioun, déi och gefrot huet, datt d'Chamber méi soll an d'Aarbechte matagebonne ginn. Duerfir mengen ech, datt dat an der Kontinuitéit dovunner ass an datt dës Regierung ...

(Interruption par M. Sven Clement)

... net esou bornéiert ass wéi déi Regierung virdrun, déi dat ofgeleent huet. Ech mengen, da wiere mer, net nëmmen, wat d'Transparenz ugeet, mee och, wat d'demokratesch Participatioun an d'Valorisierung vun deem Kriseninstrument ugeet, weesentlech méi wäit.

An nach dobäi gesot: Hei gëtt gefrot, datt mer déi makroökonomesch Donnéeën, déi d'Regierung an d'Preparatioun geheit, och zur Verfügung gestallt kréien – domadder definéiere mer net d'Positioun vun der Regierung –, datt eis zumindest déi Donnéeën, iwwert déi objektiv do diskutéiert gëtt, och zougänglech gemaach ginn, net méi an net manner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech maachen et kuerz. Mir hunn dat heite mat ënnerschriwwen a mir wäerten dat och mat ënnerstëtzen, an dat am Sënn vun engem groussen Konsens herno vu Mesüeren, déi vläicht proposéiert ginn, vun der sozialer Kohäsioun, wou all Acteur Interêt drun huet, dass déi Kohäsioun an dee Konsens sollten esou grouss wéi méiglech sinn. An duerfir wiere mer frou, wann d'CSV hir Meenung dann nach eng Kéier géing änneren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, si sinn ëmmer flott, déi Diskussiounen iwwert déi Motiounen. Also, ëm wat geet et hei? Éischtens ass gesot ginn ..., an ech hu jo elo schonn héieren, dass dat schonn erëm revidéiert ginn ass. Déi Tripartitt ass net a sechs Wochen, déi Tripartitt ass dann elo an zwou Wochen, wat jo positiv ass, well mer dat effektiv och wollten. Mee wann een d'Motioun gutt liest, dann ass dat ee vun de Consideranten. Duerch de Fait, dass et elo nach sechs Woche sollt daueren, war ech der Meenung, dann hätte mer jo gutt Zäit, fir d'Chamber nach matanzebannen.

Da sinn ech awer och e bëssen erstaunt. Den Här Zeimet seet op där enger Säit: „D'Regierung mécht dat souwisou“, an da seet e „jo, nee, mee am Fong, d'Donnéeën, a prealablement an den Ordre du jour, dat wëlle mer Iech am Fong alles net ginn.“ Da froen ech mech: Wat bleift nach vun deem, wat gefrot gëtt? Dat liicht mer elo net wierklech an.

An ech muss soen, ech verstinn déi Haltung net richtig. Et ginn extreem vill Saachen elo hei ausgeschafft. Et geet hei ëm d'Zukunft vun eisem Land, wou mer eis engagéieren, wat d'Marges de manoeuvre sinn, wat wat géing kaschten, wat verschidden Zenarie sinn a wat den Impakt dovunner ass. Dass dat elo esou duergestallt gëtt, wéi wann dat elo oniwierwunnbar wär, deen Echange mat eis ze hunn, dat kann ech wierklech net novollzéien, genausou wéineg wéi ech novollzéie kann, dass Der net wëllt Positioun zu deem

huelen, wouriwwer Dir der Meenung sidd, dass mer diskutéiere sollten.

Dat heescht, ech bedauern dat heiten extreem. Ech sinn da gespaant, vu dass de Fraktiounschef vun der CSV jo gesot huet, Dir géingt dat souwisou maachen, wéi Der Iech dat da virstellt. Wat maacht Der da souwisou? Mat wat kommt Der? Wéi kommt Der? An a wéi enger Echeance kënnen mer eis da virstellen, dass d'Chamber elo hei matagebonne gëtt?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Zeimet huet nach d'Wuert gefrot. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Effektiv wonnere mir eis och. Hei gouf während Wochen, wann net souguer Méint, vun Einzelnen eng Tripartitt gefrot. Elo ass eng Tripartitt. An elo wonnert Der Iech, ...

(Interruption)

... wann d'Chamber ... Jo, pardon, d'Chamber sëtzt do net mat um Dësch. Dat ass awer elo näischt Neies. An d'Chamber, souwäit ech mech kann erënneren, iergert sech ëmmer, wann Tripartitt sinn, datt se net mat um Dësch sëtzt. Dat ass awer elo esou! Dir kennt d'Gesetz jo och. Dat ass eng Regierungsaufgab. An d'Regierung muss där Aufgab elo och kënnen nokommen. An da kann et net sinn, datt mer hei alles scho wëllen an der Chamber virdiktéieren, sief et de Programm vum OGBL oder de Programm vun iergendengem aneren, deen de Regierungsprogramm soll ginn. Esou kann et net fonctionéieren. An dat wësst Dir ganz gutt, well d'LSAP war mol eng Kéier eng Partei, déi och Tripartitt konnt. Dofir, Madamm Tanson ...

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Zeimet huet d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... an – wie war et nach? – deen nieft Iech do, den Här Clement: D'CSV ass kohärent, well de Parteipresident, dee jo och de Premierminister ass, huet hei an der Chamber gesot, datt hie wëllens ass, d'Chamber reegelméisseg iwwert d'Tripartitt ze informéieren. Do hu mir vläicht elo méi Vertrauen nach an de Premier wéi Dir, mee wann en dat annoncéiert, da wäert en dat ...

(Interruptions)

... och maachen. Ech fanne just, mir sollten, Här President, dann als Chamber eng Kéier kucken, wat dann och de Forum ass, wou mer dat maachen. Well et ka jo elo net sinn, datt mer ufänken, an all Kommissioun Tripartitt-Diskussiounen wëlle parallel ze féieren. D'Tripartitt ass eng Aufgab vun der Regierung. A mir als CSV halen drop, datt d'Regierung dat mat roueger Hand an am konstruktive Geescht ka maachen, ouni datt mer elo hei dauernd Diskussiounen driwwer féieren, bis déi Diskussiounen ofgeschloss sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech ginn awer elo nach eng Kéier op dee soi-disant Widersproch an. Dat eent ass jo d'Instrument vun der Tripartitt, fir dat mir dee gréisste Respekt hunn, dat mer effektiv gefuerdert hunn, an ech fannen, et ass wichteg, dass dat och elo kënt. Dat anert ass awer, dass mir de Legislateur sinn. An ech sinn net de Legislateur vun OGBL, vum LCGB oder vu soss iergendengem – ech weess net, wat Der eis do wëllt ënnerstellen –, ech si gewielt vum Vollek, fir hei meng Aarbecht ze maachen. An ech denken, dass dozou och gehéiert, ze wëssen, wat fir Berechnungen um Dësch leien, fir kënnen nozevollzéien, wéi

déi Decisiounen zustane kommen, déi um Niveau vun der Tripartitt zustane kommen. A wéi dat jo elo schonn e puermol ugeklongen ass: Och op Ärer Bänk hunn eng Rei Leit dat virun net allze laanger Zäit gefuedert. Dat heescht, esou absurd schéngt dat jo dann awer net ze sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat ass d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott iwwert d'Motioun kommen. Eier mer zum Vott kommen, géing ech nach bieden, dat jiddweree kontrolléiert, ob en agelogg ass. Wann Der dat gemaach hutt, géing ech dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentioun: 5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun vun dem Här Keup. Här Keup, wëllt Dir duerno d'Wuert huelen oder elo? Duerno. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Hartmann, den Här Clement. Madamm Hartmann, fänkt Dir un, wannechglift.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech rejoignéieren dat, wat de Premier gesot huet. Mir wëllen der Tripartitt net virgräifen. Dowéinst schwätze mer elo net iwwer Mesüren, déi potentiell kéinten decidéiert ginn. Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun ofzeleenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Bon, dass d'Majoritéit elo d'Tripartitt als Excuse hält, fir näischt ze maachen en attente vun der Tripartitt, dat ass e bekanntent Spill. Mir hunn eis d'Motioun awer um Fong ugekuckt a beim Constat deckt sech dës Motioun mat ganz villem, wat déi meescht

Riednerinnen a Riedner virdu gesot hunn. Wou et dann awer quokeleg gëtt, dat ass bei der Fuerderung, nämlech der Fuerderung, einfach mat der Géisskan d'Akzisen ze senken. Et géif just dozou féieren, dass mer 75 % vun deenen Akzisen, déi mer senke géifen, direkt an d'Ausland exportéieren. Ech fannen et u sech begréissenswäert, dass d'ADR elo endlech beim lénks-gréng versiffte Pak ukomm ass, deen d'Grenze wëll ofschafen a d'Steiergeld an d'Ausland exportéiere wëll.

Spaass beisäit! Dat heiten ass net zilgeriicht. Dat heite féiert net dozou, dass mer d'Leit zilgeriicht entlaaschten. Mir hunn eng ganz konkret Propos gemaach, fir et op d'Frais de déplacement ze maachen, d'Frais de déplacement eropzesetzen. Dat kéint ee cibléiert maachen, fir d'Leit, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze kommen, ze entlaaschten. Dat ass eppes, wat vill méi cibléiert wär. An dofir wäerte mer eis bei dëser Motioun enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech hunn a menger Ried fir d'LSAP hei eng ganz Rei vu Proposen an Iddie genannt. Déi heite war net dobäi, an och pour cause, well se net sozial selektiv genuch ass, well se pauschal fir jiddwereen ass. An effektiv, eis Proposen, dat ware Proposen, déi ee ka mat an d'Tripartitt huelen. Ech mengen och, dass een elo net hei soll Saache stëmmen, déi een dann herno an der Tripartitt kann diskutéieren. Duerfir wäerte mer dës Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, ech si mat allem, wat den Här Engel elo gesot huet, d'accord. An och aus deene Grënn wäerte mir dës Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Contrairement zu deem, wat den Här Zeimet mer virdu wollt an de Mond leeën, hunn ech och keng konkret Fuerderungen hei gestallt, wat soll um Niveau vun der Tripartitt erauskommen. Ech sinn och der Meenung, dass dat soll um Niveau vun der Tripartitt ...

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

Dach, an Ärer Interventioun virdrun. Dach, Här Zeimet!

Duerfir sinn ech awer der Meenung, dass mer där Saach op alle Fall elo net solle virgräifen.

Nawell bleift et dobäi, dass ech, wat deen heite Punkt ubelaangt, absolutt beim Minister Delles sinn, dee virun e puer Wochen och nach erkläert huet, firwat dat heiten eng kontraproduktiv Mesür ass an et eeben och net zülféierend ass. Et gëtt do vill besser Instrumenter, fir eeben der Kafkraaft vun de Leit, déi et wierklech brauchen, entgéintzekommen, notament e Crédit d'impôt – alles Saachen, déi ee kann um Niveau vun enger Tripartitt diskutéieren. Duerfir wäerte mir op alle Fall dat heiten net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wann ee sech esou d'ADR-Motioun ukuckt, dann denkt ee sech: Jo, wat ass dann déi grouss Differenz tëschent enger Fuerderung, déi mir hunn, nämlech enger temporärer Deckelung vun de Präisser, an dem eesäitegen Erofsetze vun den Akzisen? Ech mengen,

en Deckel huet éischters de Fait, dass e quasi automatesch, soubal en drënner ass, ophält ze funktionéieren. An eng eesäitig Akzisesenkung ass eng Decisioun, déi ëmmer erëm muss frësch geholl ginn. Mir denken, wéi anerer och, dass dat doten een Element vun enger Diskussioun ass, déi ee sécherlech kann an der Tripartitt féieren. Eng Deckelung ass méi interessant. Dat doten Instrument ass et net.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da kritt den Auteur zum Schluss d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass net aus der Loft gegräff. Dat heiten ass eppes, wat 2022 decidéiert gi war. Dat ass deemools gemaach ginn am Kader vum Ukrain-Krich. Deemools waren d'Präisser vum Masutt a vum Diesel manner héich wéi haut. Haut hu mer de Rekordniveau erreecht gehat virun zwou, dräi Wochen. Haut si mer an enger anerer Phas. Haut ass et méi krass, wat de Masutt an den Diesel ugeet, wéi deemools.

Deemools ass dës Moosnam decidéiert ginn. An dat war awer e grouse Konsens, wann ech mech richtig erënneren, obwuel Verschiddener deemools och scho gesot hunn, dass déi héich Präisser e gewëssene gudder Lenkungseffekt hätten, well da géife jo manner Leit mam Auto fueren. Dat ass deemools vu Regierungssäit gesot ginn.

Also hei wier eppes Konkreetes, wou een de Leit hëlleft an all de Leit hëlleft. An et ass och net onbedéngt esou, dass een ëmmer nëmme just mat Crédit d'impôt muss schaffen. Hei geet et jo geziilt ëm Leit, déi elo de Masuttstank eidel hunn an déi musse quasi dat Duebelt bezuele wéi vläicht virun dräi, véier Méint. An dat ass fir ganz vill Leit schwierig, net nëmme déi, déi sozial souwisou ganz schwaach sinn. Hei trëfft et wierklech nach wäit an d'Mittelschicht eran, genausou wéi déi Leit, déi eebe wäit musse mam Auto fueren, déi eventuell aus dem Éislek an d'Stad fueren, déi wäit Trajeten hunn aus wéi enge Grënn och ëmmer. Dat sinn déi Leidtragend an d'Wirtschaft doniewent och.

Duerfir menge mer, dass dat heiten eng gutt Iddi wier. Mir wossten natierlech, dass hei als Argument kéim, dat géif elo an der Tripartitt diskutéiert ginn. Ech hoffen dann, dass do dat heite kéint derbäi erauskommen. Mee et ass awer e bëssen och, soen ech elo mol, e Constat, fir ze gesinn, dass dann esou en attendant d'Resultater vun der Tripartitt hei am Fong d'Chamberaarbecht an engem gewëssene Sënn elo paralyséiert ass a mer a verschiddene Punkten net méi kënne weiderkommen, well déi jo dann anscheinend an der Tripartitt decidéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Keup. Domat ass dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 2 vun der ADR ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmmen, 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie

Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

11. Motion de M. Laurent Zeimet au sujet de l'élaboration d'un projet de système de vote électronique à distance par Internet

(Motion déposée en séance publique n° 127 du 12 février 2026 – à consulter au compte rendu n° 52/2023-2028 en page 9)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Motioun vum Här Laurent Zeimet iwwert d'digitala Wielen iwwer Internet. An den Här Zeimet kritt direkt d'Wuert. Ech rappeléieren, datt dës Motioun an d'Institutionskommissioun verwise gi war. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Zeimet (CSV), auteur | Merci, Här Président. Now something completely different: de Vote électronique. Dir erënnert Iech, datt mer jo an der Institutionskommissioun amgaange sinn, iwwer eng Reform vun eisem Walgesetz ze diskutéieren. An an deem Kader hu mer och d'Méiglechkeet vum elektronische Wielen diskutéiert, engersäits elektronesch Wielen an der Kabinn an anerersäits awer och elektronesch Wielen iwwer Internet. A mir hate schonn eng Motioun hei deposéiert. Déi ass awer dunn nach eng Kéier zrëck an d'Kommissioun gaangen, och op Wonsch vun eisem éierewäerte President, fir zesumme mat him nach eng Kéier de Pro an de Contra dovunner ze diskutéieren.

An d'Resultat vun dëser Diskussioun ass eng adaptéiert Motioun, déi ënnerstëtzt gëtt vun de Kollege vun der Demokratescher Partei, vun der LSAP an och vun deene Gréngen. An eigentlech gi mer an d'Richtung, d'Regierung opzefuerderen, en elektronische Vott iwwer Internet auszeschaffen, an dat an enger éischer Phas och geziilt op déi Wielerinnen a Wieler, déi am Ausland liewen, also u sech fir d'Bréifwal kënne schrëttweis dann ze ersetzen, well mer alleguerte wëssen, datt d'Bréifwal e ganz komplizéierten, opwonnege Prozess ass, och an de Gemengen, an datt een dat, wa mer e gudden, e sécheren, natierlech, elektronische Wee hätten, kéint vereinfachen.

Op där anerer Säit wär dat awer och eng Méiglechkeet fir alleguerten d'Wielerinnen an d'Wieler, wann een iwwer Internet kéint säi Vott am Virfeld vun de Walen üben, fir vläicht op de Wee ze kommen, datt manner Leit sech an der Kabinn ieren, well mer jo dervun ausginn, datt awer vill Stëmmen net kënne gezielt ginn, well d'Leit sech eebe verzielt hunn, ze vill Stëmme ginn hunn oder geschwärtzt hunn a Stëmme verginn hunn et cetera, datt een, wa mer am Virfeld

e Moyer hunn, wou een dat kann testen, sech vläicht an der Kabinn da méi sécher spiert a sech manner iert. Dofir wär dat dann och e Moyer, deen een am Virfeld vun de Walen alle Wielerinnen a Wieler kéint zur Verfügung stellen.

Natierlech muss dat alles iwwer e séchere Wee sinn. Kee wëll Walen, déi herno a Fro gestallt ginn. An dat hei ass jo och elo just eng Opfuerderung un d'Regierung, op dee Wee ze goen, dat auszeschaffen, souwuel technesch eis Léisunge kënne ze proposéieren, wéi awer och ze kucken, wat dann am legislative Kader misst ugepasst ginn, fir iwwerhaapt eng elektronesch Wal kënne méiglech ze maachen. Dat ass den Objet vun dëser Motioun. An ech géif Iech déi dann nach eng Kéier wëllen deposéieren. A mir zéien domat natierlech och déi viregt zréck.

Merci.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant les réflexions menées au sein de la Commission des Institutions relatives à la digitalisation des opérations électorales ;

– considérant que ladite Commission a examiné les systèmes de vote électronique existant à l'étranger, les technologies disponibles, ainsi que la complexité technique et organisationnelle qu'impliquerait leur éventuelle mise en place au Luxembourg ;

– considérant qu'un consensus s'est dégagé au sein de la Commission en faveur d'un système électoral permettant aux électeurs de choisir entre un vote digital et un vote sur bulletin papier, ouvrant ainsi la voie à l'instauration d'un modèle hybride ;

– considérant que le principe constitutionnel du secret du vote, formellement consacré par la réforme constitutionnelle de 2023, ainsi que le principe d'universalité du suffrage, doivent demeurer les pierres angulaires de toute réforme des modalités électorales ;

– considérant qu'un système de vote électronique à distance par Internet devra être conçu dans le respect absolu des exigences de sécurité, de protection des données personnelles, de transparence, de vérifiabilité et de fiabilité du processus électoral, en tenant compte des risques d'ingérence extérieure dans un contexte numérique ;

– considérant que la complexité du système électoral luxembourgeois constitue un argument déterminant en faveur d'un dispositif numérique susceptible de réduire significativement le taux de bulletins invalides ;

– considérant les dysfonctionnements observés du vote par correspondance, en particulier les délais d'acheminement des enveloppes, qui génèrent des pertes de voix en cas d'arrivée tardive, et qui affectent tout particulièrement les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger ;

– considérant qu'un large accord s'est formé au sein de la Commission pour privilégier, comme premier périmètre d'application, un vote électronique à distance destiné aux citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger, en tant qu'alternative au vote par correspondance ;

– considérant qu'un accord s'est également dégagé autour de la mise à disposition d'une plateforme numérique de familiarisation, accessible à l'ensemble des électeurs en amont des scrutins, afin de leur permettre de tester et d'appréhender les modalités pratiques du vote, y compris le vote électronique,

invite le Gouvernement à

– élaborer un projet de système de vote électronique à distance par Internet, dans un premier temps destiné aux citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger, en complément du vote par correspondance, garantissant la sécurité, la fiabilité, la transparence, la vérifiabilité et la

protection des données personnelles ainsi que le respect du secret du vote ;

– prévoir le développement d'une plateforme numérique de test et de familiarisation accessible à l'ensemble des électeurs en amont des scrutins, permettant notamment aux électeurs soumis à l'obligation de vote de se familiariser avec les modalités pratiques du vote numérique, et intégrant un mécanisme d'alerte en cas d'erreur rendant le bulletin nul ;

– examiner les conditions nécessaires à la constitution d'un échantillon représentatif d'électeurs, en vue de la mise en œuvre d'un projet pilote destiné à tester le fonctionnement opérationnel d'un vote électronique ;

– présenter endéans cinq mois une feuille de route détaillant notamment les options technologiques envisageables, les coûts prévisionnels, ainsi que les exigences techniques et opérationnelles.

(s.) Laurent Zeimet, Gilles Baum, Taina Bofferding, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Zeimet.

Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Baum, d'Madamm Bofferding, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Clement an den Här Marc Baum. Ech ginn also elo dem Här Gilles Baum d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Président. Effektiv, hei ass eng Motioun, déi aus der Institutionekommissioun kënnt an déi do ofgeännert ginn ass an elo nach eng Kéier hei deposéiert gëtt.

Mir sinn e modernt an innovatiivt Land. An ech sinn der Meenung, dass mer och kënne bei de Walen e bësse méi innovativ sinn. Aner Länner sinn eis schonn e puer Schrëtt viru – ganz weéng Länner. Estland huet dat heite flächendeckend agefouert. An der Belsch an an der Schwäiz gëtt et bei verschiddene Walen och schonn applizéiert. An an Amerika, wou ech d'Chance hat, mam Kollege Emile Eicher ze sinn 2024, hu mer och gemierkt, dass an de Walbüro scho vill méi digital geschafft gëtt, mat Touchscreen respektiv mat engem Walziedel, deen direkt agezu gëtt, deen direkt gescannt gëtt, wat derzou féiert, dass de natierlech deng Resultater méi séier hues.

Wat erwaarde mer eis heivunner? Ma éischtens erwaarde mer mol, dass méi Leit vun hirem Walrecht Gebrauch maachen, well mer awer mierken, dass den Taux d'absentéisme bei de Wale vu Wal zu Wal klëmmt. Also mengen ech, dass dat heite ganz kloer eng Stärkung vum demokratesche Prozess wär.

Dann erwaarde mer eis natierlech och, dass manner falsch respektiv manner wäiss gewielt gëtt. A mir wëssen och aus Erfahrung, dass d'Bréifwal, dee System, wann een am Ausland ass, net ëmmer honnertprozenteg garantéiert, dass de Bréif bei dech kënnt, respektiv, dass en zréckkëent.

Et ass e Projet, dee mer hei probéieren auszeschaffen, e Projet, dee complementaire ass zu der Bréifwal. An an engem hallwe Joer solle mer jo dann eng Feuille de route kréien, wat technesch méiglech ass an och, wat et kascht.

Den allerwichtigste Punkt a mengen Aen ass awer d'Vertraue bei de Bierger. De Bierger muss sécher sinn, dass dat heite securiséiert ass an dass säi Vott garantéiert ass an dass säi Vott och zielt.

Dofir géif ech am Numm vu menger Fraktioun proposéieren, dass mer där Motioun hei sollten eng Chance ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Viele kënnen, vu wou ech wëll. Dat ass am Fong geholl de Prinzip, dee mer hei mat där Motioun verfollegen. Effektiv, esou wéi eis Gesellschaft sech ëmmer weiterentwickelt un déi technologesch Developpementer, ass et och wichteg, dass eise Walsystem do net stoe bleift. An d'Afféierung vum elektronische Vott respektiv d'Votéieren iwwert den Internet huet ganz vill Virdeeler.

Och wa mer hei am Land d'Walflicht hunn, esou erméiglecht dat awer trotzdem, dass nach méi Leit sech dru bedeelegen.

D'Barriärfreiheet. Leit, déi eng motoresch, kierperlech Aschränkung hunn, deene géife mer doduerch den Accés och vereinfachen. Manner ongültleg Stëmmen, dat ass scho virunner gesot ginn. Dann hätte mer och méi Garantie am System dran. Méi séier kéinten eventuell souguer d'Resultater ausgezielt ginn. Et hätt och nach den Aspekt vun der Ëmwelt, also den ëmweltfrëndlechen Aspekt.

Bref, et sinn eng ganz Panoplie vun Avantagen, sou dass et schonn derwärt ass, doriwwer nozedenken.

Mir hate bei eis an der Fraktioun och eng gréisser Diskussioun doriwwer, well fir eis ass et wichteg, eeben ëmmer de Fortschritt ze pushen. Fortschritt muss awer och fir eis ganz kloer mat Vertraue verbonne ginn. Zouverlässigkeet, Transparenz, Datschutz, dat geet fir eis hei Hand an Hand.

Et ass effektiv eng héich sensibel Matière. Mir haten och an der zoustänneger Institutiounskommissioun länger Diskussiounen doriwwer, wou mer eis eeben eens waren, dass et wichteg ass, eeben déi Vertrauelechkeet och heimadder kënnen dee Moment ze assureieren.

A mir hu jo elo e Kompromëss fonnt, mat deem dann och schlussendlech eise President vun der Chamber ka liewen. Et gëtt natierlech nach e puer méi, wéi soll ech soen, skeptesch Stëmmen. Dat bleift net aus.

Ech erënnere mech un d'Diskussioun iwwert d'Bréifwal deemools. Do sinn och ganz vill Bedenke komm. Natierlech, wann eppes nei ass, muss ee jo allegueren d'Risiken nach eng Kéier duerchdiskutéieren, eng Kéier durchchecken. Mee och wa mol nach deen een oder anere Problem bei der Bréifwal optaucht, esou ass et trotzdem e Moyen, deen haut net méi aus eisem System ewechzedenken ass. Mir hunn och do moderniséiert, dass et net méi u verschidde Krittäre gebonnen ass. Haut kann een eeben och d'Bréifwal ufroen, wann engem dat léiwer ass, wéi sech sonndes eeben an d'Walkabinn ze gëhen.

Bref, mir ënnerstëtzen dat hei, well fir de Fortschritt brauch et heiansdo Courage. A virun allem ass et wichteg, dass mer dat Ganz emol eng Kéier testen. Da maache mer dofir als Éischt hei déi Feuille de route, fir einfach emol ze kucken, wat technesch méiglech ass, wat do eventuell och Hürde kënnen sinn, déi mer herno detektéieren. An dann, firwat net, wann dat herno och d'Strooss hält, kann een et probéieren.

An Estland, just fir d'Beispill ze ginn, ass dat Land, dat et schonn 2005 – dat ass jo net grad gëschter – agefouert huet. Déi hu gutt Resultater. An ech denken, deem solle mer eis net verschléissen. Mir sollen och einfach de Courage hunn a mol kucken, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen, well ech mengen, alles, wat eis Demokratie stäerkt a woumat mer eis Demokratie och weider kënnen digitaliséieren ..., genau op deen dote Wee kënnen mer goen. A wie weess, vläicht si mer jo och als Lëtzebuerg

eng Kéier ganz uewe bäi, wann et drëms geet, eist Walrecht nach weider ze moderniséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir ware mat déi Éischt, wann net souguer déi Éischt, déi scho virun zéng Joer drop opmierksam gemaach hunn, dass e Problem besteet, deen doranner läit, dass ganz vill Lëtzebuergger mëttlerweil am Ausland wunnen an dass déi viele kënnen goen, mee dass et immens komplizéiert ass an dass déi meescht net viele ginn, an dass se doriwwer eraus och kee passivt Walrecht hunn, soudass et zwou Kategorië vu Lëtzebuergger gëtt, déi mam passivt Walrecht an déi ouni passivt Walrecht, wat fir eis an der Logik problematesch ass.

Mir hate schonn eng ganz Partie Froen an der Zäit gestallt – do war den Här Bettel nach Premierminister –, och wat d'Zuel vu Lëtzebuergger am Ausland ugeet, eng Zuel, déi mer och geliwwert kréien haut, mee déi ass guer net genau, well et weess kee wierklech, wéi vill Lëtzebuergger am Ausland wunnen, well der ganz vill guer net enregistriert ginn.

D'Kanner vu Lëtzebuergger ginn automatesch Lëtzebuergger. Mee oft ginn déi net gemellt. A mir haten och emol gefrot, ob d'Lëtzebuergger Regierung oder d'Ambassaden d'Adressen hu vun de Lëtzebuergger am Ausland. Déi hu se an deenen aller-, aller-, allermeeschte Fäll net. Och dat ass natierlech problematesch. An dunn hate mer och nach eng Kéier viru Jore gefrot, wéi vill Leit bei de Walen da géife matmaachen. Dat war eppes esou ëm déi 2.000. Bon, wann Der elo rechent, 2.000 Leit, déi matmaache vun 150.000, bon, Dir musst d'Kanner ofrechnen – et gëtt e bëssen eng Milchmädchenrechnung; mir hu probéiert, dat esou seriö wéi méiglech ze maachen –, da kommt Der op eng Walbedeelegung zu Lëtzebuerg bei Chamberwale vun ongeféier 69 %.

Also 31 % vun de Walberechtete ginn net wielen. Domadder hu mer hei zu Lëtzebuerg eng Walbedeelegung, déi am Fong méi niddreg ass wéi an de meeschten europäesche Länner. An dat, kann ee soen, ass och problematesch.

An ech mengen, wann een elo higeet an et mécht een dat heiten, dann ass dat natierlech e bësse mam Zil, déi Walbedeelegung vun deene Lëtzebuergger am Ausland ze erhéijen, well dee Moment mécht een et hinne jo och vill méi einfach.

Mee well dat awer nach vill méi grouss Konsequenzen hätt, well schliesslech wielen déi Auslandslëtzebuergger ongeféier een Drëttel duerno vun de Wieler, mengen ech, dass een dat Ganz misst a méi engem breede Format diskutéieren.

An do misst ee mol driwwer schwätzen, ob een déi Opdeelung vu Bezierker bäibehält, ob een déi Sätz pro Bezierk, déi jo elo schonn net korrekt sinn, bäibehält, ob een eventuell d'Zuel vun Deputéierten erhéicht, ob een eventuell e Bezierk schaaft fir déi Auslandslëtzebuergger, wou déi dann och passiv kënnen gewielt ginn. Also dat sinn alles eng ganz Partie Iwwerleeungen, déi misst een och do afléisse loosser.

Kleng Punkt. Verschidde Länner maachen et esou, ech mengen, Italie mécht dat esou, déi schécke schonn emol automatesch bei Walen de Walziedel un all d'Italieener, déi am Ausland wunnen. Dir braucht dat guer net unzefroen, Dir kritt en automatesch geschéckt. Da kennt Der en ausfüllen. Et muss een natierlech oppassen, dass een e matzäit zeréckschéckt. Och dat wier eng Iddi, mee mir hu jo och d'Adressen net. D'Italieener hu se warscheinlech och net all. Mee mir hunn der anscheinend wierklech net vill.

An da ganz perséinlech nach ee Wuert. Also, ech sinn am Fong der Meenung, dat Einfachst an dat Bescht ass den traditionelle System, dee vläicht net ëmmer méiglech ass fir jiddwereen, den traditionelle System, wou een op d'Gemeng geet oder an eng Walkabinn, an et zitt een d'Riddo zou.

An da sinn d'Wale sécher, anonym, geheim a fräi. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass een hei am Land seng Meenung kann anonym a geheim a fräi ausdrécken. An do besteet dach awer e Risiko, souwuel bei der Bréifwal wéi och duerno, wann een um Apparat wielt.

Well um Apparat wielen, dorobber leeft dat hei jo eraus. Ech hu mäin Handy, an e bëssen esou, wéi ech soss bei enger Ëmfro matmaachen op Facebook oder esou, ginn ech eeben dat dann an. Bon, ech fieren iwwer MyGuichet, do ginn ech dann an, wien ech wielen.

Ech soen net, dass mer komplett do dergéint sinn. Et gëtt do vläicht Pisten an et gëtt vläicht Méiglechkeeten, an et géif och vläicht villes vereinfachen, eebe grad, fir dass och méi Leit wielen, mee mir sinn nach ganz vill skeptesch a mir hätte gär fir d'Éischt eng méi breet Debatt iwwert d'Konsequenze vun deem Ganzen.

An duerfir wäerte mir eis hei enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Laurent Zeimet fir den Depot vun dëser Motioun.

Mir hate vill Diskussiounen an der Institutiounskommissioun heiriwwer. An ech denken, dass déi Diskussiounen och berechtigt waren. An ech hunn et och wichteg fonnt, dass mer nach den Echange mat Iech déi leschte Kéier haten, well u sech geet et jo hei schonn ëm eppes ganz Prinzipielles. Et geet drëm, iwwer wéi e Wee mer viele ginn.

Mir maachen e puer Constaten. Mir maachen dat reegelméisseg no all Wal. Deen ee Constat ass deen, dass extreem vill ongültleg Bulletinen erakommen. Deen aneren ass deen, dass och ganz vill Leit par correspondance wielen.

An da wësse mer natierlech, dass mer vill Lëtzebuergger Residenten am Ausland hunn. Dir hat selwer, Här President, an der Kommissioun déi Zuel vun 157.000 Lëtzebuergger Residenten am Ausland genannt. Dat ass en extreem héijen Taux vu Mënschen, déi berechtigt sinn, wielen ze goen, mee et aus Grënn, déi schonn ugeklonge sinn, vläicht net onbedéngt maachen.

A mir liewen an enger digitaler Welt. Mir maachen alles iwwert den Handy, vu Kommunizéieren iwwer Bezuelen, iwwert déi onméiglechste Saachen, den Dokter buchen, et gëtt alles iwwert den Handy gemaach.

Also och vill delikat Donnéeën zirkuléieren iwwert den Handy, iwwert de Computer. A wann een de Mënsche kann dee Walgang méi einfach maachen iwwert den digitale Wee, da si mer der Meenung, dass mer dat op alle Fall sollen testen.

An dorëms geet et jo hei, dass en Testprojet, e Pilotprojet, soll lancéiert ginn, wou mer natierlech och gären hätten, dass gekuckt gëtt, dass d'Sécherheet garantéiert gëtt. An ech sinn iwwerzeegt, de Sven Clement wäert elo dorobber agoen, dass dat guer net méiglech ass, dass d'Sécherheet garantéiert ass. Mee mir hätten op d'mannst gär, dass et gekuckt gëtt, dass mer wëssen, wat sinn d'„pour et contre“.

An da vläicht just nach ee Wuert, well ganz vill do-vunner geschwat gëtt, dass natierlech e Vott muss kënne vun enger eenzelter Persoun gemaach ginn, dass e muss anonym sinn, dass keen engem soll draschwätzen. Ech verstinn dat alles. Ech deelen dat. Dat ass och extrem wichtig, mee wann dat eis esou wichtig ass, da muss mer och eng seriö Diskussioun iwwert de Vote par correspondance féieren. Well natierlech gëlle jo dann all déi Contrainten, déi ee kann op deem heite Vecteur gesinn, ëmsou méi och nach beim Vote par correspondance, dee jo haut schon extrem vill genotzt gëtt.

Duerfir, ech begrëssen dat hei. Et ass e Schrëtt an Richtung vun enger méi moderner Demokratie. An duerfir hu mir dat mat ënnerschriwwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann Iech et direkt soen, d'Piraten-Deputéierte stëmme géint des Motioun. A loosst mech erklären, firwat, op enger wëssenschaftlecher, juristescher an demokratescher Basis.

Éischstens: Dës Motioun enthält e Widdersproch, deen einfach net ze léisen ass. Se verlaangt zur selwechter Zäit d'Geheimnis vum Vott, d'Verifiabilitéit, d'Transparenz an d'Sécherheet. Véier Garantien, déi modern Kryptographie net zesummebréngt ka fir e Vott iwwer Internet op Distanz.

Dat ass keen theoreetesche Problem, dat ass mathematesch Realitéit. An deen ass net geléist. Dat ass, wéi wann een haut géif e Gesetz stëmme fir ze soen: Pi ass gläich 3. Dat kann ee maachen, dat ass dann awer wëssenschaftleche Quatsch.

D'National Academies of Sciences hunn dat schwaarz op wäiss publizéiert: Kee Vott iwwer Internet! Dat däitscht BSI an d'europäesch ENISA deelen d'Analys a schwätze sech géint de Vote électronique à distance aus.

Zweetens: International Beispiller widderleeën d'Premiss vun deser Motioun.

Däitschland, 2009: D'Bundesverfassungsgericht seet, den elektronische Vott wär verfassungswiddreg. Begrënnung: Jidder Biergerin a Bierger muss d'Auszielung kënne kontrolléieren, ouni technesch Expertis. Wéi dat bei enger Blackbox soll méiglech sinn, ka keen erklären.

Frankräich, Mäerz 2017: D'Regierung huet de Vott iwwer Internet fir d'Fransousen am Ausland bei de Legislative suspendéiert. 2022 wollte se en erëmbriegen. An den INRIA huet direkt erëm nei Sécherheetsproblemer fonnt. Dat ass genee de Perimeeter, deen des Motioun haut proposéiert. Offizielle Grond deemools: extrem héije Bedroungsniveau.

A wësst Der wat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Bedroung ass net méi kleng ginn!

Norwegen, 2014: Opginn no zwee Pilotprojeten aus Suerg ëm d'demokratesch Legitimitéit.

Schwäiz, 2019: D'Fuerscher hunn nogewisen, dass en Ugräifer Stëmme ouni Spuere manipuléiere konnt – System suspendéiert.

2026 zu Basel-Stadt, viru sechs Wochen: nach eng Kéier probéiert. Wat ass geschitt? Bal 3.000 Leit kruten hir Stëmm net gezielt. Et gëtt elo enquêtéiert, ob et net souguer Walfälschung war. Déi 3.000 Stëmme si verluer, well de Computer net goung.

De Computer oder de Smartphone vun Bierger sinn net ofzesécheren!

Eng eenzeg Malware geet duer. An am aktuelle geopolitesche Kontext, mat dokumentéierten Ingerencé géint europäesch Demokratien, ass et ganz

einfach verantwortungslos, eng zentraliséiert Plaz fir Attacken op eis national Walen anzeféieren. Ouni Pabeierwalziedel keen Nozielen. Dat ass e blannt Vertrauen an eng Blackbox.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, wann ech gelift, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech kommen zum Schluss, Här President. D'Motioun nennt zwee reell Problemer. Mir hunn zwou reell Léisungen. Ongelteg Bulletinen: Kommt, mir verbesseren d'Ergonomie vum Ziedel, a kommt, mir féieren de Vote électronique dans l'isoloir an, mat engem Ziedel hannendrun!

A fir d'Lëtzebuurger am Ausland: Walen an de Konsulater, an den Ambassaden. An, firwat net, déi ganz Prozeduren iwwerdenken.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, wann ech gelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Doriwwe hate mer en Accord. Op alle Fall wäerte mer dat heiten net matstëmme.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dat hei och net matstëmme, net, well et nei ass oder modern, innovativ, mee well ech mengen, dass et d'Zil verfeelt. Et wäert nämlech net d'Demokratie stäerken. Et riskéiert, d'Demokratie ze fragiliséieren. An ech si frou, dass den Här Clement eng ganz Rëtsch vun den Elementer scho gesot huet.

D'Gefor vu Beaflossung ass enorm. An et gëtt eng ganz Rëtsch Beispiller an der Vergaangenheet, déi dat och scho gewisen hunn.

A wësst Der, mir sinn e klengt Land mat enger iwwerschaubarer Wielerzuel, wouvunner awer een Drëttel sech am Ausland befënnt. Mee mir kéinten eng wonnerbar Cible sinn, fir europäesch, also global Politick wëllen ze veränneren. An ech mengen net, dass mer deen dote Risiko sollten agoen.

Et gëtt Problemer, déi richteg benannt gi sinn. D'Zoustellung vu Bréiwer bei Bréifwalen ass e Problem. D'Delaie sinn ze serréiert, dat ass e Problem. Auszielen, do hate mer Entrevuë mat Magistraten, déi gesot hunn: Mee dat funktionéiert nach wéi am Postkutschentaler!

Kommt, mir ginn dohinner a sichen digital Léisungen an der Kabinn. Dat wier de Wee, deen et, mengen ech, ze goe géllt, och wat d'falscht Wielen ueegt, dat effektiv e Problem ass. An dat hei ass elo déi drëtt Legislaturperiod, wou ech derbäi sinn, dass nach ëmmer d'falscht Wielen als Beispill gesot gëtt. An ëmmer gëtt da gesot: „Jo, mee da muss mer eng Etüd maachen.“ Dat wier och net komplett onméiglech ze maachen, nämlech aleng nëmme ze kucken, wéi d'Verhältnis ass vu Lëschtstëmme an dass dann nach eng Persoun gewielt gëtt, wéi et zum Beispill an anere Länner ass. Esouwäit ech weess, ass déi Etüd bis elo nach net presentéiert ginn. Dat heescht, aus dem huele Bauch eraus soe mer, d'falscht Viele géif doduerjer manner ginn.

Duerfir mengen ech, dass d'Geforen, fir deen heite Wee anzeschloen, vill ze grouss sinn. Mir hätten eis e Pilotprojet gewënscht, fir eng Digitalisierung an der Kabinn duerchzuféieren, iwwer en ofgesécheren Intranetsystem, eng Digitalisierung vum Auszielen, wat een dann och ëmmer nach materiell herno iwwerpreiwe kann.

An iwwerhaupt, d'Vertrauen an d'Regierung, déi zu engem Deel iwwer elektronesch Moyene gewielt gëtt,

geet och noweislech, no Etüden, erof, well een emol net méi materiell iwwerpreiwe kann, ob dee Vott do richteg ass.

An ech mengen, dass ganz vill Argumenter dergéint schwätzen. An duerfir wäerte mir och do dergéint stëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss. Et ass keng aner Wuertmeldung do.

Da géif ech och d'Motioun vum Här Laurent Zeimet elo zum Vott stellen.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: 51 Jo-Stëmme, 4 Nee-Stëmme, 5 Abstentioune. Dës Motioun ass also mat 51 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmme bei 5 Abstentioune ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaa, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

12. 8307 – Projet de loi sur la résilience des entités critiques et portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale

8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :

1° la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

2° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

3° la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques

An da komme mer direkt zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour, an zwar de Projets de loi 8307 an 8364 iwwert d'Resilienz vu kriteschen Entitéiten a Cybersecutéit. Déi gemeinsam Riedezäit vun deenen

zwee Projeten ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Simone Beissel, den Här Ben Polidori, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Institutions

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer dann eng Éier, als Rapporteur vun der Institutionskommissioun, Iech déi zwee Gesetzesprojete kënnen virstellen an och de Wee bis heihinner, de Gesetzesprojet 8307 iwwert d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten an de Gesetzesprojet 8364 iwwert d'Cybersécherheet.

Béid Texter setzen europäesch Direktiven ëm a bilden zesummen e kohärente Kader, fir déi essentiel Servicer an d'Resilienz vun eisem Land ze stäerken. Déi physesch, organisatoresch an digital Dimensionen vun der Sécherheet kënnen haut net méi getrennt vuneene geduecht ginn. An dowéinst war et sénnvoll, dës zwee Projeten zesummen an der Kommissioun ze traitéieren.

An ech géif dann elo fir d'éischt op de Projet 8307 agoen. Dee gouf den 1. September 2023 nach vum Premierminister Xavier Bettel deposéiert an den 2. Oktober un d'Institutionskommissioun verwisen.

Am Laf vun den Aarbechte gouf de Projet vun de verschiddene Chamberen an och vun der CNPD an natierlech vum Staatsrot aviséiert. Dobäi koum et zu verschiddenen Amendementer, op déi mer dann elo och kuerz wëllen agoen.

De Kär vum Projet ass, wéi gesot, d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2022/2557 iwwert d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten. D'Zil ass et, e kohärenten nationale Kader ze schafe fir d'Erfaassung, d'Benennung an d'Iwwerwaachung vun Entitéiten, déi essentiel Servicer fir d'Gesellschaft an eis Economie liwweren.

(M. André Bauler prend la présidence.)

De Gesetzesprojet gesäit vir, eng national Resilienzstrategie opzestellen, eng national Risikoanalyse duerchzuführen an op där Basis déi kritesch Entitéiten ze identifizéieren.

Zousätzlech ginn Obligatiounen fir dës Entitéiten agefouert, besonnesch am Beräich vun der Evaluatioun vun de Risiken an der Ëmsetzung vun passenden techneschen, organisatoreschen a Sécherheitsmoosnamen, der Notifikatiounen vu signifikativen Incidente souwéi der Méiglechkeet vu Verifikatiounen vun den Antecedente vu Persounen a sensible Funktiounen.

Dat klénge elo alles ganz komplizéiert an dofir ass awer besonnesch ervirzehiewen an dësem Zesummenhang, datt et zu engem Paradigmewissel kënn. Am Mëttelpunkt steet elo net méi d'Infrastruktur, also d'Gebaielcheeten, mee virun allem d'Entitéit, déi en essentiel Service erbréngt, an hir Fäegkeet, Stéierungen ze verhënneren, dës ze widderstoen, sech unzepassen a sech dann och erëm dovun ze erhuelen. Et geet also ëm e méi breede Resilienzsaaz, deen net nëmmen déi klassesch Sécherheitsrisike betrëfft, mee och natierlech, mënschlech verursaacht a grenz-iwwerschreidend Risiken.

Den HCPN, den Haut-Commissariat à la protection nationale, iwwerhëlt déi zentral Rollen, definéiert déi strateegesch Ziler a Prioritéiten, féiert d'Risikoanalyse duerch a koordinéiert d'Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren. Op där anerer Säit ass et d'CSSF, déi fir

de Bankesecteur, d'Infrastrukture vun de Finanzmäert an e puer digital Infrastrukture wäert zoustänneg sinn.

De Projet deckt eng Rei Secteuren of, dorënner Energie, Transport, Gesondheet, Waasser, öffentlech Verwaltung, digital Infrastrukturen an och d'Ofallgestioun. Déi als kritesch designéiert Entitéite mussen duerno Risiken evaluéieren, Resilienzpläng opstellen, Incidente bannent kuerzer Frist mellen a passend Moosnamen ëmsetzen. De Projet gesäit ausserdeem e gereegelte Kader fir d'Hannergrondkontroll vu Persounen a sensible Fonctiounen vir, déi iwwert d'Police grand-ducale wäerten duerchgefouert ginn.

Zu den Avisen. Et gouf en éischten Avis vum Staatsrot, deen och eng Rei vu formellen Oppositionen formuléiert huet, notamment am Beräich vum Champ d'application. No de verschiddene parlamentareschen a Regierungsamendementer konnten déi awer alle guerten opgehewe ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hirem Avis virun allem eng Reserv betreffend d'Prime d'astreinte formuléiert, déi awer och konnt gekläert ginn.

D'Chambre de Commerce huet keng weider substantiell Remarque formuléiert an d'CNPD huet sech haaptsächlech mat Bestëmmungen betreffend déi Hannergrondkontroll befaasst a sech duerno och dem Avis vum Staatsrot zu dësen Punkten ugeschloss.

De Projet 8364 gouf den 13. Mäerz 2024 deposéiert, an dësem Fall da vum Premierminister Luc Frieden, an ass och an d'Institutionskommissioun verwise ginn. Och hei koumen eng Rei vun Avisen eran. Ëm wat geet et an dësem Fall? Hei ass et d'NIS-2-Direktiv, also d'Direktiv 2022/2555, déi an nationaalt Recht soll ëmgesat ginn. Dës NIS-2-Direktiv ersetzt iwwerraschenderweis d'NIS-1-Direktiv a moderniséiert de juristesche Kader am Beräich vun der Cybersécherheet.

Si verfollegt dobäi dräi Haaptziler: d'Moderniséierung vun nationale Rechtskader, d'Obligatiounen fir déi betrafte Strukture kloer ze definéieren an d'Organisatioun vun zoustännegen Autoritéiten nei ze strukturéieren.

Dobäi gëtt tëschent zwou Kategorien differenziéiert. Eng Kéier d'Entités essentielles an eng Kéier d'Entités importantes. Déi essentiel Entitéite si virun allem grouss Acteuren an héich kritesche Secteuren wéi Energie, Transport, Banken, Gesondheitswiesen, Waasserversuergung, digital Infrastrukturen an öffentlech Verwaltung.

Déi wichteg Entitéite sinn Entrepreneuren aus anere kritesche Beräicher wéi Post- a Courrierservicer, Of-fallgestioun, cheemesch Industrie, Liewensmëttelproduktioun, industriell Aktivitéiten, digital Servicer oder och nach Forschung. D'Gesetz kombinéiert dobäi de Kritär vun der Gréisst vun der Entreprise mat deem vum Kriteschkeetsgrad, also dem Degré de criticitéit vum Secteur.

E wichtige Punkt dobäi ass d'Proportionalitéit. Mikro- a Klengbetriber falen am Prinzip net ënnert de Regimm, ausser a spezifesche Fäll, wou hir Roll objektiv kritesch ass.

Och hei ginn déi zoustänneg Acteuren definéiert. Dat ass dann eng Kéier den ILR, deen huet eng zentral Roll fir déi meescht Secteuren. D'CSSF bleift och an dësem Fall fir de Finanzsecteur an domadder verbonne Beräicher zoustänneg. An den HCPN, den Haut-Commissaire, iwwerhëlt eng transversal Koordinatiounsroll um nationale wéi um europäesche Plang.

Am Beräich vun der Reaktioun op Cyberincidenten – a mir hate jo lo grad nach eng Diskussioun och doriwier – spille GOVCERT an de CIRCL eng zentral Roll an doriwier eraus kritt och den HCPN d'Missioun, eng nei national Cybersécherheitsstrategie auszeschaffen.

Eng zentral Innovatioun ass d'Roll vun de Leedungsorganen. D'Cybersécherheet ass net méi nëmmen eng technesch Fro, mee eng strateegesch Responsabilitéit, och um Niveau vum Management. D'Leedungsorganen mussen d'Mesüre validéieren, hir Ëmsetzung iwwerwaachen, a kënnen och am Fall vu Verstéiss sensibiliséiert ginn. Och dat wäert Zäit brauchen, dat alles ëmzesetzen an alle Secteuren. Ech mengen, mer müssen eis och do déi néideg Zäit derfir ginn.

Och hei huet de Staatsrot en Avis den 8. Oktober 2024 ginn, och eng Rei vun Opposition-formellé formuléiert, déi am Laf vun den Aarbechten awer konnten opgehewe ginn. De leschten Avis complementaire war vum 10. Mäerz vun dësem Joer an och hei konnten all d'Oppositions formelles opgehewe ginn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een déi zwee Gesetze zesumme kuckt, da gëtt kloer, datt se eng complementaire Fonctioun hunn. De Projet 8307 baut e Kader fir d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten an breede Sënn op. De Projet 8364 konzentréiert sech dergéint op déi digital Komponent a moderniséiert de Kader vun der Cybersécherheet. Déi zwee Texter schaffen also net niefteneen, mee sinn openeen ofgestëmmt. Dat ass och de Grond, firwat mer se zesumme behandelt hunn an der Kommissioun, an och de Grond, firwat mer se lo hei zesummen diskutéieren.

Als Rapporteur schléissen ech domadder of a wäert dann nach Zäit drunhänken, wann Der erlaabt, Här President, als Sprächer vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Mir liewen an enger Zäit, wou mer eis jo net méi müssen d'Fro stellen, ob sou Attacke geschéien, mee éischter, wéini se geschéien. Sief et eng Cyberattack, eng Stéierung vun eiser kritescher Infrastruktur oder och en Ausfall an engem vun eisen zentrale Systemer. Dat kann alles haut bannent wéinege Stonne geschéien an och Kettereaktiounen provozéieren.

Mee eist Land muss an alle Fäll an och an der Kris kënnen weider fonctionéieren. Mir kënnen eis et net leeschten, iwwerrascht ze ginn, mir kënnen eis et net leeschten, nëmmen ze reagéieren, a mir musse virkommen. An dës zwee Projeten droe genau dozou bäi. Mir sti fir eng Logik vu Verantwortung an och vu Virbereedung, sech preparéieren.

Well hannert dësen zwee Texter steet eng ganz konkret Realitéit. Eist deeglecht Liewen hänkt dovun of, datt déi wichteg Servicer weiderfunktionéieren. A wa se net méi fonctionéieren, da geet et net nëmmen ëm d'Theorie, mee da geet et dacks och ëm dat Liewegt, ëm d'Weiderliewe vu Betriber, ëm d'Weiderliewen och, wann et ganz schlëmm kënn, vu Matmënschen.

D'Cybersécherheet an d'Resilienz vun eise Strukture sinn dofir keng Niewesaachen. Se sinn eng Fro vun eiser Staatsécherheet a se sinn eng Fro vun eiser wirtschaftlecher Stabilitéit. A se sinn och eng Fro vun Vertrauen, dat d'Bierger müssen an eis Institutionen kënnen hunn. Dofir begrësse mer als CSV dës Schratt no vir. Mir begrëssen och, datt déi zwou Dimensionen, déi physesch an déi digital, zesumme geduecht ginn, well déi eng funktionéiert net ouni déi aner.

Fir eis ass et kloer: Dës Texter sinn néideg, se si konsequent a se droen derzou bäi, eist Land besser opzestellen, fir dës Erausforderungen och an Zukunft gewuess ze sinn.

An dofir wäert d'CSV dës zwee Texter och matstëmmen. Merci fir Är Opmerksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Zeimet. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen. Madamm Beissel, dann hutt Dir elo d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, déi zwee Texter, déi hei exzellent vum Rapporteur Laurent Zeimet virgedroe gi sinn, betreffen zwee ganz wichteg Instrumenter, fir d'national Resilienz an d'Cybersecuritéit signifikativ ze stärken. Dat ass meng eischt gemeinsam Remark.

Zweet gemeinsam Remark: Et geet drëm, zwou Direktive vun 2022 ëmzesetzen, an déi hunn allen zwee Gesetzer vun 2016 soit abrogéiert, soit modifizéiert. An erënnert Iech, dat sinn déi Gesetzer, déi no dem Bataclan, den Terrorattacke vun Nice, an Däitschland a sou weider geholl gi sinn, an déi ginn eeben elo verstärkt a verbreedert.

Dat Drëtt ass, dass d'Kompetenzen an d'Missiounen vum HCPN, vun der CSSF, an an deem zweete Projet kënn nach den ILR derbäi, wierklech verbreedert an intensivéiert ginn.

An als lescht Remark wollt ech Iech alleguerte soen, wat eng vu menge Suergen ass: Déi Missiounen vun deenen dräi Organer gi wierklech signifikativ verbreedert a mir mussen wierklech oppassen, dass déi dräi Organer, déi elo enorm breet Missiounen kritt hunn, genuch Manpower, genuch héichtechnologesch Material an och genuch Finanzmëttel kréien, well soss gëtt et schwierig, déi komplizéiert Missiounen do ze erfëllen.

Elo méi spezifesch zum 8307. Wéi gesot, de Projet 8307 betrëfft also déi ganz Verbesserung vun dem HCPN. Mir wëssen, dass mer säit 2016 eng ganz Serie – eng Stratificatioun, kann ee praktesch soen – vu Polykrisen erlieft hunn. De Rapporteur huet se alleguerten opgezitt: vu Finanzkris iwwer Terrorattacke bis hin zu extreeme Wiederevenementer, elo d'Energiekris.

An dat léisst eis alleguerten oppassen dorop, dass déi lescht Joren d'Stabilitéit net méi selbstverständlech ass an dass déi modern Gesellschaften zwar ganz performant, awer och ganz sensibel a vulnèrabel gi sinn.

Dofir ass et wichteg, dësse Projet, deen ... An déi zwee Projekte schreibe sech an an eng verbreedert Logik vun dëser Problematik.

Mir schwätze vu Resilienz. Resilienz ass jo u sech d'Fäegkeet, d'Capacitéit – an ech zitieren elo op Franséisch – „pour prévenir, protéger, réagir, résister, absorber, s'adapter, se rétablir“. Also dat ass e ganz breetgefächerte Champ d'action, dee se muss hunn. Dat heescht, wat wichteg ass, ass, dass ka preventiv gehandelt ginn, fir eeben och de Schued ze limitieren. Et soll keen Alarmismus verbreet ginn, mee et misst esou sinn, dass Verantwortung iwwerholl gëtt, fir eebe just de Schued ze limitieren.

Mir müssen d'Funktionsfäegkeet vun onsem Land à tout moment kënnen garantieren. Dofir ass och déi Serie vun Infrastructures critiques essentiel. Déi ass definéiert ginn, déi gi wierklech identifizéiert. De Risiko gëtt evaluéiert an da sollen all d'Mesure fir hire Schutz ausgeschafft ginn, fir eebe just, wann eppes kënn, kënnen ze reagieren.

Ech wollt awer nach eppes derbäifügen, wat mer grouss Suerge mécht, vu dass ech Etüde gemaach hunn iwwer Terrorismus op der Universiteit vun Aix. Wat ganz wichteg ass, an dofir ass et och ..., quitte dass d'Arméi, d'Police an den SRE hei net ënnert de ganze Missiounen vum HCPN derbäi sinn. Et ass

extrem wichteg, dass déi hëlfe, well wann eng Menace imminente ass, do brauch een d'Hëllef, well et geet net duer, d'Risikoen ze evaluieren. Et muss een onbedéngt, wann d'Menace kënn, déi kënnen identifizieren, fir vun Ufank u kënnen matzäit ze reagieren.

Well vergiesst net: An deenen zwee Projeten hei huet mer u sech Feinden, déi eis schlecht gewëllt sinn, a punkto HCPN, all Zorte vun Attacken, d'selwecht mat der Cybersecuritéit. Mee mir hunn en zweete Feind, an dat ass d'Zäit.

Mir kënnen hei nëmmen als Land, reaktiv als Gesellschaft iwwerliewen, wa mer schnell genuch sinn, fir matzäit, wéi gesot, d'Attacken ze identifizieren a schnell genuch ze reagieren. An dofir brauche mer all Zorte vun Hëlfe.

Dëst Gesetz, den 8307, setzt e klore Kader, fir eeben d'Kompetenzen ze verbreederen, ze identifizieren. Den HCPN, dee schon eng wichteg Roll hat säit 2016, gëtt nach eng Kéier confirméiert als Zentralorgan, als Koordinator, als deen, deen d'Risikoevaluatioun mécht an deen och dann all Schutzmesure ka verbreederen a duerchziehen.

Här President, mir wëssen och, dass déi Infrastrukturen net isoléiert funktionieren. Wann iergendwou an engem Secteur eppes ausfällt, dann ass dat e Risiko, dass dat e Flächebrand gëtt an e ganze Koup Saache mateneen impaktéiert ginn.

Erënnert Iech just einfach un de Stroumausfall, de Blackout am Januar 2026 zu Berlin. 40.000 Stéit, 2.000 Betriber waren deeglaang ouni Strom, mat deem, wat dat alles beinhaltet huet fir dat, wat ronderëm war. An dofir, wéi gesot, mussen mir kucken, dass mer net nëmme Mesuren huelen, fir ee Secteur, och wann et do lassgeet, ze schützen, mee d'Impakter op déi aner Secteure mussen sou sinn, dass eis Resilienz opgebaut gëtt, soudass mer d'ganzt Netzwierk, och wann et ënner Drock ass, héichhalen, fir dass d'Land u sech nach viru ka funktionieren.

Kooperatioun, hunn ech scho gesot, ass extrem wichteg, den Informatiounsaustausch, d'Hëllef vun alleguerten den Instanzen, déi Informatiounen hunn iwwer eventuell Menacen, fir dass wierklech ka reagiert ginn.

D'CSSF konzentréiert sech méi spezifesch op de Finanzsektor, während den HCPN breet Missiounen huet. D'CSSF, wou jo och andauernd Attacke sinn, huet hei eng wichteg Missioun, nach eng verbreedert Missioun, déi se ausféiert.

All déi Saache sinn extrem wichteg. Mir verstärken hei wierklech d'Resilienz an dofir dréit bien entendu d'DP mat Freed dësse Projet de loi.

Elo zu deem zweeten iwwer ...

M. André Bauler, Président de séance | Dir misst awer esou lues zum Schluss kommen, Madamm Beissel.

Une voix | Voilà. Der sidd schon iwwert der Zäit.

Une autre voix | Är Zäit ass ofgelaf.

(Hilarité)

M. André Bauler, Président de séance | Är Riedezäit huet sech a Grenze gehalen, Dir sidd elo schon iwwert déi fënnf Minutten driwwer.

Mme Simone Beissel (DP) | A, et ass gutt. Bon, wéi gesot, d'Cybersecurity: déi selwecht Logik. Do ginn och d'Organer agesat, d'Kompetenzen intensivéiert. Do hate mer jo och e ganze Koup Soucien nach kierzlech hei an der Chamber. Mir haten d'Post d'lescht Joer, souguer den 112 an den 113 hate Problemer. Dofir ass et och extrem wichteg. An hei gëtt jo zesumme geschafft mat dem HCPN an der CSSF, an

och den ILR huet spezifesch Missiounen, fir eeben déi Sécherheet ze garantieren.

M. André Bauler, Président de séance | Madamm Beissel, Dir hutt jo net vergiess, wat ech gesot hat?

Mme Simone Beissel (DP) | Gutt. A wéi gesot, ...

(Hilarité)

Une voix | Si schwätzt!

M. André Bauler, Président de séance | Dir misst wierklech elo concluieren.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech concluieren elo. Dësse Projet de loi bréngt och eng zousätzlech Sécherheet an, wéi gesot, d'DP wäert deen och mat Freed droen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Beissel. An da wier et um nächste Riedner, dat ass den honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Et ware fënnf Minutten, Madamm Beissel. Et ass fir jiddweree fënnf Minutten.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Jo.

(Hilarité et interruption par M. Sven Clement)

Här Polidori, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, d'Stroumversuergung, dat ass ee vun den eischte Servicer, un déi een denkt, wann ee vun de sougenannte kriteschen Infrastrukture schwätzt, also vun deene Servicer, déi op kee Fall ausfalen dierfen oder zumindest net laang ausfalen dierfen.

Hautdesdaags geet ouni Strom schliisslech guer näischt méi. Ouni Strom ginn d'Heizungen net méi waarm an d'Frigoen och net méi kal. Ouni Strom wier en Deal vum Transport gestéiert. Op der Finanzplaz kéinte keng Paiementer méi gemaach ginn. An an de Spideeler géifen ouni Noutstrom och keng Operatiounen méi kënnen gemaach ginn.

Mee net just eng Stroumpann huet d'Potenzial, e Land zum Stëllstand ze bréngen. Wann Infrastrukturproblemer, Pandemien oder leider och Kricher den Transport vu wichtege Wuere stéieren oder souguer ënnerbriechen, dann huet dat weltwäit Konsequenzen. A mir gesinn dat jo am Moment am Beschte mam Pëttrol.

Esou vernetzt wéi eis Welt haut ass, kënnen vermeintlech lokal Panne séier international Ketterreaktiounen auslösen, an dat natierlech net just am Beräich vum Wuerentransport.

Vill kritesch Infrastrukturen an essentiel Servicer sinn haut matenee vernetzt an digitaliséiert, national wéi och international. An esou engem vernetzte System heescht seng eegen essentiel Servicer ofzesécheren net nëmmen, sech selwer ofzesécheren, mee och seng Nopere mat ze schützen. Dofir ass et dréngend noutwendeg, dass mir dës Direktiven endlech ëmsetzen.

Et ass wichteg, dass essentiel Servicer a kritesch Infrastrukturen esou widderstandsfäeg wéi méiglech sinn, an dat souwuel, wann et ëm déi physisch Sécherheet geet, wéi och, wann et d'Cybersécherheet betrëfft. Cyberresilienz a physisch Resilienz kënnen nämlech net méi getrennt vunenee geduecht ginn. Eng Attack op eng digital Infrastruktur ka physisch Konsequenzen hunn. An eng physisch Kris kann digital Systemer och komplett lamleeën.

Mir bedauern awer, mat wéi vill Retard mir dës Direktiv haut elo ëmsetzen. Wa mir dovunner schwätzen, dass Lëtzebuerg soll e Spëtzerreider ginn, wann et ëm nei Technologïe geet wéi AI oder och Cyberdefence, an et net gläichzäiteg fäerdegbréngen, EU-Direktiven am Kader vun der Cybersécherheet fristgerecht ëmzesetzen, da passt dat jo einfach net zesummen.

National Sécherheestsstrategien an e klore gesetzleche Kader fir d'IT-Sécherheet sinn an der haiteger Welt keng Optioun méi. Nee, si sinn essentiel! Do fir musse mir an d'Preventioun investéieren an usprochsvoll Resilienzstrategien ausschaffen. Mee d'Stëmme vun dësen Texter aleng haut mécht natierlech nach keng vun eisen Infrastrukturen an och kee vun onse Servicer hei am Land méi resilient. Dat, wat wierklech zielt, ass dat, wat elo nom Vott um Niveau vun der Ëmsetzung geschitt.

An hei maache mir eis awer Suergen, dass eng Rei Betriber – den Här Zeimet ass op d'Secteuere agaan –, mee awer och d'Gemengen, déi net genannt goufen, d'Ufuerderungen, déi u si gestallt ginn, ouni Ënnerstützung just schwéier erfëllt wäerte kréien. Wéi vill Lokalpolitiker heibanne wësse wierklech, wat mat deenen zwou Direktiven op hir Gemeng duerkennt?

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hu mat Recht drop higewisen, dass dës Texter Käschten, Personalopwand an och organisatoresch Erausforderunge wäerte mat sech bréngen. Grad am Beräich vun der Cybersécherheet sinn déi bestoend Subsidien an och Aidé fir d'Verbesserung vun der Cybersécherheet vun de Betriber, déi haut do sinn, eng grouss Hëllef. Mee ech mengen awer och, dass een doriwwer misst nodenken, wéi een och de Gemengen entgéint kéint kommen – ech hat dat och an der Chamberskommissioun ugeschwat –, an net nëmme finanziell, mee och am Kader vum Knowhow, vun der Kompetenz, fir se do ze ënnerstëtzen, fir dass mer och do e staarke Gemengesecteur schafen, wat d'Cybersécherheet ugeet.

Une voix | Awer och finanziell.

M. Ben Polidori (LSAP) | Och finanziell. Ech hu gesot: „net nëmme finanziell“.

Et ass wichteg, datt et eis geléngt, däitlech ze maachen, dass déi nei Reegelen net just eng Belaaschtung sinn, mee och eng Chance, fir säi Betrib oder och seng Gemeng fir d'Zukunft gutt opzestellen a gläichzäiteg Verantwortung fir seng Matmënschen ze iwwerhuelen. Wien an engem kritesche Secteur aktiv ass, dee muss sech an ons all och entspreechend ofsécheren, an dat net just mat Investissementer an Infrastrukturen an Technologien, mee och, andeems en d'Mataarbechter forméiert a sensibiliséiert.

Wéini muss ech e Virfall mellen? Wéi ginn ech mat Phishingversich ëm? Wat ass e staarkt an och sécher Passwuert a wat net? Wann et ëm Sécherheet geet, dierf de mënschleche Facteur einfach net ënnerschätzt ginn an och net vergiess ginn. Resilienz baut een duerch Kooperatioun, duerch Formatiounen an och Sensibiliséierung op, an dat mat Hëllef vun engagierten an interesséierte Mënschen.

Här President, mir stëmmen dës Gesetzter haut also am Wëssen, dass d'Aarbechte mat dësem Vott net ofgeschloss sinn, mee eigentlech grad eréischt ufänken. Et geet hei net duer, dass de Staat just seng eege Servicer an Infrastrukturen ofsécher, mee hie muss och deenen aneren Acteuere dobäi hëllefen, sech genesou gutt ze schützen wéi sech selwer. Just esou si mir beschtméiglech fir d'Zukunft preparéiert an och fir all Menace prett.

Villmools merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Polidori. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, dann hätt Dir d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Merci, Här President. Dir gesitt, ech maachen dat elo e bësse méi kuerz. Mir hunn déi zwee Gesetzestexter och ganz genau analyséiert a mir hunn do keng gréisser Schwieeregkeete fonnt, déi eis géifen net schmaachen. Am grouse Ganzen entsprécht dat och alles deem, wat mer am Walprogramm ëmmer hate fir méi Sécherheet. An duerfir kënnen mer och déi zwee Projeten hei mat guddem Gewësse matstëmmen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci villmools, Här President. Ech denken, et ass scho ganz vill iwwert de Contenu vum Text gesot ginn. An et sinn alles wichteg Prinzipien a wichteg Aufgaben, deene mir eis natierlech nëmme kënnen uschlëssen.

Bon, mir haten an der Kommissioun e relativen Hin an Hier mam Dateschutz, deen an deenen Texter hei virgesinn ass, der Verifikatioun vun deene Persounen, déi mat sensibele Momenter ze dinn hunn. Do hu mer nach an der Kommissioun dru gefeilt. An ech denken, dass dat och elo bedeitend besser ass, wéi et ursprénglech virgesi war. Dat ass positiv.

Dann ass nach eng Fro, déi ech mer nach eng Kéier gestallt hunn, wéi ech elo nach eng Kéier doduerchgaange sinn, eeben och – den Här Polidori huet och schon e bëssen an déi Richtung insistéiert – d'Fro vum Finanzement vun deene Mesüeren, déi musse geholl ginn, well et jo d'Entitéite sinn, déi musse selwer fir dee Finanzement suergen. Gesitt Der do kee Risiko, dass dat eventuell net ka gewärlescht ginn, respektiv hutt Der iergendwéi eng Envergure, vu wat mer do musse schwätzen?

An dann e leschte Punkt, dee mer och just um Rand undiskutéiert haten: Dir hutt jo och quasi zäitgläich zu deem Moment, wou mer dat hei diskutéiert hunn, Ären nationale Resilienzplang virgestallt. Mir haten elo net nach eng Kéier d'Geleeënheet, an der Kommissioun doriwwer ze schwätzen. Mir krute jo deemools d'Dokumenter eréischt während der Kommissioun iwwerreicht. Bon, d'Fro ass e bëssen: Wéi agencéiert sech dat hei elo mat deem Plang? A wéi sidd Der och weiderkomm elo an deene leschte Méint mat der Exekutioun vun deem Plang?

Pour le reste sinn dat natierlech Saachen, déi mir elo hei ënnerstëtzen. An ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den éierewäerten Här Sven Clement agedroen. Här Clement, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mat dësen zwee Gesetzesprojeten transposéiere mer endlech zwou europäesch Direktiven, déi sech ergänzen. Ech erspueren Iech elo nach eng Kéier d'Ofkierzungen. Buschtawenzopp hate mer haut de Mëtten dann awer scho bei deenen heite Projete genuch. An ech fäerte ganz, datt ech a menger Ried net ganz kann op Buschtawenzopp verzichten, well et sinn awer ganz vill Ofkierzungen an deenen Texter, déi een esou ëmmer erëem widerhëlt.

Et geet awer grondsätzlech ëm Resilienz, physesche an digital. Fir d'Piraten ass dat net nei. Mir warnen zënter Joren – schon 2018 – virun der digitaler Ofhängegkeet vum Land an de Risiken, déi an eise

kriteschen Infrastrukturen, physesche wéi digitalen, verstoppt sinn an déi mer leider ëmmer nees erliewe mussen. Eemol ass et d'Post, eemol ass et d'Chamber, eemol ass et e Stroumreseau. Reegelméisseg kennt et hei zu Lëtzebuerg zu Ausfall vun Infrastrukturen, déi u sech misste resilient sinn.

An ier ech zum Inhalt vun den Texter kommen, wou ganz vill Guddes drasteet an e puer bësse manner gutt Saachen, muss een déi onbequeem Wourecht awer och nach soen: Dës zwee Texter kommen 18 Méint ze spéit. D'Deadline fir d'Transpositioun war de 17. Oktober 2024. Mir stëmmen hei an der Pleniéer driwwer of, datt mer wëlle ganz séier elo E-Voting aféieren, ouni iwwerhaapt eis mat den technesche Contrainten dovunner beschäftegt ze hunn, a gläichzäiteg gi mer awer hei Texter 18 Méint leie loosse, déi sech wierklech mat Sécherheet géife beschäftegen.

D'Belsch huet transposéiert. D'Lëtzebuerg Wirtschaftsacteuere hunn am juristeschen Niwwel gelieft. An eis Verwaltungen, eis Gemengen, eis kleng a mëttelstännesch Betriber hu kee klore Kader gehat an hu sech missen op d'NIS-1-Direktiv zeréckzéien. Dee Retard huet e Käschtapunkt fir eis Sécherheet a fir d'Kredibilitéit vu Lëtzebuerg.

Mee kommt, loosst mech e bësse méi positiv sinn. Et gëtt nämlech eng ganz Rëtsch Saachen, déi een an deem Text hei ënnerstëtze kann a soll, wou se an déi richteg Richtung ginn.

D'Erweiderung vum Perimeeter, datt mer elo vill méi Entitéiten ënner Iwwerwaachung stellen, ass eng gutt Saach, well et endlech och deem Rechnung dréit, wat tatsächlech zu der Resilienz wäert bäidroen. Déi kloer Ënnerscheidung tëscht den Entités essentielles an den Entités importantes, d'Notifikationspflicht bei Incidenten, d'Abeszie vum de Gemengen an den öffentliche Etablissementen – u sech logesch. Et freet ee sech, firwat een dat bei der NIS 1 net scho gemaach huet. Warscheinlech well een do séier wollt schéissen an hei huet een et dunn awer ze laang leie gelooss. A Sanktioune mat Bëss. Dat sinn alles gutt Saachen, déi een ënnerstëtze soll.

Wat eis awer Surge mécht, ma do fänke mer u mat de Mëttele fir d'Häerzstéck. Ech kommen zréck op d'Buschtawenzopp: HCPN, ILR, CSSF, dräi Autoritéiten, ronn 8.000 Entitéiten ze iwwerwaachen. Vill Gemengen hu weeder en RSSI (ndlr: Responsable de la sécurité des systèmes d'information) nach e Cyberbudget.

An deem Kontext wëll ech dann awer eppes luewend ervirhiewen, nämlech d'Felicitationen un eis Cyberdefence, déi d'lescht Woch beim Exercice Locked Shields ënnert d'Topp Dräi koum, zesumme mat eisen däitschsproochege Kolleegeen. Et weist also, datt mer Expertis hunn. Mir müssen déi Expertis elo just nach top-down och erof op den Terrain bréngen, well do gëtt se gebraucht an do feelt se haut.

An do si mer dann och ganz séier bei de klengen a mëttelstännesch Betriber. Kleng a mëttelstännesch Betriber, déi Industrie maachen, 60 Leit, déi falen op eemol an de Perimeeter vun der Entité importante. Si entdecken op eemol Risikomanagement, Supply-Chain-Security, Top-Management-Formatiounen, 24-Stonnen-Notifikationspflicht. Bref, fir si ass dat quasi eng Mauer, an déi se elo ererennen, well si, och wéi bei de Gemengen, ganz heefeg keen RSSI hunn. En industrielle Betrib, deen huet sech déi Fro bis elo net oft gestallt. An do mussen elo Hëlfelefen ukommen. Mir haten d'Diskussioun an der Kommissioun. Déi Hëlfelefen, déi versprach goufen, müssen dann och ukommen.

Mir müssen top-down dann och deene Betriber kënnen hëllefen. Well mir schwätze vu Resilienz, mee

mir äntweren op eng wichteg Fro net. An dat ass déi: Wou kommen dann déi Infrastrukturen hier? Wéi vill kritesch Entitéiten hei zu Lëtzebuerg lafen op net europäesche Cloud- an Telekommunikationsinfrastrukturen – Infrastrukturen, déi ënnert de Cloud Act falen zum Beispill, oder Infrastrukturen, déi a Länner gebaut ginn, wou mer wëssen, datt d'Supplychain e Problem ass an et reegelméisseg zu Attacken op genau dës kënnent a wou een och net kann an den Chip erakucken? Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif zur Resilienz gehéieren. An am Text steet quasi näischt zu den High-risk Vendors.

D'Piraten warnen och do virunner zënter 2018, an dës Lacune muss mer endlech ugoen. An d'Regierung huet et an der Hand, fir am Kader vun dësen Texter Reglementer ze treffen. Se kann also déi High-risk Vendors an Zukunft méi agrenzen an och ganz kloer soen, wou mer d'Resilienz héichhalen.

D'Piratenpartei wäert awer dës zwee Texter mat ënnerstëtzen, net aus blannem Enthusiasmus, net well mer u Buschtawenzopp gleewen, mee well de Status quo net méi ze halen ass. Mir stëmme Jo zum Kader a bleiwen op der Hut bei der Ëmsetzung, de Mëttelen an der reeller digitaler Souveränitéit vum Land.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. An als nächste Riedner an domadder och als leschte Riedner ass den honorablen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu deenen zwee Texter.

M. André Bauler, Président de séance | Dat war kuerz a bündeg.

Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géing gären der Chamber, virun allem der Institutionskommissioun, Merci soe fir déi Aarbecht an och de Rapport vum Här Zeimet.

Et ass gesot ginn: Dat hei stäerkt d'Resilienz vu Lëtzebuerg an d'Kontinuitéit vun deenen essentiellen Entitéiten a Servicer. Dat ass essentiell. Dat reit sech natierlech an an déi allgemeng Resilienzstrategie. Dat ass net d'Aufgab just vun engem Ministère oder vun enger Entitéit. Déi muss vu ganz villen ëmgesat ginn, well Resilienz ass eigentlech eppes, wat en Effort collectif ass vum Staat, vun de Gemengen. An dorunner schaffe mer. Et ass och e Processus, dee sech wäert iwwer eng länger Zäit erstrecken.

Wichtig ass et hei, den essentielle Rôle vum HCPN ervirzeesträichen. Ech soen och all deene vum HCPN, deene Leit, déi do schaffen, Merci fir déi Aarbecht. Dat hei ass och eng Roll zum Deel fir d'CSSF a fir den ILR. Mir hunn nämlech ganz gutt hei drop opgepasst, datt et och keng Double-Emploie gëtt. An duerfir, mengen ech, ass dat hei e Gesetz, dat zesumme mat villen anere Lëtzebuerg op nei Situatiounen virbereet, wéi dat och hei beschriwwen ginn ass. An do muss jiddweree seng Responsabilitéit iwwerhuelen, déi, déi hei als Entitéit-essentiellen, Service-essentiellen deklaréiert ginn, an, wéi gesot, natierlech och de Staat, an dorunner schaffe mer.

An ech soe Merci, datt d'Chamber dat hei mat breeder Zoustëmmung ënnerstëtze wäert. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8307. Den Text steet am Document parlementaire 8307^{12A}.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8307 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen elo zu de Votes par procuracion. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass follgend: 60 Jo-Stëmme, a fortiori keng Nee-Stëmme a keng Enthaltung. Domat ass dës Projet de loi ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen Iech Merci.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7882B.

(Interruptions)

A jo, ech hunn nach deen zweete Vott. Pardon, pardon. Ech war ze schnell, jo.

Mir kéimen dann elo zum zweete Vott. Ier mer iwwert de Projet de loi 8364 ofstëmme, wollt ech drop hiweisen, datt am Rapport, dee vun der Kommissioun proposéiert gouf, a méi genee am Artikel 8 Punkt 4, d'Wuert „les“ ze vill ass. De richtege Text vum Artikel 8 Punkt 4 vum Projet de loi ass follgenden, ech zitéieren: „ils garantissent la confidentialité et la fiabilité de leurs opérations“. De Staatsrot gëtt vun dëser Ännerung a Kenntnis gesat. Mir géifen dann elo ofstëmme iwwert den Text mat dëser Ännerung.

Voilà, mir stëmme dann of iwwert de Projet de loi 8364. Den Text steet am Document parlementaire 8364¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8364 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen elo zu de Votes par procuracion. De Vott ass heimat ofgeschloss.

An och dës Projet ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent

Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

13. 7882B – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

An eréischt elo kéime mer dann zum Projet de loi 7882B iwwert d'Ännerung vum Code de procédure pénale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minuten, déi verschidde Sprächer 5 Minuten an d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den éierewäerten Här Mosar, d'Madamm Hartmann, den Här Biancalana, den Här Hardy, d'Madamm Tanson, den Här Clement an den Här Baum. D'Wuert huet dann elo de Rapporteur vum Projet loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, Här Premier, ech hunn also elo de grouse Pleséier, Iech de Projet de loi Nummer 7882B virstellen. Bei dësem Projet geet et drëm, eng kloer legal Basis an eise Code de procédure pénale anzuschreiwen, fir datt an Zukunft de Procureur général d'État an och de Procureur d'État a bestëmmte prezise Fäll Informatiounen aus penale Prozeduren u verschidden Destinataire dierfe weiderginn. Dat kënne jee no Fall Employeuren, Verwaltungen, Personne-morallen, Ordre-professionellen oder aner concernéiert Organisme sinn.

D'Zil vun dësem Projet ass, esou Kommunikatiounen gesetzlech prezis a kloer ze encadréieren, souwuel, wann et ëm d'Exekutioun vu bestëmmte Mesüree geet, wéi och, wann et drëms geet, e Risiko fir den Ordre public oder fir d'Intégrité physique ou morale vun enger Persoun ze verhënneren oder ze stoppen.

Dës Projet ass den 10. September 2021 deponéiert ginn, deemools nach als Deel vun engem grouse Projet de loi 7882. Duerno ass dee Projet awer an zwee Deeler opgedeelt ginn, engersäits de Projet de loi 7882A iwwert d'Applikatioun JU-CHA an anerersäits de Projet 7882B, dee ganz eleng just déi Modifikatioun vum Code de procédure pénale betrëfft.

De Rapport vun dësem Projet ass den 23. Abrëll 2026 an der Justizkommissioun ugeholl ginn. Am Laf vun den Aarbechte sinn awer zu dësem Projet eng ganz

Rei Avisen erakomm, scho ganz am Ufank, ënner anerem vum Parquet vu Lëtzebuerg, vun der Cour supérieure de justice, vum Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dem Parquet général, dem Parquet vun Dikrech, der CNPD an natierlech schlussendlech och vum Staatsrot. Duerno koumen nach eng Rei vun Zousazavisen, fir d'alleréisch vum de Parqueten, vum Parquet général, vun der CNPD, awer och natierlech vum Staatsrot.

No der Scission vum Projet sinn dann nach d'Avise vun der Autorité de contrôle judiciaire vum 10. Mee 2025, hiren Avis complémentaire vum 18. November 2025, den Avis vum Tribunal d'arrondissement de Luxembourg vum 3. Februar 2026 an de véierten Avis complémentaire vum Conseil d'État vum 10. Mäerz 2026 derbäikomm.

Déi héich Kierperschaft hat sech an hirem Avis vum 22. Juli 2022 – dat war also deen éischten – eigentlech ganz kritesch geäussert. Deen Avis huet drop higewisen, datt déi virgesinnen Dispositiounen géife Froen opwerfen am Beräich vum Schutz vun den Données à caractère personnel, awer och um Niveau vum Respekt vum Privatliwien.

Besonesch huet de Staatsrot hei d'Fro opgeworf, awéiwäit esou Informatiounen dierften eigentlech weidergi ginn, wie se därft kréien a wat duerno mat der Informatioun géif geschéien.

A sengem Avis complémentaire vum 13. Juni 2023 huet de Staatsrot du festgehalten, datt d'Ännerungen, déi no senger Kriticke gemaach goufen, an déi zousätzlech Erklärungen vun der Justizkommissioun him géifen erméiglechen, seng Opposition-formellen op verschiddene Punkten opzehiewen.

Am véierten Avis complémentaire vum 10. Mäerz 2026 huet de Staatsrot da festgehalten, datt deen neien Amendement – dee leschten – de juristeschen a legale Kader elo méi kloer mécht, ganz besonesch, wat d'Destinatairen, d'Lëscht vun den Infraktiounen an d'Fro vum Droit d'accès géif ugoen.

Och an deenen aneren Avise si ganz vill verschidde Froen opgeworf ginn. D'CNPD huet drop higewisen, datt d'Reegele kloer misste sinn, wann d'Rechter vun deene concernéierte Persounen géifen ageschränkt ginn. An esou Limitatiounen sollten och nëmme gemaach ginn, wa se wierklech noutwendeg wieren an net ze wäit géife goen.

D'Autorité de contrôle judiciaire huet de Projet am Prinzip guttgeheescht, mee dobäi awer ënnerstrach, datt déi Informatiounen nëmmen an Ausnahmefäll an ënner kloer Konditiounen kéinte virugi ginn. Dobäi misst och d'Confidentialité an de Schutz vun de be-traffene Persounen absolutt garantéiert bleiwen.

Déi selwecht Observatiounen huet och den Tribunal d'arrondissement a sengen Avise gemaach.

Ech wëll Iech elo net den Detail vun deene ganz villen Observatiounen, déi an all deenen Avise stinn, hei maachen. Déi kënn Der awer ganz gär a mengem schréffleche Rapport noliesen.

En conclusion geet et also bei dësem Projet drëm, eng sensibel Matière am Code de procédure pénale méi kloer ze reegelen an dofir e präzise legale Kader ze schafen. Ech wier duerfir och frou, wann dese Rapport an dese Projet de loi eng ganz grouss Zoustëmmung an dësem Haus géife kréien.

Discussion générale

Ech wär domadder fäerdeg mat mengem Rapport an ech géif ganz kuerz dann och nach d'Kap vu mandatierte Sprächer vu menger Fraktioun hei undoe fir ze soen, datt dëst, och wann dat alles ganz technesch kléngt, awer en extrem wichtige Projet ass, well et

wierklech hei drëm geet, ganz sensibel Informatiounen, déi an enger Procédure pénale ervirkommen a wou et wichtig ass, datt déi och u gewëssen Destinataire kënnen goen, notamment ze schützen, fir dat ganz genau ze reegelen.

Dat war ganz mühsam a laangwierereg. Ganz besonesch – ech hunn et virdu gesot – de Staatsrot huet hei véier Avis-complémentaire gemaach. A mir hatten an der leschter Justizkommissioun – d'Madamm Tanson lauschtet och elo genau no – e bëssen eis Problemer mat der Attitüd vum Staatsrot, deen do während sengen Avisen oder a sengen Avisen op eemol seng Meenung zimmlech fundamental geännert huet. Mir sinn awer schlussendlech, fannen ech, zu engem ganz, ganz guddem Kompromiss komm, deen och, mengen ech, de Bedenken, déi souwuel de Staatsrot wéi awer och ganz vill aner Informatiounen virbruecht hunn ..., fir do awer deene Suergen entgéintzekommen.

Ech géif awer och nach hei vun der Geleeënheet profitieren, vu datt dat hei e Projet ass, dee scho vun der vieregter Regierung kënn, fir der fréierer Justizministesch och Merci ze soen, natierlech der aktueller Justizministesch an dann och mengem Virgänger als Rapporteur, dem Här Charles Margue, déi och scho ganz vill un dësem Projet geschafft hunn. An et bleift mir dann elo nach just, den Accord vu menger Fraktioun heizou ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Mosar. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, dese Projet huet, wéi mer héieren hunn, schon eng Rei Etappen hannert sech. Am Kär geet et awer ëm eng zentral Fro: Wéi fanne mir déi richteg Balance tëschent den individuelle Rechter op där enger Säit an engem Staat, deen handlungsfäeg an effikass bleift, op där anerer Säit? Genee dofir brauch et eendeiteg Reegelen. D'Bierger hunn e Recht op Rechtssécherheet an eis Informatiounen brauchen e verlässleche Kader. Dat ass de Sënn vun dësem Text.

A mat dësem Projet schafe mir eng kloer gesetzlech Basis, fir dass de Parquet a bestëmmte Fäll Informatiounen aus penale Prozeduren un déi zoustänneg Instanze ka weiderginn. Gläichzäiteg gétt prezis festgehalten, wéini an ënner wéi enge Konditiounen dat méiglech ass.

Als éischt geet et ëm d'Ëmsetzung vu penalen Decisiounen. Wann eng Mesür decidéiert gouf, wéi zum Beispill e Beruffsverbuert, da muss déi concernéiert Autoritéit och kënnen handelen. De Projet geet awer nach e Schratt méi wäit. A kloer gereegelte Fäll kënnen Informatiounen weidergi ginn, och wann nach keen Urteel virläit, soubal et ëm d'effentlech Uerdnung oder de Schutz vu Persounen geet. Genee hei läit de sensibelste Punkt vun dësem Text.

Grad well et ëm lafend Prozeduren geet, brauche mir definéiert Grenzen a staark Garantien. Et geet nämlech net ëm e Blankoscheck, fir blann iwwer perséinlech Donnéeën ze verfüegen, mee ëm e strikt begrenzte Kader fir eng limitéiert Zuel vu besonesch grave Fäll – notamment Gewalt, Sexualdelikter, Delikter géint Mineuren oder Mënschenhandel.

Besonesch do, wou Persounen a Kontakt mat Mineuren sinn oder mat anere vulnerabele Leit schaffen, ass et legitim, dass de Staat seng Schutzverantwortung iwwerhëlt. An ech denken do och un d'Motioun, déi de Moie vum Dan Biancalana deposéiert gouf, déi

sech och an deem heite Kontext befënnt. Wou et grad hei och wichtig ass, dass awer en amont, souguer während Prozeduren, verschidde Garde-foue kënnen applizéiert ginn an dass dann Informatiounen vum Parquet effektiv un déi Instanze weiderginn.

Gläichzäiteg, an dat ass gradesou wichtig, wa mer un d'Garantie-proceduralen denken, un d'Droits de la défense, bleift natierlech d'Présomption d'innocence bestoen. Esou Kommunikatiounen prejugéieren nach keng Schold a si ersetzen och op kee Fall e Geriichts-urteel.

Här President, fir eis als DP steet fest: En handlungsfäege Staat dierf ni op Käschte vun Dateschutz an de Rechter vun de concernéierte Persounen goen. D'Erfaarung weist nämlech: Onkloer Reegelen am Émgang mat sensibelen Donnéeën schafen Onsécherheet. Wann net eendeiteg gereegelt ass, wien Zougang huet, zu wéi engem Zwecker Informatiounen genotzt ginn an ënner wéi enge Konditiounen dat geschitt, da verlieren eis Bierger d'Vertrauen an eis Informatiounen.

Mir stinn als DP kloer hanner enger moderner an digitaler Justiz – Projete wéi ejustice sinn e wichtige Schrëtt no vir –, mee Digitalisierung ass kee Selbstzweck. Si muss de Bierger déngen, d'Prozeduren verbesseren an d'Rechtssécherheet stäerken. Modern Instrumenter brauchen och modern Reegelen. De Projet mécht dofir och en Ënnerschied tëschent effentleche Strukturen an dem private Beräich. Net iwwerall gëllen déi selwecht Risiken an déi selwecht Verantwortung.

Fir eis als DP ass eppes hei entscheidend, an dat ass d'Proportionalitéit. No de wichtige Upassungen, déi am Laf vun de parlamentareschen Aarbechten hei zu engem equilibrierten Text geféiert hunn, deen eng rasonabel Balance fënnt tëschent Handlungsfäegkeet an den néidege Garantien, gi mir haut ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Hartmann. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir diskutieren haut iwwer e Projet, an d'Virriedner hunn et scho gesot, dee vläicht op den éischte Bléck technesch wierkt. Dat ass en awer net, well ganz a Wierklechkeet geet e konkret op den Impakt vum Liewe vu Mënschen an, e gräift op sensibel Donnéeën zeréck. Mee virun allem steet awer déi fundamental Fro: Wéi schütze mir d'Gesellschaft, ouni dobäi d'Grondrechter ze schwächen?

Als LSAP wëlle mir ganz kloer soen: De Schutz vu Mënschen, besonesch – an dat steet jo och hei am Text – vu Mineuren a vulnerabele Persounen, deen ass eis héchst Prioritéit. Do, wou konkret Gefore bestinn – bei Gewalt, bei sexueller Ausbeutung, bei sexueller Gewalt oder bei Mëssbrauch vu Muecht –, därf de Staat net zécken a muss kënnen an deementsprechend agräifen. Hie muss kënnen handelen, fir weider Schied ze verhënneren an déi Schwächst ze schützen, zemoools dann, wann och eng Gefor besteet fir d'effentlech Sécherheet.

Et brauch also deemno, an dëst Gesetz dréit deem Rechnung, e Gläichgewicht tëschent zwee wichtige Rechter: engersäits dem Recht op Privatsphäre, op Dateschutz, an andersäits natierlech och der Pflicht vun Staat, d'Mënschen ze schützen an d'Sécherheet kënnen ze garantéieren, eeben och grad, sou wéi och de Projet hei ausgeluecht ass, an deene verschiddenste

Phase vun der penaler Prozedur – do, wou effektiv nach d'Onscholdsvermutung gëllt, wann nach, wéi gesot, keng definitiv Verurteilung virläit, awer och am Kader vun enger Saisine vum Untersuchungsriichter am Virfeld.

Et gëtt also hei de Justizautoritéiten d'Méiglechkeet geschaf, Informatiounen proaktiv, mee ganz kloer gereegelt an definéiert, dem öffentlechen a privaten Arbeitgeber respektiv och professionellen ASBLen weiderzeginn iwwer stroferechtlech Faite vu Leit, déi bei hinne schaffen.

Dat heescht konkret awer och, dass eng Persoun schon am Virfeld vun engem Prozess – an och währenddeems – Konsequenzen erliewe kann am Beruff, an hirem soziale Liewen an awer och an hirem wirtschaftlecher Situatioun.

Mir wëssen awer natierlech och alleguerten, dass d'Welt vun der Aarbecht keng neutral Plaz ass. Si ass geprägt vu Relatiounen, vu Muechtverhältnissen an heiansdo och vu prekäre Verhältnissen. An dofir, mengen ech, muss de Staat och deemspriechend kënnen a sou Situatiounen handlungsfäeg bliewen.

Wichtig ass, mengen ech, och bei dësem Gesetzesprojet, dass eng Rei Garantië gewaart bliewen: engersäits d'Definitiounen an d'Limitatioun op eng Rei méi schwéier Delikter, d'Obligatioun, déi Betrafen ze informéieren, dass eng Informatioun iwwer si weidergaangen ass, an d'Flicht, Informatiounen och ze läschen am Fall vun engem Fräisproch an och vun engem Non-lieu. Dat sinn, mengen ech, och ganz wichtig Schutzmechanismen, déi an dësem Gesetz sinn.

Dëst Gesetz ënnersteet also engem kloer definéierte Kader an all Decisioun, Informatiounen weiderzeginn, muss kloer gereegelt sinn an och mat héchster Sorgfalt a mat enger reeller Ofwägung getraff ginn, souwuel vum Parquet wéi och vum Parquet général. De Rechtssystem muss also erméiglecht kréien, datt och relevant Geforen net ignoréiert ginn an och, mengen ech, eng héchst Prioritéit kréien an der Informatiounsquell, déi se och sinn.

De Persounen hir Privatsphär, hir perséinlech Daten an d'Presumptioun vun Onschold, bon, dat wësse mer och alleguerten heibannen: Dat si keng Formalitéiten. Si sinn demokratesch Grondpeiler, a genee dofir ass et richtig an och wichtig, dass dëse Gesetzesprojet d'Kommunikatioun vu strofprozeduralen Informatiounen strikt encadréiert virgesäit. An natierlech sinn och d'Finalitéit ganz kloer an dësem Gesetz definéiert – also d'Nécessitéit, d'Proportionalitéit an och d'Finalitéit.

Fir eis als LSAP ass dëse Projet eng gutt Balance, e gudden Equiliber téschent Sécherheet a Fräiheet, téschent Schutz- a Rechtsgarantien. An dofir ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Als nächste Riedner ass den éierewäerten Här Dan Hardy agedroen. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, ass schon zanter 2021 um Instanzewege, ganzer fénnef Joer laang deemno. Dat eleng weist schon, datt et sech heibäi ëm e komplex a sensibelt Thema handelt, dat genee huet missen analyséiert ginn, fir e kloer legale Kader ze schafen. Den Här Mosar hat et schon ugedeit.

Konkret geet et jo drëms, dem Procureur général d'État an och dem Procureur d'État d'Méiglechkeet ze ginn, ënner streng definéierte Konditiounen relevant

Informatiounen, wéi zum Beispill Verurteilungen oder lafend stroferechtlech Prozeduren, u bestëmmt Instanze weiderzeginn. D'Weidergi vun esou Informatiounen geschitt net zufälliger, mee am Kader vun der Exekutioun vu Moosnamen oder Decisiounen an enger strofrechtlecher Prozedur.

Donieft ka se och an anere kloer definéierte Situatiounen gerechtfertegt sinn, besonnesch och wann et ëm d'Preventioun geet, fir zum Beispill déi kierperlech a moralesch Integritéit vun enger Persoun ze schützen. Andeems relevant Informatiounen kënnen matgedeelt ginn, kréien déi zoustänneg Acteuren d'Méiglechkeet, fristgerecht ze reagéieren, Verantwortung ze iwwerhuelen an déi néideg preventiv Moosnamen ze assuréieren.

Gläichzäiteg ass et wichtig ze ënnersträichen, datt d'Rechter vun der betroffener Persoun respektéiert ginn. Si gëtt systematesch dorüwwer informéiert, wa perséinlech Donnéeën iwwermittelt ginn. Donnéeën, déi weider och enger strenger Vertraulichkeet ënnerleien. Si därefen net weidergeleet oder op eng aner Aart a Weis verbreet ginn, ausser et handelt sech ëm Informatiounen, déi souwisou schonn offiziell öffentlich gemaach goufen.

Dëse Gesetzestext muss och an engem méi breede gesellschaftleche Kontext gesi ginn. Mir müssen eis nämlech agestoen, datt d'Gesellschaft, an där mir haut liewen, net méi där entsprécht, déi mir eis gewënscht hunn – weeder fir eis selwer nach fir eis Kanner.

Reegelméisseg gi mir an de Meedie mat Fäll konfrontéiert, déi schwéier ze verdaue sinn an déi berechtigt Froen opwerfen. Et gëtt Beispiller aus dem Ausland, mee och hei zu Lëtzebuerg, déi weisen, wéi dramatesch d'Konsequenze kënnen sinn, wann Informatiounen net matzäiten do ukommen, wou se gebraucht ginn. Genee an esou Situatiounen weist sech d'Noutwendegkeet vun engem gesetzleche Kader wéi dësem. Et geet drëms, de Risiko vun Infractionen ze minimiséieren an, de Fall gesat, och ze verhënneren, éier et ze spéit ass. Aus all de genannte Grënn ënnerstëtze mir dofir dëse Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Hardy. Als nächst Riednerin ass déi éierewäert Madamm Tanson agedroen. Dir hutt d'Wuert, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur – une fois n'est pas coutume – fir déi léif Wieder. Effektiv ass et en Text, deen an der leschter Legislaturperiode déposéiert ginn ass. Firwat hate mer dat gemaach? Mir haten – Dir kennt Iech dorun erënneren – ganz ugeregten Diskussiounen ronderëm de JU-CHA-Fichier an d'Fro: Wéi eng Informatiounen kënnen eigentlech weidergi ginn? An dat sinn delikat Froen – ech mengen, vill vun de Virriedner hunn dat schon ugeschwat – téschent dem Schutz vun der Privatsphär vun deem Einzelnen an natierlech och dem Recht op Sécherheet vu Leit, déi eventuell concernéiert sinn.

An déi Problematiken, wou sech virun allem jo déi heite Fro stellt: Wann ee mat Kanner schafft an en ass an engem Dossier mat Bräin, wou een em kéint virwerfen, dass en zu dem Beispill pedophil Akte gemaach hätt, wéi geet een domadder ëm? A bis elo war dat net formell gereegelt. An ech denken, dass et wierklech wichtig ass, dass et elo duerch deen Text hei formell gereegelt gëtt.

Et huet länger gedauert, well et eeben déi Balance ass vun deene Froen, déi ee muss mat erabréngen.

Dat heescht, de Fait, dass ee sech muss kënnen a Sécherheet wännen, deemno wou ee sech befënn, par rapport zu deem Personal, dat enzwousch schafft, an natierlech awer och d'Recht op Privatsphär vun deem Personal an och d'Recht eebe vun der Présomption d'innocence.

Dat sinn alles delikat Konzepter, déi een hei probéiert huet, an den Equiliber ze bréngen. Mee ech denken, dass et wierklech wichtig ass, dass – an et hunn och nach rezent Fäll dat erëm ënnerstrach –, wa Suspiciounen virleien, dann de Patron och informéiert gëtt an dass och um Niveau vum Parquet d'Informatioun ka fléissen an engem legale Kader, deen ofgeséichert ass.

Ech wollt nach kuerz effektiv op deen Hin an Hier beim Staatsrot agoen.

Mir haten eis deemools natierlech déi franséisch Texter ugekuckt. Dee franséischen Text deemools war en anere wéi haut. Si haten och ugefaange mat enger Dispositioun, wou et just drëms gaangen ass, dass de Patron vun engem aus dem Secteur public kéint informéiert ginn. An ech konnt dat net novollzéien. Ech hunn dat net gerecht, net equilibréiert fonnt.

A virun allem och am Schutz, wa mer elo grad vu Kanner zum Beispill schwätzen, kann ee sech jo och virstellen, dass de Patron net een ass aus dem öffentleche Secteur, mee dat kann och e privatrechtliche Patron sinn. An duerfir hate mer eeben net dee franséischen Text tel quel à la base iwwerholl, mee drageschriwwen, dass et natierlech fir all Zort vun Employeur géif gëllen, wann déi Konditiounen erfëllt wäeren.

Du war et awer esou, dass de Staatsrot deemools ... Eng vun deenen Ursachen, firwat en eng Opposition formelle op deem Artikel geschwat huet, war, dass mer net dee franséischen Text geholl hätten an dass mer notamment de Champ d'application och ze breet opgemaach hätten, wat eeben de Patron concernéiert, dee kéint informéiert ginn.

Elo am Laf vun den Diskussiounen war du gesot ginn, et wier en Desequiliber do, wann dann nëmmen deen ee Patron kéint informéiert ginn an net deen aneren. Elo hu mer dann en Text, wou och de Privatemployeur kann informéiert ginn. D'Fransousen hunn entretemps hiren Text och geännert. An dat hei geet elo wierklech an déi Richtung.

Ech fannen et jiddwerfalls positiv, dass mer elo hei deen heiten Text och zum Ofschluss bréngen. An ech ginn natierlech den Accord vun deene Grénge fir dee Projet.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Spriecher ass den éierewäerten Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen haut virun eis läit, an dorobber sinn elo ganz vill Virriednerinnen a Virriedner agaangen, huet eng beweegten a länger parlamentaresch Geschicht hannert sech. Et gëtt zwee Grënn, firwat e Projet kann eng laang Geschicht am Parlament hunn: Deen een ass, well e vu vireran net exzellent war an da progressiv besser gëtt, an deen aneren ass, well en u sech ganz gutt duerchduecht war a well en awer nach gewësse Froen opgeworf huet. An ech mengen, de Rapporteur ass virdu ganz gutt drop agaangen, wat fir Froen dat wäeren. An d'Madamm Tanson huet déi elo nach eng Kéier in extenso duergeluecht. Dofir erspieren ech Iech déi Widerhuelung.

Wat, mengen ech, hei awer e Spannungsfeld duerstellt, a wat weist, wéi schwierig et engem dann awer ëmmer erëm fällt, an deem Beräich ze legiferéieren,

dat ass eeben de Schutz, d'Recht op Informatioun, an dann awer gläichzäitig och, awéiwäit een dem Inculpéierten, deen zu deem Zäitpunkt nach net verurteilt ass, schonn eng Bestrofung duerch Kommunikatioun zum Beispill operleë kann.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An ech mengen, datt dat och dee Punkt ass, dee mer an deem heite Gesetz um Enn mussen am A behalen.

Ech soen et virewech: Mir si mam Text, wéi en elo virläit, averstanen. Mir wëlle just drop hiweisen, datt déi Méiglechkeet vun der Kommunikatioun un den Employeur scho bei der Saisine vum Juge d'Instruction, wat jo ganz fréi an der Prozedur ka sinn, en immens fréien Agrëff kann duerstellen. Do gëtt dann am Gesetz natierlech den Term vum „trouble grave“ opgefouert, dee muss appreciéiert ginn au cas par cas.

Wat mer eis just als Fro stellen, op déi ech elo nach keng Äntwert weess a wou mer, mengen ech, och d'Fäll mussen ofwaarden, déi geschéien, ass: Wat geschitt am Fall vun enger Persoun, déi spéider fräigesprach gëtt. Well natierlech ginn d'Informatiounen geläscht. Dat ass de Minimum. Dat steet am Gesetz. Mee déi Persoun ass potentiell entlooss ginn. Dat ass net forcement nëmme eng Mise à pied. Héchstwahrscheinlech ass de Kontrakt mol wéinst Faute grave resiliéiert, enger Faute grave, déi herno guer net bewise konnt ginn, wou d'Gericht seet: „Mee, mir hunn näischt, keng Pièce à conviction.“

Da stellt sech d'Fro: Wéi ginn dës berufflech Nodeeler iwwert d'Läschpflicht eraus kompenséiert a wien ass responsabel dofir? An dat ass, mengen ech, eng Fro, op déi dëst Gesetz hei nach keng Äntwert liwwert a wou mir eis awer zumindest d'Fro stellen ..., datt mer, wa bis déi éischt Fäll ënnert dem Artikel 8-3 komm sinn, do och mussen eng statistesch Auswärtung maachen, fir ze kucken, a wéi ville Fäll ënnert dem Artikel 8-3 eng Kommunikatioun zu wéi enge Stadie vun der Prozedur geschitt ass a wat den Outcome um Enn vun där juristescher Prozedur ass. Sinn déi Leit, iwwert déi kommunizéiert gouf, och verurteilt ginn oder sinn et Fräispréich ginn? Well wa mer do mierken, datt dat géif an déi falsch Richtung goen, da muss ee legislativ nach eng Kéier géigesteieren. Bis dohinner hu mir vollst Vertrauen an eis Justizautoritéiten, datt se dëst Instrument mat der néideger Zeréckhaltung a Suergfalt benotzen.

Et ass awer e grouse Pouvoir, deen d'Autoritéiten hei zousätzlech kréien. En ass néideg, dat hu mer an der Vergaangenheet an enger ganzer Hickecht u Fäll gesinn. Mee just well en néideg ass, heescht dat net, datt déi Verantwortung net grouss ass.

An dofir géing ech mer wënschen ... Ech hunn eis elo erspuert, eng Motioun matzebréngen, wou mer a fënnef Joer eng Auswärtung fuerderen, well mir wëssen alleguerten, datt déi Fäll heiansdo ganz laang kennen unhängeg sinn. Mee et wär awer gutt, wann d'Chamber dat géif am A behalen an och zesumme mat der Regierung géif oppassen, datt dat herno wierklech esou exekutéiert gëtt, wéi mer eis dat heibannen alleguerte wënschen.

Mir wäerten dat heite matstëmme. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Als een, deen d'Debatte weeder an der viiregter Legislatur nach an dëser an der Justizkommissioun esou suivéiert huet an deen dann dës Projet esou quasi entdeckt, fannen ech, datt een, zumindest an der éischter Lektür, vill Froen huet an datt ee sech eng

Entscheidung, ob een dat do elo gutt fënnt oder net, net einfach maache kann, well et eigentlech eppes ass, wat sech tëschent lauter Prinzippie beweegt, déi engem wichteg sinn.

An ech huelen et awer virewech: Mir wäerten dat hei och mat ënnerstëtzen.

Dat Spannungsfeld, dat virdrun och schonn e puermol beschriwwen ginn ass, ass engersäits natierlech déi och vun der Verfassung garantéiert informationell Selbstbestëmmung op der enger Säit, d'Présomption d'innocence, déi an enger Prozedur ganz wichteg ass, an op der anerer Säit awer och den Afferschutz, vun deem, deem wierklech eppes geschitt ass, wéi awer och vun deem, deem potenziell nach kéint eppes geschéien.

A mir denken natierlech alleguer u Fäll vu Pedokriminalitéit, och Fäll, déi nach an der rezenter Vergaangenheet an der Zeitung waren, wou gesot gëtt: „Wéi ass dat da méiglech, datt dat fënnef, sechs Joer dauert, bis iwwerhaupt do een aktiv ka ginn, bis Associatiounen, déi mat där Persoun schaffen, déi mat Kanner ze dinn hunn, kënnen prevenéiert ginn, datt do eng méiglech Gefor besteet?“

An ech mengen, d'Aart a Weis, wéi et hei gehandhaabt gëtt an dësem Text, ass e sënnavollen, ass e ganz fragil-ilen Equiliber. De Procureur général kritt, mengen ech, ganz vill Verantwortung. An ech mengen och, datt en déi mat ganz vill Delikatess ze erfëllen huet, wéi eng, a wéi enge Fäll Informatiounen weidergi ginn. Et ass keen Automatismus. Et gëtt en Appreciationsspillraum, wat awer, mengen ech, an deem heite Fall och ganz, ganz wichteg ass, well et schonn en Ënnerscheid ass, ob et einfach eng ganz vag Denonciation ass oder ob ee schonn och zu engem ganz fréie Stadium mierkt: „Hei, do gëtt et wierklech Preuven.“ An dat ass un engem Procureur, dat mat ganz grousser Delikatess ze handhaben.

Den zweete Punkt, deen ech dozou awer och nach wollt ervirhiewen, dat ass, an dat ass jo och ee Grond, firwat mer ëmmer erëm mat esou Fäll konfrontéiert sinn, dat sinn déi onheemlech laang Prozeduren, déi mer hunn. Dat ass deen onheemlech grouse Personal-mangel, deen et nach gëtt. An dat hei soll op jidde Fall keng Excuse sinn, fir net op deene Chantiere vum Personal-mangel souwuel an der Magistratur wéi awer och an der Sektioon vun der Protection de la jeunesse vun der Police judiciaire weider aktiv ze ginn.

Ech mengen, et ass e gudd Kompromiss, deen hei fonnt ginn ass, a mir ënnerstëtzen en.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

An da geet d'Wuert un d'Justizministesch. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Et ass gesot ginn: Et ass en Article unique, deen dës Projet ëmfaasst, mee et ass awer en enorm wichteg Instrument, en enorm wichteg Instrument fir d'Preventioun a fir d'Ëmsetze vun Decisiounen.

Et ass, wéi gesot, op der enger Säit de Volet vun der Ëmsetzung vu Justizdecisiounen, well wann d'Verbueter geschwat ginn, da sinn natierlech eng ganz Rei Instanzen, déi och mussen intervenéieren, fir déi kënnen ëmzesetzen. Ech soen: e Fuerverbuet oder d'Verbuet, an enger Schoul ze schaffen. Da mussen déi néideg Instanzen och kënnen informéiert ginn. A mat dësem Projet de loi maache mer déi Kommunikatioun méiglech tëscht dem Parquet op der enger Säit an eeben deenen zoustännegen Instanzen. Mir hunn elo endlech eng Base légale geschaf.

An op der anerer Säit – an ech mengen, dat ass warscheinlech och dee vläicht méi sensibelen Deel vun dësem Projet – gi mer dem Parquet d'Méiglechkeet, weider Strofdoten ze verhënnern, well wann eng Strofdot geschitt, ass de Fokus ganz oft op der Opklärung als alleréischt. An et ass awer wichteg, dass mer, wa mer e gewëssene Stade erreecht hu vun enger Prozedur – dat heescht, et geet net duer, just eng Plainte ze hunn, mee wann eeben eng Instructioun zum Beispill op ass –, da kann een och um preventive Plang aktiv ginn. An dorëms geet et. Et soll drëm goen, Informatiounen iwwer eng lafend Instructioun zum Beispill un en Employeur ze ginn, fir datt dee kann déi néideg Mesüeren huelen, fir weider Affer ze verhënnern an d'Leit ze schützen.

An d'Verhältnismëssegkeet – an déi ass schonn e puermol ugeschwat ginn – ass natierlech evidenterweis ganz wichteg bei esou engem Projet, an dowéinst hu mer och probéiert, de Fokus op déi grav Infraktiounen ze leeën. Dat heescht, grav Infraktiounen wéi Mord oder Coups et blessures volontaires, mee awer och besonnesch d'Infraktiounen vis-à-vis vu méi vulnerabele Persounen, notamment och Jonken. Vergewaltigung ass ganz kloer och hei en Deel vum Projet, well mir hatten an der Diskussioun notamment virum leschte Summer och ganz kloer Fäll diskutéiert, wou eis och ganz kloer bewosst ginn ass, wéi wichteg esou en Text wär.

De Parquet kann also elo agéieren, wann eng Persounen ënner Verdacht steet, Sexualstroftäter ze sinn, fir déi néideg Informatiounen un déi néideg Instanzen ze ginn, fir weider Affer ze verhënnern a weider Strofdoten ze verhënnern. Méi Preventioun bedeit manner Kriminalitéit, méi Afferschutz an awer och méi Sécherheet.

An ech mengen, an ech si frou, datt mer do esou e largë Konsens heibannen hunn, datt mer déi richtig Balance getraff hunn tëschent op der enger Säit der Onschuldsvermuddung an op der anerer Säit awer och dem aktive Schutz vun eiser Gesellschaft.

Ech mengen, datt de Projet cibléiert ass doduerjer, datt e sech net op all Infractiounen bezitt, datt d'Persoun selwer informéiert ass, datt déi néideg Dispositiounen geholl sinn, fir datt den Dateschutz respektéiert gëtt. An natierlech gëtt d'Informatioun och geläscht am Fall vun engem Non-lieu oder engem Acquittement.

Ech mengen also, datt et sech vläicht an deem Sënn gelount huet, all déi Diskussiounen ze féieren, déi mer gefouert hunn. Och wann et laang gedauert huet, sinn ech wierklech frou an dankbar, dass mer elo déi Base légale hunn. An ech hoffen, datt déi Base légale et méiglech mécht, datt vill weider Affer geschützt ginn, potenziell Affer geschützt ginn.

Dowéinst merci fir dee breede Konsens. An och natierlech merci dem Rapportier fir säin exzellente Rapport an och säi Support an der Kommissioun op dësem Dossier. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7882B kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7882B⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882B et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Neestëmm, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 8669 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de l'instauration de la libération différée du capital social minimum des sociétés à responsabilité limitée

Als leschte Punkt steet de Projet de loi 8669 iwwert d'Befreiung vum Mindestkapital vu Gesellschaften mat beschränkter Haftung um Ordre du jour. Hei ass e Basismodell virgesinn. Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministeresch, et ass effektiv de leschte Projet de loi fir de Mëtteg. A bei dësem Projet geet et u sech drëm, d'Gesetz vum 10. August 1915 zu de Société-commerciales op engem ganz prezise Punkt unzepassen.

Konkreet geet et hei ëm d'SARLen, also d'Sociétés à responsabilité limitée. Bis elo ass et esou, datt bei der Grënnung vun enger SARL de Capital social minimum vun 12.000 Euro muss, wéi dat a juristeschen Termen heescht, liberéiert gi bei der Constitutioun. Fir dat an engem méi einfache Lëtzebuergesch ze soen: Déi 12.000 Euro mussen op e Bankkont abezuelt ginn an dat Abezuere gëtt da vum Nottär constatéiert an dorobberhi kann dann och normalerweis déi SARL gegrënnt ginn.

Dëse Projet gesäit elo vir, datt dëse Montant vun 12.000 Euro zwar nach ëmmer an de Statute muss festgehalen ginn, mee net méi onbedéngt bei der Grënnung komplett oder iwwerhaupt muss abezuelt

ginn. Dat muss elo just bannent engem Delai vun héchstens zwielef Méint gemaach ginn.

D'Iddi hannert dësem Projet ass eigentlech eng einfach. An der Praxis, a mir hu jo schonn oft genuch och op dëser Plaz dervu geschwat, gëtt et ëmmer méi oft Verspéidungen, well, fir eng SARL ze grënnen, natierlech muss fir d'éischt e Bankkonto opgemaach ginn. An Dir wësst, dat kann daueren, dat ka souguer heiansdo ganz laang daueren.

Mat dësem Projet wëlle mer also elo de Leit, déi an Zukunft esou SARLe wëlle grënnen, méi Flexibilitéit ginn an hinnen och d'Grënnung vun sou enger SARL weesentlech méi einfach maachen.

De Projet gouf de 16. Dezember 2025 vun der Justizministeresch deposéiert an ass dono an d'Justizkommissioun verwise ginn. Am Laf vun den Aarbechte sinn eng ganz Rei vun Avisen erakomm: den Avis vum Conseil de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg vum 4. Februar 2026, dee vun der Chambre des Métiers vum 23. Februar 2026, dee vum Staatsrot de 24. Februar 2026, dee vun der Chambre des Notaires vum 26. Februar 2026 a schlussendlech dee vun der Chambre de Commerce vum 5. Mäerz 2026.

No enger ganzer Serie vun Amendement-parlementairen ass et dann nach en Avis complémentaire souwuel vun der Chambre de Commerce wéi vum Staatsrot erakomm an de Rapport ass schlussendlech den 23. Abrëll 2026 an der Justizkommissioun ugeholl ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Februar 2026 de Projet guttgeheescht an a sengem Avis complémentaire vum 27. Mäerz huet de Staatsrot dann och nach eng Kéier bestätegt, datt déi parlamentaresch Amendementer senge Bemierkunge géifen entsprechen an huet dann och géint déi adaptéiert Versioun vum Projet de loi keng weider Objektivitéit méi gehat.

D'Chambre des Notaires, an dat ass eigentlech och deen eenzegen Avis, dee méi kritesch war, huet sech an hirem Avis vum 26. Februar artikuléiert an och d'Chambre des Notaires huet unerkannt, datt et an der Praxis reell Problemer bei der Grënnung vun de Gesellschaften a ganz besonnesch och vun den SARLe gëtt, virun allem, wat d'Ouverture vun engem Bankkonto ugeet.

D'Chambre des Notaires huet awer drop higewisen, datt de Projet dës Schwierigkeeten net onbedéngt léist, mee éischer eng aner praktesch Approche dozou schafft. Hir Haaptgedanke louchen am Beräich vun der Lutte contre le blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus. D'Chambre des Notaires wëllt dann och haaptsächlech sécherstellen, datt am Fall vun enger Libération différée nach ëmmer kloer an zuverlässeg ka kontrolléiert ginn, wou d'Fongen dann hierkommen. Fir si ass och do d'Roll vum Nottär e bëssen onkloer gewiescht.

No dem Avis huet d'Justizkommissioun decidéiert, eng Entrevue mat de Vertrieeder vun der Chambre des Notaires ze maachen. Déi Entrevue huet de 16. Abrëll 2026 stattfonnt. Do huet d'Chambre des Notaires och hiren Avis nach eng Kéier virgestallt an ass och do nach eng Kéier op déi verschidde Punkten agaan. Ech muss allerdéngs soen – ech weess elo net, wéi deenen anere Kolleegen hiert Gefill war – dat heescht, do konnten awer eng ganz Rei vu Problemer trotzdeem zefriddestellend Äntwerte kréien.

An dësem Projet geet et a sech ëm eng ganz limitéiert Reform, déi d'Grënnung vun enger SARL eigentlech méi flexibel maache soll, ouni dobäi déi néideg Sécherheeten opzeginn.

Ech fannen, datt mer och, gradesou wéi bei deem Projet virdrun, hei eigentlech e gudden Kompromiss

fonnt hunn zwëschen op där enger Säit d'Saache méi einfach a méi schnell ze maachen, op där anerer Säit awer eng gewësse juristesche Sécherheet ze garantéieren. An duerfir wär ech dann och frou, wann dëse Projet de loi géif eng ganz grousse Majoritéit an dësem Haus kréien.

Discussion générale

Domadder wär ech fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport, géif dann awer nach ganz schnell och nach eng Kéier d'Kap vum mandatéierte Spriecher vu menger Partei ugoen, fir fir d'éischt festzustellen, an dat erfreet mech, datt dat heiten eigentlech emol eng Kéier e konkreet Beispill vun administrativer Vereinfachung ass.

Mir schwätze permanent dovun, datt mer mussen d'Prozedure méi einfach maachen. Hei geschitt dat. Dat ass wuel elo keng Revolutioun, mee fir déi Leit, déi an Zukunft esou SARLe grënnen – an dat sinn der trotzdeem ganz vill an dësem Land –, wäert et weesentlech méi einfach goen, well se eeben net méi dorop ugewise sinn, hire Bankkonto opzemaachen, mee dat da kënnen innerhalb vun deem Joer maachen, wou se dann och mussen de Minimum u Kapital vun 12.000 Euro abezuelen.

Zweet Remark: Natierlech ass dat heite keng Solutioun fir déi ganz Problematik vun de Bankkonten, déi leider Gottes nach wie vor ganz akut ass an déi een och elo net op engem eenzege Punkt ka léisen. Ech wëll elo haut de Mëtten net méi déi ganz Diskussioun nach eng Kéier féieren. Mir hunn dat scho ganz oft gemaach. Ech erkennen och un, datt souwuel vum Finanzminister wéi och vum Regulateur, der CSSF, wéi och vu ganz ville concernéierte Parteien an deene leschte Wochen a Méint ganz vill Efforte gemaach ginn, mee et muss enger trotzdeem nach feststellen, datt et trotzdeem haut nach komplizéiert a laangwiereg ass, Bankkonten opzemaachen. Dat betrëfft net nëmme Privatpersounen. Dat betrëfft och ganz vill Entrepreneuren. Et betrëfft och leider Gottes ganz vill ASBlen an ONGen, déi haut schrecklech Problemer hunn, sou e Bankkont opzemaachen.

Ech géif hei awer trotzdeem der Justizministeresch e ganz grouse Merci soen. Ech mengen, ech hunn et virdu gesot: Hei ass e konkreet Beispill, wéi een op eng relativ einfach Manéier zumindest engem klengen Deel vu Mënschen hiert administratiiv Liewe méi einfach maache kann. An duerfir wäert och meng Fraktioun dësem Projet mat grousser Begeeschtung hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci och, Här Mosar, fir Äre schréfflechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwenen Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt vill Saachen, déi e jonken Entrepreneursgeescht kënnen bremsen. Heiansdo zweifelt ee selwer un der eegener Iddi. Heiansdo schéngt et net de richtege Moment ze sinn. Dacks feelt och de Courage, fir den éischte Schratt ze maachen.

Dat sinn esou schonn eng ganz Rëtsch Erausforderungen. An an dësen Zäite kommen der leider nach derbäi: wirtschaftlech Onsécherheet, héich Käschten, ëmmer méi grousse Konkurrenz an enger Welt, déi sech konstant an ëmmer méi verännert.

Net alles kann d'Politik esou einfach léisen. U wat et awer net sollt scheitern, sinn onnéideg an/oder kënschtlech Hürden, Steng, déi mir de jonken Entrepreneure selwer an de Wee leeën.

Wa mir eis Initiativ, Innovatioun a Verantwortung wënschen, da mussen mir och de passende Kader dofir

schafen. Genee dat ass eis Aufgab als Politick. A genee dat maache mir haut mat dësem Projet. Et handelt sech heibäi net ëm eng spektakulär Reform, an ech mengen, de Rapporteur huet et och selwer gesot.

Mee dës geziilt Upassung wäert fir vill Leit e reellen Ënnerscheid maachen. Konkreet geet et drëms, méi Flexibilitéit bei der Grënnung vun enger SARL ze schafen. D'Liberatioun vum soziale Mindestkapital vun 12.000 Euro muss elo net méi integral direkt bei der Grënnung, mee innerhalb vun engem Joer geschéien. Mir hunn et elo grad och scho vun eisem Rapporteur héieren, deen eis d'Detailer, wéi ëmmer, exzellent duergeluecht huet, an ech soen him och do fir Merci.

Doduerch ginn eng Rei praktesch Problemer geléist. Een dovun ass sécherlech d'Ouverture vun engem Bankkonto, déi sech gären iwwer Méint zéie kann.

Här President, mir maachen eis awer näischt vir: Fir grouss Gesellschafte wäert sech duerch dës Projet net fundamental vill änneren. Dat gouf och nach eng Kéier an engem Echange mat der Chambre des Notaires dättelech. Mee fir déi kleng mécht et e groussen Ënnerscheid. Ënner anere fir jonk Entrepreneuren, fir Klengbetriber, fir Startuppen, déi am Ufank vläicht nach net déi néideg Moyenen hunn, kann dëst genee dee Spillraum schafen, dee si brauchen.

Dat ass och net nëmme am Intressi vum Einzelnen, mee am Intressi vun eis alleguer, well mir dierfen och net vergiessen: Dat ass eng Fro vun eiser Kompetitivitéit. Lëtzebuerg ass houfreg op seng Wirtschaft, op seng Innovationskraaft, op seng Talenter. Mee mir mussen och eppes dofir maachen, fir attraktiv ze bleiwen. An do kënne mir eis et net leeschten, méi schwéierfällg ze si wéi eis Nopeschlänner. Wann et anzwousch anescht méi séier, méi einfach oder och méi bëlleg geet, da lafen eis d'Leit hei séier fort.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dofir selbstverständlech dësse Projet. Mir hunn eis nach ëmmer derfir agesat, dat Lëtzebuerg e Land bleift, an deem jiddereen eppes opbaue kann. E Land, an deem Courage belount gëtt.

Selbstverständlech geet et hei awer net drëms, blann ze liberaliséieren. Mee dat mécht dësse Projet jo och net. En zitt kloer Grenzen a setzt e verantwortungsvolle Kader. D'Responsabilitéit bleift kloer bei der Gesellschaft an d'Transparenz ass duerch d'Publikationspflicht vum nach net vollständneng liberéierte Kapital garantéiert.

Selbstverständlech muss een och am A behalen, wéi sech dat an der Praxis entwéckelt, mee wéi och de Staatsrot festgehalen huet, ännert dësse Projet näischt Grondsätzlech an de Kontrollmechanismen oder an der Lutte géint de Blanchiment.

Aus dësse Grënn roden ech op alle Fall menger Fraktioun, dësse Projet matzestëmmen. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. D'Wuert huet elo den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, wann ee gäre jonk an nei Klengbetriber am Land hätt, wann ee wëll, dass nei Klengbetriber sech hei am Land grënnen, da muss och d'Politick derfir suergen, dass deene concernéierte Leit hei effektiv e Gesetzesprojet hanerluecht gëtt, deen hinnen effektiv eng Rei Vereinfachunge bréngt.

Dat maache mer och deementspreechend mat der Liberatioun vum Kapital iwwert déi zwielef Méint, déi se Zäit hunn. Dat ass also eng kloer Vereinfachung.

Et ass awer och eng pragmatesch a praktesch Äntwert op eng real Problematik. Mir hunn héieren, dass et dacks schwéier ass bei der Grënnung vun enger SARL, och direkt e Bankkonto opzemaachen an och déi administrativ Schrëtt kënnen ofzeschleissen. Et verschafft also engersäits e gewëssenen Ootmungsraum, Handlungsraum fir déi concernéiert Associéien an awer och eng weider Sécherheet. Ënner deene Voraussetzungen droe mer als LSAP dësse Projet mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Wuert huet elo den Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Text, iwwert dee mir haut ofstëmmen, huet also als Haaptzil, d'Grënnung vun SARLEN, Sociétés à responsabilité limitée, ze vereinfachen. Konkreet soll et méiglech ginn, d'Liberatioun vum soziale Kapital bis zu 12.000 Euro net méi direkt bei der Grënnung ze erfëllen, mee bannent enger Frist vun zwielef Méint no der Grënnung.

D'Motivatioun hannert dëser Moosnam ass kloer. Si reagéiert op déi aktuell Problematik ronderëm d'Opmaache vu Bankkonten. An der Praxis huele Banken dacks vill Zäit an Usproch, eier e Betrib iwwerhaapt e Konto huet, dee fonctionéiert. Dës Situatioun ass allerdéngs keen Zoufall an huet domadder ze dinn, dass d'Banke genee wéi Nottären un ëmmer méi streng a komplex Reglementatioune gebonne sinn, besonnesch am Beräich vun den Antigeldwäsch- an Know-your-customer-Flichten.

Och wann et wichteg ass, eis Wirtschaft ze stäerken an och klengen Entrepreneuren d'Méiglechkeet ze ginn, eng SARL, also e Betrib ze grënnen, stellt sech awer eng zentral Fro: Ass dësse Gesetzestext wierklech déi eenzeg an och déi bescht Léisung, fir dëst Zil ze errechen?

D'Chambre des Métiers weist drop hin, dass d'Banken dacks ze lues reagéieren, wat déi operativ Aktivitéite vun de Betriber hënnert. Weider ënnersträicht si, dass d'Betriber an der Praxis op en operationelle Bankkonto ugewise sinn, soudass déi wuel gutt gemengt Moosnam déi besote Problematik ëm d'Opmaache vu Bankkonten allerdéngs net léist.

Fir de Problem ze léisen, wier et der Chambre des Métiers no méi sënnvoll, wann d'Banken hir Roll als verlässleche Wirtschaftspartner géife stäerken, andeems si méi transparent, proportionéiert a previsibel Prozeduren aféieren, déi souwuel am Intressi vun de Betriber si wéi och vun der nationaler Economie.

Dann huet d'Chambre des Notaires an hirem Avis vum Februar vun dësem Joer eng éischer zréckhalend Positioun zum virleiede Gesetzestext ageholl, deen an hiren Aen éischer de Problem ëmgeet, wéi en ze léisen. D'Chambre des Notaires hat doropshin an der zoustänneger Justizkommissioun d'Geleeënheet kritt, hir Bedenken an Iwwerleeungen nach emol konkret duerzleeën. Och méiglech Abusen an Kader vum Gesetzesprojet sinn dobäi ugeschwat ginn. Dat, well dësen Text Méiglechkeete schafft, fir déi nei Reegelen ze ëmgoen, soudatt dësse Projet d'Aarbecht am Beräich vun der Bekämpfung vu Geldwäsch fir d'Nottären an d'Banken net onbedéngt méi einfach mécht a si virun zousätzlech Erausforderunge stellt.

Als ADR si mir kloer derfir, dass zu Lëtzebuerg d'Grënnung vun neie Betriber aktiv gefërdert gëtt. Gläichzäiteg ass et eis wichteg, dass de gesetzleche Kader net nëmme am Pabeier gutt ausgesäit, mee och an der Praxis kohärent, verständlech an effikass kann ëmgesat ginn.

Mir als ADR stëmmen dësse Gesetzesprojet trotz einzelne Bedenke mat a recommandéieren awer

der Regierung, eng ëmfaassend Evaluatioun vum Gesetz ee Joer no sengem Akraafftrieden duerchzeféieren. Dës Evaluatioun soll virun allem opweisen, wéi vill Gesellschafte duerch dësen neie gesetzleche Kader effektiv gegrént goufen an awéiwäit et zu méiglechen Abuse komm ass.

Bon, d'Ministesch fënn dat ganz witzeg. Ech hoffen awer, dass Der eiser Doleance Rechnung drot, Madamm Minister. Voilà, esou eng Evaluatioun, dat misst jo machbar sinn. Also, nëmme esou kënne mir och eiser Meenung no, wann néideg, déi passend legislativ Upassung virhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn, an effektiv, de Projet de loi äntwert op eng Problematik, déi mer all kennen, déi dem Rapporteur vun dësem Projet och ganz, ganz staark um Häer läit, déi awer net onbedéngt elo – wéi soll ech soen? – reng duerch deen heiten Text geléist gëtt.

Ech weess, de Finanzminister ass ënner Ärer Motivatioun och um Ball, an ech denken, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass et wichteg wär, dass de Problem do géif geléist ginn, éischer wéi elo hei, well et stelle sech awer an der Praxis eng ganz Rëtsch Froen.

Mir haten déi och mat den Nottären zum Beispill diskutéiert, déi haten e ganz kriteschen Avis, hunn awer selwer och net elo eng besser Léisung kënne proposéieren an der Kommissioun.

Also, mir wäerten den Text jiddwerfalls mat stëmmen, well mer der Meenung sinn, dass et op d'mannst eng punktuell Äntwert ka si fir dee Problem, dee sech stellt, mee et sinn effektiv Risiken, déi domat verbonne sinn. An duerfir si mir och Demandeur, dass dat awer ganz enk suivéiert gëtt, well mer jo net wëllen, dass mer elo hei zwar eng Simplificatioun stëmmen, déi herno awer da kann als Konterpartie hunn, dass mer eis vulnerabel maachen um Niveau vum GAFI, dass et och vläicht – dat stoung emol am Raum am Avis vun den Nottären – Problematike gëtt fir Creancier, fir Suen ze recuperéieren. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, déi mer natierlech net wëllen.

Et muss een elo ganz genau kucken: Ginn elo eventuell Abuse gedriwwen mat där neier Propos? Dat kann ee jo net ëmmer sou honnertprozenteg vorausgesinn. Mir wäerten op alle Fall Demandeur sinn, dass mer an enger Zäitchen nach eng Kéier de Point maachen, wéi dat heite sech auswierkt, wéi vill heirop zréckgegraff gëtt an och wat vläicht potenziell negativ Erfahrungen domat sinn.

Op alle Fall ass e reelle Besoin do. Duerfir kritt Der och natierlech eisen Accord. Et ass mer e bësse gaang wéi dem Här Clement virdrun. Et hätt een elo kënnen effektiv eng Motioun deposéieren fir eng Evaluatioun, mee ech denken, dass mer dat am Dialog kënnen an der Kommissioun zesumme maachen. Ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Fir et kuerz ze maachen, ass dat heiten e Projet, dee sécherlech op eng ganz Rëtsch Froen a Problematiken äntwert. Ech mengen, dass en awer net onbedéngt op all d'Froen äntwert. Dat hunn de Rapporteur an och e puer vun de Virriedner jo schon ugeschwat. En äntwert net op d'Fro: Wéi kréie mer Bankkonten erbäi fir Firmen, déi haut e Problem hunn, e Bankkonto opzemaachen? En äntwert vläicht op d'Fro: Wéi

kréie se dat an där richteger Zäitschinn hin, fir dat se net blockéiert sinn, fir hire Projet ze starten? Dat ass vläicht bei engem Handwierksbetrib, bei engem klengen Independant, definitiv de Fall, datt een d'Zäitschinn acceleréiere kann.

Ech mengen, datt deen heite Projet ganz aner Konstrukter viséiert wéi den Handwierker oder den Independant, deen eng kleng Aktivitéit wëll lancéieren. Hei schwätze mer vu strukturéierte Produiten och zum Deel, déi natierlech iwwer SARL strukturéiert ginn, wou et elo an Zukunft méi einfach gëtt, well een net méi muss den Dag selwer, wou ee bei den Nottär geet, oder virdrun d'Suen abezuelen. Mir sollten hei eis och éierlech an d'Ae kucken a soen: Dat heiten ass net nëmmen eppes, wat mer fir den Artisanat oder fir d'Independanten zu Lëtzebuerg maachen. Dat heite maache mer och fir d'Finanzplaz.

Et gëtt awer, mengen ech, elo wierklech näischt, wat géint dese Projet schwätzt. All déi Kriticken, déi vun den Nottären ubruecht goufen, hu sech fir mech ëmmer e bësse gelies, als wäre se immens pro domo geschriwwen: Angscht, datt d'Notariat géif geschwächt ervirgoen, datt mer iergendwann eng Kéier kéinten op d'Iddi kommen, d'Notariat opzemaachen. Mee jo, soyons fous! Kommt, mir maachen dat endlech, well och dat ass e Bottleneck an onnëtz Käschte bei der Constitutioun vu Sociéitéten. Och do misst ee sech iwwerleeën, ob een net méi a Richtung SARL-S geet an d'Notariat opmécht. Domat maachen ech mech elo onbeléift bei den Nottären, mee bref.

Dat gesot, ginn d'Piraten hiren Accord fir dese Projet. Et ass e kleng Steen um Wee, fir dat Ganzt ze vereinfachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir ginn eisen Accord net zu deemem Projet de loi, well den Här Clement huet virdrun eppes ganz Wichtiges gesot: Hei gëtt da vu Startuppen a jonken Entrepreneure geschwat. D'Chambre des Métiers selwer seet, hei géif et am Fong net ëm d'Économie réelle goen, mee hei géif et ëm d'Finanzplaz goen, ëm Finanzinstrumenter, notamment Sociétés de gestion de patrimoine familial, déi dann elo ouni d'Obligatioun, déi bei de Banken decouléiert, fir d'Hierkonft vun de Fongen ze kontrolléieren, an déi och net der CSSF ënnerleien, da schon operéiere kënnen. An d'Gefor vun Abusen ass an eisen Aen ze grouss. A virun allem ännert et näischt um Problem selwer, nämlech der Dauer, fir Bankkonte kënnen opzemaachen. Alles dat zesumme bréngt eis dozou, deem heiten net eis Zoustëmmung ze ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

An elo huet d'Madamm Justizministesch d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Jo, et geet also hei drëm, d'Grënnung vun SARL'en ze vereinfachen. D'SARL gi ganz vill benotzt, jo, vun alternativen Investitiounen, mee awer och vun de Startuppen. Dat heescht, et ass och am Interêt vu jonken Entrepreneuren, dass mer des Reform maachen. Et geet natierlech drëm, och d'Flexibilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuurger Finanzplaz ze stäerken.

Wat war am Fong e bëssen de Constat? Ben, de Constat war, dass mer an der Praxis feststellen, dass

d'Grënnung vun enger SARL ganz oft verzögert gëtt duerch eeben déi Problematik bei der Opmaachung vun de Konten, déi eisem Rapporteur jo ganz um Häerz läit.

Deen zweete Constat war och, datt eis aner europäesch Noperen am Fong vill méi flexibel Regimier hunn, sief et Frankräich, Däitschland, d'Belsch oder Holland.

An deen drëtten Constat war, datt mir och zu Lëtzebuerg bei anere Gesellschaftsformen och méi Flexibilitéit hunn, soudatt mer eis eigentlech d'Fro gestallt hunn: Firwat bleiwe mer bei deem System, dee mer hunn, a firwat probéiere mer net, e bësse méi Flexibilitéit hei eranzebréngen, besonnesch wa mer wëssen, datt mer doduerjer kënnen e bëssen eng Erliichterung op anere Plaze schafen, nämlech déi, méi Zäit ze hunn, all déi Formalitéite bei der Bank ze maachen?

Bon, ëm wat geet et? Natierlech bleift déi obligatoresch a vollstänneg Souscriptioun vum Kapital bestoen, mee et ass eeben d'Liberatioun vum Kapital, déi bis zu zwielf Méint ka verréckelt ginn. An et geet hei haaptsächlech ëm d'Apport-en-numéraires. D'Statute vun der Gesellschaft mussen ganz kloer och d'Modalitéite vun der Liberatioun virgesinn.

Eng Rei vun Iech hunn de Risk vun Abusen och hei an d'Feld gefouert. Mir sinn awer der Meenung, datt et eigentlech Äntwerte gëtt op all déi Problematiken, doduerjer datt d'Grënner och solidaresch responsabel si fir d'Liberatioun vun deemem Montant, datt hiert Stëmmrecht och suspendéiert ass, wann en Appell do war vum Conseil de gérance, dat heescht, datt se eigentlech kee Stëmmrecht hu bis dohinner, an datt och eng Rei Dispositiounen am Text sinn, fir d'Publicitéit ze garantéieren, doduerjer datt et eeben am Grënnungsakt steet, dass och eng Lëscht vun deenen Associéien, déi nach net bezuelt hunn, mam Bilan publizéiert gëtt an deementspreechend och am Extrait RCS ze fannen ass.

Mir sinn och der Meenung, datt et absolutt näischt ännert un den AML-Kontrollen, well fréier oder spéider gëtt e Kont opgemaach a fréier oder spéider wäerte Sue fléissen iwwer de Kont. An do huet d'Bank nach strictement genau déi selwecht Obligatiounen, d'Hierkonft vun dese Suen ze präiwen. Dat heescht, mir gesinn do wierklech keen Argument, well d'Gesellschaft eebe souwisou iergendwann eng Kéier déi Sue muss bréngen an da mussen déi Kontrollen och gemaach ginn.

An natierlech kann an där Zäit, bis dee Konto dann op ass, tatsächlech e Creancier eng Saisie maachen, mee e kann d'Saisie jo och op der Creance selwer maachen. Dat heescht, d'Creance ass Deel vum besteende Patrimoine vun der Gesellschaft, soudatt mer der Meenung sinn, datt mer hei awer eng ganz Rei Mechanismen en place hunn, déi potenziell Abuse verhënnern. Den Text huet och evoluéiert am Laf vun der Zäit. An ech mengen och hei, datt mer déi richteg Balance fonnt hunn.

Mir kënnen ganz gären en Echange hunn an engem oder zwee Joer. Ech mengen, do brauche mer de Retour och vun den Acteuren vum Terrain doriwuer, wat des Reform mat sech bruecht huet. Dat, wat sech net ännert, ass d'Zuel vun de Gesellschaften, déi kreéiert ginn. Dat war och net d'Zil vum Projet de loi. Mee d'Zil war, et eebe méi einfach ze maachen. An dorëms geet et. An déi Fro, déi mer eis gemeinsam an der Kommissioun musse stellen, ass: Ass et dann elo méi einfach ginn, an am Fall, wou eventuell Contestatioune

waren? Ass de Creancier nach ëmmer gutt geschützt? An do kënnen mer ganz gären, a wa mer dat sënnavoll fannen, an engem, zwee Joer en Echange hunn.

Op alle Fall merci fir dee grouse Support an e ganz besonnesche Merci och un de Rapporteur, deen natierlech ëmmer och e groussen Défenseur ass vun der Simplification administrative. An ech mengen, haut hu mer gemeinsam eppes dozou bäigedroen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass dann d'Diskussioun zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8669. Den Text steet am Document parlementaire 8669^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8669 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Kënn Der wannechgelift nach eng Kéier kucken ... Ok. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen géint 2 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt), Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Paul Galles), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closeron, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Fred Keup) ;

Mme Djuna Bernard (par Mme Sam Tanson), M. Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.30 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Adéquation des conventions de financement conclues avec les ONG actives dans la protection de l'environnement	3390	David Wagner, Marc Baum	72	Projet Green Events	3621	Dan Biancalana	84
Poursuite des transferts de données à caractère personnel vers les autorités fiscales des États-Unis	3463	Laurent Mosar	73	Shigellose au Cap-Vert	3622	Yves Cruchten	85
Nordstad-Lycée	3539	André Bauler, Barbara Agostino	74	Rétroactivité des certificats de maladie dans le secteur communal	3623	Marc Goergen	85
Utilisation et risques des antihistaminiques à effet sédatif au Luxembourg	3563	Alexandra Schoos	74	Évolution du chômage résidentiel	3624	Marc Goergen	85
Retraite progressive	3582	Mars Di Bartolomeo	75	Exposition d'art à Venise	3625	Marc Goergen	86
Règles concernant la location d'immeubles par les communes dans le cadre de la stimulation de l'activité économique locale	3603	Marc Goergen	76	Gestion du personnel à l'Université du Luxembourg	3626	Liz Braz, Paulette Lenert	86
Aides de l'État aux ONG en 2025	3604	Fred Keup	76	Suivi de la motion sur la Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)	3627	Paulette Lenert	86
Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau au Luxembourg	3605	Michel Lemaire	76	Retrait d'enseignants du secondaire classique pour les classes CLIIA et ACCU	3628	Fred Keup	87
Frais de commission des intermédiaires ou agences immobilières	3606	Marc Goergen	77	Avertisseurs de radars	3629	Marc Hansen	88
Stratégie nationale DAB+ et avenir du paysage radiophonique luxembourgeois	3607	Dan Hardy	78	Chute du prix du lait	3630	Marc Goergen	89
Inclusion des enfants en situation de handicap dans les activités extrascolaires et de loisirs	3608	Nathalie Morgenthaler	78	Réduction des prix d'électricité pour les ménages et les entreprises	3631	Joëlle Welfring, Sam Tanson	89
Lutte contre le frelon asiatique et soutien aux particuliers par les communes	3609	Claire Delcourt	79	Présidence du TICE	3632	Marc Goergen	90
Évolution récente de la production de logements au Luxembourg	3610	Yves Cruchten, Paulette Lenert	80	Répercussions des arrestations liées aux stupéfiants sur la population carcérale	3633	Laurent Mosar, Maurice Bauer	90
Création et suppression de postes au Ministère des Affaires étrangères	3611	Yves Cruchten	80	Attribution du titre de « ville »	3635	André Bauler	91
Évacuations médicales depuis Gaza vers le Luxembourg	3612	Yves Cruchten, Franz Fayot	80	Reprise de la société Payconiq par l'entreprise Buckaroo	3636	Franz Fayot	92
Recommandations sanitaires pour les établissements accueillant des personnes vulnérables	3613	Ben Polidori, Mars Di Bartolomeo	81	Système de paiement immédiat direct (PID)	3637	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	92
Nouvelles règles israéliennes et accès humanitaire à Gaza	3614	Yves Cruchten, Franz Fayot	81	Nomination d'un nouveau directeur de la Spuerkeess	3638	Diane Adehm	93
Obligations du Luxembourg au titre de la Convention sur le génocide concernant Gaza	3615	Yves Cruchten, Franz Fayot	81	Incidents impliquant des appareils de la compagnie aérienne nationale Luxair	3640	Liz Braz, Yves Cruchten	93
Conséquences des sanctions américaines contre la CPI au Luxembourg	3616	Yves Cruchten	82	Introduction de tasers au sein de la Police grand-ducale	3641	Dan Biancalana	94
Dysfonctionnements au Centre national de l'audiovisuel	3617	Marc Baum	82	Contrats à durée déterminée	3642	Marc Baum	95
Implications de l'arrêt n° 00195 du 24 octobre 2025 de la Cour constitutionnelle	3618	Marc Baum	83	Répartition des revenus des ménages	3643	Yves Cruchten, Franz Fayot	95
État d'avancement de l'inventaire national du patrimoine architectural	3619	Alexandra Schoos	84	Réutilisation de l'ancienne gare d'Ettelbruck pour le Musée national des chemins de fer à Pétange	3645	Marc Goergen	96
Aide financière pour les personnes souffrant d'incontinence	3620	Alexandra Schoos	84	Sécurité du personnel accompagnant des CFL	3646	Marc Goergen	96
				Situation et gouvernance du Laboratoire national de santé (LNS)	3647	Dan Biancalana	97
				Courriers syndicaux adressés au Premier ministre	3648	Taina Bofferding	97
				Gardiennage pour les CFL	3654	Marc Goergen	97
				Nouveaux appels d'offres relatifs à l'exploitation de plusieurs lots du réseau urgente	4140	Meris Sehovic	98
				RGTR Résiliation des contrats des producteurs laitiers luxembourgeois par Lactalis urgente	4156	Jeff Boonen	99

Adéquation des conventions de financement conclues avec les ONG actives dans la protection de l'environnement | Question 3390 (05/01/2026) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

Un article récemment publié par un hebdomadaire luxembourgeois fait état de difficultés financières rencontrées par une importante organisation non gouvernementale (ONG) active dans le domaine de la préservation de la biodiversité. Selon cet article,

ces difficultés pourraient aller jusqu'à remettre en cause la convention collective couvrant actuellement les trois entités regroupées sous l'égide de cette ONG.

L'ONG mentionnée dans cet article est liée, à l'instar d'autres organisations actives dans le domaine de la protection de l'environnement, par des conventions notamment avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Ces conventions

déterminent les missions de l'ONG signataire ainsi que leurs moyens de mise en œuvre. Elles sont limitées notamment dans la durée et visent à la fois à couvrir une partie des frais de fonctionnement de base des organisations concernées et à financer des projets spécifiques proposés par celles-ci et approuvés par le ministère compétent.

Or, il ressort des informations relayées que la dotation destinée au financement des frais de fonctionnement de

cette ONG n'aurait pas été revue à la hausse depuis une vingtaine d'années. Elle ne tiendrait dès lors ni compte de l'évolution du coût de la vie, ni des mécanismes d'indexation des salaires. Cette situation aurait pour conséquence une érosion progressive de la marge de manœuvre financière de l'organisation concernée.

Dans la mesure où ces difficultés financières ne sembleraient pas se limiter à l'ONG mentionnée dans l'article précité, mais concerneraient plus largement les capacités de planification financière des plusieurs grandes organisations conventionnées actives dans le domaine de la protection de l'environnement, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi qu'à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien de conventions le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a-t-il actuellement conclues avec des organisations non gouvernementales ? Pourriez-vous en détailler le nombre par type, ainsi que leur durée respective et les conditions qui s'y appliquent ?

2) Comment les dotations de fonctionnement octroyées par le ministère dans le cadre de ces conventions ont-elles évolué dans le passé ? Est-il exact, comme le suggère l'article précité, que ces dotations ne sont pas automatiquement adaptées à l'évolution du coût de la vie et aux mécanismes d'indexation ?

3) Quel est, en moyenne, le taux du supplément pour coûts indirects par projet accordé par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité dans le cadre des conventions de projet conclues avec des ONG relevant de ses compétences ?

4) Comment ce niveau de prise en charge des coûts indirects se compare-t-il à celui appliqué dans le cadre des conventions de projet conclues par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, respectivement par le Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, avec des ONG ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il une revalorisation des dotations de fonctionnement octroyées aux ONG actives dans la protection de l'environnement et/ou une adaptation des suppléments pour coûts indirects dans le cadre des conventions de projet, afin de tenir compte de l'évolution des charges structurelles de ces organisations ?

6) Plus généralement, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre afin de renforcer la stabilité et la viabilité financières des ONG conventionnées avec son Ministère, de manière à leur permettre d'assurer durablement leurs missions d'intérêt général et de garantir des conditions de travail adéquates à leur personnel ?

Réponse (13/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB) gère 85 conventions conclues avec 34 organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de la protection de l'environnement, de l'action climat et de la lutte contre la perte de la biodiversité. Ces conventions cadrent le

périmètre et les modalités de prise en charge des subventions accordées. Ces subventions consistent en des participations financières pour lesquelles le bénéficiaire a l'obligation de rendre compte de l'utilisation via un rapport d'activités et un rapport financier, à minima annuellement.

Le ministère accorde deux types de subventions :

1. Les subventions de fonctionnement qui permettent de financer la gestion courante et globale d'une structure (essentiellement associative et/ou d'intérêt général), conformément à son objet social. Ce type de subvention peut être renouvelable.

2. Les subventions par action qui permettent de financer une activité ou un projet spécifique mené par le bénéficiaire de l'aide. Ce type de subvention est alloué pour soutenir une action compatible avec les orientations du ministère, dans une logique partagée d'intérêt général. L'aide est alors conditionnée au bon fonctionnement de cette activité ou de la réalisation du projet.

Les subventions sont majoritairement des subventions pluriannuelles. Elles portent généralement sur une période de 2 à un maximum de 4 ans en fonction de l'activité financée et du cadre légal de la source de financement, ainsi que de la programmation budgétaire pluriannuelle. Cette approche est notamment motivée par :

- le constat que certaines activités ne peuvent pas produire de résultats en une seule année ;
- la volonté de garantir la stabilité des partenariats.

ad 2) Le principe du financement est que les frais ne sont que partiellement pris en charge pour encourager les bénéficiaires à diversifier leurs sources de revenus.

Dans la continuité de ce principe, les subventions de fonctionnement ne font pas l'objet d'une adaptation automatique/systématique à l'évolution du coût de la vie et aux mécanismes d'indexation. Elles peuvent néanmoins faire l'objet de révisions à la hausse si la programmation pluriannuelle budgétaire le permet (cf. point 6)).

Quant aux subventions par action, la hauteur de la subvention annuelle varie en fonction des activités ou du projet spécifique mené par le bénéficiaire durant une année donnée.

ad 3) Un taux de « supplément pour coûts indirects » (taux d'overhead) est prévu par les conventions par projet. Il est dégressif en fonction de l'envergure financière de la convention et s'applique sur les coûts directs réels du projet. Le barème des taux d'overhead en vigueur est le suivant : ↑

ad 4) Chaque ministère définit et met en œuvre sa propre politique en matière de subventionnement et d'attribution de participations financières, en fonction de ses priorités stratégiques, de son cadre réglementaire et des crédits budgétaires qui lui sont alloués.

ad 5) Le bénéficiaire a la possibilité de demander une prise en compte de l'inflation ou de l'évolution des coûts salariaux en introduisant une demande de révision des budgets prévisionnels. La prise en charge est plafonnée en fonction de la disponibilité des crédits budgétaires dans le contexte de la programmation pluriannuelle budgétaire.

Ceci fait partie des mesures structurantes dont question au point 6) ci-dessous.

ad 6) Pour renforcer la stabilité et la viabilité financières des ONG conventionnées avec le MECB, plusieurs mesures structurantes sont implémentées, à savoir :

- inclure au niveau des différentes conventions des objectifs et des moyens majoritairement pluriannuels offrant aux bénéficiaires une prévisibilité budgétaire ;
- la possibilité d'intégrer une indexation partielle des participations financières sur l'inflation ou sur l'évolution des coûts salariaux au niveau des propositions budgétaires initiales ;
- un calendrier de virement avec des avances sur le premier trimestre de l'exercice (et le cas échéant une seconde avance en cours d'année) pour limiter les difficultés de trésorerie ;
- l'organisation de concertations régulières entre le MECB et les ONG, notamment dans le cadre des comités de suivi ;
- la mise en place d'indicateurs clairs, coconstruits, afin d'évaluer les missions d'intérêt général sans surcharge administrative ;
- le soutien à la diversification des sources de financement notamment en ayant recours aux fonds européens ;
- l'accompagnement en gestion financière et en planification budgétaire.

Poursuite des transferts de données à caractère personnel vers les autorités fiscales des États-Unis | Question **3463** (14/01/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Par une décision exécutoire du 24 avril 2025 (décision n° 79/2025), l'Autorité de protection des données belge a jugé que les transferts de données opérés dans le cadre de l'accord FATCA ne respectaient pas plusieurs exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment en matière de proportionnalité, de minimisation des données et de transferts vers des pays tiers. Cette décision a été assortie d'un délai de mise en conformité expirant le 24 avril 2026, à défaut duquel les transferts devront cesser.

Dans le prolongement de cette décision, par un arrêt interlocutoire du 26 novembre 2025, la Cour des marchés de Bruxelles a saisi la Cour de justice de l'Union européenne de plusieurs questions préjudicielles portant notamment sur la compatibilité du régime FATCA avec le RGPD, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le cadre juridique applicable aux transferts de données vers des États tiers en l'absence de décision d'adéquation.

Il est par ailleurs rappelé que les juridictions administratives luxembourgeoises ont confirmé, dans un arrêt rendu dans l'affaire n° 49701C, la légalité de la décision du directeur de l'Administration des contributions directes du 22 mars 2021 refusant de procéder à l'arrêt immédiat des échanges FATCA, au motif notamment que l'administration fiscale ne dispose pas de la faculté de suspendre unilatéralement l'exécution d'un accord international.

Toutefois, cette appréciation juridictionnelle est intervenue dans un contexte antérieur aux développements européens précités et n'intégrait ni la décision exécutoire de l'Autorité de protection des données belge du 24 avril 2025, ni la saisine ultérieure de la Cour de justice de l'Union européenne portant spécifiquement sur la conformité du régime FATCA avec le RGPD et la Charte des droits fondamentaux de l'Union. Les développements intervenus au niveau européen sont dès lors susceptibles de modifier substantiellement l'appréciation juridique antérieure, indépendamment du cadre factuel national dans lequel celle-ci est intervenue.

Ces développements, bien qu'intervenues en Belgique, portent sur l'interprétation et l'application du règlement général sur la protection des données, lequel

est d'application directe et uniforme dans l'ensemble des États membres, et concernent un mécanisme d'échange automatique d'informations mis en œuvre de manière comparable par les administrations fiscales de l'Union européenne.

Ces éléments traduisent l'existence d'un doute sérieux quant à la compatibilité du régime FATCA avec le droit de l'Union. Or, selon une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, notamment les arrêts Schrems I et Schrems II, des transferts de données vers un pays tiers ne peuvent être maintenus lorsque les garanties exigées par le droit de l'Union ne peuvent être considérées comme assurées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que le Gouvernement estime que la poursuite des transferts de données à caractère personnel vers les États-Unis dans le cadre de l'accord FATCA est juridiquement compatible avec le RGPD ?

– Est-ce que des mesures conservatoires, et en particulier une suspension provisoire de ces transferts, sont envisagées dans l'attente de l'arrêt de la Cour, afin de prévenir toute atteinte potentiellement irréversible aux droits des personnes concernées ?

– Comment le Gouvernement entend-il assurer le respect effectif des exigences du RGPD dans la mise en œuvre de l'accord FATCA, compte tenu des risques juridiques désormais clairement identifiés au niveau européen ?

Réponse (19/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'article 96 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données, ci-après « RGPD ») prévoit que « les accords internationaux impliquant le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales qui ont été conclus par les États membres avant le 24 mai 2016 et qui respectent le droit de l'Union tel qu'il est applicable avant cette date restent en vigueur jusqu'à leur modification, leur remplacement ou leur révocation ».

Le Foreign Account Tax Compliance Act (ci-après « l'accord FATCA ») a été adopté aux États-Unis le 18 mars 2010. Afin de permettre sa mise en œuvre dans le respect du droit local et du droit de l'Union européenne, les États-Unis ont conclu des accords intergouvernementaux avec de nombreux États, dont l'accord signé avec le Luxembourg en date du 28 mars 2014 et approuvé par la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA. L'accord FATCA constitue dès lors un accord international impliquant le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, conclu avant le 24 mai 2016, et s'inscrit, partant, dans le cadre juridique spécifique visé à l'article 96 du RGPD.

Il est renvoyé dans ce contexte à l'arrêt n° 49701C de la Cour administrative du 12 décembre 2024 qui a noté que l'accord FATCA a été conclu avant l'entrée en vigueur du RGPD et rentre partant dans le champ d'application de l'article 96 du RGPD, de sorte que « la légalité de la décision directoriale du 22 mars 2021 ayant refusé d'arrêter les transferts de données personnelles fournies par les institutions financières luxembourgeoises à travers l'échange automatique d'informations vers l'administration fiscale des

États-Unis en exécution de l'accord FATCA doit être examinée exclusivement par rapport aux dispositions de la directive [95/46 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données], maintenue en vigueur en tant que cadre de référence dans cette mesure [...]. Il s'ensuit que tous les moyens et développements des parties basés sur les seules dispositions de fond du RGPD doivent être écartés comme n'étant pas pertinents. »

Sur cette base, la Cour administrative a ensuite considéré que le transfert de données personnelles d'ordre financier de nationaux américains collectées auprès d'institutions financières luxembourgeoises vers l'administration fiscale américaine était de nature à répondre à un « intérêt public important » au sens de l'article 26 de la directive 95/46 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, de sorte à ce que l'exécution de la loi précitée du 24 juillet 2015 par l'Administration des contributions directes se trouve légitimée par rapport aux exigences découlant de la directive 95/46.

Le renvoi préjudiciel actuellement pendant devant la Cour de justice de l'Union européenne, ainsi que les conclusions qui pourront en être tirées quant à la validité des transferts de données à caractère personnel vers un État tiers dans le cadre d'un échange automatique à des fins fiscales, font naturellement l'objet de toute l'attention du Gouvernement, lequel n'hésitera pas à tirer toutes les conséquences utiles de l'arrêt à intervenir.

Nordstad-Lycée | Question 3539 (26/01/2026) de M. André Bauler | Mme Barbara Agostino (DP)

D'ici l'an 2030-2031, la communauté du « Nordstad-Lycée » (NOSL) sera hébergée dans de nouveaux bâtiments situés au village d'Erpeldange-Sûre, donc au centre géographique de la région. Cette position privilégiée lui permettra d'offrir un enseignement attractif répondant aux besoins les plus divers des jeunes habitant le canton de Diekirch et au-delà.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant l'évolution de la population scolaire du NOSL depuis l'année 2020 (enseignants et élèves) ?

2) Dans quelle mesure la palette des formations spécifiques actuellement offertes dans ce lycée se distingue-t-elle de celles proposées par les autres établissements de l'enseignement secondaire situés sur le territoire de la « Nordstad » ?

3) Est-il prévu, à l'avenir, de compléter et de préciser davantage le profil scolaire propre au NOSL en lui réservant des formations complémentaires à celles des autres lycées du canton de Diekirch ?

Réponse (13/03/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau [†] ci-dessous renseigne l'évolution du nombre d'élèves et du nombre d'enseignants depuis l'année scolaire 2020-2021.

ad 2) Afin d'assurer une couverture scolaire homogène à l'échelle nationale, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) veille à la cohérence de l'offre pédagogique en concertation avec les directions de lycées. Cette synergie tend par ailleurs

à assurer que l'offre de sections et de formations tant de l'enseignement secondaire classique et général que de la formation professionnelle soit ajustée aux capacités des différents établissements, notamment en ce qui concerne les ressources humaines et infrastructurelles disponibles.

ad 3) L'offre de formation du NOSL est complémentaire de l'offre future du Lycée technique d'Ettelbruck (LTET) et du Lycée classique Diekirch et résulte d'une concertation entre le MENJE et les directions des différents lycées.

Ainsi, l'accord prévoit que sept formations DAP et CCP offertes actuellement au LTET seront transférées à l'avenir vers le Nordstad-Lycée. Hormis les formations rares, le pôle « Nord » du plan sectoriel comprendra dès lors l'ensemble des formations offertes par le système scolaire.

Il en résulte l'offre scolaire du NOSL :

Enseignement secondaire classique (ESC)

– classes inférieures et classes de 4^e

Enseignement secondaire général (ESG)

– classes inférieures de la voie d'orientation et de la voie de préparation

– classes supérieures des sections ingénierie et sciences sociale

Formation professionnelle

– Formation de technicien (DT) : division mécanique – section mécanique générale

– Formation de Diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) :

coiffeur ; esthéticien ; débosseleur de véhicules automoteurs* ; magasinier du secteur automobile ; mécatronicien d'autos et de motos* ; peintre de véhicules automoteurs ; installateur chauffage-sanitaire ; peintre-décorateur

– Formation de Certificat de capacité professionnelle (CCP) :

coiffeur ; débosseleur de véhicules automoteurs ; assistant en mécanique automobile ; peintre de véhicules automoteurs ; installateur chauffage-sanitaire ; peintre-décorateur.

Utilisation et risques des antihistaminiques à effet sédatif au Luxembourg | Question 3563 (30/01/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Verschidden Antihistaminiquen hunn, zousätzlech zu hirer eigentlecher Wierkung, eng sedéierend (schlofferdernd) Wierkung a kënnen ouni Ordonnance als Schlofhëllef bzw. kuerzfristeg bei Schlofstéierung verfaf ginn. Jee no Dosis, Zäitpunkt vum Huele vum Medikament an individuellen, perséinlechen Ënnerscheeder kann et zousätzlech zu unerwünschte Konsequenze kommen, ewéi z. B. zu enger Dagesmiddegkeet („Hangover-Effekt“), Reaktions-beanträchtigung, kognitive Beanträchtigungen, zu anticholinergem Niewewierkungen (Monddréchenheet, Obstipatioun...) an och zu Beanträchtigung beim Fieren an der Aarbechtssécherheet (Benotze vu Maschinnen). Besonnesch staark wierke sech des aus am Fall vun enger längerfristeger oder widerhuelter Uwendung, bei eelere Mënschen, bei Persoune mat Virekrankungen oder wann een nach aner, änlech Medikamenter mat gläicher Wierkung hält oder Alkohol konsuméiert.

Virun deem Hannergrond hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi eng Antihistaminiquë mat sedéierender Wierkung sinn aktuell zu Lëtzebuerg rezeptfräi ze kréien?

Wéi eng si rezeptpflichteg? Wéi eng dovunner ginn typescherweis als Schlofhëllef verkaf?

2. Huet de Ministère Donnéeën iwwert Verkafszuele vun dese Medikamenter iwwert déi lescht 15 Joer? Wa jo, kann d'Regierung des Donnéeën, no Joer a Medikament opgeschlüsselt, matdeelen?

3. Leien dem Ministère Donnéeën vir, déi beleeden, datt verschidden Antihistaminiquen, déi eigentlech géint bestëmmt Allergië verschriwwen ginn, als Schlofmëttel méissbraucht ginn? Vu wéi engem Prozentsaz kann een hei ausgoen?

4. Wéi bewäert den zoustännege Service vum Staat den Notze-Risiko-Profill vun dese Präparater als Schlofhëllef, besonnesch am Hibleck op
– Dagesmiddegkeet a Beanträchtegeung beim Fueren an op der Aarbechtsplaz,
– anticholinerg Effekter an Effekter bei Polypharmazie,
– kognitiv Beanträchtegeungen?

5. Wéi eng Roll spillen des Präparater aus Siicht vun der Pharmacovigilance, a leien der Regierung entspreechend Meldungen zu Niewewierkunge vir? Wa jo, kann d'Regierung des Donnéeën a Form vun enger Tabell, no Medikament, Grad vun der Niewewierkung an Altersgrupp opgeschlüsselt, matdeelen?

6. Gëtt et Donnéeën, déi beleeden, datt rezeptpflichteg Antihistaminiquen am Verglach zu rezeptfräien Antihistaminiquen zu manner Niewewierkunge féiere bzw. ëmgeréint?

7. Ginn déi bestoend Warnhiweiser a Gebrauchsinformatiounen aus Siicht vun der Regierung duer, fir Verbraucher iwwer méiglech Risiken opzeklären?

8. Gëtt gepréift, ob de rezeptfräie Verkaf vun dese Präparater – besonnesch a bestëmmten Doséierungen – weiderhin ugemoo ass oder ob zousätzlech Aschränkungen, Berodungspflichten oder Upassunge sënnavoll wieren?

9. Gëtt et Iwwerleeungen, Wirkstoff mat engem änleche Risikoprofill méi eenheetlech ze bewäerten, fir Inkonsistenzen tëscht rezeptfräien a rezeptpflichtege sedative Substanzen ze vermeiden?

10. Wéi hunn sech d'Zuele betreffend de Verkaf vu Schlof- a Berouegungsmëttel allgemeng zu Lëtzebuerg an de leschte 15 Joer entwéckelt, opgeschlüsselt no Geschlecht an Alter?

11. Géif d'Madamm Minister déi Zuelen als beouegend héich bewäerten? Wa jo, wat sinn d'Grënn vun desen héijen Zuelen?

12. Falls keng Zuele virleien, ass d'Madamm Minister gewëllt, Zuelen iwwert de Verkaf vu Schlof- a Berouegungsmëttel allgemeng zu Lëtzebuerg ze erhiewen? Wa jo, a wéi enger Zäitspan gedenkt d'Madamm Minister, dat ze maachen?

Réponse (27/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De folgenden Tableau¹ weist d'Lescht vun den Antihistaminiquen mat enger méiglecher sedéierender Wirkung, déi den 1. Februar 2026 zu Lëtzebuerg an enger ëffentlecher Apdik duerfte verkaaft ginn an ob des verschriwwungspflichteg sinn.

ad 2. Tëscht 2016 an 2025 goufen an der Moyenne pro Joer 168.330 Verpackunge mat 117.332 Ordonnancë pro Joer fir Antihistaminiquen¹ an enger ëffentlecher Apdik zu Lëtzebuerg kaf a vun der

¹ An deser Statistik goufen all d'cheemesch Substanzen zeréckbehalen, ewéi se an der Fro 1 opgeléicht sinn. Vu dass et awer, iwwert déi lescht 10 Joer gekuckt, reegelméisseg Changementer op der „liste positive“ gouf, si weider Medikamenter an den Zuelen dran.

Lëtzebuerg Krankeversécherung iwwerholl², an dëst fir 78.022 verschidden Assuréen. [†]

ad 3. De Pharmakovigilanzservice vun der Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun verfüügt aktuell iwwer keng Donnéeën, déi op e Méissbrauch, en Abus oder eng Zweckentfremung vun H1-Antihistaminika, déi fir d'Behandlung vu bestëmmten Allergien ugi sinn, zu Berouegungs- oder Schlofzwecker zu Lëtzebuerg hindeiten.

ad 4. De Pharmakovigilanzservice evaluéiert de Benefice-Risiko-Profill vun den Antihistaminiquen op Basis vun de verfügbare Sécherheitsdonnéeën. Wann des Medikamenter e berouegenden Effekt hunn, sinn déi bekannt Risike schon an hirem Résumé des caractéristiques du produit (RCP) beschriwwen an an der Evaluatioun berécksichtegt.

– Berouegend H1-Antihistaminika kënnen zu enger Schléifregkeet an zu enger Ofnam vun der Reaktionsfäegkeet féieren. Des Effekter si kloer am RCP an an der Notiz beschriwwen ginn. D'Patiente ginn domat drop higewisen, bei Schléifregkeet net ze fueren an och keng Maschinnen ze bedriewen.

– Eeler Antihistaminiquen weisen anticholinerg Effekter op (Mondrëchenheet, Verstopfung, Harnverhalt). D'Konterindicatiounen an d'Warnhiweiser sinn an de Produktinformatiounen festgehalen.

– Bei verschidden Persounen, besonnesch bei elere Leit, kënnen des Medikamenter zu enger Ofnam vun der Opmierksamkeet an de kognitive Leeschtunge féieren. Dese Risiko gëtt an der Notiz erwäant.

ad 5. De Pharmakovigilanz-Service huet 13 Meldungen iwwer méiglech Niewewierkunge kritt, déi mam Anhuele vun Antihistaminiquen a Verbindung kéinte stoen.

De folgenden Tableau[†] weist d'Verdeelung vun de Fäll no Medikament, Schwéiergrad an Altersgrupp.

ad 6. Um nationalen Niveau gëtt et keng Donnéeën, déi drop hindeiten, datt Antihistaminiquen, déi verschriwwen mussen ginn, manner oder méi Niewewierkunge verursaache wéi déi, déi ouni Rezept verfügbar sinn.

ad 7. bis 9. Aus Siicht vun der Regierung sinn d'Warnhiweiser, déi an der RCP an an de Patienteninformatiounen stinn, adequat, fir d'Konsumenten iwwer déi bekannt Risiken ze informéieren.

Dës Dokumenter ginn um nationalen, wéi och um europäeschen Niveau, reegelméisseg iwwerpréift an aktualiséiert, fir déi rezentst wëssenschaftlech Erkenntnisser an d'Pharmakovigilanz-Donnéeën ze reflektéieren. Aus diesem Grund a well de Rezeptstatus fir all Medikament eenzel festgeluecht gëtt, an net opgrond vun engem globale Verglach vun den Niewewierkungen tëscht rezeptpflichtege respektiv net rezeptpflichtege Medikamenter, ass et aktuell net néideg do Upassunge virzegesinn.

ad 10. bis 12. Tëscht 2016 an 2025 goufen an der Moyenne pro Joer 543.028 Verpackunge mat 242.926 Ordonnancë fir Schlof- a Berouegungsmëttel³ an enger ëffentlecher Apdik zu Lëtzebuerg kaf a vun der Lëtzebuerg Krankeversécherung iwwerholl, an dëst fir 83.612 verschidden Assuréen.

Onofhängeg vum Alter, sinn d'Fraen, an der Moyenne iwwert déi lescht 10 Joer gekuckt, wat d'Unzuel

² Wann een Assuré e puermol mat der selwechter Ordonnance (Kopie) an eng Apdik gaangen ass, dann zielt dës als eng eenzel Ordonnance. D'Analyse beinhalt och Medikamenter, déi net iwwerholl gi sinn, awer op der „liste positive“ stinn (zum Beispill wann d'Unzuel vu verkaafte Verpackunge méi grouss wéi 2 ass).

³ Follgend ATC-Codé goufen zeréckbehalen: N05C, N05B (N05CD08, N05CM18 ausgeschlossen).

u Verpackungen ugeet, méi representéiert ewéi d'Männer: 64,1 % géint 35,9 %. Den Altersgrupp vu 60–69 Joer ass an der Moyenne am meeschte betraff mat 21,8 %, déi Altersgruppen driwwer (70–79) an drënner (50–59) erreche jeeeweils bal 20 %. Et ass awer wichteg unzemierken, dass d'Fraen am héijen Alter an der Bevëlkerung iwwerrepresentéiert sinn.

Wéi d'Zuelen am Tableau weise geet de Verkaf vu Schlof- a Berouegungsmëttel global éischer erof ewéi an d'Luucht. [†]

Retraite progressive | Question 3582 (02/02/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La loi du 19 décembre 2025 a récemment introduit, avec effet au 1^{er} janvier 2026, le dispositif de la retraite progressive pour les assurés du secteur privé. Cette mesure permet aux travailleurs de réduire progressivement leur temps de travail tout en bénéficiant d'une pension partielle, favorisant ainsi une transition en douceur vers la retraite définitive.

Force est de constater qu'un mécanisme analogue est en vigueur dans la fonction publique depuis 2015. Ce dispositif permet aux fonctionnaires ayant travaillé à temps plein durant les trois années précédant la date souhaitée d'entrée en retraite progressive, et remplissant les conditions d'ouverture du droit à une pension de vieillesse ou à une pension de vieillesse anticipée, de réduire leur taux d'activité à 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 % ou 50 %.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes au Gouvernement :

- 1) Combien d'agents de la fonction publique ont profité au total, et année par année, de cette retraite progressive ?
- 2) Combien d'agents sont partis à la retraite selon d'autres modalités durant cette même période, au total, et année par année ?
- 3) Quelles sont les principales divergences entre les modalités de la retraite progressive applicables respectivement au secteur public et au secteur privé, et comment ces différences se justifient-elles ?
- 4) Le Gouvernement envisage-t-il d'harmoniser ce dispositif entre les deux régimes de pension et, le cas échéant, selon quelles modalités et dans quels délais ?

Réponse (13/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) et 2) La retraite progressive a été introduite pour les agents de la fonction publique à la date du 1^{er} octobre 2015. Voici l'évolution annuelle des nouvelles retraites progressives en comparaison avec les autres formes de nouvelles pensions (pension de vieillesse anticipée, pension de vieillesse et pension d'invalidité) : [†]

ad 3) En ce qui concerne le secteur public, un agent doit avoir exercé une tâche complète pendant les trois années avant la date de début souhaitée pour le départ en retraite progressive, à condition de remplir les conditions requises pour bénéficier d'une pension de vieillesse ou d'une pension de vieillesse anticipée à partir de cette date. La retraite progressive est en principe limitée à 3 ans, sauf prorogation au terme de ces 3 ans. Pendant cette période, l'agent bénéficie d'un service à temps partiel (tel que prévu par le statut général des fonctionnaires de l'État) et peut demander à diminuer progressivement son activité, sans toutefois descendre en dessous de 50 % d'une tâche complète.

En ce qui concerne le secteur privé, qui regroupe les assurés relevant de la Caisse nationale d'assurance pension, le salarié doit avoir occupé un poste à au moins 75 % d'un temps plein depuis au moins trois années et remplir les conditions pour se voir accorder une pension de vieillesse anticipée. L'accord avec l'employeur fait l'objet d'un avenant au contrat de travail, qui cesse d'office lorsque le salarié atteint l'âge légal de la retraite de 65 ans.

Les différences s'expliquent par des dispositifs législatifs différents, l'un intégré dans le statut de la fonction publique depuis le 1^{er} octobre 2015, l'autre introduit dans le Code du travail en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026.

ad 4) Actuellement, il n'est pas prévu de modifier les dispositifs en place.

Règles concernant la location d'immeubles par les communes dans le cadre de la stimulation de l'activité économique locale | Question 3603 (05/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Et ass gängeg, dass hei am Land Gemengen hir Gebaier oder Terrainen u Privatpersounen oder Privatfirme verlounen. Oft ass et esou, dass d'Gemeng iwwert dëse Wee versicht, fir kulturell, ekologesch oder sozial Aktivitéiten unzekerbelen an esou d'Liewensqualität an enger Lokalitéit ze verbesseren. Am Sënn vum Gemengegesetz sollen dës Aktivitéiten dem kommunalen Intressi zeguttkommen.

Et gëtt Gemengen, déi dat kommunaal Intressi wäit ausdeen an och kommerziell Aktivitéiten an hirer Gemeng opbauen, wéi zum Beispill an der Gastronomie, wat awer eng privat wirtschaftlech Aktivitéit ass. Wat oft gemaach gëtt, ass, dass d'Gemeng Gebaier, déi hir gehéieren, zu engem reduzierte Loyer u Privatfirme verlount.

Dës massiv Reduktioun vum Loyer werft eng Rei vu juristesche Bedenken op, speziell beim Konkurrenzrecht souwéi bei de Reegele vu staatleche Bähëllef. Et stellt sech ee Bedenke vun der Fairness: firwat sollt nëmmen eng Firma jorelaang vun engem bëllege kommunale Loyer profitéiere kënnen, während aner Betriber kucke mussen, wéi se hire volle Loyer bezuelen?

No Informatiounen, déi mir virleien, huet eng Gemeng ee Restaurant, deem hir gehéiert, ursprénglech zu engem Monatsloyer vun 2.800 Euro ausgeschriwwen an och zu dëse Konditiounen verlount. Dem nächste Locataire huet d'Gemeng, fir dat selwecht Gebai, de Loyer op nëmme 500 Euro, de Mount reduziert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Dierf eng Gemeng ee Gebai zu engem Präis verlounen, dee massiv ënnert dem Marchésloyer läit a falls jo, wéi eng Krittiäre mussen hei beuecht ginn, am Sënn vum Konkurrenzrecht, vum kommunalen Intressi a betreffend de Gläichbehandlungsprinzip?

2. Ass d'individuell Reduktioun vun engem Loyer duerch eng Gemeng, ëmmer als eng staatlech Bähëllef ze bewäerten?

3. Huet den Inneministère an der Vergaangenheet Bähëllef vu Gemengen annulléiert, well se net am Sënn vum Konkurrenzrecht, vum kommunalen Intressi a betreffend de Gläichbehandlungsprinzip waren?

Falls jo, wéi vill waren dat zënter 2019?

4. Ass den Inneministère der Meenung, – dass ee Loyer vu 500 € (dee virrunner op 2.800 € fixéiert war);

– fir eng Restaurantsaktivitéit ze subventionéieren (an enger Gemeng, wou schonns onzielege Restaurants existéieren);
d'Konkurrenzrecht respektéiert an dem kommunalen Intressi zeguttkéint?

Réponse (09/03/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures | **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Eng Gemeng dierf, am Kader vun der Gestiou vun hirem Patrimoine, fir Gebailechkeeten aus hirem Domaine privé Locatiounskontrakter ofschléissen, virausgesat, datt d'Gemeng déi dorop uwennbar gesetzlech Bestëmmunge respektéiert an dës Decisioun dem Intérêt communal Rechnung dréit. Enger Gemeng ass an dësem Fall geroden, entspriechend Publizitéitsmoosname virzugesinn, fir d'Respectéiere vum administrative Gläichbehandlungsprinzip ze garantéieren an eventuell Reklamatiounen ze evitéieren.

Ausser et gëtt eng adequat Justifikatioun, wéi an der Äntwert op d'Fro véier erkläert, baséiert sech de Loyer, deem am Kader vun esou engem Kontrakt festgehale gëtt, op dem reelle Locatiounswäert, fir enger Gestiou „en bon père de famille“ Rechnung ze droen. Falls de kontraktuell festgesate Loyer massiv ënnert dem Locatiounswäert géif leien, kéint dëst eng finanziell Hëllefstellung duerchstellen. Géif esou eng Hëllefstellung d'Krittiären erfëllen, fir als Staatshëllef qualifizéiert ze ginn, där dës Decisioun am Prinzip nëmmen da geholl ginn, wann dëst am Aklang mat den europäesche Bestëmmungen iwwert déi staatlech Bähëllef geschitt.

ad 2. Generell ass ervirzehiewen, datt d'EU-Staatshëlleferecht d'Krittiäre festhält, déi eng Moosnam erfëlle muss, fir als Staatshëllef kënnen qualifizéiert ze ginn. Follgend Krittiäre si kumulativ ausschlaggebend:

1. De Beneficiaire vun der Moosnam muss eng wirtschaftlech Aktivitéit ausüben, onofhängeg vu sengem juristesche Statut;

2. D'Moosnam muss vum Staat ausgoen a vu Staatsmëttel gedroe ginn. D'Notioun vum Staat ëmfaasst generell déi öffentlech Hand an domat och d'Gemengen;

3. D'Moosnam muss ee selektive Virdeel duerstellen: si muss dem Betrieb ee Virdeel verschafen, deem en net um fräie Maart kritt hätt, an zweetens muss eng Differenziatioun stattfannen tëschent Betriber, déi an der nämlecher faktuelle a legaler Situatioun sinn;

4. D'Moosnam muss d'Konkurrenz fälschen oder riskéieren ze fälschen an een Impakt op den EU-Bannhandel hu respektiv riskéieren ze hunn.

Et sief allerdéngs dorop higewisen, datt e reduzierte Loyer net ëmmer engem renger wirtschaftleche Virdeel entsprecht. Esou kann déi entspriechend Reduktioun engem allgemenge Réckgang vun de Loyerspräisser an enger Region entsprechen. Des Weidere kann et sech a verschiddene Fäll als schwéier erweisen, e präzise Referenzpräis fir Loyerer ze bestëmmen, besonnesch wann et weéng vergläichbar Immobilie gëtt oder wann aner vergläichbar Loyere bedeutend Variatiounen opweisen.

E reduzierte Loyer kann och vu Gemengen applizéiert ginn, fir konkret Ziler ze verfolge, wéi z. B. eng garantierte Beleueung vum Gebai, d'Revitaliséierung vun engem Quartier oder d'Unzéie vu spezifische kommerziellen Aktivitéiten, déi et nach net an der Gemeng gëtt. Doriwwer eraus kann et sinn, datt d'Fixatioun vum Loyer verschiddene Konditiounen Rechnung droe muss, sou wéi dat beim Astelle vu Leit de Fall ass, déi eng Wunneng zur Verfügung gestallt kréien.

Déi vum Deputéierte beschriwwene Praktike vun der Gemenge falen also net ëmmer an nëmmen ënner

bestëmmte Konditiounen ënnert De-minimis-Reeglung. Deemo ass et unni eng konkret Analys vun de jeeweilegen Eenzelfäll net méiglech festzustellen, ob déi beschriwwene Praktike vun der Gemengen enger Staatshëllef entsprechen.

ad 3. Zënter dem Akraafttriede vun der Reform vum Gemengegesetz vum 1. Februar 2023 ënnerleien d'Locatiounskontrakter weeder enger Legalitéitskontroll nach enger Präiwung vun der Konformitéit vum Kontrakt mam allgemengen Intressi. Och gesäit d'Gemengegesetz keng administrativ Surveillance vum Inneministère iwwert d'Attributioun vu Gemengesubventiounen vir.

Den Inneministère féiert keng Statistiken iwwert d'Motivatiounen vum Annullatiounsdecisiounen oder Refus vun Approbatiounen.

ad 4. Ouni de geneeë Kontext an d'Bestëmmunge vum Kontrakt ze kennen, ass et net méiglech, eng generell Stellung zu dëser Fro ze huelen.

Aides de l'État aux ONG en 2025 | Question 3604 (05/02/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Staat finanzéiert iwwert déi verschidde Ministèren eng Rei vun ONGe respektiv ënnerstëtzt se mat Sachleeschungen, wéi d'Bereetstellung vu Raimlechkeeten oder anerem.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Finanzminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng ONGen am Budgetjoer 2025, finanziell oder ënner Form vun enger Sachleeschung ënnerstëtzt vum Staat kruten, ëm wéi ee Montant oder wéi eng Form vu Sachleeschung et sech dobäi jeeweils gehandelt huet, wéi vill dat am zweete Fall allkéiers kascht huet an de jeeweilege Ministère oder aner öffentlech Institutioun, iwwert déi déi enzel Zouwennunge gefloss sinn, prezisiéieren?

Réponse (09/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

Wéi vill ënnerstëtzt (Suen oder Sachleeschungen) déi jeeweileg Ministèren am Kader vun hire budgetäre Mëttelen „ONGen“ zoukomme loosse, fällt an den Zoustaenkeetsberäich vun den enzele Ministèren. De Finanzministère huet keng Gesamtiwwersiicht iwwer dës Zouwendungen.

Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau au Luxembourg | Question 3605 (05/02/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Zanter méi wéi zéng Joer verfeelt Lëtzebuerg d'Ziler vun der „EU-Wasserrahmenrichtlinie“, ouni datt et der Regierung gelongen ass, eng nohalteg an effikass Waasserpolitik ëmzesetzen. Trotz widderhuelte Warnungen op europäeschem Niveau an aus der Zivilgesellschaft befënt sech aktuell kee lëtzebuergesch Uewerflächegewässer an engem gudden ekologeschen Zoustand. Gläichzäitig besteet nach ëmmer eng grouss Zuel vu Geneemegunge fir z. B. d'Entnam vu Grond- an Uewerflächewaasser, déi zanter Joren onbefrist sinn oder net reegelméisseg iwwerpräift goufen.

Als Konsequenz vun dëse laangjäregen Defiziter huet d'Europäesch Kommissioun e „Vertragsverletzungsverfahren“ géint Lëtzebuerg ageleet. Dëst stellt net nëmmen e politescht Versoen duer, mee kann och zu finanziellen a juristesche Konsequenze féieren, déi um Enn vum Steierzueler ze droe wieren. An der

Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3323 huet den Ëmweltminister erkläert, et wier de Moment „ze fréi“, fir sech zu méigleche Konsequenze fir Lëtzebuerg ze äusseren an huet sech haaptsächlech op lafend Dialoger a Consultatiounsprozesser beruff.

Virun dësem Hannergrond bieden ech d'Regierung, follgend Froen ze beäntweren:

1. Wéi eng konkret finanziell oder juristesche Risike gesäit d'Regierung aktuell am Kader vum lafende „Vertragsverletzungsverfahren“, falls d'Ziler am Beräich vum Gewässerschutz och weiderhin net erreecht ginn?

2. Wéi erkläert d'Regierung, dass Lëtzebuerg d'Ziler vun der „Wasserrahmenrichtlinie“ zanter iwwer zéng Joer verfeelt, ouni dass haut wierksam strukturell Korrekturen duerchgesat goufen?

3. Wéi vill onbefrist oder net reegelméisseg iwwerpréift Geneemegunge fir ë. a. d'Entnam vu Grond- an Uewerflächewaasser sinn aktuell a Kraaft, a firwat goufen dës Geneemegunge bis elo net systematesch am Liicht vun de verännerte klimateschen an ekologesche Bedéngunge reevaluéiert oder ugepasst?

4. Firwat gouf déi ugekënnegt „feuille de route“ am Beräich vum Gewässerschutz net fristgerecht virgueluecht, a firwat gouf op eng eegestänneg, kloer politesch Strategie verzicht?

5. Wéi stellt d'Regierung sécher, dass zukünfteg Moossnamen am Gewässerschutz net erëm a laangwierige Consultatiouns- a Koordinatiounsprozesser stieche bleiwen, mee verbindlech, transparent an zäitno ëmgesat ginn?

Réponse (12/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Déi aktuell formell Infraktiounsprozedur INFR (2025) 2216 beriff sech op eng net korrekt Transpositioun vum Artikel 11 (3) vun der Direktiv 2000/60/CE, an net op d'Erreeche vun den Ziler am Beräich vum Gewässerschutz. D'Europäesch Kommissioun verlaangt méi e konsequente legislative Kader, fir kënnen Geneemegungen am Beräich vun der Entnam vu Grond- an Uewerflächewaasser souwéi de punktuellen Aleedungen (Rejets) an d'Gewässer unzepassen. Den Oflaf vun enger Infraktiounsprozedur ass an den Artikelen 258 an 260 vum Traité iwwer d'Aarbechtsweis vun der Europäescher Unioun geregelt. D'Regierung wäert am Delai vun 2 Méint op d'„mise en demeure“ vun der Europäescher Kommissioun äntweren.

ad 2. D'Erreeche vun den Ziler vun der Waasser- rahmenrichtlinn ass zu Lëtzebuerg duerch eng Rei strukturell a geographesch Spezifizitéiten besonnesch komplex. Lëtzebuerg läit op der Waasserscheed tëscht den Anzuchsgebieder vu Meuse a Rhäin, wat dozou féiert, dass d'Gewässer dacks kleng an eng staark Waasseroflafdynamik hunn. Déi vill kleng Waasserkierper reagéieren dofir besonnesch séier a sensibel op all Form vu Pressioun – sief et duerch landwirtschaftlech Nutzung, urban Entwécklung oder Infrastrukturprojeten.

Zousätzlech ass Lëtzebuerg eent vun de Länner mat der héchster Urbaniséierungs- a Versigelungsdicht an Europa. Dëst féiert dozou, dass vill Gewässer an engem enke Raum agegrenzt sinn, deelweis kanaliséiert goufen oder duerch historesch Entwécklungen net méi hiren natierleche Laf hunn. Dës strukturell Belaaschtunge kënnen net kuerzfristeg korrigéiert ginn, well se dacks grondleeënd Adaptatiounen an der Landnutzung, an der Raumplanung oder an der Infrastruktur erfuerderen.

Dës Ausgangslag erkläert, firwat d'Ziler vun der Wasserrahmenrichtlinn an de leschte Joerzénge

net erreecht konnte ginn. Gläichzäiteg ënnersträicht si, wéi wichteg et ass, déi aktuell Efforte konsequent weiderzeféieren an ze verstärken. An deem Kontext huet d'Regierung rezent verschidden Initiativen op de Wee bruecht, dorënner d'Strategie fir d'Waasserresilienz souwéi de Renaturéierungs- dësch, deen dozou bäidroen soll, d'Ëmsetzung vun de Renaturatiounsprojeten ze beschleunegen an d'Koordinatioun tëscht den Acteuren ze verbesseren.

ad 3. Et gëtt aktuell nach ongeféier 80 Geneemegungen, déi keng Frist drastoen hunn. Dës Geneemegunge sinn amgaangen ugepasst ze ginn. Dës Upassungen huelen Zäit an Usproch, well de Verwaltungstechnesche Prozess komplex ass an d'Geneemegungen dacks a Relatioun mat anere geneemegungspflichtege Verännerunge stinn. Dofir kënnen se oft net isoléiert ugepasst ginn.

ad 4. D'„feuille de route“ gouf mat an d'Dokument „Wichtige Fragen der Gewässerbewirtschaftung“ respektiv „Questions importantes en matière de gestion de l'eau“ ageschafft, an ass säit dem 14. Januar 2026 an der „consultation du public“, déi bis de 15. Juli (Grand public) beziéungswies de 16. August 2026 (Gemengen a Gemengesyndikater) dauert. D'„Feuille de route“ ass erstallt ginn, fir eng Strategie op fachlech Niveau virzeschloen, wéi d'Ziler vun der Waasser-Direktiv zu Lëtzebuerg erreecht kënnen ginn. Weider Detailer dozou gëtt et ënnert folgendem Link:

Projet: 4. Bewirtschaftungsplan für die luxemburgischen... | Zesumme Vereinfachen[†]

ad 5. Eng breet Akzeptanz fir d'Wichtigkeet vum Gewässerschutz an e gemeinsaamt Verantwortungsgefill vum Staat, de Gemengen an der Gesellschaft si wichteg Viraussetzung fir d'Ëmsetzung vun de Moossnamen an dësem Beräich. An deem Kontext ginn d'Prozeduren applizéiert – déi Transparenz an d'Participatioun vun de betreffenen Acteuren an Ëmweltfroen verlaangen – wéi se vum nationalen an internationalem Recht virgesi sinn.

D'Erfaure weist, dass e fréit Abanne vun de betreffenen Acteuren dozou bäidréit, d'Akzeptanz fir déi néideg Mesuren ze stäerken an d'Ëmsetzung op laang Siicht ze erliichteren. Och wann esou Consultatiouns- a Koordinatiounsprozesser an enger éischer Phas Zäit an Usproch huelle kënnen, erlaben se et, méigleche Konflikter fristgerecht ze identifizéieren an nohaltig Léisungen auszuschaffen, wat d'Ëmsetzung vun de Moossnamen op Dauer beschleunegt.

Gläichzäiteg setzt d'Regierung sech dofir an, déi néideg Prozeduren esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. An deem Kontext goufen och rezent Initiativen op de Wee bruecht, déi schonn ënnert der Fro 2 erwänt goufen.

Frais de commission des intermédiaires ou agences immobilières | Question 3606 (06/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Mietgesetz gesäit zënter 2024 vir, dass am Fall vun enger Locatioun duerch een Agent immobilier oder engem anere Mëttelsmann d'Kommissioun tëscht Propriétaire a Locataire jee zur Hallschent gedeelt gëtt.

A rezenten Online-Annoncen ass ze gesinn, dass d'Agencen elo iwwert de Wee vu „membership fees“, „administrative fees“ oder aneren eemolege Pauschale pro Openthalt oder pro Kontrakt probéieren, fir iwwert dese Wee dës Obligatioun ze ëmgoen, andeems een d'Kommissioun net beim Numm nennt, mee einfach aneschtens verpaakt, fir esou d'Kommissiounskäschte vun der Vermëttlung eenzeg dem Locataire zouzeschousteren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, dass am Beräich vun der Wunnungsvermëttlung, dës „memberships“ oder „service fee“ bezeechent Käschten erhewe ginn?

2. Sinn dës Käschten am Kader vum Mietgesetz, als Kommissiounen/Vermëttlungsgebühren ze bewäerten? Falls jo, wéi eng Krittere mussen dofir erfüllt sinn?

3. Gouf et schonns virun der Ännerung vum Mietgesetz 2024 an der Opspléckung vun de Loyerskommissiounen esou Gebühren?

4. Wéi sollen sech potenziell Locataire uleeën, wann si mengen, dass Agencen iwwert dese Wee probéieren, fir d'Kommissiounskäschten op si ofzewälzen? U wéi eng Verwaltung se kënnen si sech hei wenden?

5. Mat wéi enge Strofe mussen Agencen a Propriétaire rechnen, wann d'Kommissiounskäschten net opgedeelt ginn, esou wéi d'Gesetz et virgesäit?

Réponse (05/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Der Regierung ass bekannt, dass am Kontext vun der Vermëttlung vu Wunnenge vereenzelt Immobilienagencen Käschten erhiewen, déi ënner Bezeechnung wéi „membership fees“, oder „service fees“ oder änlech Pauschalen opgefëiert ginn.

Dës Praktike sinn ënner anerem de kompetente Servicer duerch Hiwaiser vu Betreffenen zur Kenntnis bruecht ginn.

Rezent sinn der Regierung keng sou Fäll méi bekannt ginn, mee wann an Zukunft méi oft sou Problemer sollte vu Betreffene gemellt ginn, dann analyséiert d'Regierung, wat noutweneg Schrëtt wieren, fir dass d'Agencen de legale Kader respektéieren.

ad 2. Fir d'juristesche Bewäertung vun esou Käschten ass net d'terminologesche Bezeechnung ausschlaggebend, mee d'Realitéit an d'Natur vun der jeeeweileger Leeschtung.

Am Sënn vun den Dispositiounen vum Gesetz vum 21. September 2006 iwwer de Bail à usage d'habitation, ass all Vergütung, déi als Géigeleeschtung fir eng Aktivitéit vun der Sich, der Vermëttlung, der Presentatioun oder der Conclusioun vun engem Mietvertrag déngt, als Kommissioun respektiv als Vermëttlungsgebühr ze qualifizéieren.

D'Bewäertung geschitt am Eenzelfall, besonnesch ënner Berécksiichtigung:

– ob d'Leeschtung direkt oder indirekt am Zesummenhang mat der Conclusioun vum Mietvertrag steet,

– ob d'Bezele vun dese Käschten eng Viraussetzung fir den Zougang zum Logement duerstellt,

– an ob eng eventuell zousätzlech Leeschtung kloer definéiert, onofhängeg a fakultativ ass.

Wann dës Critèren erfüllt sinn, falen dës Käschten ënner d'gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Opspléckung vun der Kommissioun tëscht Propriétaire a Locataire.

Wann eng Immobilienagence awer nach zousätzlech Servicer ubitt, de Propriétaire oder de Locataire dës Servicer freet, da falen dës Käschten net an déi sougenannte Kommissioun. Dëst ass zum Beispill de Fall, wann eng Agence beoptraagt gëtt en „état des lieux“ ze maachen.

ad 3. D'Erhieue vun administrativen oder änleche Frais am Kader vun der Wunnungsvermëttlung huet och scho virun der Ännerung vum Mietgesetz am Joer 2024 bestanen.

Déi gesetzech Neireegelung vun der Opspléckung vun de Kommissiounen huet um Prinzip vun der Kommissioun selwer näischt geännert, huet awer dozou gefouert, datt dës Praktike méi systematesch analyséiert ginn, well se am Einzelfall dozou kënnen féieren, datt gesetzech Virgaben ëmgaange ginn.

Onofhängeg dovun bleift festzehalen, datt d'Gesetz op d'Realitéit vun der Leeschtung ofziilt an net op hir Bezechnung oder den Zäitpunkt vun hirer Aféierung.

ad 4. Potenziell oder aktuell Locataire, déi der Mee-
nung sinn, datt Agencen oder Mëtteleit probéieren,
d'Kommissiounskäschten iwwer sougenannt aner
Fraisen op si ofzewälzen, kënnen sech ënner anerem
wenden:

– un d'Direktioun fir Konsumenteschutz (Direction de
la protection des consommateurs),
– oder, falls néideg, un déi zoustänneg Geriichter.

ad 5. D'Gesetz vum 21. September 2006 iwwer de
Bail à usage d'habitation gesäit selwer keng direkt
Sanktiounen vir bei Verstéiss géint d'Bestëmmungen
am Zesummenhang mat der gesetzech virgesinnener
Opspléckung vun de Kommissiounen.

Allerdéngs kann et op zivillem Plang Sanktiounen
ginn, wéi ënner anerem d'Zréckbezuere vun onrechtméis-
seg erhuewene Montanten an – am Fall vun Agencen,
déi enger berufflecher Opsicht ënnerleien – weider
berufflech Konsequenzen ëmfaassen.

Stratégie nationale DAB+ et avenir du paysage radiophonique luxembourgeois | Question 3607 (06/02/2026) de M. Dan Hardy (ADR)

D'Aféierung vun DAB+ zu Lëtzebuerg werft de Mo-
ment eng Rei Froen op, esouwuel wat déi betreffend
Acteure wéi och d'Bierger ugeet. Iwwerdeems gëtt
awer dës Technologie als d'Zukunft vum Broadcasting
presentéiert.

Datt doduerch méiglecherweis bestëmmte Radiosen-
der mat hiren Aktivitéiten ophale mussen oder déi
eenzel Acteure mat héije Käschte fir den Zougang zum
nationale „Multiplex“ an och mat Onsécherheeten iwwer
déi tatsächlech national Ofdeckung confrontéiert
ginn, mécht eng grëndlech Iwwerpräiwung vun där
Strategie vun der Regierung absolut noutwenne-
g. Am Kader vun engem sou klengen Marché, wéi dee
vun Lëtzebuerg, ass et essenziell, en transparenten,
wirtschaftlech rentabelen a pluralisteschen technolo-
geschen Iwwergang ze garantéieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regie-
rung:

1. Wéi eng spezifesch Zommen huet d'Regierung
investéiert, fir DAB+ ze promovéieren an déi lëtze-
buergesch Acteuren ze ënnerstëtzen?

2. Wat war d'Begrënnung fir dës Ausgaben, a wéi eng
Leeschtungsindicateure goufen opgestallt, fir hir Effi-
zienz ze evaluéieren?

3. Huet d'Regierung „Käschte-Benefice-Analysen“
duerchgefouert, ier se d'Aféierung vun DAB+ finanzéiert
huet? Wa jo, kënnen dës Analyse publizéiert ginn?

4. Kann d'Regierung garantéieren, datt duerch d'Aféie-
rung vun DAB+ d'Ofhängegkeet vum Land vun auslän-
nescher technescher Infrastruktur net erhéicht gëtt?

5. Wéi wëll de Staat d'Diversitéit vun de Meedien zu
Lëtzebuerg erhalen, wann international Plattformen
wéi Spotify, Deezer etc. en ëmmer méi groussen
Undeel vum Publikum erueweren?

6. Wéi kann de Staat e richteg Meediepluralismus
am Kader vun engem sou klengen Marché wéi Lëtze-
buerg garantéieren?

Réponse (06/03/2026) de Mme Elisabeth Margue,
Ministre déléguée auprès du Premier ministre, char-
gée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Am Kader vun der nationaler Kommunikatiouns-
campagne betreffend d'Aféierung vun DAB+ huet
d'Regierung e Gesamtbetrag vun 63.659,70 Euro
investéiert. Dëse Betrag ëmfaasst d'Ausschaffe vum
grafesche Material, d'Affichagen op den Ecranen vun
den Tramsarréiten an an de Parkhaiser am Dezember
2025 a Januar 2026, d'Produktioun vu Radiospotten,
souwéi d'Entwécklung, d'Maintenance an den Heber-
gement vum Internetsite dabplus.lu. Dës Campagne
kënnst allen 12 Programmer zegutt, déi um DAB+-Bou-
quet ausgestraalt ginn.

ad 2. D'Informatiounscampagne huet de Lancement
vum alleréischten nationalen DAB+-Bouquet begleet
an den neien digitale Radio-Diffusiouns-Medium
DAB+ méi bekannt gemaach.

ad 3. Den DAB+ ass den etabléierten europäesche
Standard fir digital Radio-Diffusioun. An iwwer
30 europäesche Länner gi Radio-Programmer am
DAB+-Standard ausgestraalt, an an eisen Nopesch-
länner gouf dës Technik och an de vergaangene Jore
flächendeckend agefouert. DAB+ ass en effiziente
Meedium, deen et erlaabt, op enger an der selwechter
Frequenz méi Programmer (12 zu Lëtzebuerg)
ze iwwerdroen, an dëst a gudder Qualitéit an ouni
Rauschen. Nieft den eigentleche Radio-Programmer
kënnen och aner Donnéeën iwwerdroe ginn an den
DAB+-Standard erlaabt et och automatesch Warmmel-
dungen ze empfänken, souguer dann, wann de Radio
ausgeschalt ass.

De Betrib vum 1. Bouquet gëtt vun den diffuséierte
Programmer finanziert, d'Regierung huet sech fi-
nanziell just un der nationaler Kommunikatiounscam-
pagne bedeelegt.

ad 4. Broadcasting Centre Europe ass den Operateur
vum 1. nationalen DAB+-Bouquet an huet säi Sëtz
zu Lëtzebuerg. D'BCE huet déi néideg Kompetenz an
Erfahrung, an huet de kompletten DAB+-Sender-Res-
seau zu Lëtzebuerg opgebaut. Et war deemno net
noutwenneg op auslännesch technesch Infrastruktur
zeréckzegreifen.

ad 5. a 6. D'Regierung ënnerstëtzt d'Demokratie,
andeems si de Meediepluralismus an e professionelle
Journalismus stäerkt an esou de Bierger eng diver-
sifizéiert Meedienoffer och an engem klengen Land
garantéiert. De Staat setzt de gesetzleche Kader, fir
eng pluralisteschen Meedielandschaft ze erhalen, ënner
anerem duerch d'Pressehëllefsgesetz, oder eebe grad
mam Ausbau vun den DAB+- an FM-Reseauen. Et ass
och nach virgesinn, datt d'Regierung déi radiodiffu-
séiert Meedienóngesichter mat lokalem a communau-
taireschen Charakter ënnerstëtzt, fir iwwer DAB+ kënnen
diffuséiert ze ginn. Soumat promovéiert de Staat en
einfachen an zouverlässegem Accès zu enger breeter
gefächerter Meedielandschaft.

Natierlech bleift awer d'Wiel vun de Meedien, déi de
Bierger schlussendlech notzt, sengem fräie Wëllen
iwwerlooss.

Inclusion des enfants en situation de handicap dans les activités extrascolaires et de loisirs | Question 3608 (06/02/2026) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Dans son rapport annuel 2025, l'OKaju (Ombudsman
fir Kanner a Jugendlecher) dresse un état des lieux
préoccupant quant à l'inclusion des enfants en situa-
tion de handicap et/ou à besoins spécifiques, en par-
ticulier dans l'éducation non formelle et l'accès aux

loisirs. Le rapport relève notamment que les maisons
relais « souffrent d'un manque de personnel formé »,
que les infrastructures peuvent être inadaptées et
que les personnes qui encadrent des activités cultu-
relles, sportives et musicales sont souvent insuffisam-
ment formées aux besoins spécifiques, ce qui entrave
l'accès effectif de nombreux enfants à ces offres. Ces
constats rejoignent les difficultés rapportées par de
nombreuses familles : absence ou rareté d'activités
extrascolaires réellement accessibles, manque de
personnel qualifié, inadéquation des profils engagés
dans certaines structures et offre insuffisante de colo-
nies adaptées, conduisant à une exclusion de fait de
plusieurs enfants.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions
suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation natio-
nale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles mesures concrètes le Gouvernement
entend-il mettre en œuvre afin de garantir, sur l'en-
semble du territoire, une offre d'activités extrascolaires
accessibles (sport, culture, musique, loisirs) pour les
enfants en situation de handicap et/ou à besoins spéci-
fiques ?

2) Quelles actions sont prévues pour augmenter le
nombre de personnes formées à l'inclusion dans les
structures d'éducation et d'accueil et dans les activités
de loisirs (formations initiales/continues, modules
obligatoires, spécialisations) ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'établir des exi-
gences minimales en matière de qualifications dans
les maisons relais accueillant des enfants à besoins
spécifiques, notamment en garantissant la présence
de personnel diplômé ?

4) Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il
prendre pour assurer l'accès effectif des enfants en
situation de handicap aux colonies, séjours et va-
cances, avec les aménagements nécessaires ?

Réponse (13/03/2026) de M. Claude Meisch,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu-
nesse

ad 1) Les services d'éducation et d'accueil (SEA) sont
tenus de respecter les dispositions pédagogiques pré-
vues par le Cadre de référence national de l'éducation
non formelle des enfants et des jeunes, qui constitue le
document fondamental encadrant leur action édu-
cative. Ce cadre est renouvelé tous les trois ans et
définit les principes pédagogiques ainsi que les
objectifs à mettre en œuvre dans l'accompagnement
quotidien des enfants. Il s'impose aux SEA comme un
référentiel obligatoire dans l'élaboration et la mise en
œuvre de leur concept d'action générale.

Dans cette perspective, le cadre prévoit l'organisation
d'activités variées et adaptées à l'âge des enfants,
favorisant leur développement global. Cela comprend
notamment des activités liées à la motricité et au
sport, mais aussi des activités culturelles, artistiques
et créatives stimulant l'expression, l'imagination et la
confiance en soi. Les activités doivent également en-
courager la participation active des enfants, en leur
offrant la possibilité d'exprimer leurs opinions, de
faire des choix et de s'impliquer dans la vie du
groupe, dans une approche centrée sur l'enfant.

L'inclusion constitue par ailleurs un principe fonda-
mental de l'éducation non formelle. Tous les enfants,
indépendamment de leurs besoins spécifiques ont le
droit d'être accueillis dans les structures. Qu'il s'agisse
de difficultés d'apprentissage, de handicaps, de
troubles du développement ou de situations sociales
particulières. Le cadre de référence promeut l'égalité
des chances, la non-discrimination et l'adaptation des
pratiques pédagogiques afin de répondre à la

diversité des besoins. Cela implique la mise en place d'aménagements raisonnables, une collaboration étroite avec les familles et, le cas échéant, avec les professionnels spécialisés, afin de garantir une participation pleine et effective de chaque enfant.

Afin de soutenir concrètement les structures dans cette démarche, les services d'éducation et d'accueil peuvent bénéficier, sur demande, de l'accompagnement du centre de ressources Incluso, spécialisé dans l'appui aux structures de l'éducation non formelle pour la mise en place d'un accueil inclusif. Cet accompagnement vise à renforcer les compétences des équipes éducatives et à favoriser la participation effective des enfants en situation de handicap ou à besoins spécifiques aux activités proposées.

Aussi, un suivi qualitatif est assuré, d'une part, à travers les visites d'accompagnement effectuées par les conseillers qualité (agents régionaux) et, d'autre part, par les visites de contrôle réalisées par les agents du ministère. Ces démarches s'inscrivent dans une logique d'amélioration continue et de garantie de qualité. Dans cette perspective, le ministère continue à soutenir activement les structures dans la consolidation et le développement de pratiques inclusives, afin d'assurer à chaque enfant – y compris ceux à besoins spécifiques – un accueil adapté, équitable et pleinement participatif.

En complément, le Service national de la jeunesse développe actuellement un programme d'activités sportives destiné aux jeunes, dont une partie sera spécifiquement conçue pour des jeunes en situation de handicap et/ou présentant des besoins spécifiques. Cette initiative vise à élargir l'offre inclusive dans le domaine du sport et des loisirs, en garantissant des conditions de participation adaptées et sécurisées.

En ce qui concerne l'enseignement musical, le cadre réglementaire en vigueur, le règlement grand-ducal du 16 juin 2022, prévoit des mécanismes concrets permettant d'assurer l'accessibilité des cours et des examens aux élèves à besoins spécifiques sur l'ensemble du territoire.

Les conditions d'accès et les limites d'âge peuvent être adaptées par le ministre, sur demande de la commune concernée, pour un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement d'enseignement musical. Cette autorisation ministérielle est accordée pour une année scolaire et peut être renouvelée, sans toutefois dépasser la durée maximale prévue pour la branche concernée. Cette disposition permet une flexibilité individualisée tenant compte de la situation spécifique de l'élève.

Par ailleurs, pour tous les examens prévus par règlement grand-ducal, des aménagements raisonnables peuvent être décidés en faveur des élèves à besoins spécifiques. Sur demande motivée du directeur de l'école de musique ou du conservatoire, adressée au Commissaire du Gouvernement au moins six semaines avant la date de l'examen, les aménagements sont définis d'un commun accord, sur avis de l'enseignant concerné. Ils sont ensuite formellement communiqués à l'élève et à l'enseignant. Ce dispositif garantit l'équité dans l'évaluation tout en respectant les exigences pédagogiques.

ad 2) Au niveau des actions prévues pour augmenter le nombre de personnes formées à l'inclusion dans les structures d'éducation et d'accueil plusieurs mesures sont mises en place. Elles visent à accroître le nombre de formations offertes, à renforcer la visibilité des formations liées à l'inclusion, à diversifier les modalités de formation afin de toucher un plus grand nombre de professionnels encadrants et à recenser

annuellement les besoins et le niveau de satisfaction du secteur par rapport à l'offre du dispositif de développement professionnel.

En 2025, 120 formations portant sur l'inclusion ont été proposées pour le secteur, ce qui représente 54 % de plus que l'année précédente. Ceci représente un total de 905,5 heures de formation. Cette offre est continuellement enrichie au cours de l'année afin de répondre aux besoins du terrain. Il convient de rappeler que dans le cadre de la loi jeunesse, le personnel d'encadrement exerçant à temps plein dans une structure d'éducation et d'accueil doit réaliser 32 heures de formation sur deux ans sans que le nombre d'heures de formation continue suivies pendant une année ne puisse être inférieur à huit.

Concernant la visibilité de l'offre, plusieurs actions ont été entreprises. Un nouveau site Web dédié à la formation continue du secteur de l'éducation non formelle, mis en ligne en octobre 2025, permet de rendre l'offre plus visible quant au sujet de l'inclusion. Les formations relatives à l'inclusion y sont clairement identifiées, ce qui facilite la recherche.

Différents types de formation continue suivants sont mis en place afin de rendre l'offre de formation davantage accessible et lisible, et permettant ainsi à un maximum de professionnels de bénéficier d'une formation en lien avec la thématique de l'inclusion :

- Les formations du catalogue, accessibles à tous les professionnels du secteur de l'éducation non formelle.

- Les formations en interne destinées à l'ensemble d'une équipe d'un service d'éducation et d'accueil ; à savoir que les formations proposées dans le catalogue peuvent faire l'objet d'une demande de formation en interne.

- Les formations sur mesure, en complément du catalogue, peuvent être sollicitées par les structures auprès des prestataires de formation continue conventionnés par le ministère (agences de formation), afin de bénéficier d'une offre adaptée à des besoins spécifiques. L'offre sur mesure peut se présenter soit sous forme d'une formation en interne où le contenu est adapté au besoin et au contexte de la structure, soit sous forme d'un accompagnement de processus. Ce dernier consiste en un accompagnement individualisé d'une équipe dans le cadre de ses pratiques pédagogiques quotidiennes centré sur une thématique précise, notamment l'inclusion. L'accompagnement de processus favorise le transfert des acquis de la formation vers la pratique quotidienne. Il peut, entre autres, inclure une observation de la pratique pédagogique suivie d'une synthèse et d'un retour à l'équipe, contribuant ainsi à l'amélioration continue de la qualité de la prise en charge des enfants et des jeunes.

- Les supervisions de cas, leur permettant de mener une analyse réflexive de leurs pratiques, y compris en matière d'inclusion.

Enfin, afin d'élargir et d'adapter l'offre par rapport aux besoins, le ministère lance chaque année une enquête portant sur la satisfaction et les besoins en matière de formation continue. Des questions spécifiques relatives aux formations sur l'inclusion y sont intégrées, permettant d'identifier les besoins du secteur et d'adapter le programme de formation.

Par ailleurs, le projet de loi n° 8686 prévoit explicitement la reconnaissance et la validation des formations dans ce domaine. L'article 36 stipule : « Les formations dans le domaine du développement langagier et dans le domaine de l'inclusion des jeunes enfants doivent être validées comme telles par l'AQUEN. »

ad 3) Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit déjà aujourd'hui dans son article 7 les catégories de profils selon lesquels une structure doit composer son personnel d'encadrement.

Ainsi, la majorité des heures d'encadrement (50 à 60 %) doit être assurée par du personnel disposant d'une qualification minimale d'éducateur ou d'un diplôme reconnu dans les domaines psychosocial, socio-éducatif ou pédagogique.

Une proportion déterminée des heures d'encadrement (30 à 40 %) peut également être assurée par des professionnels disposant d'une autorisation d'exercer une profession de santé au Grand-Duché de Luxembourg, permettant de répondre, le cas échéant, à des besoins spécifiques liés à la santé ou au développement des enfants.

Enfin, une part limitée des heures d'encadrement (10 %) peut être confiée à du personnel de soutien éducatif, dont la présence contribue à assurer la continuité, la stabilité organisationnelle et la qualité globale de l'accueil.

Ainsi, les dispositions légales actuellement applicables permettent aux structures de composer leurs équipes de personnel multidisciplinaire avec une majorité de profils relevant des domaines psychosocial, socio-éducatif et pédagogique permettant ainsi de mettre en œuvre le Cadre de référence de l'éducation non formelle des enfants et des jeunes et ses principes dont l'inclusion en fait partie.

Le ministère compte promouvoir la diversification des profils, qui constitue une richesse pour la mise en œuvre de la mission éducative ancrée dans le Cadre de référence national de l'éducation non formelle des enfants et des jeunes. La complémentarité des compétences – qu'elles soient pédagogiques, sociales, culturelles, artistiques ou sportives – permet en effet d'enrichir les pratiques, de mieux répondre à la diversité des besoins des enfants et de renforcer la qualité de l'accompagnement proposé.

Des réflexions sont en cours afin de définir des orientations et des mesures concrètes favorisant cette diversification, tant au niveau des parcours de formation que des conditions d'accès aux fonctions éducatives. L'objectif est de soutenir l'attractivité du secteur, de valoriser des profils variés et d'assurer un encadrement pluridisciplinaire, capable de mettre en œuvre les principes du cadre de référence, notamment en matière de participation, d'inclusion et de développement global de l'enfant.

ad 4) Le SNJ collabore depuis de nombreuses années avec diverses organisations afin de proposer un programme de colonies de vacances inclusives. Ces offres sont publiées sur le site www.colonies.lu.

Lutte contre le frelon asiatique et soutien aux particuliers par les communes | Question 3609 (06/02/2026) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Am Kontext vun der ëmmer méi staarker Verbreedung vun der asiatescher Runn (lat. Vespa velutina) zu Lëtzebuerg an de Problemer, déi sech fir Gemengen, Imker an d'Biodiversitéit stellen, gouf an de leschte Méint widderholl drop higewisen, datt d'Bekämpfung vun den Näschter, besonnesch op Privatterrain, gréisstendeels bei de Bierger selwer läit.

Gläichzäiteg ass dës Interventioun dacks mat héije Käschte verbonnen an erfuerdert spezialiséiert Fachbetriber. D'Recommendatioun vum Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit un d'Privatleit besteet

doranner, sech un eng privat Firma ze wenden, fir d'Näschter professionell ewechmaachen ze loosnen.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Innenminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Privatleit hunn d'lescht Joer d'ANF kontaktéiert, fir Näschter vun der asiatescher Runn ewechzemaachen?

2. Gëtt et Gemengen, déi an hirem Budget Mëttel virgesinn hunn, fir Privatleit bei der Eliminatioun vun Näschter vun der asiatescher Runn finanziell ze ënnerstëtzen?

– Wa jo, wéi vill Gemengen hunn esou Moosname virgesinn? Wéi vill Mëttel hunn déi vereenzelt Gemenge fir esou Fäll ageplangt?

3. Hunn eenzel Gemengen oder Gemengesyndikater Konventiounen mat private Firmen, déi op d'Detektioun an d'Eliminatioun vun den Näschter vun der asiatescher Runn spezialiséiert sinn?

– Wa jo, ëm wéi vill Konventiounen geet et, a wéi eng Déngschtleschtunge si konkret ofgedeckt (Detektioun, Eliminatioun, Contrôle de suivi)?

Réponse (04/03/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'ANF féiert keng Statistik iwwert déi Meldungen

ad 2. Aus de Gemenge-Budgeten ass net ersichtlech, ob a wéi vill Mëttel eenzel Gemengen eventuell heifer bereetstellen.

ad 3. De Ministère huet keng Donnéeën zu esou Konventiounen.

Évolution récente de la production de logements au Luxembourg | Question 3610 (06/02/2026) de M. Yves Cruchten | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Dans le rapport annuel 2024 sur la situation du marché du logement, le ministère indique qu'entre 2009 et 2020, un total de 39.387 logements ont été achevés au Luxembourg, soit une moyenne de 3.282 logements par an. Le rapport précise par ailleurs que les chiffres pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024 n'étaient pas encore disponibles au moment de sa rédaction.

Afin de disposer d'une vue actualisée de l'évolution récente de la production de logements, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire :

1) Combien de logements ont été achevés au Luxembourg entre 2021 et 2025, et le Gouvernement peut-il fournir une ventilation par année pour cette période ?

2) Dans la mesure du possible, ces chiffres peuvent-ils être décomposés par type de logement (maisons unifamiliales, appartements, autres) pour chacune des années concernées ?

3) Le Gouvernement constate-t-il, sur la période 2021-2025, la poursuite du changement structurel évoqué dans le rapport, à savoir une part croissante des appartements par rapport aux maisons individuelles dans les logements nouvellement achevés ?

Réponse (03/03/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) En 2021, 4.051 logements ont été achevés.

Les publications concernant les années 2022 et 2023 sont prévues au cours de l'année 2026, tandis que

celles portant sur 2024 et 2025 devraient paraître en 2027.

ad 2) La répartition des 4.051 logements est la suivante :

- 1.248 maisons
- 1.947 logements dans des immeubles à appartements
- 855 logements dans des immeubles semi-résidentiels
- 1 logement dans les autres types d'immeubles

ad 3) En 2021, la part des appartements était de 69,2 %. Cette part a effectivement tendance à augmenter dans le temps.

Création et suppression de postes au Ministère des Affaires étrangères | Question 3611 (06/02/2026) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Me référant à ma question parlementaire n° 3448 du 13 janvier 2026 ainsi qu'à la réponse du 28 janvier 2026, il semble que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur n'ait pas répondu aux questions suivantes, que je souhaite donc poser à nouveau :

– Combien de postes traitant de la diplomatie économique, financière et du commerce extérieur ont été nouvellement créés au sein du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions diplomatiques à l'étranger depuis novembre 2023 ? Combien de postes de ce type le ministère compte-t-il au total ? Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de créer davantage de ces postes ? Si oui, combien ?

– Combien de postes traitant du droit international et des droits humains ont été supprimés au sein du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions diplomatiques à l'étranger depuis novembre 2023 ? Combien de postes de ce type le ministère compte-t-il encore ?

Réponse (20/03/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Depuis novembre 2023, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) a renforcé ses capacités en matière de diplomatie économique et de commerce extérieur par la création de cinq postes supplémentaires au Luxembourg. À ce jour, la Direction de la promotion du commerce extérieur et des investissements compte donc 29 équivalents temps plein (ETP). La promotion économique constituant par ailleurs une priorité pour l'ensemble du réseau diplomatique bilatéral, six missions diplomatiques et consulaires ont également été renforcées chacune par un poste supplémentaire, afin d'intensifier le travail de promotion économique et commerciale. Des renforts supplémentaires au sein de missions diplomatiques et consulaires existantes, ainsi que la création de nouvelles missions diplomatiques, sont envisagés en fonction, notamment, des postes additionnels attribués au MAE. Je renvoie à cet égard aux annonces faites lors de la conférence de presse conjointe avec le Ministre des Finances le 7 janvier dernier.

La préservation et la défense du droit international et des droits humains constitue une priorité politique transversale du MAE. À ce jour, 32 ETP au sein de l'administration centrale (Direction des affaires politiques ; Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire ; service juridique) exercent des fonctions dédiées au droit international et aux droits humains. La promotion des droits humains constitue par ailleurs une partie intégrante du

travail de toutes les missions diplomatiques et consulaires luxembourgeoises. Actuellement au sein des représentations permanentes à New York, Genève, Bruxelles, La Haye et Strasbourg, 15 ETP y travaillent plus spécifiquement.

Évacuations médicales depuis Gaza vers le Luxembourg | Question 3612 (06/02/2026) de M. Yves Cruchten | M. Franz Fayot (LSAP)

Selon les derniers rapports d'organisations internationales actives à Gaza, la situation humanitaire et médicale y demeure catastrophique. D'après les données disponibles, seuls 14 hôpitaux sur 36 fonctionnent encore partiellement, plus de 60 centres de santé ont été détruits, et des milliers de personnes ont besoin de soins chirurgicaux spécialisés impossibles à assurer localement.

Cette situation s'est encore aggravée avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2026, de la nouvelle réglementation israélienne sur l'enregistrement pour les organisations internationales. Ainsi, des organisations telles que Médecins Sans Frontières, présente en Palestine depuis 1988, risquent de perdre leur accès à Gaza à partir du 1^{er} mars 2026. En cas de retrait d'MSF, près d'un demi-million de personnes n'auront plus accès aux soins médicaux de base et à l'eau potable.

En avril 2025, le Gouvernement luxembourgeois a déjà facilité l'évacuation médicale de deux enfants depuis Gaza afin de les faire soigner au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Le Gouvernement envisage-t-il de reprendre les évacuations médicales depuis Gaza vers le Luxembourg, afin de permettre à des enfants gravement malades, identifiés sur une liste établie à Amman avec l'appui de Médecins Sans Frontières, d'accéder aux soins spécialisés disponibles au Luxembourg ? Si non, pourquoi ?

Réponse (06/03/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Gouvernement suit avec une profonde préoccupation l'évolution de la situation humanitaire et médicale dans la bande de Gaza. Il est pleinement conscient des besoins considérables en soins spécialisés et des souffrances des populations civiles, en particulier des enfants gravement malades ou blessés.

En avril 2025, le Luxembourg a participé à une opération d'évacuation médicale permettant l'accueil au Luxembourg de deux patients, chacun accompagné d'un proche, avec une coordination étroite entre les partenaires européens et internationaux ainsi que les acteurs nationaux concernés.

Le Gouvernement tient à souligner que l'évacuation médicale et la prise en charge hospitalière de patients en provenance d'une zone de conflit constituent des opérations particulièrement complexes, requérant des moyens importants, une coordination internationale étroite, ainsi qu'une mobilisation substantielle et durable des capacités médicales et psychosociales nécessaires.

Dans ce contexte, et afin de garantir à tout moment une prise en charge sûre, appropriée et de qualité, il

n'est pas prévu, à ce stade, d'envisager l'accueil de nouveaux patients dans le cadre d'évacuations médicales depuis Gaza. Le Gouvernement continuera toutefois à se concerter avec ses partenaires européens et internationaux, et à suivre l'évolution de la situation, afin d'examiner, le cas échéant, les modalités d'un engagement futur dans le cadre d'une coordination structurée.

Recommandations sanitaires pour les établissements accueillant des personnes vulnérables | Question 3613 (06/02/2026) de **M. Ben Polidori** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon les informations qui nous sont parvenues, certains établissements hospitaliers ainsi que des structures d'accueil pour personnes âgées ont récemment réintroduit l'obligation du port du masque au sein de leurs enceintes, afin de protéger tant les patients, les résidents et les visiteurs que le personnel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Ministère de la Santé a-t-il émis des lignes directrices ou recommandations récentes à l'intention des établissements accueillant des populations vulnérables, notamment les hôpitaux et les structures pour personnes âgées, concernant les mesures de protection sanitaire à mettre en place ?

2) Le ministère recommande-t-il l'utilisation d'autotests en période de circulation de maladies respiratoires saisonnières ?

Réponse (23/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À ce jour, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale n'a pas émis de recommandations saisonnières spécifiques à l'intention des établissements hospitaliers ou des structures d'hébergement pour personnes âgées.

Dans le cadre de leurs responsabilités en matière de sécurité des soins, de prévention des infections et de protection des personnes accueillies, ces établissements disposent d'une autonomie organisationnelle leur permettant de définir et d'adapter, en fonction de leur situation épidémiologique et organisationnelle propre, les mesures sanitaires internes qu'ils jugent appropriées.

Il leur appartient dès lors de mettre en œuvre, le cas échéant, des mesures proportionnées, justifiées et adaptées afin de garantir la sécurité des patients, des résidents, des visiteurs et du personnel.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne formule pas de recommandation spécifique concernant l'utilisation d'autotests lors des périodes de circulation saisonnière des maladies respiratoires.

Les recommandations générales en matière de prévention des infections respiratoires sont présentées dans le cadre de la campagne nationale « infections respiratoires », disponible sur le site du Gouvernement luxembourgeois⁴.

Nouvelles règles israéliennes et accès humanitaire à Gaza | Question 3614 (06/02/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 1^{er} janvier 2026, de nouvelles règles israéliennes d'enregistrement des organisations non gouvernementales internationales sont entrées en vigueur. Ces

règles menacent directement la capacité des organisations humanitaires à opérer à Gaza et en Cisjordanie, créant un risque imminent de privation d'accès aux soins vitaux pour des centaines de milliers de personnes. Selon les estimations des organisations concernées, près d'un demi-million de personnes seront touchées et perdront leur accès aux soins médicaux de base et à l'eau potable.

Cette entrave délibérée au travail des ONG internationales, notamment médicales, constitue une violation manifeste des Conventions de Genève et de la résolution 2720 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il effectué des démarches diplomatiques auprès des autorités israéliennes concernant les nouvelles règles d'enregistrement des ONG et leurs conséquences sur l'accès humanitaire à Gaza ? Si oui, lesquelles et avec quels résultats ? Si non, pourquoi ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il demander la mise à l'ordre du jour de ce sujet à la prochaine réunion du Conseil des Affaires étrangères ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement luxembourgeois a participé à de nombreuses initiatives diplomatiques conjointes concernant les nouvelles règles d'enregistrement des ONG et leurs conséquences sur l'accès humanitaire à Gaza. Le 12 août, le Luxembourg s'est joint avec 32 partenaires à la déclaration initiée par le Royaume-Uni en réponse aux premières restrictions imposées aux ONG. Ainsi, le Luxembourg a signé une lettre conjointe rédigée par le Danemark signée par 17 pays donateurs et adressée aux membres du Comité interministériel israélien pour l'enregistrement des ONG internationales le 13 août 2025. Les pays donateurs appellent les autorités israéliennes compétentes à faciliter immédiatement l'enregistrement des ONG partenaires en Palestine afin de leur permettre de poursuivre leur travail vital. Le 29 août 2025, le Luxembourg s'est joint à une déclaration commune coordonnée par l'Irlande pour, entre autres, appeler Israël à respecter ses obligations humanitaires, notamment en ce qui concerne le travail des ONG. Cette déclaration a été soutenue par l'Islande, la Norvège, la Slovaquie et l'Espagne. Dans la même logique, le Luxembourg s'est joint à une déclaration commune publiée le 5 janvier 2026 par l'Irlande, soulignant son soutien à l'UNRWA et aux ONG et condamnant les restrictions imposées par Israël aux organisations internationales et à la société civile.

Parallèlement, le Luxembourg a soutenu la déclaration commune de la HRVP Kaja Kallas et des commissaires Dubravka Šuica et Hadja Lahbib du 6 janvier 2026, appelant Israël à permettre aux ONG internationales d'opérer sans restriction afin de fournir une aide indispensable au peuple palestinien.

Pour mémoire, le Luxembourg s'est également associé à une lettre conjointe adressée à la HRVP Kaja Kallas par la Belgique, l'Espagne, la Pologne, la Slovaquie, la Suède, l'Irlande, le Portugal et la Finlande demandant la suspension des principales dispositions commerciales de l'accord d'association UE Israël, étant donné qu'Israël ne respecte pas ses obligations en matière de droits humains au titre de cet accord.

Le Luxembourg maintient depuis lors et malgré l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Gaza sa position consistant à garder toutes les options sur la table afin

de renforcer la pression et de réagir aux violations du droit international par Israël, y compris par des mesures à l'encontre de colons violents. Le Luxembourg soulève régulièrement cette question au Conseil, par exemple lors du Conseil des affaires étrangères du 23 février, et fera de même lors de la prochaine réunion du Conseil des affaires étrangères, le 15 mars.

Obligations du Luxembourg au titre de la Convention sur le génocide concernant Gaza | Question 3615 (06/02/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé une requête devant la Cour internationale de justice contre Israël pour violation alléguée de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans le cadre du génocide contre le peuple palestinien à Gaza.

Le Luxembourg a ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Les obligations de prévention qui découlent impliquent, selon la jurisprudence de la CIJ (notamment dans l'arrêt *Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro* de 2007), que les États parties doivent employer tous les moyens qui sont raisonnablement à leur disposition pour empêcher la commission d'un génocide.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement envisage-t-il d'intervenir dans la procédure devant la Cour internationale de justice concernant l'application de la Convention sur le génocide susmentionnée, conformément aux articles 62 ou 63 du Statut de la CIJ ?

2) Quelles mesures concrètes le Luxembourg a-t-il prises ou envisage-t-il pour empêcher la commission d'un génocide à Gaza, conformément à ses obligations légales au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) À ce stade, aucune décision n'a été prise quant à une éventuelle intervention du Luxembourg dans cette procédure devant la Cour internationale de justice (CIJ). Des consultations se poursuivent avec un groupe de pays like-minded afin d'évaluer les implications et l'opportunité d'une telle intervention.

ad 2) Le Luxembourg suit avec grande attention la situation à Gaza et réaffirme son attachement aux obligations découlant du droit international, y compris celles résultant de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. À ce titre, le Luxembourg plaide de manière constante, tant au niveau bilatéral qu'au sein des enceintes européennes et multilatérales, pour le respect du droit international humanitaire, la protection des civils et l'accès humanitaire sans entrave.

Au niveau national, le Luxembourg n'accorde plus de licences d'exportation pour les biens militaires destinés à usage final en Israël, afin d'empêcher que ces biens ne soient utilisés à des fins militaires à Gaza. Sur le plan humanitaire, le Luxembourg a renforcé son soutien financier aux organisations humanitaires, afin d'appuyer les opérations humanitaires essentielles en Palestine.

Au niveau européen, le Luxembourg soutient la discussion sur d'éventuelles sanctions à l'encontre d'Israël tant que la situation humanitaire dans la bande de Gaza et les tentatives d'annexion en Cisjordanie ne sont pas résolues.

⁴ Campagne infections respiratoires – Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois

Enfin, devant les juridictions internationales, le Luxembourg a participé à deux procédures de demande d'avis consultatif récentes devant CIJ qui concernent le Territoire palestinien occupé (TPO), à savoir l'avis consultatif du 19 juillet 2024 concernant les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ainsi que l'avis consultatif du 22 octobre 2025 sur les obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci. Dans ce cadre, le Luxembourg a souligné qu'en tant que puissance occupante, Israël est tenu par le droit international humanitaire d'administrer le TPO dans l'intérêt de la population locale, notamment en assurant la fourniture de l'aide humanitaire à la population civile et en acceptant et facilitant les actions de secours organisés par des tiers, dont les agences des Nations Unies.

Conséquences des sanctions américaines contre la CPI au Luxembourg | Question 3616 (06/02/2026) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Me référant à ma question parlementaire n° 3419 du 9 janvier 2026 ainsi qu'à la réponse du 29 janvier 2026, il semble que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur n'ait pas répondu aux questions suivantes, que je souhaite donc poser à nouveau :

- 1) Les sanctions américaines ont-elles eu des impacts sur les avoirs ou activités de la CPI ou de ses agents au Luxembourg ?
- 2) Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il entrepris des démarches pour protéger ces avoirs ou activités ?

Réponse (16/03/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Au titre de la loi du 19 décembre 2020, les sanctions financières internationales applicables au Luxembourg sont celles adoptées par l'Organisation des Nations Unies et celles adoptées par l'Union européenne.

Dans ce cadre, et en l'absence d'une désignation onusienne ou européenne, les opérateurs financiers ne sont pas tenus de notifier au Ministère des Finances la mise en œuvre de sanctions édictées par des pays tiers ni de transmettre des informations relatives aux personnes ou aux actifs concernés. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur ne dispose donc pas d'informations à cet égard.

ad 2) S'agissant des développements récents concernant la Cour pénale internationale (CPI), le Gouvernement, tout en réaffirmant son attachement constant au rôle essentiel que joue la CPI, ne peut intervenir dans la faculté des opérateurs de décider de leurs relations d'affaires en fonction des éventuelles conséquences inhérentes à ce choix.

Dysfonctionnements au Centre national de l'audiovisuel | Question 3617 (06/02/2026) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon des articles parus aujourd'hui dans le quotidien « Tageblatt » et l'hebdomadaire « D'Land », la liste des dysfonctionnements au sein du Centre national de l'audiovisuel (CNA) est longue. Un certain nombre d'allégations sont très graves : harcèlement moral, direction erratique et gestion dilettante.

Confrontés à cette situation, de nombreux salariés auraient claqué la porte du CNA, jugeant la situation intenable et privant ainsi cette administration publique d'une expertise précieuse. Enfin, un audit interne aurait révélé la responsabilité de la direction actuelle. Comme si le maintien délibéré d'un climat de travail délétère n'était pas suffisant, la gestion du Centre serait à tel point problématique que le CNA n'accomplirait plus sa mission d'archive.

La fameuse collection « Teutloff » a été endommagée en raison de problèmes techniques inadmissibles pour un lieu comme le CNA, remettant en cause sa renommée professionnelle internationale.

S'y ajoute une rénovation jugée inutile des salles de cinéma du CNA. Un budget conséquent a été débouqué pour équiper les salles d'un système de son disproportionné alors que seul un nombre restreint de films utilisent cette technique. Ces travaux ont entraîné la fermeture des salles de janvier à mars, traditionnellement une des périodes les plus fréquentées de l'année.

Cette situation perdurerait et le ministère serait au courant depuis le début.

Si chaque élément pris à part mériterait des questionnements profonds, l'ensemble des allégations fournissent l'image d'une institution devenue apparemment incapable de répondre aux missions publiques lui attribuées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

- 1) Concernant la collection « Teutloff » :
 - Pourriez-vous m'informer de façon complète des conclusions des rapports concernant les causes de la panne technique qui ont mené à l'endommagement de la collection « Teutloff » et les responsabilités qui en découlent ?
 - Pourriez-vous m'informer de façon complète des conclusions de l'expertise menée quant à l'endommagement des œuvres concernées ? À quel point cette collection est-elle endommagée ? Est-elle réparable ? Dans quelle mesure ? Est-ce qu'il existe une date prévisionnelle de finition de travaux de récupération ? Quel est le coût de ces travaux ?
 - A-t-on entre-temps remédié aux causes de la panne technique ? À quel prix ?
 - Est-ce que de nouvelles expositions en lien avec la collection Teutloff sont planifiées ?
- 2) Concernant la gestion du personnel du CNA :
 - Monsieur le Ministre a-t-il été informé des problèmes existant dans la gestion du personnel avant la date de la publication de l'article ?
 - Ces problèmes peuvent-ils être qualifiés de harcèlement selon les termes de la loi et qu'est-ce qui les a motivés ?
 - Quelles mesures ont été prises pour y remédier ?
 - Quelles sont les conclusions et/ou recommandations de l'audit concernant la gestion du personnel ? Ont-elles été considérées par la suite ? Par quels moyens ?
 - Combien de personnes occupant des postes à responsabilité sont parties depuis l'arrivée du nouveau directeur ?
 - Combien de congés maladie dépassant 10 jours ouvrables ont été posés ?
 - Afin de pouvoir postuler à un poste à responsabilité au sein de la fonction publique, les candidats doivent passer des tests de personnalité poussés. Monsieur le Ministre est-il obligé de tenir compte du résultat ou peut-il l'ignorer ?
- 3) Concernant l'accès aux archives :
 - Qu'est-ce qui a justifié la fermeture des archives pendant toute l'année 2025 alors que l'ensemble des

documents maintenant en ligne étaient prêts à être mis à disposition il y a déjà longtemps ? Dans quelles conditions et selon quels critères se fera désormais l'accès aux documents ? Comment le CNA compte-t-il à l'avenir faciliter l'accès aux professionnels et aux citoyens ?

– Pourquoi n'y a-t-il toujours pas de mise à disposition en ligne du catalogue et de la filmographie luxembourgeoise ?

4) Concernant la rénovation du « Ciné Starlight » :

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas exagéré l'investissement pour l'installation d'un système sonore surdimensionné, entraînant une longue fermeture des salles durant une période de grande affluence.

5) De façon générale, comment Monsieur le Ministre entend-il rétablir le bon fonctionnement de cette administration publique ?

Réponse (10/02/2026) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) L'exposition Facets of Humanity: Works from the Teutloff Collection, planifiée du 17 mai au 21 septembre 2025 au DISPLAY01 à Dudelange, constitue la première présentation au Luxembourg du fonds du collectionneur Lutz Teutloff depuis son acquisition par le CNA en 2017.

Comme il a été communiqué par le CNA, l'exposition a été interrompue dès que le CNA a constaté que le taux d'humidité dans l'espace d'exposition dépassait les seuils admissibles pour la conservation des œuvres. Cette décision a été prise sans délai, par principe de précaution, afin de ne faire courir aucun risque supplémentaire aux photographies.

Il a été décidé de confier l'analyse à un bureau d'études externe afin de disposer d'une expertise indépendante permettant d'orienter les décisions à chaque étape du processus. Il est apparu que l'analyse complète du système de climatisation nécessiterait un délai conséquent et qu'aucune œuvre ne pourrait être présentée dans cet espace tant que les installations ne seraient pas pleinement opérationnelles. Dans ces conditions, la décision de ne pas rouvrir l'exposition s'est imposée. L'identification du prestataire et la conduite de cette expertise ont requis du temps ; les conclusions seront remises au CNA au début du mois de mars.

Parallèlement, l'ensemble des œuvres a été confié à une restauratrice expérimentée ayant déjà travaillé sur la collection. Sur les 71 œuvres examinées, 51 ont d'ores et déjà pu réintégrer les archives du CNA après analyse, tandis que vingt font encore l'objet d'un suivi en atelier. La durée de ce processus s'explique notamment par la mise en œuvre d'un protocole d'analyse et de suivi particulièrement exigeant.

Comme il s'agissait d'une exposition temporaire, il n'est actuellement pas prévu d'organiser une autre exposition avec les œuvres de cette collection.

Depuis cet incident, un double travail est mené : préserver les œuvres et comprendre précisément les causes de la situation afin d'éviter qu'elle ne puisse se reproduire. Le CNA travaille notamment à la mise en place d'un réseau indépendant de capteurs permettant de surveiller en temps réel les conditions climatiques des espaces d'exposition.

Comme toujours dans ce type de situation, l'expérience impose d'en tirer tous les enseignements nécessaires afin de renforcer durablement les infrastructures et les procédures.

Le CNA communiquera sur l'impact éventuel de cet incident dès que des informations solides et vérifiées seront disponibles, sur la base des rapports des experts et spécialistes mandatés.

ad 2) et 5) Le CNA mène actuellement une transformation en profondeur destinée à consolider sa gouvernance, à moderniser ses infrastructures et à renforcer durablement ses missions patrimoniales, culturelles et éducatives. La transformation s'inscrit dans une démarche structurée, engagée avec l'introduction d'un nouvel organigramme fin 2023, déclinée dans le programme de travail 2026-2027, actuellement en voie d'achèvement. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé et sur des orientations stratégiques, destinées à structurer durablement le fonctionnement de l'institution, tout en renforçant les fondements de l'institution.

Le ministère attache une importance particulière à un environnement de travail respectueux et propice au bon fonctionnement des services. Il est rappelé qu'aucune forme de harcèlement moral et tout autre comportement fautif n'est tolérée. Dans le cadre d'un processus de transformation de cette ampleur, certaines tensions ou ressentis peuvent toutefois se manifester. Celles-ci ont fait l'objet d'une attention particulière : les tensions et défis apparus au niveau du personnel ont ainsi été suivis et accompagnés de manière continue par le ministère, et ce à chaque étape du processus de transformation.

Sur ma demande, le CNA a notamment organisé en mars 2025 un sondage interne de satisfaction afin de disposer d'une vision globale du climat de travail, des pratiques organisationnelles, de la communication interne et des dynamiques managériales. Le sondage a mis en évidence l'engagement réel des équipes et leur attachement à l'institution, tout en faisant apparaître des attentes claires en matière de communication, de participation aux processus décisionnels et de lisibilité organisationnelle.

Parmi les mesures engagées figure également une analyse SWOT participative et associant l'ensemble du personnel. Cette démarche a permis de croiser les perceptions de terrain avec les enjeux structurels de l'institution, de mettre en évidence ses forces, notamment l'engagement des équipes, le niveau des compétences et la richesse des collections, et d'identifier les points nécessitant un travail approfondi de clarification et de structuration. Sur cette base, des mesures concrètes et supplémentaires ont été engagées afin d'améliorer le cadre de travail et l'accompagnement des équipes.

L'élaboration d'un guide de l'agent a permis de clarifier les règles et pratiques internes dans un souci de lisibilité et d'équité. Des temps de travail participatifs ont été organisés et une attention constante est portée à la recherche de solutions adaptées lorsque des besoins spécifiques sont identifiés.

Parallèlement, un accompagnement du groupe de coordination a été mis en place afin de renforcer la cohérence managériale, la lisibilité du pilotage et la capacité collective à assumer les responsabilités. Dans cette même logique, le recrutement d'un expert en modélisation et gestion de processus est engagé afin d'identifier, formaliser et documenter les principaux processus de travail de l'institution, contribuant ainsi à renforcer la qualité et la fiabilité des services rendus.

Cette dynamique s'appuie également sur une collaboration étroite avec le CGPO dans la structuration des processus RH et organisationnels. Elle se traduit notamment par le déploiement progressif d'un Intranet et par la mise en place des premiers plans de travail individuels.

Enfin, une attention particulière est portée au cadre éthique et à la prévention des situations de surcharge. L'élaboration d'un code de conduite interne

est en cours afin de fournir des repères clairs pour les situations professionnelles courantes. Un suivi renforcé des heures supplémentaires a également été instauré afin d'identifier les déséquilibres éventuels et d'y répondre de manière anticipative.

Comme toute réforme structurelle, ces démarches s'inscrivent dans le temps long et ont vocation à produire des effets durables au bénéfice de l'institution et du personnel. Le ministère en assurera un suivi attentif, en veillant à la cohérence des actions engagées et à leur déploiement dans la durée, tout en restant en mesure d'apporter les ajustements nécessaires en fonction de l'évolution de la situation, dans l'intérêt de l'institution comme de ses équipes.

Depuis septembre 2023, quatre personnes occupant des postes à responsabilités ont quitté le CNA. Les congés de plus de dix jours recensés s'établissent à huit pour 2025 et à trois pour 2026. Ces éléments doivent être appréciés avec réserve, dès lors qu'ils peuvent correspondre à des situations individuelles et à des motifs variés, non nécessairement liés au contexte professionnel.

Quant aux résultats de tests de personnalité, ces derniers peuvent constituer un élément d'appréciation parmi d'autres pour un ministre dans le cadre d'une procédure de candidature.

ad 3) Tel qu'il a été communiqué de la part du CNA en date du 9 février 2026, il importe de distinguer la conservation des supports audiovisuels physiques des opérations de numérisation. Le regroupement des archives film, son et photographie au sein d'un même service a fait apparaître une diversité de pratiques et d'outils, impliquant un travail d'harmonisation des métadonnées et des inventaires. La réalisation d'un inventaire exhaustif et fiable des collections physiques constituait un préalable nécessaire à toute stratégie de numérisation cohérente. Ce travail de fond a mobilisé les équipes pendant près d'un an, tout en maintenant l'accès aux documents lorsque cela était requis.

Les missions essentielles ont été assurées en continu. L'entrée des fonds Gast Rollinger et Michel Medinger, ajoutée au dépôt légal, a conduit à l'intégration d'environ 24.000 documents supplémentaires. Les archives ont également contribué à plusieurs événements d'envergure nationale, notamment le Trounwiessel et la rétrospective des courts métrages d'Andy Bausch.

La plateforme CNAsearch représente une première étape destinée à évoluer. La numérisation du patrimoine audiovisuel s'inscrit dans une démarche progressive et de long terme. L'arrivée récente d'une archiviste numérique renforce les compétences disponibles et soutient l'amélioration graduelle de l'accès aux collections.

Enfin, la mise en ligne de la filmographie est prévue pour le milieu de l'année 2026. Elle intervient à l'issue de deux années de recherches approfondies. Le site sera encore actualisé et adapté pour répondre aux exigences d'accessibilité.

ad 4) La modernisation des deux salles de cinéma s'inscrit dans une logique d'anticipation et de durabilité. Le maintien des installations existantes aurait rapidement engendré des difficultés croissantes d'approvisionnement en pièces de rechange. Une modernisation planifiée a donc été privilégiée, plusieurs éléments techniques arrivant simultanément en fin de cycle et nécessitant une mise à niveau.

L'équipement des deux salles en projection laser et en son Dolby Atmos offre désormais une flexibilité accrue pour la programmation tout en garantissant la pérennité de l'infrastructure. Ces équipements

constituent également un outil de travail essentiel pour l'industrie audiovisuelle luxembourgeoise, notamment pour les projections techniques, les tests de postproduction et les travaux d'étalonnage cinéma.

.....
Implications de l'arrêt n° 00195 du 24 octobre 2025 de la Cour constitutionnelle | Question 3618 (06/02/2026) de M. Marc Baum (déi Lénk)

L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 24 octobre 2025 porte sur le droit des salariés reclassés à une indemnité forfaitaire de reclassement dans l'hypothèse d'un reclassement externe d'un salarié issu d'une entreprise occupant plus de 25 salariés.

Dans cette configuration, le Code du travail prévoit que l'employeur peut être dispensé de l'obligation de reclassement interne lorsque l'entreprise emploie déjà un nombre de salariés reclassés et reconnus comme salariés handicapés conforme au quota prévu à l'article L. 562-3 du Code du travail. Dans un tel cas, le salarié reclassé en externe ne bénéficie pas de l'indemnité de reclassement, ce qui conduit à une différence de traitement entre des salariés placés dans des situations comparables.

C'est précisément cette inégalité de traitement que la Cour constitutionnelle a constatée dans son arrêt invitant par cette voie le législateur à adapter le dispositif en vigueur depuis 2020.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Combien de salariés se sont retrouvés dans une situation comparable à celle décrite ci-dessus et visée par l'arrêt précité ?
- 2) À quel horizon Monsieur le Ministre envisage-t-il le dépôt d'un projet de loi visant à adapter le dispositif concerné pour donner suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle ?
- 3) Quelle solution Monsieur le Ministre préconise-t-il afin de mettre le dispositif en conformité avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle ?

Réponse (20/02/2026) de M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1) Pour la période du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2025, 1.366 salariés ont bénéficié d'un reclassement externe, leur employeur ayant été dispensé de son obligation de reclassement interne, après avoir prouvé l'existence d'un préjudice grave qui aurait pu résulter d'un reclassement interne. Ces salariés ont pu bénéficier de l'indemnité forfaitaire.

Sur la même période, 1.750 salariés ont bénéficié d'un reclassement externe au lieu d'un reclassement interne, soit parce que l'employeur remplissait le quota prévu par la loi, soit parce qu'un reclassement interne s'avérait impossible pour des raisons médicales. Ces salariés n'ont pas pu bénéficier de l'indemnité forfaitaire.

ad 2) et 3) Dans son arrêt, la Cour constitutionnelle constate que le dispositif mis en place par le législateur engendre soit un traitement inégalitaire injustifié du salarié, soit un traitement inégalitaire injustifié de l'employeur.

Elle avance également que sa décision ne peut pas avoir pour effet de remplacer une inégalité injustifiée par une autre. Dès lors, la Cour ne saurait se substituer au législateur dans ses choix politiques afin de rétablir un régime cohérent non discriminatoire.

Afin de se conformer à l'arrêt de la Cour constitutionnelle, plusieurs pistes peuvent être envisagées. La Chambre des Députés sera tenue informée de l'évolution des réflexions.

.....

État d'avancement de l'inventaire national du patrimoine architectural | Question 3619 (06/02/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Kader vun der Ëmsetzung vum Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwer eise Patrimoine léisst d'Regierung duerch den Institut national pour le patrimoine architectural (INPA), Gemeng fir Gemeng, Inventaire vu potenziell schützenswäerte Gebaier erstellen. Eng Rei vun Inventaire sinn aktuell schonns ofgeschloss. D'Gesetz gesäit vir, dass fir all Gemeng erfaasst gëtt, wéi eng Gebaier no wëssenschaftleche Krittere als Deel vun eise Patrimoine ze gëllen hunn. Laangfristeg Zil ass en zentralen, nationalen Inventaire, deen net nëmme schonns klassifizéiert Gebaier, mee och potentiell schützenswäert Gebaier dokumentéiert. En ofgeschlossenen Inventaire fir dat ganz Land existéiert nach net offiziell a konsolidierter Form.

Well meng Motiou „Données statistiques relatives aux immeubles démolis“ vum 2. Abrëll 2025 ënner anerem mam Argument ofgeleent gouf, d'Regierung géif souwiso un engem nationalen Inventaire vu schützenswäerte Gebaier schaffen, hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wou deen nationalen Inventaire vu schützenswäerte Gebaier aktuell drun ass?

2. No wéi engen objektive Krittere entscheet d'Regierung, ob eent an engem INPA Inventaire erfaasstent Gebai spéider tatsächlech engem Schutz- oder Klassifizierungsverfahren ënnerzu gëtt, a ween treëft dës Entscheidung a leschter Instanz?

3. Wéi eng konkreet rechtlech oder faktesch Auswierkungen hu lafend oder ofgeschlossenen Inventaire schonns elo op Proprietären, besonnesch am Hibleck op Baugeneemegungen, Ofërssgeneemegungen oder kommunal Planungsprozesser?

4. Bis wéini plangt d'Regierung, d'Inventarisierung vun architektonesche Patrimoine landeswäit ofzeschleissen an d'Resultater an enger transparenter, zentralisierter Form ze verëffentlechen?

Réponse (05/03/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Den Inventar vun aacht Gemengen ass ofgeschloss a verëffentlecht. Esou kann alles, wat an de Gemenge Fiels, Fëschbech, Miersch, Lëntgen, Luerenzweiler, Kielen, Helperknapp a Colmar-Bierg inventariséiert a geschützt gouf, um Internetsite vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA ofgeruff ginn.

ad 2. D'Krittere an d'Prozedur fir e Klassement stinn an den Artikelen 23-33 vum iwwerschaafte Gesetz vum 22. Februar 2022 iwwert dat kulturellt Iewen.

De Kulturminister proposéiert der Regierung, all déi inventariséiert Objete vun enger Gemeng ze klasséieren. Dat geschitt an enger éischter Phas provisoresch.

ad 3. No enger ëffentlecher Enquête, wou all déi concernéiert Proprietäre kënnen matmaachen, kënnen et dann zu engem definitive Schutz, deen och nees muss vum Regierungsrat guttgeheescht ginn. Dat geschitt dann op Basis vun de Contributiounen vum Public an dem Avis vum Gemengerot.

Just en ofgeschlossenen Inventaire huet rechtlech Auswierkungen. Mat senger Publikatioun an der ëffentlecher Enquête hunn déi concernéiert Proprietären d'Obligatioun, all Aarbechten an engem geschützten Haus (ausser Entretien) vum Kulturminister autoriséieren ze loossen. Dobäi kommen eng fachlech Berodung vum INPA a finanziell Hëllef.

ad 4. Am Moment lafen d'Inventaire an de Gemenge Réimech, Fréiseng, Useldeng, Bissen a Veianen. No éischte Reperagen, dem Kontakt mat de Proprietären a Prozeduren, fir d'Haiser vu bannen ze gesinn, enger wëssenschaftlecher Recherche an Dokumentatioun iwwert all schützenswäert Gebai, gëtt den Inventaire vun enger Gemeng geschriwwen, mat Fotoen illustréiert a publizéiert.

Dës akribesch a präzis wëssenschaftlech Aarbecht wäert nach eng Rei Jore daueren, och wann d'Equipe vum Inventaire am INPA reegelméisseg kann opgestockt ginn. Wichtig ass et, datt d'Inventarisierung an de Schutz mat kloer Krittere, Argumenter a Prozedure ka realiséiert ginn, dat am Austausch mat de Bierger an de Gemengen.

.....

Aide financière pour les personnes souffrant d'incontinence | Question 3620 (06/02/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 11. Mäerz 2025 iwwer d'Prise en charge vun Inkontinenzmaterial, konkreet op meng Fro, ob et Pläng gëtt, fir Mënsche mat Inkontinenz ausserhalb vun der Fleegeversécherung a vun deenen aneren aktuellen Dispositiounen finanziell ze entlaaschten, hat d'Madamm Minister de 16. Abrëll 2025 geschriwwen:

„Eng virleefeg Analys vun der Prise en charge an eisen Nopeschlänner fir Patienten, déi net ënnert de Statut vun der Dependence falen, huet verschidde Modeller ervirgehewen. Dës ginn aktuell nach am Detail analyséiert. Op Basis vun deenen Erkenntnisser gëtt dem Conseil d'administration vun der CNS nach am Laf vun deem Joer eng Propositioun virgestallt.“

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wat ass erauskomm bei der genannter Analys vun de verschidde Modeller vu Prise en charge?

2. Wou ass d'Regierung aktuell dru mat der ugekënnegter Propositioun fir de Verwaltungsrot vun der CNS?

Réponse (23/02/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Op Basis vun den Analysen huet d'Gesondheitskeess am Summer 2025 eng Rei Froen un d'Cellule d'expertise médicale (CEM) gestallt. Dëst, fir eng eventuell nei Prestatioun am effizientsten op d'Zilpopulatioun unzepassen.

ad 2. D'Äntwerten op dës Froe sinn ugangs 2026 bei der Gesondheitskeess ukomm, a mussen elo fäerdeg analyséiert an enger Propositioun ëmgesat ginn.

.....

Projet Green Events | Question 3621 (09/02/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Säit Ufank vun deem Joer huet d'Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL) d'Cogestioun vum Projet „Green Events“ vum Oekozer Pafendall iwwerholl. 2024 huet den Oekozer Pafendall e Bilan vun den éischte 5 Joer vum Projet gemaach. Aus deem geet ervir, datt d'Locatiounskäschte vu „Mehrwegeschier“ ze héich sinn. D'Unzuel vu Fräiwëllegen, déi gebraucht ginn, fir d'Geschier anzusammelen an d'Spull ze maachen, d'Feele vu genuch Spillweenercher a „Mehrweg-container“, sinn aner Problemer, déi opgezielt ginn. Déi lescht Komplikatoun, déi opgeléicht gëtt, ass d'Disponibilitéit vun Organisateuren, déi déi verschidde Iessstänn kontaktéieren.

An deem Kontext géing ech gären dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Gouf et während dem Wiessel vum Cogestionnaire Evenementer, déi begleet goufen?

– Wa jo, wéi vill? A wéi sinn déi iwwert de Wiessel informéiert ginn?

2. Kommen nach aner Changementer op de „Green Events“-Projet duer?

– Wa jo, wéini a wéi ginn déi kommunizéiert?

3. Wéi vill Evenementer kruten, opgeschlëselt op d'Jore tëschent 2023 an 2025 de Logo „Green Events“? Wéi vill kruten de Logo „Mir engagéieren eis“?

– Wéi vill ware vu Gemengen organiséiert? Wéi vill vu Veräiner?

4. Wéi vill Evenementer goufen an deene Jore vu Beroder vun der SuperDrecksKëscht an/oder dem Oekozer Pafendall begleet?

5. Wéi vill Leit hunn, opgeschlëselt op d'Joer 2023 bis 2025 e „Green Event“ oder „Mir engagéieren eis“ Evenement besicht?

6. Wéi vill Informatiounssätzungen an Ateliere sinn 2025 organiséiert ginn?

– Wéi vill Vertrieeder vu Gemengen a lokale Veräiner hu bei deenen Informatiounssätzungen an Ateliere matgemaach?

7. Wat ass zënter der Verëffentlechung vum Bilan geschitt, fir déi identifizéiert Problemer ze behiewen?

8. Wat fir aner Ännerungen kommen nach op d'„Green Events“ duer a wéini ginn se kommunizéiert?

Réponse (12/03/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Bestriewungen, fir trotz der kuerzfristeger Annonce vum Oekozer Pafendall de Projet net méi weiderzeféieren, waren, fir en neie Gestioniare ze fannen an déi Transition beschtméiglech ze begleeden. Mat der Ëmweltberodung Lëtzebuerg ASBL (EBL) konnt och en neie Gestioniare identifizéiert ginn. Insgesamt huet d'EBL am Zäitraum vum 1. November 2025 bis den 31. Dezember 2025 5 oppen Dossieren iwwerholl, an 8 nei Dossieren goufe säit Januar 2026 vun der EBL opgemaach.

Den Oekozer Pafendall huet an der Schlussphas d'Organisateuren, déi an enger Prozedur waren, dorop higewisen, datt si ab dem 1. Januar 2026 eng nei Ulafstell hunn. Donieft ass de Wiessel am Januar 2026 vum Gestioniare iwwert ee Communiqué vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB), d'Websäit vun der EBL, d'Websäit vu Green Events (www.greenevents.lu) an och d'sozial Meedie vun der EBL an der SuperDrecksKëscht proaktiv no bause kommunizéiert ginn. Des Weideren huet d'EBL d'Gemengen ugeschriwwen, fir si iwwer de Changement ze informéieren, an dës Informatioun iwwer hir jeeweileg Kanäl un d'Bierger ze droen.

ad 2. Et gëtt op d'Äntwert zur leschter Fro verwisen.

ad 3. a 4. Den éischten Tableau[†] gëtt, opgeschlëselt op d'Jore tëschent 2023 an 2025, d'Unzuel vun Evenementer un, déi de Logo „Green Events“ respektiv de Logo „Mir engagéieren eis“ kritt hunn. Den Tableau weist och wéi vill Green Events vun de Gemenge respektiv vun de Veräiner an dese Jore organiséiert goufen. Des Weidere gëtt den Tableau och d'Unzuel vu Berodungen, déi tëschent 2023 an 2025 realiséiert goufen, un.

ad 5. Et sinn de Gestioniaren an dem MECB keng Zuele bekannt, wéi vill Leit an de Jore 2023, 2024 an 2025 e Green Event oder en Event, wat mam Logo

„Mir engagéieren eis“ ausgezechent gouf, besicht hunn.

ad 6. Den zweeten Tableau[†] weist, opgeschlësst op d'Joren tëschent 2023 an 2025, d'Unzuel vun den Atelieren an Informatiounssätzungen, déi organiséiert goufen, souwéi d'Unzuel u Verrieder vu Gemengen a lokale Veräiner, déi un dësen deelgeholl hunn.

ad 7. Et gouf op d'Erferung an dem Retour vun de Gestionnairen hi festgestallt, dass d'Mise en place vun engem „Mehrwegsystem“ kee reelle Problem um Terrain duerstellt. D'Beroder stelle fest, dass et souwuel an de Gemengen, wéi och an der Privatwirtschaft an deene leschte Jore vill Initiative gouf, déi den Asaz vu „Mehrweg“ an der Praxis vereinfacht respektiv férdere.

Fir d'Gemenge bei der Ëmsetzung vu „Mehrwegsystemer“ ze ënnerstëtzen, huet de MECB d'Méiglechkeet, fir Subside fir Spullweenercher a Spullstroossen unzefroen, agefouert. Et ass ze bemierken, dass de Gebrauch vun Eewe-Geschier, konform zum Offallgesetz, progressiv op öffentlechen Evenementer reduzéiert soll ginn.

ad 8. Et si momentan keng déifgräifend Ännerunge geplangt, mee de Projet gëtt während senger gesamter Lafzäit evaluéiert a falls noutwendeg mat de Prestatairen adaptéiert. Am Fall vun Ännerungen, déi fir d'Organisateure vun Evenementer an d'Gemenge relevant sinn, ass virgesinn, dass dëst kommunizéiert gëtt.

D'Prestatairen hunn den Optrag de Projet weiderzeentwéckelen an den neie Gestionnaire huet sech ënnert anerem als Zil gesat fir ze analyséieren, wou et Méiglechkeete gëtt, fir de „Mehrweg“ an Zukunft nach méi einfach ubidden ze kënnen.

Shigellose au Cap-Vert | Question 3622 (09/02/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

De nombreux médias européens rapportent le décès d'au moins quatre touristes britanniques ayant séjourné entre août et novembre 2025 dans plusieurs hôtels de la chaîne Riu au Cap-Vert, décès mis en relation avec une infection bactérienne de type shigellose et avec des défaillances graves dans la prise en charge hospitalière locale. Des centaines de cas de shigellose auraient par ailleurs été recensés chez des voyageurs européens de retour du Cap-Vert sur la même période. Le 3 février 2026, le Gouvernement du Cap-Vert a formellement démenti l'existence d'une épidémie active de shigellose dans le pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Pourquoi le ministère n'a-t-il pas procédé à une adaptation des avis de voyage et renvoie-t-il aux avis de voyage des pays voisins ?
- 2) Monsieur le Ministre estime-t-il émettre un avis de voyage pour le Cap-Vert et pourquoi ?
- 3) Est-ce que des cas d'infection bactérienne de type shigellose auprès de voyageurs provenant du Cap-Vert sont connus au Luxembourg ?
- 4) Le ministère a-t-il procédé, seul ou en coordination avec d'autres États membres ou avec le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), à une évaluation spécifique du risque sanitaire que représente actuellement un séjour dans les principaux sites touristiques du Cap-Vert pour les ressortissants luxembourgeois (notamment en matière de shigellose et de capacité de prise en charge

médicale sur place) ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales conclusions ?

⁵ Outbreak of Shigella sonnei in the EU/EEA, the United Kingdom, and the United States among travellers returning from Cabo Verde

médicale sur place) ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales conclusions ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il de soulever ce sujet lors de son prochain déplacement au Cap-Vert ?

Réponse (19/03/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur suit de près l'évolution de la situation au Cabo Verde, notamment à travers son ambassade à Praia. Il ne publie des avis de voyage propres que dans des cas exceptionnels. Il renvoie systématiquement aux avis de voyage publiés par les pays voisins sur leurs plateformes spécialisées qui sont complets et constituent une source d'information fiable et actualisée pour le public.

ad 2) Voir réponse sous 1.

ad 3) et 4) La Direction de la santé du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suit étroitement cette situation au niveau européen et participe activement aux échanges d'informations scientifiques et épidémiologiques organisés via les plateformes du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Une première alerte relative à une augmentation de cas de shigellose associés à des séjours au Cabo Verde avait été signalée en 2022, à la suite de laquelle l'ECDC a publié, en février 2023, un Rapid Outbreak Assessment (ROA)⁵. Ce rapport faisait état de cas signalés dans plusieurs pays européens et mettait en évidence, par analyses génomiques, des souches étroitement apparentées, suggérant une source commune probable. Aucune source unique de contamination n'avait toutefois pu être identifiée par les autorités cap-verdiennes.

En 2024, une nouvelle alerte a été signalée par les autorités suédoises, faisant état d'une augmentation de cas de shigellose chez des voyageurs revenant du Cabo Verde.

Depuis le début de l'année 2024, 19 cas de shigellose ont été identifiés au Luxembourg en lien avec cette dernière alerte (seize cas sont survenus depuis septembre 2025, dont cinq en 2026). Les personnes concernées avaient séjourné sur différentes îles et dans plusieurs établissements hôteliers. À ce jour, tous les cas notifiés au Luxembourg sont rétablis et aucun cas sévère n'a été recensé.

Les données luxembourgeoises ont été analysées dans le cadre de la surveillance européenne effectuée par l'ECDC. À ce stade, l'ECDC n'a pas modifié son Rapid Outbreak Assessment publié en février 2023.

ad 5) La situation fait l'objet d'un suivi régulier par notre ambassade à Praia, ce qui nous permettrait de réagir de manière appropriée si cela s'avérait nécessaire à l'avenir.

Rétroactivité des certificats de maladie dans le secteur communal | Question 3623 (09/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Artikel 16 vum Règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux ass festgehalen, dass fir Gemengebeamt:innen de Krankeschäin nëmmen

ab dem Dag vu senger Ausstellung gëllt („date de délivrance“).

Eng retroaktiv Unerkennung ass domadder ausgeschloss, och wann den Dokter medezinnesch ka feststellen, datt d'Aarbechtsonfäegkeet schonn an de viregten Deeg bestanen huet.

Domadder gëtt de Gemengebeamten ënnerschiddlech behandelt, ewéi zum Beispill ee Salarié am normalen Aarbechtsrecht, wou d'Retroaktivitéit vum Krankeschäi gereegelt ass. Och fir Staatsbeamten ass keng Bestëmmung virgesinn, déi d'Wirkung vun engem medezinnesche Certificat strikt op den Dag vun der Ausstellung limitéiert. An der Praxis gëtt sech un de Reegelen a Prinzippe vun der CNS orientéiert, déi eng limitéiert retroaktiv Feststellung erlaabt.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur, fir Sozialversécherung a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meinung, dass dës Differenz an der Behandlung tëscht Gemengebeamten an anere Statuten de Prinzippe vun der Gläichbehandlung an der Verhältnisméissigkeet respektéiert?
2. Firwat gi Gemengebeamten heibäi ënnerschiddlech zu Leit aus anere Statute behandelt?
3. Wéi ass et juristesch ze rechtfäerdigen, dass d'Gemengebeamten hire Krankeschäin net retroaktiv kënnen unerkenne loossen, wann d'Aarbechtsonfäegkeet vun engem Dokter fir déi viregt Deeg medezinnesch zertifizéiert gouf an d'Méiglechkeet am CNS-Regime souwéi beim Staat oder den CFL existéiert an applizéiert gëtt?

Réponse (09/03/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Situatioun vun engem Beamten, dee méi ewéi 3 Deeg hannereneen aus gesondheetleche Grënn net ka schaffen, ass vum Prinzippe hir fir Staats- a Gemengebeamten d'selwecht gereegelt. Fir déi éischt dräi Deeg ass kee Certificat médical néideg. Vum véierten Dag u muss den Agent allerdéngs esou e Certificat virleeën. D'Gesetz gesäit vir, dass den Agent spéitstens un véierte Krankheetsdag bei en Dokter geet, deen, wann et ubruecht ass, e Krankeschäin ausstellt.

De Statut vun de Staatsbeamte gesäit vir, dass esou e Krankeschäi spéitstens 2 Deeg nodeems e vum Dokter ausgestellt ginn ass, dem Employeur muss zougestallt ginn. Esou eng Bestëmmung gëtt et aktuell net fir Gemengebeamten. Doraus entsteet awer keng Ongläichbehandlung.

ad 2. D'Obligatioun fir en Agent, ab dem véierte Krankheetsdag dem Employeur e Krankeschäin zoustellen, gëllt esouwuel fir Staats- ewéi fir Gemengebeamten, esou dass d'Konditiounen, fir kënnen aus gesondheetleche Grënn méi ewéi 3 Deeg net ze schaffen, vum Prinzippe hir identesch fir de Staat ewéi fir de Gemengesektor sinn.

ad 3. Den Artikel 16 vum ëmgeännerte Congésreglement vun de Gemengebeamte vum 21. Oktober 1987 gesäit vir, datt de Krankeschäi vun deem Dag u valabel ass, wou e vum Dokter ausgestellt ginn ass. De Gemengebeamte brauch réischt vum véierten Dag un ee Krankeschäi vum Dokter.

Évolution du chômage résidentiel | Question 3624 (09/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

En Artikel vun der Fondation IDEA vum 27. Januar 2026 weist op Basis vun ADEM-Zuelen, dass et zënter dem Amtsuntrëtt vun dëser Regierung am Dezember 2023 eng allgemeng Hausse vum Chômage zu



Lëtzebuerg gouf. Opfalend ass, datt d'Zuel vun de Chômeure mat lëtzebuergescher Nationalitéit ëm ronn 25 % geklommen ass. Dës Hausse läit iwwer d'äer vu Chômeuren aus Drëttsstaaten (+23 %) a wäit iwwer d'äer vu Chômeuren aus aneren EU-Memberstaaten (+6 %).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi erkläert de Minister dës disproportional Hausse vum Chômage bei Persoune mat lëtzebuergescher Nationalitéit zënter Dezember 2023?

2. Wéi vill Laangzäitchômeure sinn an dësen Zuelen enthalen?

Réponse (06/03/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1. Fir d'Zuelen anzeuendnen, gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3592 vum 4. Februar 2026 verwisen.

Et gëtt eng Kombinatioun vu Facteuren, déi dës Hausse vum Chômage bei Persoune mat lëtzebuergescher Nationalitéit erklären kënnen. Si kënnen zum Beispill am Zesummenhang stoen mat den Aktivitéitssecteuren, an deenen si virdu beschäftegt waren oder mat enger Inadäquatoun tëscht den disponibele Kompetenzen an den Ufuerderunge vun den Employeuren.

D'Analys heidrënner weist déi wichtegst Entwécklung vun de Charakteristike vun dësen Persoune tëscht 2023 an 2025 op.

Entwécklung vun der Struktur vun de lëtzebuergeschen Aarbechtssichenden no Qualifikationsniveau: ↑

D'Erhéijung vun der Zuel vun de lëtzebuergeschen Aarbechtssichenden tëscht 2023 an 2025 betrëfft all Qualifikationsniveaue. Wann een awer d'Zesummesetzung analyséiert, gesäit een, datt den Undeel vun de Persoune mat engem Ofschloss am Enseignement supérieur ëm 4,6 Prozentpunkte geklommen ass, op Käschte vun de Persoune mat engem Ofschloss am Secondaire inférieur (-2,9 Prozentpunkte) an am Secondaire supérieur (-1,8 Prozentpunkte). Dat bedeit, datt an absoluten Zuelen d'Persoune mat engem Héichschoulofschloss eng méi staark wéi proportionell Hausse verzeechent hunn am Verglach zu dësen zwou anere Kategorien.

Top 15 vun de meescht gesichte Beruffer vun de lëtzebuergeschen Aarbechtssichenden – Verglach mat der Zuel vun den net lëtzebuergeschen Demandeuren, déi an dës Beruffer sichen, a mat de verfügbare fräie Plazen um Enn vum Mount (Stock): ↑

D'Struktur vun de wichtigste Beruffer, déi vun de lëtzebuergeschen Demandeuren d'emploi gesicht ginn, bleift tëscht 2023 an 2025 am grouse Ganze stabil. Déi 15 meescht gesichte Beruffer sinn identesch, mat Ausnam dovun, datt 2025 d'Beruffer M18 (Informatiker) (a blo an der Tabell markéiert) dobäikomm sinn an d'Beruffer am Enseignement (K21) erausgefall sinn.

Enn 2025 hunn 179 lëtzebuergesch Aarbechtssichender an engem vun de Beruffer M18 gesicht. Dës Beruffer si säit 2023 an enger déifgräifender Entwécklung.

Allerdéngs verstärkt sech d'Ongläichgewicht tëscht der Zuel vun den Aarbechtssichenden an der Zuel vun de fräie Plazen um Enn vum Mount (Stock) ganz däitlech. Wann een d'Perspektiv op all Aarbechtssichender ausdeent, déi an engem vun dësen Beruffer sichen, huet d'Konkurrenz sech an där Period verstärkt. D'Gesamtzuel vun den Demandeuren an dës Beruffer klëmmt staark (+2.084 Demandeuren

am Ganze, dovun +882 mat lëtzebuergescher Nationalitéit), während d'Zuel vun de fräie Plazen erofgeet (-849). Dat globaalt Verhältnis geet domat vun ongeféier 3 Demandeuren pro fräier Plaz am Joer 2023 op méi wéi 5 am Joer 2025 erop.

A verschiddene Beruffer gëtt e bedeitenden Iwwerschoss u Kandidaten festgestallt:

– Bal 17 Aarbechtssichender (dovu méi wéi 6 mat lëtzebuergescher Nationalitéit) sichen am Beräich vum Grousshandel/Grande distribution (D15) eng fräie Plaz am Joer 2025.

– 1.320 lëtzebuergesch Demandeuren sichen an engem vun de Beruffer am Beräich Sekretariat an Assistenz. Am Ganze gëtt et méi wéi 7 Demandeuren, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, pro fräier Plaz an engem vun dësen Beruffer (M16).

Am Joer 2025 weist an den Top 15 meescht gesichte Beruffer keen e Kandidatenmanktem op.

ad 2. Struktur (a %) vun de lëtzebuergeschen Aarbechtssichenden no Dauer vun der Aschreiwung: ↑

Tëscht 2023 an 2025 ass d'Struktur am grouse Ganze stabil bliwwen. Et gëtt keng radikal Verännerung vum Profil vun de lëtzebuergeschen Aarbechtssichenden, wat d'Dauer vun der Aschreiwung ueget.

Den Undeel vun de lëtzebuergeschen Demandeuren, déi als laangzäitarbeitslos ageschriwwen sinn, bleift héich (40,5 % Enn Dezember 2025), mee tendéiert zanter de leschte Joren no an no zrëckzegoen. Zum Verglach: 35 % vun den net lëtzebuergeschen Demandeuren d'emploi sinn am Dezember 2025 laangzäitarbeitslos.

Exposition d'art à Venise | Question 3625 (09/02/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Lëtzebuerg hëlt vum 9. Mee bis den 22. November un enger Konschtausstellung zu Venedeg deel, wou eist Land ee Projet presentéiert mam prägnanten Titel „La Merde“. Ee „Wort“-Artikel vum 27. Januar beschreift d'Konzept vun dësem Projet am Detail. De Projet gëtt vum Kulturministère ënnerstëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sue bezitt de Kulturministère fir dës Exposition?

2. Wat fir Reeskäschte sinn am Kader vum dësem Projet virgesinn?

3. Wéi eng staatlech Delegatioun wäerten op Venedeg reesen a wäert de Kulturminister och selwer dohi reesen?

4. Wäerten d'Reese mam Fliger gemaach ginn oder setzt de Ministère hei op den Zuch a Bus?

Réponse (05/03/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Wat d'Froen 1 an 2 ueget, gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3566 verwisen.

ad 3. a 4. De Kulturminister wäert am Kader vun der Biennale 2026 mam Fliger op Venedeg reesen, wou hien duerch seng Presenz a seng offiziell Participatioun d'Lëtzebuurger Konschteezen aktiv ënnerstëtzt an zur internationaler Visibilitéit vun de Kënschtlerinnen a Kënschtler aus dem Land bäidréit.

Gestion du personnel à l'Université du Luxembourg | Question 3626 (09/02/2026) de Mme Liz Braz | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Rezent Presseberichter hunn op eng Rei Problemer am Personalmanagement vun der Universitéit Lëtzebuerg higewisen, dorënner vermeintlech Dysfonctionnement beim Rekrutement a bei Promotiounen. Zousätzlech ass vun engem problemateschen Aarbechtssklima rieds, dat net nëmme zu Entloossungen a Plainté viru Geriicht geféiert huet, mee méiglecherweis och zu Transaktiounen, déi dozou kënnen dëngen, laangwierreg juristesche Prozesser ze vermeiden.

An deem Kader wéilt mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung stellen:

1. A wéi ville Fäll ass an de leschten zéng Joer eng Transaktioun bei aarbechtsrechtleche Litigen tëschent der Universitéit Lëtzebuerg an hire Mataarbechter ofgeschloss ginn?

2. Wéi héich waren d'Gesamtkäschte fir d'Universitéit Lëtzebuerg, inklusiv Affekotekäschten, Prozesskäschten an all d'Käschten am Zesummenhang mat Transaktiounen?

3. Gëtt et intern Richtlinn fir d'Negociatioun vun Transaktiounen oder gëtt all Fall eenzel bewäert?

4. Wéi eng Organer a Persoune gi fir d'Negociatioun vun dësen Transaktiounen consultéiert?

5. Ginn d'Transaktiounen dem Verwaltungsrat vun der Universitéit Lëtzebuerg systematesch virgeluecht oder zur Kenntnis bruecht?

6. Ass de Ministère informéiert oder implizéiert bei gréisseren Transaktiounen, besonnesch am Fall vu Management- oder Disziplinarfäll?

Réponse (05/03/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Am Ganze goufen iwwer déi lescht 10 Joer (2016 bis 2025 inklusiv) 23 Transaktiounen bei aarbechtsrechtleche Litigen tëscht der Universitéit Lëtzebuerg an hire Mataarbechter ofgeschloss.

ad 2. Déi total Käschten, dorënner d'juristesche Honorare, d'Gerichtskäschten an all Käschten am Zesummenhang mat Aarbechtstransaktiounen iwwer déi lescht 10 Joer, hu sech op 1.006.210 Euro belaf.

ad 3. All Fall gëtt individuell bewäert, well all Situatioun anescht ass.

ad 4. Déi Persoune an Organer, déi fir d'Verhandlung consultéiert ginn, sinn d'hierarchesch Manager vun deenen Entitéiten, déi direkt vun der Transaktioun betraff sinn (Dekane, Direktere vun den interdisziplinären Zentren, Directeur administratif et financier, Vize-Rektoren), an duerno de Rektor fir d'Geneemegung. Fir Mataarbechter, déi vum Conseil de gouvernance agestellt goufen a vun enger Transaktioun betraff sinn, ginn de President vum Conseil de gouvernance an de Regierungskommissär agebonnen.

ad 5. De President vum Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg informéiert de Conseil iwwer Transaktiounen, fir déi de Conseil zoustänneg ass.

ad 6. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 4 verwisen.

Suivi de la motion sur la Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) | Question 3627 (09/02/2026) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

En date du 10 décembre 2024, la Chambre des Députés a renvoyé en commission une motion visant à améliorer de manière substantielle le cadre juridique de la Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), afin de corriger des déséquilibres structurels

persistants au détriment de l'acheteur-consommateur et de renforcer sa protection juridique. Lors d'échanges intervenus au mois de mars 2025, il avait été indiqué que cette motion ferait l'objet d'un suivi opérationnel, notamment par la mise en place d'un groupe de travail interministériel et par le lancement de consultations avec les acteurs concernés, avec un calendrier annoncé de deux à trois mois pour aboutir à des résultats concrets. Or, plus d'un an après le renvoi en commission de cette motion par la Chambre des Députés, et plusieurs mois après les engagements annoncés, aucune avancée concrète n'a été portée à la connaissance de la Chambre. Dans le même temps, les difficultés rencontrées par les acquéreurs dans le cadre de projets VEFA persistent, comme en témoignent de nombreux cas relayés par la presse, mettant en évidence un déséquilibre juridique et économique toujours présent. Cette situation soulève des interrogations quant à la priorité accordée à la protection effective des consommateurs dans le cadre des ventes de produits VEFA et à son impact sur la confiance dans le marché immobilier.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Depuis les annonces faites au mois de mars 2025, combien de réunions effectives du groupe de travail interministériel annoncées ont eu lieu, et à quelles dates ?

2) Quels acteurs ont été consultés à ce jour dans le cadre de ce processus et selon quel calendrier ces consultations se sont-elles tenues ?

3) Des propositions concrètes découlant directement de la motion du 10 décembre 2024 ont-elles été soumises pour discussion ou pour avis lors de ces réunions ou consultations, ou les échanges se sont-ils limités à des discussions générales sans traduction opérationnelle ?

4) Pour quelles raisons le calendrier annoncé au mois de mars 2025 n'a-t-il pas été respecté ?

5) Enfin, à quel horizon précis Madame la Ministre et Monsieur le Ministre s'engagent-ils à présenter des propositions législatives concrètes donnant suite à la motion du 10 décembre 2024 relative à la Vente en l'état futur d'achèvement ?

Réponse (16/03/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Depuis le 13 mars 2025, le groupe de travail interministériel s'est réuni 13 fois, à savoir :

- le 8 mai 2025 ;
- le 2 juin 2025 ;
- le 12 juin 2025 ;
- le 16 juin 2025 ;
- le 3 juillet 2025 ;
- le 4 juillet 2025 ;
- le 18 juillet 2025 ;
- le 22 juillet 2025 ;
- le 26 novembre 2025 ;
- le 6 février 2026 ;
- le 12 février 2026 ;
- le 17 février 2026 ;
- le 20 février 2026.

ad 2) Les acteurs suivants ont été consultés par le groupe de travail interministériel :

- le 3 juin 2025 : Médiateur de la consommation ;
- le 12 juin 2025 : Union luxembourgeoise des consommateurs nouvelle ASBL et Centre européen des consommateurs Luxembourg ;

- le 17 juin 2025 : Association des banques et banquiers Luxembourg et Commission de surveillance du secteur financier ;

- le 3 juillet 2025 : Chambre des Notaires ;

- le 4 juillet 2025 : Union luxembourgeoise de la propriété immobilière ASBL ;

- le 18 juillet 2025 : Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, Fédération des artisans, Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics, Chambre immobilière ASBL - Section des développeurs ;

- Le 22 juillet 2025 : Commissariat aux assurances et Association des compagnies d'assurances et de réassurances du Grand-Duché de Luxembourg ASBL.

ad 3) Les consultations menées ont eu pour objet de recueillir les avis et retours d'expérience des parties prenantes, ainsi que leurs propositions de réforme, afin de permettre au groupe de travail interministériel d'identifier les failles dans la protection des acquéreurs d'immeubles en l'état futur d'achèvement dans la législation et réglementation en vigueur.

La motion du 10 décembre 2024 n'a pas été soumise aux parties prenantes lors des consultations menées, alors que le groupe de travail interministériel ne voulait pas limiter les discussions aux seules pistes de réflexion énoncées dans ladite motion. Certains acteurs ont cependant émis des propositions similaires, tandis que d'autres parties prenantes se sont prononcées défavorables à l'une ou l'autre mesure préconisée dans la motion de l'honorable Députée.

ad 4) et 5) À la suite des entrevues avec les parties prenantes consultées, le groupe de travail interministériel a analysé les différentes propositions formulées par les parties prenantes. Le groupe de travail interministériel a également élaboré une recherche de droit comparé en la matière.

Le groupe de travail interministériel a identifié un nombre de pistes de réforme et a entamé l'élaboration de propositions législatives et réglementaires.

Il est prévu de présenter les résultats de ces travaux au cours du mois de mai 2026.

.....
Retrait d'enseignants du secondaire classique pour les classes CLIJA et ACCU | Question 3628 (09/02/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

Eis ass zu Ouere komm, datt am Kontext vun de CLIJA-an ACCU-Klasse mëttlerweil och Proffen aus dem Classique erugezu ginn, fir Kanner mat Fluchthannergrond ze ënnerrichten. Dës Proffe stinn oft viru groussen Erausforderungen, well si net fir dës Aufgab ausgebild goufen a well déi betreffend Kanner oft keng vun den dräi Verwaltungssproochen hei am Land beherrschen an och soss net iwver genuch Virkenntnesser verfüge fir ze verstoen, wat de Proff hinne versicht bäizebréngen. Konkreet hu mir héieren, datt e Franséisch-Proff senge Schüler de Grundvocabulary mat de Personalpronomen (je, tu, il/elle asw.) an e Mathéproff hinnen d'Zuele vun 1 bis honnert op Franséisch huet misse bäibréngen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Educationminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt am Kontext vun de CLIJA- an ACCU-Klasse mëttlerweil och op Proffen aus dem Classique zréckgegraff gëtt? Wa jo:
2. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt en nominéierte Professor definitiv iwverqualifizéiert ass, fir op deene Klasse Schoul ze halen?
3. Wéi vill Proffen aus dem Classique ginn aktuell fir dës Aufgab agesat?

4. Wéi eng pedagogesch, personell a finanziell Logistik läit déser Zouweisungspraxis zegrond, a wéi eng Käschtch verursaacht eng entspreichend CLIJA- oder ACCU-Klass mat voll ausgebildete Lycéesproffen am Verglach zu alternative Modeller mat spezialiséiertem Förder- oder Betreuungspersonal?

5. Kann den Här Minister confirméieren, datt et an deene Lycées, wou ausgebildete Proffe fir Accueilsklassen agesat ginn, keng Penurie u Proffen an deene betreffende Fächer gëtt?

6. Wéi vill Lycéesproffen hunn an de leschte fënnf Joer ëm Versetzung oder Entlaaschtung aus CLIJA- bzw. ACCU-Klassen gebieden, a wéi eng Konsequenzen zitt de Ministère doraus?

7. Gëtt et eng legal Basis, fir Proffen aus dem Classique a CLIJA-an ACCU-Klassen anzesetzen? Wa jo: wéi eng?

8. A wéi engem Ëmfang hunn d'Lycéesdirektionen Entscheedungsspillraum, wat d'Asetze vun ausgebildete Proffen a CLIJA- bzw. ACCU-Klassen ueegt?

9. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt de Beruff vun Lycéesproff zu Lëtzebuerg un Attraktivitéit verléiere kéint, wa Lycéesproffen no jorelaanger Fachausbildung an engem haarde Selektionsverfahren a Klassen agesat ginn, an deene Fachunterricht, z. B. an der Mathematik, faktesch onméiglech ass?

Réponse (16/03/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech wëll fir d'alleréischt ervirsträichen, datt sämtlech Lycées am Land sech um kollektiven an nobelen Effort bedeelegen, deen doranner besteet, Kanner a Jonker mat Migrations- oder Fluchthannergrond ze beschoulen, dëst op de sougenannten ACCU- a CLIJA-Klassen. Mäin ausdréckleche Merci riicht sech och un all d'Enseignanten, déi mat hirem Engagement an hirer Kompetenz dozou bäidroen, datt dës Kanner a Jugendlech sech an eis Gesellschaft kënnen integrieren.

D'ACCU- an d'CLIJA-Klasse riichte sech u Jugendlecher, déi nei zu Lëtzebuerg ukomm sinn an déi nach net déi néideg Kenntnisser an de Sproochen hunn, fir um Unterricht am regulären Enseignement secondaire kënnen deelzehuelen. D'Schüler representéieren d'Migrationskrisen, déi souwuel déi europäesch Mobilitéit wéi och international Krisen- a Fluchtsituationen erëmspigelen. Déi grouss Majoritéit vun de Kanner a Jonke bréngen e schoulesche Parcours, fachlech Kompetenzen an individuell Ressourcen aus hirem Hierkonftsland mat. Dëst Bildungskapital gëtt systematesch analyséiert an an der Orientéierung berécksiichtegt. Et geet also net drëms, bei null unzefänken, mee u besteendend Kenntnisser unzeknäppen an dësem Kontext vun Lëtzeburger Schoulsystem weiderzeentwéckelen.

D'Zil vun den ACCU- a CLIJA-Klassen ass et, duerch eng strukturéiert a qualitativ héichwäerteg Virbereedung eng erfollegräich Integratioun an d'Reegell Klassen ze erreechen. D'ACCU- a CLIJA-Klasse sinn en integralen Deel vun öffentliche Schoulsystem, an ennerleien deene selwechte gesetzlechen a qualitative-pedagogesche Standarde wéi all aner Klassen.⁶

Am Ganze ginn 89 Klassen ugebueden, an deenen aktuell 1.056 Schülerinnen a Schüler ageschriwwen sinn.

ad 1. bis 3. De Begrëff „Proffen aus dem Classique“ ass mir net bekannt; et gëtt keng deementspreichend statutaresch Kategorie an der Lëtzeburger Fonction

⁶ Règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion dans « les classes inférieures » de l'enseignement secondaire « général ».

publique, weeder am Beräich vum Fonctionnaire, nach am Beräich vum Employé. Op den ACCU- a CLIJA-Klassen halen aktuell 516 Enseignanten op d'mannst eng Leçon, si verdeele sech op follgend Kategorien: Professeur, Chargé d'enseignement, Employé enseignant, Instituteur de la voie de préparation, Maître d'enseignement technique.

Wat d'Professere betrëfft, sou gött et keng strukturell oder hierarchesch Differenz tëscht de Professeren aus dem Enseignement secondaire classique an deenen aus dem Enseignement secondaire général: Hir Qualifikatioun, hir pedagogesch Formatioun an hir Karriär sinn déi selwecht. All Professer am Secondaire huet e Masterdiplom, ass duerch e Selektiounsprozess gaangen, huet eng obligatoresch pedagogesch Formatioun (Stage) absolvéiert an ass un d'berufflech Obligatioun vum Fonctionnaire gebonnen.

Besonnenesch am Kontext vun der Beschoulung vu Schülerinnen a Schüler ouni Virkenntnisser an de Sproochen ass Fach- a Sproochendidaktik op héijem Niveau kee Luxus, mee eng Noutwennegkeet. Et ass deemno pedagogesch net kohärent ze behaupten, datt e Professer iwwerqualifizéiert wier, fir op deene Klasse Schoul ze halen. Am Géigendeel: Grad d'Fach-an Didaktikexperts erméiglecht eng strukturéiert a qualitativ héichwäerteg Approche, déi iwwert eng reng Betreierung erausgeet.

ad 4. ACCU- a CLIJA-Klasse verursaachen déi selwecht Käschte wéi all aner Klasse vum ëffentleche Lëtzebuerger Enseignement, dëst onofhängeg vun der Interventioun vu spezialiséiertem Förderpersonal.

Op en einfachen Encadrement duerch Betreierungspersonal gött bewosst verzicht. D'CLIJA- an ACCU-Klasse sinn nämlech net als Betreierungs- oder Iwwergangstrukturen ouni akadeemeschen Usproch konzipiéiert, mee als pedagogesch fundéiert Virbereedung op eng Orientéierung am Lëtzebuerger Schoulsystem. D'Investitioun a qualifizéiert Personal ass eng bewosst bildungspolitesch Entscheedung am Sënn vun der Chancëgläichheet an der Qualitéitssécherung.

Eng Reduktioun op eng einfach Betreierung géif dem Bildungusproch an dem gesetzleche Bildungsoptag net gerecht ginn; d'Chancëgläichheet gradewéi d'Integratiounsperspektive vun de concernéierte Jonke géifen esou a Fro gestallt ginn.

ad 5. a 6. Den Unterrecht op enger ACCU- oder CLIJA-Klass mécht gewéinlech nëmmen een Deel vun der Tâche vun engem Enseignant aus. De Begrëff vun der „Versetzung“ aus esou enger Klass ergëtt deemno kee Sënn. Et gött och keng systematesch Evidenz, datt duerch dësen Dispositif eng generell Penurie an de concernéierte Fächer géif entstoën.

ad 7. ACCU- a CLIJA-Klasse gehéieren zu der schoulescher Offer vum ëffentleche Lëtzebuerger Enseignement; et ass keng spezifesch legal Basis néideg, fir op deene Klassen ze enseigner.

ad 8. D'Lycéesdirektioun setze fir all Joer hir Schoulorganisatioun op d'Been; dës Organisatioun dréit alle méigleche Contraintë Rechnung, notament wat de Stonneplang an d'Tâche vun den Enseignantë betrëfft. D'Schoulorganisatioun ginn – no Analys vun deenen zoustännege Servicer – vum Minister autoriséiert.

ad 9. D'Beschoulung vun de Schülerinnen a Schüler aus den ACCU- a CLIJA-Klasse stellt net nëmmen eng pedagogesch Erausforderung duer, et ass och eng wichteg a gesellschaftlech wäertvoll Missioun. D'Experts vun de Lycéesproffen – fachlech wéi pedagogesch – ass dobäi e wichtege Faktor. Ech deelen d'Aschätzung net, datt de Beruff vun Professer duerch den Unterrecht op dese Klasse géif un Attraktivitéit verléieren.

.....

Avertisseurs de radars | Question 3629 (09/02/2026) de M. Marc Hansen (DP)

Les avertisseurs de radars, ou encore avertisseurs de zones de danger, sont des systèmes ou des applications qui signalent des zones de dangers potentiels. Ces avertisseurs signalent aux utilisateurs des travaux, des zones d'accidents fréquents, des accidents, des obstacles, des contrôles routiers, des radars mobiles ou des radars fixes.

Des applications de navigation comme Waze, ou des systèmes comme Coyote, et bien d'autres encore, permettent de signaler ces zones en utilisant des données cartographiques ainsi que les retours d'utilisateurs.

Par ailleurs, de nombreux modèles de voitures sont désormais équipés de systèmes de navigation et d'ordinateurs de bord indiquant la présence de dangers sur la route.

Dans un contexte de numérisation croissante de la mobilité et afin de garantir à la fois la sécurité routière et la sécurité juridique des usagers, il me semble opportun de clarifier le cadre légal applicable à ces dispositifs.

Au vu des textes législatifs en vigueur et des jurisprudences éventuelles, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) L'utilisation d'applications de navigation/d'avertisseurs de radars (Waze, Coyote, etc.) est-elle autorisée au Luxembourg ?

2) Ces applications utilisent les retours d'utilisateurs pour indiquer la position de dangers et d'obstacles sur la route. Ce signalement est-il autorisé par la loi ?

3) Est-il permis aux automobilistes ou aux passagers d'utiliser ces applications pour signaler des contrôles de police ou des radars mobiles ? Si ce n'est pas le cas, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures peut-il m'indiquer le nombre d'avertissements verbaux et de contraventions ayant été émis à la suite d'une telle signalisation au cours des 12 derniers mois ? Comment de telles signalisations ont été détectées ?

4) La police a-t-elle le droit de contrôler le véhicule ou d'inspecter un téléphone portable lors d'un contrôle si l'utilisation d'un avertisseur de radars est soupçonnée ?

5) À côté des avertisseurs de radars, il existe aussi des détecteurs de radars. Contrairement aux avertisseurs, ces derniers utilisent les fréquences des radars afin d'en déterminer avec précision la position. Cela fonctionne pour les radars fixes et mobiles. Les détecteurs de radars sont-ils autorisés au Luxembourg ?

6) Si ce n'est pas le cas, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures peut-il m'informer des sanctions encourues pour leur utilisation, de leur achat, de leur vente et de leur revente ? Quelle est la base légale d'une telle interdiction ?

7) Combien d'avertissements verbaux ou d'amendes ont été prononcés pour l'utilisation d'un détecteur de radars au Luxembourg au cours des 12 derniers mois ?

Réponse (11/03/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'utilisation d'applications et d'avertisseurs de radars du type Waze ou Coyote n'est pas interdite au Luxembourg. Toutefois, lors de l'utilisation de ces

systèmes il est important de respecter la législation relative à l'utilisation d'appareils mobiles dans les voitures. En effet, l'article 2bis, paragraphe 2, point 12) du Code de la route prévoit le retrait de 4 points et un avertissement taxé de 250 euros pour les infractions suivantes :

« a) le fait pour le conducteur d'un véhicule qui n'est pas en stationnement ou en parcage d'utiliser, de tenir en main ou de manipuler un appareil électronique mobile doté d'un écran ;

b) le fait pour le conducteur d'un véhicule qui n'est pas en stationnement ou en parcage d'utiliser les fonctions permises d'un appareil électronique mobile avec écran autrement qu'au moyen du système mains libres intégré du véhicule ou d'utiliser les fonctions d'aide à la conduite ou à la navigation d'un tel appareil qui n'est pas fixé au véhicule dans un support spécialement conçu à cette fin. »

ad 2) Le signalement de dangers ou d'obstacles par ces applications n'est pas interdit par la loi. Le fait que ces applications informent les conductrices et les conducteurs sur d'éventuels dangers sur leur tracé peut même avoir un effet bénéfique pour la sécurité de tout le monde.

ad 3) En règle générale, les conducteurs ou passagers sont autorisés à utiliser des applications pour signaler les contrôles de police ou les radars mobiles, à condition qu'ils n'enfreignent pas d'autres règles de circulation applicables en tant que conducteurs d'un véhicule à moteur, par exemple en utilisant leur téléphone portable de manière illicite pendant la conduite.

Ces applications ne peuvent pas détecter physiquement les contrôles ou les appareils de contrôle, mais se basent uniquement sur les signalements d'autres usagers*ères de la route qui ont préalablement « signalé » le contrôle ou l'appareil de mesure de vitesse à l'aide de coordonnées GPS, le transformant ainsi en un point d'intérêt pour les autres usagers*ères de la route.

Dans la période allant du 1^{er} février 2025 au 25 février 2026, la police a enregistré 6.105 cas d'utilisation interdite de téléphones portables. Néanmoins, il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure les téléphones portables ont été utilisés pour signaler des contrôles de police ou des radars mobiles pendant la conduite, car le simple fait de constater l'utilisation illégale d'un téléphone portable suffit à établir une infraction au Code de la route.

ad 4) La police n'est autorisée à consulter un téléphone portable que dans des situations strictement définies par la loi, par exemple dans le cadre d'enquêtes pénales. L'utilisation d'une application d'avertisseur de radars ne fait pas partie de ces situations.

ad 5) et 6) Il est important et pertinent de distinguer les avertisseurs de radars et les détecteurs de radars. Ces deux équipements sont fondamentalement différents dans leurs spécifications et leurs utilisations. Contrairement aux avertisseurs de radars, qui fonctionnent sur base de données GPS, les détecteurs de radars sont capables de détecter la présence physique et le fonctionnement des appareils de mesure radar, voire de les perturber.

Les détecteurs de radars sont interdits sur les routes luxembourgeoises selon l'article 8bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, qui prévoit une peine « d'un emprisonnement de huit jours à "un an" et d'une amende de 251 à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement toute personne qui aura mis en vente, vendu, acquis, importé, détenu, utilisé, adapté, placé, appliqué ou transporté à un titre quelconque un appareil, dispositif ou produit destiné soit

à déceler la présence, soit à perturber le fonctionnement d'instruments servant à la constatation des infractions punies en vertu de la présente loi et des règlements pris en son exécution ».

ad 6) Au cours de l'année 2025, aucune infraction à l'article 8bis de la loi précitée du 14 février 1955 n'a été constatée.

Chute du prix du lait | Question 3630 (10/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Gëschter huet den European Milk Board kommuni-zéiert, dass den europäesche Mëllechsektor sech an enger Präiskris befënnt. An enger Rei vun EU-Memberstaate sinn d'Verkafspräisser an de leschte Méint esou staark gefall, dass d'Produktiounskäschten net méi gedeckt sinn. Landwirtschaftsverbänn fuerderen dofir d'Aktivéiere vum Instrument vum fräiwëllege Liwwerverzicht op EU-Niveau.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg sech op EU-Niveau fir d'Aktivéierung vum Instrument vum fräiwëllege Liwwerverzicht oder aner Moosnamen asetzen, a falls jo, a wéi enger Form?

2. Wat fir konkreet Moosname sinn national virgesinn, fir d'lëtzebuergesch Betriber an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen?

Réponse (09/03/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Mëllechpräis zu Lëtzebuerg, deen am Laf vum Joer 2025 op engem ganz héijen Niveau louch, ass géint Enn vum Joer, däitlech zeréckgaangen, a louch am Januar 2026 dunn op 44,64 cts/kg ouni TVA, wéi an der Grafik ⁷ ze gesinn ass.

Am Dezember 2025 an am Januar 2026 louch de Mëllechpräis domat ënner der laangjäreger Moyenne. Och fir de Februar ass viraussichtlech domat ze rechnen, datt de Präis op engem niddregen Niveau bleift an de Präis änlech kéint ausfale wéi am Februar 2024.

An der Veruerdung (EU) Nr. 1308/2013[1] iwwer d'Gemeinsam Agrarmaartveruerdung (GMO) si verschidden Instrumenter virgesinn, fir Ongläichgewichter um Mëllechmaart entgéintzewierken. Dat sinn zu engem d'effentlech Lagerhaltung fir Botter a Moermëllechpudder, an zum anere Bähëllef, fir déi privat Lagerhaltung duerchzeféieren. Zousätzlech kënnen no den Artikelen 219 bis 222 geziilt Krisemoosnamen ageleet ginn.

Stéierungen am Maartgläichgewicht kënnen ënnerschiddlech Ursachen a Formen hunn. An der GMO-Veruerdung selwer si Maartstéierungen net definéiert. D'Decisiounen iwwer Maartinterventiounen ginn op Basis vun enger detailléierter Analys vun der jeeweileger Situatioun getraff. Am Mëllechsektor gëtt et just fir den Opkauf am Kader vun der effentlecher Lagerhaltung Referenzschwellen, bei deenen an de Maart agegraff gëtt (246,39 EUR/100 kg fir Botter an 169,80 EUR/100 kg fir Moermëllechpudder).

An enger Gemeinsamer Agrarpolitik (GAP), wou de Schwéierpunkt dorop läit, d'Bauernakommes iwwer Direktbezielungen ze ënnerstëtzen, huet sech eng staark Maartorientéierung als essentiel erweisen. Op der Säit vun der Offer kënnen d'Mëllechbetriber vun de GAP-Instrumenter profitéieren, fir hir Positioun an der Liwwerketten ze verbessern. A Krisenzeiten, wou eng ze héich Offer besteet, kann als aussergewöhnlech Moosnam eng geziilt, fräiwëlleg Reegelung fir d'Reduzierung vun der Produktioun ausgeschafft ginn.

Baséiert op hirer Analys⁷ ass d'Europäesch Kommissioun zum Schluss komm, datt nach keng Maartinterventioun néideg wier. Zu dësem Zäitpunkt deelt och de Lëtzebuerg Landwirtschaftsministère dës Opfaassung.

ad 2. De Landwirtschaftsministère verfollegt d'Entwécklung um Marché ganz no. Zu dësem Zäitpunkt ass de Lëtzebuerg Landwirtschaftsministère awer der Opfaassung, datt nach keng Maartinterventioun néideg wier.

Réduction des prix d'électricité pour les ménages et les entreprises | Question 3631 (10/02/2026) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un projet de recommandation diffusé en ligne, la Commission européenne prévoit de recommander aux États membres d'appliquer à l'électricité des taxes et prélèvements « à un taux nettement inférieur » à ceux appliqués au gaz et autres combustibles fossiles. Elle proposerait ainsi aux États de réduire leurs droits d'accise sur l'électricité fournie aux entreprises et aux ménages. Pour ces derniers, il serait même possible de ramener les droits d'accise à zéro. En matière de TVA, la Commission rappelle la possibilité de réduire cette dernière pour l'électricité jusqu'à un taux de 5 %.

Selon cette même source, la Commission estimerait que le coût de la baisse des taxes sur l'électricité pourrait être compensé par la réduction des subventions aux combustibles fossiles.

Notons qu'au Luxembourg, les droits d'accise sur l'électricité dépendent du niveau de consommation. Elles sont de 1 €/MWh pour une consommation inférieure ou égale à 25 MWh, de 0,5 €/MWh pour une consommation supérieure à 25 MWh et de 0,1 €/MWh pour l'industrie à très haute consommation d'électricité.

En matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'électricité est actuellement taxée au taux réduit (8 %), tout comme le gaz naturel, alors que les combustibles minéraux solides et les huiles minérales et bois destinés à être utilisés comme combustibles (p. ex. le gazoil pour le chauffage), à l'exception des bois destinés au chauffage, sont soumis au taux intermédiaire (14 %). L'essence et le diesel sont imposés au taux normal (17 %).

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Messieurs les Ministres envisagent-ils de réduire les prix d'électricité, comme recommandé dans le projet de recommandation de la Commission européenne diffusé en ligne ?

2) Afin de réduire la charge financière des ménages et encourager l'électrification en faveur de la transition énergétique, Messieurs les Ministres veulent-ils ramener le droit d'accise de l'électricité pour les ménages à zéro ?

3) Messieurs les Ministres envisagent-ils de revoir les taux d'imposition en matière de TVA afin de baisser les coûts de l'électricité et réduire les subventions aux combustibles fossiles ? Si oui, quelles adaptations précises envisagent-ils ?

Réponse (13/03/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

⁷ <https://ec.europa.eu/transparency/expert-groups-register/core/api/front/document/127692/download>

ad 1) La loi du 19 décembre 2025 relative à une contribution de l'État aux coûts à transposer en tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques pour l'année 2026 a mis en œuvre la décision du Gouvernement de prendre en charge, à compter du 1^{er} janvier 2026, une part substantielle des coûts liés au réseau électrique par l'État. Ainsi, une partie des dépenses relatives au développement du réseau est financée par le budget d'État, pour un montant total de 150 millions d'euros. Cette mesure s'applique pour tous les clients, ménages et entreprises. Elle s'applique de manière automatique, aucune démarche n'est à effectuer. Le Gouvernement s'est engagé à soutenir les coûts de réseau d'électricité pendant une durée d'au moins trois années. Cette mesure s'inscrit pleinement dans les recommandations de la Commission européenne exprimées dans son « Plan d'action pour une énergie abordable ».

Dans le même esprit, et en application des mêmes recommandations de la Commission européenne, dont celle de retirer des factures les composantes non liées à l'énergie, il a été décidé que le développement des énergies renouvelables ne sera plus financé par une contribution prélevée auprès de chaque client utilisant de l'électricité, mais qu'en 2026, cette contribution au mécanisme de compensation est désormais prise en charge directement par le budget de l'État. Cette contribution s'ajoute donc à la contribution de l'État aux frais de réseau.

Il est d'ailleurs rappelé qu'en vue de soutenir financièrement les ménages à revenus modestes face à la hausse du coût de l'énergie, ces derniers continuent de pouvoir bénéficier, entre autres, de la prime énergie. De plus, un crédit d'impôts est appliqué à ces ménages visant à compenser l'impact de la taxe CO₂ sur leur pouvoir d'achat.

ad 2) Conformément à la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, le Luxembourg applique aux ménages le taux minimal de taxation autorisé, fixé à 0,1 centime € par kWh.

La directive 2003/96/CE prévoit également la possibilité d'appliquer des taux réduits pour l'électricité utilisée à des fins industrielles et commerciales.

Bien que ladite directive permette aux États membres d'instaurer une exonération des droits d'accise sur la consommation d'électricité des ménages, le Gouvernement estime que cette exonération n'aurait qu'un effet marginal sur la charge financière des ménages, le Luxembourg appliquant déjà le taux minimal de taxation autorisé. Néanmoins, le Gouvernement se réserve toutes les options et analyse l'ensemble des mesures possibles pour réduire la charge financière des ménages.

Il est rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2026 et pour au moins trois ans, l'État prendra en charge une partie importante des frais de réseau. Au total, 150 millions d'euros seront investis pour l'année 2026. La mesure s'applique à tous les clients, ménages et entreprises, et ce de manière automatique, sans qu'aucune démarche n'est à effectuer. En plus, depuis le 1^{er} janvier 2026, l'État prend en charge la contribution des clients au Mécanisme de compensation (MdC) qui sert à compenser les surcoûts liés à l'exploitation des énergies renouvelables, de façon que leur contribution disparaisse. Les deux mesures font que le prix de l'électricité pour les ménages a diminué de -7,4 ct€/kWh, correspondant à une baisse de 23,9 %.

ad 3) La directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée autorise les États membres à

appliquer deux taux réduits ainsi qu'un taux super réduit de TVA.

Au Luxembourg, le taux super-réduit est fixé à 3 %, tandis que les deux taux réduits s'élèvent respectivement à 8 % et à 14 %. Dans ce cadre, l'introduction d'un taux réduit supplémentaire de 5 % applicable à l'électricité n'est pas concevable.

Par ailleurs, l'électricité ne constitue pas la seule livraison de biens soumise au taux réduit de 8 %, de sorte qu'une diminution de ce taux ne pourrait intervenir sans affecter l'ensemble des biens et services qui y sont rattachés. De même, la suppression du taux réduit de 14 % n'est pas envisagée.

Enfin, bien que les combustibles minéraux solides, les huiles minérales et le bois destiné à être utilisé comme combustible relèvent de la catégorie des combustibles fossiles, le Gouvernement n'envisage pas, notamment dans le contexte géopolitique actuel susceptible d'entraîner des hausses de prix significatives, d'augmenter le taux de TVA qui leur est applicable.

Présidence du TICE | Question 3632 (10/02/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi nei TICE-Konventioun huet vill Ännerunge fir den TICE an déi betrafte Gemenge mat sech bruecht.

Obwuel d'Gemengen ëmmer nach een Deel vum Budget vum TICE bezuelen, wäert d'Présidence vum Busyndikat TICE ofwiessend vum Mobilitéitsministère an dem Inneministère iwwerholl ginn an net méi vun de Gemengevertrieder. D'Présidence bedeit politesch a strateegesch Féierung vun enger Organisatioun.

Den Inneministère ass gläichzäiteg de Ministère de tutelle vun de Gemengen, déi am selwechte Gemengesyndikat vertruede sinn. D'Tutelle bedeit, dass den Inneministère d'Gemengen an hir Aktivitéiten, also och indirekt déi an de Syndikater, soll kontrolléieren, iwwerwaachen a validéieren.

De Ministère übt deemno gläichzäiteg d'Tutellefunktion an d'Présidence vum Syndikat aus. Et stellt sech eng Fro vu Gouvernance an der Trennung vun de Rollen am Gemengesyndikat.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Erkennen d'Ministère de Konflikt, datt den Inneministère gläichzäiteg exekutiv a kontrolléierend vum TICE muss erfüllen?
2. Ass dës Gouvernance-Struktur konform mat de Prinzippe vun der administrativer Trennung tëschent Tutelle a Gestiou, esou wéi se am ëffentleche Recht virgesinn ass?
3. Existéiere vergläichbar Modeller bei anere Gemengesyndikater oder ëffentlechen Etablissementer, wou eng Tutelle-Autoritéit och d'Présidence iwwerhëlt? Falls jo, wéi eng Sécherheetsmechanisme ginn do applizéiert?
4. Wéi wëllen d'Ministère verhënneren, datt et zu engem Interesseskonflikt kënn, wann de Ministère, deen d'Kontroll iwwer de Syndikat ausübt, och direkt un der politescher a strateegescher Féierung bedeelegt ass?
5. Besteet ee Grond, firwat d'Ministèren op d'Présidence beim TICE insistéieren?
6. Vertrauen d'Ministère de Gemengevertrieder am TICE net méi, fir d'Présidence vum Syndikat ze iwwerhuelen?

7. Ass an der Vergaangenheet eppes virgefall, wat d'Decisioun vun de Ministèren, fir d'Présidence wëlle vun de Gemengen ze iwwerhuelen, zementéiert?

Réponse (12/03/2026) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Beamte vum Inneministère, vum Ministère vun der Mobilitéit an den ëffentlechen Aarbechten a vum Finanzministère, déi an d'Organer vum TICE genannt ginn, agéieren, wa si hiert Mandat ausféieren, am Interêt vun der betraffener Entitéit. Den zukünftege Syndicat mixte ass een Établissement public, dee vu sengem Comité a Bureau geleet gëtt. Béid Organer bestinn aus Representantë vum Staat a vun de Gemengen, déi forcement vun de jeeweilige Ministeren a Gemenge genannt ginn, geneesou wéi bei aneren Organismen och.

D'Beamten, déi an Zukunft sollen an den Organer vum TICE Member sinn, hunn deemno eng aner Aart vu Missioun, wéi déi, déi si am Ministère hunn.

ad 2. Sou ee Prinzip existéiert am ëffentleche Recht net. Et ass rechtlech gesinn net verbueden, dass e Ministère gläichzäiteg administrativ a kontrolléierend Funktiounen ausübt. Ausserdeem ginn déi verschidde Funktiounen vu verschiddene Persounen ausgeübt, déi doriwuer eraus ënnert Dispositiounen aus dem Beamtestatut⁸ an dem Code pénal⁹ falen.

Des Weideren, existéiert esou e Modell vu Gouvernance gesetzlech scho säit 1962, nämlech säit dem SEBES Gesetz, huet et sech als adequat erweisen a bis elo net zu Konflikter geféiert.

Ech erënneren drun, dass de Projet de loi N° 8511 explizit confirméiert huet, dass ee vun de Representantë vum Staat d'Présidence vum SEBES iwwerhëlt.

⁸ Art. 9. 1. Le fonctionnaire est tenu de se conformer consciencieusement aux lois et règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de ses fonctions lui impose.

Il doit de même se conformer aux instructions du Gouvernement qui ont pour objet l'accomplissement régulier de ses devoirs ainsi qu'aux ordres de service de ses supérieurs.

2. Il est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées ; il doit prêter aide à ses collègues dans la mesure où l'intérêt du service l'exige ; la responsabilité de ses subordonnés ne le dégage d'aucune des responsabilités qui lui incombent.

3. Il est tenu de veiller à ce que les fonctionnaires placés sous ses ordres ou sur lesquels il a une action disciplinaire, accomplissent les devoirs qui leur incombent, et d'employer, le cas échéant, les moyens de discipline mis à sa disposition.

4. Lorsque le fonctionnaire estime qu'un ordre reçu est entaché d'irrégularité, ou que son exécution peut entraîner des inconvénients graves, il doit, par écrit, et par la voie hiérarchique, faire connaître son opinion au supérieur dont l'ordre émane. Si celui-ci confirme l'ordre par écrit, le fonctionnaire doit s'y conformer, à moins que l'exécution de cet ordre ne soit pénalement répressible. Si les circonstances l'exigent, la contestation et le maintien de l'ordre peuvent se faire verbalement. Chacune des parties doit confirmer sa position sans délai par écrit.

Art. 14. 1. Le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité. [...]

3. Il est interdit au fonctionnaire d'avoir un intérêt quelconque, par lui-même ou par personne interposée, sous quelque dénomination et sous quelque forme juridique que ce soit, dans une entreprise soumise au contrôle de son administration ou service, ou en relation avec son administration ou service.

⁹ Art. 245. Toute personne, dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publiques, toute personne chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public, qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris, reçu ou conservé quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont elle avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance ou qui, ayant mission d'ordonner le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et d'une amende de 500 euros à 125.000 euros, et pourra, en outre, être condamnée à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, des emplois ou offices publics.

La disposition qui précède ne sera pas applicable à celui qui ne pouvait, en raison des circonstances, favoriser par sa position ses intérêts privés et qui aura agi ouvertement.

Béid Deputéiert vun der Sensibilité politique „Piraten“ hunn den 21. Januar 2026 an der Chamber bei der Ofstëmmung iwwer de Projet mat „jo“ gestëmmt, souwuel beim separate Vote iwwer den Artikel 1, wéi iwwer den Text am Ganzen. Si hu sech domat fir dee Modell ausgesprach.

Niewent dem SEBES, gëtt et nach aner Établissements publics, déi op dee Modell zeréckgräifen.

ad 3. Jo, op Basis vun de respektive Base-légallen, ënner anerem:

- Par analogie zum TICE, de SEBES;¹⁰
- Corps grand-ducal d'incendie et de secours;¹¹
- Entreprise des postes et télécommunications (POST Luxembourg);¹²
- Fonds culturel national;¹³
- Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg;¹⁴
- Fonds du logement.¹⁵

Déi verschidde Base-légalle sinn och konform zur Decisioun vum Regierungsrat vum 10. Februar 2017, déi Lignes directrices opgestallt huet fir d'Grënnung vun Établissements publics. D'Decisioun gesäit vir, dass déi féierend Organer mat Vertrieder vum Staat besat ginn, déi Kompetenzen an der Spezialitéit vum Établissement public hunn.¹⁶

ad 4. Mir verweisen op d'Antwort zur Fro 2.

ad 5. Am Accord mat de concernéierte Gemengen ass virgesinn, datt de Staat d'Présidence vum Syndicat mixte iwwerhëlt, während d'Gemengen d'Vice-Présidence stellen.

Dës Opdeelung entsprécht engem klore Gouvernance-Prinzip: eng Entitéit, déi méi wéi 80 % vum Budget dréit, iwwerhëlt och d'Présidence an domat d'Hauptverantwortung.

De Raisonnement ass dee selwechte wéi beim SEBES, wou de Staat och d'Présidence huet. Dës Funktionsweis huet sech iwwer d'Zäit confirméiert.

ad 6. Mir verweisen op d'Antwort op d'Fro 5.

ad 7. Mir verweisen op d'Antworten op d'Fro 5 a 6.

Répercussions des arrestations liées aux stupéfiants sur la population carcérale | Question 3633 (10/02/2026) de M. Laurent Mosar | M. Maurice Bauer (CSV)

Le phénomène de la criminalité liée au crime organisé et aux stupéfiants constitue un enjeu persistant pour la sécurité intérieure et la justice pénale au Luxembourg. La lutte contre les infractions en matière de drogues est une priorité tant pour la Police grand-ducale que pour les autorités judiciaires, impliquant des opérations de prévention, de contrôle, de saisies et d'arrestations. Selon le rapport d'activité de la police pour l'année 2024, les infractions liées aux

¹⁰ Loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre, art. 1^{er}

¹¹ Loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, art. 15

¹² Loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, art. 9 (Recueil « Établissements publics », p. 151)

¹³ Loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions, art. 4 (Recueil « Établissements publics », p. 180)

¹⁴ Loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, art. 37 (Recueil « Établissements publics », p. 224)

¹⁵ Loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement », art. 4

¹⁶ <https://gouvernement.lu/fr/publications/guide-manuel/minist-er-et/lignes-directrices-creation-etablissements-publics.html>

drogues ont connu une augmentation notable, avec 207 arrestations pour faits en flagrant délit enregistrées sur l'ensemble de l'année.

Parallèlement, la question de la densité carcérale et de la capacité des établissements pénitentiaires reste au cœur des préoccupations, notamment dans un contexte où une part importante des détenus est en détention provisoire. Ainsi, il est essentiel d'évaluer plus précisément les tendances récentes des arrestations liées aux stupéfiants, ainsi que les répercussions potentielles de ces arrestations sur la population carcérale, afin d'adapter les politiques publiques en matière de sécurité, de justice et de gestion pénitentiaire.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'arrestations pour infractions liées aux stupéfiants et au crime organisé ont été prononcées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au cours des six derniers mois ?

2) Comment ces chiffres se comparent-ils à ceux de la même période de l'année précédente ?

3) Quelle est l'évolution de façon générale de la criminalité liée aux stupéfiants, et plus particulièrement, celle du crime organisé ?

Réponse (18/03/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Les statistiques relatives aux arrestations pour des infractions liées aux stupéfiants sont recensées sur une année entière. Au cours de l'année 2023, 187 arrestations ont eu lieu pour des infractions liées aux stupéfiants, 208 arrestations en 2024, 213 en 2025, et 24 arrestations au seul mois de janvier 2026.

Il convient de noter que les statistiques précitées ne distinguent pas entre les chiffres relatifs aux arrestations pour infractions liées aux stupéfiants et ceux relevant spécifiquement de la criminalité organisée. En effet, de nombreuses infractions peuvent être commises dans le cadre de la criminalité organisée (p. ex. : cambriolages, extorsions, vols à l'aide de violences, fraudes informatiques, escroqueries, prostitution, traite d'êtres humains, trafic de stupéfiants, etc.).

Ce n'est qu'après un jugement définitif qu'il est possible de retenir définitivement si la commission des faits se situe dans le cadre d'une organisation criminelle ou non.

S'agissant des préoccupations exprimées par les honorables Députés quant à la densité carcérale et aux capacités des établissements pénitentiaires, il convient de renvoyer aux statistiques récentes de l'évolution générale de la population carcérale au Luxembourg figurant dans la réponse à la question parlementaire n° 3585 du 3 février 2026 : ↑

Puis, comme exposé plus en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 2712 du 31 juillet 2025, il faut prendre en considération que la capacité théorique du CPU est de 416 places et celle du CPL est de 486 places. Il importe toutefois de tenir compte des capacités maximales suivantes au CPL :

- 388 places pour les détenus de sexe masculin ainsi que, le cas échéant, pour les mineurs, lesquels sont toutefois hébergés dans un bloc spécialement réservé à cet effet ;
- 51 places pour les détenues de sexe féminin ;
- 47 places réservées aux détenus nécessitant un traitement psychiatrique spécialisé ou intégrés dans le programme d'aide aux personnes dépendantes.

À plus long terme, la capacité du CPL pourra être portée à 672 places grâce à des travaux d'infrastructure de grande envergure. Dans ce contexte, il convient également de rappeler la réponse à la question parlementaire n° 3514 du 22 janvier 2026 relative à la situation des femmes en détention au Luxembourg, laquelle réaffirme que seule une reconstruction d'envergure du CPL permettra d'améliorer durablement les conditions de détention des femmes. Cela démontre, en tout état de cause, l'importance des travaux de restructuration du CPL actuellement en phase de planification, lesquels visent notamment à garantir, à moyen comme à long terme, une capacité carcérale suffisante tout en assurant un traitement pénologique efficace et en renforçant la prévention ultérieure.

Ces travaux d'infrastructure doivent naturellement s'accompagner d'un renforcement adéquat des effectifs du personnel pénitentiaire.

ad 3) L'évolution de la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg suit les tendances générales observées à l'échelle européenne. Les réseaux criminels opèrent de manière croissante à l'international, recourent à des moyens de communication modernes, exploitent les opportunités offertes par la mondialisation et la logistique internationale et adaptent leurs structures de façon flexible et rapide aux nouvelles conditions. Cela met également en évidence la nécessité des différentes initiatives engagées par ce Gouvernement, e. a. dans le cadre du Drogendösch 2.0, afin de doter les forces de police et les autorités judiciaires des ressources humaines et matérielles indispensables à l'accomplissement de leur mission essentielle dans la lutte contre la criminalité organisée.

Il convient de souligner que le nombre d'affaires et d'arrestations en matière de la criminalité liée aux stupéfiants dépend de nombreux facteurs, dont notamment des efforts déployés en la matière par les forces de l'ordre, tels que p. ex. des actions d'envergure portant sur un endroit ou une zone géographique précise.

L'année 2025 a été marquée par une augmentation significative des saisies de stupéfiants transitant par le Luxembourg (cf. le communiqué du Parquet de Luxembourg en relation avec la hausse significative de saisies de stupéfiants au CargoCenter en 2025¹⁷). Cependant, les stupéfiants saisis au Luxembourg ne sont pas entièrement destinés au marché luxembourgeois, mais souvent en transit vers d'autres marchés européens. Cette évolution démontre cependant la présence de phénomènes liés à la criminalité organisée présents au Luxembourg, de même que partout en Europe.

Le rapport 2025 sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies au Grand-Duché de Luxembourg (RELS) du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale vise à situer le contexte dans lequel s'inscrit l'usage et le trafic illicites de drogues et les toxicomanies au niveau national en proposant une vue d'ensemble des évolutions historiques et des tendances actuellement observées en la matière.¹⁸

Attribution du titre de « ville » | Question 3635 (10/02/2026) de M. André Bauler (DP)

Au Grand-Duché de Luxembourg, aucune loi ne fixe des critères précis permettant de déterminer dans

quelles conditions une localité peut se voir attribuer le titre de « ville ». L'ancien Ministre de l'Intérieur, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, avait précisé en 2011, dans une réponse à une question parlementaire, que l'octroi de ce titre ne repose sur aucun ensemble de critères objectivement définis. Il avait pourtant remarqué que « la dénomination de ville est conférée à une localité lorsque celle-ci revêt une certaine importance et se distingue des autres localités ». Et Monsieur Halsdorf d'ajouter jadis que « c'est l'essor d'une localité qui permet de justifier qu'on lui attribue la qualification de ville ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'élaborer des critères objectifs permettant d'orienter le législateur dans l'évaluation des demandes visant à l'octroi du titre de « ville » à une localité ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il enclin à engager une réflexion, voire à faire élaborer un document en vue de définir de tels critères en tenant compte d'éléments fonctionnels administratifs, scolaires et autres ?

3) Dans la négative, quelles seraient les raisons éventuelles qui s'opposeraient à l'introduction de critères clairs en ce domaine ?

Réponse (09/03/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Il n'existe pas, à l'heure actuelle, des dispositions législatives déterminant les conditions pour l'obtention du titre de « ville » à une commune. L'accord de coalition 2023-2028 ne prévoit pas de modification légale pour déterminer des critères d'attribution de ce titre. De tels critères sont susceptibles de changer au fil du temps et risquent de ne pas être adaptés à la réalité en cas d'application à un cas concret. Les dernières communes qui se sont vu attribuer le titre de « ville » par une loi du 4 août 1907 sont Differdange, Dudelange, Ettelbruck et Rumelange.

En outre, le titre de « ville » a une valeur purement symbolique et ne procure ni des droits, ni des avantages à une commune alors que le Gouvernement mène une politique ambitieuse, orientée vers des résultats concrets et tangibles en donnant la priorité au renforcement des services et à l'accompagnement des élus et agents communaux.

Ainsi le nombre d'heures de congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers a été augmenté pour qu'ils soient en mesure de se consacrer encore mieux à l'exécution de leurs tâches dans la politique locale. Les communes de plus de 6.000 habitants disposent désormais d'un bourgmestre à plein temps. Des formations supplémentaires sont disponibles pour les élus et les agents pour mieux les préparer à l'exercice de leurs mandats respectivement de leurs fonctions.

Les services communaux seront également renforcés à l'avenir. Le Conseil de Gouvernement sera prochainement saisi d'un avant-projet de loi permettant une organisation plus effective des services administratifs des syndicats de communes. Un avant-projet de loi est en cours d'élaboration dans le but de renforcer les services administratifs des communes.

Le Gouvernement continue d'encourager les fusions volontaires de communes pour créer des communes plus grandes, dotées de la masse critique nécessaire à une bonne organisation administrative et une prestation de services performants aux citoyens à l'avenir. La Cellule indépendante fusions communales a été

¹⁷ <https://justice.public.lu/fr/actualites/2026/01/communiqu-parquet-luxembourg-saisies-stupefiants-cargo-center-2025.html>

¹⁸ <https://santeseu.public.lu/fr/publications/tr/rapport-national-drogues-2025.html>

relancée pour soutenir les communes dans des projets de fusion.

Dans cette logique, le Gouvernement dote les communes des moyens financiers appropriés pour leur développement. Les subsides de l'État ont été augmentés conformément à la devise « En Awunner ass en Awunner, e Kand ass e Kand – egal a wéi enger Gemeng ee wunnt ». Par ailleurs, le Fonds communal de péréquation conjoncturale a été liquidé et le système de contribution au Fonds pour l'emploi a été réformé.

ad 2) Je me réfère à la réponse à la première question.

ad 3) Je me réfère à la réponse à la première question.

Reprise de la société Payconiq par l'entreprise Buckaroo | Question 3636 (11/02/2026) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

À la suite de la reprise de la société Payconiq par l'entreprise Buckaroo, plusieurs commerçants établis au Luxembourg ont été informés que leurs factures de services de paiement seraient désormais établies avec l'application de 21 % de TVA étrangère, lorsque ceux-ci ne disposent pas d'un numéro de TVA valide. Il est indiqué que cette application de la TVA est accompagnée d'une remise dite « de compensation » destinée à neutraliser l'impact financier de cette taxe, le montant total facturé restant inchangé.

Cette situation suscite des interrogations quant à la conformité de cette pratique aux règles de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicables au Luxembourg et dans l'Union européenne, ainsi qu'à l'égalité de traitement des opérateurs économiques établis au Luxembourg. En effet, en matière de TVA, toute personne qui effectue une activité économique taxable dans le pays doit s'immatriculer auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) et facturer la TVA luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement a-t-il connaissance de la pratique selon laquelle certains opérateurs de services de paiement établis dans un autre État membre, mais actifs sur le marché luxembourgeois, appliquent une TVA étrangère à leurs clients commerçants établis au Luxembourg, notamment en l'absence de numéro de TVA valide ?

– Le Gouvernement peut-il préciser si la remise appliquée par ces opérateurs financiers établis dans un autre État membre, mais actifs au Luxembourg, doit être considérée comme un rabais commercial venant réduire la base imposable à la TVA, ou si elle constitue un mécanisme distinct sans incidence sur la TVA due, et comment cette remise doit être traitée du point de vue fiscal par les commerçants luxembourgeois concernés ?

– Le Gouvernement peut-il préciser si l'application de la TVA étrangère dans ce contexte, est conforme aux règles européennes et nationales de TVA, notamment en ce qui concerne le lieu d'imposition des prestations de services entre assujettis ?

– Le Gouvernement a-t-il évalué l'impact potentiel pour le Luxembourg d'une telle pratique, dans la mesure où des recettes de TVA pourraient être perçues par un autre État membre, alors que les services sont fournis à des opérateurs économiques établis au Luxembourg ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée prévoit, en ses articles 44 et 45, que le lieu des prestations de services fournies à un assujetti agissant en tant que tel correspond à l'endroit où celui-ci a établi le siège de son activité économique. En revanche, lorsque les prestations sont fournies à une personne non assujettie, le lieu de la prestation est celui où le prestataire a établi le siège de son activité économique.

La pratique de la société en question s'inscrit ainsi dans le respect de ces dispositions du droit de l'Union européenne.

Tous rabais et ristournes de prix consentis à l'acquéreur ou au preneur et acquis au moment où s'effectue l'opération ne sont pas à comprendre dans la base d'imposition. En présence d'une personne non assujettie, cette pratique de la société en question est sans impact sur les recettes de l'État luxembourgeois.

Système de paiement immédiat direct (PID) | Question 3637 (11/02/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Le système de paiement immédiat direct (PID) permet à la Caisse nationale de santé (CNS) de prendre en charge directement la part remboursable des honoraires médicaux. Le patient ne règle que sa quote part, tandis que la CNS verse quasi instantanément sa part au médecin.

Depuis son introduction, ce système a connu une évolution significative, tant en termes de participation des professionnels de santé que d'utilisation par les assurés.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de médecins participent actuellement au système PID et comment ce nombre a-t-il évolué depuis son introduction ? Quelle proportion cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des médecins conventionnés ?

2) Combien de médecins sont actuellement en attente de l'installation du système PID ?

3) Quels établissements hospitaliers participent au PID par l'intermédiaire de leurs médecins ? Comment cette participation a-t-elle évolué depuis l'introduction du système ?

4) Le PID est-il accessible à tous les médecins, toutes disciplines confondues, et pour tous types de prestations médicales ? Dans la négative, quelles disciplines ou prestations en sont exclues et pour quelles raisons ?

5) Quels traitements, situations ou cas de figure ne permettent pas le recours au PID ?

6) Quel est le volume des prestations prises en charge via le PID depuis son introduction ? Quelle proportion cela représente-t-il par rapport aux prestations remboursées selon le système traditionnel ? Comment cette proportion a-t-elle évolué depuis l'introduction du PID ?

7) Comment ont évolué le remboursement par chèque et le virement instantané dans les agences de la CNS depuis l'introduction du PID ?

8) Dans quelle mesure le tiers payant social reste-t-il applicable et comment s'articule-t-il avec le système PID ?

Réponse (17/03/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À ce jour, le nombre de médecins(-dentistes) qui ont utilisé le système du paiement immédiat direct (ci-après « PID ») au moins une fois depuis son introduction¹⁹ se chiffre à 2.438, et représente 49,12 % par rapport au total des médecins(-dentistes) « conventionnés ».

Le tableau^{*} suivant renseigne l'évolution du nombre de médecins(-dentistes) qui ont utilisé le PID lors de la semaine en question (date du lundi).

En date du 9 mars 2026, le nombre de médecins (-dentistes) « conventionnés » c.-à-d. disposant d'un code prestataire attribué par la CNS s'élevait à 4.963.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne dispose pas de cette information. En effet, seuls les éditeurs des logiciels de gestion de cabinet disposent de cette information. Il convient également de préciser que le recours à la prise en charge directe via le PID n'est pas obligatoire. Il appartient à chaque médecin de décider s'il souhaite ou non proposer la prise en charge de ses prestations par cette voie.

ad 3) Concernant le dispositif SONS « Vague 1. Incitation à la digitalisation »²⁰, seul le logiciel du Centre hospitalier de Luxembourg a été labellisé.

À ce jour, tous les établissements hospitaliers se sont inscrits au dispositif SONS « Vague 2 : aide à la mise en conformité à la transmission numérique »²¹ et la plupart sont en phase de test afin d'être labellisés.

ad 4) et 5) Le PID est accessible à tous les médecins (-dentistes) et ces derniers peuvent mettre en compte la majorité des actes et services de la nomenclature des médecins(-dentistes), avec actuellement quelques exceptions.

Les cas d'exclusion sont notamment les suivants :

– Les traitements hospitaliers stationnaires : absence des données relatives aux entrées et sorties des hospitalisations, car ces données ne sont pas disponibles en temps réel, mais avec un décalage de quelques jours ouvrables. Or, ces informations sont indispensables pour l'application du PID dans ce contexte. Cette exclusion est temporaire et dépendante de l'avancement de la digitalisation.

– Les cas pour lesquels le tiers payant est obligatoire. Il convient, en effet de distinguer la voie de prise en charge directe obligatoire (procédure du tiers payant) de la voie de prise en charge directe facultative (PID). Dès lors que la procédure du tiers payant s'applique de manière obligatoire, le recours au PID est exclu. À titre d'exemple, il y a lieu de mentionner les actes médicaux délivrés dans le cadre de la compétence de l'Association d'assurance accident, respectivement les actes mis en compte à une personne bénéficiaire du tiers payant social.

– Pour les actes soumis à autorisation du Contrôle médical de la sécurité sociale (ACM), ou à autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale (APCM), ladite exclusion est temporaire et dépendante de l'avancement de la digitalisation.

La liste exhaustive des exceptions peut être consultée sous le lien suivant : <https://cns.public.lu/fr/professionnels-sante/dossiers-thematiques/digitalisation/paiement-immédiat-direct.html>.

ad 6) À toutes fins utiles, il y a lieu de signaler que les chiffres fournis dans le cadre de la présente question parlementaire ne sont pas définitifs dû aux retards inévitables au niveau de la facturation des médecins

¹⁹ Mise en production du PID, le 26 septembre 2023 : phase initiale réservée aux médecins généralistes équipés de logiciels compatibles pour tester le dispositif avant son extension. Généralisation du PID à toutes les spécialités, le 19 mars 2024.

²⁰ SONS 1 : PID V1, Remboursement accéléré
²¹ SONS 2 : PID V2, Remboursement digital, autres documents (p. ex. eCIT)

(-dentistes), aux délais d'introduction des mémoires d'honoraires par les personnes protégées²² et aux délais de remboursement par la CNS et les autres caisses.

Depuis la mise en place du PID au 26 septembre 2023, le nombre total de mémoires d'honoraires pris en charge via ce système n'a cessé d'augmenter. Le tableau[†] suivant présente l'évolution du nombre de mémoires d'honoraires (MH) pour soins médicaux et pour soins médico-dentaires pour les mois de septembre des années 2023, 2024 et 2025.

Les deux graphiques[†] qui suivent présentent l'évolution entre le PID et le remboursement pour soins de médecine et pour soins de médecine-dentaire depuis l'introduction du PID jusqu'en décembre 2025.

Les deux graphiques[†] suivants illustrent la proportion du PID par rapport au reste des modes de prise en charge pour soins médicaux et pour soins médico-dentaires depuis l'introduction du PID.

ad 7) Le graphique[†] ci-après illustre l'évolution du remboursement par chèque, respectivement par virement instantané dans les agences de la CNS à partir de la mise en œuvre du PID.

ad 8) Le dispositif du tiers payant social (ci-après « TPS »), mis en place depuis le 1^{er} janvier 2013 par une convention-cadre²³ entre l'État et la CNS, s'appliquant aux prestations prévues dans les nomenclatures des actes et services des médecins et médecins-dentistes ainsi qu'aux analyses de laboratoire que les médecins sont autorisés à effectuer personnellement dans leur cabinet médical à l'occasion des actes médicaux, tel que prévu à l'article 3 de la dite convention-cadre, est toujours en vigueur.

Il y a lieu de constater que, suite à la mise en place du PID, le recours au TPS pour soins de médecine et de médecine-dentaire a diminué. Le graphique[†] qui suit présente la diminution du TPS par rapport au nombre total des MH à partir de la mise en œuvre du PID mettant l'impact de ce dernier en évidence.

Comme il ressort du tableau, le taux est passé de 1 % en septembre 2023 (ce qui représente 5.452 MH TPS par rapport à un total de 545.469 MH) à 0,34 % en décembre 2025 (ce qui représente 1.490 MH TPS par rapport à un total de 439.619 Total MH) pour les médecins respectivement de 0,93 % (241 MH TPS par rapport à 82.835 Total MH) à 0,29 % pour les médecins-dentistes. Comme indiqué précédemment, il y a lieu de noter que ces chiffres ne sont pas définitifs.

Nomination d'un nouveau directeur de la Spuerkeess | Question 3638 (11/02/2026) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

Den 10. November 2025 huet de Conseil d'administration vun der Spuerkeess am Kader vun engem méi breede strateegeschen Transformationsprozess bis 2030 matgedeelt, datt d'Generaldirektesch „d'un commun accord“ mam Verwaltungsrot decidéiert huet, virum Enn vun hirem Mandat zréckzotrieden. D'Generaldirektesch bleift awer am Amt bis ee Successeur fonnt gëtt. D'Prozedur fir d'Nominatioun vun engem Nofollger ass am Gesetz vun 1989 iwwert d'Spuerkeess virgesinn.

²² Article 84, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale : « L'action des prestataires de soins pour leurs prestations à l'égard des assurés ou de la Caisse nationale de santé se prescrit par deux années à compter de la date des services rendus. Celle de l'assuré à l'égard de la Caisse nationale de santé et de la caisse de maladie dont il relève se prescrit par le même délai à partir du paiement du prestataire. »

²³ Convention du 28 décembre 2012 conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution du tiers payant social.

An deem Zesammenhang wéilt ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

1. Wou ass d'Prozedur fir d'Nominatioun fir eng nei Generaldirektioun drun?
2. Wie leed a koordinéiert dëse Prozess? De Verwaltungsrat eleng oder an Zesammenarbeit mat engem spezialiséierten externe Bureau?
3. Ass am Kader vun dësem Transformationsprozess virgesinn, de Comité de direction ze erweidern? Wa jo, op wéi vill Memberen, a wéi solle Verantwortlichkeiten a Kompetenzen am Comité de direction verdeelt ginn? Wann nee, firwat net?
4. Wéini soll d'Nominationsprozedur ofgeschloss ginn a wéini ass mat enger offizieller Kommunikatioun ze rechnen?

Réponse (12/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. D'Prozedur fir d'Nominatioun vun engem nei Generaldirekter ass amgaangen.

ad 2. Et handelt sech ëm ee strukturéierte Prozess, deen de Verwaltungsrat an d'Wëer geleet huet am Respekt vun der Prozedur, wéi se am Gesetz vun 1989 iwwer d'Spuerkeess virgesinn ass.

ad 3. D'Unzuel vun de Memberen vum Direktionskomitee ass am Gesetz iwwert d'Spuerkeess festgeloucht.

ad 4. D'Nominationsprozedur ass ofgeschloss soubal déi zoustänneg europäesch Autoritéiten sech prononcéiert hunn an d'Regierung eng Nominatioun approuvéiert huet.

Incidents impliquant des appareils de la compagnie aérienne nationale Luxair | Question 3640 (11/02/2026) de **Mme Liz Braz** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis janvier 2025, plusieurs incidents impliquant des appareils de la compagnie aérienne nationale Luxair ont été rapportés par différents médias. Ces incidents incluent notamment des pannes techniques, des retours vers l'aéroport de départ par mesure de précaution, des détournements ainsi que des atterrissages de sécurité, parfois peu après le décollage, y compris à bord d'appareils récents.

La répétition de ces événements sur une période relativement courte soulève des interrogations légitimes quant à l'état de la flotte, aux procédures de maintenance appliquées, à la gestion des risques, ainsi qu'à la qualité de l'information communiquée tant aux passagers qu'aux autorités de tutelle.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Combien d'incidents techniques, de retours en vol, de détournements ou d'atterrissages de sécurité impliquant des appareils de Luxair ont été recensés depuis janvier 2025 ?
- 2) Ces incidents concernent-ils plus particulièrement certains types d'appareils, certaines séries ou certains avions spécifiques de la flotte ?
- 3) Madame la Ministre peut-elle fournir un état des lieux de la flotte de Luxair, notamment en ce qui concerne l'âge moyen des appareils, leur taux de disponibilité et les immobilisations pour raisons techniques ?
- 4) Le Ministère des Transports dispose-t-il d'une analyse expliquant la multiplication apparente de ces incidents depuis janvier 2025 ?

5) Des causes systémiques, qu'elles soient d'ordre technique, organisationnelles ou liées à la gestion de la maintenance, ont-elles été identifiées ou sont-elles actuellement à l'étude ?

6) Quelles sont les obligations de Luxair en matière de déclaration et de communication des incidents techniques auprès des autorités nationales et européennes compétentes ?

7) Madame la Ministre estime-t-elle que l'information communiquée au public par Luxair à la suite de ces incidents est suffisante et transparente ?

8) Quels échanges ont eu lieu entre Luxair et le Ministère de tutelle à la suite de ces incidents répétés ?

9) Des mesures correctives, recommandations ou injonctions ont-elles été adressées à Luxair par le ministère ou par les autorités compétentes ?

10) Quelles conséquences ces incidents ont-ils eues, le cas échéant, sur le plan opérationnel, financier ou en termes d'image pour Luxair et pour l'État en tant qu'actionnaire ?

11) Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer le cadre de surveillance, les contrôles ou les obligations de reporting applicables à Luxair afin de garantir le plus haut niveau de sécurité et de confiance pour les passagers ?

Réponse (12/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

En réponse à la question parlementaire n° 3640, déposée le 11 février 2026, relative à des incidents impliquant des appareils de Luxair depuis janvier 2025, il convient d'apporter les précisions suivantes. Les éléments présentés ci-dessous reposent sur l'analyse consolidée des opérations effectuées sur la période concernée, ainsi que sur les données techniques et opérationnelles disponibles. Ils visent à contextualiser objectivement la nature des perturbations observées, leur fréquence, ainsi que les mesures prises par Luxair afin d'en limiter l'impact opérationnel, tout en garantissant en permanence le plus haut niveau de sécurité aérienne.

ad 1) Sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 11 février 2026, Luxair a opéré 32.375 vols. Sur l'ensemble de ces opérations, environ un vol sur 200 a été affecté par une perturbation d'origine technique, concrètement 169 annulations techniques (ou changement d'avion), soit au total 0,5 %. Ces chiffres sont pleinement en ligne avec les standards observés dans l'industrie aéronautique européenne pour des opérations comparables.

Il convient de préciser que ces situations relèvent de perturbations opérationnelles, telles que des messages systèmes, des indications techniques ou des anomalies détectées au sol ou en exploitation, et ne constituent pas des événements ayant compromis la sécurité des vols.

ad 2) Luxair informe que des occurrences concernent principalement les appareils Q400, tandis que celles concernant le Boeing 737-700 représentent une minorité. Ceci reflète à la fois l'âge relatif de ces appareils et leur intensité d'utilisation au sein du réseau.

La Direction de l'aviation civile (DAC) précise également que les occurrences techniques qui lui sont rapportées se répartissent comme suit : 65 % pour les Q400 et 35 % pour l'ensemble de la flotte Boeing.

Les incidents totaux rapportés, incluant également les événements non techniques (tels que les turbulences, les atterrissages durs, les problèmes de

communication radio entre pilote et contrôleur, etc.), sont, quant à eux, répartis de manière égale entre les Q400 et la flotte Boeing (50 %/50 %). Les Q400 sont principalement engagés sur des liaisons régionales à forte fréquence, impliquant un nombre de cycles (décollage-atterrissage) nettement plus élevé que pour les appareils moyen-courriers. Or, en aviation, le nombre de cycles constitue un facteur déterminant en matière d'usure technique et de maintenance. L'analyse des occurrences doit dès lors être appréciée en proportion du nombre de rotations effectuées et des heures de vol réalisées, et non uniquement en valeur absolue. Rapportées à l'activité opérationnelle, ces occurrences ne mettent pas en évidence de dérive spécifique ou de vulnérabilité particulière d'un type d'appareil.

Dans ce contexte, Luxair a engagé un investissement de plus d'un milliard d'euros dans le renouvellement de sa flotte, notamment avec l'introduction des nouveaux Embraer E2, afin de moderniser en profondeur ses appareils et de réduire l'exposition aux perturbations techniques liées au vieillissement des appareils.

ad 3) L'âge moyen de la flotte Luxair s'établit à environ 12,8 ans. Les Boeing 737-700 présentent un âge moyen plus élevé, proche de 19 ans, tandis que les appareils plus récents, notamment les B737-8 et l'Embraer E2, contribuent progressivement au renouvellement de la flotte.

En matière de disponibilité opérationnelle (« dispatch reliability » – retards supérieurs à 15 minutes pour cause technique), bien qu'en baisse constante sur les 24 derniers mois pour les flottes 737NG (B737-700 et B737-800) et Q400, les indicateurs demeurent élevés et conformes aux standards européens, avec un niveau global supérieur à 98 % et des taux proches de 98,5 à 99 % selon les types d'appareils.

Y exclu les immobilisations pour raisons techniques qui relèvent principalement des cycles normaux de maintenance programmée, incluant les visites lourdes planifiées, ainsi que de certains délais d'approvisionnement en pièces détachées observés à l'échelle internationale. Ces immobilisations n'affectent toutefois pas la capacité globale d'exploitation, comme en témoigne le niveau de disponibilité opérationnelle qui demeure globalement supérieur à 98 %, ce qui correspond à un niveau élevé dans l'aviation commerciale européenne. Aucune immobilisation exceptionnelle liée à une problématique structurelle n'a été identifiée.

ad 4) La Direction de l'aviation civile (DAC) a analysé le nombre d'incidents de Luxair sur quatre années (2022-2025). L'analyse des incidents ne permet pas de conclure qu'il y aurait un problème de sécurité.

Il est important de souligner qu'aucune concentration systémique par chapitre technique (classification ATA – Air Transport Association) n'a été identifiée, c'est-à-dire qu'aucune famille de systèmes spécifique (moteur, avionique, commandes de vol, hydraulique, etc.) ne présente de récurrence anormale susceptible de révéler une faiblesse structurelle ou organisationnelle. Les occurrences observées sont réparties sur différents chapitres techniques, sans schéma répétitif mettant en évidence un défaut de conception, de maintenance ou de gestion. Cette dispersion confirme l'absence de tendance technique préoccupante. Par ailleurs, aucune augmentation des retours en vol, des déroutements ou des atterrissages de précaution pour cause technique n'a été constatée sur la période considérée, ce qui constitue un indicateur clé en matière de performance sécurité et de fiabilité opérationnelle.

ad 5) À ce stade, aucune cause systémique structurelle n'a été identifiée, ni d'ordre organisationnel liée à la gestion de la maintenance.

Les audits internes ainsi que les contrôles exercés par la DAC ne mettent pas en évidence de défaillance organisationnelle. Le système de gestion de la sécurité demeure opérationnel et conforme aux exigences européennes. Les audits et inspections réalisés par la DAC au cours de l'année 2025 n'ont pas permis d'identifier de cause systémique technique, ni organisationnelle.

ad 6) Luxair est soumise aux règlements (UE) n° 376/2014 et 2015/1018 relatifs au reporting, à l'analyse et au suivi des occurrences en aviation civile.

Toute occurrence rapportable doit être transmise à la DAC dans un délai maximal de 72 heures. Ces informations sont ensuite intégrées dans les bases de données européennes dédiées à l'analyse de la sécurité, dans le respect des principes de « just culture ».

ad 7) Il convient de distinguer les événements médiatisés, ayant un impact direct pour les passagers, des occurrences techniques déclaratives, dont une part significative est détectée et traitée avant départ.

Les données objectives issues du système de supervision ne montrent pas de dégradation du niveau de sécurité. La communication doit toutefois toujours veiller à éviter toute confusion entre atterrissage de précaution sans impact sur la sécurité, mais souvent médiatisé comme atterrissage d'urgence, et un véritable atterrissage d'urgence.

ad 8) Les échanges entre Luxair, la DAC et le ministère s'inscrivent dans le cadre du dialogue institutionnel régulier et des mécanismes de supervision continue.

Aucune situation exceptionnelle n'a nécessité la mise en place d'un dispositif particulier ou de réunions extraordinaires.

ad 9) La DAC exerce une supervision permanente de l'opérateur, comme de tous les acteurs du secteur aéronautique luxembourgeois.

Dans ce cadre, des recommandations peuvent être formulées de manière courante, comme pour tout opérateur européen. La DAC confirme que d'un point de vue gestion de la sécurité aérienne, navigabilité et opérations, à ce jour, aucune mesure particulière liée aux événements récents n'a été mise en place vis à vis de Luxair.

ad 10) Les impacts constatés relèvent de la gestion opérationnelle normale d'une compagnie aérienne et peuvent entraîner ponctuellement des ajustements de planning ou des coûts techniques supplémentaires.

Ils n'ont toutefois pas affecté la sécurité des vols ni entraîné de remise en cause structurelle de l'exploitation.

ad 11) Au regard du cadre réglementaire européen particulièrement strict et de la supervision continue exercée par la DAC, aucun renforcement spécifique du dispositif de surveillance ne doit être envisagé à ce stade.

Les indicateurs disponibles confirment que le niveau de sécurité demeure conforme aux standards européens et internationaux applicables.

Introduction de tasers au sein de la Police grand-ducale | Question 3641 (11/02/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

D'Afédération vum Taser bei der Police soll als zousätzlecht Instrument dozou bäidroen, geféierlech Situatiounen ze entschäerfen, ouni direkt op déidlech Gewalt zeréckzegräifen. Gläichzäiteg geet et hei ëm sensibel Froen am Zesummenhang mat Rechtsstaatlechkeet, Transparenz a Vertrauen an d'Police.

Rezent Asätz, bei deenen den Taser zwar gezunn, mee net agesat gouf, weisen, wéi wichteg et ass, de Kader an d'Praxis vum Asaz kloer ze verstoen.

An deem Kontext géing ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

1. Wéi gëtt déi aktuell d'Testphas bis 2027 konkreet dokumentéiert an evaluéiert? Wéi gesäit d'Auswärtung vum dëser Testphas aus?

2. Wat geschitt nom Ofschluss vum der Testphas, a wat ass dat konkreet Zil vum dësem Pilotprojet?

3. Wat war de Kontext respektiv wat war d'Natur vum de Situatiounen, an deenen den Taser gebraucht ginn ass? Wéini gëtt en Taser gezunn, a wéi eng kloer definéiert Critèrë respektiv Asazleitlinie gëllen an dëse Fäll?

4. Wéi gesäit d'Schoulung vum de Polizisten am Émgang mam Taser aus? Wéi laang dauert dës Formatioun, a wat sinn déi konkreet Inhalter an der Theorie an an der Praxis?

5. Wéi ginn d'Gesondheitsrisiken am Zesummenhang mam Asaz vum engem Taser bewäert, besonnesch bei Persounen mat Virerkrankungen oder Häerzproblemer? Wat sinn d'Uweisung fir d'Handele vu Polizisten an dëse Situatiounen?

Réponse (09/03/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Während der aktueller Testphas verleeft den Asaz vum Pistolet à impulsion électrique (PIE) folgendermoossen:

Nodeems de PIE reell agesat gouf, schreift de concernéierte Beamten e Rapport, deen, zesumme mat der rechtlecher Dokumentatioun zu der concernéierter Affaire, un de Parquet weidergeleet gëtt. Zousätzlech dozou féllt de Beamten an der Testphas en interne „questionnaire d'évaluation“ aus, och dann, wann de PIE just aus dem Etui gezu gouf.

Dëse Questionnaire enthält ënnert anerem Froen zum Kontext vum Gebrauch, zu senger Ofschreckungswirkung, zum Fonctionnement souwéi zu de méigleche Suiten nom Gebrauch.

ad 2. D'Decisioun iwwer de Suivi no der Testphas hängk vum de Resultater of, déi observéiert goufen. Déi intern Analys gëtt zum Schluss vum dëser Phas mat menge Servicer an der Plicedirektioun ausgewäert.

De But vum der Testphas ass et, d'Opportunitéit vum dësem Moyen de contrainte ze appreciéieren, fir ze kucken, ob de PIE definitiv bei der Police adoptéiert gëtt. Dës Etapp déngt ënnert anerem dozou, de Gebrauch am operationellen Asaz ze evaluéieren, a fir ze bewäerten, ob den Effet proportionell an efficace ass.

ad 3. D'Situatiounen, an deenen de PIE kann agesat ginn, spillen sech an engem restriktiven operationellen a legale Kader of, notamment vum Gesetz iwwer de Waffgebrauch („loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité“). De PIE soll net als neutraliséierend Waff gebraucht ginn, mee preventiv als sougenannte „mesure préventive de sécurisation“, entspreichend de Prinzipie vum der Necessitéit, der Proportionalitéit an der Legalitéit.

An zwee Fäll gouf de PIE zur Egesécherung gezunn, fir Persounen ze securiséieren, bei deenen d'Gefor bestoung, dass si eng verstoppte Waff (Arme blanche) dobäihaten. Dee rezentste Virfall war den 28. Februar 2026, wou de PIE net nëmme gezu gouf, mee tatsächlech zum Asaz koum.

ad 4. D'Membere vum Groupe de support opérationnel (GSO) kruten eng spezifesche Formatioun vu

16 Stonnen, opgedeelt a 4 Stonnen Theorie an 12 Stonne praktesch Formatioun. Dësen Horaire entsprécht den Ufuerderungen un d'Matière an och de Recommendatioune vum Hiersteller vum PIE.

D'Formatioun besteet aus follgenden theoreteschen a prakteschen Übungen:

- théorie sur PIE T10 ;
- règles de sécurité ;
- manipulation et l'utilisation du PIE ;
- exercices de simulation ;
- exercices d'application ;
- exercices de déploiement réel ;
- exercices de réaction ;
- apprentissage en ligne.

Zousätzlech zu deene Coursen absolvéieren d'Membere vum GSO e reegelméisseg Virtual Reality Training am Kontext PIE.

ad 5. Laut de Recommendatioune vum Fournisseur, soll de PIE net géint Persoune geriicht ginn, déi als besonnesch vulnerabel gëllen, wéi eeler Leit oder schwanger Fraen a Kanner.

Ausserdeem ass de Gebrauch vum PIE verbueden a Situatioune mat erhéichter Gefor vun Nieweverletzungen (z. B. wann eng Persoun sech héich iwwert dem Buedem befënnt oder onsécher steet, wéi op enger Trap, engem Balcon, wann se um Vëlo oder mam Auto fiert).

Nodeems de PIE zum Asaz kouw, gëtt déi betraffe Persoun direkt securiséiert an opgefuerdert um Buedem leienzebleiwe fir ze vermeiden, dass si e Malaise mécht oder fält. Falls si dono freet oder opfälleg medezinnesch Symptomer oprieden, gëtt si bei en Dokter bruecht. Falls et sollt zu engem medezinneschen Noutfall kommen, sinn d'Membere vum GSO an Éischter Hëllef ausgebild a kënnen déi néideg Mesuren aleede bis d'Ambulanz antrëfft.

.....

Contrats à durée déterminée | Question 3642
(11/02/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Panorama social de la CSL pour l'année 2025 met en évidence une augmentation structurelle des recrutements sous contrat à durée déterminée (CDD). Ainsi, sur un total de 142.040 recrutements effectués sur le marché du travail en 2025, 40.480 concernaient des CDD, soit 28 % de l'ensemble des embauches. Les données montrent par ailleurs que les emplois temporaires progressent dans l'ensemble des secteurs, tandis que les contrats à durée indéterminée (CDI) reculent dans plusieurs d'entre eux, notamment le commerce, la construction et l'Horeca.

Bien que la part des CDD demeure inférieure à celle observée dans les pays voisins, il convient de relever que le phénomène de l'emploi temporaire prend de l'ampleur et touche en priorité les jeunes. Ainsi, parmi les salariés âgés de moins de 25 ans, la proportion de CDD dépasse désormais les 50 %.

Pourtant, la législation en vigueur ainsi que la jurisprudence encadrent strictement le recours aux contrats à durée déterminée. L'article L.122-1 du Code du travail limite en effet leur utilisation à l'exécution d'un travail précis et non durable et énumère les situations susceptibles de répondre à ces critères.

Or, de nombreux cas me sont rapportés dans lesquels de jeunes salariés sont recrutés d'office sous contrat à durée déterminée, indépendamment de la nature du poste concerné et des tâches ou missions qui y sont attachées. Souvent, ces CDD sont renouvelés à l'échéance du contrat initial par voie d'avenant. Il semble dès lors que la période d'essai soit, dans

certain cas, remplacée par des contrats à durée déterminée qui, tout en prévoyant des conditions de résiliation plus strictes, offrent à l'employeur une flexibilité accrue dans la gestion de sa main-d'œuvre. Il convient en outre de souligner qu'un CDD, y compris lorsqu'il est renouvelé, peut comporter une période d'essai, conférant ainsi aux employeurs une double marge de flexibilité.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Combien de contrôles effectués par l'Inspection du travail et des mines (ITM) ont porté, entre autres, sur une qualification erronée de contrats à durée déterminée ? Dans combien de cas l'ITM a-t-elle constaté une utilisation non conforme du CDD au regard des dispositions légales en vigueur ?
- 2) Combien de requalifications de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée ont été ordonnées à la suite de l'intervention de l'ITM ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces chiffres, ainsi que ceux demandés à la question précédente, ventilés par année depuis 2018 et par secteur d'activité ?
- 3) Quelles suites sont généralement données par l'ITM lorsqu'une utilisation non conforme des CDD est constatée, notamment en ce qui concerne les sanctions administratives ou autres mesures correctives à l'encontre des employeurs concernés ?
- 4) Monsieur le Ministre estime-t-il que les moyens actuellement à disposition de l'ITM sont suffisants pour assurer un contrôle effectif du recours aux CDD, en particulier dans les secteurs et pour les catégories de travailleurs les plus concernés, tels que les jeunes salariés ?
- 5) Quelles mesures supplémentaires Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre afin de garantir que le contrat à durée indéterminée demeure la forme normale de la relation de travail et afin de prévenir le recours abusif aux contrats à durée déterminée ?

Réponse (06/03/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1) Au cours des années 2021 à 2025, l'ITM a procédé aux contrôles en matière de conditions de travail tels que détaillés ci-après, lesquels ont porté sur le nombre de salariés figurant dans le tableau [↑] :

Dans le cadre de ses missions, l'ITM vérifie notamment l'existence d'un contrat de travail écrit ainsi que le respect des mentions obligatoires devant figurer dans le contrat de travail conformément au Code du travail.

Toutefois, le recours au contrat à durée déterminée, autorisé pour l'exécution d'une tâche précise et non durable, implique une analyse juridique individualisée qui relève, en cas de contestation, de la compétence exclusive des juridictions du travail.

L'ITM ne dispose pas de statistiques spécifiques relatives aux cas de qualification erronée de contrats de travail à durée déterminée ni aux cas d'utilisation non conforme de ces contrats au regard des dispositions légales.

ad 2) L'ITM ne dispose pas de données relatives au nombre de requalifications de contrats de travail à durée déterminée en contrats de travail à durée indéterminée intervenues à la suite de son intervention.

La requalification d'un contrat de travail à durée déterminée en contrat de travail à durée indéterminée relève exclusivement de la compétence du tribunal du travail, saisi par le salarié concerné. L'ITM n'étant pas partie à ces procédures, elle ne dispose pas d'un relevé statistique des décisions rendues en la matière.

Par conséquent, aucune donnée ventilée par année depuis 2018 ni par secteur d'activité ne peut être fournie.

ad 3) Lorsque, dans le cadre d'un contrôle, une situation susceptible de soulever une problématique au regard des dispositions légales encadrant le recours au contrat de travail à durée déterminée est identifiée, l'ITM exerce sa mission de conseil, d'assistance et de prévention en informant l'employeur des règles applicables et en attirant son attention sur les conditions strictes prévues par le Code du travail.

Dans ce cas, l'ITM invite l'employeur à mettre sa pratique contractuelle en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

Toutefois, l'ITM ne dispose pas de la compétence d'ordonner la requalification d'un contrat de travail à durée déterminée en contrat de travail à durée indéterminée, une telle mesure relevant exclusivement du tribunal du travail.

En conséquence, aucune sanction administrative spécifique consistant en une requalification du contrat ne peut être prononcée par l'ITM.

ad 4) Comme rappelé dans les réponses aux questions 1 à 3, le contrôle exercé par l'ITM s'inscrit dans le cadre des compétences administratives qui lui sont attribuées par la loi.

Dans ce cadre légal, les moyens actuellement à disposition de l'ITM permettent d'assurer les missions de contrôle qui lui sont confiées.

ad 5) Le contrat de travail à durée indéterminée constitue le contrat de droit commun, le recours au contrat de travail à durée déterminée revêtant un caractère strictement exceptionnel et dérogeatoire.

Les articles L.122-1 et suivants du Code du travail encadrent de manière précise et limitative le recours au contrat de travail à durée déterminée. Celui-ci ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche précise et non durable et uniquement dans les hypothèses expressément prévues par la loi. L'objet du contrat de travail à durée déterminée doit être clairement défini et mentionné de manière explicite.

En application de ces dispositions, tout contrat de travail à durée déterminée conclu en dehors des cas autorisés est réputé être conclu à durée indéterminée. Le salarié concerné dispose, le cas échéant, de la faculté de saisir le tribunal du travail afin d'obtenir la requalification judiciaire du contrat de travail à durée déterminée en contrat de travail à durée indéterminée.

Le dispositif légal en vigueur repose ainsi sur un double mécanisme de garantie, d'une part, un encadrement normatif strict limitant le recours au contrat de travail à durée déterminée aux situations expressément prévues par la loi, d'autre part, un contrôle juridictionnel effectif permettant de sanctionner tout recours abusif par la requalification du contrat.

À ce stade, le Gouvernement estime que le cadre juridique existant permet d'assurer le respect du principe selon lequel le contrat de travail à durée indéterminée demeure la règle. Aucune mesure législative supplémentaire n'est dès lors envisagée actuellement. Le Gouvernement reste néanmoins attentif à l'évolution des pratiques du marché du travail et à toute situation susceptible de justifier une adaptation du cadre légal.

.....

Répartition des revenus des ménages | Question 3643
(11/02/2026) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans le cadre des discussions portant sur une réforme du système des classes d'imposition, il ressort qu'environ 30.000 ménages, dont l'un des membres est âgé de plus de 50 ans, se trouvent dans une situation de mono-revenu. Afin de mieux apprécier la situation des autres ménages, en particulier ceux actuellement imposés en classe 2, il apparaît utile de disposer d'éléments complémentaires sur la répartition des revenus au sein des ménages.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement est-il en mesure d'indiquer combien de ménages imposés en classe 2 présentent une répartition des revenus supérieure à un seuil de 75 %-25 %, c'est-à-dire une situation dans laquelle un des deux conjoints perçoit plus de 75 % du revenu total du ménage ?

2) Serait-il possible de présenter une ventilation distinguant les ménages résidents des ménages non résidents ?

Réponse (12/03/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il convient de préciser à titre liminaire que, pour les besoins des analyses menées dans le cadre de l'élaboration du projet de loi n° 8676, l'année fiscale 2022 a été retenue comme référence, en raison du très haut niveau d'imposition finale des dossiers pour cette année.

L'exposé des motifs indique que la future classe d'impôt unique sera, de manière générale, plus avantageuse pour une large majorité des couples mariés ou pacés lorsque le conjoint ayant le revenu imposable le plus faible contribue à hauteur d'au moins 25 % des revenus totaux du ménage. Il y est également souligné qu'environ 30.000 dossiers concernent des ménages à revenu unique dans lesquels l'un des membres est âgé de plus de 50 ans.

En total, environ 248.000 ménages fiscaux en classe d'impôt 2 ont été recensés dont la répartition se présente comme suit.

En ce qui concerne les contribuables résidents, a minima 135.000 ménages fiscaux résidents bénéficient de la classe d'impôt 2 en se basant sur les données d'imposition de l'année fiscale 2022. Parmi ces ménages fiscaux résidents en classe d'impôt 2 :

- 12.500 environ (9,3 %) n'étaient constitués que d'un seul contribuable. Il s'agit des contribuables bénéficiant d'une mesure transitoire pour divorce ou veuvage. Dans ce cas, la répartition des revenus est nécessairement affectée à 100 % au seul contribuable du ménage fiscal ; et
- 53.000 environ (39,3 %) correspondent à des couples où l'un des contribuables a un revenu supérieur à 75 % du revenu global du couple.

En ce qui concerne les contribuables non résidents, environ 113.000 ménages non résidents en classe 2 sont recensés en classe d'impôt 2. Parmi ces ménages fiscaux non résidents en classe d'impôt 2 :

- 17.500 environ (15,4 %) n'étaient constitués que d'un seul contribuable. Il s'agit des contribuables bénéficiant d'une mesure transitoire pour divorce ou veuvage. Dans ce cas, la répartition des revenus est nécessairement affectée à 100 % au seul contribuable du ménage fiscal ;
- 52.000 environ (46,2 %) correspondent à des couples où l'un des contribuables a un revenu supérieur à 75 % du revenu global du couple ;
- 22.000 (19,47 %) ménages environ se trouvent dans une situation où le contribuable ayant le revenu le plus élevé oscille à la fois au-dessus et au-dessous

du seuil de 75 % selon que l'on parle d'un splitting selon les revenus mondiaux (retenus pour la détermination du taux global le cas échéant) ou des seuls revenus indigènes. Pour cette sous-population plus particulière, il est donc plus difficile de se prononcer en fonction du seul seuil de 75 %. Par ailleurs, dans cette sous-population, le splitting basé sur le seul examen des revenus indigènes (sans tenir compte des revenus exonérés « étrangers » donc) est de 100/0 % dans plus de 95 % des cas.

Enfin, il faut mettre en évidence que ce seuil de 75 % n'est pas un seuil absolu qui déclencherait dans tous les cas que le barème transitoire de la réforme serait plus favorable. C'est un ordre de grandeur visant à illustrer de manière générale les effets de l'introduction du nouveau barème d'imposition et du barème d'imposition, l'actuelle classe d'impôt 2, applicable durant une période transitoire de 25 ans. Notons encore que ces effets sont fonction des niveaux de revenus, de la présence d'éventuels revenus exonérés (dont notamment des revenus étrangers exonérés en vertu d'une convention fiscale mais pris en compte pour la détermination du taux global) et d'une perte fiscale de l'année ou de pertes reportées utilisées.

Réutilisation de l'ancienne gare d'Ettelbruck pour le Musée national des chemins de fer à Pétange | Question 3645 (11/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Péiteng soll een Eisebunnsmusée opgemaach ginn, an deem, nieft historeschem Fuermaterial, och historesch wäertvoll Deeler vun der fréierer Ettelbrécker Gare sollen agebaut ginn, dëst am Sënn vum Denkmalschutz an Ëmweltschutz. Op der Websäit Circular Building Knowledge Platform ass vun engem potenzielle Recycling-Taux vu ronn 14 bis 17 Prozent rieds.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kultur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass den Undeel vun de Bauelementer vun der Ettelbrécker Gare, déi nom Ofress geséichert goufen a weider genotzt ginn?
2. Wie sinn d'Abnehmer vun de gesécherte Bauelementer?

Réponse (16/03/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Sämtlech Fassadesteng, déi historesch hëlze Bannentrap, Fënsterelementer an Dunne vun der Charpente goufen uerdentlech ofgebaut a konservéiert. D'Encadrementsteng vun de Fënsteren an Diere goufen eenzel nummeréiert an op Palette stockéiert, a sämtlech Beschëlderungen, Aueren an den historesche Lavabo vum Quai, esouwéi d'Signaltechnik sinn eenzel ofgebaut ginn a goufe fachgerecht gelagert.

Et ass geplangt, fir déi uewe genannte Baudeeler am zukünftege Centre national pour le patrimoine ferroviaire – Zuchmusée zu Péiteng ze integréieren.

Och Beschëlderungen, Signaltechnik oder soss Elementer, déi op aner Garé fortkommen, ginn an Zesammenaarbecht tëschent den CFL an dem INPA inventariséiert an en vue vun engem eventueller Intégratioun am Zuchmusée gesammelt.

ad 2. D'Abnehmer vun de gesécherte Bauelementer vun der Ettelbrécker Gare sinn d'CFL an den INPA, déi de Projet Zuchmusée zesummen entwéckelen a bauen.

Sécurité du personnel accompagnant des CFL | Question 3646 (11/02/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Doud vun engem Zuchführer a Rheinland-Pfalz no engem gewalttätegen Ugrëff am Kader vun enger Ticketskontroll huet d'Fro vun der Sécherheet am effentlechen Transport erëm an de Fokus geréckelt. Och zu Lëtzebuerg gëtt et zënter Laangem Diskussiounen, ob d'Personal an eisen Zich méi Kompetenzen an Instrumenter misst kréien, fir géint aggressiv Passagéier geschützt ze ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetslag fir d'Fuerepersonal an d'Passagéier vun den CFL aktuell an?
2. Huet d'Sécherheetslag an den Zich sech fir all Bedeelegt zënter dem Covid verbessert oder ass se gläich bliwwen a wourunner leeën déi Verantwortlech dat fest?
3. Wéi gesäit d'Regierung d'Iddi, fir d'Zuchbegleeder mat Bodycams ze equipéieren, fir si esou ze schützen?

Réponse (16/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Sécherheet vun den CFL-Zuchbegleeder.

ad 1. D'CFL iwwerwaachen d'Sécherheetslag fir ZuchbegleederInnen a PassagéierInne mat héijer Opmerksamkeet. D'MataarbechterInnen hunn d'Méiglechkeet, all Sécherheetsvirfall iwwer eng speziell Applikatioun ze mellen. D'Dokumentéiere vun de Virfall ass fir d'CFL e wichtege Bestanddeel vun der Präventiounsaarbecht. Dës Donnéeë maachen et méiglech, geziilt an effizient Moossnamen un de richtege Plazen an zu de sensibelen Zäiten ëmzesetzen.

Och wann d'Zuel vun de gemellte Virfall an de leschte Joren zougeholl huet, ka festgehalé ginn, datt d'Gravititéit vun dësen Tëscheffäll vis-à-vis vum Personal net am selwechte Mooss zougeholl huet. Dëst weist, datt déi schonn ëmgesate Moossnamen eng positiv Wierkung hunn.

Fir esou no wéi méiglech un der Realitéit vum Terrain ze sinn, gi Workshop mam betraffene Personal organiséiert. Dat erméiglecht et de Responsablen, d'Problemer an d'Besoine vum Personal besser ze verstoen.

Leider gëtt awer zënter e puer Joer eng allgemeng Ofnam vum Respekt géint iwwer dem CFL-Personal observéiert. ZuchbegleederInne gi reegelméisseg mat unerwünschtem oder respektlosem Verhale konfrontéiert, wat vu Steierverhalen, héijem Kaméidi, exzessivem Alkoholkonsum, bis hin zum Netrespektéiere vun Uweisunge geet. Dat beaflosst net nëmmen d'Sécherheetsgefill vum Personal, mee och dat vun de PassagéierInnen.

D'ZuchbegleederInne ginn all Dag mat esou Erausforderunge konfrontéiert a maachen hiert Besch, fir d'Situatiounen ze entschärfen, ouni hir eege Sécherheet oder déi vun de PassagéierInnen a Gefor ze bréngen.

Am Bezuch op déi operativ Sécherheet an d'subjektiv Sécherheetsgefill vun de PassagéierInne weisen d'Resultater vun der Zefriddenheetsëmfro bei de Clienten, déi CFL 2025 duerchgefouert hunn, datt d'PassagéierInnen e generell héicht Sécherheetsgefill an den Zich an an de Garen hunn.

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3350 vum 16. Dezember 2025 gëtt en zuelebaséierten Iwwerbléck iwwer d'Aggressiounen a Gewalt an den Zich.

ad 2. Zënter der Covidpandemie ass d'Zuel vun de gemellten Tëscheffäll an den Zich an d'Luucht gaangen. D'CFL motivéiert hiert Personal konsequent, all eenzelne Virfall ze mellen. Dës Sensibiliséierung, zesumme mam vereinfachte Meldesystem, huet weesentlech dozou bäigedroen, datt d'Zuel vun de Meldunge geklommen ass. ↑

Am Kontext vun der Pandemie ass och ze berücksichtegen, datt tëscht 2020 an 2021 d'Passagéierzuelen zeréckgaange sinn. Mat der Erhuelung vum Trafick zënter 2022, an engem Rekordniveau vu ronn 31,4 Milliounen PassagéierInnen an de Joren 2024 an 2025, ass och d'Zuel vun de gemellten Tëscheffäll geklommen. ↑

Dofir kann opgrond vun den Zuelen eleng net vun enger klorer Verbesserung oder Verschlechterung geschwat ginn.

ad 3. D'Bodycams, esou wéi se elo agefouert sinn, si just fir den Asaz vu Polizisten*innen am Kader vun hire Missiounen geduecht. Den Artikel 43ter vum Policegesetz vum 18. Juli 2018 gesäit vir: „Dans l'exercice de ses missions de police judiciaire et de police administrative, la police peut procéder, au moyen de caméras-piétons fournies à titre d'équipement, à un enregistrement audiovisuel de ses interventions.“

Bei der Ausschaffung vum Gesetzestext ware keng aner Utilisateuren*tricen a Betruecht gezu ginn an et huet keen aneren Acteur aus dem öffentliche Dénsgsch bis dato ee Besoin ausgedréckt. Am „Exposé des motifs“ vum Gesetzesprojet war festgehale ginn, dass d'Police géing d'Aféierung vun de Bodycams ëmsetzen. „Le présent projet de loi a pour objet d'encadrer l'usage des caméras-piétons par la Police grand-ducale. [...] La police est d'autant plus exposée du fait qu'elle est dépositaire de la force publique et, à ce titre, habilitée à prendre des mesures coercitives.“

Am Koalitionsaccord sinn d'Bodycams (Caméras piétons) am Kapitel „Sécurité intérieure“ consacréert ginn als neie Moyen fir d'Police („Nouveaux moyens policiers, données à caractère personnel et respect de la vie privée.“)

D'Police huet e reegelméisseg an gudden Austausch mat den CFL an assuréiert Präsenz a Kontrollen an den Zich an op de Garen am Sënn vun der Sécherheet vun den Utilisateuren*tricen, mee och vum CFL Personal.

De Ministère fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte suivéiert, zesumme mat den CFL, ganz interesséiert d'Asetze vu Bodycams bei verschiddenen Nopesch-Eisebunnen ewéi och bei der Police grand-ducale.

Situation et gouvernance du Laboratoire national de santé (LNS) | Question 3647 (12/02/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

De récents articles de presse, faisant état de la démission du directeur du Laboratoire national de santé (LNS), annoncent que l'établissement public fait face à des défis et des enjeux tant structurels qu'en matière de personnel. Se pose dans ce contexte notamment la question du bien-être du personnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment Madame la Ministre s'explique-t-elle les changements de personnel fréquents à la direction du LNS ?

2) Quelles mesures permettront d'assurer au LNS un fonctionnement plus stable et continu ?

3) Quel délai le Ministère de la Santé respectivement le conseil d'administration du LNS s'est-il donné en vue du recrutement d'une nouvelle direction ?

4) Est-il envisagé de reconsidérer et de revoir le profil recherché pour le poste de direction ?

5) Quels sont les enjeux et défis actuels et futurs auxquels le LNS doit faire face ?

6) De quels moyens le LNS se dotera-t-il pour mener à bien sa stratégie et ses missions ?

7) De quels moyens le LNS se dotera-t-il pour garantir et renforcer le bien-être de ses collaborateurs ?

Réponse (18/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1), 2), 5), 6), et 7) Les changements récents à la direction du LNS s'expliquent par des difficultés d'adéquation entre les profils retenus et les exigences du poste, notamment en matière de gestion d'une organisation complexe en forte évolution. Ces expériences ont permis d'identifier plus clairement les compétences nécessaires pour assurer une direction stable et efficace. Le conseil d'administration en a tiré des enseignements et entend renforcer ses processus de sélection.

Les mesures envisagées visent à renforcer la stabilité à travers une clarification des responsabilités de gouvernance, un encadrement managérial plus structuré et un suivi plus étroit par le conseil d'administration. Une attention particulière est également portée à la continuité stratégique et à la cohérence des décisions.

Le LNS fait face à des défis liés à l'évolution rapide des technologies médicales, à la complexité croissante des analyses, ainsi qu'à la nécessité d'attirer et de retenir des profils hautement qualifiés. S'y ajoutent des enjeux d'intégration dans l'écosystème national de santé et d'adaptation continue aux besoins de santé publique.

Le LNS s'appuiera sur un renforcement progressif de ses ressources humaines spécialisées, sur des investissements ciblés dans les infrastructures et technologies, ainsi que sur une optimisation de ses processus internes. Des collaborations renforcées avec les acteurs nationaux et internationaux viendront également soutenir la mise en œuvre de sa stratégie.

Des actions sont prévues pour améliorer le bien-être du personnel, notamment via une meilleure communication, des initiatives de cohésion, des formations et des mesures favorisant l'équilibre professionnel.

Plus particulièrement, la communication interne sera améliorée au moyen de réunions d'information régulières et d'une diffusion plus transparente des décisions. Le LNS encouragera également les initiatives renforçant la cohésion, notamment via des activités conviviales et un comité dédié au bien-être. Enfin, des actions complémentaires sont prévues, telles que des formations en leadership, des espaces de dialogue pour les équipes, une meilleure conciliation vie professionnelle-vie privée, des possibilités accrues de développement professionnel et des enquêtes régulières de satisfaction afin d'adapter les mesures aux besoins du personnel.

De plus, comme indiqué dans la réponse à la question n° 2775, plusieurs améliorations et modernisations sont en cours, notamment en ce qui concerne la transmission digitale des informations entre les hôpitaux, les médecins et le LNS, la préparation technique des échantillons, ainsi que l'expertise médicale qui leur est apportée. La digitalisation – incluant le machine learning et l'intelligence artificielle – demeure

une priorité stratégique. Le LNS reste pleinement engagé à se maintenir à la pointe de ces évolutions et à mobiliser les ressources nécessaires pour développer et tester des cas d'usage ciblés.

L'ensemble de ces mesures vise à créer un environnement de travail stable, respectueux et collaboratif, dans lequel chaque collaborateur peut s'épanouir et contribuer pleinement aux missions du LNS. La nomination rapide d'un nouveau directeur contribuera à stabiliser la situation et à donner une orientation claire à l'institution, soutenue par un conseil d'administration engagé.

ad 3) et 4) Le poste de directeur a été publié le 19 février 2026 et fait actuellement l'objet d'une procédure de recrutement ouverte. L'objectif est de pourvoir la fonction dans les meilleurs délais, tout en garantissant un processus de sélection rigoureux et exhaustif afin d'identifier le profil répondant pleinement aux besoins stratégiques et opérationnels du LNS.

Courriers syndicaux adressés au Premier ministre | Question 3648 (12/02/2026) de Mme Taina Bofferding (LSAP)

Nodeems schon am November Bréiwer vun der Union des syndicats am Staatsministère agaange sinn, ass de Méindeg, 9. Februar, en neie Bréif dobäikomm. Am Géigesaz zu de viregte Schreiwesse geet et dës Kéier net ëm de fréieren Aarbechtsminister Georges Mischo, mee ëm de Virwurf, datt a wichtege Aarbechtsdossieren net séier an net effizient genuch geschafft gëtt. Konkreet geet et dobäi ëm d'Legislation zum Reklassement, ëm de Kader fir den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz an de Betriber souwéi ëm d'Instrumenter fir de Maintien dans l'emploi.

De Premierminister huet deemools erkläert, de Bréif iwwert de viregten Aarbechtsminister net ze beäntweren, well hien an där Form selwer kee Bréif géif verfaassen.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister folgend Froe stellen:

1. Ass de Premierminister dës Kéier bereet, op de Bréif vun de Gewerkschaften ze äntweren?

2. Wéi bewäert de Premierminister d'Inhalter an d'Virwërf, déi an dëse Bréiwer formuléiert goufen?

Réponse (13/02/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. De Premierminister huet op d'Bréiwer vum 10. November 2025, vum 20. Januar 2026 a vum 9. Februar 2026 vun de Gewerkschafte geäntwert. Annexéiert féinnt déi honorabel Deputéiert dës Äntwerten. ↑

ad 2. Wat d'Inhalter vun de genannten Dossieren ugeet, féiert d'Regierung hir Aarbechte weider an enker Consultatioun mat de Sozialpartner. Aus Siicht vun der Regierung wier et ubruecht, dës Diskussiounen nees am Tripartite-Format opzehuelen, well mir dat gemeinsaamt Zil deelen, gerecht Aarbechtskonditiounen ze garantéieren an dobäi gläichzäiteg d'Beschäftegung an d'Schaffung vun neien Aarbechtsplazen ze sécheren.

An deem Kontext huet de Premierminister de Gewerkschaften eng Aarbechtssëtzung proposéiert, fir hir Positiounen am Beräich Aarbecht a Beschäftegung, Kënschtlecher Intelligenz a Gesondheet nach emol ze diskutéieren.

Gardiennage pour les CFL | Question 3654 (13/02/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'lescht Joer hat d'Sécherheetsfirma Protection Unit hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg iwwerraschend age-
stallt, wouduerch, ënnert anerem, d'Sécherheets-
personal bei den CFL direkt betraff war, obwuel
nach kuerz virun – am Februar – en neie Kontrakt
opgestallt gouf. An dësem Kontext hat ech schonn a
menger parlamentarescher Fro N° 1906 op dës Pro-
blematik higewisen.

Zënter dem Summer 2025 gëtt de Gardiennage
bei den CFL vun der Firma Brinks duerchgefouert,
woubäi d'Personal zum Deel vu Protection Unit
iwwerhol gëtt. No mengen Informatiounen besteet
beim Personal no dësem Iwwergang, och no méi
wéi engem Joer, eng grouss Ongewëssheet, beson-
nesch wat d'Aarbechtsstabilitéit an déi perséinlech
Zukunftsperspektiven ugeet.

Am Kontext vu rezente Gewaltvorfäll am öffentlechen
Transport ass et wichteg, datt d'Sécherheetsleit, déi
alldeeglech fir d'Sécherheet vu Passagéier an CFL-
Personal schaffen, eng Gewëssheet fir hir Zukunft
kreieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir
Mobilitéit an öffentlechen Aarbechten dës Froen stellen:

1. Wéi vill Sécherheetsagent:innen vu Protection Unit
goufe virun der Iwwernam duerch Brinks fir d'CFL
agesat?
2. Wéi vill Leit goufe vu Brinks iwwerhol a wéi vill
kruten een CDI a Vollzäit?
3. Wéi vill Persounen goufen net zu de vieregte Bedin-
gungen iwwerhol, a wat waren d'Grënn?
4. Wéi hunn sech zënter der Iwwernam duerch Brinks
d'Iwwerstonnen, d'Krankeschäiner, den Absenteismus
an d'Personalfluktuatioun am Gardiennage ent-
wéckelt?
5. Wier et rechtlech méiglech, datt d'CFL direkt Sé-
cherheetsleit ënnert eegenen CFL-Konditiounen
astellen, an net iwwer eng extern Sécherheetsfirma?
Falls jo: firwat gëtt dës Optioun net ëmgesat?
6. Ass scho bekannt, wien no deene provisoreschen
9 Méint de Gardiennage bei den CFL fir déi nächst
véier Joer iwwerhëlt?

Réponse (16/03/2026) de Mme Yuriko Backes, Mi-
nistrice de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de
Gardiennage bei den CFL. Déi follgend Informatiounen
goufe bei den CFL ugefrot.

ad 1. Am Kader vun der Iwwerhuelung duerch Brinks
vun de Sécherheetsaktivitéiten, déi virun u Protec-
tion Unit zougedeeelt waren, hat Protection Unit eng
Lëscht vun 160 Mataarbechter:innen matgedeeelt, déi
dem Kontrakt mat den CFL zougeuerdent waren.

ad 2. bis 4. Dës Informatiounen, déi an d'Gestioun vu
Brinks falen, si weeder am Besëtz vun den CFL, nach
vu mengem Ministère.

ad 5. D'Aktivitéit vum Gardiennage, déi zousätzlech
speziellen Autorisatiounen an Obligatiounen laut der
gülteger Gesetzgebung an der Reglementéierung
am Secteur ënnerläit, fällt net an den Aktivitéitsber-
eich vum Groupe CFL.

ad 6. D'Ausschreiwungsprozedure sinn de Moment
amgaangen, an d'Zoudeeling vun neie Kontrakt ass
an de kommende Woche virgesinn.

**Nouveaux appels d'offres relatifs à l'exploitation
de plusieurs lots du réseau RGTR | Question
urgente 4140 (26/05/2026) de M. Meris Sehic**
(déi gréng)

Le nouveau cahier des charges publié dans le cadre
des marchés publics relatifs à l'exploitation de plu-
sieurs lots du réseau RGTR suscitent de fortes inquié-
tudes auprès des acteurs du secteur, ainsi que les
organisations syndicales OGBL et LCGB, qui dé-
noncent la disparition de plusieurs garanties sociales
figurant dans les versions précédentes.

Selon les informations rendues publiques ainsi que
les éléments contenus dans les documents des mar-
chés, plusieurs modifications importantes auraient
été introduites, notamment :

- la disparition de clauses explicites relatives à la re-
prise obligatoire du personnel ;
- la disparition de certaines garanties sociales liées à
la convention collective sectorielle ;
- la possibilité de recourir à des véhicules thermiques
ou hybrides jusqu'en 2030 sur certains lots ;
- l'acceptation de la seule langue anglaise pour le
personnel de conduite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions sui-
vantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des
Travaux publics :

- 1) Pour quelles raisons le nouveau cahier des charges
ne prévoit-il plus explicitement certaines garanties
sociales figurant dans les versions précédentes, no-
tamment en matière d'application de la convention
collective sectorielle et de reprise du personnel en cas
de changement d'opérateur ? Le Gouvernement a-t-il
évalué les conséquences potentielles de ces modifica-
tions sur l'emploi, les conditions de travail et les
risques de dumping social dans le secteur ?
- 2) Pour quelles raisons le nouveau cahier des charges
permet-il encore, jusqu'en 2030, l'utilisation de véhi-
cules thermiques ou hybrides sur certains lots où l'ex-
ploitation est aujourd'hui déjà assurée exclusivement
par des autobus électriques ? Le Gouvernement a-t-il
évalué les conséquences de ce recul pour les opéra-
teurs ayant investi massivement dans l'électrification
de leur flotte conformément aux orientations précé-
demment défendues par l'État ?
- 3) Pour quelles raisons le nouveau cahier des charges
prévoit-il désormais que la seule maîtrise de l'anglais
puisse suffire pour le personnel de conduite et assou-
plit-il les exigences relatives aux infrastructures
locales des opérateurs ? Le Gouvernement considère-
t-il que ces modifications risquent de favoriser une
mise en concurrence reposant principalement sur
une réduction des coûts salariaux et des standards
d'exploitation ?
- 4) Madame la Ministre peut-elle expliquer pour
quelles raisons le nouveau cahier des charges pré-
voit, sur certaines lignes desservant l'Est du pays et la
région de Grevenmacher-Wormeldange, une réduc-
tion des capacités de transport via le recours à des
véhicules plus petits ? Comment le Gouvernement
justifie-t-il cette orientation à un moment où les prix
des carburants restent élevés et où l'attractivité du
transport public devrait au contraire être renforcée,
notamment pour les habitants des zones rurales ?

Réponse (01/06/2026) de Mme Yuriko Backes,
Ministrice de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La convention collective de travail applicable au
secteur, en plus d'être déclarée d'obligation générale²⁴,
est mentionnée à la page 9 du cahier administratif
téléchargé sur le portail des marchés publics en date

du 30 avril 2026. Ce document, conjointement avec le
cahier des charges reprenant les volets techniques du
marché, fait partie intégrante de la soumission en
question. Comme la reprise du personnel de conduite
n'a pas soulevé de difficultés lors de la procédure de
passation et lors de l'exécution des marchés de l'appel
d'offres publié en 2020, les appels d'offres suivants
pour des services publics d'autobus, publiés en 2023,
2024 et 2025, ne comprenaient plus de dispositions sur
la reprise du personnel de conduite et aucune question
relative à ce sujet n'avait alors été soulevée. À la suite
de questions introduites via le portail des marchés
publics, et afin de renforcer les documents de soumis-
sion, la mention de la convention collective de travail a
été rappelée dans le cahier des charges, et des préci-
sions relatives sur la reprise du personnel ont été réin-
troduites par la mise en ligne en date du 28 mai 2026
de documents adaptés.

ad 2) L'objectif de l'électrification de l'ensemble de la
flotte d'ici 2030 reste inchangé. Seulement, les dis-
positions de l'appel d'offres en cours donnent aux en-
treprises la flexibilité nécessaire pour définir leur
propre stratégie en vue d'atteindre l'objectif final
pour le lot en question. Aussi, la possibilité donnée
d'utiliser des véhicules thermiques ou hybrides
jusqu'en 2030 au plus tard, se limite à des véhicules
déjà actuellement en exploitation. Tous les nouveaux
véhicules commandés dans le cadre de ce marché
doivent satisfaire aux exigences des nouvelles caté-
gories, notamment celle d'être électriques.

ad 3) Contrairement à ce qui est avancé, le cahier des
charges ne prévoit pas que la seule maîtrise de l'an-
glais suffise. La maîtrise des langues officielles reste
obligatoire, afin d'assurer notamment la communica-
tion avec le poste de commande de l'Administration
des transports publics. À la suite de questions via le
portail des marchés publics, il a été précisé le 28 mai
2026 que la compréhension et la communication en
anglais constituent un atout.

Cette disposition repose sur deux constats : elle faci-
lite le recrutement dans un contexte de pénurie de
personnel de conduite, notamment parmi les rési-
dentes et résidents récents et les frontaliers, et elle
répond à l'évolution du besoin étant donné qu'une
part croissante des usagers et usagères des lignes
RGTR s'exprime en anglais.

Enfin, les opérateurs restent soumis à la convention
collective de travail, les exigences linguistiques natio-
nales sont maintenues, et les contrats prévoient des
pénalités renforcées pour garantir la qualité du service
rendu.

Dans ces conditions, ces adaptations ne sauraient être
interprétées comme favorisant une réduction des
coûts salariaux ou une dégradation des standards.

ad 4) Il convient de préciser que les soumissionnaires
potentiels ne se sont pas prononcés à ce sujet dans la
procédure de marché.

Mes services analysent continuellement la fréquentation
des lignes RGTR pour adapter l'offre à la demande
en capacité. Alors que sur de nombreuses lignes à tra-
vers le pays, des véhicules plus capacitaires, voire des
courses supplémentaires s'avèrent nécessaires et sont
mis en place au fil des changements d'horaire semes-
triels, il s'avère que sur les lignes en question, des véhi-
cules moins capacitaires suffisent actuellement à
satisfaire la demande. L'appel d'offre prévoit la possibi-
lité de passer à des bus plus longs lorsque les comp-
tages en montreront le besoin. Du moment que le bus
circule et qu'il dispose de suffisamment de places, la
taille du bus n'influe en rien sur l'attractivité du trans-
port en commun. Par contre, un bus plus petit est
souvent mieux adapté à des situations exiguës, notam-
ment en milieu rural.

²⁴ Règlement grand-ducal du 4 juin 2024 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour le personnel mobile et le personnel technique sédentaire des exploitants d'autobus et d'autocars privés conclue le 9 février 2024 entre la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars ASBL – FLEAA, d'une part, et le LCGB ainsi que l'OGBL, d'autre part.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Résiliation des contrats des producteurs laitiers luxembourgeois par Lactalis | Question urgente 4156 (29/05/2026) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Wéi de franséische Grupp Lactalis, deem d'Molkerei EKABE zanter 1989 gehéiert, en Donneschdeg den Owend an engem Schreiwes matgedeelt huet, soll vum 1. Abrëll 2027 u keng Lëtzebuurger Mëllech méi um Site zu Eschweiler verschafft ginn. Allerdéngs ass net geplangt, de Site zouzemaachen. D'Mëllech soll aus dem Ausland importéiert ginn. Lactalis wëll dowéinst d'Kontrakter mat den 68 Mëllechbauere kënnegen, déi bis elo hir Mëllech bei der EKABE ofgeliewert hunn.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi laang weess d'Madamm Ministesch Bescheid, datt Lactalis wëll d'Kontrakter mat de Lëtzebuurger Mëllechbauere kënnegen?
2. Krut si Grënn fir déi iwwerraschend Decisioun genannt?
3. Wéi vill Kilo Mëllech sinn hei zu Lëtzebuerg betrafft a wat ass den Undeel vun der EKABE un der gesamter Mëllechproduktioun?
4. Wéi vill Kilo Mëllech ginn um Site Eschweiler verschafft?
5. Vu wou soll d'Mëllech an Zukunft hierkommen, wa Lactalis d'Kontrakter mat de Lëtzebuurger Bauere kënnegt?
6. Wat soll an Zukunft um Site produzéiert ginn?
7. Wat geschitt mat de Marke vun der EKABE?
8. Gëtt et kuerzfristeg Léisunge fir déi betraffe Betriber respektiv ass et méiglech, fir eng aner Molkerei fir si ze fannen?

9. Huet d'Ministesch eng Entrevue mat de betraffene Produzente geplangt?

10. Hunn d'Molkereien, déi um Lëtzebuurger Maart aktiv sinn, nach fräi Kapazitéiten?

11. Wéi ass déi aktuell Situatioun um Mëllechmaart?

12. Sinn nach aner grouss privat international Acteuren um Lëtzebuurger Mëllechmarché, déi änlech kéinten handeln? Wéi ofhängeg ass de Lëtzebuurger Marché vu privaten Acteuren?

Réponse (01/06/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Den 21. Mee huet Lactalis BeNeLux schrëftlech eng Entrevue fir den 28. Mee beim Landwirtschaftsministère ugefrot. Bei dësem Rendez-vous, den 28. Mee um 16.00 Auer, hunn d'Vertrieder vu Lactalis de Landwirtschaftsministère doriwwer informéiert, datt si de Kontrakt fir d'Ofhuele vun der Mëllech vun de Produzente vun der Prolek net méi géifen erneieren an domat ab dem 1. Abrëll 2027 keng Mëllech méi ofhuelen.

Kuerz virun deem Rendez-vous, den 28. Mee ass de Landwirtschaftsministère vum President vu Prolek doriwwer informéiert ginn, datt Lactalis si scho moies iwwer dëse Fait a Kenntnis gesat hat.

ad 2. Lactalis begrënn seng Decisioun mat der staarker Volatilitéit vun den internationale Mäert fir Botter a Mëllechpudder an der zouhuelender internationaler Konkurrenz. Fir sech un dëst Ëmfeld unzepassen, wëll de Konzern seng Ofhängegkeet vun de Commoditymäert (Basisprodukter) reduzéieren an seng industriell Organisatioun nei ausrichten. Well d'Lëtzebuergesch Mëllechcollecte historesch op dëse Mäert baséiert, huet Lactalis decidéiert, de Kontrakt nom Auslaf am Mäerz 2027 net méi ze verlängeren.

ad 3. Den Informatiounen no vu Lactalis liwweren d'Lëtzebuergesch Prolek-Produzenten all Joer ronn

54 Milliounen Kilogramm Mëllech, dat entsprécht 10–15 % vun der Lëtzebuurger Mëllechproduktioun.

ad 4. Zousätzlech zu de 54 Milliounen Kilogramm Mëllech ginn um Site zu Escheler ongeféier 40 Milliounen Kilogramm Mëllech aus dem Ausland pasteuriséiert a konzentréiert.

ad 5. Et goufe keng weider Detailler iwwert d'Hierkonft vun der Mëllech matgedeelt, déi hei zu Lëtzebuerg pasteuriséiert a konzentréiert soll ginn.

ad 6. Déi industriell a logistesche Aktivitéiten sollen um Site zu Escheler bäibehale ginn.

ad 7. Lactalis ënnersträicht de Wëllen, d'Entwécklung vun der traditioneller Mark EKABE zu Lëtzebuerg weiderzeféieren.

ad 8. De Prolek-Komitee an seng Membere sinn aktuell amgaangen, alternativ Ofsazméiglechkeeten ze evaluéieren. De Landwirtschaftsministère steet dobäi zur Säit a wäert déi néideg Ënnerstëtzung am Kader vu senger Méiglechkeete leeschten.

ad 9. E Méindeg, den 1. Juni, ass eng Entrevue tëscht dem Landwirtschaftsministère an de Vertrieder vu Prolek virgesinn, fir en Austausch iwwert déi aktuell Situatioun an déi méiglech Perspektiven ze féieren.

ad 10. Aktuell ginn d'Veaarbechtungskapazitéiten vun de Molkereien, déi um lëtzebuergesche Maart aktiv sinn, analyséiert.

ad 11. De Mëllechpräis um lëtzebuergesche Maart ass zënter Enn 2025 zeréckgaangen. Op EU-Niveau schéngen sech d'Präisser ze stabiliséieren.

ad 12. Ausser EKABE, déi zum franséische Grupp Lactalis gehéiert, gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell keen aner privaten Acteur am Mëllechsecteur. Déi aner Acteuren um Lëtzebuurger Marché si genossenschaftlech organiséiert (Luxlait, Biog, Arla, Hochwald) oder méi kleng spezialiséiert Betriber.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799